

UNIVERSITE DE CLERMONT FERRAND

FACULTE DE DROIT ET DES SCIENCES ECONOMIQUES

DIMENSION REGIONALE
ET
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Thèse présentée et publiquement soutenue
devant la Faculté de Droit et des Sciences Economiques
de l'Université de Clermont-Ferrand
pour l'obtention du grade de Docteur ès-Sciences Economiques
par Jean Louis GENDRE

1966

JURY

PRESIDENT : M. PARENT

SUFFRAGANTS : { M. SELLIER
M. DERYCKE

UNIVERSITÉ DE CLERMONT-FERRAND

FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

DIMENSION RÉGIONALE
ET
DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Thèse présentée et publiquement soutenue
le 22 janvier 1966
devant la Faculté de Droit et des Sciences Economiques
de l'Université de Clermont-Ferrand
pour l'obtention du grade de Docteur es-Sciences Economiques
par Jean Louis GENDRE

JURY

PRESIDENT : M. PARENT

M. SELLIER

SUFFRAGANTS { M. DERYCKE



TABLEAU DU PERSONNEL ENSEIGNANT
DE LA FACULTE

DOYEN :

M. SEBAG, professeur de droit civil.

ASSESEUR :

M. STOUFFLET, professeur de droit commercial .

PROFESSEURS :

M. PARENT , professeur d'économie politique .

M. STOUFFLET , professeur de droit commercial .

M. LEMOSSE , professeur d'histoire du droit .

M. MOUCHEZ , professeur d'économie politique .

M. PETOT, professeur de droit constitutionnel .

M. SEBAG, professeur de droit civil .

M. RUZIÉ, professeur de droit international public.

M. GAUCHER, professeur de finances publiques .

PROFESSEUR SANS CHAIRE :

Melle de GAUDIN de LAGRANGE, professeur de droit privé.

MAÎTRES DE CONFERENCES AGREGES :

M. SERGENE (droit romain) .

M. du PONTAVICE (droit privé).

M. PIEDELIEVRE (droit privé) .

M. DERYCKE, (sciences économiques).

M. GUILLAUMONT (sciences économiques) .

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur .

I N T R O D U C T I O N :



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546606_0021

La nécessité d'une politique de développement régional est de plus en plus affirmée. A vrai dire, l'expression sans cesse répétée de ce besoin devient un lieu commun et il importe d'en mesurer la portée réelle.

L'analyse économique, peu préparée à cette prise de conscience, s'est trouvée désarmée. Les outils qu'elle avait forgés ne lui permettaient pas de répondre de façon satisfaisante à ce problème nouveau. Sous l'empire d'une tradition plus que séculaire, elle avait pris l'habitude d'ignorer la dimension régionale dont elle ne soupçonnait d'ailleurs pas la spécificité. En attirant ainsi son attention, non seulement les hommes d'action l'ont invitée à sortir de sa tour d'ivoire, mais encore ils ont affirmé avec insistance, la nécessité d'une véritable théorie du développement régional.

Le retard contracté n'est toujours pas rattrapé. Certes, quelques idées directrices, ont été esquissées grâce à l'emprunt, à la théorie économique générale, d'instruments d'analyse adaptables, mais la spécificité d'une politique de développement régional n'est pas encore nettement dégagée.

Cette carence est dangereuse dans la mesure où elle est à l'origine d'une double méprise :

-D'une part, la méconnaissance des particularités de la dimension régionale nourrit des illusions quant aux possibilités réelles de développement. Il est bon d'affirmer, qu'à ce niveau, celui-ci ne peut être envisagé de la même manière qu'à l'échelon national. Il est souhaitable, de fonder cette affirmation sur une argumentation de nature à dissiper toute forme de malentendu. Au moment où la prise de conscience des inégalités

régionales de développement engendre des actions revendicatives, les limites d'une telle politique doivent être plus nettement précisées.

- D'autre part, l'absence d'une véritable théorie du développement régional est également néfaste par le vide qu'elle crée. Dans une telle situation, toute politique économique est contrainte de se fonder sur l'empirisme. Le défaut de ligne directrice fondamentale conduit à procéder par tâtonnements, par essais successifs, dont la faible efficacité n'est pas une des moindres conséquences. Une semblable incertitude dans l'action est une source de gaspillage particulièrement lourde.

Le terme de région est une expression fréquemment employée. La diversité d'applications dont il est l'objet explique en grande partie l'imprécision de son contenu. Qu'est-ce qu'une région ?

Les exemples de régionalisme sont variés; il peut être un phénomène africain (1), européen (2), mais aussi breton, ou lorrain. Dès lors, il apparaît qu'il recouvre des réalités fort différentes et que des distinctions doivent être établies. La disparité de dimensions en sera l'instrument.

Un cadre de référence commode nous est fourni pour cette différenciation par une dimension intermédiaire, la dimension nationale. La nation est une réalité très apparente, dont les contours sont déterminés avec netteté. A partir d'elles, il est possible d'opposer les deux formes de régionalisme.

Le propre de celui qui s'applique au niveau de l'Afrique ou de l'Europe est d'être une tentative d'organisation internationale (3). A cette échelle, la dimension régionale est supranationale. Elle constitue un groupement d'Etats soucieux d'instituer entre eux une coopération d'une certaine intensité (4).

(1) PERROUX (F) : L'Economie des Jeunes Nations .P.U.F p.125

(2) MARCHAL ANDRE: L'Europe Solidaire .Ed. Cujas . 1964 p.74

(3) VALERY (F) : " Aspects actuels du régionalisme et du mondialisme ". Economie Appliquée 1960.

(4) BOURGUINAT (H) : " La régionalisation des pays sous-développés. Une rationalité de substitution " .

Cahier de l'I.S.E.A. série L, 15 N°159 p.49 et s.

Cette interprétation était celle de LITTRÉ (1) qui distinguait la région du pays. " L'Europe, écrivait-il, est une région et non un pays, la France est un pays et non une région " .

Par opposition, la dimension régionale peut désigner des espaces dont la caractéristique majeure est de n'être qu'un sous-ensemble, qu'une partie d'un ensemble plus vaste : la nation. La région est, alors, de dimension infra-nationale .

Le problème du développement se pose à ces trois niveaux infra-national, national et supra-national. Toutefois, il n'est pas surprenant que les termes en soient différents. Le professeur André MARCHAL , reprenant la thèse de Lucien BROCARD (2), intègre ces trois échelons dans un processus historique d'élargissement du " cercle des relations humaines " (3) . dont ils auraient été ou seraient les étapes successives .

Le passage se serait tout d'abord opéré de l'économie locale à l'économie régionale, puis de l'économie régionale à l'économie nationale. Un nouvel élargissement résulterait du recul des frontières nationales et de la formation d'une économie continentale et, si une économie mondiale devait un jour se constituer, elle serait l'aboutissement de ce processus. Le vingtième siècle serait celui des " blocs régionaux d'Etats (4) ". Le régionalisme supra-national ne serait donc pas autre chose que du " continentalisme " .

L'histoire nous montre les diverses étapes de cette évolution .

Avant la révolution industrielle, la vie économique était fortement régionalisée. " Au Moyen-Age, et même jusqu'au XVème ou au XVIème siècle, en raison surtout de la difficulté des communications, écrivait Lucien BROCARD (5), la région devait,

(1) LITTRÉ (E) : Dictionnaire de Langue Française Tome 6
Gallimard 1964

(2) BROCARD (L) : Principes d'Economie nationale et internationale
1929 3 Tomes

(3) MARCHAL (A) : L'Europe Solidaire , op.cit p 99.

(4) DOBRETSBERGER (J.) " Théorie des territoires économiques " .
Economie Appliquée 1950 n°1 . Janvier- Mars .

(5) BROCARD (L) : Principes d'Economie nationale et internationale .
op.cit. Tome I p.128.

----- de gré ou de force, se suffire à elle-même dans une très large mesure, elle était l'unité dominante. La Nation n'était pas ou à peine une unité; les premiers linéaments de l'économie nationale commençaient seulement à se dessiner ". Spontanément, l'activité économique s'organisait dans ce cadre territorial . Les conditions techniques relatives aux transports invitaient à cette existence repliée. La structure des unités de production limitant les capacités de fabrication ,s'accommodait de cette tendance à l'auto-suffisance .La prédominance de l'agriculture, la réglementation des activités artisanales entraînaient une certaine homogénéité entre les régions .L'absence de spécialisation conduisait à mimiser les relations qui pouvaient s'établir entre elles. L'oeuvre du développement sera précisément d'introduire une nette différenciation.

Progressivement ,l'étreinte de ce corset va se desserrer. Les mécanismes économiques ne trouvent pas en lui le cadre favorable à leur libre et complète expression . Ils vont le faire éclater. La vie économique tend à s'organiser au niveau d'espaces de dimension supérieure. Le progrès technique participe à cette transformation en remportant des victoires successives sur la distance . Les structures économiques se modifient : la taille des unités de production s'accroît ; des débouchés nouveaux sont conquis; le réseau des échanges devient de plus en plus dense. La vie autonome de la région est de moins en moins concevable. Elle l'était lorsque la majeure partie des activités était de nature agricole,secteur dans lequel existe une forte dispersion géographique des unités de production et, où l'auto-consommation absorbait un pourcentage important du produit d'une unité d'exploitation . Le mouvement de croissance industriel est un puissant facteur d'évolution. L'accélération qu'il imprime au développement contribue pour une large part au débordement du cadre régional. La nation devient alors le lieu privilégié de l'activité économique et de son expansion .

La Grande-Bretagne est la première de toutes à amorcer le processus. Viennent ensuite la France ,les Etats-Unis , l'Al-

Allemagne etc... Ces espaces nationaux sont de taille extrêmement variable. Tandis que les Pays-Bas trouvent dans une activité commerciale extérieure intense la compensation à l'exiguité de leur territoire, les Etats-Unis bénéficient d'un vaste marché intérieur qui constitue le support indispensable d'une production en grande série. Des inégalités se créent entre les différentes capacités productives nationales. Les Etats-Unis acquièrent une position dominante. Mesurant les avantages d'un grand marché, les nations de la vieille Europe décident de s'intégrer dans un ensemble qui les situe au rang de grande puissance économique. La dimension nationale devient à son tour trop étroite. Le cercle s'élargit. Nous entrons, au cours de cette deuxième moitié du XXème siècle, dans l'ère de la dimension supra-nationale. Les exigences du développement économique semblent devoir être mieux satisfaites à ce niveau.

Dès lors, la mise en oeuvre simultanée d'une politique de développement régional, ce cadre étant entendu comme *infra* national, prend l'allure d'un paradoxe. La conception du développement au niveau régional, alors que celui-ci tend de plus en plus à déborder le cadre de cette dimension, ne va-t-elle pas contre le sens de l'histoire ?

Pourtant, les exemples de politique économique de développement régional sont nombreux. De tels problèmes se posent à toutes les économies, qu'elles soient développées ou sous-développées, qu'elles soient capitalistes ou collectivistes. La Grande-Bretagne a été l'un des premiers pays à entreprendre une politique régionale, de même que les Etats-Unis. L'après-guerre et les années ultérieures ont été le théâtre d'une multiplication de ces politiques. En Europe, la France, l'Italie, la République Fédérale d'Allemagne, mais aussi l'Espagne, la Grèce en ont ressenti le besoin. L'U.R.S.S. préoccupée par l'immensité de son territoire, ne pouvait ignorer les problèmes d'aménagement de larges zones (1). Les jeunes nations africaines,

(1) WRONSKI (H) : " La localisation des forces productives en URSS " - Revue d'Economie Politique Janvier Février 1964

qui viennent d'accéder à l'indépendance politique, ont intégré les problèmes régionaux dans la planification nationale qui doit assurer leur indépendance économique (1).

La raison de cette évolution est qu'à l'intérieur des frontières nationales les inégalités de développement entre régions sont considérées comme de moins en moins supportables. Dans les pays sous-développés, où les écarts constatés sont les plus amples, le démarrage de l'économie nationale ne pourrait se concevoir sans une action régionale. Mais le problème est peut-être, psychologiquement, plus aigu encore dans les pays qui ont atteint un certain niveau de développement. Les déséquilibres géographiques qui naissent du mouvement global de croissance ont un coût qui tend à être de moins en moins accepté.

La généralisation des problèmes régionaux ne leur empêche pas de revêtir des formes diverses, tenant compte de la situation particulière de chaque pays, à l'intérieur duquel ils se posent. Une comparaison entre les six nations membres de la Communauté Economique Européenne suffit à le montrer.

La République Fédérale d'Allemagne est essentiellement préoccupée par le déséquilibre qui distingue les régions à forte concentration industrielle des zones dites mixtes ou agricoles. La densité démographique de celles-ci est relativement faible si on la compare à celle de la région Rhin-Rhur ou de la région Rhin-Main. La concentration géographique des capacités industrielles participe à cette décomposition de l'espace national. Pour se rapporter à une statistique globale qui schématise le déséquilibre, on peut indiquer que les deux tiers de la population de la République Fédérale et 80 % de son potentiel industriel sont groupés sur le tiers de sa superficie territoriale (2). La situation est d'autant plus sérieuse que les régions les moins développées supportent le handicap particulièrement lourd d'occuper une position géographique péri-

(1) PENQUIL (M) : " La région dans la planification économique des pays en voie de développement : l'exemple des nations africaines d'expression française ".

Revue d'Economie Politique Janvier Février 1964

(2) LANGER (W) : " La politique du Gouvernement Fédéral en matière de structure régionale " C.E.E. Objectifs et méthodes de la politique régionale dans la Communauté Européenne - 1964.



phérique .

Le dualisme de l' ~~de~~ économie italienne est une des manifestations les plus prononcées de l'ampleur que peuvent revêtir de telles inégalités. Si le Nord de ce pays se situe par sa structure au rang des économies industrialisées modernes, en revanche, la gravité du sous-développement du Mezzogiorno pousse certains auteurs à établir des rapprochements avec les économies du Tiers- Monde . La réalisation de l'unité italienne a eu pour effet de favoriser ce déséquilibre : le développement de l'Italie du Nord a exercé des effets de stoppage sur celui de l'Italie du Sud (1). La densité démographique de cette zone méridionale est à l'origine d'un niveau de sous-emploi élevé. L'intensité exceptionnelle de cette disparité devait engendrer dès 1950 la création d'une " Caisse pour les travaux exceptionnels d'intérêt public en Italie méridionale" plus brièvement appelée " Caisse du Midi" (2).

Les Pays-Bas connaissent des problèmes spécifiques en raison non seulement du niveau élevé de leur peuplement , mais aussi de la faible superficie de leur territoire, qui invite à des conquêtes sur la mer . Le développement spontané de cette économie s'est effectué surtout au profit de la partie ouest du pays, en raison de l'attraction exercée par les centres urbains qui y sont localisés. La nécessité d'organiser une occupation rationnelle et intensive du sol pousse les pouvoirs publics à revitaliser le reste du territoire (3).-----

La Belgique, dont une division régionale pourrait s'opérer à partir du sillon Sambre-Meuse connaît des difficultés relatives à ces bassins charbonniers. Le déclin que subit cette activité économique a entraîné celui de régions dont l'indus-

(1) DAL PANE (L) : " Les transformations des structures économiques de l'Italie" .

Revue Economique n°3 de 1965- L'Economie Italienne

(2) PESCATORE (G) - " Les modalités de l'intervention des pouvoirs publics en Italie méridionale, le rôle de la Caisse du Midi et les effets de son action " . C.E.E.

Conférence sur les Economies Régionales-Bruxelles 1961

(3) HERWEIJER (Ir.S) et CORVER (H) - " La planification et la coordination régionales sur les plans géographique, industriel, agricole, culturel et social dans le cadre du développement régional aux Pays-Bas" . C.E.E.

Conférence sur les Economies Régionales-Bruxelles 1961

trique repose uniquement sur elle . Le Hainaut belge qui groupe les trois zones du Borinage, du Centre et de Charleroi, et qui a été une des premières régions industrialisées doit aujourd'hui envisager sa reconversion (1). Entre 1947 et 1961, le niveau de l'emploi a diminué de 22 % dans le Borinage, de 11 % dans le Centre, de 3,5 % dans la région de Charleroi alors qu'il était resté stable dans l'ensemble du pays; Cette disparité économique engendre une dégradation du revenu par habitant : de l'ordre de 9 % entre 1957 et 1961 dans le Borinage et le Centre .

Le Luxembourg n'est pas à l'abri de déséquilibres régionaux, malgré la faible superficie du territoire du Grand Duché, 57 % de sa population vit sur 11 % de son espace national . L'originalité de ce pays procède du fait qu'il a des frontières communes avec trois autres membres de la C.E.E., mais aussi, qu'à vol d'oiseau, aucun point de son territoire ne se trouve à plus de 30 kilomètres de l'une de ses frontières (2). Les problèmes frontaliers y sont nettement posés .

La France, enfin, doit l'importance de ses déséquilibres régionaux à l'excessive concentration de la région parisienne qui n'a pas -- d'équivalent dans les autres pays. L'opposition devenue classique entre " Paris et le désert Français " en précise la portée (3).

Le phénomène est général . Le développement engendre spontanément des inégalités économiques entre les différentes parties du territoire de chaque nation .

Celles-ci étant de moins en moins acceptées, le problème se pose de savoir quel peut être le résultat d'une politique correctrice tendant à provoquer ce processus dynamique dans les

(1) PERSOONS (F). " La reconversion industrielle d'une région belge en déclin " .

C.E.E. Conférence sur les Economies Régionales -
Bruxelles 1961

(2) CAMY (P) : " Problèmes et perspectives d'une région frontalière au centre de la communauté " .

C.E.E. Conférence les Economies Régionales -
Bruxelles 1961

(3) GRAVIER (J.F) : Paris et le désert français
Flammarion 1947.

régions où il ne se réalise pas ou ne se réalise plus spontanément :

Le premier effet de ~~cette~~ politique a été de révéler la dimension régionale dont les contours sont restés très longtemps méconnus. En lui donnant des expressions nouvelles, elle a incontestablement favorisé son intégration dans la science économique moderne .

Mais la création de ce support organique n'est elle-même que la phase préparatoire de la mise en oeuvre d'une politique de développement régional. Le déclenchement du processus cumulatif d'accroissement des grandeurs significatives de l'activité économique en est le prolongement recherché. Sa réalisation effective pose des problèmes spécifiques tenant à la nature même du développement . Il s'agit de déterminer dans quelle mesure un tel phénomène peut-être, étant donné ses caractéristiques présentes , provoqué dans le cadre de la dimension régionale . Des contraintes inhérentes à la nature intrinsèque de ce processus, risquent de s'imposer et de limiter les résultats susceptibles d'être atteints par cette politique correctrice.

L'émergence de la dimension régionale, les contraintes du développement seront étudiées plus spécialement à partir de l'exemple français où le problème se pose avec une intensité particulière . Non seulement, l'attachement à la dimension régionale y a été toujours, quoique de différentes manières, clairement exprimé, mais encore, le développement y connaît une évolution significative.

L'acuité de l'exemple français n'altère en rien la valeur de généralisation de notre approche. Dans tous les pays , se pose, à des degrés divers, la question de savoir quel peut être le niveau de développement entraîné par une politique correctrice dans les régions où il ne s'entretient pas spontanément .

PREMIERE PARTIE :

L'EMERGENCE DE LA DIMENSION REGIONALE

La perception de la dimension régionale est extrêmement récente puisqu'elle est, en fait , postérieure à la deuxième guerre mondiale et la place qui lui revient ne s'est pas encore nettement affirmée. Jusqu'alors, l'analyse économique s'était développée autour de deux unités fondamentales : l'entreprise et la nation .

Pour les mercantilistes, l'intérêt national constituait la finalité suprême de l'activité économique . Celle-ci devait s'organiser dans le cadre des frontières politiques afin de fonder la puissance de l'Etat sur une accumulation aussi abondante que possible de métaux précieux. Mais la valeur de cet enrichissement ne se déterminait pas dans l'absolu. Il ne pouvait être apprécié que par rapport à celui des États rivaux . En d'autres termes, il n'était pas essentiel à une nation d'être riche, il l'était certainement de l'être plus que les pays voisins. De plus, cette accumulation de métaux précieux consistait moins à extraire une quantité additionnelle d'or et d'argent qu'à s'enrichir au détriment des autres nations en favorisant l'établissement d'une balance du commerce excédentaire (1). L'activité des unités microéconomiques de production devait être orientée vers la satisfaction de cet objectif national; l'accroissement de la production de biens exportables était le moyen le plus efficace d'y parvenir et les pouvoirs publics produisaient les encouragements à cette forme d'activité.

La réaction des auteurs classiques fut vive à l'égard

(1) MARCY (G) : Economie Internationale .

de ce courant mercantiliste. Si Adam SMITH se révèle de par le titre même de son livre "^{Recherche} sur la nature et les causes de la richesse des nations" profondément influencé par la doctrine antérieure, il n'en édifie pas moins les fondements d'un courant de pensée nouveau dont le propre sera de faire descendre la nation du piedestal où l'avait élevée les mercantilistes et d'orienter l'analyse économique sur l'étude du comportement de l'entrepreneur. Les auteurs classiques, soucieux de dégager les lois économiques universelles qui ne sont que le reflet de l'ordre naturel, acceptent mal la présence de frontières politiques. Leur cosmopolitisme (1) les conduit à mépriser le phénomène national de nature strictement politique, mais auquel les mécanismes économiques ne peuvent se résoudre. Le concept de nation est dépouillé de tout contenu sociologique (2) pour n'être qu'un agglomérat d'unités micro-économiques. La perspective macro-économique cède le pas à l'optique individualiste. Ainsi que l'écrit VON WIESER, les échanges ne sont pas réalisés entre l'Angleterre et l'Allemagne, mais entre des Anglais et des Allemands " L'échange extérieur est le fait d'individus isolés mais qui se trouvent soumis à des conditions particulières en raison de leur appartenance à des nations différentes " (3). Car si ces dernières ne constituent pas de véritables sujets économiques, elles sont néanmoins une réalité dont il est impossible de ne pas tenir compte. Les frontières politiques ont pour conséquence de transformer la nation en un espace géographique à l'intérieur duquel les facteurs de production peuvent circuler librement étant donné leur mobilité, mais dont ils ne peuvent sortir qu'avec difficultés. La nation est un espace clos de facteurs. De celà, il résulte que les échanges intérieurs obéissent à des règles différentes de celles qui président aux échanges extérieurs.

(1) MARCHAL (A) : "L'Europe Solidaire " op.cit . p 38

(2) MORET (M) : " L'échange international ".Edit.M.Rivière

(3) MORET (M) ¹⁹⁵⁷ : op cit p.40

L'universalisme des classiques auxquels les a conduit leur souci de généralisation, s'opère aux dépens de l'analyse macro-économique . Cette situation est entretenue par les économistes néo-classiques beaucoup plus soucieux de perfectionner des schémas abstraits, universellement applicables, que d'ouvrir de nouveaux champs d'observation . Il revient aux auteurs modernes et notamment aux économistes français d'avoir rendu à la nation la place qui est la sienne . Sous la plume du professeur MERIGOT (1) , la nation se présente comme " un complexe d'activités économiques hétérogènes, étroitement interdépendantes et solidaires, soumises au pouvoir de l'Etat". Elle retrouve ainsi une personnalité qui lui est propre et redevient une catégorie économique fondamentale . Elle est un composé d'activités économiques qui se diversifient selon leur nature, selon leur origine, selon leur esprit. Elle est aussi , conformément à l'expression du Professeur BARRE " Un centre de cohésion privilégié "(2) en raison des liens institutionnels tissés par la communauté politique .

Pourtant, l'économiste répugne toujours quelque peu à se soumettre à ces délimitations purement arbitraires que sont les frontières politiques et auxquelles les mécanismes du développement sont, par nature difficiles à conformer . C'est pourquoi des tentatives de dépassement de ce concept ont été esquissées, notamment par le Professeur PERROUX dans un essai de dévalorisation de ces frontières (3) .

L'unanimité est loin d'être réalisée sur ce sujet , et nombreux sont encore les auteurs qui continuent de considérer la nation comme l'unité macro-économique fondamentale (4).
" La nation, écrit, dans cette ligne de pensée, le Professeur

(1) MERIGOT (J) : " La nation dans la pensée économique " Revue de l'Economie contemporaine. Juin et sept. 1950

(2) BARRE (R) : Economie politique . Tome II- Thémis p.467

(3) PERROUX (F) : " L'Europe sans rivages " P.U.F 1954

(4) SVENNILSON (I) : " The concept of nation and its relevance to economic analysis ". Economic Consequences of the size of nations. London Macmillan 1960

André MARCHAL (1) apparait encore - et sans doute pour quelque temps - comme le groupement territorial le plus cohérent : ce qui le prouve, confirme-t-il , c'est l'importance relative du commerce intérieur des nations par rapport à leur commerce extérieur " .

Parallèlement , l'analyse économique a connu des développements fructueux à partir de l'étude du comportement de l'entrepreneur .L'entreprise,est en effet l'unité de base du système capitaliste .La combinaison des facteurs de production ,l'établissement d'une politique de prix ou de quantités, sont les domaines d'élection des théoriciens . Les définitions de l'entrepreneur J.B SAY (2) à SCHUMPETER (3) en passant par WALRAS (4) ont présenté celui-ci comme l'élément moteur du système. Le modèle abstrait de concurrence par-faite utilisé par les classiques, ne constitue plus,aujourd'hui, un schéma valable d'explication . Le passage s'est opéré d'un capitalisme de petites unités à un capitalisme de grandes unités. L'analyse du pouvoir de monopole se substitue à celle du régime de concurrence parfaite (5).

Ainsi,la théorie économique gravite-t-elle autour de deux unités fondamentales : l'une de nature macro-économique : la nation; l'autre de nature micro-économique : l'entreprise . A ces deux niveaux, les instruments d'analyse ne cessent de se perfectionner.De longues traditions se sont instaurées qui servent de fondements aux recherches actuelles .

Par contre, la région est restée très longtemps ignorée des économistes.Entre la nation et l'entreprise nettement,caractérisées l'un et l'autre, il ne semblait y avoir de place pour une tierce dimension . Extrêmement rares ont été les auteurs

(1) MARCHAL (A) : " L'Europe Solidaire" op cit p.129

(2) SAY (J.B) : " Traité d'Economie Politique" 1803

(3) SCHUMPETER (J) : " Capitalisme,socialisme et démocratie.
Payot 1961.

(4) WALRAS (L) : " Eléments d'Economie Politique pure".
1877.

(5)HOUSSIAUX (J): " Le pouvoir de monopole "
Sirey 1958.

qui l'ont décélée, et Lucien BROCARD fait figure de novateur . Ses travaux ne connaîtront pas, toutefois, de prolongements immédiats : l'habitude paraissait solidement prise de rejeter cette dimension dans l'obscurité. Son avènement n'est pas l'oeuvre de théoriciens.

La dimension régionale s'est tout d'abord, imposée dans les faits. La relation est étroite entre son apparition et la prise de conscience des inégalités de développement formées à l'intérieur d'une nation . Sa première fonction a été de constituer le cadre d'analyse de déséquilibres économiques localisés dans l'espace national. Son caractère infra-national la prédisposait à exercer ce rôle. Ces déséquilibres ne sont pas nouveaux; ils sont aussi anciens que le phénomène du développement lui-même. Ce qui l'est par contre, c'est la prise de conscience de leur existence et leur aspect de plus en plus intolérable.

L'attachement au cadre régional donne une ampleur particulière au phénomène économique de l'émigration. L'obligation pour un travailleur de quitter, pour des raisons professionnelles, une région, qui en raison de son faible niveau d'activité économique ne lui offre pas les possibilités d'emploi recherchées , est de plus en plus ressentie comme un coût de la croissance économique globale .

Nés de la constatation d'inégalités de développement, la dimension régionale ne pouvait faire l'objet d'analyse économique sans que son contenu soit défini. Les théoriciens ont en effet perçu la nécessité de déterminer les caractéristiques propres de cet espace. De cadre d'analyse, la région a accédé au rang de concept économique.

Cet apport scientifique devait à son tour servir de fondement théorique à la mise en oeuvre d'une politique de développement . L'institution régionale devenait le support de cette entreprise .

Ces trois orientations successives nous permettent d'analyser l'émergence de la dimension régionale en trois étapes :

- La dimension régionale dans les faits .
- La dimension régionale dans les idées.
- Dimension régionale et politique économique .

CHAPITRE I : LA DIMENSION REGIONALE DANS LES FAITS :

" La croissance et le développement ,ni dans les vieux pays ,ni moins encore dans les pays dits sous-développés, ne sont uniformément répartis" écrit le Professeur PERROUX (1). Cette inaptitude à se conformer aux données morphologiques de l'espace géographique est une des caractéristiques majeure des phénomènes économiques. Le développement est déséquilibré ; la croissance est déséquilibrée; par là même, ils sont générateurs d'inégalités.

Les économistes ont pris l'habitude d'appréhender ces inégalités à deux niveaux différents : entre nations , et à l'intérieur d'une même nation (2).

Il n'est pas surprenant qu'elles aient été d'abord observées entre nations . C'est à ce niveau que les écarts sont les plus aigus (3). Il est vrai que ^{ce que} le Professeur AUSTRUY appelle le " un départ exceptionnel pénible et difficile qui conduit à bonnes fins seulement ceux qui sont conscients des peines de la route et préparés à les surmonter " (4) ne peut être le fait de tout le monde . Le développement est l'œuvre d'un nombre limité de nations . Le plus grave est que, sous l'influence de divers facteurs, parmi lesquels une place spéciale revient à la pression démographique et à l'effet de démonstration, la situation tend à se détériorer. L'accroissement de population absorbe la majeure partie de l'accroissement du produit global et ne permet pas de dégager une épargne nette susceptible de

-
- (1) PERROUX (F) ; " L'Economie du XXème siècle ." P.U.F 2ème Ed. 1964 p.167
(2) MYRDAL (G) : "Théorie économique et pays sous-développés ". Présence Africaine 1959.
(3) GENDARME (R) : " La pauvreté des Nations" Cujas 1963
(4) AUSTRUY (J) : " Le Scandale du développement " . Edit. M.Rivière 1964 - p.61

financer l'augmentation de la capacité de production .

La théorie économique s'est intéressée avec vigueur à ce problème du sous- développement du Tiers-Monde . La littérature est abondante en la matière (1) et (2) . Le contraste est grand entre cette pléthore relative et le faible nombre d'études théoriques consacrées aux inégalités de développement entre régions .

Les causes de cette disparité procèdent essentiellement du phénomène suivant :.

D'une part, le mouvement d'émancipation politique a poussé les jeunes nations à rechercher leur indépendance économique .

D'autre part, la région n'est qu'un espace mineur ,car elle n'est pas dotée de la personnalité politique .

Notre propos sera de montrer que les phénomènes économiques prennent, sous la forme d'inégalités de développement, une consistance particulière au niveau régional . Ce sont les faits qui ont imposé d'eux-mêmes le mouvement de régionalisation . Cette pression peut être décrite en trois étapes successives.

- Tout d'abord par une mesure des écarts globaux .
- Ensuite par une analyse de la nature des déséquilibres
- Enfin, par la mise en évidence de leur spécificité .

SECTION I) : L'AMPLEUR DES INEGALITES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT :

L'hétérogénéité de l'espace économique national, soulignée par le Professeur MERIGOT, est l'oeuvre du développement . La structure de l'économie française et sa répartition géographique sont étroitement liées aux progrès réalisés depuis un siècle et demi. L'action de l'homme s'est superposée à celle de la nature pour donner à notre pays un visage nouveau, dont les inégalités

(1) MEUDUC(G) : "Economie du développement " .
Les Cours de Droit . Paris 1961 .1962

(2) cf La Géographie établie par G. CAIRE en annexe à l'ouvrage de J.AUSTRUY: " Le Scandale du développement " op.cit.
p.327 à 512.

sont un des traits les plus frappants.

Une étude comparative des structures économiques des diverses parties de ce territoire conduit à opérer une distinction globale en trois zones ,de poids ,mais aussi de superficies très variables (1). La France se scinderait ainsi en trois grands espaces que sont : la région parisienne, l'Est et l'Ouest. La région parisienne qui recouvre la région de programme actuelle bénéficie d'un niveau de développement élevé. L'Est du pays qui comprend l'ensemble formé par les circonscriptions d'action régionale ainsi dénommées : Nord, Picardie, Haute-Normandie, Champagne, Lorraine, Alsace, Franche-Comté, Bourgogne, Rhône-Alpes ,et Provence -Côte d'Azur, tout en connaissant des difficultés économiques sérieuses n'en possède pas moins un niveau de développement supérieur à l'Ouest,formé par le solde du territoire national. L'Ouest représente plus de la moitié de la superficie de celui-ci (56 %) mais ne contient que (37 %) de la population totale et fournit seulement le quart des emplois industriels nouveaux. Par opposition, la région parisienne, dont la superficie n'atteint que 2 % de celle de la nation possède (19%) de sa population et procure (26%) des emplois industriels nouveaux. Pour l'Est, les pourcentages respectifs sont de 42 % , 44 % et 49 % .

Le déséquilibre est indéniable.Le mouvement de croissance de l'ensemble formé par l'économie nationale n'est , en fait, l'oeuvre que d'une partie limitée du territoire .Le dynamisme est inégalement réparti.

Ces inégalités,appréhendées dans leur aspect le plus saisissant peuvent être mesurées .à l'aide d'un indice global. Toutefois,une approche de cet ordre soulève des problèmes statistiques divers .

§ 1) L'approche méthodologique :

Tout d'abord,bien qu'il soit souvent utilisé ----

(1) Commissariat Général du Plan d'Equiperment et de la Productivité : " Premier Rapport de la Commission Nationale de l'aménagement du territoire ". Paris 1964 p.38

-- un indice synthétique(1) tel que le revenu global ,appauvrit la réalité dans la mesure où il la dépouille de toute nuance . Son utilisation peut être génératrice d'abus : elle est l'objet de contestations sérieuses sur le plan des comparaisons internationales. Le problème se pose différemment ,dans le cadre national, à l'intérieur duquel la vigueur de telles critiques s'estompe . Ecrire que le produit national par habitant est aux Etats-Unis cinquante quatre fois plus élevé qu'au Pakistan, ne revêt qu'une signification très limitée en raison des différences de systèmes de valeurs qui séparent ces différents ressortissants nationaux. Reprendre un tel procédé pour montrer que le revenu par tête dans l'Est de la France est X fois plus élevé que dans l'Ouest de ce même pays est certainement plus expressif . L'appartenance à une même nation, par la communauté de civilisation et de mode de vie qu'elle sous-entend, autorise une telle comparaison .

Une deuxième difficulté à laquelle se heurte cette étude comparative, est la détermination des unités territoriales de base ,sur lesquelles porteront les mesures effectuées. A vrai dire, le cadre géographique devrait varier selon la nature de la série statistique élaborée. L'analyse des structures agricoles ou industrielles impose des cadres différents . Le danger d'une méthode trop diversifiée, en fonction des secteurs observés, serait néanmoins de gêner les comparaisons inter-sectorielles. Force est donc de se reporter à un cadre généralement accepté comme base de référence. Les unités administratives présentent à cet égard l'avantage de la netteté et de la stabilité.

Les premiers essais de mesure de l'hétérogénéité de l'espace économique national ont été menés au niveau des départements. L'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques publie périodiquement une étude de l'espace économique français. Une analyse de l'évolution séculaire des revenus

(1) PERLOFF (H.S) " Lagging sectors and regions of the American Economy" -
American Economic Review 1960 p. 223

départementaux a été parallèlement élaborée (1).

Depuis quelques années, la tendance est au regroupement au niveau de 21 circonscriptions d'action régionale récemment créées. La tâche est commode et la mutation facile, puisque les frontières départementales sont systématiquement respectées. Le défaut de cette méthode est d'imposer un découpage qui n'est pas forcément adapté au phénomène mesuré. Mais cette référence systématique autorise des comparaisons plus fréquentes.

Dès lors, la très grande majorité des statistiques établies le sont, par circonscriptions d'action régionale, et c'est à ce niveau que se mesure l'hétérogénéité de l'espace économique français. D'autres découpages auraient pu être adoptés. Celui-ci, de par ses fondements administratifs, présente l'avantage de la simplicité.

§ 2 - La mesure des inégalités régionales :

L'I.N.S.E.E. a procédé, dans sa dernière mise à jour de l'espace économique français, à ce regroupement des statistiques départementales. Il établit une comparaison très suggestive sur le revenu par habitant entre les différentes régions de programme (2).

Ne sont -- considérés comme revenus, que ceux du travail direct, c'est-à-dire les cinq grandes catégories suivantes : revenus de l'agriculture, revenus des salariés de l'industrie et du commerce, bénéfices industriels et commerciaux, revenus des professions non commerciales et revenus des fonctionnaires. Sont donc exclus du champ d'observation les revenus dits de transfert ainsi que les revenus du capital.

Les résultats statistiques ont été élaborés de la façon suivante : le montant de chaque catégorie de revenus est d'abord déterminé par région. Un premier classement permet de

-
- (1) DELEFORTRIE(N) et MORICE (J) : " Les revenus départementaux en 1864 et en 1954."
Recherches sur l'Economie Française. Colin 1959
- (2) I.N.S.E.E. : " Evolution régionale des revenus des particuliers de 1955-56 à 1958".
Etudes et conjoncture N° 5 de mai 1961.

préciser l'importance de chacune d'entre elles à l'intérieur de chaque région. Ces chiffres absolus sont ensuite transformés en millièmes de la France entière, puis synthétisés en un indice d'ensemble des revenus grâce à un système de pondération. Rapportés aux millièmes de population totale, ces indices d'ensemble de revenus permettent d'obtenir, par région, un "indicateur" du revenu par habitant, avec pour base de référence le niveau cent pour la France entière.

Les enseignements, tels qu'ils résultent du tableau I, peuvent être dégagés de la façon suivante :

Tout d'abord, se dessine avec netteté la situation privilégiée de la région parisienne. Non seulement elle se trouve en tête du classement, mais encore son indicateur de revenu par habitant dépasse de cinquante pour cent celui de la région classée seconde. L'écart relatif entre ces deux dernières est plus important que celui qui sépare cette même région classée deuxième de celle qui se trouve classée 21ème.

En second lieu, se remarque le nombre relativement faible de régions dont l'indicateur de revenu est supérieur au chiffre moyen de la France entière. Seulement cinq d'entre elles se trouvent dans cette position favorable : Ce sont, en plus de la région parisienne, la Haute-Normandie, le Nord, la région Rhône-Alpes et la Lorraine.

Enfin, il est intéressant de mesurer l'ampleur de l'écart entre les chiffres extrêmes pour apprécier l'importance relative des disparités. L'indicateur de la région parisienne est 2, 3 fois plus élevé que celui de la Bretagne. La Commission Exécutive de la Communauté Economique Européenne avait procédé en 1955 à une mesure de ces mêmes disparités, à l'échelon des six pays membres. Pour les soixante-huit régions de base retenues, l'indice du produit régional brut par habitant (base 100 pour la moyenne communautaire) variait entre 40 pour les régions les plus défavorisées et 130 pour les plus développées; ce qui donne un écart de 1 à -----

TABLEAU I : Indicateur de revenu par habitant .

REGIONS	Population (en millions)	Ensemble des revenus (en millions de francs) :millièmes de : revenu France :ce entière)	Indicateur (en : de revenu par hbt : (100 en : France en : tière	Classement selon in- dicateur : de revenu par habi- tant .
Région Parisienne	179,1	285,8	159,6	1
Haute-Normandie	30,3	31,2	102,8	2
Nord	79	81,1	102,6	3
Rhône-Alpes	84,7	86	101,5	4
Lorraine	47,2	47,7	101	5
Alsace	28,4	28,3	99,8	6
Champagne	26,5	24,8	93,8	7
Franche-Comté	20	18,3	91,4	8
Provence-Côte d'Azur	61	55	90,1	9
Picardie	32,6	29,2	89,6	10
Auvergne	28,2	23,3	82,8	11
Centre	40,2	32,0	81,9	12
Bourgogne	31,5	25,8	81,8	13
Languedoc	33,2	26,4	79,6	14
Basse -Normandie	27,2	21,0	77,3	15
Aquitaine	50,9	38,6	75,9	16
Pays-de-la-Loire	53,7	40,5	75,4	17
Midi-Pyrénées	45,1	33,6	74,4	18
Limousin	16,3	11,8	72,6	19
Poitou-Charentes	32,2	22,5	69,9	20
Bretagne	52,7	36,2	68,7	21
France entière	1.000;0	1.000,0	100,0	

3 (1) .

Ainsi, grâce à cette approche en termes de revenus, se trouve élaboré un premier classement hiérarchique . Certes, son caractère global ne lui confère qu'une valeur limitée et il est probable que d'autres critères l'infirm后会ient . Il n'empêche qu'il donne une première idée de l'hétérogénéité de l'espace économique national , dont nous allons préciser les contours en quittant le domaine de la mesure statistique pour aborder celui de l'analyse économique . " Pratiquement , écrit, d'ailleurs , P.URI (2), les différences régionales de revenus sont une autre expression de la différence de la part de l'agriculture, de l'industrie et des services dans l'activité de chaque région".

SECTION II) L'HETEROGENEITE DE L'ESPACE ECONOMIQUE NATIONAL.

Si l'approche, en termes de revenus, présente l'avantage d'être un instrument commode de mesure globale des inégalités régionales, en revanche, elle n'est qu'un outil médiocre d'explication du mécanisme de formation de ces inégalités. La décomposition de^{ce} processus est malaisée du fait même de sa complexité . L'interpénétration est si étroite entre phénomènes démographiques et phénomènes économiques qu'il est difficile de dissocier les simples manifestations du déséquilibre de ses véritables causes . Le sens commun est plus sensible à l'évolution des premiers dont les répercussions humaines sont plus apparentes , mais, à la lumière de l'analyse, ils apparaissent plutôt comme l'épiphénomène de déséquilibres économiques structurels (3) .

-
- (1) C.E..E : " Objectifs et méthodes de la politique régionale dans la Communauté Européenne " .
Bruxelles 1964
 - (2) URI (P) : "Rapport de synthèse sur la situation économique de la C.E.E."
Bruxelles Septembre 1958 p. 52
 - (3) BUQUET (L) : " Le développement démographique régional : la répartition de la population dans l'espace sous l'influence du développement économique " .
Colloque sur les Economies Régionales Juin 1960
Cahier de l'I.S.E.A. n° 112 d'Avril 1961 . Série L n° 8

§ 1)- Structures économiques et capacité d'emploi :

L'hétérogénéité de l'espace économique national, consécutive au développement, peut être repérée de diverses façons. Le taux de croissance de la production intérieure brute obtenue sur l'ensemble du territoire français dissimule, par sa nature agrégative, d'importantes disparités au niveau des régions. Toutes ne participent pas également à l'effort global de croissance.

Plus significative de ce déséquilibre, nous semble être la mesure de la capacité d'emploi de chaque région, car elle se rapporte plus directement à l'état des structures économiques. Si on la définit comme " le nombre de postes de travail effectivement pourvus au cours d'une période" (1), par unité économique considérée, elle dépend, non seulement du niveau global de développement, mais aussi de la nature des activités économiques sur lesquelles repose celui-ci .

A)- Les manifestations du déséquilibre :

Ex ante , dans l'espace , l'offre et la demande de travail ne se superposent pas ; leur égalisation ex post, se réalise par des ajustements qui émanent , principalement, de la première et traduisent la permanence d'un déséquilibre entre régions. Un indice représentatif de ce dernier réside dans la mesure des variations respectives de population active .

L'offre de travail dépend de la population active. Celle-ci peut être, pour les besoins de l'analyse , saisie à deux stades successifs, en distinguant population active potentielle et population active réelle.

La population active potentielle correspondrait à la notion d'offre de travail ex ante; elle est déterminée par des facteurs démographiques tels que l'importance numérique de la population totale , sa structure par âges, mais aussi par des

(1) SELLIER (F) TIANO (A) : Economie du Travail .
Thémis P.U.F 1962 p.~61.

facteurs sociaux . Parmi ces derniers, la proportion de jeunes dépend de l'âge de fin de scolarité, celle des adultes, du degré de participation féminine aux tâches de production, et celle des personnes âgées ,de l'âge de la retraite. La notion de population active potentielle est liée à celle de disponibilités en main d'oeuvre, Elle exprime une situation ex ante .

Par opposition, la population active réelle résulte de l'ajustement de l'offre et de la demande de travail . Elle n'est pas nécessairement égale à la précédente. Des ajustements ont bien été souvent nécessaires à la réalisation de l'équilibre ex post. Les évaluations statistiques que nous possédons se rapportent, évidemment, à cette dernière. Elle indique le nombre de personnes qui exercent effectivement un emploi, ou qui sont en chômage, dans un territoire donné .

La différence entre population active potentielle et population active réelle est le fait de mouvements migratoires. Une immigration nette de population active entraîne une supériorité de la seconde, par rapport à la première, et traduit la présence d'une capacité d'emploi qui n'a pu être totalement satisfaite que par un afflux de main d'oeuvre de l'extérieur . Une émigration nette reflète la situation inverse, c'est-à-dire, l'impossibilité ,pour la capacité d'emploi existante , d'absorber la totalité de la main d'oeuvre disponible .

Le déséquilibre peut être, également, appréhendé à partir de l'évolution de la population active réelle. Une diminution de celle-ci est la conséquence logique d'une diminution de la capacité d'emploi de la région considérée. Le mouvement ascendant est, au contraire, la manifestation d'un accroissement de cette capacité productive. En écrivant que " les phénomènes économiques sont essentiellement des phénomènes de population active" . M. Jean FOURASTIE montrait l'intérêt que pouvait revêtir une telle approche (1) .

(1) cité par le professeur BARTOLI dans son " Cours de systèmes et structures économiques " . Les Cours de Droit 1961-1962 p. 189.

Ce dernier se confirme par l'analyse du tableau II qui présente l'évolution de la population active de chacune des régions de programme entre les deux recensements démographiques de 1954 et de 1962.

TABLEAU II

Régions	Population active (en milliers) a)	Population active 1962 (en milliers) a)	Variation absolue	Variation relative	Classe- ment se- lon va- riation relative
Région Parisienne	3.577,1	3.958,7	+ 381,6	+10,6	1
Provence-Côte d'Azur	1.033,6	1.133,0	+ 99,4	+ 9,6	2
Lorraine	799,3	825,7	+ 26,4	+ 3,3	3
Rhône-Alpes	1.666,1	1.710,1	+ 44,0	+ 2,6	4
Haute-Normandie	543,3	550,9	+ 7,6	+ 1,3	5
Picardie	543,8	550,7	+ 6,9	+ 1,2	6
Languedoc	535,7	535,9	+ 0,2	0	7
Dentre	774,4	768,9	- 5,5	- 0,6	8
Champagne	476,1	470,8	- 5,3	- 1,1	9
Franche-Comté	376,6	371,3	- 5,3	- 1,4	10
Nord	1.337,7	1.309,8	- 27,9	- 2	11
Alsace	546,2	527,4	- 18,8	- 3,4	12
Bourgogne	586,6	564,0	- 22,6	- 3,9	13
Midi-Pyrénées	864,7	831,1	- 33,6	- 3,9	14
Basse-Normandie	533,0	510,1	- 22,9	- 4,2	15
Poitou-Charentes	587,3	555,6	- 31,7	- 5,3	16
Pays-de-la-Loire	1.057,4	993,6	- 63,8	- 6	17
Aquitaine	1.014,9	946,7	- 68,2	- 6,7	18
Bretagne	1.071,8	990,1	- 81,7	- 7,6	19
Auvergne	562,3	507,0	- 55,3	- 9,8	20
Limousin	359,6	315,0	- 44,6	-12,4	21

a)- Source : Projet de loi de finances pour 1965 . Document annexe, Régionalisation du budget d'équipement . Imprimerie Nationale 1964 . Tome II p.81.

Alors qu'au cours de la période observée, la population active totale de la France entière a connu une quasi-stabilité, sinon une très légère progression, au cours de ce même intervalle de temps, quatorze régions de programme, sur un effectif total de vingt et une, c'est-à-dire une proportion des deux tiers, ont vu leur population active diminuer.

Les théoriciens modernes, à l'instar de R.F.HARROD(1) insistent sur le rôle essentiel de la population active et son action décisive sur la formation du capital. Le lien est étroit entre cet élément démographique et le niveau global de la production. A l'échelon sectoriel, une diminution de population active, loin d'être nécessairement néfaste, peut correspondre à un progrès de productivité et dégager une quantité de main-d'oeuvre pour d'autres secteurs de l'activité économique; tel est le cas, notamment, du secteur agricole.

A l'échelon global, c'est-à-dire à l'ensemble des secteurs d'activité, elle apparaît, au contraire, comme un affaiblissement du potentiel de production. Le fait, qu'au cours de cette période, la région parisienne ait bénéficié d'un taux de croissance de plus de dix pour cent de sa population active et que, dans le même intervalle de temps, celle-ci ait diminué de douze pour cent dans le Limousin, traduit des disparités importantes dans les capacités d'emploi de ces deux unités économiques considérées.

Certes, le Limousin (2) trouve-t-il un aménagement à cette hémorragie dans les habitudes locales favorables au maintien en activité de personnes atteintes de l'âge de la retraite et grâce à l'utilisation de la main d'oeuvre féminine, tout particulièrement dans les exploitations agricoles; ce qui lui permet de conserver un taux global d'activité supérieur à la moyen-

(1) HARROD (R.F.) : Towards a dynamic Economics .
London Macmillan 1963

(2) NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES : N°3118 du 11 septembre 1964
" Economies régionales et planification : Le Limousin ".
La Documentation Française .

ne nationale . Mais, ne s'agit-il encore que d'un exécutoire " à rebours" puisqu'il remplace la force de travail perdue par une main d'oeuvre à temps partiel et d'un plus faible rendement .

L'ensemble du classement confirme la situation très favorable de la région parisienne et celle également bonne de l'ensemble Provence-Côte d'Azur - Nous retrouvons, ensuite , la Lorraine, la région Rhône-Alpes et la Haute-Normandie qui figuraient déjà en bon rang dans le classement précédent. Par contre, le Nord , qui a perdu deux pour cent de sa population active, au cours de cette période, se heurte à des problèmes nouveaux, du fait de cette baisse sensible de sa capacité d'emploi .

La majeure partie de ces variations de population active s'analyse en des mouvements migratoires inter-régionaux . Le tableau III présente le solde de ces mouvements migratoires par tranches d'âges entre les deux recensements de 1954 et 1962.

Pour chaque groupe d'âges, le solde des mouvements migratoires est déterminé par la différence entre les entrées et les sorties. Les entrées sont égales au nombre de personnes qui habitent en 1962 dans la région étudiée mais qui habitaient dans une autre région , en 1954. Inversement, les sorties sont obtenues par le calcul du nombre de personnes qui habitaient dans cette région en 1954 et qui habitent dans une autre région en 1962.

Le classement issu de ce tableau nous conduit à répartir les régions considérées en cinq groupes d'inégale importance numérique .

Le premier groupe se réduit à la seule région parisienne, dont le solde migratoire est positivement élevé . Mais plus que le niveau , la structure par âges de ce solde met en valeur le dynamisme de cette région. Au cours de cette période, le nombre de personnes âgées a diminué. Nous avons ici l'illustration du phénomène bien connu du provincial venu travailler à Paris et qui revient à l'âge de la retraite , dans la région dont il est originaire. Par contre, le solde est nettement positif pour les personnes dont l'âge est inférieur à cinquante cinq ans .

Le deuxième groupe se compose de trois régions : l'en-

TABLEAU III - Solde des mouvements migratoires inter-régionaux par tranches d'âges (en millions de personnes de 1954 à 1962)

Régions	Moins de 25 ans	de 25 à 54 ans	55 ans et plus	Tous âges
Région Parisienne	+209,0	+200,3	- 83,0	+ +326,3
Provence- Côte d'Azur	+ 25,8	+ 26,4	+ 26,1	+ 78,3
Rhône-Alpes	+ 22,7	+ 25,0	+ 1,4	+ 49,1
Alsace	+ 2,1	+ 2,4	+ 0,4	+ 4,9
Centre	- 7,4	- 2,9	+ 13,9	+ 3,6
Franche-Comté	- 1,4	- 1,5	+ 1,5	- 1,4
Bourgogne	- 11,0	- 7,8	+ 13,7	- 5,1
Lorraine	- 0,6	- 3,3	- 3,7	- 7,6
Aquitaine	- 3,9	- 11,7	+ 6,2	- 9,4
Haute-Normandie	- 7,2	- 3,4	+ 0,4	- 10,2
Auvergne	- 7,6	- 10,1	+ 2,7	- 15,0
Picardie	- 12,1	- 10,6	+ 3,2	- 19,5
Limousin	- 9,1	- 12,4	+ 1,8	- 20,3
Champagne	- 14,4	- 12,3	+ 0,8	- 25,9
Midi -Pyrénées	- 15,4	- 18,4	+ 1,9	- 31,9
Languedoc	- 19,1	- 20,2	+ 4,2	- 35,1
Poitou -Charentes	- 21,5	- 19,8	+ 4,2	- 37,1
Nord	- 20,3	- 21,5	- 4,1	- 45,9
Basse-Normandie	- 29,4	- 23,0	+ 0,2	- 52,2
Pays-de-la-Loire	- 29,8	- 27,0	+ 3,4	- 52,6
Bretagne	- 50,1	- 47,9	+ 5,0	- 93,0

Source : Projet de loi de finances pour 1965. Document annexe
 Régionalisation du budget d'équipement -
 Imprimerie Nationale 1964 -Tome II p.73

semble Provence-Côte d'Azur, la région Rhône-Alpes, et l'Alsace. Le propre de ces trois régions est de posséder un solde migratoire positif pour les trois groupes d'âges analysés. Encore, peut-on

remarquer la situation particulière de l'ensemble Provence- Côte d'Azur, où l'afflux se disperse presque également entre les trois tranches d'âges, tandis que pour les deux autres régions l'immigration de population âgée est relativement plus faible que celle de population jeune .

Le troisième groupe se réduit à la seule région du Centre dont l'aspect positif du solde migratoire global ne doit pas faire illusion. En effet, il résulte uniquement de l'entrée de population âgée et cette région enregistre un départ appréciable de population jeune .

En quatrième lieu, se distinguent la Lorraine et le Nord qui sont les deux seules régions à posséder un solde négatif pour chacune des trois tranches d'âges. L'exode de population âgée n'est pas pour surprendre, car à l'image de la région parisienne, ces deux zones géographiques constituent des lieux privilégiés d'activité et ne sont pas des secteurs de retraite. Plus remarquable est le signe négatif du solde migratoire de population âgée de 25 à 54 ans. Au cours de cette période, par le biais de ces flux migratoires, la Lorraine a perdu 3.300 personnes de cet âge, et le Nord en a perdu 21.500 alors que la région parisienne présente un solde de + 200.300 personnes, la Provence-Côte d'Azur, un solde de + 25.000 personnes et l'Alsace un solde de + 2.400 personnes. Cette disparité traduit une dégradation de la situation économique des deux régions considérées.

Enfin, se trouve, dans le cinquième groupe, la totalité des autres régions qui présentent des caractéristiques communes. Si l'importance du solde global varie de l'une à l'autre, et s'il est élevé pour la Bretagne et au contraire faible pour la Franche-Comté, il est toujours négatif. De plus, sa structure est partout identique . Toutes ces régions enregistrent un excédent migratoire de population âgée et un déficit, plus important en valeur absolue, de population jeune ou en âge de travailler .

B)- La nature du déséquilibre .

Cette inégale capacité d'emploi constatée d'une région à l'autre et qui pousse les habitants de certaines d'entre elles à émigrer vers d'autres lieux, faute de pouvoir travailler sur place ,procède de disparités dans les niveaux de croissance respectifs. Le mouvement de croissance du produit global ne doit son entretien qu'à des modifications de structures qui le transforment en un processus cumulatif. Or ces transformations structurelles ne s'effectuent pas simultanément; de plus, il arrive qu'elles se réalisent à rebours.

1)- Le déséquilibre au niveau des trois secteurs :

La division de l'activité économique en trois grands secteurs est un outil d'analyse commode, largement utilisé depuis qu'Allan FISHER l'a conçu , Colin CLARK (1) systématisé et M. FOURASTIÉ (2) vulgarisé. L'accord est loin d'être réalisé sur le contenu respectif de chacun des trois secteurs et la démarcation est mouvante selon le critère de classification retenu. M. FOURASTIÉ retient celui de la dépendance vis-à-vis du progrès technique ." On appelle tertiaires,écrit-il (3) les productions qui sont peu influencées par le progrès technique ,secondaires celles qui le sont beaucoup , le qualificatif primaire est réservé aux produits agricoles, lesquels sont en général à progrès technique moyen ".L'auteur affine sa classification à l'aide d'un deuxième critère .Il constate en effet,une coïncidence fréquente entre le précédent et la capacité de besoin des consommateurs. Les produits du secteur primaire dont les plus nécessaires à l'individu, mais aussi ceux dont il est le plus vite saturé .Leur utilité marginale décroît

(1) CLARK (Colin) . " Les conditions du progrès économique .
P.U.F. 1960

(2) FOURASTIÉ (J) : " Le grand espoir du XX^e siècle P.U. 1949

(3) FOURASTIÉ (J) : Pourquoi nous travaillons .P U F 1964
p.26.

très rapidement . Les produits du secteur secondaire font l'objet d'une demande plus extensive et arrivent en second (d'où leur appellation) dans l'urgence des besoins . Leur degré de saturation est également plus faible . Enfin, les produits du secteur tertiaire peuvent faire l'objet d'une demande quasi - illimitée.

Au delà de ces critères, il est souhaitable de se rapporter à une classification plus précise . M.VIMONT (1) a nettement ressenti cette nécessité et nous propose, à cet effet, une répartition qui présente l'avantage d'être généralement adoptée; ce qui facilite les comparaisons, Dans le secteur primaire, il regroupe l'agriculture, les forêts, la pêche et la chasse . Le secteur secondaire se compose des industries extractives et manufacturières , de la construction et du bâtiment . Enfin, il souligne le caractère résiduel du secteur tertiaire en rassemblant , sous cet intitulé, toutes les autres activités économiques et plus particulièrement les transports, les commerces, les banques, les assurances, les services, et les administrations .

Il serait intéressant de mesurer la part de chacun de ces secteurs dans le produit de chaque région ; Malheureusement, l'état actuel des travaux de comptabilité régionale ne permet pas d'obtenir ces renseignements. Force est donc de nous reporter au critère de la répartition de la population active pour apprécier l'importance relative de chacun de ces trois secteurs. Cette étude , au niveau de chaque région de programme, est un instrument de mesure de l'hétérogénéité des économies considérées.

Le classement est établi par ordre d'importance croissante du secteur primaire, à l'intérieur du tableau IV.

Le rapprochement est à faire entre ce tableau statistique et celui qui retrace l'évolution de la population active, par régions de 1954 à 1962 (tableau II). La relation entre les deux phénomènes décrits s'explique par la tendance générale constatée, à l'échelon national , dans l'évolution de la répartition de la population active entre les trois secteurs .

Tableau IV : Répartition de la population active entre les secteurs primaire, secondaire et tertiaire (en pourcentage).

: Régions	: Secteur primaire	: Secteur Secondaire	: Secteur tertiaire
: Région parisienne	: 1,6	: 43,8	: 54,6
: Nord	: 10	: 53,9	: 36,1
: Lorraine	: 10,6	: 48,1	: 41,3
: Provence Côte d'Azur	: 12,7	: 35,6	: 51,7
: Alsace	: 13,9	: 46,6	: 39,5
: Haute-Normandie	: 16,6	: 41,3	: 42,1
: Rhône-Alpes	: 17,2	: 47,3	: 35,5
: Picardie	: 20,4	: 43,8	: 35,8
: Champagne	: 21,1	: 43	: 35,9
: Franche-Comté	: 21,3	: 49	: 29,7
: Bourgogne	: 27,7	: 35	: 37,3
: Centre	: 28,9	: 34,3	: 36,8
: Languedoc	: 30,8	: 28,4	: 40,8
: Aquitaine	: 33	: 29,2	: 37,8
: Auvergne	: 34,6	: 32,6	: 32,8
: Pays de la Loire	: 35,6	: 31,	: 33,4
: Poitou-Charentes	: 36,5	: 27,9	: 35,6
: Midi -Pyrénées	: 38,6	: 29,1	: 32,3
: Basse-Normandie	: 40,2	: 26,5	: 33,3
: Bretagne	: 42,5	: 24,1	: 33,4
: Limousin	: 43,4	: 27,3	: 29,3

Source : CONATEF . Bulletin d'information n°7 de Mai 1964.

Tableau V : Répartition de la population active totale de la France (en pourcentage) .

Secteurs	1954	1962
Secteur primaire	27,4	20,5
Secteur secondaire	36,3	38,6
Secteur tertiaire	36,3	40,9
	100	100

Source : VIMONT Claude. " La mobilité professionnelle de la main d'oeuvre ". Séminaire international mixte sur la mobilité professionnelle et géographique de la main d'oeuvre O.C.D.E. 1964

La France possède huit régions de programme à l'intérieur desquelles l'agriculture représente le tiers ou plus du tiers de l'activité économique totale. Or, le secteur primaire est précisément celui où la population active connaît une diminution, non seulement en valeur relative, mais aussi en valeur absolue; rien d'étonnant, dès lors, que ces huit régions soient également celles où la diminution de population active totale a été la plus forte. Ce phénomène est l'illustration de la loi du développement économique énoncée par Colin CLARK selon laquelle celui-ci s'opère par un transfert de population active agricole vers les deux autres secteurs. L'intensification du progrès technique consécutif à la mécanisation et à l'application de méthodes scientifiques de production libère une partie de la main d'oeuvre employée, d'autant plus que la faible élasticité - prix ou revenu de certains produits alimentaires(1) (mais non de tous) limite l'expansion de la demande. Les disparités de revenus entre ce secteur d'activité et l'ensemble des autres, dont nous analyserons plus loin les incidences, entraînent

(1) DERYCKE (P.H.) : Elasticité et Analyse économique.
Cujas 1964 p 354

le départ d'une partie de la population active agricole . Par là-même, l'agriculture remplit sa deuxième fonction qui consiste, à libérer une main d'oeuvre additionnelle. Parallèlement ,dans ces huit régions, la faiblesse relative des autres activités ne permet pas d'absorber cet excédent, qui est dès lors épongé par l'extérieur ,sous forme d'une émigration de population active. Dans ces économies, le secteur secondaire ne représente nulle part, le tiers de l'activité totale . Il y a ,dans cette insuffisance,un déséquilibre caractérisé des structures économiques. Le transfert sectoriel ne se réalise pas conformément aux prévisions de Colin CLARK. Si la constitution d'un excédent de main-d'oeuvre est un progrès pour l'agriculture dans la mesure où il résulte d'un accroissement de productivité, l'émigration de cet excédent traduit , en fin de compte, un affaiblissement des forces productives de la région (1) .

Il est non moins significatif de considérer ,qu'à l'échelon national ,l'accroissement relatif le plus important est le fait du secteur tertiaire.Ceci nous permet de comprendre pourquoi les deux régions où, de 1954 à 1962 l'accroissement en pourcentage de population active a été le plus élevé, sont précisément celles où la majeure partie de l'activité économique est de nature tertiaire. C'est le cas, en premier lieu,de la région parisienne, où ce type d'activité représente une proportion de 54,6 % ,et ensuite de l'ensemble Provence-Côte d'Azur où le pourcentage est de 51,7 % .

Entre ces deux situations extrêmes ,se classe tout un groupe de régions à structure économique moins nettement caractérisée, et où les mouvements de population active sont non seulement moins amples, mais encore de sens différent, selon les cas particuliers . Il est tout d'abord possible de distinguer un groupe de régions où la population active a progressé entre 1954 et 1962. Il s'agit de la Lorraine, de l'ensemble Rhône-

(1) Dr.ROUTH (G) " Mobilité géographique de la main d'oeuvre".
Séminaire international mixte sur la mobilité professionnelle
et géographique de la main d'oeuvre . O.C.D.E. 1964 p.133
et s.

Alpes, de la Haute-Normandie, de la Picardie, et du Languedoc, Une certaine hétérogénéité se dessine à l'intérieur de ce groupe. L'activité industrielle est prédominante en Lorraine, dans la région Rhône-Alpes et en Picardie. Elle ne l'est pas dans les deux autres régions où notamment pour le Languedoc, l'industrie ne tient encore qu'une place mineure en raison du pourcentage élevé du secteur primaire . Dans un second groupe figurent le Centre, la Champagne, la Franche-Comté, le Nord, l'Alsace et la Bourgogne qui ont connu un déficit migratoire de population active. Le cas particulier de la région du Nord est à souligner. L'industrie emploie plus de la moitié de sa main d'oeuvre, et l'agriculture n'en occupe qu'un faible pourcentage. Le secteur tertiaire est extrêmement peu important. Cela traduit un premier déséquilibre qui explique dans une certaine mesure l'exode démographique mais il se double d'un deuxième déséquilibre à l'intérieur même du secteur secondaire . Egalement typique est la situation de la Franche-Comté où la part élevée des activités industrielles s'accompagne d'un excédent encore important d'activités agricoles et d'une insuffisance très nette du tertiaire.

Cette composition ternaire ,particulièrement commode pour déceler l'hétérogénéité des structures économiques à l'intérieur de l'espace national, est néanmoins de plus en plus contestée. Des critiques de forme lui sont adressées sur la valeur de ses dénominations ainsi que sur la classification de certaines branches d'activités (exploitations minières). Des critiques de fond sont également formulées à son intention . Le professeur ZARKA (1) reproche à cette division tripartite d'accorder une place trop importante à l'agriculture, qui n'est plus justifiée, selon lui " dès l'instant où l'exode rural atteint de trop grandes proportions. Il reste, à l'heure actuelle, 4 % de la population active dans l'agriculture anglaise, 7 % en Belgique , 8 % aux Etats-Unis admettons, ce qui est vraisemblable, que l'exode rural se poursuive (sauf peut-être

(1) ZARKA (C) : " Intensité du progrès technique et classification des activités économiques en trois secteurs " .
Revue Economique n° 2 de Mars 1965 .

dans le Royaume-Uni) et se " stabilise " (provisoirement ?) aux environs de 5 % dans les pays les plus riches .Serait-il utile, du point de vue scientifique et au niveau de l'élaboration des statistiques globales,de réserver à l'agriculture un secteur sur trois ? " . Assurément ,l'intérêt de cette distinction s'affaiblit dès lors que la part du secteur primaire de - vient très faible. Mais force est de reconnaître que tel n'est pas le cas de la majeure partie des régions françaises; ce qui prouve, dans une certaine mesure, le retard de leur développement. La validité de cette procédure méthodologique est par contre nettement moins justifiée pour des régions comme celle du Nord où elle dissimule un déséquilibre important à l'intérieur même du secteur secondaire , ainsi que nous allons le constater. Le professeur ZARKA se félicite de la méthode nouvelle qui consiste à établir les statistiques,non plus seulement au niveau des trois secteurs, mais, par grandes branches d'activité,elles-mêmes subdivisées en sous-branches . Il y a là un perfectionnement des méthodes d'investigation dont l' emploi ne peut qu'enrichir notre recherche relative à l'hétérogénéité de l'espace économique national.

2)- Le déséquilibre au niveau des branches d'activité :

En effet, la part globale du secteur secondaire cache des disparités importantes entre les branches d'activité qui le composent. Il en est d'ailleurs de même, pour le secteur tertiaire,dont la structure est encore moins homogène, .

Une analyse des capacités d'emploi, au niveau de chaque branche, permet de tenir compte des caractères spécifiques découlant de la nature de celle-ci .En fait, globalement , nous retrouvons les deux données fondamentales que sont les possibilités d'accroissement de productivité et d'élasticité de la demande. A partir de ces dernières , M.J. FOURASTIE,détermine

quatre comportements-types de branches d'activité (1) .

-Dans un premier groupe, il classe les branches " assez fortement influencées par l'accroissement de productivité, mais dont la demande est assez limitée ". La population active employée dans ces branches tend à diminuer .

-Le deuxième groupe se compose d'activités où productivité et consommation augmentent à taux de croissance identique; le niveau d'emploi y demeure constant, mais il ne s'agit, en fait, que d'un cas limite.

- Dans le troisième groupe, figurent les activités à faible progrès technique et à coûts croissants. L'accroissement des prix entraîne une diminution de la demande et une baisse corrélative du niveau de l'emploi . M.FOURASTIE songe ici, tout particulièrement , aux services domestiques .

-Enfin, le quatrième groupe comprend les activités à faible progrès technique, mais dont la demande est croissante et " ne paraît pas limitée "; leur capacité d'emploi est susceptible d'une large extension .

Ce découpage, nécessairement contestable par la simplification qu'il opère, permet néanmoins de comprendre la signification des résultats d'une étude publiée par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, sur l'évolution, en longue période, de la population active, de la production et de la productivité dans 21 branches de l'Economie Française (2) . Malgré toutes les réserves qu'impose la difficulté d'établissement de statistiques pour une période aussi longue, il est possible de suivre l'évolution de la capacité d'emploi des branches considérées. De ce classement, ont été évincées des branches dont la productivité est difficile à saisir et notamment les banques, les assurances, les services mé-

(1) FOURASTIE (J) " Progrès Technique et Marché Commun " .
C.E.E. Bruxelles 1960 - volume 1 p.32 et 33 .

(2) I.N.S.E.E. : " Population active, production et productivité dans 21 branches de l'Economie Française " .
Etudes et conjoncture n° 2 de février 1965 .

dicaux, les spectacles, les hôtels, les cafés, les restaurants, les professions relevant de l'hygiène et des soins domestiques, de même que le personnel domestique et la fonction publique . L'ensemble des branches considérées employait en 1896, 84 % de la population active totale, en 1938 environ 80 % , et 73 % en 1962. Ainsi qu'il apparaît dans le tableau VI ,les branches dont la capacité d'emploi est la plus forte, sont, encore l'agriculture, le commerce, la transformation des métaux, les industries du bâtiment et travaux publics. Mais cette comparaison statique procède, dans le long terme ,d'évolutions divergentes révélées par les graphiques I et II ci-joints. Certaines branches emploient de moins en moins de main d'oeuvre ainsi que le reflète la tendance générale de leurs courbes représentatives . C'est le cas, bien sûr , de l'agriculture, dont, au cours des 66 années observées, la population active est passée de l'indice 100 en 1896 à 45,0 en 1962; la déclin est du même ordre pour les cuirs et peaux et un peu plus faible pour les industries textiles . Plus instructive ,car plus en rapport avec l'état actuel des techniques de production ,semble être l'évolution des capacités d'emploi depuis la dernière guerre.Si nous adoptons comme base de référence 100, le niveau de population active employée en 1949, nous obtenons, pour 1962 ,les indices suivants pour les branches d'activités énumérées ci-dessous :

- Bâtiment et Travaux Publics	155
- Pétroles et Carburants	154
- Industries Chimiques	137
- Transformation des métaux	129
- Industries textiles	76
- Agriculture	75
- Combustibles minéraux solides	63

La baisse particulièrement sensible de la capacité d'emploi de la branche des combustibles minéraux solides est le résultat d'une accélération du progrès technique . Par contre , l'évolution est contraire pour la branche Bâtiments-Travaux Publics dont le faible accroissement de productivité explique

Tableau VI : Population active par branches
(en milliers de personnes) en 1962

Branches	Population Active
Agriculture	3.850
Industries agricoles et alimentataires.....	318
Electricité	79
Gaz	37
Pétrole ,carburants ..	63
Combustibles minéraux solides	204
Industries extractives diverses	108
Production des métaux	204
Transformation des métaux .	2.103
Verre,céramique ,matériaux de construction:	198
Bâtiments, travaux publics	1.539
Industries chimiques	278
Caoutchouc ..	75
Industries textiles	531
Habillement, travail des étoffes	372
Cuirs et peaux	195
Papier,carton	120
Presse,édition	204
Bois,ameublement	237
Commerce	2.390
Transports , P.T.T.	1.140
Ensemble des branches retenues	14.245

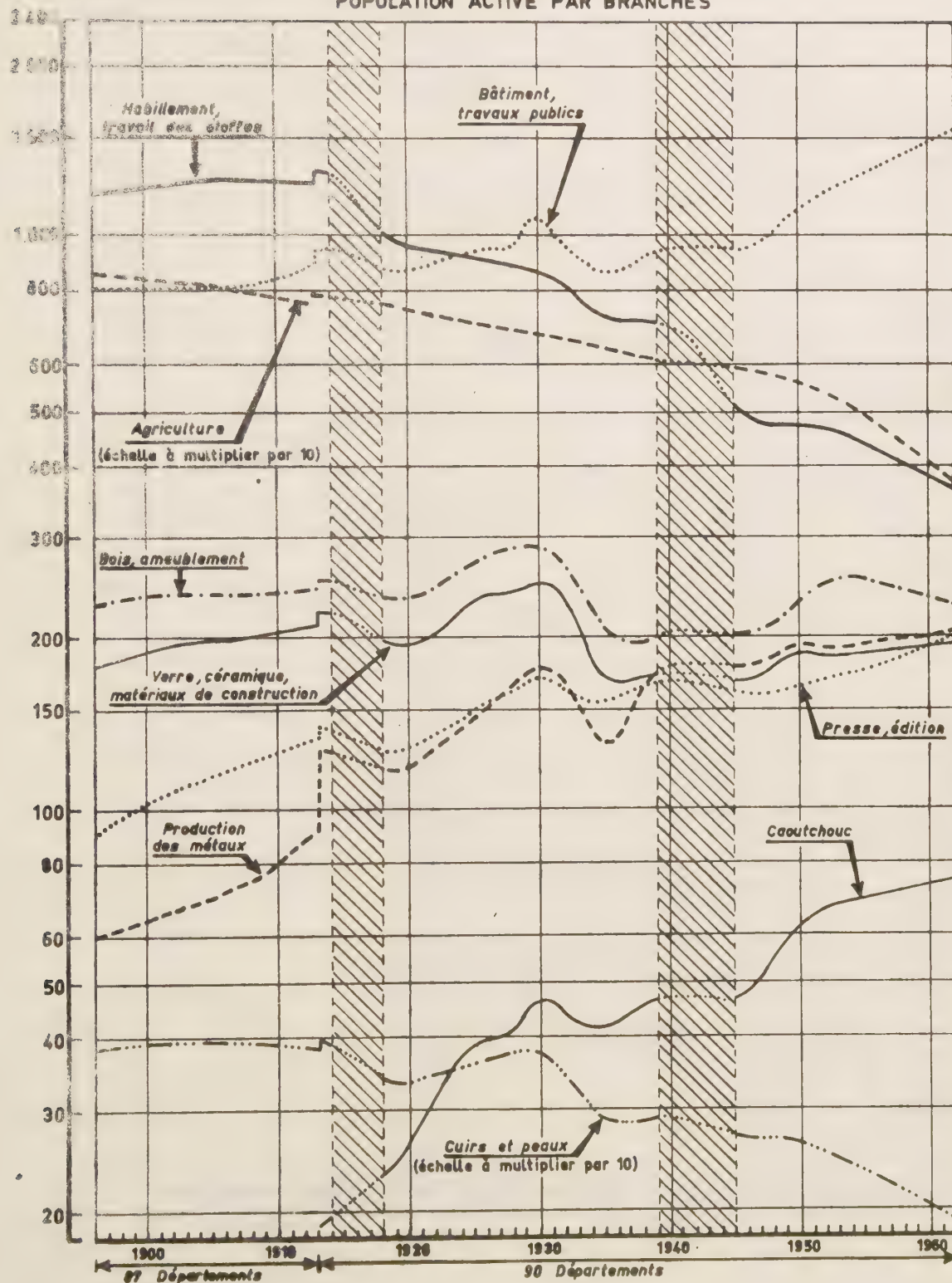
Source : Etudes et Conjoncture n° 2 de Février 1965
op.cit .

en grande partie l'accroissement de main d'oeuvre employée .

Au niveau d'une région, la capacité globale d'emploi se mesure à l'importance respective de chacune des branches considérées.C'est ainsi que l'hémorragie de population active consta-

Milliers de
personnes actives

Graphique 1
POPULATION ACTIVE PAR BRANCHES

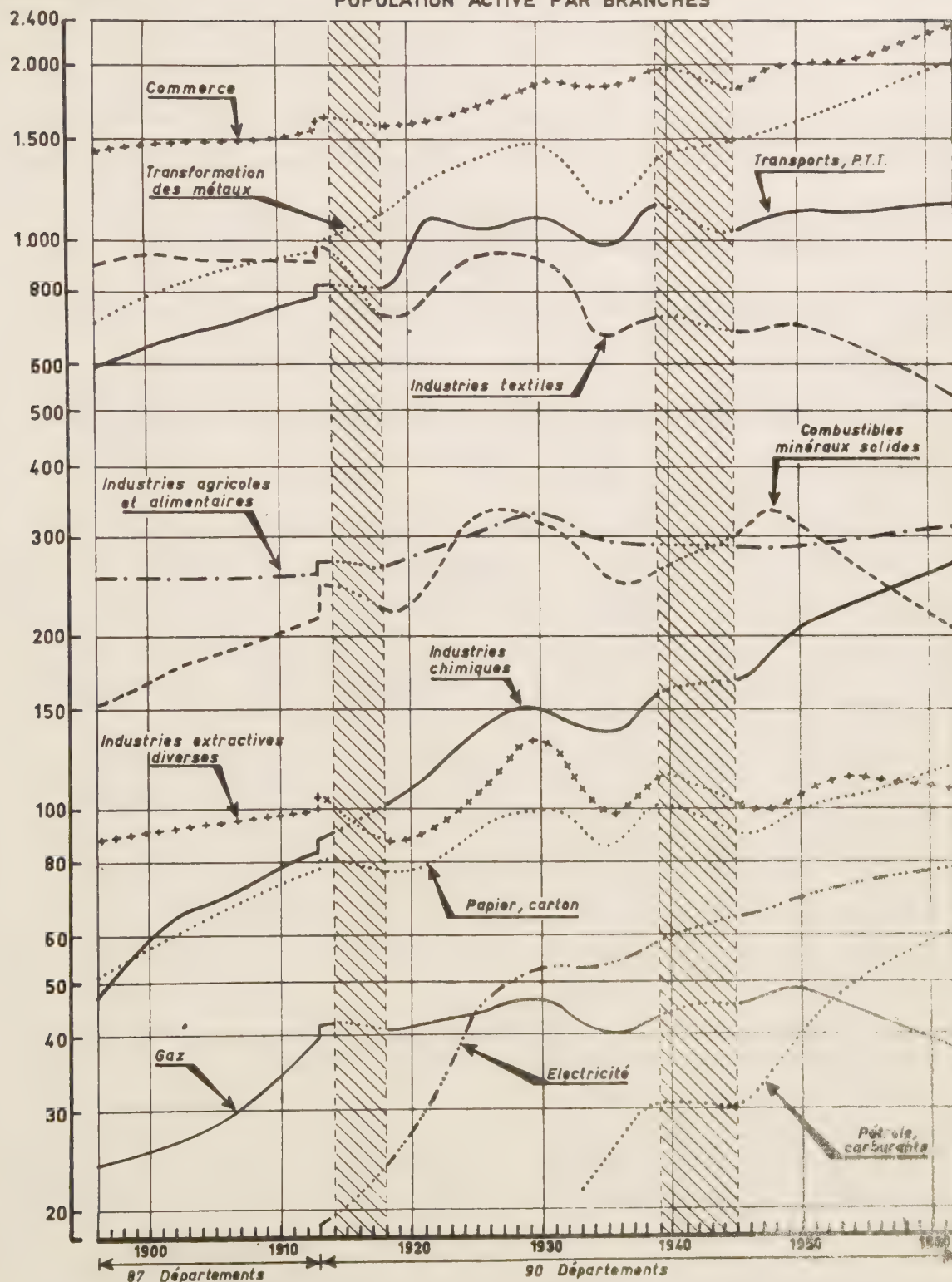


SOURCE : Etudes et conjoncture n° 2 de février 1965

Milliers de
personnes actives

Graphique 2

POPULATION ACTIVE PAR BRANCHES



SOURCE : Etudes et conjoncture n° 2 de février 1965

tée dans la région du Nord ne provient pas essentiellement de l'exode rural , la population active employée dans le secteur primaire ne constituant déjà qu'un assez faible pourcentage .La ventilation ,par branches d'activité, de la capacité productive de cette région nous fournit, seule , les éléments d'explication de ce phénomène, ainsi qu'en témoigne le tableau VII .

Tableau VII : Evolution de la population active totale de la région du Nord, par activités économiques, de 1954 à 1962

:	:	1962	:Variations par rapport	
			: à 1954	
:	Activités économiques	en mil	en milliers	en pourcentage
:	:	liers	:	tage
:	Pêche	3,1	: - 0,9	: - 22
:	Agriculture -Forêts	130,3	: - 41,1	: - 24
:	Combustibles minéraux solides	114,2	: - 30,4	: - 21
:	Autres industries extractives	2,1	: - 0,2	: - 10
:	Bâtiments et travaux publics	101,4	: + 1,4	: + 1
:	Industries des Métaux	167,4	: + 21,2	: + 15
:	Verre-Céramique -Matériaux de	:	:	:
:	construction	26,8	: + 0,5	: + 2
:	Chimie-pétrole-caoutchouc	24,5	: + 2,5	: + 11
:	Industries alimentaires	47,8	: + 1,2	: + 3
:	Industries textiles	142,0	: - 28,9	: - 17
:	Habillement, travail des étoffes	34,5	: - 0,3	: - 1
:	Autres industries	41,5	: - 0,3	: - 1
:	Transports	57,4	: - 2,2	: - 4
:	Commerce	182,2	: + 16,2	: + 10
:	Services privés et publics,	:	:	:
:	administrations	212,8	: + 43,3	: + 26
:	Services domestiques	24,7	: - 9,8	: - 31
:	:	:	:	:
:	Population active totale	1309,8	: - 27,9	: - 2

Source : Le Monde du 30 juin 1964 .

" La structure de cette région est telle que son passé aussi bien que son avenir s'expriment par deux mots : textile et

charbon " écrit le professeur R. GENDARME (1). Le fait est que ce double support de la croissance de la région du Nord explique aussi bien la prospérité traditionnelle de cet ensemble économique que ses difficultés présentes . C'est à ces deux activités industrielles qu'il doit la vigueur de son développement passé; très tôt l'industrie textile a été le secteur dominant .Sur le plan de l'emploi, elle se prête commodément à la combinaison d'une part du travail agricole et industriel, d'autre part du travail masculin et féminin (2). Non seulement, l'ouvrier d'usine peut conserver une activité à la campagne, mais encore son épouse trouve dans les filatures des occasions d'emploi qui lui conviennent .

Avec la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'extraction de charbon allait prendre le relai de l'industrie textile en tant qu'activité dominante et constituait les fondements d'un développement à base d'industrie lourde, c'est-à-dire d'une activité extractive et de transformation de produit brut beaucoup plus que d'une activité de produits finis (3) . Les conséquences de cette spécialisation ont été déterminantes. L'extraction de charbon ,la grosse métallurgie ne requièrent que l'utilisation d'une main d'oeuvre peu qualifiée. Cet excédent relatif de " secondaire lourd " confère à la population active locale une faible mobilité professionnelle .C' est aussi à cette spécialisation que la région du Nord doit ses difficultés actuelles.

La diminution globale de 2 % de la population active entre 1954 et 1962 traduit un affaiblissement de sa capacité d'emploi, lié au déclin de ces deux activités motrices , d'autant plus, que s'y ajoute la poursuite du mouvement de dépopulation du secteur rural ,ainsi que la baisse relativement importante, mais générale et non spécifique à cette région, de l'emploi

-
- (1) GENDARME (R) : " Les problèmes actuels de développement régional dans le Nord " - Revue Economique n° 6 de 1956
(2) GENDARME (R) : " La Région du Nord -Essai d'analyse économique " - A . Colin 1954 p. 51 et 52
(3) NISTRI (R) et PRECHEUR (Cl) : " La Région du Nord- Nord-Est, La France de demain . P.U .F 1959

dans les services domestiques . Or, la compensation offerte par les autres secteurs est insuffisante . Elle repose, en grande partie, sur le développement de l'industrie des métaux et sur l'extension du secteur chimique, mais la capacité d'emploi en valeur absolue de ce dernier est peu élevée, en raison de son degré d'automatisation . Une diversification du secteur industriel est indispensable à l'absorption de cette main d'oeuvre libérée; elle doit passer, semble-t-il, par le développement de la fabrication de produits plus élaborés, ainsi que par une extension du secteur tertiaire dont les possibilités d'utilisation d'une force de travail additionnelle sont grandes en raison de son faible niveau de productivité et du développement à venir des services.

La faiblesse de l'industrie de transformation est également un des traits essentiels de la région Lorraine . Une même prédominance de l'industrie lourde et du textile se retrouve dans cette dernière lui posant à long terme des problèmes identiques de renouvellement de sa capacité d'emploi. En 1962, le minerai de fer et les produits sidérurgiques retiennent 27,9 % de sa population active industrielle (1) , les bâtiments et les travaux publics 16,9 % , les industries textiles et l'habillement 13,5 % , le charbon 8,9 % , les industries agricoles et alimentaires 5,7 % .

Par contre, d'autres régions à structure économique moins développée souffrent de posséder un secteur industriel essentiellement dérivé de l'agriculture et lié à son expansion . Tel est le cas notamment de l'Aquitaine (2) où les industries alimentaires, l'exploitation du bois, la production de matériel agricole, la fabrication d'engrais chimiques emploient environ 40 % de sa population active totale . Un déséquilibre existe également lorsque l'activité globale de la région repose, avant

(1) ENTREPRISE : Numéro 435 du 11 janvier 1964 p 27

(2) NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES : n° 3082 du 21 avril 1964
" Economies Régionales et Planification : L'Economie de
L'Aquitaine " .
La Documentation Française .

tout, **sur** des activités traditionnelles comme dans le Limousin (1) où la porcelaine, les émaux, les tapisseries, les chaussures et les manufactures d'armes sont les secteurs -clefs.

En conclusion, il apparaît que diverses formes de déséquilibre structurel entraînent un écart élevé entre la population active disponible et la capacité d'absorption de celle-ci. La solution favorable à la région réside, bien sûr, dans un accroissement de cette dernière. En l'état actuel, il faut reconnaître que l'équilibre se réalise par un ajustement de la première beaucoup plus que de la seconde. L'excédent démographique est déversé vers d'autres régions à forte demande de travail. Les mouvements migratoires apparaissent ainsi comme un facteur d'équilibre sur le marché du travail. Mais cet équilibre est-il satisfaisant ?

Les déplacements de population, d'une région à l'autre, prennent une forme telle qu'ils compromettent tant par leur univocité que par leur ampleur, la vitalité de certaines d'entre elles. Cette subordination des mouvements démographiques à l'hétérogénéité des structures économiques n'est-elle pas en fin de compte un élément d'amplification de cette dernière ?

§ 2 - La différenciation des structures démographiques:

L'état des structures démographiques varie selon qu'il s'agit d'une région d'accueil ou de départ. Ainsi, sous l'influence des mouvements migratoires, s'élabore un processus de différenciation mesurable à plusieurs niveaux.

A) - La différenciation des niveaux de peuplement.

Une approche classique des structures démographiques consiste à déterminer le niveau de peuplement de l'unité macro-

(1) NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES : N° 3118 du 11 septembre 1964 - " Economies régionales et Planification : le Limousin " La Documentation Française .

économique considérée, que ce soit une région ou une nation. L'imprécision d'une évaluation absolue impose l'utilisation d'une référence adaptée aux phénomènes étudiés. L'étude actuelle des problèmes de sous-alimentation dans le Tiers-Monde suscite des comparaisons entre le nombre de bouches à nourrir et le niveau des subsistances disponibles. Tel n'est pas le problème des économies développées en général et de la France en particulier. Une première mesure des inégalités de peuplement entre régions résulte de la confrontation des densités respectives. L'intérêt de cet outil d'analyse que constitue la densité de population au kilomètre carré est de permettre une évaluation chiffrée simple des écarts régionaux de peuplement .(1) .

Une donnée fondamentale ,mais pour ainsi dire exogène aux disparités régionales s'impose en préliminaire : il s'agit du sous-peuplement caractérisé de l'hexagone français. " La population flotte, en somme ,dans son territoire comme dans un vêtement trop ample"(2) . Cette image très suggestive d'Alfred SAUVY trouve une indéniable confirmation dans la comparaison des densités respectives des 6 pays membres de la Communauté Economique Européenne , à la date du milieu de l'année 1963.

TABLEAU VIII - Densité démographique au Km2 dans les six pays membres de la C.E.E.

Pays-Bas	357	Italie	171
Belgique	305	Luxembourg	125
République Fédérale Allemagne	232	France	87

Source : Statistiques de base de la Communauté .Office Statistique des Communautés Européennes. Bruxelles 1964 .

La densité moyenne évaluée pour l'ensemble de la communauté est de 153 habitants au kilomètre carré. La situation de la France est particulièrement défavorable par rapport aux autres

(1) MOUCHEZ -P) : Démographie -Thémis - P.U.F 1964 p 22

(2) SAUVY (A) ; Théorie Générale de la Population
P U F 1952. p .239

pays. Non seulement son niveau de peuplement est le plus faible de tous, mais l'écart qui le sépare de celui des Pays-Bas est de 1 à 4. "Cent ans avant les autres, les Français ont entrepris de réduire le nombre de leurs enfants " déplore Alfred SAUVY (1). La sous-occupation du territoire national est une des conséquences majeures de ce ralentissement prématuré de la croissance démographique. La population française n'est pas assez nombreuse. Même à supposer qu'elle soit uniformément répartie (ce qui n'est qu'une simple hypothèse d'analyse) entre les frontières de l'hexagone, les régions françaises comparativement à leurs homologues européennes, auraient à supporter le handicap du sous-peuplement. L'inévitable inégale répartition démographique ne fait qu'accentuer le phénomène.

L'ampleur des écarts de peuplement dépend tout d'abord de la dimension des territoires comparés. S'ils sont de petite taille, des écarts élevés peuvent surgir du fait de l'extrême disparité de leurs structures respectives. C'est ce qui se produit dans une certaine mesure, pour les comparaisons établies au niveau départemental. La densité la plus forte est évidemment celle de la Seine avec 11.776 habitants au km²; viennent ensuite, mais très loin, la Seine-et-Oise (406), le Nord (397), le Rhône (391) et les Bouches du Rhône (238), c'est-à-dire les départements les plus urbanisés. De même, se trouvent à l'autre extrémité du classement, les départements à structure démographique nettement caractérisée, tels que les Basses-Alpes dont la densité est de 13 habitants du kilomètre carré, les Hautes-Alpes (15), l'Ariège (28), puis la Creuse et le Lot (29).

Plus satisfaisante paraît être l'analyse au niveau d'espaces plus vastes, à structure plus équilibrée, les régions. La représentation cartographique ci-jointe, effectuée au niveau des six pays membres de la Communauté Economique Européenne, permet une mesure plus correcte des écarts de peuplement.

(1) SAUVY (A) : La Montée des Jeunes .
Calmann - Levy 1959 p.14

A cette échelle d'observation, le déséquilibre des structures démographiques françaises apparaît avec plus de netteté. Les zones les moins peuplées, celle dont la densité est inférieure à 50 habitants au kilomètre carré, sont le seul fait de la France. Mais, le plus grave est peut-être la localisation géographique de ces zones. Non seulement, elles sont très étendues et s'étalent du Nord au Sud, mais encore elles se situent au coeur même de ce pays. Ce vaste ensemble sous peuplé reproduit sur la présente carte à l'aide de points est formé de six régions de programme; c'est-à-dire par ordre de densité croissante, du Limousin (43), de la Bourgogne (45) de la Champagne (46) du Centre (46), de la région Midi-Pyrénées (46) et de l'Auvergne (48).

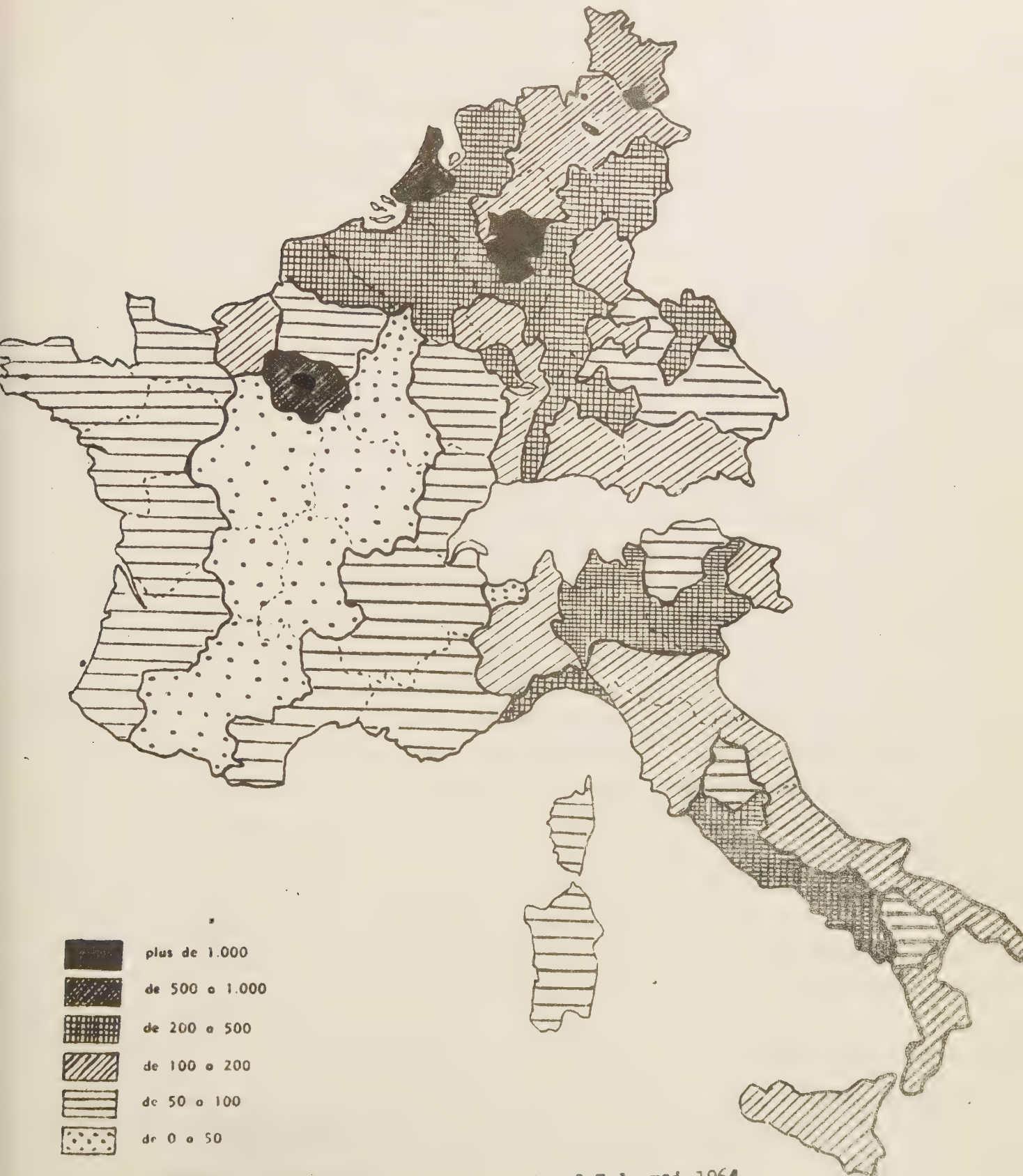
Les rayures horizontales délimitent les zones dont la densité oscille entre 50 et 100 habitants au kilomètre carré; elles dessinent deux bandes qui vont du Nord, au Sud et se situent de part et d'autre de la zone centrale, la plus sous-peuplée. La bande "Ouest" est constituée de cinq régions à savoir : l'Aquitaine (54), le Poitou-Charentes (55), la Basse-Normandie (66) les Pays de la Loire (75) et la Bretagne (84). La bande "Est" regroupe le Languedoc (55), la Franche Comté (57) La Provence-Côte d'Azur (77), l'ensemble Rhône-Alpes (90) et la Lorraine (92). Est séparée géographiquement des deux ensembles précédents, mais figure néanmoins dans cette classe, la Picardie dont la densité est de 75 habitants au kilomètre carré.

Au-dessus de 100 habitants au kilomètre carré et ce sont là les seules régions dont le niveau de peuplement est comparable à celui des autres pays de l'Europe des six, sont classées uniquement 4 régions : la Haute-Normandie (112), l'Alsace (160) le Nord (292) et la région Parisienne (702).

L'écart est important entre les deux niveaux extrêmes, la disparité de peuplement entre le Limousin et la région Parisienne varie de 1 à 16, mais plus que cette ampleur, c'est l'étendue géographique de cette faible densité qui est notable. La majeure partie du territoire est sous peuplée. Le contraste est saisissant avec les pays voisins. Les densités de 50 à 100

- 50 -

DENSITÉ DE LA POPULATION EN EUROPE PAR « RÉGIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE BASE » (nombre d'habitants par km²)



SOURCE : Bulletin du C.O.N.A.T.E.F. n° 7 de mai 1964

habitants au kilomètre carré au niveau régional, n'existent pas en Belgique ou aux Pays-Bas, elles sont l'exception en Allemagne et en Italie et la règle en France .

Le rapprochement entre niveau de peuplement et niveau de développement est à faire dans le cas des régions françaises. La vitalité d'une telle relation est au contraire infirmée par l'Italie du Sud où le faible niveau de l'activité économique coïncide avec une densité démographique relativement élevée.

En fait la contradiction n'est qu'apparente si l'on tient compte de la spécificité du Mezzogiorno (1). Les structures économiques y sont encore arriérées. Le comportement démographique des populations locales, lié à des structures sociales et mentales traditionnelles, entraîne un taux de natalité élevé. A plus d'un titre, la partie sud de l'Italie se rapproche de la situation du sous-développement des nations prolétaires . Or, ainsi que nous le verrons ultérieurement, ce dernier est très différent de celui des régions françaises.

La relation directe entre niveau de peuplement et niveau de développement est au contraire très apparente chez ces dernières .

Une corrélation étroite semble se dessiner entre les deux phénomènes , ainsi qu'en témoignent les exemples suivants . Les quatre régions les plus peuplées figurent parmi les 6 premières dans le classement par indicateur de revenu par tête . De même, une certaine superposition se produit entre zones les moins peuplées et les moins développées. Les disparités économiques initiales ont engendré des mouvements démographiques cumulatifs. Tout le problème est de savoir si après avoir été induits, les phénomènes de population ne vont pas devenir inducteurs et exercer un rôle déterminant sur l'évolution des régions considérées.

Nous savons que le niveau de peuplement d'un territoire

(1) MAZZOCCHI (G) : "Dualisme et disparités régionales " .
Revue Economique n°5 de Septembre 1965 .
L'Economie Italienne p. 708 et s.

re considéré ,exerce une influence sur le niveau de la demande globale ainsi que sur l'offre de main d'oeuvre et que , ceteris paribus , une densité élevée est plus favorable au développement de la production qu'une population clairsemée. Mais, comme pour la mise en valeur des inégalités, la notion de densité se relève, à plusieurs égards, décevante.

En premier lieu ,elle n'est pas un concept opérationnel, Dire que la densité d'un espace considéré est insuffisante revient à l'évaluer par rapport à une situation jugée optimale. mais se pose alors le problème de la détermination de cette densité désirée. Nous rencontrons les difficultés liées à la recherche d'un optimum de population. " La théorie de l'optimum économique de population,écrit le professeur Léon BUQUET (1), prétend indiquer comment varie sur un territoire donné, lorsque la densité de population se modifie, le résultat économique individuel mesuré selon les auteurs par la productivité du travail, le revenu réel par tête ou le standard de vie " . L'optimum est le niveau de population par lequel le résultat maximum est atteint . En deçà de ce niveau démographique une augmentation de population favorise l'accroissement du résultat obtenu. Au-delà ,la croissance démographique entraîne une dégradation de ce résultat. Simple en théorie ,la détermination de cet optimum est extrêmement malaisée en fait, à cause de la multiplicité des phénomènes dont il faut tenir compte : structure par âges de la population étudiée, structure de la demande de biens de consommation, progrès technique etc De nombreuses hypothèses sont utilisées par les auteurs de ces modèles théoriques de détermination de l'optimum et limitent, par là-même, la valeur opérationnelle de leur schéma ; les possibilités d'application concrète de ce concept, apparaissent comme très limitées.Ce qui explique en partie sans doute l'insuccès actuel des théories optimalistes (2).

(1) BUQUET (L) " L'optimum de population" .
P.U.F. 1956 p.13

(2) SEMPE (H) : Expansion démographique et Investissement .
Cujas 1964 p 4 .

En second lieu, la notion de densité ,dans le rapport qu'elle exprime entre la population et l'espace ,entretient , dans une certaine mesure, l'illusion d'une répartition uniforme de la population sur l'ensemble du territoire .Elle accorde une place trop grande à l'espace banal d'ailleurs considéré ,comme homogène (le kilomètre carré des Hautes-Alpes est supposé représenter les mêmes possibilités d'accueil que celui du Littoral méditerranéen en Côte d'Azur) et ignore les phénomènes économiques ainsi que leur incidence. L'idée que la qualité d'un peuplement soit appréciée en fonction d'un critère d'uniformité est quelque peu choquante pour l'économiste. A l'heure où l'agriculture était l'activité économique fondamentale, une dissémination démographique était réalisée en raison même de la répartition des facteurs de production et notamment des sols cultivables. Mais de plus en plus, l'urbanisation devient le phénomène fondamental. et le degré de cette urbanisation s'impose plus en tant qu'instrument de mesure des inégalités régionales que la densité au kilomètre carré .

Enfin, le calcul de densité, par les comparaisons dans l'espace qu'il suscite, se prête plus à une exploitation statique que dynamique. Certes les comparaisons peuvent être effectuées de période en période, mais elles ne le seront qu'en des instants déterminés et ne constituent pas encore une véritable approche dynamique .

Nécessité est d'enrichir notre recherche à l'aide d'instruments de mesure plus significatifs .

B)- La différenciation des taux de croissance démographique :

Le taux de croissance démographique est un instrument de mesure de la vitalité d'une région . Il tient compte à la fois du mouvement naturel et du solde migratoire et permet surtout d'élaborer une dynamique des inégalités, en indiquant si l'évolution s'opère dans le sens d'une aggravation ou au contraire

d'une réduction de ces dernières .

L'évolution démographique globale des différentes circonscriptions d'action régionale ,entre les deux recensements de 1954 et 1962, donne une première idée des disparités de croissance, ainsi que le montre le tableau IX .

Le premier enseignement que suggère la lecture de ce tableau est le mouvement de croissance de la population globale qui s'observe dans la quasi -totalité des régions .Une seule d'entre elles connaît une diminution en valeur absolue du nombre de ses habitants : le Limousin. En d'autres termes presque toutes les régions françaises participent à l'essor démographique national. C'est un fait nouveau, notamment pour l'Auvergne dont l'accroissement de la population totale entre 1954 et 1962 tient lieu de renversement d'une tendance très ancienne .De 1886 à 1954 , cette région avait perdu, 19 % de sa population, accusant un fléchissement continu (1). L'interruption que vient de subir ce déclin démographique est un facteur favorable à son redressement économique .

Encore convient-il de ne pas nourrir trop d'illusions sur cette participation quasi générale à l'essor de la nation, puisque les taux de croissance varient nettement d'une région à l'autre. Dans l'ensemble, ce sont les plus peuplées qui enregistrent la progression la plus rapide .

Des statistiques plus récentes, brossant un tableau de l'évolution intervenue entre le 1er janvier 1963 et le 1er janvier 1965 ,montrent que la tendance se confirme.Selon les estimations faites par l'I.N.S.E.E., le taux de croissance de la population a été de 4,3 % dans la région parisienne entre ces deux dates. L'essor est beaucoup plus lent dans l'ensemble des autres régions, dont la progression globale est évaluée pour la même période , à 1,9 % .

(1) I.N.S.E.E. : Direction Régionale de Clermont-Ferrand
Annuaire satistique Régional Edition 1964 p 17 .

TABEAU IX -- : Evolution de la population totale
par régions de programme entre les deux recensements
de 1954 et 1962

Régions	Population totale 1954 (10 mai) en milliers	Population totale 1962 (7 mars) en milliers	Indice de population totale 1962 (base 100 en 1954)
Provence-Côte d'Azur (Corse non comprise)	2.415,0	2.830,6	117,2
Région parisienne	7.317,1	8.454,3	115,5
Lorraine	1.956,0	2.201,5	112,6
Rhône-Alpes	3.629,7	3.991,2	110,0
Nord	3.375,4	3.655,7	108,3
Haute-Normandie	1.274,2	1.373,2	107,8
Alsace	1.217,6	1.311,7	107,7
Franche-Comté	856,1	920,5	107,5
Centre	1.757,9	1.880,2	107,0
Languedoc	1.449,1	1.538,5	106,2
Pays-de-la-Loire	2.319,4	2.453,9	105,8
Picardie	1.386,5	1.464,8	105,6
Champagne	1.133,6	1.196,4	105,5
Bourgogne	1.374,5	1.440,4	104,8
Aquitaine	2.208,9	2.313,5	104,7
Basse-Normandie	1.164,7	1.217,3	104,5
Poitou-Charentes	1.393,7	1.453,1	104,3
Midi -Pyrénées	1.975,4	2.043,9	103,5
Bretagne	2.338,8	2.416,8	103,3
Auvergne	1.246,7	1.261,7	101,2
Limousin	739,9	722,9	97,7
France	42.777,2	46.418,7	108,5

Source : Projet de loi de Finances pour 1965 - Document
annexe . Régionalisation du budget d'équipement .
Imprimerie Nationale 1964 - Tome II p.65

Une autre leçon à tirer concerne la disparité de croissance que l'on peut constater entre l'évolution de la population totale et celle de la population active dans un certain nombre de régions . La première s'accroît malgré une diminution de la seconde. Celle-ci, se rapportant au nombre de personnes en âge de travailler, ne tient pas compte de l'effectif de personnes jeunes et de celles qui sont trop âgées pour exercer une activité. L'écart, entre les deux, montre que l'accroissement total correspond à une augmentation de la population inactive . Les habitants nés dans une région quittent cette dernière lorsqu'ils sont en âge d'occuper un emploi ; ils y reviennent lorsqu'ils ne sont plus en âge de le faire .

La conséquence majeure des disparités de taux de croissance entre régions est l'aggravation des écarts de peuplement.

Ce phénomène d'amplification transparaît à la lumière de perspectives démographiques établies par l' I.N.S.E.E., à l'intention du Commissariat Général au Plan , pour la période de 1963-1978 (1) . L'intérêt d'une telle étude est de montrer l'orientation des tendances générales de l'évolution démographique . La décomposition des différents facteurs de variation, qui consiste à déterminer d'abord les perspectives d'évolution naturelle en faisant abstraction des migrations, puis à introduire celles-ci en tenant compte des migrations intérieures, pour ajouter enfin les migrations extérieures, permet d'appliquer à chacun de ces facteurs le traitement le plus adapté à sa mesure et facilite l'isolement de son action . De nombreuses précautions s'imposent, qui limitent la portée des résultats statistiques. Ceux-ci ne constituent nullement des objectifs . Ils ont pour but de servir de base de départ à la mise en oeuvre d'une politique d'action régionale.

Les résultats globaux indiquent (compte-tenu des migra-

(1) I.N.S.E.E. : " Perspectives démographiques régionales en 1970 et 1978 " .
Etudes et Conjoncture. n°4 d'avril 1965 p.85 et s.

tions intérieures et extérieures) la population globale des différentes régions, telles que les perspectives l'évaluent à la date du 1er janvier 1978.

TABLEAU X : Perspectives de population totale
au 1er janvier 1978

Régions	Population totale au 1/1/1978: (en milliers d'habts)
Région parisienne	11.380
Rhône-Alpes	4.970
Nord	4.380
Provence-Côte d'Azur (Corse non: comprise).....	3.630
Lorraine	2.790
Pays-de-la-Loire	2.780
Aquitaine	2.560
Bretagne	2.440
Midi-Pyrénées	2.240
Centre	2.120
Picardie	1.740
Languedoc	1.700
Haute-Normandie	1.660
Bourgogne	1.610
Poitou-Charentes	1.570
Alsace	1.560
Champagne	1.410
Auvergne	1.350
Basse-Normandie	1.290
Franche -Comté	1.130
Limousin	700
Corse	170
France entière	55.200 a)
a) ce chiffre diffère du total des résultats régionaux en raison des arrondis.	

Source : Etudes et Conjoncture N° 4 d'avril 1965 p.88

En valeur absolue ,les perspectives démographiques laissent présager une aggravation des écarts globaux, au profit de la région parisienne ..

Qu'en est- il en valeur relative ? L'I.N.S.E.E exploite cette série statistique en mesurant " le poids démographique " de chaque région dans la population française totale . La comparaison de ces importances relatives aux deux dates du 7 mars 1962 et 1er janvier 1978, autorise une opinion sur ce point .(cf Tableau XI (1)).

L'aggravation des écarts absolus se double inéluctablement d'une accentuation des écarts relatifs. L'importance de la région parisienne ne cesse de s'affirmer. Simultanément , l'importance relative des régions les moins peulées tend à décroître. Si l'on tient compte du fait que les perspectives démographiques ont été fondées sur l'hypothèse d'après laquelle les migrations resteraient, au cours de la période à venir, identiques à celles constatées de 1954 à 1962, on peut conclure que l'évolution de la population globale, au niveau des régions , participe à l'accentuation des écarts.

L'action régionale ne saurait se désintéresser des problèmes démographiques : ceci d'autant plus qu'une différenciation dans les taux de croissance s'accompagne généralement d'une différenciation des structures par âges .

C)- La différenciation des structures par âges :

Il est inévitable que le taux de croissance affecte la structure par âges des populations régionales. De même ,il est inéluctable que l'age moyen de ces dernières détermine en grande partie leur dynamisme et leur aptitude à l'innovation.

Sous l'impulsion des mouvements démographiques qui sont eux-mêmes liés aux disparités de structures économiques, la répartition par âges des populations des régions françaises se diversifie. De façon générale, les régions d'accueil connaissent un " excédent " relatif de population active, et celles de départ

(1) voir page 59.

TABLEAU XI : Population en % du total national .

Régions	7 mars 1962	1er janvier 1978
Région parisienne	18,3	20,6
;; Rhône-Alpes	8,7	9,0
: Nord	7,9	7,9
: Provence Côte d'Azur ... :		
: (Corse non comprise) :	6,1	6,6
: Lorraine	4,7	5,1
: Pays-de-la-Loire	5,3	5,0
: Aquitaine	5,0	4,6
: Bretagne	5,2	4,4
: Midi-Pyrénées	4,4	4,1
: Centre	4,0	3,8
: Picardie	3,2	3,2
: Languedoc	3,3	3,1
: Haute-Normandie	3,0	3,0
: Bourgogne	3,1	2,9
: Poitou-Charentes	3,1	2,9
: Alsace	2,8	2,8
: Champagne	2,6	2,5
: Auvergne	2,7	2,5
: Basse-Normandie	2,6	2,3
: Franche-Comté	2,0	2,1
: Limousin	1,6	1,3
: Corse	0,4	0,3
: France entière	100,0	100,0

Source : Etudes et Conjoncture N° 4 d'Avril 1965 p.88

un déficit de cette même catégorie d'habitants .Toutefois, à la lumière des cas particuliers ,des nuances s'établissent à l'intérieur de ce clivage général. Les quatre exemples suivants

paraissent de nature à mettre en valeur les différentes possibilités.

TABLEAU XII

Régions	Moins de 20 ans en %	20 à 54 ans en %	Plus de 55 ans en %	Total
Région Parisienne	29,7	48	22,3	100
Lorraine	37,6	43,7	18,7	100
Bretagne	35	42,8	22,2	100
Limousin	28,5	41,3	30,2	100
France entière ..	33,4	43,5	23,1	100

La région Parisienne se caractérise par la part très grande de population âgée de 20 à 54 ans, qui représente près de la moitié de l'ensemble de ses habitants. C'est une richesse considérable dont elle est dotée, puisqu'il s'agit en fait d'une main d'oeuvre. Cette particularité lui donne sur les autres régions un avantage comparé décisif. Elle bénéficie d'un afflux d'immigrants prêts au travail, dont elle n'a pas supporté les charges d'entretien et d'éducation jusqu'à la fin de la scolarité. Ce facteur de production additionnel qui lui arrive de l'extérieur accroît sa capacité productive sans avoir au préalable alourdi la charge de ses investissements démographiques.

Le cas de la Lorraine est intéressant à deux titres qui se conjuguent pour donner un caractère de jeunesse à sa population. D'une part, en effet, le pourcentage des moins de vingt ans. est élevé ; d'autre part celui des plus de 55 ans, y est faible. Son taux d'accroissement naturel, au cours de l'année 1963 est le plus important de toutes les régions françaises (1). Le taux de natalité générale se situe au niveau de 21,6 o/oo et celui de mortalité générale à 10,1 o/oo ce qui laisse un taux d'accroisse-

(1) I.N.S.E.E. : " La situation démographique en 1963 ".
Etudes et Conjoncture N° 2 de février 1965.

ment naturel de 11,5 o/oo. Les mêmes chiffres pour l'ensemble de la France, à la même date, sont de 18,1 o/oo, pour le taux de natalité, 11,6o/oo pour le taux de mortalité et de 6,5 o/oo pour le taux d'accroissement naturel. L'ampleur des charges locales de formation de cette population jeune est notablement compensée par les potentialités de développement qu'elle représente.

Le problème essentiel de cette région est de savoir si elle saura suffisamment diversifier sa capacité de production pour répondre à " la montée des jeunes" en lui offrant des emplois qui permettent à ceux-ci de rester sur place et conserveront à celle-là toute sa vitalité.

La situation bretonne est encore différente. Par rapport à la région Parisienne, la Bretagne possède une population " adulte " moins nombreuse en valeur relative; Par rapport à la Lorraine, elle supporte un entretien plus lourd de population âgée, mais son cas particulier naît du poids des moins de vingt ans dans le nombre global de ses habitants. C'est un atout sérieux pour cette région, mais il n'est pas suffisant à lui seul, puisqu'en l'absence d'une capacité d'emploi correspondante, le seul exécutoire possible est l'émigration vers d'autres lieux.

Enfin, le drame du Limousin est le vieillissement remarquablement accentué de sa population. La proportion des vieillards y atteint un niveau anormalement élevé; ceux-ci représentent presque le tiers de la population totale. Par contre, la population jeune y est relativement faible. Le Limousin est d'ailleurs la seule région de France à posséder en 1963 un taux d'accroissement naturel négatif de 1,3 o/oo. Le taux de natalité, profondément influencé par le déséquilibre de la répartition par âges, situé à 13,1 o/oo, est en effet inférieur de cette différence au taux de mortalité établi à 14,4 o/oo. Ce déficit naturel en tranches d'âge jeune supprime un puissant facteur de dynamisme et un précieux ressort du mouvement de croissance. La composition de la population active agricole

est un exemple typique de ce vieillissement : 37 % de ses membres ont plus de 56 ans, 46 % sont âgés de 30 à 56 ans, et 17 % seulement ont moins de 30 ans . " vieillissement d'autant plus grave qu'il n'épargne ni les villes, ni les campagnes, ni l'agriculture, ni l'industrie, ni la vie, ni le personnel politique " écrit-on (1) au sujet du département de la Creuse dont la situation est une des illustrations les plus apparentes de ce processus de dévitalisation humaine .

Ces modifications de la répartition démographique par âges ne sont pas sans influence sur le comportement économique des régions considérées. En effet, tel qu'il s'opère, le transfert de population active agricole vers les autres secteurs est une sélection à rebours (2). Il ne s'effectue pas dans un sens favorable à la région de départ . La sélection qu'il réalise va à l'encontre de l'intérêt de cette dernière ,

Etant donné la saturation relativement rapide des besoins alimentaires , l'accroissement de productivité résultant de l'accélération du progrès technique dans les méthodes d'exploitation agricole libère une partie de la population active jusqu'alors employée dans ce secteur . Théoriquement, cette diminution de la main d'oeuvre devrait se faire par l'élimination des producteurs marginaux, ceux dont le profit est le plus faible, sinon nul; elle devrait se faire par le bas au détriment de ceux dont les prix de revient sont les plus élevés et les techniques les moins productives. Au contraire, devraient être maintenus ceux dont la productivité est la plus forte, permettant ainsi la constitution d'une activité agricole rentable .

En réalité, force est de reconnaître qu'un tel raisonnement est une vue de l'esprit et que l'exode rural ne s'effectue pas conformément à ce schéma. Ce sont souvent les producteurs les plus dynamiques qui quittent la terre et même la région et

(1) LE MONDE 30 juillet 1964 .

(2) PARENT (J) : " Quelques réflexions sur le phénomène de l'exode rural " .

Comment concevoir et animer une Economie du Massif Central.
Centre Régional de Productivité " Auvergne " 1962.

ce sont les agriculteurs marginaux qui ont tendance au contraire à se maintenir . C'est ainsi que l'exode opère une sélection à rebours. Les raisons de ce paradoxe apparent sont les suivantes:

Ce transfert de population trouve son origine dans un calcul économique. Ce calcul, lorsqu'il est effectué, n'est pas l'oeuvre de producteurs marginaux, mais des plus dynamiques . Le comportement de l'agriculteur dépend étroitement de son âge . Jeune, le travailleur agricole opère un choix raisonné. Agé, il n'a d'autre possibilité que de rester sur la terre qu'il a cultivée jusqu'alors . D'ailleurs, ses habitudes de vie font que ses besoins sont très limités et il préfère cette existence modeste, empreinte de routine, à l'amélioration de ses conditions de vie, au prix d'un double changement d'activité et de résidence.

Le jeune agriculteur est plus sensible à l'attraction extérieure et acceptera plus volontiers l'exode afin d'obtenir un revenu supérieur et des conditions de vie qu'il juge plus satisfaisantes .

La disparité de revenu par producteur entre l'agriculture et les autres secteurs de l'activité économique est un élément déterminant de ce calcul . La parité est encore loin d'être réalisée, ainsi que le prouvent des statistiques récentes relatives à un certain nombre de pays de l'O.C.D.E en 1963 (tableau XII)

Ces statistiques montrent que sont peu nombreux les pays où la productivité du travailleur agricole est identique à celle du travailleur des autres secteurs . Tel est le cas cependant du Royaume-Uni où 4 % de la main d'oeuvre apporte 3,9 % du produit brut . Une parité du même ordre se retrouve en Belgique où 6,5 % des travailleurs employés dans ce même secteur participent à la formation de 7 % du produit brut .

Néanmoins, la règle est que des écarts importants subsistent encore dans la plupart des pays parmi lesquels les Etats-Unis ainsi que la France où les agriculteurs représentent encore le 1/5ème de l'emploi total . L'évolution économique , au cours des prochaines années , doit entraîner une diminution de ce pourcentage. Toutefois, il n'est pas certain que dans un pays dont la vocation agricole est aussi affirmée, la proportion d'a-

TABLEAU XIII

Pays	Pourcentage de	Pourcentage de
	l'emploi total occupé dans l'a- griculture	produit brut ob- tenu dans l'a- griculture
Allemagne (R.F.)	13,5	5,2
Belgique	6,5	7,0
Danemark	18,5	14,1
Etats-Unis	8,2	3,4
France	20,7	8,7
Italie	27	15,5
Japon	28,1	11,8
Luxembourg (1961)	21,0	7,5
Pays-Bas	9,9	8,8
Royaume-Uni	4,0	3,9

Source : L'observateur de l'O.C.D.E.
n° 13 de décembre 1964

agriculteurs atteints par le Royaume-Uni doit être considérée, même à long terme, comme un objectif .

Pour l'instant, le faible niveau de productivité de l'agriculture française, comparativement aux autres secteurs d'activité , engendre une disparité de revenu. C'est un élément déterminant auquel les jeunes ruraux sont, à juste titre, extrêmement sensibles.

Mais le calcul économique n'est pas aussi simple et les considérations de rémunération se doublent de considérations relatives au mode de vie. L'impression d'isolement qui est celle du rural , les contraintes du travail agricole (problème des vacances) l'absence de distractions sont autant de facteurs qui poussent les jeunes ruraux à quitter la terre pour aller travailler en ville .

Par contre, le paysan âgé, s'accommode plus aisément de

cette disparité de condition de vie . Non seulement, il n'est pas disposé à se déplacer pour améliorer sa situation , mais encore, il se satisfait d'ambitions extrêmement limitée.

Ce manque de vitalité de la population active, qui demeure, est un des obstacles les plus lourds aux modifications de structures pourtant nécessaires . L'esprit d'innovation s'atrophie ; la routine devient la règle. Le climat général est peu favorable au progrès. Sur le plan agricole, le cultivateur âgé, oppose une vive résistance à la mise en place de structures nouvelles susceptibles de favoriser celui-ci (accroissement de la rentabilité des exploitations, organisation du travail agricole). Les jeunes qui acceptent de rester à la terre et qui sont perméables à cet esprit de modernisation sont une minorité . De l'agriculture, cette léthargie se propage aux autres secteurs de l'activité économique ; le goût de l'innovation y disparaît aussi . Cette absence générale de dynamisme constitue à son tour une raison décisive du départ des jeunes; Le phénomène prend une allure cumulative. La résignation est le comportement de ceux qui restent .

D)- La différenciation qualitative des populations régionales :

Le départ des éléments jeunes de la population coïncide avec l'exode des membres les plus qualifiés de celle-ci . Une enquête effectuée auprès du lycée technique de Limoges révèle que 90 % des élèves de cet établissement quittent la région à la fin de leurs études, faute d'emploi . La situation est similaire pour les diplômés de l'université où exception faite des professions médicales , les possibilités régionales d'emploi sont très limitées. Agée, la population restante est également peu qualifiée du fait même de l'absence d'industrialisation .

Une étude psychotechnique (1) effectuée par les services de l'armée sur le contingent donne des renseignements significatifs sur la relation existant entre l'état des structures économi-

ques et la qualification professionnelle de la population des régions françaises. Cette enquête a été réalisée en 1961 auprès de 30.000 futures recrues dont le problème de l'emploi se posera dès la libération des obligations militaires. Elle indique notamment la répartition géographique des titulaires de certificats d'aptitude professionnelle et de brevets professionnels. De cette investigation statistique, il ressort que ce sont les régions les plus industrialisées qui, sont également les plus dotées en personnel qualifié. Bien entendu, en ce domaine, comme dans les autres, la première place revient à la région parisienne pour la majeure partie des spécialités considérées et notamment pour les ouvriers de l'industrie des métaux, pour les électriciens et monteurs électriciens, pour les dessinateurs industriels, pour les imprimeurs typographes etc.... Viennent ensuite dans l'ordre de classement régional, La Lorraine, le Rhône. Les régions dont l'agriculture est l'activité dominante sont à l'inverse, les plus mal classées.

De même, l'origine géographique des dirigeants français n'est pas indépendante de la localisation des activités industrielles. D'une enquête effectuée par N. DELEFORTRIE . SOUBEYROUX (1), il ressort que " les départements riches et surtout les départements industriels sont le lieu de naissance du plus grand nombre ". La répartition géographique en fonction des lieux de naissance est plus intéressante que celle déterminée en fonction des lieux de résidence, puisque celle-ci est étroitement liée à la répartition des activités industrielles. La preuve est faite que les zones les plus évoluées sont en même temps les plus grandes productrices de personnel qualifié. Il y a dans cette constatation un phénomène social particulièrement important. Il traduit une disparité nouvelle qui est apparue tout d'abord comme conséquence des précédentes, mais qui, à son tour, peut devenir cause et aggraver l'écart initial.

(1) DELEFORTRIE - SOUBEYROUX (N) : " Les dirigeants de l'industrie française .
Recherches sur l'Economie Française. A. Colin 1961 p.34

A l'heure où le développement économique requiert une utilisation de plus en plus importante de main d'oeuvre qualifiée, les régions les plus en retard supportent un handicap nouveau susceptible d'entraver leur développement .

SECTION III . : LES AMBIGUITES DU CONCEPT DE SOUS-DEVELOPPEMENT :

Bien plus que l'expression " inégalités de développement" c'est le terme de sous-développement qui est employé de façon courante, pour désigner le phénomène des disparités régionales. Il existe des régions développées et sous-développées ,au même titre que des pays développés et sous développés. Ce terme connaît depuis quelques années un succès presque sans mesure . On l'utilise indistinctement sans tenir compte de la différence de dimensions des phénomènes observés. Le problème est de savoir si cette communauté d'expression est justifiée par une identité de fait, ou si elle constitue ,au contraire, un abus de langage .En d'autres termes, peut-on conclure à la similitude des inégalités constatées d'une part entre régions et d'autre part entre nations ? Le **changement** de dimension est-il sans conséquences sur la nature des disparités observées ? .

Les économistes sont unanimes à reconnaître que ces deux sortes d'inégalités ne peuvent être totalement confondues. Dès lors l'utilisation indifférente du même terme pour les désigner est abusive dans la mesure où elle dissimule cette distinction .Son excès de généralisation altère en grande partie sa signification; mais ~~écrit-on~~, l'adjonction de qualificatifs tels que national ou régional suffit à opérer cette dissociation. Il n'empêche qu'une terminologie plus spécifique constituerait un instrument plus commode d'analyse .

L'unanimité de départ fait place au désaccord dès qu'il s'agit de préciser l'importance de la distinction . Si l'existence de différences n'est pas contestée, en revanche, les interprétations divergent sur l'ampleur de celles-ci . Pour

certain auteurs, il ne s'agit que d'une simple différence de degré; d'autres théoriciens concluent ,au contraire, à une véritable différence de nature, entre les deux formes de sous-développements considérés.

La première thèse a été soutenue par le Doyen LAJUGIE . L'auteur fait, tout d'abord, amende honorable en reconnaissant qu'il était jusqu'alors partisan de la seconde interprétation, mais à la lumière d'une analyse plus approfondie , la séparation entre les deux formes de sous-développements lui est apparue moins nette." La meilleure preuve n'en est-elle pas,écrit-il, que des pays sous développés dans leur ensemble, comme le Brésil, peuvent comprendre des régions d'une économie très avancée,tel l'Etat de Sao-Paulo, voire d'une économie presque épuisée,comme certains cantons de l'Etat de Rio de Janeiro"(1). Certes,les différences existent, mais elles ne reposent pas sur une dualité de nature.Elles proviennent seulement du fait que ces deux types de sous-développements constituent deux étapes différentes d'un même processus d'évolution . Le développement des nations prolétaires requiert une politique de démarrage de la croissance.Par contre, le problème soulevé par les régions sous développées de France ou d'Allemagne est celui du " rééquilibre spatial de la croissance" (2) . La thèse du doyen LAJUGIE se fonde sur une interprétation historique du mouvement général de croissance: A l'image du schéma devenu classique de l'économiste américain ROSTOW (3),ce processus se décomposerait en une succession d'étapes, dont l'une serait la phase de démarrage, de décollage et une autre, la phase de résorption des déséquilibres géographiques nés de ce mouvement général . Ce décalage historique n'altérerait en rien l'identité de nature des économies considérées. " Dans un cas, il s'agit d'une seconde phase du développement ,alors que , dans l'autre cas, il s'agit de la première phase du développement.

-
- (1) LAJUGIE (J) : " Les conditions d'une politique de développement régional pour les pays du marché commun" .
Revue d'économie politique 1959 p.265
- (2) LAJUGIE (J) : op cit. p.256
- (3) ROSTOW (W.W.) : " Les Etapes de la croissance économique " .
Ed. du Seuil 1960.

Mais la différence est de degré et non pas de nature, car, dans les deux cas, le problème est toujours de remédier à une insuffisante utilisation des ressources en hommes et en capital " conclut-il (1).

Il est incontestable que les inégalités régionales de développement tirent leur spécificité du fait qu'elles se manifestent avec une intensité particulière dans les pays développés. Historiquement, il y a bien eu antériorité de la phase de démarrage de l'ensemble de l'économie par rapport à la phase actuelle de rééquilibrage spatial. Mais limiter la distinction à ce décalage temporel revient à sous-estimer les transformations structurelles qui se sont produites entre ces deux étapes. L'utilisation optimale des ressources disponibles se pose en des termes différents en Inde et en Aquitaine. Ainsi que nous le verrons, la phase de démarrage ne se satisfait pas des seules transformations économiques; elle exige une mutation des structures sociales et mentales : celles-ci apparaissent même comme la condition des précédentes. Au contraire, la politique de rééquilibrage spatial de la croissance est essentiellement un problème économique, d'implantation d'activités dynamiques, capables d'absorber la main d'oeuvre additionnelle libérée par l'agriculture. Les structures sociales n'apparaissent plus comme des obstacles à l'injection de capitaux.

En d'autres termes, au décalage temporel, s'ajoute une modification du contexte, social en particulier, invitant à opérer une dissociation plus nette. L'analyse économique, en dépit de l'intérêt présenté par un essai de généralisation, gagne à retenir cette différenciation.

Telle est la pensée d'un certain nombre d'auteurs convaincus de l'existence d'une véritable disparité de nature. Les

(1) LAJUGIE (J) : " Problèmes de développement régional " .
Travaux du Congrès des Economistes de Langue Française .
1959. Editions Cujas p.17 et 18.

Professeurs LEDUC (1) BAUCHET (2) DAVIN (3) sont intimement persuadés de l'opportunité d'une distinction plus franche . D'autres auteurs ont apporté leur caution à cette interprétation à l'occasion du Congrès des Economistes de Langue Française, consacré , en 1959, aux problèmes de développement régional . Tel est le cas notamment du Professeur HEILPERIN (4) de R.COURTIN (5) .

L'argumentation de ces différents auteurs, dont nous adopterons plus loin l'orientation, dévoile la spécificité des inégalités régionales de développement .

Toutefois, on peut se demander, dès à présent, si la controverse consistant à vouloir classer l'opposition dans une différence de nature ou dans une différence de degré, n'est pas essentiellement d'ordre terminologique, et si le désaccord manifesté dans la forme, ne cache pas des points de vue très proches les uns des autres, sur le fond .

Cette question vient à l'esprit lorsque le Doyen LAJUGIE reconnaît la présence de disparités institutionnelles et politiques en opposant " le système clos du pays, au système ouvert de la région infra-nationale " (4). N'est-ce pas l'acceptation implicite d'une distinction plus large ? .

N'y -at-il pas un danger à vouloir concentrer sous un intitulé nécessairement schématique l'ampleur des différences réellement constatées entre ces deux formes d'économies ? Les qualificatifs de différence de degré ou de différence de nature

-
- (1) LEDUC (G) : "Economie du Développement " .
Les Cours de Droit 1961- 1962 p.75 - 76
 - (2) BAUCHET (P) : " Les Tableaux Economiques -Analyse de la
Région Lorraine . Ed.Genin 1955 p.75 à s.
 - (3) DAVIN (L.E.) : Economie régionale et croissance .
Ed.Genin 1964 p 15 à 18
 - (4) HELPERIN : " Problèmes de développement régional " .
Travaux du Congrès des Economistes de Langue Française 1959
Ed.Cujas p.54 à 58
 - (5) COURTIN (R) : " Problèmes de développement régional " .
op cit . p . 58 à 61
 - (6) LAJUGIE (J) : "Les Conditions d'une politique de dévelop-
pement régional pour les pays du Marché Commun.
Revue d'Economie Politique 1959 p.265 .

ont l'avantage de se mettre mutuellement en évidence , mais cette approche ne présente-t-elle pas l'inconvénient de simplifier arbitrairement la réalité plus difficile à appréhender ?

L'analyse économique doit gagner à être plus nuancée. On est en droit, en effet, de se demander si la disparité de dimensions reconnue par le Doyen LAJUGIE ne contient pas en elle-même de multiples éléments d'oppositions. D'une part, nous avons des nations dont l'espace géographique est nettement délimité par des frontières politiques, d'autre part les régions sous-développées ne constituent qu'une partie, qu'un sous-ensemble d'un territoire national dont l'économie est qualifiée de développée. De cette dualité , découlent un certain nombre de différences fondamentales .

Elles procèdent toutes de l'idée suivante : le sous-développement national est un phénomène social tout entier . Il s'explique par la complexité d'une vie sociale qui n'est pas spontanément orientée vers le développement. Par opposition, lorsqu'elles appartiennent à des nations industrialisées, les régions sous-développées constituent un phénomène d'ampleur beaucoup plus limité. L'incapacité de leurs structures économiques . à absorber la main-d'oeuvre disponible résulte de causes spécifiquement économiques . La preuve en est d'ailleurs que cette carence trouve dans l'émigration une issue qui traduit une réaction de caractère proprement économique.

§ 1) Les éléments de distinction :

A)- Les structures d'encadrement :

Le développement, selon la définition de F. PERROUX(1) peut être interprété : comme " La combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître , cumulativement et durablement, son produit réel global".

(1) PERROUX (F) : " L'Economie du XXème Siècle " .
op.cit. p. 155

Dès lors, l'état des structures sociales apparaît comme un élément déterminant ; de leur qualité, dépend l'éventualité d'une croissance auto-entretenu et cumulative de ce produit global.

Les structures d'une société déterminée se caractérisent essentiellement par l'échelle des valeurs admises, par la nature des liens établis entre les diverses cellules constitutives, par le niveau intellectuel de la population, par les institutions. A ces divers titres, des différences profondes séparent les deux formes de sous-développement étudiés .

1)- La validité des méthodes d'approches respectives .

L'approche " courante " des économies du Tiers-Monde consiste à élaborer un certain nombre de critères représentatifs de la situation présentée. Un reproche est communément adressé à cette méthode d'analyse : son défaut d'objectivité. Le terme même de sous-développement implique une relativisation du jugement apporté; cette relativisation est effectuée par rapport aux économies occidentales industrialisées .La situation des nations prolétaires n'est pas nouvelle; ce qui l'est, c'est la prise de conscience de son existence. Cette perception étant l'oeuvre des économistes occidentaux, tout se passe si, après avoir décelé la présence simultanée de deux économies profondément différentes et qualifiées l'une de développées et l'autre, par opposition , de sous-développée, ces auteurs avaient ensuite recherché les caractéristiques de ces dernières en prenant les premières comme base de référence .Il en résulte que les structures des nations prolétaires sont appréciées en fonction d'une échelle de valeurs occidentales, qui ne coïncide pas généralement avec celle des pays observés. Ainsi que l'écrit le Professeur Jacques AUSTRIY " La notion de sous-développement a été élaborée négativement par rapport aux critères retenus pour spécifier le prototype unique fourni par l'expérience d'un mode de développement : celui de

l'Occident"(1) .

Cette critique, parfaitement justifiée, ce " manque d'imagination "(2) ne sont plus valables en ce qui concerne les régions sous-développées. L'adoption comme base de référence de l'échelle de valeurs occidentales est non seulement valable, mais indispensable dès lors qu'elles sont parties constitutives d'ensembles nationaux de ce type .Il y a , incontestablement , communauté de civilisation entre le Limousin et le Parisien . Celle-ci est liée à la multiplicité des traits d'union scellés dans l'unité nationale . L'asiatique peut refuser de supporter le coût du développement qui lui paraît trop élevé en raison des sacrifices qu'il exige et du manque d'attrait que présente à ses yeux la marche vers une société d'abondance . Une telle réaction ne peut être le comportement-type des Bretons et des Auvergnats : Le désir d'amélioration du niveau de vie, de promotion sociale est aussi vif dans leur esprit que dans celui de n'importe quel autre français; pour y parvenir, ils acceptent le travail et la constance de cet effort .En l'absence de possibilités d'emploi sur place, ils quittent leurs régions pour satisfaire leurs ambitions, mais au prix de sacrifices délibérément acceptés, puisque dès qu'ils ne seront plus en mesure d'exercer une activité,ils reviendront prendre leur retraite dans la région dont ils sont originaires .La migration géographique correspond à une volonté de progrès .

Quoi de plus économique que ce comportement ?

Qu'une même méthode ne puisse être appliquée pour l'analyse des deux types de sous-développement considérés s'explique par de nombreux éléments de distinction,tant sur le plan social que démographique .

2)- La distinction des comportements sociaux:

Avide de formation,l'habitant d'une région sous -dévelop-

(1) AUSTRUY (J) : " Le Scandale du Développement "
op cit p .91

(2) AUSTRUY (J) id - p.92

pée bénéficie d'une éducation qui constitue une richesse particulièrement importante. Certes, nous avons vu qu'en raison de l'environnement, il était, le plus souvent, moins qualifié que son homologue parisien, mais il possède, au même titre que celui-ci, une éducation de base qui lui octroie des possibilités réelles d'adaptation. Tel n'est pas le cas d'une partie importante de la population des pays sous-développés où les taux d'analphabétisme sont encore très élevés. Or, ainsi que l'écrit le Professeur LEDUC " une participation de plus en plus effective à une activité économique elle-même de plus en plus diversifiée, progressivement ouverte aux échanges et monétarisée n'est possible qu'au prix de l'acquisition d'un minimum de connaissances (1) . Seule une infime minorité de Français ne possède pas ce minimum de connaissances grâce aux efforts particuliers de scolarisation effectués par notre pays . La création de classes primaires a été réalisée, non seulement au niveau communal, mais aussi à l'intérieur de celui-ci, dans certains villages, permettant ainsi, d'atteindre la totalité de la population .

L'absence du niveau minimum d'instruction indispensable est, au contraire, une des faiblesses essentielles des pays sous-développés. Cette carence se traduit par une sous-utilisation de la main d'oeuvre disponible qui ne peut être employée, de ce fait, qu'à des travaux ultra-simples, ne nécessitant aucune formation. Un effort d'investissement intellectuel, particulièrement important, est à faire .

La raison de cette disparité, entre les deux formes d'économies analysées, est que les régions bénéficient, du fait de leur appartenance à des nations évoluées, d'une infrastructure institutionnelle qui apparaît comme éminemment favorable . L'organisation administrative est dispersée à l'intérieur du territoire français, couvrant l'intégralité de celui-ci, Sur le plan politique, l'homogénéité de l'espace national est incontestable.

(1) LEDUC (G) "Economie du développement "
op.cit. p.255 .

L'établissement d'une société démocratique requiert, de la part des citoyens, un minimum de participation (vote) et d'initiative (conseillers municipaux, conseillers généraux) favorable à un comportement actif. La faiblesse de l'architecture sociale des pays sous-développés, conduit à instaurer , le plus souvent , des pouvoirs politiques forts, susceptibles d'exercer une action dynamique sur les structures sociales inexistantes ou détruites.

3)- La distinction des comportements démographiques .

Les phénomènes démographiques constituent un puissant facteur de différenciation des économies observées. L'évolution de la population globale, qui n'est pas indépendante de l'état des structures sociales , traduit la présence de situations manifestement très différentes. L'opposition se retrouve tant dans les causes que dans les conséquences des croissances démographiques respectives .

a)- Les causes :

La séparation des facteurs d'évolution de la population est aussi nette que décisive. Dans les économies du Tiers-Monde, les mouvements naturels constituent le facteur exclusif de croissance. La croissance démographique des régions françaises est par contre très dépendante des mouvements migratoires .

La deuxième révolution démographique est le fait de jeunes nations. Elle s'oppose à la première, qui fût l'oeuvre d'un nombre limité de pays, à plus d'un titre. En valeur absolue, elle est d'une ampleur nettement supérieure à la précédente et détermine, par ce fait même, une accélération du taux de croissance de la population globale. L'un des traits distinctifs essentiels est aussi que l'essor démographique des régions européennes s'accompagnait du développement économique , alors qu'il en est autrement pour le présent .

Les causes de ce dernier sont bien connues. Pendant très longtemps, les courbes représentatives des taux de natalité et des taux de mortalité, se sont pratiquement chevauchées, entraînant ainsi une quasi-stabilité du niveau global de la population. La révolution démographique s'explique par la séparation de plus en plus accentuée de ces deux courbes, à laquelle on assiste depuis quelques années.

La tendance générale est la suivante : la courbe représentative du taux de natalité se maintient constamment à un niveau élevé, proche des limites biologiques, alors que la courbe représentative du taux de mortalité a connu une décroissance rapide, rejoignant, en peu de temps, le taux de mortalité des pays développés (1).

Le maintien à un niveau élevé de la natalité (en 1962, le taux de natalité du Guatemala était de 46,8 pour 1000 et celui de Costa Rica de 50,5 pour 1.000 (2) trouve son explication dans le comportement naturel d'une population ignorante. L'absence d'une politique de prévention des naissances, difficilement applicable d'ailleurs (3) en est la raison majeure. Il faut y joindre la diminution de la mortalité chez les jeunes adultes, c'est-à-dire parmi la population en âge de procréer.

La chute rapide des taux de mortalité a déclenché le renversement de tendance. Elle procède tout d'abord de la disparition de fléaux qui décimaient auparavant une population sous la forme soit de famines aiguës provoquées par de mauvaises récoltes, soit d'épidémies graves, soit enfin de guerres tribales fortement meurtrières. Elle découle aussi de l'implantation et de la diffusion accélérée du progrès médical. Par le biais d'actions systématiques telles que les vaccinations ou la destruction des moustiques, de nombreux facteurs de mortalité ont pu être résorbés.

Le résultat de ces évolutions désormais divergentes est

-
- (1) SAUVY (A) : " Malthus et les deux Marx " Denoël 1963
(2) MOUCHEZ (P) : "Démographie " Thémis P.U.F. 1964 p.243
(3) MOUCHEZ (P) : op.cit p.232.

la formation d'un accroissement naturel de plus en plus élevé, au fur et à mesure que l'écart se creuse. Ce taux d'accroissement naturel se situe autour de 2 % à 2,5 % par an. Il atteint parfois même 3 % . L'influence négligeable que revêtent, sur le plan quantitatif, les mouvements migratoires fait que le taux de croissance naturelle est également le taux de croissance réelle de la population .

Les problèmes démographiques qui se posent aux régions françaises les moins développées ne sont pas imputables aux mêmes causes.

Leur évolution naturelle n'est pas indépendante de celle de l'ensemble de la nation développée qui les contient, La ralentissement démographique de l'entre-deux guerres, le renouveau provoqué par la mise en oeuvre d'une politique nataliste sont observables aussi bien à l'échelon de la région qu'à celui de la nation toute entière . Les disparités entre régions procèdent plus de différences dans les structures par âges de la population que de comportements biologiques distincts. Le taux de natalité est plus faible dans les régions à population relativement vieillie que dans celle à population jeune . Le taux de mortalité est, par contre, plus élevé dans les premières , que dans les secondes.

Bien plus même, il arrive que la situation de certaines régions industrialisées soit, toute proportion gardée, plus proche de celle du Tiers-Monde que celle de régions dont l'agriculture est prédominante. Une illustration significative de ce phénomène nous est apportée par une comparaison interrégionale des taux de mortalité infantile, calculés d'après le rapport, du nombre de décès d'enfants de moins d'un an à 1.000 naissances vivantes.

La tableau XIV montre que le taux de mortalité infantile, qui est un critère reconnu du sous- développement des nations prolétaires, est en France relativement plus élevé dans les régions industrialisées que dans les régions essentiellement agricoles. L'Alsace , La Lorraine et le Nord figurent en bas du

TABLEAU XIV : Taux de mortalité infantile
par régions de programme en 1962 (nombre de décès
d'enfants de moins d'un an pour 1000 naissances vivantes)

Régions	Taux
Région Parisienne	20,3
Basse -Normandie	21,7
Aquitaine	22,0
Pays-de-la-Loire	23,0
Centre	23,6
Provence-Côte d'Azur	23,7
Auvergne	23,9
Bourgogne	23,9
Limousin	25,1
Rhône-Alpes	25,2
Poitou-Charentes	25,3
Bretagne	25,5
Midi-Pyrénées	25,5
Haute-Normandie	26,5
Champagne	26,8
Languedoc	26,8
Franche-Comté	27,2
Picardie	27,2
Alsace	30,7
Lorraine	32,9
Nord	36,1

Source : Projet de Loi de Finances pour 1965 .
Document annexe .Régionalisation du budget d'équipement
pour l'année 1965. op.cit. Tome II p. 68

tableau alors que la Basse-Normandie, l'Aquitaine, les Pays de la Loire, l'Auvergne etc... occupent un très bon rang dans ce classement. Leur faible niveau de développement économique n'empêche pas ces dernières de disposer , en certains domaines, d'un équipement social dont la croissance n'a pas accompagné

l'industrialisation d'autres régions .

La nécessité de distinguer sur le plan démographique pays et régions sous-développés se ~~confirme~~ dès que l'on quitte l'analyse de la croissance naturelle pour aborder celle des mouvements migratoires. Ils ont une importance décisive à l'intérieur des nations développées, et sont en étroite relation avec l'évolution de l'activité économique. A vrai dire, ils constituent une des manifestations essentielles des inégalités régionales.

Toutefois ,des distinctions peuvent être opérées suivant leur intensité .

Le cas extrême est celui du Limousin dont la structure démographique est profondément marquée par une émigration séculaire. Le vieillissement de sa population est tel que le nombre de décès est supérieur à celui des naissances. Pour l'année 1962, 10.655 décès ont été enregistrés contre seulement 9.432 naissances, déterminant une balance naturelle déficitaire de 1.223 habitants (1). Cette situation est particulièrement représentative des conséquences que peuvent engendrer des mouvements d'émigration lorsque leur déficit atteint un niveau très élevé.

Beaucoup plus fréquent est le cas de régions, dont l'accroissement naturel, est partiellement absorbé par l'émigration. Telle est la situation notamment, de la Bretagne, mais aussi des Pays de la Loire, de la Basse-Normandie, de l'Auvergne etc ... La faiblesse de ces économies est l'insuffisance de leur capacité d'emploi qui ne leur permet pas de retenir les travailleurs nés chez elles. Elles souffrent de la concurrence de zones plus dynamiques dont l'attraction s'exerce sur leur population. Le départ d'une partie de celle-ci est un phénomène purement économique.

Ainsi donc, les mouvements démographiques revêtent des aspects nettement distincts dans les deux types d'économies observées. Dans les pays sous-développés, les facteurs naturels,

(1) Notes et Etudes Documentaires :
" Economies régionales et planification : le Limousin " .
op.cit. p. 11.

en nourrissant une croissance rapide de la population , font peser la menace d'un surpeuplement . Dans les régions sous-développées françaises, ce sont les mouvements migratoires qui déterminent, en fin de compte, l'évolution globale, et entretiennent le danger d'une dépopulation .

D'un côté, le risque du " trop- plein" ,de l'autre la peur du vide.Des conséquences bien différentes résultent de situationsaussi disparates.

b)- Les conséquences :

La vigueur du taux de croissance démographique dans le premier cas,l'exode d'une fraction de la population active, dans le second ,compromettent,tous les deux, à leur manière, l'effort de développement des économies qui en sont victimes . Deux"cercles vicieux " peuvent se manifester .

Dans les pays sous-développés,le chiffre global de la population ne peut être valablement exprimé par rapport à la superficie du territoire .Référence doit être faite,plutôt , à la masse des ressources disponibles.Tout accroissement démographique traduit une diminution du niveau de vie s'il n'est pas suivi corrélativement d'une augmentation parallèle des subsistances.Le drame des pays, dont la population croît au rythme de 2,5 % ou 3 % par an, est de ne pouvoir entretenir une progression identique de leur produit global, en raison de leur faible dotation en facteurs de production ,tant en travail qu'en capital .La population, en âge d'exercer une activité,est abondante,mais elle ne dispose d'aucune formation technique et elle n'est utilisable que pour des travaux extrêmement simples . L'effort d'investissement, pour accroître le stock de capital est limité par les possibilités d'épargne locale,elles-mêmes dépendantes du niveau de revenu. De nombreuses évaluations ont été faites sur ce devis de la croissance, compte-tenu de l'évolution démographique . La valeur approximative de ces calculs,étant donné les difficultés que présente l'évaluation du

coefficient de capital (1) ,n'empêche pas à ceux-ci de situer le cercle vicieux de ce sous-développement .Prenons l'exemple d'un taux de croissance de la population de 2,5 % par an ; admettons que le coefficient de capital soit de 4 . Pour le seul maintien du niveau de vie de ses habitants, l'économie considérée devra accroître son produit global de 2,5 % . L'effort d'investissement nécessité par cette progression de l'activité économique doit être de 10 % de ce même produit global.Or, à lui seul, en raison de la faiblesse du revenu par capita , cet effort dépasse les possibilités d'épargne locale.L'accroissement du niveau de vie, à un rythme identique à celui des pays développés,exigerait un taux d'investissement encore plus élevé, pour que l'écart avec ceux-ci ne s'aggrave pas .

La très grande inégalité qui sévit dans la répartition des revenus à l'intérieur de ces économies pourrait favoriser la formation de l'épargne requise , mais le goût de dépenses scmtuaires, très répandu parmi les classes riches,détourne de son affectation optima une partie des ressources locales . Le cercle vicieux de la pauvreté naît de l'"explosion " démographique .

Le mouvement de dépopulation,qui se manifeste dans certaines régions sous-développées,est également de nature à compromettre l'essor économique de celles-ci .

Le Limousin,où ce mouvement se réalise en valeur absolue,est particulièrement menacé par un processus de dévitalisation. La structure économique de cette région ne lui permet pas de retenir la population active libérée par l'agriculture, mais bien plus , le déficit de la balance naturelle hypothèque lourdement l'avenir de cette économie. Les perspectives d'accroissement de débouchés, susceptibles d'attirer certaines entreprises,y sont médiocres. Le nombre relativement faible de naissances signifie que les ressources de la région, en main-

(1) LEWIS (A) : " La Théorie de la croissance économique " .
Payot 1963 p.209 à 216.

d'oeuvre sont également très limitées. La diminution de la population globale accroît les charges, par habitant, d'entretien et de rénovation de l'infrastructure indispensable, telles que routes et écoles. Dans certaines parties du territoire du Limousin, la vie s'étirole. Le départ des jeunes ruraux entraîne la dégradation progressive d'une couronne de services, utile au maintien des conditions de vie moderne. C'est, tout d'abord, le départ du médecin, c'est, ensuite, la fermeture, à court terme, de l'étude du notaire ... Une réaction en chaîne se déclenche.

Psychologiquement, ainsi que nous l'avons vu, le climat est peu favorable à l'esprit d'entreprise.

De façon générale, le phénomène de dépopulation se poursuit. L'exode fait boule de neige.

La situation est beaucoup moins grave dans les autres régions où, en valeur absolue, la population globale s'est accrue. Il n'en reste pas moins que les taux de croissance sont inférieurs à ceux des zones les plus développées et que l'écart initial tend à s'aggraver.

Un processus cumulatif, accentuant les inégalités, prend forme dans cette disparité de taux de croissance. Un renversement de tendance serait nécessaire à sa résorption. L'évolution actuelle semble peu favorable à son avènement.

La différenciation, constatée sur le plan social et démographique, entre les deux types de sous-développement, se retrouve sur le plan économique.

B)- La diffusion des flux d'investissements :

Il n'est pas douteux, en effet, que les structures d'enca-drement, aient une influence sérieuse sur le niveau de l'activité économique.

Que le secteur primaire soit dominant, que le degré d'industrialisation soit faible, dans les deux types d'économies, n'est pas suffisant pour conclure à une assimilation. L'analyse

des mécanismes de fonctionnement révèle, au contraire, des éléments fondamentaux de distinction .

Les économies des pays sous -développés sont généralement présentées comme des économies désarticulées. " Elles ne constituent pas, selon l'expression de François PERROUX (1), sur un territoire étendu ,un réseau homogène de prix, de flux et d'informations". Le défaut de liaison entre les divers secteurs de l'économie diminue l'ampleur des effets de propagation et altère les mécanismes de fonctionnement de l'ensemble considéré. L'absence d'interpénétration entre le secteur moderne et le secteur traditionnel paralyse les effets de diffusion des flux d'investissements et de revenus, créés dans le premier. L'emploi, relativement minime, de population locale s'explique par son manque de formation. La rareté des unités industrielles minimise les flux d'échanges entre les différents secteurs. D'une part, le niveau des investissements réalisés est faible ; d'autre part, l'efficacité de ceux qui le sont réellement, est compromise par un véritable cloisonnement .

Le bref rappel de ce schéma, pierre angulaire des instruments d'analyse théorique du sous-développement des jeunes nations, est dépouillé de toute validité pour l'explication du fonctionnement de l'économie des régions françaises en difficulté. Beaucoup plus de l'insuffisance des canaux de transmission, c'est de la carence des centres émetteurs de flux, qu'elles souffrent. Les structures d'encadrement sont parfaitement propices à l'articulation des mécanismes économiques. Lorsqu'ils sont émis, les flux d'investissements parviennent à diffuser , à l'intérieur de l'économie, par l'intermédiaire des revenus, L'injection de capitaux trouve, en la présence d'une main d'oeuvre disponible, un terrain particulièrement favorable à cette diffusion . L'implantation d'une unité de production augmente le niveau régional de l'emploi, engendre une croissance de la masse des revenus distribués et son effet se propage par le biais

(1) PERROUX (F) ; " L'Economie du XXème Siècle " .
op.cit. p.156

des dépenses de consommation ,stimulant l'ensemble de l'activité économique.

En résumé, l'économie est en état de fonctionner ; elle dispose de l'articulation nécessaire .Ce qui manque,par contre, ce sont les flux eux-mêmes .

L'agriculture a été, à une certaine phase du mouvement de croissance, l'un des secteurs dominants, entraînant par son dynamisme l'ensemble de l'économie dans un processus d'augmentation soutenue du produit global. Les facteurs naturels tels que la fertilité et la diversité des sols, la variété des climats ont favorisé l'importance relative de cette forme d'activité.Certains types de cultures,de par la qualité et la réputation de leur production ,justifient encore de nos jours cette situation .

Toutefois,le progrès technique, en libérant une partie de la main-d'oeuvre ,jusqu'alors employée dans ce secteur d'activité,a bouleversé l'équilibre établi.Le problème s'est alors posé ,du réemploi de cette force de travail devenue disponible .

Deux solutions étaient possibles :

- La première consistait à créer des activités nouvelles capables d'absorber cet excédent d'offre de travail . L'implantation d'activités secondaires ou tertiaires était nécessaire .

- La deuxième solution,celle qui s'est finalement réalisée, était,en l'absence de ces secteurs-relais, l'émigration.Elle n'est pas favorable à la région. Elle lui ôte une de ses principales richesses et nourrit, nous l'avons vu , un processus cumulatif d'appauvrissement sinon absolu, du moins relatif .

La possession de cette main d'oeuvre, à la recherche d'emploi sur place, prête à opérer, par l'intermédiaire de ses dépenses de consommation, la diffusion des flux d'investissements,est un trait distinctif des régions sous-développées. Mais ce sont, précisément, les flux d'investissements qui sont rares .

La situation est, donc, nettement différente de celle

du sous-développement national, où l'absence de canaux de transmission s'ajoute au faible niveau des investissements.

§ 2 - L'approche ternaire du Professeur VITO :

L'assimilation , pure et simple , de ces deux types d'économies ne saurait, donc, être soutenue. Le Professeur VITO(1) dénonce la pratique courante qui consiste à employer une expression identique pour les dénommer respectivement .

Bien plus ---, selon lui, ce n'est pas deux, mais trois sortes d'économies qu'il faut distinguer pour parfaire l'analyse.

Les trois intitulés d'économies arriérées, d'économies sous-développées et d'économies déprimées sont les instruments de cette approche terminologique .

Les économies arriérées seraient celles où le niveau de vie est trop bas pour qu'un processus de développement puisse être amorcé. Le cercle vicieux de la pauvreté fonctionne dans toute sa rigueur, annihilant les possibilités d'investissements, Le niveau du revenu est trop faible pour permettre de dégager une épargne suffisante. La rareté des sources de financement réduit le volume des investissements. La capacité productive ne s'accroît pas assez; la production se maintient à un bas niveau entretenant la faiblesse du revenu. Non seulement, la majeure partie de l'activité économique repose sur l'agriculture, mais encore, la productivité des travailleurs est médiocre, le pourcentage de chômeurs est élevé et l'infrastructure est très déficiente.

Les économies dites sous-développées présenteraient sur les précédentes l'avantage d'avoir amorcé un processus de développement, " tout modéré et instable qu'il puisse être(1).

-
- (1) VITO(F) : " La théorie économique spatiale et les principes de la politique régionale ".
Rapport au Congrès des Economistes de Langue Française. 1959
Publié dans la Revue d'Economie Politique . 1959
- (2) VITO (F) : " La théorie économique spatiale et les principes de la politique régionale" op.cit. p.856

----- Par certains traits, elles se rapprochent des économies arriérées, mais elles s'en distinguent par l'absence de cercle vicieux de la pauvreté. Toute une série de degrés, à l'intérieur de ce groupe, est possible selon le niveau atteint .

Mais à côté des économies arriérées et des économies sous-développées, il existerait un troisième type d'économies en difficulté. Elles ont été autrefois prospères, et bénéficient d'un certain niveau de développement, mais, pour des raisons soit endogènes, soit exogènes, elles subissent un déclin dont l'exode démographique est l'une des traductions essentielles. Ce sont les économies dites déprimées. Une de leurs particularités principales est d'être, toujours, des parties plus ou moins étendues de l'économie d'un pays.

La distinction du professeur VITO répond manifestement au désir de montrer la spécificité du Mezzogiorno dont le sous-développement ne saurait être identifié à celui des pays d'Afrique ou d'Asie, ou à celui des autres régions de la communauté économique européenne. Son originalité naît de sa situation intermédiaire. Par certains traits, il n'est pas sans rappeler les structures des nations prolétaires. Les bouleversements entraînés par une politique de développement mettent en cause un équilibre des structures sociales. " La société méridionale, écrit-on, à propos du Sud de l'Italie (1), est soumise à un profond déchirement de ses modes de vie traditionnels, le passage des anciennes structures aux nouvelles ne pouvant intervenir sans soubresauts, déséquilibres, inadaptations de toutes sortes "/. Par d'autres aspects, et notamment par son caractère infra-national, il se rapproche de la situation des régions de l'Ouest français. La contiguïté d'une structure économique développée lui évite en particulier d'être exposé au cercle vicieux de la pauvreté.

Le qualificatif d'"économies déprimées" attribué par l'au-

(1) Notes et études documentaires : " Le Midi Italien. Situation et problèmes. 1950.-1963 ".
N° 3071 du 9 mars 1964 p.21

teur aux régions françaises en difficulté veut être la traduction du déclin relatif dont elles sont l'objet. En cela, le professeur VITO se rapporte à l'évolution comparée des autres économies régionales qui ont connu une évolution plus favorable. Ce rapprochement est l'acceptation implicite d'un dénominateur commun entre les deux types d'économies confrontées .

Si l'on définit, en effet, le développement comme " la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent aptes à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global" (1). -----

---- Il apparaît qu'un certain rapprochement puisse être effectué entre les régions développées et les régions à faible croissance qui composent l'espace national français. Elles ont toutes accompli les mutations des structures mentales et sociales qui les rendent aptes à faire croître, cumulativement et durablement ----- leur produit réel global .

La distinction qui les oppose est purement économique. Elle procède d'une tendance, en dépit de l'homogénéité des structures mentales et sociales, à l'agglomération géographique des activités industrielles à l'intérieur du territoire national. Ces activités sont insusceptibles d'une répartition territoriale uniforme car elles obéissent à des contraintes de localisation.

Des parties du territoire français sont en difficulté car elles n'ont pas bénéficié du mouvement d'industrialisation . L'agriculture n'a pas été remplacée dans sa fonction motrice par des activités plus dynamiques. D'autres régions souffrent du ralentissement de croissance de leurs activités industrielles dominantes. Dans les deux cas , se pose le problème de l'implantation d'activités nouvelles capables d'entraîner une croissance plus rapide du produit réel global .

(1) PERROUX (F) : "L' Economie du XXème siècle" op.cit.p.155

CHAPITRE II - LA DIMENSION REGIONALE DANS LES IDEES :

Bien que la **prise** de conscience des inégalités de développement soit à l'origine de l'effort actuel de régionalisation ,il serait erroné de penser que la notion de région est tout à fait nouvelle .Elle est au contraire, depuis longtemps, entrée dans le mouvement des idées.Toutefois, sous la pression des phénomènes économiques ,dont nous venons de situer la gravité, l'intérêt qu'elle a successivement présentés s'est déplacé.

La dimension régionale est apparue tout d'abord comme le support d'une doctrine, connue sous l'appellation significative de régionalisme.Ce courant de pensée, né à l' aube du XIXème Siècle , connaît un succès certain jusqu'aux premières decennies du XXème siècle, puis s'efface dans les troubles de la deuxième guerre mondiale. En tant que tel, ce mouvement doctrinal ne se satisfait pas de l'analyse objective des phénomènes observés. Il dépasse le cadre de l'étude scientifique pour porter sur ces derniers un jugement de valeur établi en fonction d'un système de préférence particulier .Les régionalistes sont, au premier chef, les adversaires convaincus de l'organisation administrative existante du territoire national. Ainsi entendue, leur idéologie est un foyer de passions .

Une approche bien différente de cette même dimension consiste à adopter à son égard l'attitude du savant . Le désintéressement est la condition indispensable à l'efficience d'une telle recherche. Le propos n'est plus de développer une argumentation systématisant l'opportunité de l'adoption de la région comme collectivité territoriale et l'inaptitude corrélative du département . Il est d'entreprendre une analyse scientifique de portée générale. Le sens de cet effort est d'élaborer une définition d'un phénomène souvent évoqué, mais dont les contours

sont, à vrai dire, très mal connus. La nature de cette généralisation dépend des critères d'analyse utilisés. Diverses disciplines sont susceptibles de s'intéresser à cette notion. Leur complémentarité permet d'en affermir le contenu. De foyer de passions, la région devient un concept théorique.

Le fossé est large entre ces deux approches successives. Le décalage temporel, qui les sépare, en accentue, d'ailleurs, la distinction. L'une, la première, après avoir connu une forte audience est tombée dans un profond discrédit. Les épithètes péjoratives qui sont encore attachées à son évocation suffisent à le prouver. L'idée de système contenue dans la présence d'un tel suffixe détient certainement une part de responsabilité dans cet effacement. Le régionalisme traditionnel a subi l'usure du temps et d'échecs successifs.

Par contre, la deuxième approche en est encore au stade des balbutiements. L'analyse régionale est beaucoup trop récente pour apporter tout ce qu'on est en droit d'attendre d'elle. Les développements les plus riches restent encore probablement à faire.

L'étude respective de ces deux courants idéologiques n'est pas inutile à la bonne compréhension de l'émergence de la dimension régionale. En montrant les cheminements successifs de celle-ci, elle en dévoile la spécificité.

SECTION I : LE PRECEDENT DU REGIONALISME TRADITIONNEL :

Si le mouvement actuel de régionalisation est plus affirmé dans les faits que dans les esprits, tel n'était pas le cas, au contraire, du régionalisme traditionnel. Le foisonnement d'idées émises sous le sceau de cette doctrine contrastait avec la modicité des réalisations.

Le caractère doctrinal de ce mouvement imprégnait l'ensemble de la vie politique française. Des dirigeants notoires de la IIIème République, tels que Aristide BRIAND, Paul DESCHANE

Georges CLEMENCEAU, Paul DOUMER n'ont-ils pas pris position en sa faveur ? . Son caractère exclusif poussait à la prise de position. Le fait était d'autant plus aisé que le régionalisme embrassait les multiples aspects de la vie sociale.

Cette tendance à la généralité n'est pas un de ses moindres traits. Charles BRUN (1) ,l'un des maîtres à penser de ce courant, distinguait trois branches essentielles le régionalisme administratif, le régionalisme intellectuel, le régionalisme économique et social . Mais cette énumération n'était nullement exhaustive : d'autres auteurs découvraient un régionalisme sentimental, un régionalisme moral , et même un provincialisme .

Le déchainement des passions,lié au ton de polémique, donnait une certaine couleur à cette doctrine . L'expression y gagnait en chaleur , mais aussi beaucoup en confusion. La variété des idées émises sous cette étiquette,répondant au désir d'accroître sans cesse le nombre des adeptes est pour une grande part responsable de cet enchevêtrement . Il existe des régionalistes de droite et des régionalistes de gauche . A la limite,il n'est pas inexact d'affirmer que chacun conçoit sa façon particulière d'être régionaliste et qu'il existe autant de variantes que d'adeptes.Cette diversité est non seulement reconnue, mais souhaitée par les auteurs du mouvement ; elle est présentée comme le témoignage de sa richesse .

En d'autres termes, il est extrêmement malaisé de déceler les tendances fondamentales de ce courant de pensée.Les arbres sont si différents les uns des autres qu'ils risquent de se mettre mutuellement en évidence et de cacher la forêt .

Comme toute doctrine ,le régionalisme est une interprétation subjective de la réalité.Son attitude est tout d'abord fondée sur une critique des faits contre lesquels il s'érige.Il est , au premier chef, une réaction . Mais il n'est pas seulement négation . Il se veut aussi création . Des propositions sont éla-

(1) BRUN (L) : " Le Régionalisme " .
Bibliothèque Régionaliste PARIS 1911.

borées pour asseoir sur des bases nouvelles l'organisation administrative de la France. De l'analyse critique, il passe au stade de l'action .

§ I- Les mobiles du régionalisme traditionnel :

Ce n'est pas, par hasard, que les premières bases de cette doctrine aient été jetées au début du XIXème Siècle, qu'elles se soient affermies tout au long de celui-ci, pour situer l'apogée du mouvement dans les premières décades du XXème Siècle. Le lien est étroit entre l'intensité doctrinale et l'évolution des faits contre lesquels elle se dresse . A des flambées fiévreuses de régionalisme , succèdent des accalmies prolongées, dont le rythme d'alternance est imprimé par l'évolution des institutions françaises .

Ces institutions françaises ont été esquissées par l'Assemblée Constituante, mais le 1er Empire les a façonnées à sa guise pour faire reposer sur des fondations solides l'organisation nationale. Deux caractères fondamentaux assurent l'efficacité de cette organisation : d'une part, l'uniformisation du territoire national, d'autre part, la centralisation des pouvoirs administratifs .Le régionalisme s'élève ,précisément, contre ces deux systèmes .

A) L'uniformisation du territoire national :

Cette idéologie procède, tout d'abord, d'une hostilité au cadre départemental qui ne cesse de constituer le support de l'organisation administrative française et sur lequel se modèle l'ensemble de la vie nationale .

La substitution de régions aux départements apparaît comme l'objectif essentiel de cette doctrine .Le département est son bouc émissaire.Oeuvre de l'Assemblée Constituante,il s'est superposé aux réalités régionales dans le but de les étouffer. La suppression de ce corset est la première réforme à envisager.

Pourtant aux yeux de ses créateurs, le département présentait des avantages déterminants. La preuve en est ,d'ailleurs ,qu'un siècle et demi après son avènement,cette collectivité territoriale constitue encore le pivot de l'organisation administrative française .

1) La création du département :

Le souffle révolutionnaire qui animait l'Assemblée Constituante nourrissait un vaste courant de réformes,destinées à refondre l'administration du territoire.Sur deux points, en particulier, l'institution du département peut être interprétée comme une volonté de rupture avec le passé de la France de l'Ancien Régime .

a)- La simplification administrative :

La France de l'Ancien Régime fut une création continue; son élaboration fut le résultat d'aménagements successifs.Dès lors, s'explique l'absence d'unité administrative considérée comme caractéristique de cette période .Le territoire national est divisé et enchevêtré en diocèses, gouvernements militaires, généralités ou intendances,baillages ou sénéchaussées.

La confusion la plus grande en est la conséquence. L'incohérence d'une telle situation n'est certainement pas étrangère à la volonté de réforme des Constituants. A plusieurs titres, un tel enchevêtrement a été l'occasion d'abus . Il a aggravé le poids des dépenses d'administration; de plus, l'absence de découpage homogène favorise l'avènement des privilèges territoriaux. La réaction révolutionnaire se comprenait d'ailleurs d'autant mieux que les dernières années d'existence de la monarchie absolue furent le théâtre des premières tentatives de réforme. La création en Juin 1787 d'Assemblées provinciales

marquait une volonté de simplifier cette organisation administrative du territoire ,car le même régime devait s'appliquer à la totalité de ce dernier.Cette réforme fut accueillie avec réserve,étant considérée comme une atteinte aux particularismes locaux .

Il fallut le vent d'une révolution pour réaliser ,ce qui ,dans des conditions normales, aurait été impossible. L'Assemblée Constituante eût le mérite de substituer à cette mosaïque d'institutions, une collectivité unique devant servir de cellule fondamentale à toute l'architecture administrative : le département . Le souci d'égalité inhérent à l'idéologie révolutionnaire invitait à supprimer tout ce qui pouvait être source de confusion et de privilège .Il fallait effacer les anciennes divisions territoriales et les remplacer par un cadre uniforme qui soit simple et qui serve de base à l'organisation administrative,mais aussi financière judiciaire et militaire .

La volonté de simplification était telle qu'on envisageait de procéder au découpage du territoire en figures géométriques semblables .La détermination d'un espace infra-national atteignait le paroxysme de la simplification. Suggestive de l'esprit des réformateurs, et de leur compétence en matière de géométrie était, à cet égard, le projet élaboré par THOURET (l'un des fondateurs du département): "En prenant Paris pour centre, on formerait un carré parfait de neuf lieues de rayon ou de 18 lieues sur 18,ce qui ferait 324 lieues de superficie; ce serait là un département territorial. Sur chaque côté de ce premier carré, j'en formerais un autre de la même étendue et,ainsi de suite, jusqu'aux frontières les plus reculées.Il est visible qu'en approchant des frontières ,on n'aurait plus un carré parfait ; mais, on marquerait toujours, autant que possible, des espaces comprenant, à peu près, 324 lieues carrées " (1) MIRABEAU s'attacha à démontrer que l'idéal égalitaire ,que voulait satisfaire

(1) cité par BRUN (M) dans " Départements et Regions" .
thèse droit Paris 1938 p.50

entreprise de géométrie, était absurde ; l'égalité territoriale des divisions administratives n'est, en fait, qu'une pseudo - égalité. Finalement , la division départementale fut opérée à partir des provinces de l'Ancien Régime, dans tous les cas où cela était possible. La Normandie, la Bretagne, la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté, la Bourgogne, le Languedoc, le Dauphiné, la Provence et l'Auvergne furent, à l'intérieur de leurs limites, divisées en un certain nombre de départements. Les réformateurs marquaient, par cette procédure, leur souci de tenir compte des réalités locales. Une concession fut faite à l'esprit de géométrie pour la détermination des départements : ces dernières devaient constituer le lieu géométrique des points qu'une journée de voyage sépare du chef-lieu. Mais si les provinces étaient prises comme base de référence pour ce découpage, c'était précisément pour mieux les diviser .

b)- la lutte contre l'esprit de province

" Si nous laissons passer cette occasion, s'écriait SIEYES , dans un rapport à l'Assemblée Constituante, elle ne reviendra plus et les provinces garderont éternellement leur esprit de corps, leurs privilèges, leurs prétentions et leurs jalousies" .

La province n'avait, sous l'Ancien Régime, aucune véritable signification administrative, mais elle n'en formait pas moins une réalité vivante et jalouse de son autonomie, du fait de la communauté de coutumes, de traditions, et de dialecte qui unissait ses membres . En élaborant, à partir d'elle, les départements, les Constituants en avaient tenu compte . Mais, la province était aussi une réminiscence de l'autonomisme féodal, et, à ce titre, elle se présentait comme une menace à l'égard de l'unité nationale. Le projet de 1787 , louable par son esprit de simplification, était condamnable par la considération qu'il apportait à ces Etats dans l'Etat que constituaient les provinces. L'avantage des départements est d'être, au contraire, trop

exigus pour devenir des foyers autonomistes dangereux. " Il faut diviser pour régner " .

"Vous avez mis la France en lambeaux" ont répondu les adversaires de cette réforme administrative. Nul doute, en effet qu'une réorganisation de cette importance ait désorienté; mais plus encore ,certains l'interprètent comme la mise en place d'un cadre squelettique qui, en reniant les particularismes locaux et régionaux ,dépouille la nation de toute sa richesse .

Le régionalisme est, tout d'abord , une réaction contre cette procédure d'uniformisation .

2)- Le dépassement du cadre départemental :

L'uniformisation du territoire national et la simplification de l'appareil administratif se réalisent aux dépens des particularismes régionaux qui constituent, aux yeux de certains, les richesses essentielles de la nation .

Le département, pierre angulaire de cette réforme, présente des inconvénients majeurs .D'une part, il est trop exigu; sa faible dimension entraîne une multiplication du nombre de circonscriptions administratives et de centres administratifs (préfectures etc...).Le souci d'uniformisation est tel, qu'un département peu peuplé et à faible niveau d'activité est doté de services administratifs identiques à ceux d'un département beaucoup plus dense en habitants et en activités. Mais surtout , son défaut essentiel est d'être une création artificielle, édifiée ex nihilo, qui ne repose sur aucun fondement géographique, historique, économique ou sociologique. Aucune recherche d'unité ne préside à l'établissement des limites de ces circonscriptions .Le département est une création de l'esprit dont le but est d'ignorer les réalités régionales pour les étouffer et de s'imposer comme un élément d'uniformisation au-delà des multiples facteurs de différenciation .

Bien plus, même, en raison de la rigidité de sa délimitation, le département est insusceptible de s'adapter à l'évo-

lution des réalités. Ce défaut de souplesse est de nature à aggraver le déséquilibre et à accentuer son caractère artificiel. Les phénomènes économiques, en particulier, ne peuvent se soumettre à un cadre aussi artificiel. Les flux de production et d'échange se diffusent sans tenir compte de ce découpage uniforme. N'est-il pas incohérent de conserver la division du bassin minier du Nord en deux circonscriptions administratives qui entraînent la présence simultanée d'une double administration sur cet ensemble économique homogène ? .

De même, la ville de Roubaix n'est-elle pas, à l'heure actuelle reléguée au rang de chef-lieu de canton, alors que certaines préfectures sont nettement moins importantes qu'elle ? .

Support de l'unification nationale, le département engendre l'uniformité. Celle-ci est un facteur d'appauvrissement dans la mesure où elle constitue un obstacle au libre développement des particularités régionales. C'est en effet, par la libre éclosion de ces dernières que se réalise la maximisation de l'intérêt national. A l'unité par l'uniformité doit succéder l'unité dans la diversité. Telle est l'idée directrice fondamentale de la 'pensée' régionaliste.

La région apparaît, en effet, comme la dimension idéale, à l'intérieur de laquelle les phénomènes, tant géographiques qu'historiques, que sociologiques ou qu'économiques prennent une consistance réelle. De ce fait, elle est la dimension infra-nationale essentielle .

La diversité géographique est le premier élément de cette régionalisation. Le relief impose lui-même des découpages : de par sa morphologie, il détermine l'unité d'une zone géographique; le climat est, également, prépondérant dans le choix des activités économiques de celle-ci.

Un deuxième facteur d'individualisation de zones infra-nationales est le passé historique. L'unification politique du territoire national s'est réalisée par adjonctions successives de provinces jusqu'alors soumises à des régimes diffé-

rents, et de ce fait, dotées de spécificité .

La structure sociologique confirme, généralement, cette identification; les habitudes de vie, les traditions, le langage, sont des héritages de l'évolution historique, elle-même conditionnée par la position géographique .

Les provinces de l'Ancien Régime constituent un fait sociologique incontestable. Il est plus évocateur de dire de quelqu'un qu'il est Breton ou Provençal, qu'habitant des Côtes du Nord ou du Var .

Enfin, la région constitue une unité économique nettement affirmée. Lucien BROCARD a montré comment cette dimension infranationale pouvait accéder au stade du développement complexe. Passant de la dimension locale à la dimension régionale, puis à la dimension nationale, l'auteur insiste sur la structure de l'activité économique à ces niveaux successifs.

Il montre comment le développement tend à revêtir une forme complexe, à l'intérieur même du cadre régional.

De plus, c'est à partir du développement régional que s'élabore le développement national. Celui-ci est la résultante d'une collaboration instaurée entre régions. Le phénomène de collaboration interrégionale donne, à cette dimension, une importance décisive . Le développement régional est une étape du développement national.

Au niveau départemental, rien de semblable ne s'élabore. Dès lors, répondent les régionalistes, pourquoi ne pas remettre en accord l'organisation administrative avec les réalités historiques, sociologiques, économiques. Ainsi disparaîtrait le département dont l'anachronisme ne cesse de s'accroître et qui paralyse la libre expansion des activités. Les mêmes auteurs prennent la précaution de mettre en garde l'opinion publique contre les interprétations fallacieuses de leurs projets : " Régionalisme ne signifie pas existence égoïste d'une région, mais bien au contraire, culture intensive de toutes les semences qui lui sont propres, pour en faire une moisson capable d'enrichir, avec plus de vigueur et d'éclat, le patrimoine même de la "

Nation (1). Cette finalité est expressément reconnue par l'Académie Française dans la définition qu'elle donne du régionalisme ,présenté " comme une tendance à favoriser, tout en maintenant intacte l'unité nationale, le développement particulier autonome des régions et à en conserver les moeurs, les coutumes, les traditions historiques "(2).

Mais le département n'est pas un instrument de renforcement du pouvoir central en raison de la seule uniformisation qu'il établit ; il l'est,également, en tant que support du mouvement de centralisation administrative .

B)- La centralisation administrative :

En les créant,les révolutionnaires de 1790 ne destinaient pas les départements à devenir l'instrument du pouvoir central .Bien au contraire, ils se présentaient comme nettement décentralisateurs et favorables à la restauration des libertés locales supprimées sous l'Ancien Régime . Force est de reconnaître que l'orientation ultérieure ne s'est pas effectuée dans le prolongement de ces intentions initiales.La loi du 28 Pluviôse An VIII instaure un système fortement centralisateur .A tous les échelons de la hiérarchie administrative siège un représentant du gouvernement : le Préfet au chef-lieu du département; le Sous-Préfet au chef-lieu d'arrondissement, etc.. De même le Conseil Général n'est plus élu ;ses membres sont nommés .Les Préfets du 1er Empire ne sont pas sans évoquer les anciens Intendants du Roi: l'histoire ultérieure est celle de quelques concessions accordées aux libertés locales, mais ces légers assouplissements ne sauraient dissimuler la permanence d'une centralisation très accusée.Ce qu'il est convenu d'appeler l'esprit de l'An VIII est devenu une constante .Pourtant ,

(1) BUFFET (J) : "Du régionalisme au nationalisme financier" 1917.

(2) Cité par BRUN (M): "Départements et Régions" .Op cit. p 7

la décentralisation n'a cessé d'être sollicitée . Peut-être trouve-t-on l'explication de ce contraste dans une célèbre phrase du Président DESCHANEL : " On attaque la centralisation quand on est de l'opposition; on est trop heureux de s'en servir une fois arrivé aux affaires " (1). Toujours est-il que l'idée de décentralisation est extrêmement favorable à la dimension régionale; c'est, en effet , au sein de cette dernière que les décentralisateurs souhaiteraient, essentiellement, des mesures concrètes limitant les prérogatives du pouvoir central. En d'autres termes, un parallèle très net s'établit entre centralisation et département, d'une part, et décentralisation et région, d'autre part.

Nul doute, en conséquence, que l'interpénétration soit très étroite, entre décentralisateurs et régionalistes. Toutefois, la relation n'est pas aussi simple, car la confusion naît de la présence d'autres idéologies partisans, également, d'un développement des libertés régionales. Aux décentralisateurs s'ajoutent, en effet, les adeptes de mouvements fédéraliste., autonomiste et même séparatiste.

Ces diverses doctrines, opposées à la centralisation, se distinguent les unes des autres par l'ampleur du transfert de pouvoir qu'elles envisagent en faveur des autorités régionales. Le séparatisme en constitue la forme extrême .

Mais, toutes présentent le point commun de s'appuyer sur le cadre régional pour élaborer leurs projets de réforme. La région leur apparaît, en effet, comme la cellule de base d'une organisation libérale de la vie politique. Elle devient un instrument d'équilibre politique.

L'équilibre politique à assurer doit apporter une solution valable au conflit permanent entre Autorité et Liberté. Il doit se réaliser dans un sens plus favorable que ne le fait la centralisation actuelle, à l'accroissement des prérogatives des libertés locales et régionales. Cette nécessité de satisfaire des

(1) DESCHANEL (P) : "Décentralisation " Paris 1895.

exigences contradictoires, d'assurer l'Autorité de l'Etat tout en développant, le plus possible, les libertés des collectivités locales, se retrouve à des titres différents chez des auteurs aussi opposés que PROUDHON, TOCQUEVILLE et MAURRAS. Leur dénominateur commun est de présenter la région comme un instrument d'équilibre politique (1).

1)- Le fédéralisme de PROUDHON :

" En toute société, même la plus autoritaire, une part est nécessairement laissée à la liberté, parallèlement, en toute société, même la plus libérale, une part est laissée à l'autorité" écrit PROUDHON (2).

L'originalité et la valeur d'un régime politique se reconnaissent, précisément, à la façon dont il résout ce conflit. Ainsi, est-il possible de distinguer deux grandes catégories de systèmes politiques, selon qu'ils accordent la priorité à l'un ou l'autre de ces deux termes : autorité ou liberté .

Les régimes d'autorité se caractérisent par l'indivision du pouvoir ; les régimes de liberté recherchent, au contraire, sa division .

La préférence accordée par PROUDHON à ces derniers le conduit à condamner, à la fois et le régime monarchique et la république unitaire . Ils présentent, tous les deux, le danger de réserver une place trop grande à l'autorité. Ce déséquilibre risque de les mener sur la voie du despotisme .

Pour être valable, un régime politique doit fonder la détermination de cet équilibre sur une base contractuelle. Or, le seul à satisfaire cette condition est la fédération, car elle repose sur la libre convention des parties.

Cette procédure contractuelle permet d'établir un juste équilibre entre sacrifices concédés et garanties obtenues.

(1) CLOSON (F) : " La région cadre d'un gouvernement moderne".
Berger-Levrault 1946.

(2) PROUDHON (P.J.) : " Du principe fédératif".
Ed. Bossard 1921 p.48.

Cet équilibre sera observé au niveau des communautés naturelles ou de circonscriptions conventionnelles; Parmi ces dernières, PROUDHON retient l'Etat, le département, le canton, mais une place spéciale est accordée à la région, considérée comme la communauté naturelle supérieure.

" Les régions qui groupent des hommes unis par une communauté de dialecte, de mœurs et de religion constituent le groupement naturel supérieur, bien mieux que les Etats "groupes artificiels" et arbitraires, rendus possibles seulement par la création de langues centrales"(1).

2)- La démocratie d'Alexis de TOCQUEVILLE :

Une autre solution est proposée par Alexis de TOCQUEVILLE qui met en évidence les mérites décentralisateurs de la démocratie. L'analyse de la société politique américaine lui fournit l'occasion de sa démonstration (2).

A la vérité, écrit-il, il est impropre de parler de centralisation au sens général, car il existe non pas une, mais deux formes très distinctes de centralisation : ce sont, respectivement la centralisation gouvernementale et la centralisation administrative. La première consiste à grouper, sous une même autorité, la gestion des intérêts nationaux, tandis que la seconde revient à confier, à cette même autorité, des problèmes qui ne sont plus d'intérêt national, mais seulement régional ou local. La distinction d'intérêt national, d'une part, et d'intérêt régional ou local, d'autre part, est essentielle. .

Il arrive que ces deux centralisations, quoique parfaitement dissociables, s'interpénètrent. Mais ce n'est pas la règle générale, et ceci est d'autant plus agréable que ces deux formes de centralisation ne sont pas également souhaitables. Si la pré-

(1) LAJUGIE (J) : " PROUDHON" Textes choisis, présentés et commentés. Dalloz 1953 (Commentaire p.148 et 149)

(2) TOCQUEVILLE (A.de) : " De la démocratie en Amérique ". Gallimard 1961 Tome I p.86 et s.

mière l'est, incontestablement, il n'en va pas de même de la seconde qui est, au contraire, profondément nuisible au bon fonctionnement des institutions .

" Il ne faut pas chercher aux Etats-Unis, affirme-t-il , l'uniformité la perfection des procédés administratifs; ce qu'on y trouve ,c'est de la vie " (1).

Tel est le sens profond d'une décentralisation dont l'intérêt majeur est de développer des initiatives locales, de favoriser la participation des citoyens à l'administration des problèmes locaux ou régionaux. La décentralisation opère une véritable transformation des milieux politiques, elle détruit l'apathie, suscite l'intéressement à la chose publique; elle est école de citoyens.

Le propos de TOCQUEVILLE est de présenter un tableau de la société américaine plus que d'élaborer un véritable projet d'institutions politiques. Néanmoins, sollicite-t-il, la création, à l'intérieur des sociétés démocratiques, d'institutions provinciales sur lesquelles reposerait ce partage de l'administration . Le terme même d'institutions provinciales n'est pas sans rappeler les divisions de l'Ancien Régime, elles-mêmes considérées , à plus d'un titre, comme les ancêtres des régions .

3)- La monarchie de MAURRAS :

" Nécessité de l'autorité Nécessité des libertés.. A ces deux points, tout se ramène . Autorité en haut, liberté en bas .. " (2) .Le conflit est toujours le même. La solution de MAURRAS n'en diffère pas moins des précédentes, si l'on excepte la référence commune à la dimension régionale .

MAURRAS voit dans la centralisation un vice inhérent à la nature du régime républicain . " Parlementaire et plébisci-

(1) TOCQUEVILLE (A.de) : "De la démocratie en Amérique " .
op.cit. p. 92 -93

(2) MAURRAS (C) : " Enquête sur la Monarchie- Discours préliminaire " . Nouvelle Librairie Nationale à PARIS 1924 .
p.148.

taire, nulle République ne saurait décentraliser " . Ce système politique souffre, selon cet auteur, d'une sorte de malformation congénitale qui le pousse, inévitablement , à accroître les prérogatives du pouvoir central .Ce péché originel tient à sa nature élective. L'élection présente, en effet, le défaut majeur d'inciter les détenteurs de l'autorité à assurer leur réélection, à la fin de leur mandat, or, celle-ci requiert une maîtrise du corps électoral, une mainmise du pouvoir central sur les électeurs donc, un renforcement des pouvoirs de celui-ci .

La solution consiste à remplacer le régime républicain par un régime qui est fondé sur un autre système d'accession au pouvoir que l'élection; c'est-à-dire sur l'hérédité . " Remplacez l'élection par l'hérédité et vous rendrez possible la réaction hygiénique vers la décentralisation, suggère MAURRAS " .

La monarchie est portée spontanément à décentraliser. En ce domaine, d'ailleurs, l'argumentation de l'auteur procède plus, semble-t-il, d'un acte de foi que d'un raisonnement très convaincant .

De décentralisateur (1) il devient, naturellement, régionaliste .Il est profondément hostile aux départements. " Les départements sont à supprimer presque tous, ne correspondant à rien de réel. Ils sont à remplacer par des régions beaucoup plus vastes (2). Peu importe, si cela réveille les anciennes provinces, lorsque celles-ci s'imposent d'elles-mêmes . Mais ce retour au passé ne doit pas être systématique .Il faut tenir compte des nouvelles régions qui se sont formées. L'auteur va jusqu'à reconnaître un rôle dans cette fonction de détermination régionale à la statistique et à la géographie .

Ces problèmes de détermination des régions soulevées par MAURRAS, sont extrêmement importants. Il ne suffit pas de révéler la présence et l'utilité de ces unités territoriales: encore faut-il les déceler, les institutionnaliser .

(1) MAURRAS (C) .: " L'idée de décentralisation" .Larousse 1898

(2) MAURRAS (C) : " Enquête sur la Monarchie " .
op. cit p.92 .

§ 2 , La détermination régionale :

La perception de réalités régionales devait conduire le régionalisme traditionnel à proposer des réformes positives .Il convenait ,en effet, de passer du stade de l'observation et de la critique à celui de l'action . De multiples projets ont été élaborés. Les cartes de France proposant un découpage en régions sont pléthore et la fantaisie y trouve un terrain particulière - ment favorable . Mais cette entreprise suppose l'élaboration d'une méthode de régionalisation . La façon dont il convient d'opérer cette dernière est déterminante puisqu'elle doit, précisément ,servir de guide à l'action .

A)- Les méthodes de régionalisation :

Les maîtres à penser du régionalisme traditionnel se divisent sur ce point en deux écoles principales : les uns, sont partisans de laisser les régions se dévoiler elles-mêmes, les autres, plus impatients, éprouvent le besoin d'accélérer le processus de régionalisation .

1)- L'élaboration spontanée :

Charles BRUN est un adepte convaincu de cette méthode . Puisque les régions constituent une réalité vivante ,incontestable ,qui s'exprime malgré les mailles du filet départemental,le meilleur moyen est de les laisser se développer et se délimiter elles-mêmes . En cela, cet éminent régionaliste ne fait que suivre les conseils de PROUDHON, déclarant que " c'est aux provinces à faire,les premières, entendre leurs voix"(1).

" Les seuls groupements viables, confirme P.VIDAL DE LA BLACHE,sont ceux dont les linéaments existent, du moins en

(1) PROUDHON (P.J.) : " Du principe fédératif " .
op cit .

puissance (1) .

Dès lors, le régionalisme se résout-il à cet attentisme ? . Certainement pas, puisque ses partisans ont pour tâche essentielle de favoriser, le plus possible, cette expression des réalités régionales. Pour ce faire, il est indispensable de répandre l'idéal régionaliste en formant de nouveaux adeptes. Il est nécessaire, aussi, de mettre en valeur l'importance de centres régionaux dont le rôle est particulièrement important, Mais le fait se révélera de lui-même .

" Non, mille fois non, c'est insuffisant et surtout bien trop long " répond avec vigueur Maurice BRUN (2). Une telle méthode est trop passive, trop timide. Ce qu'il faut, c'est consacrer, dès maintenant, par un texte législatif, l'existence des régions .

2) La consécration juridique

La chaleur avec laquelle s'exprime Maurice BRUN témoigne de l'acuité du conflit . Le régionalisme doit aller délibérément de l'avant ,accélérer le processus de régionalisation, s'organiser .

Ce qu'il faut , c'est obtenir, par un vote, l'accord de principe des autorités législatives sur l'accession de la région au rang de collectivité territoriale . Celui-ci étant acquis, le problème est de procéder à la délimitation géographique de ces nouvelles circonscriptions. Le caractère technique de ce travail incite à le confier à un comité spécialement constitué à cet effet plutôt qu'au Parlement . Pour cette tâche, il faudra tenir compte des nombreuses cartes qui ont déjà été dressées et qui ont des points communs; il faudra, aussi, se rapporter aux principes de base formulés par les sommités du régionalisme .

(1) Cité par BRUN (C) : Le Régionalisme op.cit. p.104

(2) BRUN (M) Départements et Régions . op.cit. p.246.

Maurice BRUN (1) énumère, à cette intention , les six conditions dont le respect est indispensable à la constitution de cette unité .

Tout d'abord, il est nécessaire qu'elle soit homogène sur le plan du climat, de la géologie, du relief, des productions, de la race, des moeurs, de l'histoire (ceci, dans la mesure du possible, bien entendu).

Il est souhaitable, en second lieu, qu'elle se superpose à une ancienne province .

Il faut ,aussi,tenir compte des groupements de population et des moyens de transports modernes .

Elle ne doit être ni trop, ni trop peu, étendue .La division du territoire national en une vingtaine de régions apparaît comme un schéma convenable . La taille de chacune d'entre elles doit être à peu près la même .Enfin,il faut qu'elles éveillent le moins de susceptibilités possibles .

Toute solution concrète ne peut être qu'un compromis entre ces diverses exigences. La réalité est beaucoup trop complexe pour se conformer d'elle-même à un tel traitement . Mais ce sacrifice est nécessaire à l'accélération du processus de régionalisation .

B)- Les tentatives concrètes de régionalisation :

La timidité des tentatives concrètes de régionalisation contraste avec la densité de l'idéologie régionaliste .Tout au long de cette période qui sépare la Révolution Française de la Libération de 1945, de nombreux essais seront effectués ,mais ils présentent le trait commun de sombrer dans l'échec (2) .

Ce ne sont pourtant pas les projets qui manquent .

(1) BRUN (M) Départements et Régions op.cit. p.250

(2) DEBRE (M) : " Problèmes économiques et organisation administrative " .

Revue française de science politique 1956 .

Leur soumission jalonne l'histoire de cette période . Un projet régional n'est-il pas déposé à la Convention le 28 Prairial de l'An III ? . D' autres suivent, nombreux tout au long du XIXème siècle et au début du XXème .

Des espoirs sérieux naissent avec le projet présenté par Aristide BRIAND en 1910 . L'arrivée au pouvoir d'un régionaliste ne va-t-elle permettre de faire, enfin, ce pas en avant ? . Un plan de découpage du territoire français en 28 régions est conçu, mais les désillusions se manifestèrent lorsque ce projet se révéla élaboré à des fins uniquement électorales . La démonstration était ainsi faite de l'impuissance des pouvoirs publics à supprimer une organisation administrative plus que séculaire et de la hardiesse qu'il faudrait pour opérer un tel bouleversement des structures nationales .

Des circonstances exceptionnelles pouvaient, seules , permettre une telle entreprise . C'est ce qui allait se produire et n'est-ce pas le drame de ce mouvement que de connaître ses plus beaux succès à l'heure même où la nation est la plus menacée . C'est, en effet, au cours des deux dernières guerres que les expériences les plus hardies de régionalisation ont été tentées .

La première remonte à 1915 , date à laquelle furent créés les comités consultatifs d'action économique des régions militaires, Les hostilités, engagées un an plus tôt , engendrèrent une situation exceptionnelle . Isolées du reste du pays, les régions, ont été alors obligées de vivre à partir de leurs propres ressources . Les problèmes de ravitaillement, de distribution de produits alimentaires, se résolvaient, dans le cadre régional, à partir d'initiatives locales . " La guerre, écrit HAUSER, a été une leçon de régionalisme pratique"(1) .

D'une part, l'occupation des régions les plus hautement industrialisées a montré la nécessité de développer l'appareil de production industriel d'autres parties du territoire ;

(1) HAUSER (H) : " Le problème du Régionalisme " .
PARIS 1924 p.10.

D'autre part, les risques présentés par la concentration géographique de notre potentiel de production ont révélé l'utilité sur le plan stratégique, d'une certaine dispersion de ces activités.

Le décret constitutif de ces comités consultatifs leur fixait " pour mission de rechercher des mesures propres à maintenir et à développer l'activité agricole, industrielle et commerciale de la région : notamment, par l'emploi rationnel de la main d'oeuvre civile et militaire, et par l'utilisation des ressources locales" (1). Les Comités relevaient du Ministère de la Guerre, par l'intermédiaire du Sous-Secrétariat d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance. Leur rôle essentiel était d'organiser la Défense Nationale . L'organisation de l'activité économique imposée par les hostilités ne pouvait être résolue au niveau national; le cloisonnement exigeait que des solutions soient cherchées à l'intérieur de chaque région militaire, le département était, pour sa part, d'une dimension trop étroite pour satisfaire de tels besoins . Des sous-comités départementaux sont chargés des problèmes qui concernent de façon plus spécifique cette circonscription .

L'action de ces comités, en dépit de leur nature purement consultative, s'est révélée efficace par leur rôle de coordination qu'ils ont rempli. Le retour à la paix menaçait cette institution de la disparition . L'opportunité d'une telle organisation était démontrée en temps de guerre, mais c'était, en même temps, reconnaître son caractère temporaire. Les régionalistes entendirent profiter des circonstances pour la prolonger en temps de paix . Dès 1917, le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Etienne CLEMENTEL, constitue un service spécial chargé d'étudier la création de régions économiques qui se substituerait aux régions militaires . " Seule, disait-il, l'organisation régionale nous permettra la mise en valeur complète et rationnelle de notre vieille France" 2) . C'est, à partir des Chambres de

(1) Journal Officiel : du 31 octobre 1915

(2) Cité par PREVERT (F) " Le Régionalisme économique " .
Thèse droit PARIS 1929 .

Commerce, seules institutions susceptibles de constituer une cellule régionale .qu'il ait sous son autorité, que ce ministre entreprend son oeuvre de régionalisation.

Le prétexte lui en est fourni par une loi, jusqu'alors inappliquée ,qui permet aux Chambres de Commerce de constituer , entre elles, des ententes pour résoudre les problèmes qui sont de leur compétence. Le rattachement des comités consultatifs, finalement maintenus en période de paix, au ministère du commerce allait favoriser la naissance, quelques jours plus tard en 1919, de 17 groupements économiques régionaux, à partir des Chambres de Commerce .Ainsi ont été constituées ce que l'on a appelé des régions économiques . Leur activité n'a pas été aussi intense que les comités consultatifs durant la guerre .Elles ont fait un effort particulier, en ce qui concerne la documentation, la propagande et les subventions d'écoles techniques . La modicité de leur budget limitait, considérablement ,leurs possibilités d'action . Les régionalistes,eux-mêmes ,s'accordent à reconnaître qu'elles n'ont été qu'un demi succès . " Pour la défense des seuls intérêts commerciaux, les Chambres de Commerce suffisaient déjà, pour la défense de l'ensemble des intérêts économiques régionaux les groupement Clémentel étaient insuffisants " conclut avec une certaine amertume M.BRUN (1) .

Une tentative de réforme,opérée par le décret du 28 Septembre 1938 et substituant aux groupements économiques régionaux de nouvelles régions économiques, s'efforçait de renforcer les pouvoirs de celles-ci, mais le retour des hostilités allait reposer le problème en des termes nouveaux .

Les difficultés retrouvées de ravitaillement se doublaient,cette fois, d'une idéologie nouvelle relative à l'organisation de l'Etat (2). L'institution des Préfets régionaux(3)

(1) BRUN (M) : "Départements et Régions op cit p.197

(2) HOFFMANN (S) : "Aspects du régime de Vichy".
Revue française de Science politique ~ 1956 N° 1.

(3) DETTON (H) : " L'administration régionale et locale de la France " . P.U.F. 1960 p 57 et s .

auxquels des compétences particulières étaient reconnues en matière de police et économique, constituait l'élément essentiel de cette réforme . Dix huit régions administratives existaient en 1944.

Le discrédit, dans lequel est tombé ce régime politique à la fin des hostilités, s'est, en partie, reporté sur le régionalisme . La Libération marque, très nettement, une volonté de rupture avec le passé et l'avènement d'un renouveau idéologique consacrant le déclin de cette doctrine que l'on qualifie, désormais de traditionnelle. Avec ce déclin, une page de l'histoire régionaliste semble être tournée.

SECTION 2) .LA DIMENSION REGIONALE ET L'ANALYSE THEORIQUE :

Si la doctrine s'efforçait de mettre en valeur l'opportunité de la dimension régionale et recherchait sa consécration juridique, en revanche, elle n'accordait que peu de place à l'élaboration d'une véritable définition de cette dernière . Les polémiques les plus virulentes prenaient le pas sur les essais d'analyse scientifique. La détermination de ce cadre territorial ne semblait pouvoir être que le fruit d'une recherche empirique ,tenant compte des particularités locales,et soucieuse de minimiser l'éveil des susceptibilités. Les propositions de découpage, multipliant les décompositions du territoire national, suggérant des corrections, ont été nombreuses. La controverse , en raison même des incidences politiques qu'elle déclenchait à l'encontre des prérogatives du pouvoir central, procédait d'une volonté de réforme de l'organisation administrative française et non d'un essai de définition du phénomène régional. Les termes de Bretagne, de Provence ou d'Auvergne suscitaient plus d'attention que le concept de Région. Ainsi entendu, le régionalisme est une doctrine .

L'avènement d'une " science régionale " marque un profond changement dans l'orientation des idées élaborées autour de cette dimension. La constitution aux Etats - Unis d'une

" Association de Science Régionale " est une preuve de l'intérêt que lui portent désormais les théoriciens.

L'un des premiers efforts entrepris à été de déterminer le contenu de cette discipline nouvelle afin d'en dévoiler la spécificité.

L'interprétation du professeur PERLOFF (1) est très extensive puisque, selon lui, la science régionale traite aussi bien des phénomènes physiques, naturels que démographiques. Mais elle étudie également les problèmes économiques relatifs au développement. Enfin, elle s'intéresse aux recherches historiques, littéraires et culturelles. L'étendue de ce champ d'étude souligne que cette science relève de disciplines très différentes. Toutefois, elle ne définit pas clairement son objet.

De façon générale, les auteurs américains sont unanimes à la classer parmi les sciences sociales -(2). Traitant des phénomènes sociaux ayant des " dimensions spatiales" (3), elle a des rapports étroits avec la géographie. La différence tient essentiellement au fait que, selon le professeur ISARD (4), la science régionale s'intéresse plus particulièrement à l'analyse abstraite, théorique, des relations qu'entretiennent les phénomènes sociaux avec l'espace, tandis que la géographie est plus orientée vers les analyses concrètes.

Il n'est pas surprenant, dès lors, que les géographes aient été les premiers à étudier la dimension régionale. Il revint aux maîtres de cette discipline de dessiner les contours de cette notion.

-
- (1) PERLOFF (H.S.) : " Regional Studies at U.S. Universities : A Survey of Regionally Oriented Research and Graduate Education Activities " .
Washington 1957
 - (2) WHITNEY (V.H.) : " Potential Contributions of Regional Science to the Field of Sociology " . Papers and Proceedings of the Regional Science Association . Vol .3 1957 p 24
 - (3) CRAINE (L.E.) " The Core and Boundaries of Regional Science " Papers and Proceedings of the Regional Science Association Vol 4 1958 p.19
 - (4) ISARD (W) : " The Scope and Nature of Regional Science " Papers and Proceedings of the Regional Science Association. Vol 6 1960 p.15

Néanmoins , ils ne sont plus les seuls aujourd'hui à avoir introduit cette dimension dans leurs préoccupations scientifiques. Les travaux de plus en plus nombreux réalisés en matière d'économie régionale montrent que la science économique s'est également engagée dans cette voie (1).

Le fait est d'autant plus que remarquable que les économistes ont longtemps méprisé l'intérêt d'une telle dimension. L'universalisme, cher aux auteurs classiques, pouvait d'ailleurs difficilement s'accommoder de la prise en considération de disparités à ce niveau .

Lucien BROCARD est le premier auteur à avoir perçu l'intérêt que pouvait présenter la dimension régionale pour l'analyse économique. L'attention qu'il portait simultanément au phénomène du développement et à la pensée régionaliste favorisait ce rapprochement .

L'une de ses premières réactions a été de dresser un constat de carence de la pensée économique à ce niveau . " L'erreur des théoriciens de l'Economie Nationale a été, selon nous, écrit-il, de méconnaître le rôle de la région dans la Nation., ou tout au moins, de ne pas en mesurer l'importance " (2). Or, celle-ci constitue une réalité fondamentale." Nous touchons, ici, confirme-t-il (3) à la cause la plus profonde qui explique l'existence et la persistance de l'unité économique régionale et locale .Elle réside dans ce fait si important et si peu remarqué cependant, que la région, ou plutôt la localité, est le seul groupement humain où fonctionne, de façon continue et permanente, entre les hommes, la collaboration directe et personnelle, par le travail en commun dans la même entreprise ou le même service, par le contact quotidien dans toutes les relations de la vie". En somme, la région est le cadre idéal de la collaboration humaine ; par le contact direct et permanent qu'elle entretient entre les hommes, elle est un espace privilégié de solida-

(1) MEYER (J.R.) : " Regional Economics : A. Survey" -American Economic Review March 1963 p.19 et s.

(2) BROCARD (L) : " Principes d'Economie Nationale et Internationale" Tome I p.133

(3) BROCARD (L) : op. cit Tome I p.132 - 133

rité. L.BROCARD souligne l'incidence des phénomènes de localisation sur l'organisation de la vie sociale. La contiguïté territoriale est génératrice d'un tissu complexe de relations .

Mais sur le plan économique, la région est aussi une dimension propice au développement . L'analyse théorique ne peut donc l'ignorer .

Les efforts de L.BROCARD n'ont pas été immédiatement couronnés de succès. La dimension régionale s'est introduite très discrètement dans le champ de la théorie économique . Le rapprochement actuel de l'analyse spatiale qui s'est longtemps façonnée en marge du courant général, et des théories du développement, doit être l'occasion de dévoiler la nature intrinsèque de cette dimension .

§ I - La dimension régionale et l'analyse géographique :

La géographie était logiquement prédisposée à introduire le phénomène régional dans son champ d'étude . Celui-ci se situe d'ailleurs, au centre de ses préoccupations .

Les monographies, dévoilant la spécificité d'une zone géographique déterminée, n'ont cessé de se multiplier. La variété des renseignements qu'elles apportent sont un facteur incontestable d'enrichissement de nos connaissances. Toutefois, la tendance, qui consiste à individualiser chaque espace géographique pour en montrer l'originalité ne doit pas être exclusive. Il n'y a, écrit-on " de science que du général " .

Les géographes se devaient de dépasser cette diversification pour rechercher, au contraire, la généralité du phénomène régional . L'évolution qui se manifeste dans l'école géographique française est, à cet égard, caractéristique .

A)- Les différentes sortes de régions :

Les premiers auteurs à s'intéresser à ce cadre territorial

---- sont, également, des adeptes du mouvement doctrinal . N'est-ce pas le cas de Paul VIDAL de la BLACHE, dont le mérite est de déplacer le sujet sur le plan théorique ? Cet effort est poursuivi par son disciple Jean BRUNHES qui se dégage de ses conceptions régionalistes pour esquisser quelques distinctions fondamentales " . Il nous semble, écrit-il, qu'au-dessus de la multitude des faits secondaires, se détachent deux types de régions, qu'on nous permettra d'opposer en les appelant de termes simplifiés : régions géographiques et régions historiques (1) Elles se distinguent les unes des autres par leurs caractères physiques. Les premières sont homogènes et trouvent leur unité dans cette uniformité. Elles sont l'oeuvre de la nature . Par opposition, les régions historiques sont le fruit de l'action humaine. Elles sont hétérogènes : leur consistance procède de l'organisation des hommes . Jadis, elles ont eu, bien souvent, le privilège d'être constituées en ensembles politiques et tirent leur identité de ce passé. En somme, de la nature des critères distinctifs dépend la nature de la région .

Cette relativité de la définition est une donnée permanente. Le professeur GEORGE en reconnaît la présence lorsqu'il écrit que : " la notion de région s'identifie avec celle d'une combinaison convenant à une vie de groupe dans un contexte technologique , économique et politique donné, qui représente un équilibre entre divers grands ensembles de facteurs de cette vie de groupe auxquels, suivant l'orientation de la recherche ou de la systématisation, on est tenté de donner la priorité, au moins pour la présentation des faits et des relations" (2) . Parmi ces facteurs distinctifs, l'auteur se rapporte, également, aux critères physiques et humains. Toutefois, il n'accorde plus le qualificatif de géographique à l'espace auquel le sous-sol, le relief, le climat confèrent une identité particulière.

-
- (1) BRUNHES (J). "Géographie humaine de la France .
Volume Premier de l' Histoire de la Nation Française " .
de G. HANOTAUX 1920 p.483
- (2) GEORGE (P) : " L'aspect géographique de la Division régionale " . LA REGION - Colloque de Lyon (6- 7 avril 1962)
Fondation Nationale des Sciences Politiques 1963 p.62

Une telle région est dite "naturelle". Elle s'impose comme une donnée de fait, elle n'est pas une construction de l'esprit. En revanche, il rejoint les travaux de son prédécesseur pour identifier la région historique. Le propre de celle-ci est de résulter d'une vie sociale, particulièrement intense, qui lui donne une originalité marquée. L'analogie existe entre cette catégorie générale et les provinces de l'Ancien Régime, riches en coutumes, dont la détermination est encore aisée. Le sentiment d'appartenance à une communauté de civilisation, joint à la force des habitudes de vie locale, n'est pas sans développer une certaine personnalité.

Mais la géographie ne serait pas véritablement elle-même, si elle ne dépassait pas ces premières approches. Il est un grand nombre de régions, dont l'identité n'est pas apparente à la seule lumière des critères physiques ou historiques. A l'analyse de la nature et à l'empreinte du passé s'ajoutent d'autres facteurs d'individualisation. Les mécanismes démographiques, économiques, ne constituent-ils pas des éléments fondamentaux de la vie des groupes humains. Le travail du géographe est de ne pas se satisfaire d'une approche exclusive et de faire une synthèse de ces différents facteurs. Dès lors, la tâche de délimitation régionale se complique ; elle consiste à rechercher une sorte de dénominateur commun, et requiert un effort de réflexion ; elle devient subjective. En fonction de la conception personnelle qu'il a de l'espace considéré, l'auteur en dessine les contours de façon à mettre en évidence telle ou telle spécificité. La recherche monographique est la méthode d'approche à partir de laquelle la géographie affirme sa vocation descriptive.

Le reproche qu'on peut lui adresser est d'accentuer la diversité des régions à étudier plutôt que d'en élaborer une définition générale. Elle donne des exemples de régions, mais n'étudie pas la Région. Un effort de généralisation apparaît comme le prolongement nécessaire de ces études descriptives.

Cette carence est ressentie, depuis peu de temps, par les géographes eux-mêmes. L'utilité de modèles, en tant que

simplification d'une réalité trop complexe, est aujourd'hui reconnue. Le professeur Etienne JUILLARD s'efforce de répondre à ce besoin en tentant un essai de définition qui traduit une orientation nouvelle de cette discipline (1).

B)- Un essai de généralisation :

Le propos du professeur JUILLARD n'est plus d'individualiser une région déterminée par l'examen de tous les éléments susceptibles de la distinguer de son environnement. Il est, au contraire, un essai de généralisation. L'élaboration de modèles est un domaine auquel les géographes se sentent, un peu étrangers. La tentative du Professeur JUILLARD est, sur ce plan, éminemment novatrice.

La région peut-être, tout d'abord, ce que l'on entend par le vocable classique de paysage. Un paysage est une " combinaison de traits physiques et humains qui donne à un territoire une physionomie propre, qui en fait un ensemble sinon uniforme, du moins caractérisé par la répétition habituelle de certains traits " . (2) . La région naturelle en est un exemple typique. Les paysages expriment un certain équilibre entre phénomènes physiques, économiques, démographiques et sociaux. Ils se reconnaissent à une certaine homogénéité, à une certaine uniformité; ils peuvent être agricoles, industriels ou autres Selon l'expression de Max SORRE la région est alors " l'aire d'extension d'un paysage géographique " . (3) . Le territoire national se décompose en une mosaïque d'ensembles uniformes.

Mais cette description n'est pas parfaitement adaptée à l'étude des activités humaines qui tendent à s'agencer autour de centres coordonnateurs. L'espace s'organise. Rechercher les

(1) JUILLARD (E) : " la Région. Essai de définition " .
Annales de Géographie - Septembre - Octobre 1962

(2) JUILLARD (E) : " La Région : Essai de définition "
op cit .

(3) SORRE (M) : " Rencontre de la géographie et de la sociologie " .
1957.

n'est-il pas la mesure de cette auto-suffisance et la définition de ces recours à l'échelon le plus élevé dans des domaines exceptionnels ou très spécialisés ? N'y a-t-il de région, qu'à partir d'un certain degré d'auto-suffisance, et, dans ce cas, quel est ce degré nécessaire ? .

En ce faisant, l'auteur semble avoir dépassé la simple recherche d'un ordonnancement des activités économiques. Il présente une norme qui pose des conditions plus étroites que le phénomène isolé de polarisation. Il exige que cette dernière ait une certaine intensité. Par là-même, il quitte le domaine de l'analyse objective pour accéder au plan normatif.

Cet essai de définition n'en présente pas moins un intérêt incontestable. Il rejoint, en cela, les travaux des économistes, plus enclins, étant donné la nature de leur discipline, à se dégager des faits pour concevoir des modèles abstraits et généralisables .

§ 2 - La dimension régionale et l'analyse économique :

Les économistes ont tardé à prendre conscience de la tâche, qui leur revenait, de compléter les travaux des géographes en donnant à la région les fondements théoriques qui manquaient à son expression . Ils se sont en effet longtemps désintéressés de cette dimension dont ils ne soupçonnaient ni la spécificité, ni l'intérêt. La croyance solidement ancrée en la neutralité de l'espace économique ne les prédisposait pas à reconsidérer leur position .

Pourtant, dressant le bilan des progrès récemment réalisés par l'analyse économique régionale, l'auteur américain J.R. MEYER, n'hésite pas à utiliser le qualificatif de " phénoménal rise "(1). C'est-à-dire que les réticences traditionnelles ont été vaincues et que la science économique s'est engagée avec sérieux dans ce domaine nouveau .

(1) MEYER (J.R.) : " Regional Economics : A.Survey " .
op. cit . p. 19

Un chemin important a été parcouru entre ces deux étapes. Il a emprunté des sentiers détournés, mais les directions, vers lesquelles il s'oriente, tendent à se préciser.

Les voies détournées sur lesquelles les économistes se sont d'abord engagés ne constituaient, à vrai dire, qu'une digression en marge de l'analyse économique globale. Les travaux de Rutledge VINING (1) et Philip NEFF (2) font en la matière figure de pionniers. L'analyse au niveau régional apparaît comme un perfectionnement de l'analyse globale. L'utilisation de cette dimension comme cadre de référence doit leur permettre d'enrichir les théories du cycle. VINING situe l'importance des échanges extérieurs opérés par une région. Il distingue l'emploi affecté à la production de biens et de services vendus aux habitants de la région et l'emploi affecté à la production de biens et services exportés vers les autres régions. La première forme d'emploi est dite passive : elle dépend du niveau du revenu global de la région. La deuxième, qualifiée par opposition, d'active, dépend du niveau du revenu des régions où l'exportation s'effectue. La proportion respective de chacune de ces activités précise l'importance des échanges extérieurs, qui représentent de 25 à 45 % de l'emploi total, selon les estimations de l'auteur. Il devient alors possible de suivre l'origine des fluctuations économiques à l'intérieur de l'espace national. Le fait est que, selon P. NEFF, ces fluctuations ne sont pas uniformes en ce dernier, et peuvent varier d'une région à l'autre. Cette hétérogénéité des mouvements de l'activité économique procède de forces diverses dont l'action se répartit inégalement sur l'ensemble du territoire.

NEFF isole tout d'abord les forces dont l'originalité est d'agir uniformément sur la totalité de l'espace national.

-
- (1) VINING (R) " The region as an economic entity and certain variations to be observed in the system of regions " .
American Economic Review . Papers and Proceedings of the
American Economic Association May 1949 Vol.39 p.89
- (2) NEFF (P) : " Interregional cyclical differentials :
causes , measurement and significance " .
American Economic Review . Papers and proceedings of the
American Economic Association May 1949 Vol. 39 p.105

Peuvent être rangées dans cette catégorie les habitudes d'épargne, le comportement psychologique des entrepreneurs vis-à-vis de l'investissement, ainsi que les politiques monétaire et fiscale, et les innovations technologiques.

Par opposition, d'autres forces créent des disparités en affectant plus lourdement certaines régions que d'autres. Cette différence de réaction provient soit de la nature de l'impulsion émise, soit des structures de l'économie régionale touchée. Les exemples les plus significatifs de cette situation sont fournis par l'effort de guerre qui entraîne une surutilisation de la capacité productive de certaines régions, alors que ce niveau n'est pas atteint dans d'autres.

Ces deux premiers types de force sont d'origine nationale. Il en est d'autres qui peuvent naître dans le cadre plus étroit d'une région et s'étendre ensuite à l'ensemble de l'économie nationale. La dualité des comportements possibles impose une distinction entre celles qui affectent la totalité des autres régions (c'est le cas d'une mauvaise récolte dans les régions agricoles qui se traduit par un accroissement du prix de ses produits) et celles qui créent des fluctuations seulement dans les régions où elles naissent, telles que les variations de la population d'une région et son influence sur l'activité du bâtiment.

La maîtrise de ces mouvements, considérés généralement comme erratiques^{et} jusqu'alors non étudiés scientifiquement, apparaît comme un perfectionnement de la théorie générale du cycle.

Mais il ne s'agit que d'une digression et pour s'affirmer, la science économique régionale se devait de manifester plus nettement sa spécificité.

La mise en oeuvre de politiques économiques régionales a favorisé cette mutation (1). Jusqu'alors, la région n'a été conçue que comme un cadre d'analyse au niveau duquel

(1) FISHER (J-L). : " Concepts in Regional Economic Development " - Papers and Proceedings of the Regional Science Association 1955.

les schémas globaux ont pu faire l'objet de certains perfectionnements. Désormais, elle va être étudiée pour elle-même. D'instrument d'analyse, elle accède au rang de catégorie économique. Elle se présente comme le lieu d'application de politiques économiques spécifiques, à l'intérieur duquel des objectifs propres sont recherchés .

Etudiant les possibilités d'exploitation des méthodes d'analyse régionale qu'il élabore, le professeur ISARD énumère un certain nombre de problèmes caractéristiques, susceptibles d'être soulevés par la mise en oeuvre de politiques économiques régionales, et auxquels ses méthodes doivent apporter des éléments de solution (1).

Le choix des industries capables d'exercer des effets d'entraînement dans une région en est un premier exemple. De même, il faut éviter de donner à une région une structure industrielle trop sensible aux fluctuations de l'activité économique ou composée de branches à croissance lente, ou en déclin; en d'autres termes, il faut opérer une diversification suffisante de l'activité industrielle. Un autre problème est de rechercher l'amélioration du bien-être de la population d'une région par une augmentation de son revenu par tête ou grâce à une répartition plus équitable du revenu global . De même, la limitation des ressources exige que le meilleur usage de celles-ci soit réalisé.

Ces préoccupations nouvelles, en matière de politique économique, requièrent une adaptation de l'analyse théorique . Les efforts les plus importants des auteurs ont porté sur deux aspects fondamentaux de la théorie économique régionale : d'une part, des méthodes d'analyse spécifiques ont été élaborées , d'autre part, un essai de définition de la notion de région a été entrepris.

Sur le plan méthodologique, des suggestions ont été présentées pour mesurer l'efficacité des politiques de développement

(1) ISARD (W) : Methods of Regional Analysis.
The M.I.T Press Cambridge Massachusetts 1963 p.413-414

appliquées .J.L.FISCHER propose l'utilisation, comme critère du développement, du revenu réel par tête qui permet de tenir compte à la fois des phénomènes de production et de population (1). Rejetant l'exploitation de quantités globales, J. KRUTILLA préfère une approche plus directe du programme effectué en rapportant les avantages qu'il procure à la région, à son coût (2) . Mais les progrès méthodologiques les plus importants ont été réalisés par le groupe d'économistes que dirige le professeur ISARD . A la mise au point de techniques de construction de complexes industriels et au perfectionnement des méthodes de programmation linéaire, se sont ajoutés des travaux fructueux en matière d'analyse des structures régionales, grâce à la confection de tableaux d'échanges interrégionaux . Ces méthodes d'investigation présentent l'intérêt d'être parfaitement adaptées à la nature de cette nouvelle dimension .

Toutefois, une meilleure connaissance des structures économiques du nouvel espace considéré serait vaine si elle ne s'accompagnait pas d'un approfondissement de la notion même de région . Les travaux des économistes français sont particulièrement appréciables sur ce deuxième point .

En résumé, analyse méthodologique et analyse conceptuelle ont été les deux grandes orientations de la théorie économique régionale, dans ses premières expressions .

A)- L'approche méthodologique :

La nécessité de fonder les programmes de développement sur des informations précises, sur une connaissance approfondie des structures économiques de la région s'est faite nettement ressentir et explique l'importance des efforts opérés dans cette voie. La carence d'instruments de mesure s'est révélée d'autant plus

(1) FISHER (J-L) : " Concepts in Regional Economic Development " op cit .

(2) KRUTILLA (J) : " Criteria for evaluating regional development programs " - American Economic Review . Papers and Proceedings of the American Economic Association May 1955 Vol 45 p.121

regrettable que la transposition des méthodes employées jusqu'ici au niveau national se complique du fait des caractères particuliers de la région .

L'absence d'une monnaie propre, de barrières douanières limitant l'entrée de produits de l'extérieur, font que la comptabilité régionale ne saurait être le calque fidèle de la comptabilité nationale (1).

Une orientation décisive a été donnée à ces recherches par l'utilisation des tableaux d'échanges inter-industriels établis par LEONTIEF (2) pour déterminer l'interdépendance des différents secteurs de l'activité économique . L'interdépendance n'est-elle pas aussi une des caractéristiques majeures de la région ? . En effet, de même qu'une branche de l'activité économique n'est qu'une partie de l'économie nationale, de même l'économie régionale ne constitue qu'un sous-ensemble et entretient des relations importantes avec les autres régions .

"Nous en sommes venus à envisager de plus en plus une nation, un groupe de nations ou une partie du monde comme un réseau de systèmes régionaux. A l'intérieur de cet ensemble de régions, il y a un labyrinthe d'interdépendances . Ce labyrinthe fait se pénétrer des ensembles interrégionaux de population, de types de ressources, de localisations industrielles, d'économies locales, de comptes sociaux, de balances de paiements, de marchés, de pôles et de régions urbaines, de structures et d'institutions sociales et politiques, de valeurs , de mobiles et de buts sociaux " écrivent W. ISARD et E. SMOLENSKY (3) . VINING avait déjà souligné l'importance des activités régionales tournées vers les marchés extérieurs . Désormais, l'application aux échanges interrégionaux des tableaux utilisés pour les échanges inter-industriels va permettre de les mesurer . Les perfectionnements

(1) BABEAU (A) : " De diverses orientations en matière d'étude des structures économiques régionales " .
Cahier I.S.E.A. Série L n° 11.

(2) LEONTIEF (W.W.) : " La Structure de l'Economie américaine 1919-1939 " Ed Genin 1958

(3) ISARD (W) et SMOLENSKY (E) : " "Évolutions récentes de la science économique régionale " .
Cahier I.S.E.A. Série L n° 8 N° 112 d'avril 1961.

qui sont apportés à ces tableaux varient selon les approches effectuées et se différencient selon le degré de simplification apportée. Des expériences très poussées d'analyse interrégionale ont été réalisées aux Etats-Unis (1) et en Italie (2). La confection par le Professeur V. CAO PINNA d'une matrice de l'économie sicilienne bien que favorisée par des circonstances particulières telles que les commodités de délimitation territoriale de cette île, et la disposition d'informations statistiques abondantes constitue un exemple intéressant de cette application méthodologique (3). Le choix des unités territoriales n'est pas toujours aussi évident. Une part d'arbitraire est possible. LEONTIEF décompose le territoire des Etats-Unis en deux grandes régions et chacune d'elles est ensuite subdivisée en un certain nombre de sous-régions. Les recherches entreprises par les économistes français en la matière tendent à adopter des cadres de référence plus étroits et à s'appuyer sur la division administrative du territoire national. En dressant le tableau économique de la région Lorraine, le Professeur BAUCHET (4) reconnaît avoir bénéficié de l'heureuse conjonction d'une entité historique et d'une unité statistique puisque l'espace dont il analyse les structures recouvre exactement le ressort de la Direction Régionale de l'I.N.S.E.E. Les travaux ultérieurs se sont réalisés, pour la plupart, au niveau plus exigu du département, ce qui représente, approximativement, 1/90^e du territoire français. Le tableau de l'ensemble de la région sera la synthèse des tableaux des différents départements constitutifs de cette

-
- (1) LEONTIEF (W.W.) : La Structure de l'Economie Américaine 1929- 1959 op cit
(2) CHENERY (H.E.) CLARK (P.G) CAO PINNA (V) : The Structure and Growth of the Italian Economy 1954 .
(3) CAO PINNA(V) : " Problèmes posés par l'établissement et l'utilisation d'une comptabilité régionale d'entrée et sortie " .
Planification Economique Régionale .OECE 1961 p.317 et s.
(4) BAUCHET (P) : Les Tableaux Economiques .Analyse de la Région Lorraine .
Ed .Genin 1955 .

dernière (1) . La liste s'allonge d'études élaborées en ce domaine . Mises en oeuvre sous l'impulsion d'Instituts d'Economie Régionale, elles constituent diverses approches de cette méthode. Les plus connues d'entre elles sont les recherches de M. JOUANDET-BERNADAT sur les comptes du département de la Gironde (2) et ceux de M. OUSSET sur les comptes du département de l'Hérault (3).

Cette disparité de taille dans les unités territoriales observées ne nuit en rien à la qualité des travaux. Qu'il s'agisse de grandes régions, comme aux Etats-Unis, ou de départements français , les ensembles considérés présentent, tous, la caractéristique d'être des unités infranationales, des parties d'une nation. A ce titre, les problèmes d'interdépendance , que soulève l'étude de leurs structures, sont identiques et liés à la spécificité du phénomène régional .

Cette spécificité se retrouve également sur le plan de l'analyse conceptuelle .

B)- L'approche conceptuelle :

Au-delà des mécanismes d'interdépendance, d'autres traits spécifiques ont été décelés, mais leur perception n'est pas le fruit d'une application méthodologique ; elle résulte de tentatives de définition du concept très ambigu de région .

L'isolement dans lequel ont été cantonnées les recher -

-
- (1) COUSTOU (A) : " De la comptabilité économique ^lirondine à la comptabilité aquitaine . Premiers résultats d'une enquête régionale sur les relations interindustrielles " . Cahier de l'I.S.E.A. N° 142 d'Octobre 1963 , série L 13 p.82 - 83
 - (2) JOUANDET-BERNADAT (R) : " Les Comptes du département de la Gironde " . Travaux de Comptabilité Economique Régionale . Editions Bière - Bordeaux . 1963
 - (3) OUSSET (J) : " Les comptabilités économiques - Application au département de l'Hérault " . Thèse de Doctorat - Montpellier 1961.

ches effectuées en matière de théorie économique spatiale explique l'absence de support conceptuel . La notion d'espace a été longtemps liée à son interprétation géographique . Il était difficile à un chercheur de s'évader hors de ce champ d'étude pour identifier l'originalité de l'analyse économique spatiale.

Le mérite revient à l'école allemande d'avoir pénétré dans ce domaine, jusqu'alors inexploré ,et d'avoir réalisé un effort fructueux d'analyse théorique de l'espace économique. Depuis lors, à l'instar de W.ISARD, les économistes américains ont eu tendance à sacrifier l'analyse conceptuelle aux recherches méthodologiques . Ce sont des auteurs français qui ont effectué les progrès décisifs dans cette nouvelle voie .

1)- La conception nodale d'August LÖSCH :

August LÖSCH peut être considéré, à juste titre , comme l'héritier d'une tradition orientée vers l'analyse micro-économique des localisations industrielles .Toutefois, il n'a pas seulement développé ces recherches, il les a intégrées dans un schéma plus vaste d'équilibre économique général . Il se déplace sur le plan macro-économique pour étudier les relations d'interdépendance qui s'établissent dans le cadre spatial , entre les différentes unités de production. En d'autres termes, de l'analyse des localisations industrielles, il passe à celle de la région (1) .

Son approche veut être strictement économique . Pour retracer la genèse de la région, il ne retient que les facteurs économiques qui ont participé à cette formation et rejette les autres. Il établit son raisonnement à partir d'un espace d'où sont exclues toutes sortes de différenciations politiques ou naturelles et à l'intérieur duquel s'exercent uniquement des forces économiques ; les unes jouent dans le

(1) LÖSCH (A) : " The Economics of Location .
New Haven : Yale University Press 1954 p.101 et s .

sens de la concentration, les autres dans le sens de la dispersion . Les premières présentent les avantages de la production en masse et de la spécialisation ; les secondes, ceux liés aux économies de transport et à la production diversifiée.

Les premières hypothèses sont nettement simplificatrices . L'auteur entreprend ses recherches sur un espace uniforme, qui est une large plaine au sein de laquelle les matières premières sont également réparties. Les forces économiques ne sont pas encore entrées en action ; l'espace est homogène ; chaque unité de production se suffit à elle-même , et elles sont régulièrement distribuées sur ce dernier .

Cet équilibre initial est perturbé par l'entrée en action de forces économiques : supposons que le propriétaire de l'une des unités de production décide de fabriquer une quantité supérieure à ses propres besoins . Le problème est de savoir comment il écoulera sa production additionnelle . D'une part , il bénéficiera des avantages découlant de la production en masse ; d'autre part , il devra tenir compte des frais de transport qui croîtront avec la distance . Son aire de marché se déterminera de la façon suivante : au fur et à mesure où l'on s'éloigne du point de localisation de l'unité de production, l'accroissement des frais de transport réduit l'aire de marché . Il arrive une zone à partir de laquelle celle-ci est nulle. Ainsi se trouvent établies les limites de cette aire , sa configuration géométrique s'identifie avec celle d'un cercle, puisque seules les critères économiques différencient cet espace .

Si les autres producteurs adoptent le même comportement , l'espace considéré se décompose en autant d'aires de marché circulaires. Leur nombre peut être suffisant pour le transformer en un ensemble de cercles contigus. Mais cette forme circulaire s'avère dès lors insatisfaisante puisque des vides subsistent entre les cercles juxtaposés , et permettent l'entrée de nouveaux producteurs dans la branche . Géométriquement , plusieurs solutions peuvent être envisagées pour la

résorption de ces zones non encore atteintes . Le triangle , le carré et l'hexagone peuvent s'acquitter de cette fonction, mais l'auteur accorde sa préférence à cette dernière configuration qui présente, par rapport aux précédentes , l'avantage d'être la plus proche du cercle . Ainsi , sous l'action conjuguée des diverses forces économiques, l'espace supposé au départ uniforme , se différencie . Il se décompose en un ensemble d'hexagones, il devient un système alvéolaire .

L'introduction de nouveaux produits complique l'élaboration du modèle, en même temps qu'elle le perfectionne . Chacun de ces produits dessine une aire de marché dont la taille varie selon sa nature intrinsèque . L'espace se recouvre de réseaux d'aires de marchés différents qui nécessairement s'entremêlent . Mais cette différenciation et cette complexité ne sont pas pour autant synonymes de confusion . LÜSCH pense que leur répartition n'est pas le fruit du hasard, qu'elle obéit à certaines règles ; elle s'ordonne selon un modèle cohérent . L'un des traits essentiels de cet agencement est la constitution de grandes villes, dans lesquelles s'établissent des centres de production communs à tous les produits . Cet ordonnancement des réseaux d'aires de marché autour d'une agglomération donne à la région un aspect particulier . Elle lui confère une structure nodale .

Démontrant ainsi, grâce à la suppression progressive des hypothèses simplificatrices , le mécanisme de formation des régions, l'auteur fait oeuvre d'explication. La région est un modèle spatial d'ordonnement des activités économiques . Elle obéit à un ordre, qui résulte de l'action des seules forces économiques . L'apport scientifique de cette recherche est incontestable . Néanmoins son niveau élevé d'abstraction limite ses possibilités d'exploitation . Plus nuancée et plus opérationnelle est la distinction triple élaborée par les économistes français .

2)- La triple distinction du Professeur BOU-
DEVILLE :

L'oeuvre de LÖSCH ,par son effort de généralisation, avait eu le mérite de dévoiler l'originalité de l'espace économique .Les économistes français se sont attachés, pour leur part, à détruire l'illusion de l'espace banal et à esquisser les grandes lignes qui devaient servir de fil conducteur à l'analyse économique . La distinction faite par le Professeur PERROUX des trois sortes d'espaces économiques (1) a été reprise au niveau des régions par le Professeur BOUDEVILLE (2) dont la participation est présentée par l'économiste américain J.R. MEYER comme une des plus importantes qui ait été réalisée jusqu'à l'heure actuelle,relativement à ce problème de définition(3).

Expliquer comme le faisait LÖSCH , n'est qu'une étape de l'approche conceptuelle . Décrire et décider sont deux démarches intellectuelles qui complètent la première . Décrire un espace ,c'est analyser sa morphologie, ses structures , c'est mettre en valeur les critères qui lui confèrent une identité ,qui permettent de le distinguer de ceux qui l'environnent.Expliquer ,ainsi que nous l'avons vu ,c'est étudier le mécanisme de formation, en démonter les rouages ;décider enfin, c'est passer du stade de l'analyse à celui de l'action.

L'étude de chacune de ces trois démarches nous conduit à distinguer,selon l'optique adoptée, trois sortes de régions : la région homogène, la région polarisée et la région plan .

-
- (1) PERROUX (F) : " L'Europe sans rivages . "
PUF 1954 p.351 et s.
(2) BOUDEVILLE (JR) : " Les Espaces Economiques "
L'encyclopédie Française .L'Univers Economique et Social.
Tome IX p. 9 - 70 - 12 et s.
(3) MEYER (JR) : " Regional Economics : A Survey "
op .cit .

a)- La région homogène :

Elle constitue l'approche la plus courante et la plus simple du phénomène régional . Fondée sur l'analyse descriptive, elle est le concept de base des géographes (rappelant ainsi la notion du paysage) et elle est un outil de mesure commode pour les économistes . " Elle correspond, écrit le Professeur BOUDEVILLE, à un espace continu dont chacune des parties constituantes présente des caractéristiques aussi proches que possible les unes des autres . Elle se définit par la dispersion des caractéristiques de chaque unité élémentaire autour de la moyenne de l'ensemble"(1) . Cette définition présente la région à partir d'une certaine uniformité. Sont parties constitutives de celle-ci des éléments qui présentent des critères communs. Cette uniformité peut être déterminée à l'aide d'instruments de mesure globaux . L'auteur utilise , à titre d'illustration (2), le revenu moyen par habitant . Calculé pour chaque département, ce procédé permet de déterminer un certain nombre de régions, homogènes sur ce point . Appliqué à l'ensemble de la France, cette méthode introduit une première division entre la France du Nord et celle du Sud ; le revenu per capita étant supérieur dans la première à celui de la seconde . Un raffinement de ce découpage conduit à subdiviser chacune des deux grandes régions en deux ; ce qui revient à dire , que d'après ce critère , le territoire national se décompose en quatre régions homogènes .

Le degré d'homogénéité est étroitement dépendant de la taille de l'espace considéré . Il est certain que plus un espace est étendu, plus risquent d'être nombreux les facteurs de différenciation; plus, au contraire, il est exigu, plus l'homogénéité a de chances d'être réalisée . De toute façon , sa

(1) BOUDEVILLE (J.R.) : " Les espaces économiques " op cit
p.9 -70 - 12

(2) BOUDEVILLE (J R) : " Les espaces économiques .P.U.F.1961
p.10.

détermination ne peut être qu'approximative ,puisque l'homogénéité ne saurait être parfaite .

L'intérêt de cette notion est pourtant indéniable. Elle est un précieux instrument d'identification régionale .La perception de traits communs parmi les parties d'un territoire permet d'ériger celui-ci en un ensemble homogène, doué d'unité, et distinct de ceux qui lui sont contigus. Elle permet aussi d'en tracer les limites. La détermination de celles-ci dépend des critères sélectifs. Sur le plan économique, les régions se caractérisent par l'état de leurs structures, c'est-à-dire par la part de l'agriculture dans leur activité globale, par leur degré d'industrialisation. Des nuances sont possibles à l'intérieur de ces grandes catégories: parmi les régions agricoles peuvent être dissociées celles à monoculture et celles à polyculture; La diversité des structures industrielles autorise des distinctions supplémentaires selon le secteur d'activité dominant .

Instrument d'identification, la recherche de l'homogénéité est par le fait même un bon outil d'analyse grâce à la connaissance qu'elle requiert des structures régionales ;L'investigation statistique que suscite son élaboration favorise un inventaire des ressources régionales et des déséquilibres du développement .En un mot ,cette meilleure connaissance de la région constitue le support indispensable à l'amélioration des politiques économiques correctrices .

Toutefois, l'analyse descriptive comporte des limites. L'anatomie régionale trouve un prolongement normal dans l'analyse physiologique .

B)- La région polarisée :

Le passage de la description à l'explication présente la région sous un jour nouveau. Il nous situe dans l'héritage d'August LÖSCH .L'idée de région polarisée trouve son origine dans la constatation que la région économique n'est pas

le fruit d'une construction désordonnée, qu'elle obéit, au contraire, à certaines forces qui tendent à lui donner une ossature caractérisée. Les géographes ont très vite discerné l'influence déterminante des villes dans le processus de régionalisation. VIDAL DE LA BLACHE n'écrivait-il pas déjà que " Villes et routes sont les grandes initiatrices d'unité ? ". Ses successeurs nous ont fourni des exemples nombreux de ce phénomène de polarisation autour des agglomérations urbaines; il revient aux économistes d'en dresser le schéma général, sous la forme d'un modèle. En formulant le concept d'espace polarisé, le Professeur F. PERROUX a donné l'instrument d'analyse; le professeur BOUDEVILLE en a développé l'exploitation.

La région polarisée nous est présentée, par cet auteur, comme un " espace hétérogène dont les diverses parties sont complémentaires et entretiennent entre elles, et tout spécialement avec les pôles dominants, plus d'échanges qu'avec la région voisine " (1). L'orientation de l'analyse est nouvelle; la recherche de l'homogénéité est délibérément sacrifiée à la mise en valeur des flux d'échanges. Leur orientation, leur intensité conditionne l'existence de la région. Le principe de ce modèle est que les échanges ne se répartissent pas uniformément à l'intérieur de l'espace banal, mais qu'ils tendent à s'organiser autour de centres fondamentaux et qu'ils s'intensifient en certains points plutôt qu'en d'autres. L'espace polarisé est hétérogène.

Ces centres coordonnateurs sont des pôles. Ils constituent la pierre angulaire du système. Le tracé de la région dépend de leur sphère d'influence. Tout point situé dans l'environnement est partie intégrante de la région s'il réalise la majorité de ses échanges avec ces pôles; dans le cas contraire, il lui est extérieur.

Le nombre des pôles varie. Selon l'étendue de leur sphère d'influence, ils se classent dans une hiérarchie: un pôle dominant autour duquel s'ordonnent des pôles secondaires.

(1) BOUDEVILLE (J.R): " Les espaces économiques " op cit p.11

La délimitation de la région polarisée pose le problème de la mesure des flux d'échanges. L'évaluation des flux qui s'établissent entre les pôles, entre chaque pôle et son espace environnant, entre l'environnement et le pôle est particulièrement délicate. La faible panoplie d'instruments d'analyse dont nous disposons, à l'heure actuelle, pour étudier ces courants d'échanges conduit à utiliser certains critères significatifs, tels que l'orientation et l'intensité du trafic routier. Le Professeur BOUDEVILLE applique ce dernier instrument de mesure pour constater le phénomène de polarisation autour des grandes villes (1). L'unicité de ce critère incite toutefois à la prudence ; le recours à d'autres valorimètres aurait pu donner des résultats sensiblement différents. La solution idéale est de pouvoir en utiliser plusieurs simultanément. Chacun d'entre eux montre une certaine polarisation. La superposition de ces aires différentes permet, en retenant leur dénominateur commun, d'éliminer les variations aberrantes.

Si la région n'était qu'un instrument d'analyse, rien n'interdirait à l'approche conceptuelle de se limiter à ces deux étapes. La morphologie de la région et son mécanisme de fonctionnement suffiraient en tant que champ d'observation.

Raisonnement ainsi serait méconnaître les origines pragmatiques de cette nouvelle dimension. Elle est, en effet, l'un des cadres spatiaux les plus fréquents de l'intervention humaine.

C)- La région plan :

A vrai dire, la finalité des deux premières interprétations est de fournir les fondations scientifiques indispensables à la mise en oeuvre d'une action cohérente. La décision constitue, en effet, l'aboutissement logique d'un processus

(1) BOUDEVILLE (J.R.) : " Les espaces économiques " PUF p. 14 et 15 .

qui a tout d'abord conduit de la description à l'explication .

Envisagé sous ce nouvel aspect, la région , dite région-plan " est un espace dont les diverses parties relèvent d'une même décision, comme les filiales relèvent d'une maison mère . C'est un instrument placé entre les mains d'une autorité, localisée ou non dans la région, pour atteindre un but économique donné " (1) . La présence d'un objectif est inhérente à la notion de région -plan . Un espace est déterminé en vue d'une fin, et des moyens sont mis en oeuvre pour la satisfaction de cette dernière .

De la nature de celle-ci dépendent les modalités de ceux-là. L'implantation d'activités nouvelles, l'établissement de voies de communications supplémentaires , la mise en valeur de ressources du sol ou du sous-sol inexploitées sont des exemples de politiques économiques entreprises dans le cadre d'une région .

En d'autres termes, à chaque politique spécifique, correspond une région- plan .

Enumérant les types les plus significatifs, le Professeur BOUDEVILLE cite en particulier la planification urbaine et l'aménagement des bassins fluviaux .

La planification d'une ville devient, à l'heure actuelle, une nécessité absolue si l'on tient compte de l'accélération du mouvement d'urbanisation . Le plan doit combiner la maximisation des avantages que constitue une ville et la minimisation des coûts de son fonctionnement . Il est nécessaire de réaliser une occupation rationnelle de l'espace, d'aménager la circulation des hommes et des marchandises, de développer les fonctions urbaines tant vis à vis des habitants que de l'environnement

L'aménagement d'un bassin fluvial doit être analysé sur le plan des transports, de la production énergétique et de l'agriculture. Il facilite en effet la navigation, mais permet aussi d'accroître la production d'électricité, et dote les espaces

(1) BOUDEVILLE (J.R) : Les espaces économiques
op.cit. p.16

agricoles environnants de nouveaux moyens d'irrigation. L'interdépendance étroite entre ces trois incidences conduit à élaborer un calcul global de rentabilité de l'opération envisagée.

Mais une politique économique régionale n'est pas nécessairement limitée à quelques domaines d'actions spécifiques. Elle peut s'intégrer dans un effort général de développement, concernant l'activité économique de la région dans son intégralité .

La présence d'inégalités de développement est en cause l'ensemble des structures économiques des régions les plus défavorisées. Le taux de croissance global est faible en raison de l'inadaptation de ces structures .Le phénomène ne revêt d'ailleurs pas seulement des aspects économiques . Il connaît des prolongements démographiques .

La politique économique correctrice entreprise pour freiner cette évolution exige un effort global de coordination des diverses actions spécifiques menées simultanément .Les cohérences doivent être aménagées entre ces dernières .Elles doivent s'harmoniser dans un plan général.

Les régions de programme récemment élaborées constituent la forme de région -plan répondant à cette préoccupation. Elles sont le cadre territorial à l'intérieur duquel est mise en oeuvre une politique globale de développement .

Dès lors ,se dessine une nouvelle orientation dans les approches théoriques de la dimension régionale. Les études fondamentales que sont l'analyse méthodologique et l'analyse conceptuelle doivent trouver un complément logique dans l'examen des modalités d'une politique de développement régional .Le déclenchement d'un tel processus dans le cadre d'espaces infranationaux n'est pas sans poser des problèmes auxquels la théorie économique se doit d'apporter des éléments de réponse .

CHAPITRE III : DIMENSION REGIONALE ET POLITIQUE ECONOMIQUE .

Dévoilée par les inégalités de développement, définie par les efforts de généralisation théorique, la dimension régionale connaît, depuis quelques années ,sa consécration en devenant l'instrument d'une politique économique .

Si le Professeur QUERMONNE donne à cet avènement le qualificatif de régionalisme (1) ,c'est pour établir un rapprochement avec le mouvement doctrinal qui s'est déployé antérieurement ,mais c'est ,en même temps, pour mieux opposer ces deux mouvements successifs.Il apparaît ,en effet, que ces deux expériences sont de nature extrêmement différentes .

Le contraste entre le succès grandissant de la politique actuelle de régionalisation et les échecs répétés du régionalisme traditionnel s'explique par leurs orientations divergentes.

Celui-ci recherchait la création d'une collectivité territoriale nouvelle qui se substituerait au département et deviendrait, en même temps, le support d'une décentralisation en faveur des pouvoirs locaux.Il était une tentative de réforme de l'organisation administrative. Le partage des pouvoirs entre autorité centrale et collectivités territoriales lui donnait des prolongements politiques .

Le "néo-régionalisme " est tout autre.Voulant montrer sa spécificité ,le Professeur QUERMONNE, le qualifié d'" objectif,prospectif et opérationnel " (2).Il est né de la constatation d'inégalités de développement entre les différentes par-

(1) QUERMONNE (JL) : " Planification régionale et réforme administrative " .

Administration traditionnelle et planification régionale .
Cahier de la Fondation Nationale des Sciences Politiques
N° 135 p.89 et s.

(2)QUERMONNE (JL) : " Planification régionale et réforme administrative" op. cit . p.89

ties de la nation et de leur tendance à l'aggravation. Il se présente sous la forme d'une politique correctrice ; le "néo -régionalisme " est un phénomène purement économique .

De cette spécificité, découlent deux conséquences fondamentales .

- d'une part , inhérent aux problèmes économiques du développement, le "néo -régionalisme " tend à se généraliser.

- d'autre part, il s'exprime dans des institutions particulières, adaptées à sa propre finalité .

SECTION I : LA GENERALISATION DE L'ACTION REGIONALE :

Dimension régionale et politique économique ont été très longtemps des expressions étrangères l'une à l'autre . Elles présentent, néanmoins, le point commun de désigner , toutes les deux, des phénomènes récents .

Leur conjonction actuelle est le fruit d'une évolution qui peut être décomposée en trois étapes. Durant tout le XIXème Siècle , et même jusqu'aux trois premières décades du XXème Siècle, une action régionale n'était même pas envisageable . Mais les troubles économiques de l'entre-deux-guerres ont conduit à reconsidérer des principes sacro-saints. Enfin, la deuxième moitié du XXème Siècle est, dans son début, le théâtre d'une systématisation de l'action régionale .

§ I - L'absence pure et simple de politique économique régionale :

C'est évidemment la première solution historique. Elle est celle du capitalisme libéral .

Le refus d'une action régionale n'est pas clairement formulé. Il découle, toutefois, logiquement des principes fondamentaux instituant la politique du laisser-faire.

L'espace régional est ignoré. Il ne peut en être de même de la nation dont la présence s'impose par les frontières politiques, mais la nature de celle-ci est édulcorée. Les dogmes du libéralisme économique trouvent, néanmoins, en son sein, leur complète expression.

La libre concurrence requiert la libre circulation des produits et des facteurs de production à l'intérieur de l'espace national. Les barrières douanières qui compartimentaient celui-ci, sous l'Ancien Régime, étaient une identification malsaine du phénomène régional. Leur suppression est allée dans le sens du progrès économique. Elle permet l'action de mécanismes naturels qui, par l'intermédiaire de variations de prix des biens et des taux de rémunération des facteurs de production, entraînent l'activité économique optimale.

En second lieu, le libéralisme classique nie la possibilité de déséquilibres économiques durables. Cette croyance découle, implicitement, de la loi des débouchés, telle qu'elle est exposée par J.B. SAY. En vertu des postulats selon lesquels les produits s'échangent contre les produits, et tout ce qui n'est pas consommé est investi, la demande globale est nécessairement égale à l'offre globale. Cet équilibre se réalise spontanément, de lui-même. Seule, quelques déséquilibres partiels sont susceptibles de se produire, mais ils ne sauraient être que temporaires et très limités dans leur ampleur.

De cette négation de tout déséquilibre économique durable, découle le principe essentiel de la non-intervention de l'Etat. Puisque les mécanismes naturels tendent, d'eux-mêmes, à assurer l'équilibre économique optimum, il serait non seulement inutile, mais bien plus, néfaste, de confier à l'Etat la direction d'une économie qui fonctionne spontanément, dans les meilleures conditions possibles. Si pour une raison exogène au système, un déséquilibre se produit, il tendra, sous l'action de mécanismes compensateurs, à se résorber. Des facteurs rééquilibrants interviennent automatiquement. Les variations du taux de salaire courant autour du taux naturel dirigent l'ajustement

de l'offre et de la demande de travail. De même, les fluctuations du taux de l'intérêt réalisent sur le marché des capitaux l'égalisation entre l'offre et la demande d'épargne .

Ces principes généraux s'appliquent aux mouvements inter-régionaux de produits et de facteurs de productions, déterminant les mêmes mécanismes rééquilibrants. Les inégalités économiques entre régions ne peuvent ,de ce fait, s'aggraver . Prenons le cas de régions où le niveau de développement est faible. La main d'oeuvre ne trouve pas à s'employer totalement . Cet excédent relatif entraîne une concurrence entre les ouvriers de la région et favorise l'abaissement des salaires .Celui-ci incite, d'une part, les ouvriers à émigrer en quête de rémunération plus satisfaisantes (la mobilité des facteurs de production à l'intérieur du territoire national est un postulat classique) et, d'autre part, les entrepreneurs à venir s'installer dans cette région où la main d'oeuvre est bon marché . Le déséquilibre initial est spontanément corrigé. L'égalisation de l'offre et de la demande de travail est de nouveau réalisée.

Léon WALRAS allait relativiser cette notion d'équilibre en la posant comme une simple hypothèse théorique , au même titre que le régime de concurrence parfaite . WICKSELL allait, à son tour, dépasser WALRAS en montrant, au delà de son schéma d'équilibre monétaire, l'absence de facteurs rééquilibrants et la tendance contraire au développement de processus cumulatifs . Selon cet auteur, loin d'engendrer l'intervention de mécanismes compensateurs, un déséquilibre initial tend normalement à s'aggraver. L'économie est, par excellence, le domaine des processus cumulatifs .

Un tel raisonnement détruit les fondements de la conception classique .Les faits ont démontré la validité de cette contestation. Des crises économiques se sont périodiquement produites. L'une d'elles, par son ampleur ,est allée jusqu'à mettre en cause le système capitaliste .Des auteurs se sont demandés si la prophétie de Marx, relative à l'autodestruction de celui -ci ,n'était pas en train de se réaliser. En réalité,

beaucoup plus que le système, c'était la politique économique du laisser-faire qui se trouvait mise en cause .

§ 2) Les premiers essais de politique économique régionale

Ce sont les pays les plus développés qui ont ressenti les premiers la nécessité d'une action régionale. La crise économique de 1929 a profondément perturbé le fonctionnement interne de leur économie, provoquant des déséquilibres graves. C'est, donc, sous la pression des faits, qu'une telle action a été entreprise. La preuve était faite, en effet, que les mécanismes naturels n'assuraient plus spontanément les équilibres fondamentaux. L'Etat, responsable de l'intérêt général, s'est trouvé dans l'obligation de prendre le relai de l'initiative privée défaillante. Son inexpérience a été à l'origine de nombreuses hésitations; toutefois, s'est progressivement dessinée l'orientation d'une action régionale.

Les pays développés, dans lesquels ces problèmes nouveaux se sont posés avec le plus d'acuité, étaient, incontestablement, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

A) Les régions déprimées de la Grande-Bretagne :

1) Les déséquilibres :

La Grande-Bretagne a été sérieusement touchée par les fluctuations de l'activité économique durant l'entre-deux-guerres. Cette période est un passage particulièrement sombre de l'histoire économique de ce pays(1). Elle est marquée par la présence d'un chômage important. Les taux sont significatifs. Pour l'ensemble du pays, ils atteignent des pourcentages de l'ordre de 20 % en 1932. Un travailleur sur cinq ne trouve pas à s'employer sur le marché. Les causes de cette dépression et de son intensité sont bien connues. Elles ont fait l'objet d'une analyse

(1) SIEGFRIED (A) : " La crise britannique au XXème siècle .
Colin 1931.

approfondie par Sir William BEVERIDGE dans son étude intitulée : " Du travail pour tous dans une société libre"(1) . La raison essentielle en est une déficience généralisée de la demande de travail, par rapport à une offre largement excédentaire. Il ne s'agit pas d'un simple mouvement conjoncturel à caractère cyclique. Elle est liée à des causes structurelles et, notamment , à la disparition de marchés extérieurs, non compensée par une augmentation corrélative de la demande intérieure à cause de l'inadaptation de la structure de production. Le chômage devient chronique . Profondément convaincu de l'inaptitude de la théorie classique à expliquer cette situation nouvelle, KEYNES élabore dans son ouvrage célèbre " La théorie générale de l'emploi , de l'intérêt et de la monnaie " un nouveau schéma montrant la possibilité de sous-emploi persistant, en raison d'une insuffisance de la demande globale .

Le caractère moyen du taux de chômage évalué au niveau national cache des disparités profondes entre régions. Au point de vue sectoriel, ce sont les activités de base qui sont les plus touchées et les zones géographiques spécialisées dans ce type d'industries sont particulièrement atteintes. Leur spécialisation excessive accuse leur sensibilité à l'évolution économique générale. Les taux de chômage y sont considérables. Le pourcentage est de l'ordre de 46 % dans le Cumberland, dont la majeure partie de la production charbonnière était jusqu'alors exportée; de 41 % dans le Sud du Pays de Galles , dans la région de Cardiff, qui en raison de sa position sur le littoral , était également tournée vers les marchés extérieurs; de 38 % sur la Côte Nord-Est dans le secteur de Newcastle (2) . Le Sud du Lancashire , le secteur de Wrexham , la région de Liverpool comptent , aussi , un nombre élevé de chômeurs . L'expression de " régions en détresse " n'est pas trop forte pour qualifier

(1) Le titre original est " Full Employment in a Free Society" La traduction française a paru en 1945 aux éditions Domat-Montchrestien .

(2) ROMUS (P) : "Expansion économique régionale et communauté européenne " . Aspects Européens. Sythoff-Leyde 1958 p 19 et s .

la gravité de la situation économique de ces zones . L'absence d'industries nouvelles susceptibles d'absorber leur excédent de main d'oeuvre les conduit à l'asphyxie . Le chômage, en plus de son ampleur, devient permanent . Des mouvements migratoires importants s'organisent vers les zones plus prospères de Birmingham et de la région londonnienne. L'équilibre économique de la Grande-Bretagne est profondément perturbé . La nécessité d'une action corrective s'imposait .

2)- La lutte contre le chômage :

La localisation nettement déterminée des déséquilibres ne pouvait s'accommoder d'une intervention uniforme pour l'ensemble du pays. La lutte contre le chômage des zones déprimées a été l'une des premières expériences de politique économique limitée dans le cadre d'une partie d'un espace national.

A vrai dire, l'absence de ligne directrice fondamentale provoquée par le défaut de préparation des pouvoirs publics suscite le règne de l'empirisme .

L'une des premières mesures qui ait été prise a consisté à instituer des bureaux destinés à organiser l'émigration des chômeurs vers des régions où la demande de travail n'était pas totalement satisfaite. L'ajustement entre l'offre et la demande est agencé sur le plan géographique.

En 1934, une loi dite " loi sur les régions spéciales " est votée en faveur de ces zones. En fait , l'impact géographique de cette politique se limite aux agglomérations les plus importantes. Il s'agit d'une action nettement localisée . Cette loi facilite la création de zones industrielles (trading estates) afin d'attirer l'implantation d'entreprises nouvelles .

Des initiatives privées participent à cette action . Des groupements se forment en faveur des zones déprimées. En 1936, une loi est votée, autorisant une association à faire des prêts aux industriels s'installant dans ces régions. Cette dernière reçoit, ultérieurement, le droit de louer des usines .

Toutefois, aucune politique d'ensemble n'est véritablement

entreprise . L'impression est que les pouvoirs publics hésitent à s'engager dans une intervention plus systématique. Les mesures prises traduisent, par leurs limites, cette timidité.

La constitution , en 1937, d'une Commission royale ayant pour but d'étudier la répartition de la population industrielle va, enfin , permettre l'élaboration d'un plan d'ensemble .La conclusion fondamentale de cette commission, dite commission BARLOW (1) est de solliciter la création d'une autorité centrale chargée de la planification de la localisation des industries et de la population . Les conséquences du phénomène de l'urbanisation sont analysées avec soin dans son rapport, mais le problème des régions déshéritées est également abordé . La nécessité d'un contrôle des localisations industrielles est affirmée pour entreprendre une action efficace contre le chômage. Ce contrôle devra être à la fois négatif, c'est-à-dire interdire de nouvelles implantations dans les zones trop concentrées, et positif, en favorisant l'installation des industriels dans celles qui sont déprimées . Cette action doit reposer sur un véritable plan national permettant une intervention d'ensemble et cohérente . L'institution d'un " Minister of National Development " doit être le support organique de cette politique .

Les suggestions de la Commission BARLOW sont partiellement retenues dans un livre blanc sur la politique de l'emploi, publié , par le gouvernement britannique, le 26 Mai 1944. Les principes généraux définis reprennent l'idée essentielle de la Commission ; la nécessité d'une planification y est reconnue et justifiée. " Quand il s'agit d'une population industrielle importante, est-il précisé, le Gouvernement n'est ni disposé à la transférer de force dans une autre région, ni à l'exposer au chômage prolongé ou à la démoralisation" . Toutefois, l'ambition des intentions manifestées contraste avec la modestie des moyens mis en oeuvre .

(1) BEVERIDGE (Sir William) : " Du travail pour tous dans une société libre .
op. cit . 178 et s .

Ce livre blanc n'en constitue pas moins un pas décisif dans l'élaboration de l'action régionale. Si les moyens à mettre au service de cette politique sont encore obscurs, son utilité est en revanche clairement affirmée .

Le problème des régions déprimées s'est également posé à la même période aux Etats-Unis, mais des solutions sensiblement différentes lui ont été apportées .

B)- La naissance de l'action régionale aux Etats-Unis .

La dépression économique qui survient au lendemain de la crise de 1929 a pour effet d'aggraver la situation déjà précaire de certaines parties du territoire américain . Deux sortes de zones d'inégales étendues sont , du fait de leurs faiblesses structurelles, particulièrement sensibles aux renversements conjoncturels.

Il s'agit, tout d'abord, des zones anciennement industrialisées de la Nouvelle Angleterre, et des bassins charbonniers de Pennsylvanie, de la Virginie Occidentale , du Kentucky (1). L'évolution du progrès technique affecte, dès cette époque, leur activité dominante.

En dehors de ces "poches de chômage " assez circonscrites géographiquement, s'étale, dans le Sud-Est des Etats-Unis une région à prédominance agricole, aux revenus faibles et dont la vie économique est profondément marquée par la culture du coton. Le Président des Etats-Unis ne déclarait-il pas, en 1930, que cette région constituait le problème économique numéro un de la Nation ? (2) . A cette époque, elle représente 21 % de la population américaine et ne participe à la formation du produit global que dans une proportion de 9 % .

(1) FOREST G.HILL : " Les problèmes de croissance économique régionale aux Etats-Unis " .
Revue d'Economie Politique " . janvier -février 1964 p.250 et s.

(2) PERLOFF (H.S) DUNN(E.S jr) LAMPARD(E.E.)MUTH(R.F) "Régions Ressources, and Economic Growth. " . Ressources for the future . John Hopkins Baltimore 1961 p.267 .

Pour lutter contre ce faible niveau d'activité , le Président Roosevelt entreprend , en 1933, dans le cadre du New-Deal, une expérience d'aménagement de l'un des grands bassins fluviaux: La Tennessee Valley. Un organisme , spécialement constitué à cet effet, la Tennessee Valley Authority est chargé de sa mise en oeuvre. Le but de cette action est d'instaurer un programme de développement des ressources mal exploitées d'une région en difficulté. Elle doit améliorer la navigabilité du fleuve, favorisant ainsi les échanges commerciaux, contrôler les inondations pour prévenir les destructions agricoles, faciliter les travaux d'irrigation et entreprendre un programme d'électrification utilisant les potentialités énergétiques représentées par ce cours d'eau (1) . En d'autres termes, il s'agit d'une politique à l'horizon nettement déterminé : la mise en valeur, l'exploitation des ressources économiques locales .

Le bilan de cette action s'est révélé extrêmement positif. Selon certaines estimations, entre 1933 et 1958, le niveau de vie de la région a été multiplié par trois. Des barrages ont été construits, les crues du fleuve ont été maîtrisées, la navigation fluviale s'est développée, les rendements agricoles se sont accrus .

C'est ainsi que s'est effectué le démarrage économique de cette partie des Etats-Unis, dont la croissance est , depuis lors, plus rapide que celle de l'ensemble du pays . L'industrialisation s'y développe; l'urbanisation s'intensifie .

" C'est un exemple, écrit le Professeur BOUDEVILLE, dont les projets français d'aménagement du territoire et de protection des populations régionales pourraient s'inspirer"(2).

Cette leçon mérite d'autant plus d'être méditée que , depuis la fin de la dernière guerre, l'action régionale a tendu à se généraliser et prendre un caractère systématique .

(1) FOCH (R) : " La Haute Autorité de la Vallée du Tennessee" P.U.F 1952 p 9 et s.

(2) BOUDEVILLE (J.R.) : " Les espaces économiques " . op cit . p .109

§ 3 - L'intensification de l'action régionale : les exemples étrangers :

L'après-guerre a été le théâtre de mutations profondes dans l'organisation de l'activité économique . Les pays qui furent atteints par la dépression avaient déjà mesuré l'opportunité de l'intervention étatique . Les hostilités allaient fournir aux belligérants l'occasion de s'engager plus nettement dans cette voie . L'effort de reconstruction nécessitait une action coordonnée, ordonnant les priorités, agencant les moyens mis en oeuvre .

Mais cette période n'est pas seulement celle d'une ingérence accrue de l'Etat , dans la vie économique . Elle est , en même temps, celle d'un bouleversement des mentalités, notamment de celle des responsables de l'intérêt général . La prise de conscience de la possibilité de sous-emploi durable invite les dirigeants à ne plus faire aveuglément confiance aux mécanismes naturels. La réalisation du plein emploi devient l'une des exigences fondamentales, que doit satisfaire le développement de l'activité économique .

L'organisation de celui-ci devient un fait majeur . Elle l'est dans les vieux pays industrialisés où la crainte des renversements de conjoncture , provoquant le chômage , est vive . Mais elle l'est , aussi , dans les pays moins favorisés, dont le démarrage est à peine ou n'est pas accompli .

L'échelon national est bien sûr le niveau auquel s'organise cette politique . Politique de croissance économique nationale, politique de développement économique national, deviennent les objectifs déterminants. Mais, progressivement , des améliorations sont portées, introduisant en particulier une différenciation au niveau régional . Tant dans le cadre de la lutte contre le chômage, que dans l'organisation du développement , une certaine différenciation entre les diverses parties de l'espace natio-

nal est effectuée .Elle marque la volonté de **tenir** compte de problèmes spécifiques, à l'échelon régional .

La dimension régionale devient le cadre d'une politique économique. Le phénomène n'est plus, comme antérieurement, l'oeuvre d'un nombre limité de **pays** ,et lié à une situation exceptionnelle . Il tend à se systématiser .Dans l'espace, son application se généralise .Parallèlement, son contenu s'affermir . Le bref rappel de quelques exemples étrangers suffit à montrer que le mouvement de régionalisation n'est pas spécifique à notre pays .

A)- La prolongation de l'action britannique et américaine .

1)- En Grande-Bretagne :

Que la Grande-Bretagne ait été , en 1945, une des premières puissances à mettre en oeuvre une action régionale, n'a rien de surprenant . Les hostilités n'ont pas résolu le problème posé par les régions déprimées (1) . Les "vœux pieux " du Livre Blanc, publié en 1944, vont trouver,dès le 15 juin 1945, un commencement d'exécution (2). Selon les prescriptions du " Distribution of Industry Act " , le gouvernement britannique se propose de "favoriser le développement de certaines régions , de contrôler les bâtiments industriels en veillant à une répartition équilibrée de l'industrie " . Le " Board of Trade " est l'organisme responsable de l'institution de cette politique . Les pouvoirs qui lui sont conférés lui permettent de faire l'acquisition de terrains, en vue de les aménager, de construire des usines,d'entreprendre l'amélioration de l'infrastructure existante . Les " régions à développer " sont limitativement énumérées.

(1) DICK (G) : " L'action britannique en faveur des régions déprimées " . L'accueil aux industries décentralisées . Les Cahiers de l'hexagone . n° 4 de décembre 1961.

(2) FOGARTY (P) : "Quelques leçons de la politique britannique de localisation de l'Industrie " . Revue d'Economie Politique - Janvier - Février 1964 .

Il s'agit de zones d'ancienne industrialisation, celles qui furent les plus touchées par la grande dépression . Leur activité repose essentiellement sur des industries de base ,telles que l'extraction de la houille pour l'Ecosse Centrale . ,le Cumberland, le Sud du Pays de Galles et la Côte Nord-Est, ou le trafic portuaire pour la zone de Mersey, ou les industries textiles pour le Lancashire .

En 1960, une loi sur la main d'oeuvre locale " Local Employment Act " est votée en remplacement de la législation précédente.Elle apporte un certain nombre de modifications dans l'application géographique de l'action régionale .La liste des régions bénéficiaires n'est plus limitativement fixée. Le critère sélectif devient la présence d'un certain niveau de chômage c'est-à-dire un pourcentage de 4,5 % .A la même époque, le taux de sous-emploi, pour l'ensemble de la nation est d'environ de 2 % . Une plus grande souplesse s'instaure ainsi dans la détermination spatiale de cette politique .

D'autres aménagements ont été apportés au cours des années ultérieures,notamment en matière de l'aide accordée à ces régions .

Cette politique s'est également concrétisée dans la création de villes nouvelles, décidée par le New Towns Act de 1946. Cette action qui avait été suggérée par la Commission Barlow a simultanément pour but de décongestionner l'importante agglomération de Londres et de développer l'urbanisation des régions en difficulté . Huit villes nouvelles se trouvent à moins de 60 kilomètres de Londres entraînant un appréciable desserrement de cette concentration urbaine / Les sept autres se situent dans les régions à développer. Peuplées au moment de leur désignation de quelques centaines d'habitants,ces agglomérations ont aujourd'hui une population supérieure à 10.000 personnes .

Cette politique d'ensemble s'est révélée toutefois impuissante à résorber les déséquilibres régionaux de ce pays . L'émigration se poursuit vers l'Ouest des Midlands et la région

de Londres (1) . L'élaboration récente de plans régionaux peut traduire une orientation nouvelle d'une action jusqu'alors limitée, et insuffisamment efficace .

2)- Aux Etats-Unis :

C'est ,également, la lutte contre un chômage chronique ,sévissant dans certaines zones, qui a conduit les Etats-Unis à adopter une politique régionale (2) . La prolongation des déséquilibres ,nés de l'entre-deux-guerres, a incité les dirigeants américains à poursuivre leur action .Dans une économie où, durant les années 1962 et 1963, le chômage a atteint, pour l'ensemble de la nation, un taux de 6 % (3),la présence inévitable de disparités régionales laisse supposer l'existence en certains lieux, de chiffres nettement supérieurs à ce taux moyen.Ceux-ci sont, en particulier, localisés dans les Etats de Pennsylvanie, de Virginie de l'Ouest, de l'Illinois, et du Kentucky, en raison de la fermeture de gisements charbonniers. La ralentissement dans les activités textiles se manifeste surtout dans le Connecticut, le Maine, le Massachusetts . En 1960, dans les zones les plus touchées de ces Etats, le taux de sous-emploi oscillait entre 15 et 25 % (4).

Cette situation a poussé le Président Kennedy à faire voter en 1961 " L'Area Redevelopment Act " .Cette loi décide la création d'une institution dite " Area Redevelopment Administration " chargée de venir en aide aux régions déprimées.Elle a , pour fonction essentielle,d'organiser la création d'emplois

-
- (1) BRENIKOV (P) : " La planification régionale en Grande-Bretagne " . Economie Appliquée 1960.
(2) FOREST G.HILL : " Les problèmes de croissance économique régionale aux Etats-Unis " .op. cit .
(3) FOREST G.HILL : - id -
(4) C.E.E. " L'adaptation des régions d'ancienne industrialisation " . Bruxelles 1964

nouveaux .

B)- L'action régionale dans les pays membres de la C.E.E. autres que la France :

1)-En République Fédérale d'Allemagne :

Les bouleversements politiques qui ont consacré l'effondrement de l'Allemagne hitlérienne ont posé, à la République Fédérale, dès sa formation, des problèmes régionaux particuliers. Tout d'abord, la constitution de deux Etats indépendants a créé de nouvelles zones périphériques. De plus, l'afflux des expulsés de Tchécoslovaquie (Sudètes), de Pologne et des Pays balkaniques auxquels se sont ajoutés les réfugiés en provenance de la République Démocratique Allemande s'est effectué au profit surtout du Schleswig-Holstein, mais aussi de la Basse-Saxe, de la Hesse et de la Bavière, c'est-à-dire précisément des nouvelles régions frontalières .

Or la structure économique, essentiellement agricole de ces dernières, les prédisposait peu à une aussi importante fonction d'accueil . Il en aurait été tout autrement pour les régions industrielles de l'Ouest . En ce sens, on a pu écrire que la répartition des expulsés et réfugiés s'est opérée " au rebours des possibilités des régions"(1) .

Le problème s'est alors posé de la réalisation d'un équilibre entre une demande de travail relativement faible et une offre au contraire massive .

La première solution envisagée a été le transfert d'une partie de ces réfugiés vers les régions les plus industrialisées de la Rhur et de la Rhénanie .

Toutefois, la diminution de l'offre de travail s'est avérée insuffisante .Le départ de 170.000 personnes a été seulement enregistré.L'augmentation de la demande de travail exigeait l'implantation d'activités nouvelles .Dans ce but ,dès 1950,

(1) ROMUS (P) : " Expansion économique régionale et communauté européenne " . op. cit p.146 .

un " Programme de création de postes d'emploi " fut élaboré (1). Devant la modestie des résultats obtenus, un " programme d'aide au développement régional " a été conçu en 1951, et exécuté par le gouvernement fédéral , auquel les Etats fédérés apportèrent leur concours. L'intégration de la population réfugiée a touché à sa fin en 1959.

Dès lors, l'assistance des pouvoirs publics s'est adressée essentiellement, aux zones les plus pauvres, celles dont l'agriculture est peu productive et qui sont sous-industrialisées. De plus, l'accent est mis, pour faire contrepoids, à la concentration industrielle qui s'est établie à l'ouest du pays, sur le développement de " points centraux " . Ceux-ci doivent se situer au coeur d'une région en difficulté, mais présenter un minimum d'équipement culturel et scolaire, ainsi que les premiers éléments d'une industrialisation, afin de montrer leurs potentialités de développement . Enfin, une politique de conversion est entreprise en faveur de certaines régions, telles que la Haute-Franconie, et la Sarre, par le gouvernement fédéral . Les gouvernements des Länder ont une action propre dans leur ressort .

Née d'un problème très particulier, la politique régionale tend , ainsi , progressivement à élargir son champ d'application. Une extension s'est également produite aux Pays- Bas.

2)- Aux Pays-Bas :

Trois phases successives peuvent être distinguées dans l'évolution de l'action régionale de ce pays . Le problème de la nécessité d'une meilleure répartition des activités économiques était posé, dès 1949 , par une Commission Supérieure de l'Industrialisation (2) . Il faut, toutefois, attendre 1951 pour assister aux premières manifestations de cette politique. L'élargisse -

(1) DALOZ (J.P.) : " Industrialisation et aménagement du territoire en Allemagne Occidentale " . Revue de l'Economie du Centre -Est n° 21 de juillet-Septembre 1963 .

(2) VAN OS : " L'industrialisation régionale au Pays -Bas " Aspects Internationaux d'Economie Régionale. Editions de l'Institut sociologique de Solvay . 1958

ment progressif des objectifs de cette ~~dernière~~ apparaît clairement au cours des trois étapes suivantes .

La première expérience d'industrialisation régionale a pour origine une situation très particulière et nettement localisée. L'avenir économique du district Sud-Est de la Province de Drenthe est extrêmement menacé, car il repose sur une activité vouée, à plus ou moins brève échéance, à la disparition : l'extraction de la tourbe .Ce déséquilibre s'était déjà traduit avant la guerre, par un chômage important ; il atteint , en 1951 , un taux de l'ordre de 25 % de la population active. A court terme, il menace de s'accroître. Dans le but de favoriser l'implantation d'activités nouvelles, un vaste aménagement de l'infrastructure a été entrepris .

Parallèlement, en dépit de l'expansion de l'économie nationale, d'autres zones du pays souffraient d'un chômage de moindre ampleur certes, mais néanmoins à caractère structurel. Sous l'influence d'une action revendicative des autorités locales et des personnalités politiques, les pouvoirs publics ont étendu leur assistance à ces zones. Diverses conditions devaient être satisfaites : en plus du caractère structurel du sous-emploi, il fallait que celui-ci ne puisse être valablement résolu par l'émigration et que l'industrialisation puisse être envisagée avec des perspectives de succès (1). Huit régions furent déterminées, en plus de la précédente, parmi lesquelles le Groningue du Sud-Ouest et de l'Est, la Frise orientale et l'Est de la Frise Occidentale, l'Overijssel du Nord-Est, le Sud-Ouest et le Nord-Est du Brabant septentrional et le Nord du Limbourg.

Depuis 1958- 1960, l'action régionale connaît un nouvel élargissement .Le problème se déplace de la résorption d'un chômage structurel , limité géographiquement, à la prise de conscience d'un déséquilibre global mesurable au niveau de la nation toute entière . Les activités économiques ne sont pas

(1) VAN OS : " La politique d'Industrialisation aux Pays-Bas " Economie Appliquée . 1960.

disséminées à l'intérieur du pays, mais tendent à se concentrer dans une partie de celui-ci. 48 % de la population nationale vit sur 21 % de la superficie totale habitable(1). Cette disparité de développement s'explique par la position géographique privilégiée dont bénéficie l'Ouest du Pays, constitué par les trois provinces de la Hollande septentrionale, de la Hollande méridionale et l'Utrecht, au coeur d'une nation très orientée vers le commerce extérieur. La jonction d'une grande voie fluviale européenne et d'une mer très fréquentée a, non seulement favorisé la formation de grands ports, mais aussi, attiré les industries, car l'exiguïté du territoire national limite tant les possibilités intérieures d'approvisionnement que l'importance du marché national. L'évolution naturelle tend à accentuer la concentration économique, mais aussi démographique, au détriment du reste du territoire. Un mouvement migratoire permanent en nourrit le processus. L'idée d'infléchir la répartition territoriale des activités économiques est de plus en plus admise. C'est pourquoi une véritable politique de développement régional a été décidée. Il ne s'agit plus seulement de résorber un chômage, manifesté localement; il s'agit de prévenir le déficit de demande de travail qui risque de se produire dans les années à venir dans certaines régions et d'éviter la poursuite de migrations vers l'Ouest. L'action devient globale. L'équilibre à retrouver concerne, non plus seulement, quelques parties de la nation, mais celle-ci dans son ensemble.

L'industrialisation de la province de Groningue peut trouver un facteur favorable dans la découverte par la N.A.M. (filiale commune de la Royal-Dutch-Shell et d'Esso-Standard) à Schlochteren d'un très important gisement de gaz naturel susceptible d'entraîner la création d'un complexe chimique du même type que celui de Lacq en France.

(1) HERWEIJER(Ir.S.) et CORVER (H) : " La planification et la coordination régionales sur les plans géographique, industriel agricole, culturel et social, dans le cadre du développement régional aux Pays-Bas" .
C.E.E. Conférence sur les économies régionales. Bruxelles
Décembre 1961.

3)- en Belgique :

La Belgique ne possède que depuis quelques années une politique économique régionale . Jusqu'en 1959, des mesures dispersées ont été prises sans grande coordination (1). Des organismes privés essayaient, néanmoins, d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la gravité de certaines situations régionales. Le Conseil Economique Wallon, l'Institut de Recherches Economiques du Hainaut se sont livrés à des études poussées sur la nature de ce déséquilibre .L'aide qu'accorde l'Etat aux industriels n'est pas délibérément orientée vers l'action régionale; elle l'est, plutôt, accessoirement . M.ROMUS constate ne pas avoir trouvé, une seule fois, le terme de région dans les textes législatifs (2), qui la régissent .

Une orientation plus nette se dessine avec la loi du 18 juillet 1959. Celle -ci s'intègre ,d'ailleurs, dans un contexte plus général visant à améliorer les structures de l'économie belge pour favoriser son entrée dans le Marché Commun. Elle vient, en effet, immédiatement, après une loi du 17 juillet 1959 qui traite de problèmes économiques généraux, insusceptibles d'une différenciation spatiale à l'intérieur du pays. L'intérêt de la " Loi régionale " est d'instituer des " mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions "(3). Elle met en oeuvre une politique sélective au profit de celles dont la situation économique répond à des critères précis. Les conditions les plus importantes sont qu'elles doivent être atteintes de chômage structurel , ou d'un taux d'émigration élevé , ou encore, faire l'objet de mouvements soit saisonniers, soit hebdomadaires, soit quotidiens, massifs de

(1) ROMUS (P) : " Expansion économique régionale et Communauté Européenne " op cit . p.244 et s.

(2) ROMUS (P) : "Expansion économique régionale et Communauté Européenne . op.cit. p.273

(3) DAVIN (L.E.) : "La politique belge de développement régional" Revue d'Economie Politique - Janvier -Février 1964.

population(c'est le cas des régions limitrophes du nord de la France) ou enfin ,posséder des activités en régression . Il est aussi nécessaire que la " région de développement " constitue un ensemble cohérent .Une limite restrictive localisé, géographiquement, la portée de cette politique : aucune zone ne doit représenter plus de 15 % de la population nationale .

La création, en 1961, d'un " Comité de développement régional" marque un nouveau pas dans la voie d'une régionalisation plus approfondie .Cet organe, institué dans le cadre du bureau de Programmation Economique doit faire des propositions en vue de l'élaboration d'une planification régionale (1). Un inventaire systématique des différents problèmes régionaux a été établi, par des groupes de travail constitués à cet effet. Il a pour but de préparer, dans le cadre d'une programmation nationale , une planification souple du développement des différentes parties du territoire belge.

4) au Luxembourg :

Le Luxembourg malgré l'exiguïté de son espace national, connaît aussi une certaine hétérogénéité capable de compromettre un développement équilibré. La concentration des activités économiques dans l'environnement de la capitale et dans le bassin minier du canton d'Esch a créé des disparités que le gouvernement du Grand-Duché a entrepris de résorber, au moment où son pays s'intégrait dans une union européenne. Son action s'est concrétisée dans une loi-cadre votée par le Parlement le 2 juin 1962 (2) .Ce texte législatif donne aux pouvoirs publics les moyens d'octroyer une aide financière aux entreprises réalisant dans l'intérêt général des opérations d'extension, de con-

-
- (1) VAN WATERSCHOOT (J) : "Vers une programmation économique régionale en Belgique " .
C.E.E. Objectifs et méthode de la politique régionale dans la communauté européenne . Bruxelles 1964
- (2) CAMY(P) : " La politique régionale au Luxembourg " .
Objectifs et méthodes de la politique régionale dans la Communauté Européenne . Bruxelles - Mars 1964 .

version ou de rationalisation .Par la suppression du chômage, par une utilisation plus rationnelle des ressources nationales une telle politique possède des prolongements régionaux .

5) en Italie :

Les problèmes économiques de l'Italie sont dominés par la présence d'une vaste zone sous-développée : le Mezzogiorno. L'instauration d'une politique régionale ne pouvait être que centrée sur ce déséquilibre .

La situation économique de cette partie de l'Italie n'est pas nouvelle .Elle est le fruit d'une longue évolution . Toutefois,c'est seulement en 1950 qu'une action de grande envergure a été entreprise à son niveau .

A cette date,le tableau économique est extrêmement sombre. Une agriculture à faible productivité, y prédomine. Les activités industrielles sont peu nombreuses . Le sous-emploi ,soit déguisé, soit apparent est la conséquence inéluctable de ce faible niveau d'activité. L'infrastructure souffre de la médiocrité des moyens de communication . Les conditions de vie sociale sont peu évoluées. Si l'on ajoute à cela, l'accélération de la croissance démographique, il est incontestable que le niveau de vie,déjà faible, tend à se détériorer en valeur absolue ; et aussi, en valeur relative,car ce sous-développement contraste avec le mouvement d'industrialisation poursuivi dans la partie nord du pays. L'ampleur du déséquilibre ,donnant une structure dualiste à cette économie,ne pouvait que conduire à l'élaboration d'une politique correctrice .

La " Caisse du Midi" a été constituée par une loi du 10 août 1950. L'originalité de cet organisme, en dehors de son statut, est d'entreprendre une action globale (1). Il a pour but d'édifier un plan de travaux extraordinaires destinés à

(1) PESCATORE (G) : " Les modalités de l'intervention des pouvoirs publics en Italie méridionale, le rôle de la Caisse du Midi et les effets de son action" .

créer les conditions favorables au développement futur de cette économie.

L'accent est mis, en priorité, sur l'établissement d'une infrastructure moderne. La construction de routes, de voies ferrées, les adductions d'eau, les travaux de bonification et d'irrigation doivent apporter à ce territoire les équipements de base qui lui font défaut. L'objectif fondamental de ces investissements, dont la rentabilité n'est pas immédiate, encore qu'elle entraîne une certaine augmentation de l'emploi local, est de créer l'infrastructure indispensable à l'implantation d'activités industrielles.

Cette première phase, de pré-industrialisation, doit favoriser l'injection de capitaux en provenance de l'extérieur. Une deuxième étape consiste à entreprendre une politique d'incitation financière capable d'attirer les industriels.

L'impact géographique de cette politique est très étendu. Il dépasse le cadre d'une seule région et s'étend à plusieurs d'entre elles. Des actions plus limitées dans l'espace ont été entreprises. Le plan de rénovation de la Sardaigne, le plan de développement économique de la Calabre, en sont deux exemples (1).

En dépit de ces premiers efforts, l'accentuation du déséquilibre se poursuit, ce qui montre la nécessité d'accentuer la politique de développement en faveur des régions les plus en retard.

Ainsi donc, quoique sous des formes différentes, l'action régionale devient la règle à l'intérieur des pays membres de la Communauté Européenne. Les techniques de régionalisation sont encore trop récentes pour avoir revêtu leur forme définitive. La tendance à l'aggravation des disparités de développement rend leur mise au point plus nécessaire que jamais.

(1) DELLA PORTA (G) : " La programmation régionale en Italie, expériences, problèmes, solutions possibles dans le cadre de la Communauté Européenne " .

C.E.E. Conférence sur les Economies Régionales.

Bruxelles Décembre 1961.

Mais le phénomène n'est pas spécifique aux pays industrialisés, ainsi que ces premiers exemples pourraient le laisser penser. Des pays, tels que la Grèce, dont le niveau de développement est pourtant moindre, se heurtent à des difficultés du même ordre .

C)- L'exemple de la Grèce :

La Grèce souffre, comme toute économie, des inégalités qui se manifestent entre les différentes parties de son territoire. Ces disparités engendrent même des écarts extrêmement importants. Mais le déséquilibre prend une forme particulière en raison de la forte opposition qui existe entre, d'une part, la forte concentration autour de la capitale athénienne, et, d'autre part, le reste du pays (1).

La région d'Athènes représente plus de 20 % de la population grecque, plus du tiers de l'emploi industriel total et 38 % des activités tertiaires. La province, par contre, possède une structure nettement agricole. Mais la qualité de cette activité est médiocre. La faible importance des entreprises industrielles existantes ne permet pas de maintenir un niveau d'emploi suffisant. L'émigration nourrit la concentration athénienne .

Le premier " Programme quinquennal pour le développement économique de la Grèce " qui couvrait la période 1960- 1964 s'est nettement orienté dans le sens de l'action régionale. Beaucoup plus que sur l'industrialisation de la province par le transfert d'activités athéniennes, l'accent est mis sur le développement d'industries nouvelles. Un support institutionnel a été créé pour l'application de cette politique de développement. Des régions ont été dessinées à partir des divisions administratives. Un Service de Développement Régional est cons-

(1) ATHANASSOPOULOS (D) : "Développement régional et aménagement du territoire en Grèce " .

Revue d'Economie Politique - Janvier -Février 1964 .

titué dans le cadre du Ministère de la Coordination . Il doit posséder un organe de relai, portant la même dénomination ,dans chaque région. Un comité régional est adjoint à ce dernier pour lui formuler des avis. La fonction de ce service de développement régional ,institué dans chaque région, est extrêmement vaste: il doit tout d'abord préparer l'exécution de plans régionaux, puis il sera chargé de leur exécution . En fin de compte, une structure cohérente est mise en place, dans le sens d'une régionalisation croissante, pour lutter contre le déséquilibre spatial du développement .

Une préoccupation régionale se retrouve dans les pays jeunes, qui viennent d'accéder à l'indépendance politique ,et qui s'efforcent, par une planification, d'assurer leur indépendance sur le plan économique .

D) L'exemple de pays africains :

L'élaboration d'un programme de développement national, particulièrement dans les pays " où tout est à faire " ne saurait être conçue sans référence à la dimension régionale .

Cette nécessité se trouve tant au niveau de l'étude des structures de l'économie considérée qu'à celui de la fixation des objectifs du plan (1) . Une connaissance exacte des structures économiques requiert la prise en considération des différenciations infra-nationales . De même, la projection géographique des investissements proposés est indispensable à l'étude de leurs effets de diffusion .

C'est pourquoi, certaines jeunes nations nourrissent le projet d'établir des plans régionaux, dans le cadre de la planification nationale .Des efforts particuliers ont été effectués au Sénégal, et à Madagascar (2) .L'expérience est parti-

(1) PENOUIL (M) : " La région dans la planification économique des pays en voie de développement " . Revue d'Economie Politique Janvier -Février 1964.

(2) PENOUIL (M) : " La région dans la planification économique des pays en voie de développement " . op cit .

culièrement poussée dans ce dernier pays où la mise en place d'un cadre institutionnel s'effectue progressivement pour soutenir la procédure de régionalisation. Des comités régionaux du plan et du développement sont, en effet, prévus. Une décomposition régionale du territoire est entreprise.

Le lien entre planification et régionalisation est étroit. Il n'est, dès lors, pas surprenant que le problème se soit aussi posé dans les pays dont l'activité économique est régie par un plan impératif. L'exemple de l'U.R.S.S. suffit à le prouver.

E)- L'exemple de l'U.R.S.S. :

Enfin, dans les pays collectivistes dont l'activité économique est le fruit d'une organisation poussée, la dimension régionale ne pouvait manquer de devenir l'un des cadres de cette administration (1).

Pourtant, les praticiens du socialisme n'ont pas toujours été convaincus de son opportunité et l'histoire de l'organisation économique soviétique est celle de plusieurs revirements.

La première phase de cette histoire, celle du capitalisme d'Etat qui suit la révolution d'octobre, est celle de l'institution de conseils territoriaux de l'économie nationale, plus connus sous le nom de " sovnarkhozes " (2). Ils sont un organe de relai des autorités centrales. L'avènement du communisme de guerre correspond à une accentuation du pouvoir de ces dernières, à un renforcement de l'organisation verticale de l'économie. La période des plans quinquennaux est le théâtre d'une centralisation croissante. La planification repose sur une décomposition par branches de l'activité économique. Les inconvénients de cette méthode ont été dénoncés par KROUCHTCHEV. Elle entretenait dans les ministères techniques une tendance à l'autarcie,

(1) CHAMBRE (H) : " L'aménagement du territoire en U.R.S.S. : Introduction à l'étude des régions économiques soviétiques " Paris 1959

(2) MARCZEWSKI (J) : Les relations entre l'Economie Nationale et les Economies régionales en URSS ". Aspects Internationaux des Problèmes d'Economie régionale-Editions de l'Institut de Sociologie de Solvay 1958.

de même qu'une absence de coordination, sur le plan horizontal. Des gaspillages nombreux en résultaient tels que la commande à plusieurs centaines de kilomètres de produits qui auraient pu être trouvés sur place. Ces critiques annonçaient une réforme qui est intervenue le 10 mai 1957. Elle modifie l'administration des principaux secteurs de l'industrie, et de la construction, en créant des organes à assise territoriale. Des "sovnarkhozes" dont le nom rappelle ceux qui avaient existé jusqu'en 1932, sont créés. En 1961, ils font l'objet d'un regroupement en 17 grandes régions économiques à la tête desquels un Conseil remplit une mission de coordination. En novembre 1962, le nombre de "sovnarkhozes" est réduit à 47. Un an plus tard, le nombre des grandes régions économiques est porté à 18.

Ainsi que l'écrit M. WRONSKI " La réforme de 1957 et les modifications qui l'ont suivie ont remis à l'ordre du jour les problèmes du développement régional " (1). Ceux-ci tendent, en effet, à s'intégrer, plus nettement dans les préoccupations des responsables du plan national.

Toutefois, une réorientation nouvelle vient d'être proposée par M. KOSSYGUINE, lors de la session plénière du comité central du parti communiste soviétique, qui s'est tenue en septembre 1965. Cette réforme opère une refonte totale des structures administratives de l'économie nationale (2). Les "sovnarkhozes" sont supprimés. La réorganisation verticale de l'industrie, par branches, s'accompagne de la restauration du système des ministères techniques, tels qu'ils existaient avant 1957. Ce nouvel effacement de la politique de régionalisation marque un retour à la tendance centralisatrice, dans le but d'améliorer le fonctionnement de l'appareil administratif.

Ainsi se poursuit l'alternance de l'organisation administrative soviétique entre une structure verticale et une structure à base régionale.

(1) WRONSKI (H) : " La localisation des forces productives en U.R.S.S." Revue d'économie politique Janvier Février 1964

(2) LE MONDE du 29 septembre 1965.

F) Conclusion

Le bref exposé de ces diverses expériences de régionalisation suffit à montrer l'ampleur du mouvement . Il devient de moins en moins pensable que le développement puisse être conçu, abstraction faite de toute référence à l'espace. L'analyse spatiale de ce processus révèle d'importantes disparités qui incitent les pouvoirs publics à instaurer une politique économique correctrice .

Toutefois, des différenciations s'établissent, entre les pays, dans les modalités de cette politique . L'action régionale en est restée chez certains, à ses origines pragmatiques. Dans d'autres, au contraire, elle a perdu ce caractère exceptionnel pour devenir systématique . Elle est alors l'un des rouages fondamentaux de la politique économique globale .

Si l'on pose la question de savoir quelles sont les causes de cette diversification, il apparaît que le recours aux méthodes de planification doit nous fournir l'élément essentiel de notre réponse . Ce sont, en effet, les pays qui ont adopté les méthodes de planification ----- qui ont simultanément réalisé les efforts les plus poussés de régionalisation . La relation n'est pas surprenante . Ces deux procédures s'accompagnent d'une intervention croissante de l'Etat dans la vie économique .

La diversité que nous avons évoquée ne saurait nous conduire à une analyse de chacune des modalités de régionalisation . La double nécessité de limiter notre propos, tout en montrant l'originalité du mouvement de régionalisation actuel, nous invite à retenir l'exemple français .

La structure fortement centralisée de l'organisation administrative de notre pays, le développement des méthodes de planification font , en effet, du cas français un exemple particulièrement typique du phénomène . Celui-ci sera pour nous l'occasion de montrer comment la dimension régionale a accédé au rang d'institution .

SECTION II) LA DIMENSION REGIONALE DANS LES INSTITUTIONS :
L'EXEMPLE FRANCAIS DE REGIONALISATION :

L'action régionale, telle qu'elle s'est introduite en France, ne procède pas d'une politique conjoncturelle de résorption de " poches de chômage " comme ce fut le cas au début, en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis. Elle s'intègre, dès sa naissance, dans une perspective plus vaste d'aménagement du territoire dont la première formulation a été donnée par les pouvoirs publics, en 1950.

Plusieurs causes peuvent justifier cette origine.

- Tout d'abord, c'est dans les faits eux-mêmes que réside la première explication . Les déséquilibres spatiaux issus du développement se présentent en France sous une forme particulière. Il n'existe pas, dans les années qui suivent la Libération, de zones à sous emploi élevé. La mise en oeuvre immédiate d'une action très localisée ne s'impose pas . Il existe, par contre, un déséquilibre qui est loin d'être nouveau et soudain . Il est la résultante d'une évolution séculaire . De plus, il peut être perçu qu'au niveau de l'ensemble national. Symbolisé par l'opposition Paris-Province, il s'analyse dans une forte concentration autour de la capitale française et dans le dépérissement progressif de la majeure partie du reste du territoire. Dès lors, il prend une ampleur spécifique .

Toutefois, à eux seuls, les faits n'auraient pas suffi à déterminer cette politique nouvelle . La preuve en est que le déséquilibre existe depuis très longtemps. La prise de conscience de ce déséquilibre, de son importance, de sa gravité s'avérera aussi nécessaire .

C'est cette perception qui est le fait nouveau, Elle est due, en premier lieu, à l'effet psychologique créé par la publication d'un ouvrage synthétisant en formules simples et saisissantes l'opposition Paris-Province (1) . Le livre de J.F. GRAVIER

(1) GRAVIER (J.F.) : " Paris et le désert français
op cit .

avait le mérite de poser en termes clairs un problème dont les incidences étaient jusqu'alors ressenties plus ou en moins consciemment par chaque Français .

Cette publication a eu aussi le privilège de bénéficier de circonstances particulièrement favorables. L'après-guerre a été ,plus peut-être en France qu'ailleurs, l'occasion de changements profonds. L'effort de reconstruction s'organise dans le choix de priorités .Il se prolonge dans une politique délibérée de croissance .Le développement devient un phénomène de plus en plus organisé, de plus en plus contrôlé . Les déséquilibres qu' il engendre spontanément sont de plus en plus mesurés et conduisent à l'adoption de politiques correctrices .

La politique d'aménagement du territoire ,telle qu'elle est définie par M.CLAUDIUS-PETIT est ambitieuse ." En gros, écrit-il, l'Aménagement du Territoire,c'est la recherche dans le cadre géographique de la France,d'une meilleure répartition des hommes, en fonction des ressources naturelles et des activités économiques"(1). Les objectifs humanitaires de cette entreprise sont nettement exprimés.Au-delà des perspectives économiques que représenterait, pour la poursuite du mouvement de croissance ,l'atténuation de ces disparités ,c'est vers l'amélioration des conditions de travail, de logement, vers la constitution de plus grandes facilités de loisirs, et la diffusion de la culture que doit tendre cette politique .Sous toutes ces formes, elle doit viser à l'amélioration du bien-être de l'homme,dans tous ses rapports avec l'espace .

Enumérant les différentes orientations de cette politique M.Olivier GUICHARD, l'actuel responsable de son élaboration, lui reconnaît cinq objectifs .Il lui assigne tout d'abord des objectifs d'ordre public. L'aggravation du déséquilibre peut devenir insupportable, notamment par le vide qu'il suscite dans certaines régions. En second lieu, elle peut satisfaire,comme ce

(1) Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme : " Pour un plan national d'aménagement du territoire " .

Paris Février 1950 p.3

(2) GUICHARD (O) : 'Aménager la France - Laffont -Gonthier 1965- p.25

fut le cas avant la guerre ,des impératifs militaires. Une excessive concentration du potentiel militaire en un petit nombre de points du territoire est un facteur de vulnérabilité . Sur le plan social, elle doit s'orienter vers une réduction des disparités de revenus entre régions; toutefois, la validité d'une telle recherche cesse dès que l'assistance prodiguée aux plus pauvres d'entre elles ne trouve plus sa justification économique .Une finalité culturelle lui est également assignée, dans le but de favoriser le développement intellectuel des populations.Enfin, cette politique doit " permettre,selon l'expression de Monsieur GUICHARD, une meilleure progression économique d'ensemble"(1).

La finalité économique n'est donc qu'un élément, parmi d'autres, de cette politique .Par ses multiples aspects,celle-ci revêt un caractère global.Nul, peut-être que Monsieur Pierre MASSE ,n'a mieux situé sa spécificité en la présentant comme une " projection géographique de la société de l'avenir"(2) .

Par contre, les moyens qu'elle est susceptible de mettre en oeuvre sont de nature essentiellement économique. Une meilleure répartition des activités économiques apparaît en effet comme le soubassement de cette vaste entreprise de remodelage de l'espace français .La rénovation de l'agriculture, l'équipement touristique, la décentralisation culturelle, mais surtout l'industrialisation sur un plan décentralisé en sont les moyens (3).Le problème est envisagé,dans un premier temps,sous l'angle Paris-Province .Il s'agit de rechercher les moyens de freiner la concentration parisienne et de réanimer la Province. Une direction de l'Aménagement du territoire est créée,dans le cadre du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. Diverses méthodes sont instituées pour favoriser la création

i

-
- (1) GUICHARD (O) : "Aménager la France " op cit p .25
(2) MASSE (P) : " L'aménagement du territoire ,projection géographique de la société de l'avenir ".
Revue d'Economie Politique - Janvier Février 1964
(3) Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme :
" Pour un premier plan national d'aménagement du Territoire " Paris février 1950.

d'entreprises nouvelles en province, mais la politique d'aménagement du territoire, bien qu'intégrant l'espace dans la politique de développement, n'a pas encore donné naissance à une véritable action régionale.

Pourtant, depuis plusieurs années déjà, des groupements privés s'étaient manifestés à ce niveau. La constitution en 1943, d'un Comité d'Etudes et d'Aménagement de la Région de Reims en était la première illustration. D'autres exemples suivront. Un comité identique se constitue en Moselle en 1946. Le Comité d'Etudes et de Liaison des Intérêts Bretons est né en 1951. Certains d'entre eux se forment dans le cadre du département : d'autres adoptent un cadre plus large. La formation de ces premiers comités d'expansion montre que la province ne saurait être conçue comme un ensemble, et que des distinctions sont à faire à l'intérieur de celle-ci.

Il faut attendre 1955, pour assister à une orientation nouvelle, qui marque une tendance nettement régionale de la politique d'aménagement du territoire. L'exposé des motifs qui précède la série de décrets du 30 juin 1955 marque clairement la volonté des pouvoirs publics d'adopter la dimension régionale comme instrument de coordination de leur politique. " En vue de préparer des mesures à prendre pour favoriser l'essor économique des diverses régions, il est apparu nécessaire d'établir des programmes d'action régionale dont l'objet sera de coordonner, dans un cadre régional, l'activité des diverses administrations, et l'utilisation des moyens financiers dont elles disposent, avec les mesures à prendre pour encourager les initiatives privées propres à exploiter les possibilités économiques et les ressources de ces territoires"(1).

Le but de ces programmes est de promouvoir l'expansion économique et sociale des différentes régions. Le cadre de

(1) Journal officiel du 2 juillet 1955 : " Décrets du 30 juin 1955 tendant à stimuler la mise en valeur des régions souffrant de sous emploi ou d'un développement économique insuffisant. Exposé des motifs ".

celle-ci est déterminé par un arrêté du 28 Novembre 1956 (2).

Parallèlement à ces derniers, est décidée la création , par une loi du 7 Août 1957, de plans d'aménagement régionaux, dont le but est de favoriser une répartition géographique harmonieuse de la population et de ses activités (2).

L'absence de démarcation très nette entre ces deux documents conduit à leur fusion en un plan unique, décidée par un décret du 31 décembre 1958 (3). Ce nouveau plan est intitulé "Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire " . Pour l'application de ces plans, des circonscriptions sont déterminées, avec quelques légères modifications par rapport au ressort géographique des programmes d'action régionale. Elles ont été instituées par un décret du 2 juin 1960 (4).

Dès lors, la dimension régionale devient le cadre d'une politique économique . Il s'agit en l'occurrence d'une politique globale de développement . Cet avènement se concrétise par deux faits essentiels : il suppose, tout d'abord, la détermination d'un cadre territorial à l'intérieur duquel cette politique sera mise en oeuvre . Il requiert , en second lieu, la constitution d'un cadre institutionnel spécifique .

1)- Le cadre territorial :

La délimitation d'un espace-plan doit être en rapport étroit avec la nature de la politique décidée . La politique de développement régional doit couvrir en France l'ensemble du pays. La question s'est posée de savoir quel devait être le ressort territorial de chaque plan . La solution n'est pas évidente.

(1) Journal officiel du 6 décembre 1956 : Ministère des Finances et des Affaires économiques. Arrêté du 28 novembre 1956 définissant le cadre des programmes d'action régionale .

(3) Journal officiel du 10 août 1957 : Loi n° 57-908 du 7 août 1957.

(4) Journal officiel du 4 janvier 1959 : Décret n° 58-1459 du 31 décembre 1958.

(4) Journal officiel du 3 juin 1960 : Décret n° 60-516 du 2 juin 1960.

Les difficultés que soulève sa recherche découlent des caractères propres à cette dimension .

A l'échelon de la nation, l'élaboration d'une politique de même nature n'a pas à résoudre un tel problème. La zone géographique à l'intérieur de laquelle elle peut s'appliquer est nettement délimitée par l'existence de frontières politiques, au-delà desquelles l'Etat ne dispose d'aucune souveraineté.

La région présente la double particularité de ne pas être délimitée territorialement et de ne pas posséder un centre de décision propre, car elle n'est pas une unité politique . Elle est, nous l'avons vu, une création nouvelle, à des fins proprement économique. Or, la confection d'un plan exige que le domaine d'application de celui-ci soit géographiquement délimité .

Le problème se poserait différemment en Allemagne Occidentale où la structure fédérale de ce pays comprend des unités politiques infra-nationales : " les " länder " . Ceux-ci disposent de pouvoirs politiques importants ainsi que de l'autonomie financière . Ils sont, au premier chef, compétents en matière de politique régionale . La France, Etat unitaire , ne dispose pas d'une telle structure, sur laquelle aurait été susceptible de s'appuyer sa politique de développement régional . Les régions ont dû être créées de toutes pièces . L'absence de cadre pré-établi l'imposait .

On a dit bien souvent du découpage du territoire français en circonscriptions d'action régionale qu'il avait , sur tous les autres projets, le mérite d'exister . Ce jugement traduit, avec à propos, le caractère de compromis de la solution adoptée. La nécessité d'entreprendre la rédaction de plans régionaux exigeait une solution rapide . Toutefois, des concessions ont été faites. L'empirisme de la solution adoptée a suscité des critiques . Des tentatives de dépassement ont été effectuées.

A) La détermination territoriale des circonscriptions d'action régionale :

La " Désagrégation spatiale "(1) de la nation française opérée par cette régionalisation, répondait à des préoccupations économiques .Il était logique qu'elle se fasse conformément à ces critères .

Toutefois, une telle entreprise ne pouvait ignorer les divisions administratives sur lesquelles elle allait se greffer.

Le résultat de cette double exigence est que la solution effective est un compromis :

L'organisation administrative française repose sur une collectivité territoriale fondamentale ,le département .

Cette circonscription créée à des fins administratives et n'ayant aucune vocation économique ne paraissait en aucune façon vouée à devenir le support d'une politique économique de régionalisation .De plus , le nombre excessif de départements, et leur exiguïté corrélative ne pouvait qu'aboutir à un éparpillement néfaste des objectifs de développement .

Mais le département présentait, par contre, le double avantage de faire l'objet d'une délimitation territoriale entérinée par une ancienneté plus que séculaire ,et de posséder une structure organique . Sans l'adopter en tant que tel, il était commode de l'utiliser comme base de référence pour décomposer en régions le territoire national .

Cette solution intermédiaire revient à faire un pas en avant sans bouleverser les structures territoriales existantes. Elle a consisté à regrouper un certain nombre de départements en unités plus vastes dites circonscriptions d'action régionale. Le nombre de départements contenu dans chacune d'entre elles varie de l'une à l'autre . L'espace national est divisé en 21

(1) LOMBARDINI (S) : " Les analyses économiques pour la préparation d'un plan régional" .
Revue d'Economie Politique Janvier -Février 1964.

circonscriptions . Le nombre de départements oscille entre deux pour l'Alsace, la Haute-Normandie et le Nord et huit pour les circonscriptions Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes . Le chiffre de quatre est le plus couramment répandu .

Le tableau . XV en donne la composition exacte telle qu'elle résulte du décret du 2 juin 1960 portant harmonisation des circonscriptions administratives -(1). Si l'on essaie de rechercher les critères qui ont présidé à la détermination de ces 21 circonscriptions d'action régionale, il apparaît , au premier chef, une très grande diversité. Les autorités responsables de ce découpage ne cessent de souligner la double nécessité de tenir compte des préoccupations économiques et d'utiliser les découpages administratifs en vigueur . Mais au-delà de ces contraintes , se dessine un certain empirisme soucieux de ne pas imposer un moule uniforme et d'accorder une place importante aux particularités locales . La conséquence en est que certains critères retenus pour une circonscription ne le sont pas pour une autre . L'arbitraire participe pour une certaine part à cette oeuvre de décomposition . Les pouvoirs publics le reconnaissent d'ailleurs sincèrement . Il est même des conclusions qui situent parfaitement les limites de ce découpage : Un raisonnement par élimination semble avoir finalement entraîné la délimitation présente de la Picardie . Les auteurs du plan relatif à cette dernière ne le cachent pas : " On voit mal d'ailleurs quel groupement interdépartemental autre que celui finalement retenu eût été plus satisfaisant , voire possible " écrivent-ils (2).

Les lignes directrices qui ont guidé cette oeuvre de " désagrégation " sont assez difficiles à préciser . Si l'on essaie toutefois de noter les différents critères retenus , il est possible de dissocier ceux qui tendent à jouer un rôle déterminant de ceux qui sont utilisés accessoirement .

(1) Journal officiel du 3 juin 1960 : op . cit .

(2) Journal officiel des 25 et 26 Mai 1964 : Circonscription d'action régionale Picardie*Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire p.4.398

TABLEAU XV : Désignation des circonscriptions
d'action régionale

Circonscriptions d'action régionale	Départements
Nord	Nord, Pas de Calais
Picardie	Aisne, Oise, Somme
Région parisienne	Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise
Centre	Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre et- Loire, Loir-et-Cher, Loiret
Haute-Normandie	Eure, Seine-Maritime
Bretagne	Côtes-du-Nord, Finistère, Ile-et-Vi- laine, Morbihan
Pays de la Loire	Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée
Poitou-Charentes	Charente, Charente-Maritime, Deux- Sèvres, Vienne
Limousin	Corrèze, Creuse, Haute-Vienne
Aquitaine	Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et- Ga- ronne, Basses Pyrénées
Midi-Pyrénées	Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne
Champagne	Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne
Lorraine	Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle Vosges
Alsace	Bas-Rhin, Haut-Rhin
Franche-Comté	Doubs, Jura, Haute-Saône, Territoi- re de Belfort
Bourgogne	Côte d'Or, Nièvre, Saone-et-Loire, Yonne
Auvergne	Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de- Dôme
Rhône-Alpes	Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire ; Rhône, Savoie, Haute-Savoie
Languedoc	Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées Orientales
Provence-Côte d'Azur	Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Ma- ritimes, Bouches-du-Rhône, Corse, Var Vaucluse
Basse-Normandie	Calvados, Manche, Orne

1)- Les critères fondamentaux :

a)- Le critère essentiel ,qui paraît être à l'origine de la formation des circonscriptions d'action régionale est la présence d'une certaine unité : elle permet d'individualiser l'ensemble dessiné. La perception de cette unité est aisée dans certains cas ; elle l'est beaucoup moins dans d'autres .

Il faut aussi remarquer qu'elle n'est pas seulement économique.Elle peut recouvrir des réalités géographiques, historiques, sociales etc ...

L'individualité de la circonscription du Nord, ressort très nettement sur le plan économique . " Il y en France, peu de communautés régionales qui dominent à un tel point le cloisonnement départemental " précisent les auteurs du plan concernant cette entité (1) .Le bassin houiller a été un trait d'union solide entre les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais; mais leur interpénétration dépasse le cadre industriel, elle se réalise aussi sur le plan agricole, sur le plan commercial.Cette unité se retrouve sur le plan humain,groupant des populations aux habitudes de vie très similaires .

L'identification régionale était très aisée pour l'Alsace ,dont le passé politique a fortement imprégné sa structure économique mais aussi sociale .

Elle l'était aussi pour la Bretagne dont l'originalité est nettement marquée dans tous les domaines .Il en est de même pour la Lorraine dont la délimitation de l'ancienne province a survécu en dépit des transformations économiques.

Il est des circonscriptions dans lesquelles, l'unité , moins apparente, est plus difficile à percevoir . Le tracé des limites territoriales de la Picardie est beaucoup moins net du fait du caractère très ouvert de cette partie du territoire aussi bien vers la région parisienne ,que le Nord ou l'Est .

(1) Journal Officiel du 17 Avril 1959 : Région du Nord -
Programme d'action régionale p. 4241

Il est ,enfin, des cas ,où la recherche d'une unité régionale n'a pu être le critère déterminant .L'inclusion de la Lozère dans la circonscription d'action régionale du Languedoc en est une illustration éloquentte . Si la fusion des départements côtiers que sont les Pyrénées -Orientales, l'Aude, l'Hérault et le Gard se justifie par l'homogénéité de leurs structures économiques (qui procède d'ailleurs d'une véritable unité géographique), par contre, l'adjonction de la Lozère ne peut s'expliquer de la même façon . Le programme d'action régionale qui avait été établi en 1959 pour les quatre départements de l'Aude, du Gard, de l'Hérault et de la Lozère (le département des Pyrénées-Orientales primitivement dissocié de cet ensemble sera intégré au moment de la constitution des circonscriptions d'action régionale) reconnaissait explicitement cette disparité en prévoyant un traitement particulier pour la Lozère .La structure économique de ce département est en effet beaucoup plus proche, par les problèmes qu'elle pose,de celle du Massif Central que de celle des régions viticoles du Languedoc.

b)- Le second critère dont l'influence est déterminante, mais qui ,à la différence du précédent, ne souffre aucune exception est le respect rigoureux des limites départementales . Aucun département n'est écarté entre deux circonscriptions . C'est un impératif absolu que se sont imposés les auteurs du découpage .

Cette subordination de l'économique à l'administratif a posé de nombreux problèmes .Sur le plan économique, le département n'est pas nécessairement doué d'unité .Il arrive bien souvent qu'il se décompose en plusieurs éléments.Dès lors,dans la mesure où elles respectent les limites départementales, les circonscriptions d'action régionale ne tiennent plus compte des seuls phénomènes économiques.Un exemple des difficultés soulevées par ce compromis,nous est fourni par la circonscription Provence-Côte d'Azur. En raison de la présence de deux grandes villes, Marseille et Nice,cette dernière méritant, selon les termes du plan régional " par son importance et son éloignement

d'être dotée d'un certain nombre d'attributs généralement accordés aux capitales régionales (1), la division de cette circonscription en deux unités distinctes Provence et Côte d'Azur avait été envisagée. Le projet a finalement échoué. L'une des causes essentielles de cet échec a été la nécessité de tenir compte des limites départementales. En effet, si la Côte d'Azur englobe la totalité des Alpes-Maritimes, une fraction des Basses-Alpes et du Var aurait dû également lui être attachée. Le cas du département du Var qui, de par sa position géographique, est partagé par l'influence respective de ces deux grandes villes, est particulièrement typique. Il prouve l'absence de signification économique des délimitations administratives.

Cet exemple précis n'est pas isolé. Nombreux sont les départements dont l'une des parties est nettement orientée, par ses relations économiques, vers une circonscription voisine. Conscients de cette réalité, les auteurs des plans régionaux ne manquent pas de préciser, chaque fois qu'ils le jugent utile, que ces plans feront l'objet d'une coordination entre circonscriptions voisines.

A côté de ces critères déterminants, d'autres éléments interviennent, mais de façon moins constants.

2)- Les autres critères :

Parmi ceux-ci, la présence d'une importante agglomération urbaine constitue un facteur incontestable de cohésion. A ce titre, la circonscription Rhône-Alpes paraît être l'une des régions les mieux polarisées autour de la ville de Lyon, encore que la validité de cette unité soit contestée par l'existence de Grenoble. De même, la ville de Toulouse exerce une puissante attraction sur la circonscription Midi-Pyrénées. Il arrive que le pôle urbain ne soit pas formé d'une seule, mais de deux villes, créant ainsi un axe central. Tel est le cas en particulier

(1) Journal officiel du 14 janvier 1961 : " Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire pour la circonscription de Provence-Côte d'Azur. "

de la Lorraine possédant à la fois Metz . et Nancy .

En revanche, certaines circonscriptions d'action régionale présentent la particularité de ne pas s'ordonner autour d'une grande ville .Le propre de la circonscription Poitou-Charentes est en effet de contenir seulement un certain nombre de ~~préfectures~~ de moyenne importance, dont la rivalité qui les oppose n'est pas l'un des moindres traits(1).

La diversité des circonscriptions procède également de solutions divergentes apportées au problème de la taille des régions. Le rapprochement des critères successivement invoqués pour justifier la formation de l'ensemble Rhône-Alpes et la dissociation de la Bourgogne ~~et~~ de la Franche-Comté en est un exemple .

L'arrêté du 28 Novembre 1956 déterminant le cadre géographique des programmes d'action régionale avait distingué la région du Rhône , formée des départements de l'Ain , de l'Ar-
dèche , de la Drôme , de la Loire et du Rhône, et la région des Alpes comprenant l'Isère , la Savoie, et la Haute- Savoie . Une note précisait toutefois qu'un programme commun pourrait être établi pour les deux régions. C'est finalement cette solution qui a été retenue, et la circonscription d'action régionale Rhône-Alpes en a réalisé la fusion . L'un des mobiles qui a le plus poussé à ce regroupement est l'intérêt représenté par la constitution de grandes unités , " Il y a avantage , en général , quand c'est possible, à prendre comme cadre d'étude et d'action de grandes régions, dont l'unité organique résulte de la complémentarité d'éléments différents , plutôt que de petites régions plus homogènes peut-être, mais précisément trop petites et trop peu diversifiées pour fonder une croissance autonome et équilibrée(2). C'est ainsi que l'avantage de grandes régions est nettement affirmé .

(1) LABASSE (L) : "A la recherche d'un cadre régional " Aménagement régional et démocratie économique . Economie et Humanisme 1960.

(2) Journal officiel du 24 août 1960 : Région du Rhône et des Alpes .Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire.

Or, cette solution a été expressément rejetée en ce qui concerne la partie Centre-Est du territoire français . La distinction de la circonscription Bourgogne et de la circonscription Franche-Comté en est la traduction . Dans le but de former une nouvelle grande région, à l'image de la précédente, cette éventualité de groupement avait été envisagée. Elle a finalement été repoussée. D'autres critères ont prévalu, tenant compte de particularités locales . Des différenciations relatives au passé historique (l'individualité de la Franche-Comté date de 1366), à la géographie, et au comportement respectif des Bourguignons et des Francs-comtois sont les éléments de cette dissociation. " Hommes de l'Est, sérieux , voire graves , les Francs-Comtois sont volontiers repliés sur eux-mêmes; peu communicatifs, ils n'accordent pas de prime abord leur confiance à un inconnu Habitants d'un pays ensoleillé, les Bourguignons apparaissent plus gais, plus communicatifs, optimistes parfois jusqu'à l'insouciance"(1) .

C'est, en ces termes , qu'ont raisonné les dessinateurs de ce découpage . Les avantages présentés par la grande région leur ont paru, en l'espèce , plus faibles que l'individualisation de chacune de ses composantes .

Une autre exemple nous est donné par le morcellement du Massif Central, qui constitue néanmoins un ensemble économique doué d'une certaine unité . Non seulement , il est décomposé en deux circonscriptions que sont l'Auvergne et le Limousin (cette dernière étant de taille relativement faible), mais encore, un certain nombre de départements situés à la périphérie ont été rattachés à des circonscriptions voisines. Tel est le cas , déjà cité, de la Lozère . C'est celui aussi de l'Aveyron qui fait partie de la circonscription Midi-Pyrénées . La situation économique -- très proche de chacune de ces différentes zones semblait solliciter une seule et même politique

(1) Journal Officiel du 4 Novembre 1961: Circonscription de Franche-Comté . Plan régional de développement économique, et social et d'aménagement du territoire p. 10.040.

de développement .Une grande région aurait été ainsi constituée. Telle n'a pas été l'avis des pouvoirs publics .

Parmi les autres critères , qui ne sont pas à eux seuls décisifs, mais dont la présence confirme l'individualité de certaines circonscriptions, une place est faite souvent à l'unité administrative. A l'unité géographique de l'ensemble Poitou-Charentes s'ajoute précisément le fait qu'administrativement, les départements qui le constituent dépendent de la même IGAMIE. Tel n'était pas, en revanche, le cas du département de la Vendée, qui aurait pu en apparaître comme le complément naturel, mais qui dépend administrativement de Rennes. Ce dernier a été finalement intégré à la circonscription des Pays de la Loire .

Ce sont aussi des raisons d'ordre administratif , qui ont entraîné la décomposition du bassin parisien . La situation particulière de l'agglomération parisienne et de son environnement rural immédiat justifiait pleinement une distinction . En revanche , une certaine homogénéité caractérise le pourtour de ce bassin . Sur ce plan agricole, les grandes exploitations jalonnent des zones fertiles; sur le plan industriel , la position de satellite vis-à-vis de la capitale française est nettement affirmée. D'une façon générale, un certain déséquilibre se dessine du fait de la trop grande proximité de Paris. Celui-ci se retrouve indistinctement sur l'ensemble du pourtour. Du point de vue économique , rien n'impose une décomposition de celui-ci en un certain nombre de circonscriptions. D'un point de vue administratif , il en est autrement, et c'est cet aspect du problème qui a, en fin de compte, prévalu . La forme annulaire que revêt cette zone a fait craindre de sérieuses difficultés d'organisation administrative. C'est pourquoi, au-delà des traits communs qui ont été décelés, des éléments de distinction ont permis d'introduire un découpage . Les circonscriptions d'action régionale de Picardie, de Champagne en sont les émanations.

Enfin, les pouvoirs publics ont marqué avec insistance la superposition parfaite de certaines circonscriptions avec le ressort d'associations privées soucieuses, précisément , d'expri-

mer une présence régionale . Certains comités d'expansion économique se sont en effet spontanément constitués au niveau de plusieurs départements. Ainsi ,en est-il du Comité d'Etudes Régionales Economiques et Sociales (C.E.R.E.S.) formé dans la région du Nord ; du comité régional d'aménagement et d'équipement du bassin lorrain qui a réuni les comités d'expansion des quatre départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges .Il en est de même pour le Comité d'Etudes et d'Action pour l'Economie Alsacienne, et pour le Comité d'expansion économique et social du Centre -Ouest dont le ressort territorial s'identifie avec celui de la circonscription Poitou-Charentes .

C'est dire, en conclusion, que l'analyse économique n'a pas été le critère exclusif de cette oeuvre de détermination régionale. Dans plusieurs cas, elle s'est effacée au profit d'un certain empirisme . Cette solution de compromis a grandement facilité la mise en place des régions. Reste néanmoins le problème essentiel de savoir si ces dernières, telles qu'elles se présentent, constituent des espaces valables pour la mise en oeuvre d'une politique de développement .

L'un des traits les plus remarquables de cette décomposition est le nombre relativement élevé de circonscriptions d'action régionale. Les " Länder " allemands sont seulement au nombre de huit si l'on excepte ceux dont la structure est spécifiquement urbaine. L'étroitesse relative des unités françaises suscite des critiques . Les responsables officiels en sont pleinement conscients puisqu'ils n'hésitent pas à qualifier, dès maintenant, ces dernières de " cadre géographique de transition " (1). Certaines tentatives de dépassement de ce cadre jugé trop exigü sont, en effet, déjà élaborées .

(1) VIOT (P) : " Aspects régionaux de la planification française " -
Commissariat au Plan 1963.

B) Les tentatives de dépassement :

L'opposition devient courante entre les circonscriptions d'action régionale officielles et ce qu'il est convenu d'appeler la " Grande Région " . Celle-ci apparaît ,à plusieurs titres, plus satisfaisante que la précédente .

1)- La Grande Région et l'analyse géographique:

Les géographes insistent sur le fait qu'une région se définit essentiellement par son centre et se délimite en fonction de l'aire de rayonnement de ce dernier .En d'autres termes, il ne saurait exister de régions que dans la mesure où l'espace s'ordonne autour de villes coordonatrices. L'application de ce principe général de polarisation au cas particulier de la France donne une carte nouvelle ,dont la dissemblance est très nette avec celle qui reproduit les 21 régions de programme . Le nombre de grandes régions est lié à celui des grandes villes. Le territoire français s'ordonne autour de " sept pôles provinciaux"(1) en plus de Paris : ces agglomérations sont les suivantes :Lille, Nancy,Lyon, Marseille,Toulouse, Bordeaux et Nantes .Toutefois, la nécessité de résorber le vide qui menace de se créer dans le cadre du Massif Central exigerait la formation d'un pôle urbain supplémentaire, revitalisant cet ensemble et dont Clermont-Ferrand pourrait être le support (2) .Ainsi ,le territoire national ferait l'objet de neuf régions et non plus de vingt et une .

2) La Grande Région et l'analyse Socio-économique .

Prédisposés, par leur formation, à s'interroger sur l'opportunité de tout découpage de l'espace banal,des économistes se

(1) LABASSE (J) : " La portée géographique des programmes d'action régionale français " . Annales de géographie 1960

(2) LABASSE (J) : " La portée géographique des programmes d'action régionale français " op. cit .

sont joints aux géographes pour émettre des suggestions . Contrairement à ce que l'on pourrait penser ,ce ne sont pas des théoriciens, mais des praticiens qui ,en la personne des experts de la Commission de la Communauté Européenne, en sont les auteurs (1). L'absence de précisions sur le concept même de région, constatée dans le traité de Rome, les a incité. à combler cette lacune en élaborant une doctrine susceptible de servir de fondement à une politique régionale communautaire. Leur proposition de détermination de régions socio-économiques apparaît, en effet, comme une nouvelle tentative de dépassement du découpage français .

L'élaboration d'un cadre régional est indispensable à une approche concrète des inégalités de développement .Les principes directeurs de ce tracé ne sauraient ignorer les tendances inhérentes aux mécanismes économiques.Or, il est indéniable que l'interdépendance , la complémentarité des activités économiques suscitent des phénomènes de polarisation ." Un espace économique national s'articule ainsi en un certain nombre d'unités territoriales réunissant des activités économiques complémentaires et fortement liées ,gravitant autour de centres urbains où se localisent d'importantes fonctions économiques ,en particulier , les fonctions de décision (2) . La même idée d'ordonnement régional autour des grandes villes s'impose. Mais si l'analyse économique confirme les conclusions des géographes, elle se double ,dans les propositions de la Commission de la C.E.E., d'une analyse sociologique.Les facteurs sociaux constituent également,un puissant facteur d'individualisation régionale. Même dans le cadre national, des différenciations importantes peuvent exister. L'obligation pour certains travailleurs, de quitter ,faute d'emplois satisfaisants,la région où ils se trouvent et de s'établir à l'autre extrémité du territoire national ,n'est-elle pas pour eux,bien souvent , à l'origine d'un véritable déchirement ? L'exemple des mineurs de

(1) C..E.E "Essai de délimitation régionale de la Communauté Economique Européenne ". Conférence sur les Economies Régionales -Bruxelles - Décembre 1961.

(2) C.E.C. : "Essai de délimitation régionale de la Communauté Economique Européenne " . op cit p.68

Décazeville ,refusant de s'installer dans l'Est,est un exemple particulièrement aigu qui montre que l'attachement régional n'est pas un vain mot .Des difficultés réelles d'adaptation accompagnent les mouvements interrégionaux.Elles sont,sur le plan social,la traduction d'une certaine hétérogénéité que les découpages territoriaux ne peuvent méconnaître .Phénomène économique,la région est aussi un phénomène social. Sur ces deux plans, elle est douée d'unité.

De la formulation de principes généraux,élaborant une doctrine, à l'oeuvre concrète de délimitation,il y a un fossé qu'entretient la faible quantité d'instruments de mesure de cette unité.Dès lors , une part d'arbitraire risque de se glisser et d'affecter la qualité de la décomposition : L'utilité que présente, actuellement,cette oeuvre concrète impose toutefois ce sacrifice.

Des préoccupations nouvelles s'ajoutent du fait de la nature européenne de l'organisme qui a entrepris ces recherches. La volonté de la Commission,qui propose, mais ne décide pas,est clairement manifestée de ne pas froisser les susceptibilités des gouvernements et de prendre les différents découpages actuels comme base de référence plutôt que d'en suggérer une refonte totale,dans le cas où cela lui apparaîtrait nécessaire .

Cette attitude entraîne d'importantes concessions. Une même recherche de compromis se retrouve et la cellule administrative départementale,créée par les Constituants pour détruire l'esprit de province ,sert de fondement en 1961 à la détermination d'unités socio-économiques ! Il en est de même, en Italie , où les " Regioni" administratives font l'objet d'un regroupement . La République Fédérale d'Allemagne a soulevé quelques problèmes en raison de la faible taille de certains " Länder " ,essentiellement urbains,tels que ceux de Brême et Hambourg. Les Pays-Bas ont été, pour leur part,divisés en deux grandes régions . La Belgique et le Luxembourg ont été considérés comme formant, chacun d'eux,une seule région .

Si l'on excepte la situation très particulière, en raison de sa position géographique, de Berlin-Ouest, la République Fédé-

rale d'Allemagne fait l'objet d'une décomposition en huit grandes régions. La France est, quant à elle, divisée en neuf grandes régions socio-économiques. En fait, beaucoup plus que d'une réforme fondamentale, il s'agit d'une proposition d'élargissement du cadre régional. " Pour tenir compte de l'optique et des besoins de la C.E.E., ces circonscriptions d'action régionale ont été regroupées en un plus petit nombre de régions plus vastes qui tout en se conformant aux mêmes critères et aux mêmes contraintes, prennent, de surcroît, en considération la manière dont le Marché Commun paraît devoir agir sur les différentes parties de l'espace économique français"(1). Ces neuf grandes régions sont les suivantes : Paris, le Bassin Parisien, le Nord, l'Est, l'Ouest, le Massif Central, le Sud-Ouest, le Sud-Est et la Méditerranée.

La première d'entre elles, Paris, se limite à l'agglomération parisienne et à son environnement immédiat. La situation très particulière de la capitale dans l'espace économique français, ainsi que sa structure très spécifique, exigent ce traitement à part. La concentration excessive des activités économiques qui s'est réalisée en cette ville est une des données fondamentales du déséquilibre spatial de l'économie française.

Le Bassin Parisien, qui entoure la région précédente, réunit les circonscriptions du Centre, de Haute-Normandie, de Picardie, et de Champagne. Les pouvoirs publics français avaient reconnu l'unité de cet ensemble économique et l'avaient décomposé à des fins administratives, en raison de sa forme auréolaire. Sa spécificité découle de cette situation très particulière autour de la capitale. Elle requiert une politique de développement adéquate.

Le Nord présente l'avantage d'entériner la délimitation en vigueur. Son unité économique est incontestable.

L'Est réunit les trois circonscriptions d'Alsace, de Lorraine et de Franche-Comté. En dépit d'une certaine hétéroga-

(1) C.E.E. : " Essai de délimitation régionale de la Communauté Economique Européenne " . op cit .

néité, un tel regroupement s'opère autour de Strasbourg et Nancy.

L'Ouest s'identifie au Massif Armoricaïn et à ses prolongements immédiats. Il se caractérise par l'importance des activités agricoles et maritimes, mais surtout par une forte émigration démographique liée à la rareté des emplois secondaires et tertiaires. Il regroupe la Basse-Normandie, la Bretagne et les Pays de la Loire.

Le Massif Central, dont l'identité procède de ses caractères naturels, est doté d'une forte individualité. Bien que réalisant la conjonction de l'Auvergne et du Limousin, la proposition de la Commission de la C.E.E., présente le défaut d'entériner le démantèlement de cet ensemble en ce qui concerne le rattachement à des régions voisines de départements limitrophes à structure économique identique.

Le Sud-Ouest trouve sa personnalité dans un système agricole de polyculture, dans la présence d'industries artisanales, dans une faible structure démographique, mais aussi dans la présence de deux villes : Bordeaux et Toulouse, qui sont, en fait plus complémentaires que --- concurrentes. Il est constitué des trois circonscriptions suivantes : Midi-Pyrénées, Aquitaine, et Poitou-Charentes.

La "Méditerranée" regroupant le Languedoc et l'ensemble Provence-Côte d'Azur se superpose à la totalité du littoral. L'originalité de sa position géographique la distingue très nettement du reste du territoire.

Enfin, le Sud-Est réalise la fusion des deux circonscriptions, Rhône-Alpes et Bourgogne. L'identité de cet ensemble naît de l'équilibre de ses structures économiques et de ses potentialités de développement autour de l'axe Grenoble-Lyon-Dijon.

En dépit de sa subordination aux réalités administratives qui altère en partie la portée de cet effort d'analyse socio-économique, la proposition de la Commission de la C.E.E. présente l'avantage d'une simplification du découpage régional. Elle minimise aussi le danger de constitution d'ensembles économiques, soit insuffisamment peuplés, soit trop peu diversifiés pour former une unité cohérente.

Mais la Grande Région n'apparaît pas seulement comme un espace plus adapté à la mise en oeuvre du développement .Des auteurs , l'intégrant dans leurs préoccupations politiques , la présentent comme le support d'une réforme des structures administratives.

3) La Grande Région et l'analyse politique :

Tel est , notamment , le point de vue du professeur QUERMONNE, manifesté dans une proposition de réforme en faveur d'une véritable décentralisation (1) .La politique actuelle de régionalisation ne saurait entraîner ,selon cet auteur , une réelle promotion régionale .Par cette dernière, il faut entendre " la création ,au niveau régional,d'un véritable pouvoir de décision intégré " (2).

Cette promotion s'impose du fait de la mise en oeuvre de méthodes de planification nécessitant des relais régionaux valables ;elle s'impose,aussi, du fait de l'importance du handicap supporté par notre pays avec le déséquilibre Paris-Province au moment où se réalise l'intégration européenne : elle s'impose enfin en raison d'une crise de la démocratie que traverse notre pays, résultant d'une insuffisante participation des citoyens .

Les circonscriptions d'action régionale, qui présentent le vice originel de se superposer aux anciennes divisions administratives les entérinent plus qu'elles ne les mettent en cause. La simple coordination,qui se réalise à leur niveau ,est notoirement insuffisante .Il n'y a pas véritablement décentralisation .

Celle-ci peut, au contraire, trouver une expression satisfaisante dans le cadre de grandes régions . La division du territoire national en une dizaine de ces dernières présenterait plu-

(1) QUERMONNE (J.L.): " La région,aspects politiques et sociaux, formulation d'une hypothèse de travail " .
La Région.Colloque de Lyon (6-7 avril 1962).
Fondation Nationale des Sciences Politiques p.85et s.

(2) QUERMONNE (J.L.) : " La région,aspects politiques et sociaux formulation d'une hypothèse de travail " .op cit . p .88

sieurs avantages .Tout d'abord, elle favoriserait l'éclatement de sous-régions autour de villes de moyenne importance, telles que Annecy, Chambéry, Bourg ou Valence. Sur le plan administratif, elle éviterait un éparpillement néfaste à la bonne qualité de l'administration. Enfin et c'est, semble-t-il, aux yeux de l'auteur, son avantage décisif, elle " paraît constituer un niveau optimum de prise de conscience politique (3) . Cet échelon paraît , en effet, particulièrement favorable à la formation d'élites locales

La relation très nettement établie, par le professeur QUERMONNE, entre la taille des régions et la nature de leurs institutions, nous invite à aborder l'analyse de ce deuxième aspect du sujet . Bien que délimitée géographiquement, les circonscriptions d'action régionale n'auraient pas une consistance suffisante si elles n'étaient pas simultanément dotées d'organes. Le respect des limites départementales s'expliquait, en partie, ainsi que nous l'avons vu, par le désir de faciliter la création de ces derniers.

§ 2 : Le cadre institutionnel :

Le cadre institutionnel est le complément logique du cadre territorial . L'élaboration d'une politique de développement régional ne pouvait se concevoir sans la constitution simultanée de ce support institutionnel .

De même que pour le tracé des limites géographiques , les pouvoirs publics n'ont pas entrepris une création ex nihilo, ils se sont servis, une nouvelle fois, du cadre départemental. Puis, progressivement, ils se sont efforcés d'inscrire dans les institutions la spécificité de la dimension régionale . La finalité économique de son avènement s'est de plus en plus affirmée .

Bien que l'histoire de cette élaboration soit brève ,

(1) QUERMONNE (J.L.) : " La région aspects politiques et sociaux , formulation d'une hypothèse de travail".
op. cit . p. 93

puisque'elle ne couvre que quelques années, deux étapes successives peuvent être distinguées. La première fait simplement de la circonscription d'action régionale, un échelon de coordination interdépartementale. La deuxième met plus en évidence l'individualité de la région en la dotant d'institutions nouvelles et propres.

A) Les organes de coordination interdépartementale :

Ces premières institutions datent du décret du 7 janvier 1959 qui prescrivait, en même temps, l'harmonisation des circonscriptions des administrations et des services relevant de l'Etat et des circonscriptions des plans régionaux. Celui-ci institue, en effet, des conférences inter-départementales "ayant pour objet d'étudier et de coordonner les mesures d'application des programmes d'action régionale et d'aménagement du territoire et, d'une manière générale, de la politique économique du gouvernement"(1). Il prévoit, aussi, la désignation du préfet chargé de présider la conférence.

Plusieurs circulaires parues ultérieurement se sont efforcées de préciser les modalités d'application de cette innovation, ainsi que l'esprit dans lequel elle avait été envisagée.

Il est créé une conférence interdépartementale par circonscription d'action régionale. Elle comprend les préfets de chaque département et l'Inspecteur Général de l'Economie Nationale. Peuvent assister à ses séances des fonctionnaires à compétence régionale et les chefs de services départementaux susceptibles d'être intéressés par les problèmes étudiés. Des personnes privées peuvent être aussi invitées à participer aux travaux mais avec voix seulement consultative.

La conférence interdépartementale est présidée, de

(1) Journal Officiel du 11 janvier 1959 : Décret n°59-171 du 7 janvier 1959.

façon constante ,par l'un des préfets membres,explicitement désigné par le pouvoir central.Il s'agit ,très généralement , du préfet du département qui possède la ville la plus importante de la circonscription (préfet du Rhône pour la circonscription Rhône-Alpes,préfet du Puy-de-Dome pour l'Auvergne, de la Gironde pour l'Aquitaine etc....). Ce préfet est appelé préfet coordonnateur .Il a pour fonction essentielle d'organiser les réunions de la conférence ,sur proposition des autres membres, et en accord avec l'Inspecteur Général de l'Economie Nationale.Il est assisté, dans cette tâche, d'un sous-préfet, chargé de mission pour les affaires économiques,dont le rôle est d'assurer le secrétariat de la Conférence Interdépartementale.

Toutefois,cette fonction présidentielle assumée par le préfet coordonnateur ne saurait entraîner une quelconque atteinte au pouvoir réglementaire des autres préfets.Non seulement, ceux-ci conservent la totalité de leurs **prérogatives** à l'intérieur de leur propre département ,mais celui-là ne dispose sur eux d'aucun pouvoir hiérarchique .Le caractère collégial de la Conférence est **nettement** souligné dans les circulaires . Les décisions sont prises à l'unanimité.Au cas où un désaccord surviendrait entre les membres ,il est prévu que l'arbitrage **serait** rendu par le ministre compétent .

La nature de cette conférence est en étroite relation avec le rôle de coordination qui lui est assigné.Il ne s'agit pas, par son intermédiaire,de créer une unité administrative supplémentaire qui s'interposerait entre le pouvoir central et le département .Il s'agit simplement d'introduire une coordination en certains domaines au niveau de plusieurs départements.Les textes officiels présentent cette finalité avec insistance " la réforme a seulement pour but de réaliser,de la façon la plus souple possible, une coordination entre certaines activités départementales"(1).

(1) Journal Officiel du 27 Janvier 1961 : Circulaire du premier Ministre du 26 janvier 1961.

Les activités concernées se rapportent à la mise en oeuvre du plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire .La procédure requise ne pouvait s'accommoder de la multiplicité des départements.Le tissu de relations à établir aurait été d'une aberrante complexité.Plus simple était d'opérer un regroupement au niveau duquel se réaliserait la coordination nécessaire .

A côté des conférences interdépartementales créées par les pouvoirs publics,il existe des groupements privés rassemblant un certain nombre de personnalités locales,dits Comités d'Expansion Economique, dont la création des premiers est antérieure à la définition d'une politique d'aménagement du territoire.Très tôt, les pouvoirs publics se sont intéressés à eux. Une procédure d'agrément est prévue par un décret du 11 Décembre 1954 .Les Comités se constituent soit dans le cadre d'un département ,soit au niveau de plusieurs d'entre eux.Une faveur spéciale a été très vite manifestée pour ces derniers. " L'expérience a confirmé que les comités régionaux présentaient sur les comités départementaux d'incontestables avantages ",écrivait dès 1956 le ministre des finances aux préfets. La coordination qu'ils assurent dans la fonction qui leur est dévolue entre dans les projets officiels de régionalisation .Ils sont en effet l'organe consultatif situé aux côtés de la conférence interdépartementale et auquel cette dernière doit demander des avis.

Tel est, brièvement exposé, le cadre institutionnel initialement conçu pour réaliser la procédure de planification régionale.Le propre de la conférence interdépartementale, non seulement, en raison de sa composition, mais surtout à cause de son caractère collégial est d'être une émanation pure et simple d'une structure administrative traditionnelle. En dépit de son rôle coordonnateur,elle n'est pas parfaitement adaptée à la fonction pour laquelle elle a été créée.

De même si l'homologation des comités d'expansion économique traduit la volonté du pouvoir central d'associer initiatives

publiques et initiatives privées à l'élaboration du plan, il n'en reste pas moins que la procédure de consultation exige d'être amplifiée.

La planification, au moment où sa régionalisation est envisagée, a déjà acquis en France, ses lettres de noblesse. Quatre plans successifs ont permis d'affiner les méthodes employées. Leur utilisation, à ce nouvel échelon, ne saurait se satisfaire des institutions de coordination interdépartementale. Elle exige une structure institutionnelle plus adaptée, plus régionale qu'interdépartementale.

B)- Les nouvelles institutions régionales :

Cette réforme a été l'objet d'une série de décrets du 14 Mars 1964. L'expérience qui avait été tentée dans les deux circonscriptions d'action régionale de Bourgogne et de Haute - Normandie a été généralisée (1).

Son objectif est " d'instituer au niveau régional des structures solides permettant au gouvernement de mettre en oeuvre sa procédure d'aménagement du territoire tout en procédant aux consultations indispensables "(2).

1)- Les organismes institués :

Désormais, le cadre institutionnel de la région repose sur trois éléments : le préfet de région, la conférence administrative régionale et la commission de développement économique régional.

Le préfet de région se substitue au préfet coordonnateur. Il est le préfet du département où se situe le chef-lieu de la circonscription d'action régionale. Il est investi d'une très large mission de mise en oeuvre de la politique gouvernementale de développement économique et d'aménagement du territoire.

(1) Journal Officiel du 20 Mars 1964 : Décrets n° 64-250 à 64-252 du 14 mars 1964. Rapport au Président de la République.

(2) Journal Officiel du 20 mars 1964 : id -

Par rapport à son prédécesseur, des prérogatives nouvelles lui sont accordées, qui lui confèrent un réel pouvoir de décision .

Pour l'aider dans cette tâche, il est entouré d'un état-major à compétence économique, dénommé " mission régionale " et chargé de préparer ses décisions .

La conférence interdépartementale est remplacée par la conférence administrative régionale. Présidée par le préfet de région , elle est composée des préfets des autres départements, du Trésorier Payeur Général de la région, de l'Inspecteur Général ou de l'Inspecteur de l'Economie Nationale en fonctions dans la circonscription, et pour les problèmes de leur compétence, de représentants régionaux des ministres intéressés. La mission qui lui est confiée est extrêmement vague. Selon les propres termes officiels, elle " connaît des problèmes posés par les investissements publics, et par leurs incidences sur la vie économique et sociale de la région(1).

L'innovation la plus remarquable réside probablement dans l'institution d'une Commission de Développement Economique Régional . Elle marque le désir des pouvoirs publics d'organiser sur de nouvelles bases la procédure de consultation. Celle-ci était, jusqu'alors , assurée grâce à la présence des comités régionaux d'expansion économique, qui s'étaient constitués spontanément , mais qui avaient reçu, par la suite, l'agrément des autorités centrales. La création d'une institution nouvelle dépouille ces comités d'une partie de leurs fonctions . La raison de cette réforme semble procéder de la position prise vis-à-vis de l'action gouvernementale par certains d'entre eux (tendance à la politisation). D'après le professeur QUERMONNE, le cas particulier du C.E.L.I.B (Comité d'Etude et de Liaison des Intérêts Bretons), est, pour une certaine part, à l'origine de cette évolution (2). Les Comités d'expansion n'en continuent pas moins de subsister. La limitation ainsi portée à leur rôle est partiellement compensée par le fait qu'un certain nombre de leurs membres font éga-

(1) Journal Officiel du 20 mars 1964 : Décret n°64.251 du 14 mars 1964 - Art.22 .

(2) QUERMONNE (J.L) : " Planification régionale et réforme administrative " op. cit p.122

lement partie de la Commission de Développement Economique Régional. Les textes officiels prévoient que le président du Comité régional d'expansion est membre de droit de la C.O.D.E.R. En fait, la symbiose est plus étroite entre ces organismes puisque, selon les statistiques établies par la revue "L'Usine Nouvelle" (1), plus de 70 % des membres des C.O.D.E.R. sont membres soit d'un comité régional d'expansion, soit d'un comité départemental, soit d'un centre de productivité.

L'évolution récente montre la tendance des comités d'expansion à s'orienter plus nettement vers une fonction d'étude, de recherche et d'animation.

La Commission de Développement Economique Régional est composée de 20 membres au moins et de 50 au plus.

Elle doit comprendre, pour un quart de ses membres au moins, des conseillers généraux, des maires désignés par leur département. Toutefois, le maire du chef-lieu de la circonscription en est membre de droit.

La moitié de ses membres doit être désignée par les Chambres de Commerce et d'Industrie, d'Agriculture et des Métiers, par les organisations professionnelles et syndicales d'employeurs et de salariés de l'industrie, de l'agriculture et du commerce. Le président du Comité régional d'expansion économique est membre de droit.

Enfin, le surplus regroupe des personnalités désignées par arrêté du premier ministre en raison de leur compétence dans les domaines économique, social, familial, scientifique ou culturel.

De cette étude descriptive, quelques traits fondamentaux peuvent être détachés pour mettre en évidence le véritable esprit de la réforme.

2)- Les orientations de la réforme :

Plusieurs éléments nouveaux caractérisent son orienta-

(1) L'USINE NOUVELLE : N° 5 du 4 février 1965 p.28

tion.

Tout d'abord, peut être notée la substitution d'un organe unitaire à un organe collégial à la tête de la région. Dans l'ancien système, les décisions étaient prises dans le cadre de la conférence interdépartementale, à l'unanimité. Cet organisme était à structure collégiale. Désormais, c'est au préfet de région qu'il appartient de prendre les décisions susceptibles de l'être au niveau régional. Ses pouvoirs sont notablement supérieurs à ceux du préfet coordonnateur. Par contre, la conférence administrative régionale est désormais limitée à une fonction consultative.

En second lieu, la présence dans la Commission de Développement Economique Régional de représentants des organisations professionnelles souligne la spécificité de cet organisme. Il est partiellement fondé sur une représentation à caractère économique ou social. Déjà, les comités d'expansion économique étaient formés d'animateurs locaux. Par leur action personnelle, ceux-ci avaient suscité une prise de conscience de l'utilité d'une action régionale. Les fonctions de responsabilité qu'ils détenaient dans la vie économique les prédisposaient à ce rôle. L'institution de la Commission de Développement Economique Régional marque le désir des pouvoirs publics de les associer plus étroitement à l'oeuvre de planification économique. Ils n'y participent pas en tant que citoyens, mais en raison de la fonction économique qu'ils exercent personnellement dans le cadre de la région. La planification requiert la collaboration des cellules économiques fondamentales existant dans la circonscription.

La représentation des différentes catégories socio-professionnelles est importante au sein des C.O.D.E.R. Elle est encore accentuée par le phénomène de la double appartenance en vertu duquel un représentant des collectivités locales peut être en même temps membre d'une chambre d'agriculture, ou industriel ou avocat.

Cette double appartenance fait que la totalisation des membres de collectivités locales ou de catégories socio-profes-

sionnelles donne un chiffre supérieur au nombre total des membres des 20 C.O.D.E.R. (920 membres). L'analyse économique se doit de dépasser le cadre de la représentation juridique pour tenir compte de cette réalité. Le maire d'une commune rurale s'intéressera aux problèmes agricoles au même titre qu'un membre de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles. Ces remarques sont d'ailleurs valables pour chacune des catégories socio-professionnelles considérées.

Compte tenu de celles-là, les représentations des catégories socio-professionnelles se sont réparties de la façon suivante : (1)

Agriculture : Le chiffre théorique des représentants de l'agriculture dans les 20 C.O.D.E.R. est de 125 alors que le chiffre réel est de 170. Parmi ces 170 membres et en raison des multiples appartenances :

105 sont membres des chambres d'agriculture .

68 sont membres des fédérations départementales des syndicats d'exploitants agricoles .

27 sont membres de la mutualité agricole .

58 sont membres de la Coopération agricole .

39 sont membres des caisses de crédit agricole .

30 sont membres des jeunes agriculteurs .

10 sont membres des S.A.F.E.R.

Artisanat : Le chiffre théorique est -- 31 et le chiffre réel 37. Parmi ceux-ci, 29 sont représentants des chambres de métiers et 17 sont représentants des syndicats d'artisans.

Industrie : Le nombre des chefs d'entreprise (200) est supérieur au nombre de représentants du patronat (135). Sur ces 200 chefs d'entreprise :

131 sont membres des chambres de commerce.

40 sont membres des syndicats interprofessionnels patronaux .

(1) ces statistiques ont été élaborées par la revue "l'Usine Nouvelle " et présentées dans son numéro 5 du 4 février 1965 p.28.

11 sont membres des jeunes chambres économiques .

14 sont membres des jeunes patrons .

Salariés : Théoriquement, 146 représentants ont été prévus; ils sont en fait 185 , des salariés ayant été nommés au titre de personnalités qualifiées. En revanche, ils sont peu nombreux parmi les représentants des collectivités locales . Ils se répartissent ainsi :

30 sont des cadres et ingénieurs .

40 sont des représentants de la C.G.T.

39 sont des représentants de la CGT-FO.

40 sont des représentants de la C.F.T.C.

28 sont des représentants de la C.G.C.

et 1 représente les syndicats autonomes .

Activités sociales : 120 membres représentent des activités à caractère social.

15 sont membres des unions départementales d'associations familiales .

20 sont membres des caisses d'allocations familiales .

18 sont membres des caisses de Sécurité Sociale.

56 sont membres des organismes d'H.L.M.

Professions libérales : Peu de membres de ces professions ont été désignés parmi les personnalités qualifiées; toutefois, ils sont un certain nombre, notamment parmi les représentants des collectivités locales .

36 membres sont avocats .

8 membres sont avoués .

34 membres sont médecins .

2 membres sont experts-comptables .

Université : 48 membres de l'Université sont dénombrés parmi les 20 C.O.D.E.R.

Tourisme : 24 représentants des activités touristiques sont membres de ces commissions.

En résumé, une large place est faite aux activités économiques, soulignant l'orientation spécifique de l'organisation régionale . La représentation des organisations économiques (organismes professionnels, syndicats) est ainsi assurée dans une

assemblée qui doit émettre des avis sur les projets de développement régional proposés .

Enfin, le troisième caractère de cette réforme est qu'elle instaure une procédure de **déconcentration** des pouvoirs ,mais non une véritable décentralisation .

Selon une expression du professeur A.de LAUBADERE " la **déconcentration** se situe dans le cadre de la centralisation elle-même; elle est totalement étrangère à la décentralisation. Elle consiste, en effet, à augmenter les pouvoirs ou les attributions des représentants locaux du pouvoir central afin de décongestionner le pouvoir central ... Ainsi, par exemple, accroître les attributions des préfets en faisant descendre entre leurs mains des attributions qui appartenaient, antérieurement, aux ministres, c'est faire de la **déconcentration**, mais ce n'est évidemment pas faire de la **décentralisation** (1) " .

Abordant les problèmes soulevés par l'élaboration des plans régionaux, le professeur MILHAU n'a cessé de souligner la nécessité d'obtenir l'adhésion des populations concernées " .. le principe de l'adhésion qui n'est au fond que le principe de la démocratie appliqué à la vie économique, écrit-il"(2) . Non seulement celle-ci confère au plan sa légitimité ,mais surtout elle est la condition de son efficacité .La participation des populations régionales apparaît indispensable à la réussite de la politique de développement .

La participation est une des valeurs fondamentales de toute société démocratique. L'élaboration du plan est un moyen commode de la transposer dans le domaine économique .

Des efforts réels ont été effectués pour associer le Parlement français à la préparation du plan national . Si, jusqu'alors ,il se trouvait dans la quasi obligation d'entériner un plan déjà en cours d'exécution,avis lui a été demandé sur les grandes orientations du Vème plan. Le choix lui a été

(1) LAUBADERE (A.de): Traité élémentaire de droit administratif 2ème édition 1957- LGDJ p.71

(2) MILHAU (J) : " Problèmes de l'élaboration et de l'exécution des plans régionaux " . Avis et Rapports du Conseil Economique et Social . n° 10 du 15 mai 1960.

proposé entre trois types de croissance, trois options fondamentales.

L'institution d'une politique de développement régional ne pouvait éluder le problème, **non** seulement pour des raisons d'efficacité soulignées plus haut, mais aussi parce que la région doit constituer ,selon l'expression de P.VIAU un " lieu privilégié de participation" (1).

D'une part, en effet, la région constitue un ensemble économique d'une certaine taille, doué d'un minimum de complexité, et au niveau duquel se posent les problèmes économiques fondamentaux de choix des objectifs ,de maintien des cohérences et de mise en oeuvre des moyens.

D'autre part, la région est un espace à la mesure de l'homme et un cadre naturel de la vie sociale. La vie régionale est source de cohésion. L'avènement de ce nouveau cadre doit conférer à la démocratie une dimension nouvelle .

Les avantages de cette démocratisation sont multiples.

- Par leur participation active, les populations régionales se sentent directement concernées par l'établissement de perspectives de développement de leur économie. Le reproche généralement adressé aux " plans de technocrates" traduit une méfiance certaine vis-à-vis de tout ce qui est imposé du dehors;

- Cette participation doit constituer ,également, la garantie d'une meilleure connaissance de la vie économique régionale. Les problèmes économiques se doutent de considérations humaines dont l'acuité risque de ne pas être suffisamment ressentie par des instances centrales trop éloignées .

- Enfin, la participation est éminemment formatrice . Par les apports qu'elle requiert, elle favorise le développement d'élites capables de donner l'impulsion nécessaire aux forces régionales qui ne parviennent pas à . éclore . Elle est école de responsabilités et, à ce titre, elle se présente comme le moyen de rénover la vie régionale .

(1) VIAU (P) : Démocratie ,planification et aménagement .
Économie et Humanisme 1964 p.35 à 39.

S'interrogeant sur les modalités institutionnelles les plus adaptées à la définition d'une politique d'aménagement du territoire, M .MARTINI ,membre de la Conférence Européenne des pouvoirs locaux,s'est prononcé en faveur d'une réelle décentralisation . " Prévoir de véritables institutions,c'est-à-dire des organes locaux autonomes et dotés de pouvoirs réels, de caractère démocratique ,donc électif, auxquels incombe, en définitive, la décision sur le choix de la politique d'aménagement du territoire ... ", en est la condition nécessaire, écrit-il (1).

Force est de constater que la réforme de Mars 1964 ne satisfait pas de telles exigences .

D'une part, elle s'analyse dans le transfert de pouvoirs jusqu'alors détenus par les autorités centrales à l'instance régionale suprême que constitue le préfet de _ région . Celui-ci, par opposition au préfet coordonnateur est doté d'un réel pouvoir de décision .Il y a donc, simplement , déconcentration .

D'autre part ,la représentation populaire est limitée dans les Commissions de Développement Economique Régionale qui constituent désormais le support de la procédure de consultation au niveau régional . Les textes prévoient que les représentants des assemblées départementales et communales doivent former au moins le quart de leurs membres .Leur effectif de 255 montre que cette proportion minimale est très légèrement dépassée .

Toutefois,une correction importante est apportée à cette limitation de fait par la présence d'élus locaux parmi surtout les représentants des catégories socio-professionnelles. En raison de la diversité des appartenances,ils sont finalement plus nombreux. Au total, ont été dénombrés :(2).

(1) Conférence Européenne des pouvoirs locaux : Compte-rendu des débats .Cinquième Session . 7-10 avril 1964 - Strasbourg

(2) L'Usine Nouvelle : N°5 du 4 Février 1965 p.28

72 députés,
53 sénateurs
202 conseillers généraux
286 maires

C) Conclusion :

Ainsi, grâce à ses caractères fondamentaux, la distinction est très nette entre la nouvelle organisation régionale et les institutions administratives existantes. La région n'est pas une collectivité territoriale nouvelle; elle n'est pas une institution administrative supplémentaire ; elle est une institution de caractère purement économique .

Dès lors, l'expression de la dimension régionale s'affermirait. Elle ne s'analyse plus seulement en un espace économique relativement homogène à l'intérieur du territoire national et que l'on peut identifier grâce à son degré plus ou moins élevé de développement .

Les institutions dont elle est dotée constituent le support organique de la planification à ce niveau; elle devient un espace plan, un espace opérationnel.

Toutefois, il ne suffit pas de décider la réalisation d'une politique économique. La décision doit trouver son prolongement normal dans l'action , c'est-à-dire dans le déclenchement du processus cumulatif recherché dans les régions où il ne s'entretient pas spontanément .

Les possibilités de réalisation de cette politique sont liées à la nature même du développement . Tout le problème est de déterminer le résultat auquel elle est susceptible d'aboutir. L'analyse des caractéristiques majeures et tendances principales du développement doit nous permettre de déceler les contraintes qui risquent de s'imposer .

DEUXIEME PARTIE

LES CONTRAINTES DU DEVELOPPEMENT

La mise en oeuvre d'une politique de développement régional n 'a pas seulement provoqué l'émergence de la dimension régionale. Elle pose, également, le problème économique fondamental de la création d'un processus de développement à l'intérieur d'espaces infra-nationaux où il ne s'est pas réalisé ou entretenu spontanément .

Le développement est un phénomène économique .Les flux qu'il engendre ne s'arrêtent pas aux frontières politiques . Toutefois, il serait inexact de nier l'impact de ces délimitations territoriales sur son expression .

Le développement est, au premier chef, le fait de nations. C'est à l'intérieur de cet espace qu'il a pris une consistance réelle.L'histoire économique en donne de multiples illustrations. La Grande-Bretagne, la France ont été les premières nations où il s'est manifesté .Dans de nombreux cas, d'ailleurs, la constitution de nations a été une étape antérieure à son démarrage. L'indépendance politique des Etats-Unis, l'unification de l'Allemagne ont été des facteurs favorables à la naissance de ce processus, sur ces territoires respectifs. De nos jours encore, l'indépendance politique, n'est-elle pas présentée comme le préalable nécessaire à la recherche de l'indépendance économique?

Divers facteurs institutionnels font en effet de la nation un centre de cohésion privilégié .

Les frontières ont progressivement acquis un degré élevé d'étanchéité favorable à l'éclosion d'une activité économique assurant, grâce à une certaine auto-suffisance, l'indépendance économique du pays .

Mais l'édification d'une nation est aussi synonyme de suppression des frontières à l'intérieur de l'espace constitué .

La disparition de toutes les formes d'obstacles à la diffusion des flux d'échanges, dans le cadre de l'espace national, est propice au libre développement des activités. En permettant aux complémentarités les plus diverses de s'exprimer, elle entraîne la formation d'un ensemble économique doué d'une certaine complexité.

Enfin, l'Etat, exerçant le monopole de la contrainte publique, dispose de moyens qui l'autorisent à définir une stratégie, conforme à l'intérêt de la nation. L'organisation de la libre concurrence à l'intérieur des frontières, le contrôle des échanges extérieurs ont été des manifestations de cette stratégie.

Des modifications sont intervenues ultérieurement tenant compte des contraintes imposées par le développement. Celui-ci est par définition un phénomène dynamique; il est mouvement; il est aussi croissance; il est encore modification de structures. Une adaptation de la stratégie élaborée s'est avérée nécessaire.

La crise de 1929 succédant à d'autres crises, mais dépassant les précédentes par son intensité, a montré la faillite des mécanismes du marché, qui n'assuraient plus la régulation automatique de l'activité économique. L'Etat s'est trouvé dans l'obligation de dépasser son rôle d'Etat-Gendarme et d'intervenir directement.

Cette intervention a trouvé une expression fructueuse dans l'adoption d'un système de planification. Le déroulement de l'activité économique n'est plus aveuglément confié au libre fonctionnement de mécanismes naturels. Il fait l'objet d'une organisation consciente. Des objectifs sont définis comme état la volonté de la nation et les pouvoirs publics mettent en oeuvre les moyens adaptés à la recherche de cette finalité :

Mais les transformations ainsi apportées ne se limitent pas à l'instauration d'une procédure de planification. Certains Etats ont pris conscience des dangers que présentait pour leur devenir un protectionnisme trop étroit. Si le développement est un phénomène national, la qualité et l'intensité de celui-ci, sa complexité dépendent, ainsi que nous le verrons,

de la taille des nations. Les grandes nations bénéficient d'un certain nombre de facteurs qui favorisent leur accession au stade d'économie complexe . Désavantagées, des nations de plus faible importance ont entrepris de supprimer les frontières qui les isolent les unes des autres et de se fondre en un nouvel ensemble économique.Ce dépassement des frontières nationales a pour effet de créer un nouvel espace économique,une dimension nouvelle à laquelle le développement va spontanément s'adapter, parce qu'il manifeste une tendance de plus en plus nette à trouver une plus complète expression au niveau d'espaces de plus en plus grands.

L'évolution actuelle de l'économie française est particulièrement représentative de cette double évolution .D'une part , depuis presque vingt ans,le développement de l'activité économique de notre pays fait l'objet d'une procédure de planification. D'autre part, la France est l'une des six nations européennes qui ont décidé d'intégrer leurs économies pour constituer un ensemble comparable aux grandes puissances actuelles .

En d'autres termes, le développement tend, simultanément à s'affirmer au niveau de deux dimensions différentes, mais qui présentent le dénominateur commun d'être supra-régionales.Il n'y a pas contradiction entre ces deux tendances, si l'on tient compte du caractère transitoire de la période dans laquelle nous nous trouvons ,l'intégration européenne n'étant pas encore complètement élaborée.

Cette double tendance peut se décrire ainsi :

-En ce qui concerne sa finalité, le développement est, et reste, un phénomène national.Il est organisé en vue de la satisfaction d'objectifs nationaux .

-En ce qui concerne ses mécanismes, les forces qui l'animent tendent à trouver une expression plus complète,dans un débordement du cadre national,lorsque celui-ci apparaît trop exigu.

Dès lors, on peut se demander dans quelle mesure ces contraintes qui sont des données, ne vont pas limiter les possi-

bilités de réalisation d'une politique de développement au niveau régional. L'impact de ces contraintes sera analysé en trois étapes successives intitulées :

Chapitre I : Développement économique et dimension nationale .

Chapitre 2 ; Développement économique et dimension européenne .

Chapitre 3 : Les limites d'une politique de développement économique régional.

CHAPITRE I : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET DIMENSION NATIONALE :

Définie comme infra-nationale, la région constitue en premier lieu, une partie d'un ensemble plus vaste qu'est la nation . On peut alors se demander si le développement de celle-ci n'entraîne pas ,logiquement, celui de ses différentes composantes. La présence dans les pays les plus développés de régions en difficulté montre qu'il n'en est pas nécessairement ainsi .

A vrai dire, la question posée est très récente .Elle n'était pas formulée lorsque les seuls mécanismes naturels régissaient le développement de l'activité économique. Il ne saurait en être de même aujourd'hui, où le développement fait l'objet d'une organisation consciente. La mise en oeuvre de plans a été la traduction d'une politique économique nationale destinée à remédier à l'insuffisance des initiatives privées, à rechercher une meilleure satisfaction de l'intérêt général .

Quelques années plus tard, une politique de développement régional a été également décidée .

La présence simultanée de ces deux politiques pose le problème de leur compatibilité .

Celui-ci aurait été énoncé en des termes différents si la nation et la région étaient deux sujets macro-économiques distincts, capables non seulement d'exprimer leur finalité respective, mais aussi de prendre des décisions, et de mettre en oeuvre les moyens qui permettraient d'atteindre le but recherché. Chacune suivant sa logique propre, veillerait à la maximisation de son intérêt particulier .

La structure politique des sociétés nationales est ,à cet égard , à considérer .En République Fédérale d'Allemagne les Etats Fédérés disposent ,en certains domaines d'une autonomie nécessaire à la recherche de leur intérêt propre .

En France, les régions ,qui ne bénéficient pas de la même structure organique, ne jouissent pas de la même autonomie.

Entre elles et la nation, se glissent d'importants facteurs de différenciations.

La nation n'est pas seulement un espace géographique délimité par des frontières politiques. Elle possède des institutions qui la dotent d'un centre de décision spécifique : l'Etat. Responsable de l'intérêt national, celui-ci est également capable de décision et d'action.

Tel n'est pas le cas de la région. D'une part, le territoire qui la matérialise est, par définition, une partie du territoire national, un espace ouvert. D'autre part, en dépit du cadre institutionnel que lui ont donné les récentes réformes, elle ne dispose pas d'un centre de décision autonome. Elle ne figure pas dans la catégorie des sujets économiques, car selon l'expression du professeur BARRE (1) ceux-ci " sont actifs ; ils agissent de façon intentionnelle ; ils déterminent le processus économique ; ils prennent des décisions qui assurent la mise en oeuvre de plans qu'ils élaborent ". La région est insusceptible d'une action indépendante. Elle est une dimension seconde. Elle est seulement en mesure de ressentir son intérêt, sans pouvoir agir de façon autonome en vue de cette fin.

L'intérêt régional est en effet vigoureusement ressenti. Il revient aux groupements privés, dont nous avons constaté la formation spontanée, d'en avoir favorisé la prise de conscience. L'appellation de l'un des plus célèbres d'entre eux, le Comité d'Etude et de Liaison des intérêts bretons, reflète parfaitement cette finalité. De la formulation de cet intérêt à l'établissement de revendications, il n'y a qu'un pas et il a été, parfois, franchi. L'un des membres de ce même C.E.L.I.B., dont l'activité est particulièrement intense, ne déplorait-il pas, il y a peu de temps " la situation économique et sociale de la Bretagne, sacrifiée par le gouvernement qui a manqué à sa parole en ne faisant pas voter la loi-programme promise. Pour la grandeur française, ajoutait-il, non sans amertume, il faut un Paris, une

(1) BARRE (R) : Economie Politique : Tome I -
Thémis P.U.F p.129

agglomération parisienne qui puisse équilibrer la Ruhr "(1). Le ton de polémique, que contient cette défense de l'intérêt régional, traduit une rancœur issue d'un sentiment d'insatisfaction. Mais si elle est douée de conscience, la région n'est que cela.

Systématisant, ... - cette spécificité, le professeur Daniel VILLEY va même jusqu'à mettre en doute la signification véritable de l'intérêt régional." Quant à la région, déclare-t-il, ce n'est pas un sujet, et le problème qui se pose à propos de la région est celui de savoir dans quelle mesure on peut donner un sens à l'intérêt d'un territoire qui n'est pas un sujet collectif, qui n'est pas un sujet politique" (2). Sa réponse est catégorique. " L'intérêt d'un territoire qui n'est pas une entité politique, qui n'a pas d'être social et politique propre susceptible d'accroissement ou de diminution : Cela me paraît quelque chose qu'on ne peut concevoir que par analogie, par abstraction. Cela me paraît quelque chose de très, très irréel et inconsistant " (3).

Le professeur AUSTRUY admet, par contre, la possibilité d'existence d'un optimum régional au même titre qu'un optimum pour l'individu isolé, pour la famille, pour le village, pour la nation, pour l'ensemble supra-national, pour l'humanité(4). Mais, reprenant l'interprétation du professeur André MARCHAL relative au processus d'élargissement du cercle des relations humaines, il intègre ces différents niveaux d'optimisation possible dans un ordonnancement hiérarchique. L'optimum pour un espace-plan déterminé n'est en fait qu'un sous-optimum pour l'espace-plan de dimension supérieure. A la limite, il n'est de véritable optimum qu'au niveau de l'humanité toute entière .

(1) Le Monde du 18 Février 1964 : " Le Comité d'Etude et de Liaison des intérêts bretons lance une campagne d'informations "

(2) VILLEY (D) : Intervention au Congrès des Economistes de Langue Française 1959. Problème de développement régional . Cujas 1959 p.83.

(3) VILLEY (D) : op.cit. p.83

(4) AUSTRUY (J) : Le Scandale du développement op.cit. p.268

Le processus d'élargissement du cercle des relations humaines n'ayant pas encore atteint ce stade final, force est de tenir compte, dans la détermination actuelle de l'optimum, des " espaces clos de solidarité existants "(1). Mais il ne s'agit là que d'une phase transitoire qui doit préparer l'avènement du stade final. Elle y parviendra, d'une part en favorisant les conditions d'élargissement des cercles de solidarité, d'autre part, en évitant les " retours en arrière "(2)

Le retour en arrière que constitue le régionalisme présente le danger d'une sous-optimisation. Cette crainte est expressément ressentie par le professeur MONTEIL : " Les intérêts dits régionaux peuvent être en contradiction avec les objectifs nationaux; finalement, l'optimisation régionale : optimisation partielle, est une sous-optimisation sur le plan national; peut-être même à long terme sur le plan régional. Le tout est sacrifié pour la partie, peut-être même, plus tard, incidemment, le tout sans la partie " (3) .

En fait, il n'est pas certain que la politique de développement économique régional ~~entre-~~ entreprise entretienne une telle menace. Il en serait ainsi si elle était orientée vers la réalisation de l'optimum économique au niveau de chaque région considérée.

Notre propos aura pour but de montrer que cette politique est conçue et ne saurait être appréciée que dans l'intérêt de la nation. Elle s'analyse dans la recherche de l'optimum national.

L'intérêt régional ne saurait être satisfait que dans la mesure où il se superpose à celui de la nation. Cette subordination trouve sa justification dans des fondements théoriques et son expression dans le système de planification .

(1) AUSTRUY (J) : Le Scandale du développement p. 268

(2) AUSTRUY (J) : Le Scandale du développement p. 268

(3) cité par J. AUSTRUY : Le Scandale du développement .
p. 269.

SECTION I) LA FINALITE DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL

Si la nécessité d'une politique de développement régional est de moins en moins contestée, en revanche ,les interprétations les plus diverses sont émises sur sa finalité.Certains auteurs la considèrent comme une oeuvre à caractère social, qui se justifierait pour des raisons d'équité, mais dont le calcul économique serait quasi-totalement absent . Telle est l'opinion de l'économiste libéral HEILPERIN qui attribue un peu confusément à cette entreprise la qualificatif de régionalisme et met en doute sa signification économique . " Personnellement, affirme-t-il, je crois que s'il y a du régionalisme ,c'est pour des raisons socio-politiques plutôt que pour des raisons nettement et strictement économiques "(1). D'autres auteurs insistent au contraire sur la rationalité économique de cette politique.Cette diversité d'interprétation prouve que le sujet est encore très controversé et que l'accord est loin d'être réalisé sur sa finalité véritable.

Il revenait aux responsables officiels de cette politique de prendre position, mais aussi d'élaborer les fondements théoriques de leur action en faveur d'une réduction des disparités régionales .

Au-delà de la nécessité d'une politique d'aménagement du territoire tenant compte des rapports de l'homme avec l'espace, se pose, en effet, la question de savoir jusqu'où peut aller celle-ci.L'espace national s'est différencié. Des inégalités se sont créées à l'intérieur de celui-ci,concrétisant des déséquilibres dont la menace d'aggravation est réelle.La politique d'aménagement du territoire doit-elle tendre à la suppression totale de ces inégalités ? Quelle serait la valeur de ce nivellement .?

La nécessité s'affirme de plus en plus de posséder un certain nombre de critères précisant non seulement l'utilité de cette politique, mais aussi ses limites. Nécessaire, l'action

(1) HEILPERIN : Intervention au Congrès des Economistes de Langue Française . " Problèmes de développement régional " . Cujas 1959 p.57.

régionale ne saurait revêtir un caractère systématique .Ces deux aspects du sujet constitueront les deux étapes de notre approche .

D'une part, il apparaît, en effet , que le développement de l'économie nationale requiert une réduction des disparités régionales.

D'autre part, le développement régional ne saurait constituer une fin en lui-même .

§ 1: La nécessité d'une politique de développement régional :

L'utilité d'une politique de développement régional est à peu près unanimement reconnue. Toutefois, les justifications vont de considérations purement humanitaires, animées par un idéal de justice, à l'introduction du calcul économique .

Cette politique ne saurait être interprétée comme une simple oeuvre d'assistance, procédant d'un sacrifice plus ou moins imposé aux régions les plus riches en faveur de celles qui sont les plus pauvres, et qui serait effectuée dans le seul intérêt de ces dernières . " S'agissant non plus d'individus mais de régions, écrit M.FRAPPART, une formule d'assistance pure et simple risquerait fort de contribuer à cristalliser les situations " (1) .La véritable finalité de cette politique s'exprime au niveau de la nation toute entière, et dans l'intérêt de celle-ci .

Elle se dévoile à la lumière d'un simple raisonnement a contrario. L'utilité d'une politique de développement régional ressort dès que l'on s'interroge sur les conséquences qu'aurait son absence . L'évolution économique spontanée , lorsqu'elle ne supporte aucune correction, favorise l'aggravation des déséquilibres régionaux. Le refus d'une politique correctrice équivaudrait à l'acceptation implicite de cette dernière . Or, sa présence affecte le développement de toute la nation.

(1) FRAPPART (C) : "Aménagement du territoire et choix économiques" .Premier Ministre .Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale 1965 .

Successivement, deux sortes de justifications ont été apportées à la mise en oeuvre de cette politique. Elles correspondent à deux étapes différentes .

Dans une première phase, lorsque -- l'accent était mis sur le contraste Paris-Province , l'accroissement des coûts, **résultant d'** une très inégale répartition des activités économiques sur le territoire national, était présenté comme le fait majeur du déséquilibre global .

Désormais, l'analyse en termes de coûts tend à faire place à l'établissement d'une relation plus étroite entre les déséquilibres régionaux et le phénomène du développement . La politique de réduction des inégalités économiques entre régions s'intègre dans la recherche globale d'une certaine qualité du développement .

A) L'analyse en termes de coûts :

Cette analyse se situe au niveau de la nation, dans son intégralité. Il est certain qu'à l'échelon d'une entreprise , le calcul effectué serait très différent . Il est fort possible que l'implantation d'une unité de production soit avantageuse pour la firme et à l'inverse coûteuse pour la nation . Cette divergence provient du fait que l'entreprise ne comptabilise pas tous les coûts de cette opération, mais seulement ceux dont elle supporte effectivement la charge .

Le déséquilibre Paris - Province , sous cet angle, est à un double titre , générateur de coûts . Non seulement , l'accroissement de la concentration parisienne entraîne des dépenses croissantes d'urbanisation, mais encore , la dévitalisation progressive qui frappe certaines parties du territoire national paralyse le libre développement de leur activité économique .

1) Les coûts de la concentration parisienne :

Sur un espace géographique donné, il existe un niveau optimum de population qui permet de minimiser les dépenses collectives par habitant. En deçà, l'accroissement démographique provoque une augmentation moins que proportionnelle de ces dépenses. Au-delà, la variation de ces dernières devient plus que proportionnelle. Des calculs sont entrepris sur la détermination de ce peuplement optimum (1).

Il n'est pas nécessaire d'en attendre le résultat chiffré pour affirmer que l'agglomération parisienne l'a très nettement dépassé. L'afflux constant de population vers la capitale a pour effet d'accentuer les charges d'urbanisation. Les **coûts** de cette congestion ne sont pas seulement économiques ils sont aussi sociaux.

Les coûts sociaux croissants traduisent une détérioration des conditions de vie des habitants. Le problème du logement y revêt une particulière gravité. Selon les conclusions d'une enquête du C.R.E.D.O.C. réalisée en 1961 et 1962, il apparaît que les logements de la région de Paris (2) sont à la fois plus anciens, plus mal équipés, et plus exigus que ceux des autres grandes agglomérations françaises. Quelques statistiques suffisent à le prouver (3). Dans la région de Paris, la proportion de logements construits depuis 1948 était, en 1961-1962, de 16 % contre 22 % dans les autres grandes agglomérations. Le pourcentage de logements dépourvus d'eau était de 10 % dans la première contre 7 % dans les secondes. La part d'habitations en état de surpeuplement critique ou tempo-

-
- (1) ANTOINE (J). "Développement et fonctions économiques des Villes" Revue de l'action populaire N° 165 de Février 1963
- (2) La région de Paris regroupait les 3 anciens départements de Seine, Seine et Oise, Seine et Marne. C'est le territoire auquel s'appliquait la loi du 2 Août 1961 instituant le District de la région de Paris.
- (3) Délégation Générale au District de la Région de Paris : "Avant-projet de programme duodécennal pour la région de Paris " 1963.

raire admissible était respectivement de 25 % et de 16 % .

Les difficultés de circulation s'ajoutent, à l'éloignement du foyer d'habitation du poste de travail pour alourdir les fatigues quotidiennes du parisien. Environ 70 % de la population active de Seine et Oise et 60 % de celle de Seine et Marne possède un emploi hors de sa commune résidentielle -(1). Une majorité de salariés parisiens emprunte plus d'une heure par jour les transports en commun. A l'importance numérique des déplacements s'ajoute l'irrégularité des flux. Aux heures de pointe, les lignes de banlieue sont surchargées, alors qu'aux heures creuses elles sont utilisées en-dessous de leur capacité .Lorsque le trafic est intense, la Gare Saint-Lazare enregistre le passage de plus de 1000 personnes à la minute .Le réseau routier n'est plus adapté aux besoins de l'époque actuelle.En 1962 ,environ 1.500.000 véhicules automobiles étaient enregistrés dans le département de la Seine,contre 350.000 seulement en 1949.Le faible nombre des grandes artères de dégagement suscite des goulots d'étranglement.Le coût de cet encombrement de la circulation routière dans Paris, en tenant compte des pertes de temps qu'elle provoque et des dépenses supplémentaires qu'elle entraîne en consommation d'essence,en gaspillage d'huile,en services de police, a été estimé, en 1958, à une charge annuelle de 70 milliards d'anciens francs .

Les autres équipements collectifs sont également insuffisants, mais plus même que la ville de Paris, c'est en banlieue,où se produit la croissance démographique ,que cette carence se manifeste le plus nettement .

Dans l'enseignement, la pénurie de locaux est généralisée; elle est apparente à tous les échelons .C'est toutefois, dans la couronne urbaine ,que les difficultés d'intégration des jeunes enfants en âge scolaire ,dans les classes primaires sont les plus grandes. Dans l'enseignement du second degré ,

(1) NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES : N° 2.708 du 20 Octobre 1960
" L'Aménagement de la région parisienne .Première partie.
L'agglomération parisienne " .
La documentation française .

et surtout technique , tous les élèves satisfaisant aux conditions d'entrée ne peuvent être admis, faute de place. Enfin, chacun sait que l'exiguïté des locaux, dans l'enseignement supérieur, ne doit sa solution présente qu'au taux d'absentéisme élevé des étudiants. En matière d'équipement hospitalier , les carences les plus aiguës sont ressenties en banlieue, où le manque d'hôpitaux est notoire . L'urbanisation n'a pas entraîné la création simultanée des services publics indispensables. La déficience de l'équipement sportif est également grave ; il est significatif de constater que Paris ne possède qu'une piscine pour 200.000 habitants. Enfin, en matière d'équipement culturel, le contraste est apparent entre le Paris prestigieux et le reste de l'agglomération où théâtres, musées, bibliothèques font défaut.

Les problèmes d'alimentation en eau, d'assainissement et d'approvisionnement de cette vaste zone urbaine se posent avec une égale intensité . La Délégation Générale au district de la région de Paris rapporte qu'en 1959, l'alimentation en eau, en raison de la sécheresse qui sévissait, n'a pu être résolue que par l'exode des parisiens partant en vacances à l'occasion du 14 Juillet . A l'heure actuelle, l'eau de source ne représente plus que la moitié de la consommation; les rivières fournissent l'autre moitié. 300.000 mètres cubes d'eau sont quotidiennement puisés , par la Station de Saint- Maur, dans la Marne , et 400.000 m³ d'eau le sont, par la Station d'Ivry, dans la Seine . La capacité productive des équipements existants menace d'atteindre son plafond , de nouveaux investissements sont à envisager, pour capter les eaux du Val de Loire . De même, les travaux d'assainissement requièrent l'abandon de procédés classiques et l' adoption d'équipements en rapport avec les besoins actuels.

Enfin, les difficultés d'approvisionnement sont à la mesure des autres goulots d'étranglement .

L'agglomération parisienne est menacée d'asphyxie . Les coûts sociaux de cette excessive concentration démographique sont incontestables. La faiblesse généralisée des équipements collectifs, jointe aux problèmes de logement , altère les cond...

tions de vie de la population locale .

Sur le plan économique, la tendance à l'aggravation du déséquilibre en accentue le coût .Un devis de la croissance parisienne est malaisé à élaborer .Quelques indications suffisent néanmoins à en mesurer l'importance .De nombreuses disparités ,parmi lesquelles la surévaluation du capital foncier, font que les charges d'investissement sont **comparativement** plus lourdes dans la région de Paris que dans toute autre partie du territoire .L'expérience montre que les travaux d'équipement routier, de construction d'établissements scolaires, de logements, coûtent 25 à 40 % plus cher à Paris qu'ailleurs. Selon une estimation présentée par M.HIRSH et rapportée par M.AKAR (1) le coût d'installation d'un ménage provincial à Paris était évalué en 1957 à 42.000 frs actuels. L'installation de ce même ménage dans une ville de province aurait seulement coûté 28.000 frs actuels. Si l'on multiplie la différence par le nombre de ménages provinciaux ,qui émigrent chaque année vers la capitale, on obtient une approximation des charges globales qui résultent de la congestion parisienne.

L'ampleur des investissements à réaliser ne doit pas seulement tenir compte du sous-équipement actuel . Rattraper le retard enregistré serait insuffisant .L'aménagement de cet ensemble urbain doit préparer la satisfaction des besoins futurs de la population locale .Tel est le but du schéma directeur qui vient d'être élaboré par les pouvoirs publics, et dont le mérite est de définir les grandes orientations de cette politique, mais aussi de les situer dans une perspective plus large d'aménagement du territoire national.

Si l'agglomération parisienne se heurte à des difficultés particulières pour organiser l'accueil de la population immigrante, les conséquences de ce transfert démographique sont peut-être encore plus sérieuses pour les régions d'émigration.

(1) AKAR (B) : "Contribution à l'étude des problèmes sur l'équilibre Paris-Province " .
Conseil National des Economies Régionales .

Celle-ci nourrit un processus de dévitalisation qui menace gravement le devenir de ces économies .Au niveau de la nation, ce sous-développement peut signifier une mauvaise exploitation de ses ressources .

2°)- la sous-exploitation des ressources nationales :

Selon le Professeur DELLA PORTA, la présence, dans un pays économiquement évolué, de régions sous-développées provoque " une diminution des ressources générales, du revenu national et, par conséquent du niveau de vie moyen d'une partie de la population; elle prive la population de débouchés suffisants et tend, de ce fait, à ralentir la production elle-même. La région ou les régions sous-développées pèsent ainsi lourdement sur le développement des autres régions " (1) . Il est incontestable que l'expansion de l'économie italienne souffre de la présence d'une vaste partie du territoire sous-développée. Ne serait-ce que par la restriction du marché intérieur qu'il opère, ce dualisme limite les possibilités de croissance . Le phénomène est d'autant plus regrettable que le Mezzogiorno est une région peuplée . Le bas niveau de revenu d'une partie importante de la population italienne est un facteur d'incitation à la mise en oeuvre d'une politique correctrice. Des débouchés nouveaux naîtraient de l'accroissement du niveau de l'emploi dans la moitié sud du pays .

Mais l'existence, dans les régions sous-développées , de ressources naturelles inexploitées ou insuffisamment exploitées est la justification décisive d'une politique de développement . Elle s'analyse dans un manque à gagner qui traduit une perte pour la nation . Elle est un coût du sous-développement .

Le faible niveau d'activité est bien souvent à l'origine d'une mauvaise utilisation des ressources de la région .

(1) DELLA PORTA (G) : " Planification nationale et planification régionale " Economie appliquée 1960 p.534.

L'agriculture des économies sous-développées est en général peu productive. Il est symptomatique de constater que ce sont les régions les plus industrialisées qui possèdent, en même temps, l'agriculture la plus progressive. La présence d'une structure industrielle crée un climat de productivité qui se diffuse dans l'ensemble de l'économie. Particulièrement typique de cette complémentarité est la région française du Nord, dont la production de lin représente le quart de la production nationale, celle de betteraves industrielles le cinquième, celle de blé le dixième, celle de pommes de terre et de lait un peu moins de 10 %. De telles productions sont obtenues sur un territoire dont la superficie totale représente un peu plus de 2 % de l'espace national. C'est dire que la culture y est intensive et que les rendements, à l'hectare, y atteignent un niveau élevé. Les départements du Nord et du Pas de Calais figurent parmi les plus gros consommateurs d'engrais.

A l'inverse, l'exode démographique engendre une sélection à rebours peu favorable aux transformations de structures nécessaires à l'édification d'une agriculture productive. Le départ des éléments les plus dynamiques de la population active, le vieillissement général entretiennent une résistance au progrès. La mauvaise exploitation des ressources agricoles en est la conséquence. L'accroissement des rendements, la régularité dans la qualité de la production, la mise au point de méthodes de commercialisation ne sont pas systématiquement et avec vigueur recherchés. De cette sous-utilisation des ressources locales découle un manque à gagner dont le coût est supporté par la nation toute entière. La relation est à faire entre le faible niveau d'ensemble de la productivité agricole en France, et le manque de pénétration d'activités économiques modernes à l'intérieur d'un certain nombre de régions. Le climat de productivité ne règne pas. L'agriculteur n'est pas l'entrepreneur souhaité.

La sous-exploitation des ressources locales ne se limite pas à l'activité agricole ; elle se retrouve dans le domaine touristique. De nombreuses richesses naturelles restent inexploitées.

tées, non seulement en raison de la faiblesse des investissements mais encore et surtout à cause du manque de dynamisme de la population locale. L'exemple des paysans tyroliens qui ont entrepris de compléter leur activité agricole par le tourisme est à cet égard significatif. " Les conditions dans ces régions d'Autriche, explique Madame PICARD, sont non seulement défavorables pour l'agriculture et l'élevage mais elles ne sont pas tellement favorables pour le tourisme et cependant le tourisme a très bien pris et le tourisme est en train de régénérer la vie agro-pastorale"(1) .

La construction par les agriculteurs dans leur maison d'un certain nombre de chambres dotées d'un conforme moderne attire de nombreux visiteurs. Cette activité nouvelle crée un revenu additionnel pour les paysans ainsi qu'un effet d'entraînement sur l'ensemble du commerce local .

Pour la nation toute entière , non seulement elle augmente son revenu global, mais encore elle constitue une source appréciable de devises étrangères .

A l'image de l'exemple précédent, l'exploitation intensive des richesses de la nature, contenues dans le Massif Central, en plus du développement de la vie économique locale engendrerait une meilleure exploitation des ressources nationales .

La fertilité du sol, les potentialités touristiques sont des ressources localisées. Ou bien leur exploitation se réalise dans le cadre de la région, ou bien elle ne se réalise pas . Cette deuxième branche de l'alternative impliquant un manque à gagner pour la nation, l'utilisation optimale des ressources de celle-ci requiert un certain niveau de développement des régions qui les contiennent .

La doctrine officielle est clairement affirmée sur ce point ." L' aménagement du territoire doit surtout viser à

(1) PICARD (Mme) : " Rôle des paysans tyroliens dans l'essor touristique des hautes vallées" . Comment concevoir et animer une économie du Massif Central . Centre régional de productivité "Auvergne" Clermont-Ferrand 1962.

tirer parti des potentialités insuffisamment utilisées quand elles existent réellement"(1).

En résumé, le déséquilibre Paris-Province est à un double titre un facteur de coûts .D'une part, une excessive concentration urbaine engendre des charges croissantes,d'autre part, le sous-développement d'une grande partie de la province provoque une sous-exploitation des richesses nationales.Ces deux éléments suffiraient à eux seuls à justifier l'élaboration d'une politique correctrice.

Toutefois, cette approche présente la faiblesse d'être statique . Une orientation plus dynamique de l'analyse s'imposait .Elle a revêtu la forme d'une recherche d'une certaine qualité du développement .

B)La recherche d'une certaine qualité du développement .

Le propre du développement est de mettre une société en état d'augmenter de façon durable ,et suivant un processus cumulatif, son produit réel global .La valeur de ce processus se mesure, au premier chef, en termes quantitatifs de production, en calculs de taux de croissance .Le taux de croissance du produit global se détermine de période en période .Il se compare au taux de croissance démographique pour donner le taux de croissance du produit par tête .

La validité de cet instrument de mesure est totale dans les pays où la pression démographique s'exerce pleinement et menace d'interruption l'accroissement du niveau de vie .

Cette méthode trouve, également, une application courante dans les comparaisons internationales, soit entre économies capitalistes et économies collectivistes, soit entre économies développées et économies sous-développées. Elle est un moyen de

(1) Commissariat Général du Plan d'Equiperment et de la Productivité : Premier rapport de la Commission Nationale de l'aménagement du territoire . Paris 1964 . p.21.

suivre l'évolution des inégalités économiques (1).

Cette approche chiffrée présente l'avantage d'être comme de malgré les précautions à prendre pour tenir compte de la diversité des procédés d'élaboration des résultats. Quelques agrégats significatifs suffisent à établir les comparaisons souhaitées, soit dans le temps, soit dans l'espace.

Mais elle a l'inconvénient de n'être qu'une analyse sommaire. Le développement est un phénomène beaucoup trop complexe pour se résumer en termes aussi globaux. Le taux de croissance annuel du produit par tête ne revêt qu'une signification limitée. Il n'indique pas les modalités de répartition de cet accroissement moyen. Celui-ci peut se répartir entre la totalité de la population ou à l'intérieur d'une minorité. De façon générale, il s'accompagne d'un certain nombre de déséquilibres dont la prise en considération est indispensable à son examen.

L'atténuation de ces déséquilibres est l'un des objectifs fondamentaux des économies qui ont dépassé le stade initial du démarrage. Dans une économie développée telle que l'économie française, il ne saurait en être autrement. Au fur et à mesure où les besoins les plus urgents sont satisfaits par le taux de croissance global, une certaine qualité est recherchée dans l'évolution économique. L'historique de la politique économique française depuis 1945 en est un exemple. Lorsque - une grande partie de notre potentiel de production était détruite, les objectifs prioritaires se limitaient aux secteurs d'activité essentiels à l'organisation de la reconstruction. L'urgence imposait un effort particulier en faveur des régions anciennement industrialisées plus aptes que les autres à soutenir le redressement national, et sacrifiait l'équilibre interrégional à la reprise de l'activité globale. Dans une situation économique aussi difficile, une semblable priorité s'imposait. Il ne saurait, par contre, en être nécessairement de même aujourd'hui. La résorption de certaines inégalités peut être préférée à la maximisation du

(1) ZARKA (C) : " Les inégalités économiques entre nations tendent-elles à croître ? " .
Revue Economique 1962 p.726 et s.

taux de croissance .Telle est en effet la position des responsables de la politique de développement régional .

Le premier rapport de la Commission Nationale de l'Aménagement du Territoire exprime avec netteté cette finalité" Le souci de réaliser le taux le plus élevé possible d'expansion économique ne peut justifier une attitude indifférente à l'égard de ces déséquilibres .En admettant ,par hypothèse, qu'une politique volontaire d'aménagement du territoire puisse,éventuellement,comporter un risque de ralentissement du développement économique à moyen terme,ce risque serait plus faible que celui que présenterait, pour la croissance à long terme,l'accentuation des disparités régionales. Le critère de l'efficacité globale correspond à une conception trop partielle de la croissance .Une répartition inéquitable des fruits de l'expansion,due à des différences de situation géographique,soulève de multiples problèmes sociaux et ruine en fin de compte les bases mêmes du développement économique (1) .

Un déplacement des priorités se produit au profit de la recherche d'une certaine qualité du développement .Dès lors, il est exclu que ce processus économique se poursuive uniquement dans un petit nombre de régions privilégiées.Dans une perspective à long terme, le développement optimum de la nation passe par la résorption des déséquilibres régionaux .A moyen terme, la menace d'un blocage est moins sérieuse.Elle ne saurait , néanmoins dispenser de la mise en oeuvre immédiate d'une action correctrice dont les effets, nécessairement progressifs, ne seront perceptibles qu'avec un certain décalage dans le temps .

La question se pose ,alors, de savoir jusqu'où peut aller cette politique de réduction des inégalités régionales.Elle nous invite à en rechercher les limites.

(1) COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN D'EQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITE : Premier Rapport de la Commission Nationale de l'aménagement du territoire . op cit p.19

§ 2 : Les limites de cette politique :

Nécessaire, la politique de développement régional ne saurait constituer une fin en elle-même. Elle est subordonnée à des objectifs nationaux. De ce postulat fondamental, découlent plusieurs limites très importantes. Elles montrent toutes que l'intérêt régional ne saurait être pris en considération que dans la mesure où il coïncide avec celui de la nation et uniquement dans cette éventualité. Leur formulation se doit de détruire certaines illusions que nourrit un régionalisme dépassé, devant la mise en oeuvre d'une politique tendant à résorber ces disparités. La finalité nationale de celle-ci ne saurait être ignorée.

En situer les limites revient à préciser à partir de quel point il y a divergence entre l'intérêt régional et l'intérêt national. En pareil cas, c'est la satisfaction du second qui doit être recherchée de façon prioritaire. Cette primauté peut être mise en évidence sur deux plans successifs.

A) La réduction des disparités régionales :

La politique de développement régional a pour objectif de réduire les écarts qui se sont introduits entre les différentes régions.

Mais réduction ne signifie pas suppression de ces inégalités. L'application de principes égalitaires, soucieux d'opérer un nivellement entre les diverses situations régionales ne saurait être valablement considérée. Deux raisons également déterminantes, suffisent à la rejeter.

Tout d'abord, une raison purement empirique. En effet, à supposer qu'elle soit souhaitable, une telle égalisation tant des niveaux d'activité économique, que des niveaux de revenu, serait impossible à réaliser. Les facteurs naturels parviennent à eux seuls à imprimer des différenciations qui conditionnent la nature des activités économiques à développer.

Mais en second lieu, une telle politique serait défavorable au développement optimum des activités nationales. Elle

impliquerait l'opération de transferts, à partir des régions les plus favorisées, vers celles qui sont le plus dépourvues. Le caractère anti-économique de cette redistribution serait indéniable. En dépouillant, pour des considérations purement égalitaires, les économies les plus florissantes, elle freinerait le dynamisme des supports les plus solides du mouvement de croissance globale. En accordant à celles qui sont sous-développées une aide qui n'est pas économiquement justifiée, elle engendrerait un mauvais emploi des ressources nationales et constituerait un facteur de gaspillage.

La réduction des inégalités régionales se situe en dehors de telles conceptions. Orientée vers la réalisation du développement optimum de la nation, elle a pour objet de prévenir les blocages que pourrait supporter, à plus ou moins long terme, ce processus, si l'aggravation de ces disparités se poursuivait.

Si la partie du territoire français se situant à l'ouest d'une ligne Cherbourg-Marseille continue de subir un mouvement de dépopulation, en ce qui concerne les personnes en âge de travailler, ce facteur de dépérissement économique peut, à partir d'un certain stade, compromettre les chances de maintien d'une activité économique suffisamment soutenue, dans cette vaste zone. Cette véritable amputation de la moitié du territoire national créerait un déséquilibre structurel affectant, en raison de son intensité, les perspectives de développement de l'ensemble de la nation.

B)- Mouvements migratoires interrégionaux et équilibre national de l'emploi.

L'importance des mouvements migratoires interrégionaux pose le problème de la compatibilité entre l'équilibre régional, et l'équilibre national de l'emploi. La primauté de ce dernier trouve sa justification sur le plan théorique, mais aussi sur un plan purement technique.

1)- sur le plan théorique :

Si l'on considère l'intérêt de chaque région, il est certain qu'il est de réduire au minimum l'émigration démographique. Nous connaissons les inconvénients qui accompagnent cette hémorragie de population. Elle se traduit par une diminution du potentiel productif, tant sur le plan quantitatif, que sur le plan qualitatif. On peut alors se demander si une politique correctrice des inégalités régionales ne devrait pas avoir pour but de porter à leur strict minimum ces départs qui pèsent très lourdement sur le dynamisme des économies atteintes .

Une telle finalité serait en contradiction avec la recherche de l'intérêt national. Une certaine mobilité géographique de la main d'oeuvre est nécessaire à la réalisation de l'équilibre global de l'emploi. Toutefois, mobilité n'est pas synonyme de mouvements univoques et massifs .

Les avantages de la mobilité géographique de la main d'oeuvre sont reconnus : elle est indispensable à la réalisation de l'équilibre du marché national du travail. Par les déplacements de l'offre de travail qu'elle sous-entend, elle permet l'ajustement de celle-ci à la demande correspondante . L'évolution économique s'accompagne, ne serait-ce qu'en raison du progrès technique, de modifications dans la répartition géographique des emplois créés. L'adaptation de l'offre à cette situation suppose qu'elle possède la souplesse nécessaire (1).

Cette mobilité, qui est l'une des conditions de l'équilibre global de l'emploi, existe, à un certain degré dans l'économie française. Les mouvements interrégionaux de population, dont nous constatons la présence, en sont la traduction. En se déplaçant , l'offre de travail s'est ajustée à la demande. S'il en avait été autrement, et si la population devenue disponible, n'avait pas émigré, la déficience, dans le cadre régional, de la

(1) JEANNENEY (J.M.) : " A la recherche de principes pour une politique nationale de développement des économies régionales " . Revue Economique 1956.

demande de travail se serait traduite par du chômage.

Remarquons à ce sujet que les ajustements se réalisent le plus souvent par des concessions de l'offre .L'expérience révèle que la main d'oeuvre se déplace vers les industries beaucoup plus que l'inverse .Le premier mouvement s'opère spontanément : le second requiert une politique d'inflexion .

Mais le critère de l'emploi sur place ne saurait être systématiquement retenu . Il permettrait aux régions de conserver leur potentiel humain; en revanche, il enlèverait au marché national du travail toute la fluidité nécessaire à son équilibre . Il constituerait un puissant facteur de rigidité économique .

Une disparité se dessine, sur ce point, entre les ressources que nous qualifierons de "localisées " et ~~les~~ les ressources humaines .Nous avons vu que l'exploitation des richesses du sol, ou du sous-sol, dans le domaine agricole, touristique et aussi minier ,supportait^{des} contraintes de localisation .Tel n'est pas le cas de la main d'oeuvre. Sa non - utilisation sur place n'entraîne pas nécessairement une perte pour la nation, car elle peut se déplacer et être employée dans d'autres régions .

Est-ce à dire que les mouvements migratoires interrégionaux doivent être systématisés ? Ils ne sauraient atteindre un certain niveau sans dépasser les exigences d'une mobilité géographique pure et simple et sans mettre en cause d'autres équilibres ,aussi indispensables que celui de l'emploi, à la qualité du développement global.Car si l'équilibre de l'emploi est fondamental , le maintien d'un certain équilibre régional l'est également .

En revêtant un caractère systématique, et une ampleur démesurée, ces mouvements migratoires risquent de compromettre définitivement les chances de développement de certaines économies régionales. A ce titre, il est dans l'intérêt de la nation de les limiter. La solution est de les maintenir à un niveau " tolérable " (1).Selon la Commission Nationale de l'Aménage-

(1) COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN ET DE LA PRODUCTIVITE : Premier Rapport de la Commission Nationale de l'aménagement du territoire op cit . p.20

ment du Territoire, le niveau doit être considéré comme tolérable " tant qu'on ne court pas le risque de ruiner toutes possibilités de développement régional par un exode massif (1).

Reste la difficulté de mesurer ce niveau. Elle procède essentiellement du fait que l'émigration est un phénomène dynamique dont l'interruption est malaisée. Elle tend à revêtir le caractère d'un processus cumulatif et la démarcation est difficile entre ce qui n'est qu'une simple application des exigences de mobilité et l'amorce d'un mouvement de dépopulation.

Mais dans les deux cas, c'est l'intérêt de la nation qui est pris en considération. Il ne coïncide qu'épisodiquement avec celui de la région concernée.

Cette subordination, en plus de ses fondements théoriques se justifie d'un point de vue technique.

2) sur le plan technique :

L'intérêt de chaque région serait de parvenir à l'équilibre le plus favorable possible du niveau de l'emploi. L'équilibre effectivement atteint n'est pas nécessairement satisfaisant pour elle.

Or, l'analyse montre que la recherche de l'équilibre le plus satisfaisant de l'emploi, pour chaque région, aboutirait, à l'échelon de nation toute entière, à des incompatibilités.

On peut considérer que l'équilibre réalisé est conforme à l'intérêt des régions d'immigration dans la mesure où l'ajustement entre l'offre et la demande de travail se réalise au niveau de la grandeur la plus élevée, en l'espèce, de la demande. Cet ajustement résulte d'un apport extérieur en main d'oeuvre, remédiant à l'insuffisance de l'offre régionale : il permet de maintenir un niveau important d'activité.

Mais l'équilibre atteint est beaucoup moins satisfaisant pour les régions sous-développées, car il se réalise chez elles, au niveau de la grandeur la plus faible. L'excédent ex ante de

(1) COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN ET DE LA PRODUCTIVITE : Premier Rapport de la Commission Nationale de l'aménagement du territoire op cit p.20

l'offre par rapport à la demande se résout ex post par le canal de l'émigration . La solution la plus favorable à la région serait que cet ajustement ~~se~~ fasse par le haut et non par le bas, c'est-à-dire qu'il procède de l'implantation d'activités nouvelles. Ainsi, non seulement la région bénéficierait des ressources en hommes dont elle dispose, mais aussi ses activités économiques se développeraient .

Malheureusement , le respect de ces équilibres régionaux respectifs soulèverait, dans le cadre de la nation, des incompatibilités . Tous ne peuvent être ainsi simultanément satisfaits. La limitation de facteurs de production en est la raison majeure. Cela provoquerait un suremploi à l'échelle de la nation .

La nécessité s'affirme donc de préserver les cohérences nécessaires à la mise en oeuvre du développement des différentes régions . Un cadre s'impose à cette fin d'organisation . Il se présente sous la forme d'une planification établie tant à l'échelon national que régional. Son but essentiel est de traduire dans les faits la primauté du développement national et la subordination du devenir régional .

SECTION II - POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL ET PLANIFICATION:

La suprématie , dont nous venons de mesurer le bien -fondé , de l'intérêt de la nation sur celui des régions, devait trouver dans la planification un cadre particulièrement adapté à son expression .

Celle-ci tend, en effet, à être considérée comme de plus en plus nécessaire à la mise en oeuvre du développement . La prise de conscience des faiblesses du déroulement spontané de l'activité économique, la généralisation de la tendance à l'organisation depuis la fin de la deuxième guerre mondiale en sont les raisons majeures . Si le terme même de planification éveille certaines susceptibilités, par le rapprochement qu'il opère avec le système soviétique, d'autres expressions traduisent, sous des appellations différentes, une réalité identique : l'élaboration

de programmes de développement .

La France a joué , en ce domaine, un rôle de pionnier. Dès la Libération ,elle a fait la preuve que, loin d'être liée à l'existence d'un système collectiviste, la planification pouvait devenir l'instrument de la croissance des économies capitalistes , à base d'entreprises privées. Une planification nouvelle est ainsi née : la planification indicative, souple, par opposition à la planification impérative .

Avant d'être régionale, la planification a été nationale. Le premier plan de modernisation et d'équipement organisait l'effort de reconstruction de l'économie française, la restauration de sa capacité productive. Les plans ultérieurs ont organisé le mouvement global de croissance .

La perception des inégalités régionales de développement, la volonté de plus en plus nettement exprimée de rechercher leur atténuation ne pouvait que conduire à l'adoption de cette méthode d'organisation dont l'efficacité était reconnue . Bien plus les faits ont montré que ce sont les pays où la planification était déjà instaurée qui ont les premiers entrepris une généralisation de l'action régionale .La planification a incontestablement favorisé l'extension de cette dernière .

Il n'est,dès lors, pas surprenant que la France soit l'une des nations où cette politique se soit le plus concrétisée. La planification régionale y a connu sa première application. Celle-ci est loin d'avoir revêtu sa forme définitive et les auteurs s'accordent à reconnaître ses imperfections .Selon le mot du professeur BOUDEVILLE, elle " est sans doute arrivée au premier stade du plan Monnet " (1) .C'est dire les progrès qui lui restent à faire .Toutefois, le faible recul dont nous disposons n'interdit pas de déceler les premières manifestations de sa spécificité .

(1) BOUDEVILLE (J.R.) : " Les instruments de la région de programme " Cahier de l'I.S.E.A. Numéro spécial sur l'Intégration économique régionale. Série L n°14 de Septembre 1964 n° 153 p.105.

Elaborées simultanément ,planification nationale et planification régionale sont étroitement complémentaires (1).Mais la primauté de la nation sur la région introduit dans cette interpénétration un lien de subordination . L'expérience révèle, en effet, que c'est au sein même de la planification nationale que la planification régionale connaît sa véritable signification. Cette relation se manifeste tant au niveau de sa conception que de sa mise en oeuvre .Elle en est la caractéristique fondamentale .

§ 1):L'élaboration de la planification régionale :

L'élaboration de la planification régionale fait l'objet d'une double procédure. D'une part, elle se matérialise dans l'établissement de plans régionaux de développement économique et social et d'aménagement du territoire. D'autre part, elle s'exprime dans une régionalisation du plan national. L'analyse de ces deux approches respectives permet de situer leurs limites propres . L'indétermination de la première contraste avec les progrès manifestés par la seconde .

A) L'indétermination des plans régionaux :

La création de programmes d'action régionale avait été décidée par un décret du 30 juin 1955 " en vue de promouvoir l'expansion économique et sociale des différentes régions et en particulier de celles qui souffrent de sous-emploi ou d'un développement économique insuffisant " (2) . Leur intitulé s'est modifié depuis leur fusion avec les plans d'aménagement régional pour devenir " plan de développement économique et social et d'aménagement du territoire " .

(1) ERGAS (I.H.) : "Remarques sur les relations entre les planifications nationales et régionales et leurs liaisons avec les problèmes du commerce extérieur " .
Cahier de l'I.S.E.A. Série P. N° 10 d'Octobre 1964 n°154
p.235 à 253.

(2) Journal Officiel du 2 Juillet 1955 : Décret n° 55-873 du 30 Juin 1955 .

Le premier de ceux-ci a été publié en Juillet 1956 pour la Bretagne . Depuis lors, presque tous ont paru (1) . Au fur et à mesure des parutions successives, leur contenu s'est progressivement affermi .

1) Le contenu de ces plans :

Il est significatif de constater que ces plans tendent à devenir de plus en plus volumineux . L'étude conduite est de plus en plus détaillée. Toutefois, l'architecture des premiers d'entre eux est conservée, et la découpage tripartite revient systématiquement . Les trois parties sont successivement intitulées " Situations et problèmes ", " Objectifs et orientations " et " Mesures et recommandations " .

La première de ces trois parties s'efforce d'identifier l'économie de la région . Elle est une analyse descriptive de ses caractères particuliers . Les structures démographiques, économiques y sont étudiées; les déséquilibres y sont décelés; les perspectives de développement, telles qu'elles semblent se dessiner spontanément , y sont esquissées . Le but de ce premier examen est de dresser un bilan de cette économie, de définir les problèmes que doit précisément résoudre une politique correctrice .

La deuxième partie prolonge la précédente en énonçant les objectifs vers lesquels doit tendre la politique de développement. La diversité de ceux-ci procède de l'éventail des diverses situations régionales précédemment constatées . Quelques exemples suffisent à le montrer . Le plan Auvergne vise essentiellement à " rompre l'isolement de la région et permettre à ses habitants de produire et de vivre au rythme du monde moderne "(2) . Celui des Pays de la Loire cherche à élever cette région " à un

(1) A la date du 1er Novembre 1965, sur les vingt plans régionaux prévus, seul celui de la Haute-Normandie n'a pas encore paru .

(2) Journal Officiel du 20 Septembre 1961 : Décret du 16 Septembre 1961 portant approbation du plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire pour la circonscription " Auvergne " .

niveau économique en rapport avec leur potentiel humain par une profonde transformation de toutes les structures (1). En ce qui concerne la Picardie, " le développement économique de la région devra être diffusé par une hiérarchie régulière de noyaux industriels actifs, liés entre eux et harmonieusement répartis sur un territoire maintenu à un haut degré de productivité agricole" (2) . Ces perspectives générales sont suivies d'études localisées déterminant le devenir souhaitable de secteurs géographiques infrarégionaux .

Enfin, la troisième partie, qui constitue l'ajustement logique des deux premières, traite des moyens susceptibles de permettre la réalisation des objectifs ci-dessus énoncés. Les suggestions sont formulées pour l'ensemble de la région et ensuite, ventilées par secteur d'activité.

En somme, les plans régionaux constituent une approche synthétique de l'économie régionale. En les qualifiant " d'instruments d'analyse , de prévision et d'orientation " leurs auteurs leur reconnaissent une fonction particulière . Ils ont pour but d'organiser la convergence des efforts, en matière de développement régional .

Ils doivent y parvenir :

- en suscitant, tant dans le cadre de la nation que dans celui de la région, une prise de conscience aussi conforme à la réalité que possible des problèmes régionaux ,
- en déterminant les grandes orientations de la politique de développement de chacune des économies considérées.
- en établissant un cadre destiné à coordonner, non seulement l'action des diverses administrations en matière d'investissements publics, mais aussi , celle des initiatives privées informées, grâce à eux, des opérations qui seront appelées à bénéficier de l'aide de l'Etat .

-
- (1) Journal Officiel du 25 Mai 1965 : Annexe au décret 65-387 du 13 Mai 1965. Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire . Circonscription des Pays de la Loire .
- (2) Journal Officiel des 25 et 26 Mai 1964 . Décret N°64-439 du 12 Mai 1964 portant approbation du plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire de la Picardie .

Ainsi conçus, les plans régionaux peuvent être interprétés comme un examen liminaire de la politique de développement régional. Grâce à la synthèse qu'ils effectuent, ils constituent la toile de fond à partir de laquelle cette politique sera élaborée. (1).

Toutefois, on est en droit de se demander si cette généralité ne contient pas en elle-même les limites de ces documents, ainsi que celles de l'approche directement régionale. A la lumière d'une analyse plus approfondie, il apparaît, en effet, que ces plans possèdent un certain nombre de faiblesses qui en réduisent, indéniablement, la portée.

2) Les faiblesses de ces plans :

Les théoriciens sont unanimes à dénoncer les carences des plans régionaux. Les géographes leur reprochent les insuffisances d'études du milieu urbain et rural (2). Plus sévères sont peut-être les économistes qui leur contestent la nature même de plan.

Beaucoup plus que de synthèse, un véritable plan doit traiter de choix, de priorités, de cohérences (3). Or, il ne semble pas que le contenu de ces documents soit conforme à ces exigences. Cette faiblesse se manifeste tant au niveau des objectifs que des moyens.

En ce qui concerne les objectifs, si le probable doit être dépassé pour faire place au souhaitable, il n'en reste pas moins que celui-ci doit tenir compte du possible. La lecture des plans régionaux donne l'impression que la détermination de ce dernier est sacrifiée à la définition du souhaitable. En prenant pour base de départ la situation économique de la région, telle qu'elle se présente, les auteurs de ces plans sont logiquement conduits à énoncer les corrections qu'il conviendrait d'apporter

(1) VIOT (P) : " Le IVème Plan et l'action régionale " .

Revue de l'Action Populaire 1963 p.70

(2) LABASSE (J) : La portée géographique des programmes d'action régionale français" .Annales de Géographie 1960 p.371 à 393 .

(3) TINBERGEN (J) : "Les données fondamentales d'un plan régional".Tiers-Monde:Juillet-Septembre 1962 .p.329 et s.

à son développement spontané . Ils formulent les objectifs dont la réalisation constituerait la solution aux déséquilibres actuels et permettrait à celle-là de connaître une activité économique plus florissante .

En second lieu, l'énoncé de ce souhaitable ne fait l'objet d'aucune évaluation quantitative. Cette imprécision altère partiellement la qualité de la recherche .

En d'autres termes, beaucoup plus que d'objectifs, il s'agit plus simplement d'orientations. La direction vers laquelle doit tendre le développement est énoncée, mais le choix entre différentes options détaillées n'est pas amorcé. L'approche reste très générale, et ne peut s'accommoder de précisions chiffrées .

L'analyse des moyens revêt les mêmes défauts . Le trait le plus frappant est probablement la longueur de leurs énumérations . Tous les moyens susceptibles de concourir à la réalisation des fins préalablement énoncées sont systématiquement énumérées . Il n'est pas tenu compte des limitations qu'impose la rareté des ressources. Le problème des choix est également éludé. Le plan régional devient un inventaire des différents moyens de favoriser le développement économique des régions; mais il n'est rien d'autre .

Cette indétermination constante est à l'origine des critiques les plus couramment adressées à ces plans. En fait, beaucoup plus que de plans, il s'agit, selon l'expression de M. DEMARS , plutôt de " catalogues de bonnes intentions "(1).

Réduite à cela, la planification régionale conserverait son autonomie, mais perdrait toute efficacité. Elle se transformerait en une collection de vœux pieux. Fort heureusement , elle possède des prolongements plus actifs par l'intermédiaire du plan national . L'optique est cette fois différente ; la région n'est plus analysée en elle-même, mais dans le cadre de la nation . C'est dans cette voie nouvelle que des progrès

(1) DEMARS (J) : " Le plan et la région " .

Bulletin SEDEIS - Etude n°904 du 10 Septembre 1964 .

sont enregistrés .

B) Les progrès de la régionalisation du plan national:

La régionalisation du plan national ne s'est introduite que très progressivement. Un élargissement constant du cadre de celui-ci en est à l'origine .

Le premier plan de modernisation et d'équipement ne régissait pas le développement global de l'économie française, mais seulement de six secteurs d'activité (houillères,électri - cité,sidérurgie, ciment, machines agricoles et transports)(1). Des objectifs précis étaient élaborés ,traduisant la présence de priorités . Il s'agissait,en l'espèce, d'un véritable plan,au sens économique du terme .

La suppression de l'économie de pénurie a permis avec le deuxième plan,d'envisager la croissance dans son ensemble , mais aussi de veiller simultanément au maintien d'équilibres fondamentaux qui en apparaissent comme autant de conditions. L'accent est mis successivement sur l'équilibre de l'emploi, sur l'équilibre entre flux réels et flux monétaires , sur l'équilibre des échanges extérieurs .

Il faut attendre le troisième plan de modernisation et d'équipement pour assister aux premières manifestations de l'action régionale.Elle ne cessera, au cours des phases ultérieures de connaître des développements qui lui permettront de s'exprimer plus complètement .Plusieurs étapes peuvent être distinguées dans cette évolution .

1) L'équilibre géographique :

Il revient,en effet, au troisième plan d'avoir introduit une référence spatiale dans la détermination de la politique économique nationale. Le développement est ,pour la pre-

(1) BAUCHET (P) La planification française.Quinze ans d'expérience . Editions du Seuil 1962

mière fois , considéré dans l'espace. Au même titre que l'équilibre de l'emploi, des prix, ou des échanges extérieurs, l'équilibre géographique apparaît comme l'une des conditions de la croissance. La nécessité d'une action correctrice, en ce domaine, de l'évolution spontanée, procède de l'acuité du déséquilibre résultant de l' " excessive concentration parisienne " .

Ce document retrace la formation progressive de cette hypertrophie. Les conséquences économiques y sont analysées tour à tour .La décadence économique et sociale d'une partie du territoire national, sa stérilisation intellectuelle, les charges croissantes d'urbanisation, le facteur inflationniste créé par la rareté de la main d'oeuvre ,dans la région parisienne ,qui favorise les augmentations de salaires et menace la stabilité des prix, en sont les principales (1).

La première action à envisager découle logiquement du diagnostic établi. Puisque le déséquilibre naît essentiellement de la concentration parisienne, il est nécessaire de décongestionner celle-ci, en mettant en oeuvre, sous toutes ses formes, une politique de décentralisation .

En second lieu, est envisagée une politique plus positive d'action régionale , destinée à mettre en valeur les économies peu développées de certaines fractions du territoire. La régionalisation des objectifs du plan national prend forme, L'un des apports du IVème plan sera de lui donner des contours plus précis .

2) La politique de développement économique régional:

Le IVème plan , dit de développement économique et social, marque une phase nouvelle, dans la mesure où il substitue l'élaboration d'une politique de développement économique régional à la recherche globale d'un équilibre géographique .Les déséquilibres régionaux prennent le pas sur l'opposition Paris-Provin-

(1) Journal Officiel du 25 Mars 1959 : Troisième plan de modernisation et d'équipement (1958- 1961).

ce . " La politique de développement économique régional ,que le Gouvernement entend mener,est orientée dans le sens de directives fixées au niveau national et de grandes options préalablement intervenues.Elle en précise le contenu et la portée pour toutes les parties du territoire : il s'agit d'une politique qui n'est pas limitée aux régions insuffisamment développées ,mais qui s'étend à l'ensemble du pays,en poursuivant dans chaque région les actions de nature à y assurer l'expansion de l'économie " (1). Plusieurs innovations reflètent cette évolution .

Tout d'abord, la mesure des déséquilibres s'effectue au niveau des circonscriptions d'action régionale. C'est entre ces dernières que sont évaluées les inégalités de développement et de niveau de vie .

Ensuite,l'analyse économique est conduite en termes d'emploi ,dont l'évolution traduit celle de l'activité économique dans son ensemble .Des prévisions sont élaborées pour les quatre années d'application du plan .Elles reposent sur la détermination de prévisions concernant ,d'une part ,les disponibilités en main d'oeuvre, et d'autre part, les besoins de même nature.Les disponibilités prévues sont calculées ,pour toute la période et abstraction faite des mouvements migratoires.Elles tiennent compte des variations naturelles de la population active, de la diminution de l'emploi en agriculture, des modifications concernant l'âge de la retraite, de l'accroissement de l'activité féminine, et de la réduction de la durée du service militaire.Parallèlement des prévisions sont établies pour évaluer les besoins probables de force de travail. Elles dépendent des projets d'investissements. La différence entre les deux permet de déceler la présence, soit d'un excédent soit d'un déficit de main d'oeuvre .La politique à appliquer dans les deux cas est extrêmement différente .

La conséquence normale de cette différenciation des dé-

(1) Journal Officiel du 7 Août 1962 : Quatrième plan de développement économique et social (1962-1965) Annexe jointe à la loi n° 62.900 du 4 Août 1962 p.42 et s.

séquilibres régionaux est une différenciation des politiques économiques. Elle va de pair avec la généralisation de l'action régionale. Le IVème plan opère, sur ce point, une distinction fondamentale entre une politique dite d'accompagnement et une politique dite d'entraînement.

Dans les régions où l'expansion économique se produit spontanément et à un rythme satisfaisant, la politique économique aura pour fonction d'accompagner le mouvement. L'intervention de l'Etat ne saurait revêtir, chez elles, un caractère massif et systématique. Elle se manifestera, en même temps que les besoins, que ce soit dans le domaine de l'infrastructure, de l'enseignement, du logement, de la formation professionnelle ou de la promotion sociale.

Plus accentuée doit être la politique d'entraînement. Une fonction plus active d'impulsion lui est assignée. Elle a pour but de promouvoir un véritable processus dynamique dans les économies qui souffrent d'un faible niveau d'activité. Elle prévoit une aide importante en faveur des régions les moins développées afin de faciliter leur expansion.

Ainsi affirmée, la régionalisation du plan national bénéficie d'utiles perfectionnements dans la préparation du Vème plan.

3) Les innovations du Vème plan :

L'élaboration présente du Vème plan est le théâtre de deux innovations majeures. D'une part, il intègre la régionalisation de ses objectifs dans une perspective à long terme, d'autre part, il associe à cette phase préparatoire les organismes régionaux.

Le rapprochement se devait d'être fait entre la politique à long terme d'aménagement du territoire, et la politique à moyen terme de croissance, dont la régionalisation est de plus en plus poussée. " Il faut rompre l'isolement respectif de l'aménagement du territoire et de la croissance économique et s'élever à une conception globale du développement qui prenne en considération les répercussions géographiques du progrès

technique aussi bien que de l'évolution économique et sociale " (1). Une date, délimitant avec la première année de mise en oeuvre du Vème plan, une génération, a été choisie pour base de référence: il s'agit de 1985. La détermination des principales options de celui-ci a été précédée de travaux portant sur cette période de vingt ans. Dès 1962, a été constitué, un groupe de travail, dénommé " Groupe 1985 " chargé d'étudier, sous l'angle des faits porteurs d'avenir ce qu'il serait utile de connaître dès à présent de la France de 1985 pour éclairer les orientations générales du Vème plan"(2) .

Parallèlement, la Commission Nationale de l'Aménagement du Territoire a été chargée, dans son premier rapport, d'analyser dans cette même perspective, les aspects géographiques du développement. Ses travaux sont à l'origine des options formulées par le prochain plan en matière de développement régional.

L'adoption, dans le long terme, d'un cadre géographique plus étendu, que celui, retenu dans le moyen terme, des circonscriptions d'action régionale, a été reprise pour la détermination des orientations générales contenues dans les options. Le territoire français a été divisé en trois parties, pour lesquelles des politiques différentes sont à envisager .

La première, l'Ouest, regroupe les circonscriptions d'action régionale suivantes : Basse-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, Centre, Poitou-Charentes, Limousin, Auvergne, Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc. Elle doit faire l'objet d'un effort vigoureux d'industrialisation .

La deuxième, l'Est du territoire, doit bénéficier d'un programme d'équipement déterminant un axe Méditerranée - Mer du Nord . Elle recouvre le reste de l'espace national, la région parisienne exceptée .

Celle-ci constitue, en effet, la troisième partie. Sa situation très particulière fait qu'elle doit subir des aména-

(1) COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN D'EQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTION : TOME I : Premier Rapport de la Commission Nationale de l'aménagement du territoire . op.cit. p.3

(2) LA DOCUMENTATION FRANCAISE : " Réflexions pour 1985 " . Paris 1964.

gements dans le sens d'une modernisation de ses structures pour permettre à la capitale de mieux exercer le rôle qui lui revient ,tant sur le plan international ,que vis -à-vis de sa population .

Ces orientations générales seront détaillées dans la seconde phase de l'élaboration du Vème plan,pour se transformer en objectifs.Cette deuxième phase a commencé après le vote, par le Parlement ,des principales options. La procédure suivie a été l'occasion de nouveaux perfectionnements,instaurant une participation des organismes régionaux à cette phase préparatoire .

Le IVème Plan couvrant la période 1962-1965 avait fait l'objet d'un vote par le Parlement alors qu'il était déjà en cours d'application .Les améliorations qui viennent d'être apportées à cette procédure d'élaboration sont très nettes .

La phase préparatoire, ainsi que nous l'avons vu , se décompose en deux étapes : la détermination des principales options, qui s'est terminée en décembre 1964 par un premier vote du Parlement, puis la ventilation de ces orientations générales et leur transformation en objectifs,qui feront dès la fin de l'année 1965 l'objet d'un second vote des autorités législatives. Entre ces deux votes successifs, s'intercale une participation des instances régionales à l'élaboration du plan national.

Cette procédure consiste, pour le préfet de région,assisté de la Mission Régionale, à élaborer un rapport sur lequel il sollicitera l'avis de la Commission de Développement Economique Régional,avant de le transmettre à Paris.

La rédaction de ce rapport, doit considérer comme des données,les principales options qui ont reçu l'approbation du Parlement. Elles s'imposent comme des contraintes qui ne peuvent être éludées.Parmi ces options,auxquelles la politique de développement régional doit se conformer , figurent notamment l'achèvement de l'intégration européenne, le maintien d'un taux d'expansion nationale élevé, l'accroissement du taux national d'investissements productifs, une priorité accordée aux équipements collectifs .

Conformément aux indications prescrites par le Commissariat Général au Plan , ce rapport doit contenir , d'une part, les perspectives et les conditions du développement économique régional, d'autre part, les caractères généraux du développement souhaité en matière d'équipement public .

La présentation de ce document est normalisée afin de favoriser la tâche ultérieure de synthèse qu'exécuteront les organes centraux . Une structure -type en trois parties est proposée .

La première partie doit situer le développement économique de la région dans le cadre de la perspective d'aménagement du territoire, c'est-à-dire adopter la perspective 1985.

La deuxième partie limite son horizon temporel à la période quinquennale d'application du Vème plan (1966-1970). A l'intérieur des tendances, précédemment esquissées, une étude prospective du marché régional de l'emploi est amorcée par une première confrontation des disponibilités et des besoins de main-d'oeuvre .

La troisième partie, plus spécialement consacrée au problème des équipements collectifs, doit évaluer les besoins de la région en ce domaine. Les nécessités les plus urgentes sont à souligner, les priorités souhaitées sont à formuler .

4) Conclusion :

La conclusion que nous invitent à exprimer ces perfectionnements successifs de la régionalisation du plan national est significative . C'est en son sein que la politique de développement régional tend de plus en plus à se concevoir. Le lien de subordination, dont nous avons perçu les fondements théoriques, trouve dans la planification un cadre particulièrement adéquat. Ainsi concrétisé au stade de la conception, il n'est , dès lors , pas surprenant que ce lien se retrouve au niveau de la mise en oeuvre du plan national.

§ 2) La mise en oeuvre de la planification régionale :

La disparité que nous avons observée entre l'indétermination des plans régionaux et les progrès réalisés par la régionalisation du plan national se retrouve inéluctablement au stade de la mise en oeuvre de la procédure de planification régionale.

A vrai dire, le fossé constaté entre ces deux approches simultanées, l'une étant directement régionale et l'autre intervenant par le canal du plan national, s'élargit.

En plus de leur indétermination théorique, les plans régionaux de développement économique et social sont dépourvus de toute efficacité pratique car ils ne comportent aucun engagement d'exécution. Cette carence est le corollaire logique de la première. La période d'application du plan n'est pas précisée. Aucune date de référence n'est proposée pour le contrôle de la réalisation des " objectifs " formulés. Aucun calendrier n'est prévu pour adapter à ces orientations générales la politique d'investissements publics. Aucun programme d'action n'est élaboré. A la lumière de ces faiblesses aussi nombreuses que graves ces documents perdent leur nature de plan.

C'est par le biais du plan national que la planification régionale est mise en oeuvre, et c'est dans cette voie qu'elle trouve sa véritable expression. Elle consacre, en effet, et organise la subordination du développement des économies régionales à des fins nationales.

Le Vème plan n'étant pas encore définitivement élaboré, c'est dans le cadre du IVème, encore en cours d'application, que cette procédure a été mise au point (1).

Des procédures nouvelles ont été instaurées pour assurer cette régionalisation.

La méthode dite des tranches opératoires en constitue la première étape.

Elle trouve son prolongement normal dans la régionalisation du budget d'équipement de l'Etat.

(1) FLAMANT (M) : " La politique d'aménagement du territoire en France (1945-1964). Revue de l'Economie du Centre-Est .
N° 23-24 de janvier- juin 1964 p. 129

A) La procédure des tranches opératoires :

Cette procédure a été conçue en même temps que le IVème Plan , par le Commissariat Général. Ses modalités d'élaboration ont été précisées aux autorités régionales par une série d'instructions adressées dès le début de 1962. L'établissement des premières tranches opératoires date de 1963. Le IVème Plan n'a pu en faire l'objet dans sa totalité puisque non seulement l'année 1962 était écoulée, mais aussi, budgétairement, l'année 1963 était également close .

Analysant la finalité de cette nouvelle procédure le professeur MILHAU lui assigne un triple objectif (1) :

- " assurer l'harmonisation du plan national et des plans régionaux, en traçant ,pour 4 ans, les perspectives de développement régional dans les perspectives de la croissance nationale " (2) .

- déterminer, ensuite, pour chaque circonscription ,un programme d'équipements publics .

- favoriser enfin, une prise de conscience régionale réaliste .

De façon générale, les tranches opératoires sont présentées comme la charnière, le trait de liaison entre deux sortes de plans élaborés simultanément à deux niveaux différents. Selon l'expression de l'un des responsables officiels de leur élaboration, " elles sont à la fois tranches régionales du plan national et tranches quadriennales pour l'exécution des plans régionaux"(3) .

En se modelant sur le plan national, dont elles sont l'application, en élaborant des programmes d'investissements publics assortis des mêmes garanties de financement, en adoptant un calendrier également limité dans le temps, elles sont, en

(1) MILHAU (J) : " Le financement de l'expansion régionale"
Revue d'économie Politique . Janvier -Février 1964 . p.115

(2) MILHAU (J) : " Le financement de l'expansion régionale op.c
p.115

(3) VIOT (P) : " Le IVème Plan et l'action régionale" op cit.

premier lieu, une projection de celui-ci .

Mais, par le commencement d'exécution dont elles sont la manifestation, elles donnent aux plans régionaux l'efficacité qui leur faisait , jusqu'alors, défaut .

En fait, cette fonction d'articulation ne doit pas faire illusion. Les tranches opératoires se rapportent beaucoup plus au plan national, dont elles consacrent la suprématie, qu'aux plans régionaux, avec lesquels les liaisons sont plus lointaines. Elles s'établissent une fois le plan national élaboré, pour la même période que ce dernier . L'étroite relation qui existe entre ces deux derniers documents ressort tant à l'examen du contenu des tranches opératoires qu'à celui de leur méthode d'élaboration .

1) Le contenu des tranches opératoires :

Les tranches opératoires se composent de deux parties d'inégale nature , ainsi que de portée différente .

a)- Les perspectives de développement :

- La première, à caractère introductif , présente sous le titre " perspectives quadriennales sur le développement économique de la région" un tableau de la situation économique de celle-ci, tel qu'il peut être envisagé au cours des quatre années d'application. Cette recherche a pour but de mettre en évidence les déséquilibres dont la présence détermine les besoins d'investissements publics . Elle tient compte de la situation présente à laquelle elle superpose les prévisions portant sur les quatre années à venir .

Parmi les éléments fondamentaux dont la prise en considération est nécessaire à ce calcul des besoins d'investissement publics, une place essentielle revient aux phénomènes démographiques. Le lien est réel entre le nombre de naissances enregistrées au cours d'une année donnée et les besoins d'équipement qui se manifesteront quelques années plus tard. De même, c'est

l'importance de la population qui détermine les besoins de logements, ou d'équipements sociaux. La situation du marché de l'emploi est conditionnée non seulement par le chiffre global évaluant la population active, mais aussi par sa répartition entre les trois grands secteurs de l'activité économique. Le part des travailleurs employés dans l'agriculture en est l'élément essentiel, car c'est lui qui est susceptible de subir les variations les plus importantes.

Toutefois, si les variables démographiques permettent de mesurer les besoins engendrés par leur évolution spontanée, elles s'imposent, pour une période aussi brève, comme des données de fait. Il est, par contre, d'autres facteurs dont le poids dépend de l'orientation que les pouvoirs publics entendent donner au développement de cette économie. L'ampleur des travaux d'infrastructure à réaliser varie selon que ce processus est basé simplement sur l'aménagement du secteur rural auquel peut s'adjoindre une activité touristique, ou sur une industrialisation poussée, ou encore sur l'essor d'une grande ville, à vocation métropolitaine. L'évaluation de ces besoins suppose l'élaboration préalable de choix.

Le problème le plus épineux rencontré dans la détermination de ces perspectives de développement procède de la rareté des renseignements statistiques (1). Les études les plus courantes sont menées en matière de conjoncture et lorsqu'il s'agit d'une période relativement longue, elles se limitent à l'évolution de la population et de la main d'oeuvre. La nécessité d'enrichir cette approche par la prise en considération d'autres variables telles que la masse et la répartition des revenus distribués dans la région, le montant et la ventilation des dépenses de consommation est évidente. Mais la détermination d'un programme d'investissements privés pour la période des tranches opératoires serait encore la recherche la plus utile. Or, ce qui est fait dans la deuxième partie pour les investissements publics pose de délicats problèmes pour les investissements privés. Les entrepreneurs, soucieux de respecter le secret des affaires, semblent peu enclins à donner de tels renseignements et par

(1) LOMBARDINI (S) "Les analyses économiques pour la prépara-

région . Force serait donc de recourir à une méthode indirecte d'évaluation . Dressant ce constat de carence, le professeur BOUDEVILLE étudie les différents moyens de le pallier (1) . Il suggère l'établissement de coefficients régionaux de capitaux, à partir de statistiques officielles . Après avoir rejeté l'utilisation de coefficients moyens tels que les rapports capital/valeur ajoutée, ou capital /emploi , ou capital /chiffre d'affaires, il s'arrête à la détermination d'un coefficient non plus moyen, mais marginal , rapportant l'investissement annuel à l'accroissement de production .

Le calcul de ce rapport soulève deux difficultés : tout d'abord celle relative à la collecte des informations statistiques nécessaires, puis celle posée par le décalage qui s'introduit entre la réalisation de l'investissement et celle de la production qui lui est liée .

Les rapports annuels d'activité ne peuvent être exploités faute d'une présentation uniforme et d'une répartition suffisante par régions. Le professeur BOUDEVILLE propose d'utiliser les résultats du recensement industriel de 1962, qui constitue selon lui , l'approche la plus valable . Les coefficients marginaux peuvent être déterminés à partir des renseignements fournis sur l'investissement brut (la ventilation amortissement -investissement net n'est guère possible) sur le chiffre d'affaires et la main d'oeuvre.

Le problème des décalages entre investissement et production consécutive peut être résolu par des enquêtes effectuées auprès des grandes industries de la région .

Mais l'analyse statistique des variables conjoncturelles ne saurait être durablement poursuivie sans la connaissance des structures économiques régionales. Celle -ci est indispensable à l'examen des relations d'interdépendance qui s'établissent

(1) BOUDEVILLE (J.R) : " Les instruments de la région de programme " op.cit . p.105 à 107

entre les différents secteurs d'activité, et au respect des cohérences entre les diverses grandeurs significatives (1).

L'extension des recherches statistiques apparaît donc comme le préalable à l'amélioration de la qualité des perspectives de développement économique régional. Elle favoriserait, par ce fait même, la détermination des incidences d'un programme d'investissements publics.

b) Le programme d'investissements publics

L'Etat disposant, par le biais des investissements publics d'un moyen direct d'application du plan national, il n'est pas étonnant que ce même procédé ait été envisagé pour les tranches opératoires. La deuxième partie de ces dernières établit un programme d'action en fixant, pour la région, un projet d'investissements publics à effectuer pendant la période de réalisation du plan.

Les investissements publics sont divisés en un certain nombre de secteurs : Habitation, Equipement Urbain, Equipement scolaire, universitaire et culturel, Equipement sanitaire et social, Agriculture, Energie, Transports et Communications, Postes et télécommunications. La clef de régionalisation est fournie par une distinction fondamentale en trois grandes catégories : successivement dénommées A, B et C.

Sont classés dans la catégorie A, ceux qui présentent un caractère national. Ils sont dits " investissements individualisés au niveau national ". Ils sont considérés comme dépassant le cadre d'une région et leur incidence est mesurée à l'échelle de la nation. Leur détermination est l'oeuvre des autorités centrales. Ils sont expressément cités dans le plan. A titre d'illustration, sont considérés comme tels, la création d'universités, de centres hospitaliers universitaires, la mise en oeuvre de grands investissements régionaux, de parcs nationaux

(1) MERCIER (R) et ECHARD (P) : " Recherche de schémas d'analyse globale des problèmes de développement régional " .
Revue économique N°6 de Novembre 1963 p.849 et s.

de grands investissements énergétiques, l'aménagement de la voirie nationale .

Font partie de la catégorie B , les investissements qui sont " à individualiser au niveau régional ". Ils sont simplement prévus globalement dans le plan national, et seront individualisés au niveau de chaque région . La construction d'établissements du second degré, d'hôpitaux et d'hospices publics, de ports fluviaux en sont des exemples .

Se trouvent, enfin, dans la catégorie C ceux qui ne peuvent faire l'objet d'une individualisation au niveau régional, ni à fortiori au niveau national. Regroupée sous le titre "investissements à inscrire par masses globales " dans la tranche opératoire, ils seront individualisés dans le cadre des budgets annuels des collectivités intéressées. L'autorité régionale se contente de répartir, par départements, cette masse globale. La construction d'établissements du premier degré , l'équipement sportif courant, l'amélioration de l'habitat rural, l'entretien des voiries départementales sont ainsi décidées.

Cette clef de répartition sert de fondement à la participation des instances régionales à la mise en oeuvre du plan national.

2) La méthode d'élaboration des tranches opératoires :

Le degré de participation des autorités régionales à cette mise en oeuvre du plan national a été explicitement prévu à l'occasion du IVème Plan. Toutefois, les modalités pratiques de réalisation ont imposé quelques aménagements. Enfin, la réforme intervenue en mars 1964, par les modifications du cadre institutionnel qu'elle a organisées, a introduit quelques orientations nouvelles .

Les limites de cette procédure de régionalisation apparaissent à la lumière de ce triple examen .

La procédure d'élaboration des tranches opératoires

a été ainsi ordonnée (1) :

La première démarche est du ressort des organes centraux. Le Commissariat Général au Plan ainsi que les différents ministères intéressés communiquent à la Conférence interdépartementale un certain nombre d'informations. Ils lui transmettent la liste des opérations individualisées dans le IVème Plan, ainsi que les limites financières prévues pour les autres catégories d'investissements, c'est-à-dire B et C. Pour ces dernières, une procédure spéciale, dite des " enveloppes financières " est aménagée. Elle consiste à répartir, entre les différentes régions la masse globale d'investissements B et C. Ces enveloppes financières tiennent lieu de cadre financier que les organes régionaux doivent respecter (2).

La Conférence Interdépartementale prend connaissance de ce cadre à l'intérieur duquel doit se situer son action. Elle entreprend un certain nombre d'études susceptibles d'éclairer les propositions qu'elle va formuler dans un projet de tranches opératoires.

Ces différents projets régionaux sont regroupés par les autorités centrales pour procéder aux ajustements qui s'imposent au niveau national.

Une nouvelle descente du sommet vers la base est instituée pour permettre aux diverses conférences interdépartementales de reviser leurs projets primitifs. L'avis des comités régionaux d'expansion économique est sollicité.

La remontée des projets revisés vers les organes centraux permet au Comité des Plans Régionaux d'en faire la synthèse et de réaliser les arbitrages nécessaires. Cette intervention prépare la décision définitive du Comité interministériel pour l'action régionale et l'aménagement du territoire.

-
- (1) POUYET (B) et MONBRISON-FOUCHERE (P.de) : " La régionalisation dans le IVème Plan : l'expérience des tranches opératoires " . Administration traditionnelle et planification régionale. Cahier de la Fondation Nationale des Sciences Politiques N° 135 p. 145 et s.
- (2) CHABANOL (D) : " La régionalisation du plan français " Bulletin S.E.D.E.I.S. Etude N° 879 -Supplément du 1er Mars 1964 .

En fait, le retard intervenu dans l'élaboration du IVème Plan a engendré une certaine précipitation et les modalités concrètes de cette régionalisation n'ont pas été absolument conformes à la procédure théorique . Les tranches opératoires ont été beaucoup plus l'objet d'un enregistrement, par les organes régionaux , des décisions prises à Paris que d'une véritable participation .

Le phénomène a été particulièrement remarqué dans la procédure d'individualisation des investissements publics, où en dépit d'une distinction tripartite nettement définie, la masse des programmes d'équipements individualisés au niveau national a eu tendance à déborder le cadre des opérations prévues dans la catégorie A et à empiéter sur la compétence des autorités régionales. Celles-ci se sont, alors, contentées d'entériner les décisions venues d'en haut . L'habitude d'une centralisation tant des méthodes de préparation des décisions que de la prise, elle-même, de ces décisions est solidement ancrée dans le comportement de l'administration française et le dessaisissement des autorités centrales d'une partie de leurs compétences au profit d'organes subordonnés n'est pas aisé.

Les instances régionales ont pu trouver une certaine échappatoire à cet empiètement dans la faculté qui leur est laissée de proposer, dans les limites de 20 % des dépenses prévues, les nouveaux investissements. Cette modeste compensation les autorise à suggérer quelques aménagements .

L'amélioration effective des méthodes d'élaboration du Vème Plan devrait entraîner le perfectionnement des modalités de sa mise en oeuvre, tout particulièrement en ce qui concerne les méthodes de régionalisation .

Celles-ci devront tenir compte des réformes apportées dans l'organisation des institutions régionales. L'une des conséquences majeures des décrets du 14 Mars 1964 est d'affecter les pouvoirs dont était jusqu'alors dotée la conférence interdépartementale, non à l'organisme qui lui succède, mais au préfet de région. Ainsi que nous l'avons vu , la Conférence Administrative régionale est en effet astreinte à une fonction uniquement con-

sultative .Le préfet de région doit solliciter tout au long de ses travaux, son avis, mais c'est sur lui que repose, essentiellement , la procédure de régionalisation.Enfin, la Commission de Développement Economique Régional est consultée sur la tranche régionale du plan national concernant la circonscription .

En résumé,cette procédure de régionalisation s'analyse principalement comme une décontraction au profit du préfet de région .Encore, celle-ci est-elle limitée puisqu'elle ne concerne que les investissements des catégories B et C . Elle montre bien la subordination à des impératifs nationaux de la politique de développement régional.Cette même hiérarchie se retrouve si l'on quitte le cadre pluri-annuel du plan pour celui , annuel,du budget .

B)La régionalisation du budget d'équipement de l'Etat:

La loi du 4 août 1962, portant approbation du IVème Plan, a décidé que le projet de loi de finances serait accompagné " d'une annexe générale récapitulant l'ensemble de l'effort financier prévu par le budget de l'Etat pour l'exécution des tranches opératoires décidées en application du plan de développement économique et social " (1).

Une première régionalisation du budget d'équipement de l'Etat a été effectuée pour l'année 1964. La méthode a été reprise,mais améliorée pour l'année 1965 (2).Ces documents doivent contenir la récapitulation des crédits, autorisations de programme et crédits de paiement, par secteurs économiques et sociaux, puis la récapitulation de ces crédits par région de programme .

Mais cette procédure de régionalisation du budget d'équipement de l'Etat ne se limite pas à introduire une présentation

(1) Journal Officiel du 7 Août 1962 : Loi n° 62-900 du 4 Août 1962 portant approbation du plan de développement économique et social.

(2) PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1965 : Document annexe " Régionalisation du budget d'équipement pour l'année 1965 et coordination des investissements publics au regard des objectifs de l'aménagement du territoire " Paris-Imprimerie Nationale 1964 .

conforme à l'orientation nouvelle .Elle revêt une importance décisive ,car, à l'image du plan national, les tranches opératoires n'ont qu'une valeur indicative, et ne bénéficient pas d'un engagement absolu d'exécution .Une circulaire a prévu simplement que " toutes les opérations inscrites dans les tranches opératoires recevraient le préjugé favorable du ministère des finances ".Cette prescription limite singulièrement la portée de l'oeuvre de régionalisation,car il n'est pas certain que les investissements des catégories B et C répartis par le préfet de région soient exécutés . Leur inscription dans le budget d'équipement de l'Etat en est la condition .

La participation ,prévues par les décrets du 14 Mars 1964, du préfet de région est relativement modeste.En ce qui concerne les investissements publics à caractère régional,c'est-à-dire ceux de la catégorie B , il procède à la notification des autorisations de programme et des crédits de paiement qui lui sont attribués par décisions ministérielles .Lorsque ces autorisations et ces crédits lui sont délégués globalement,il les répartit après avis de la Conférence Administrative régionale . Pour les investissements publics à caractère départemental , c'est-à-dire ceux de la catégorie C ,il adresse aux ministres intéressés des propositions de répartition par départements, des autorisations de programme et des crédits de paiement .

Mais, finalement, c'est du ministère des finances que dépend la mise en oeuvre effective du programme d'investissements publics élaboré par les tranches opératoires;Or, cette autorité centrale prend ses décisions, compte-tenu de considérations générales,dont la politique de développement régional n'est qu'un des multiples aspects. Le montant des dépenses publiques s'inscrit dans la recherche d'un équilibre global orienté vers la poursuite d'un taux de croissance économique élevé; vers le maintien d'un équilibre entre flux réels et flux monétaires etc... C'est ainsi qu'une mesure de réduction de l'impasse budgétaire peut entraîner un ralentissement de la progression des dépenses publiques, et par répercussion , un ralentissement de la croissance des investissements publics destinés

à soutenir le développement économique des différentes régions.

§ 3) Conclusion :

Ainsi conçue, la planification régionale s'analyse essentiellement dans une procédure destinée à maintenir un certain nombre de cohérences indispensables .Celles-ci peuvent être saisies à plusieurs niveaux, tant en ce qui concerne les objectifs définis que les moyens mis en oeuvre.

Tout d'abord ,au niveau national, la cohérence doit être préservée entre les différents aspects du développement économique,dont la réduction des disparités régionales ne constitue qu'un élément . L'élaboration des choix fondamentaux ne va pas sans l'aménagement des compatibilités.Des arbitrages sont nécessaires à la détermination du taux de croissance globale compatible avec l'équilibre de l'emploi,l'équilibre des flux monétaires et des flux réels, l'équilibre des échanges extérieurs, l'équilibre interrégional etc ...

Ensuite, la planification régionale,dont nous avons souligné les fondements et l'expression,est, en fin de compte, une procédure de subordination des activités économiques régionales à des fins nationales . " La région dans l'Etat,écrit le professeur BOUDEVILLE, ne saurait être considérée comme une entité indépendante ,mais bien comme la partie d'un tout, liée aux autres unités régionales et subordonnée à la conception nationale du bien-être commun"(1) .Cette subordination implique que les objectifs régionaux soient seulement pris en considération dans la mesure où ils coïncident avec ceux de la nation .

Enfin, la planification régionale se doit d'entretenir les cohérences nécessaires entre le développement de l'activité économique des différentes régions. Le développement de chacune d'elles ne peut être esquissé sans tenir compte des liaisons interrégionales qui en résultent inévitablement et surtout de leur incidence. En d'autres termes, la planification régionale organise,concrétise dans des institutions et des plans,l'inté-

(1) BOUDEVILLE (J-R) : " Les instruments de la région de programme "op cit p.110.

gration régionale (1).

En résumé , l'intérêt propre de l'économie régionale n'est pris en considération que dans la mesure où sa satisfaction se surajoute à la réalisation d'objectifs nationaux jugés prioritaires. Cette subordination fait de la région une dimension seconde.

(1) BERNARD (P.J.O.) : " Intégration des plans régionaux et nationaux "
 Cahier de l'I.S.E.A. Série L n° 8 d'Avril 1961 N°112
 p.83 et s.

CHAPITRE II DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DIMENSION EUROPEENNE :

La période qui sépare 1914 de 1945 n'a pas eu seulement pour effet de montrer la fragilité des politiques libérales du laisser-faire et de souligner la nécessité d'une intervention croissante de l'Etat dans l'organisation de l'activité économique. Aux modifications d'ordre interne, se sont ajoutées des perturbations de l'équilibre international.

Les rapports de force entre nations ont, en effet, profondément évolué. La Grande-Bretagne n'est plus la puissance dont Stanley JEVONS dépeignait en 1866 l'hégémonie en termes conquérants (1). La France, naguère grande puissance, se trouve elle aussi désormais reléguée à un rang plus modeste. L'ère nouvelle qui s'ouvre est dominée par l'avènement de deux grandes nations : les Etats-Unis et l'U.R.S.S..

Les Etats-Unis sont venus, après les dernières hostilités,, au secours d'une Europe décimée, dont la reconstruction a été considérée par eux comme indispensable au maintien d'un nouvel équilibre mondial .

L'U.R.S.S. ,née de la révolution bolchevique de 1917, a trouvé ,dans la planification impérative, le moyen qui lui a permis de devenir rapidement la deuxième puissance économique du globe .

Simultanément , l'Europe s'est enlisée dans ses divisions. L'antagonisme politique ,générateur de luttes intestines, dans lequel elle semblait se complaire, s'est traduit, en fin de compte, par son effondrement . En 1945 , l'ampleur de ses besoins est sans commune mesure avec la modicité de ses ressources. L'aide américaine, subordonnée à l'institution d'une

(1) JEVONS (S) : The coal question . 1866 .

coordination entre les Etats bénéficiaires, provoque une première manifestation de solidarité européenne .

La reconstruction terminée, plusieurs de ces pays prennent conscience de l'anachronisme du morcellement dont ils sont l'émanation et sous l'impulsion de quelques hommes d'action, entreprennent de dépasser les premiers efforts de coordination pour mettre en place une véritable intégration .

L'exiguïté du territoire national apparaît , en effet , comme une limite à la poursuite optimale du développement , tels que le progrès technique et les conditions de compétitivité l'exigent actuellement . En dehors du fossé qui sépare leurs systèmes économiques, les Etats-Unis (1) et l'U.R.S.S. présentent le point commun de constituer de grandes nations.

Analysant les avantages que possède une grande nation par rapport à une plus petite, le professeur MARCY, en distingue trois fondamentaux :

" Par ses dimensions géographiques, économiques, et politiques, elle peut exercer des effets de domination sur les marchés internationaux .

Grâce à l'étendue de son marché intérieur, elle peut écouler chez elle l'essentiel de sa production et réduire ainsi la sensibilité de son économie aux fluctuations des autres économies nationales .

Grâce encore à l'étendue de son marché intérieur, elle peut bénéficier à plein des " économies de dimension" qui résultent de la production en masse " (2) .

La taille d'une nation n'est pas , en effet, une qualité qui se mesure au seul critère de l'immensité du territoire. L'Australie, le Canada ne sont pas, pour l'instant du moins, considérés comme de grandes puissances. A la limite, ce seul critère pourrait déterminer un espace désertique. Dans le cas

(1) FABRICANT (J) : "Study of the size and efficiency of the American Economy " - Economic consequences of the size of nations . Macmillan 1960 p.35 et s.

(2) MARCY (G) : " Dans quelle mesure le commerce international ou des accords douaniers permettent -ils à une petite nation d'obtenir les avantages d'une ^{plus} grande nation ? " Rapport au Colloque de Lisbonne - Cahier de l'I.S.E.A. n°113 Mai 1961 (série P n°5) p.141.

des Etats-Unis et de l'U.R.S.S, cette vaste superficie s'accompagne de facteurs plus directement favorables à la réalisation d'un développement complexe. Elle entraîne, en premier lieu, une diversification des ressources du sol et du sous-sol qui permet de bénéficier d'une certaine indépendance en matière d'approvisionnement. Mais surtout, une grande nation est synonyme d'un vaste marché intérieur, capable d'absorber des productions en grande échelle. Un vaste marché intérieur suppose l'existence de deux éléments : tout d'abord, une population nombreuse. Celle-ci est aujourd'hui de l'ordre de 185 millions d'habitants aux Etats-Unis et de 220 millions en U.R.S.S. Mais pour que cette demande potentielle se transforme en une demande réelle capable de s'exprimer sur le marché, il est nécessaire que des revenus aient été préalablement distribués. L'Inde, nettement plus peuplée que ces deux puissances, souffre de la faiblesse du revenu de ses consommateurs.

En d'autres termes, critères géographiques, démographiques et économiques participent à la définition d'une grande nation. Toutefois, ainsi que l'écrivent les professeurs LEDUC, et WEILLER, ce sont les derniers énumérés qui sont, en fin de compte, déterminants (1).

Les vieux pays industrialisés de l'Europe, qui ont terminé la phase de reconstruction, supportent, comparativement aux Etats-Unis et à l'U.R.S.S. un handicap avec le cloisonnement dont ils sont l'objet. Séparés les uns des autres, ils ne forment qu'un certain nombre de nations de moyenne importance. Groupés, ils constitueraient un vaste ensemble capable de soutenir la comparaison avec ces derniers; Les avantages d'une telle solution ont été clairement perçus par six d'entre eux qui ont décidé de s'intégrer pour donner naissance à une nouvelle puissance économique : Ce sont la République

(1) LEDUC (G) et WEILLER (J) : " La dimension des nations dans ses rapports avec la stabilité économique et la régularité du progrès ".

Rapport au colloque de Lisbonne .

Cahier de l'I.S.E.A. n°113 Mai 1961 (série P N°5) p.107
et s.

Fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg.

Isolément ,chacune de ces nations supporte mal le rapprochement avec les deux grands Etats. La plus peuplée d'entre elles, la République Fédérale d'Allemagne ne dépasse que de peu les 50 millions d'habitants.Sur le plan économique les proportions sont du même ordre. Un exemple récent, portant sur une production significative, suffit à le montrer . En 1963, la production d'acier ,évaluée en millions de tonnes,a été de 31,5 en République Fédérale d'Allemagne, de 17,5 en France, de 10,2 en Italie, de 7,5 en Belgique, de 4 au Luxembourg et de 2,3 aux Pays-Bas.La réunion de ces six productions en un tout modifie les rapports de force mondiaux .Cette même production,pour la même année, est, en effet, de 101 pour les Etats-Unis, de 80 pour l'U.R.S.S, de 73 pour les six membres de la C.E.C.A. et de 23 seulement pour le premier pays qui a connu la révolution industrielle, la Grande -Bretagne (1).

Mais l'intégration européenne n'a pas que des objectifs économiques. La formation d'Etats-Unis d'Europe est une perspective politique vers laquelle tendent les efforts des principaux maîtres à penser du mouvement doctrinal .Toutefois, l'ambition de ce projet invite à la prudence et l'échec de la tentative de constitution d'une Communauté Européenne de Défense a montré le danger qu'il y avait à ne pas vouloir procéder par étapes.En proposant ,comme solution à la crise, l'institution d'une Communauté Européenne du Charbon et de l' Acier , Robert SCHUMAN ,soumettait un projet plus limité dans sa portée, mais plus facilement réalisable .Convaincu que l'Europe ne se ferait pas d'un seul coup, il voulait par des réalisations concrètes, créer une solidarité plus profonde entre les six, mais aussi une situation de fait. La C.E.C.A. devait être la première étape d'un processus d'intégration, qui de deux secteurs fondamentaux ,s'étendrait ensuite à l'ensemble des

(1)Office Statistique des Communautés Européennes :
Statistiques de base de la Communauté .Bruxelles 1964

économies pour aboutir finalement à une intégration politique.

La Communauté Economique Européenne est la deuxième phase de ce processus. Le succès de cette entreprise n'est plus à démontrer, même si l'on admet qu'elle a bénéficié de circonstances favorables (1). La vigueur du taux de croissance de ces économies s'est accompagnée d'un important développement des échanges intra-européens. De même, l'ouverture d'économies, jusqu'alors protégées par de solides barrières douanières, est l'occasion de profondes modifications de structures.

Enfin, les prolongements politiques que devra connaître l'intégration économique ne sauraient être ignorée.

A ce double titre, le dépassement du cadre national est susceptible d'affecter la politique de régionalisation. Il révèle des horizons nouveaux dont il est impossible de ne pas tenir compte. La détermination théorique de ces effets pose des problèmes différents selon que l'on considère la perspective à long terme de l'intégration politique, ou le processus actuel d'intégration économique.

Politiquement, deux interprétations sont possibles. Elles découlent de deux conceptions opposées relatives à cette forme d'union. Si les projets de confédération liés à la création d'une "Europe des Patries" ne dessinent en la matière aucune perspective particulière, en revanche l'esquisse d'une fédération européenne, dépassant le cadre des Etats membres, pourrait créer les conditions favorables à l'expression d'une étroite complémentarité entre dimension régionale et dimension européenne. Leur conjugaison permettrait de remédier à deux défauts des actuelles nations du vieux continent.

Tout d'abord, la dimension européenne présente l'avantage de répondre aux exigences économiques du monde moderne. Le développement passe par la constitution de grandes unités de production. Les procédés techniques de fabrication exigent l'utilisation de masses de capitaux de plus en plus importantes,

(1) cf L'introduction de la deuxième édition de l'ouvrage de Tibor SCITOVSKY " Economic theory and western european integration " London 1962.

dont la rentabilité n'est concevable qu'à l'échelle de productions quantitativement élevées. La présence d'un grand marché intérieur en est le support indispensable.

Ensuite, la rénovation, dans ce cadre élargi, de la dimension régionale, déjà très apparente sur le plan géographique et économique, permettrait la création d'un espace à la mesure de l'homme. La région est le cadre idéal et naturel de la vie en société. C'est à son niveau que cette dernière y trouve sa meilleure cohésion et son expression la plus riche. Elle y trouve une diversification bienfaisante, issue de disparités de modes de vie et de coutumes.

Dès lors, la complémentarité de ces deux dimensions se dévoile plus nettement. Au terme d'une évolution en marche, " la région, réalité géographique, économique, humaine, sera de devenir en quelque sorte le dénominateur commun de l'Europe. C'est dans ce cadre naturel que l'Europe pourra préserver sa diversité"(1).

L'organisation politique fédérale devrait être l'instrument de cette conjonction. " D'un côté, en haut, si l'on veut, les intérêts généraux de l'Europe - politique économique et financière, défense, diplomatie - seraient confiés à des organes fédéraux; de l'autre, à la base, les régions dotées d'institutions propres, avec d'assez larges compétences dans les domaines économique, administratif, social et culturel, formeraient en quelque sorte, en Europe, l'équivalent des " Etats de l'Union américaine"(2).

Quant aux nations, elles devraient, progressivement, disparaître, et les pouvoirs publics auraient pour tâche de préparer cet effacement en instituant, dès maintenant, des mesures de décentralisation de façon à promouvoir l'organisation régionale.

La confusion qui règne, en ce moment, sur les perspectives d'organisation politique de l'Europe interdit toutes prévisions.

(1) L'AVENIR (H) : " De l'Europe des Etats à l'Europe des régions"
Le Monde des 25 -26 et 27 août 1964.

(2) L'AVENIR (H) : " De l'Europe des Etats à l'Europe des régions"
op cit.

Le stade actuel des hypothèses est beaucoup trop incertain pour qu'il en soit autrement . L'analyse sommaire du projet ci-dessus énoncé avait pour seul but de montrer que , sur le plan politique , la disparité de dimensions n'entraînait pas forcément une incompatibilité entre le cadre infra-national et le cadre supra-national. En ce domaine, la régionalisation et l'intégration européenne pourraient, éventuellement, aller de pair.

L'ordre des priorités, ainsi que l'actualité du sujet, nous conduisent à déplacer le problème du domaine politique au domaine économique .

Il est alors de rechercher quelle peut être l'incidence de l'intégration européenne sur le développement des économies régionales.

La construction de la Communauté Economique Européenne est un fait nouveau dont la portée conditionne étroitement le devenir des économies réunies . Que six nations aient délibérément accepté de mettre fin au protectionnisme dont Frédéric LIST avait défini les fondements théoriques , mais que les pratiques effectives avaient très largement dépassé, traduit une orientation nouvelle . Un tournant de l'histoire économique de l'Europe se dessine . Il clôt une période séculaire de cloisonnement au cours de laquelle l'agriculture française en est restée à l'heure de MELINE et l'industrie nationale à la mesure de l'hexagone .

Le propre de l'intégration économique est d'ouvrir un nouvel horizon . Le passage de la dimension nationale à la dimension européenne, qu'elle opère, requiert de la part des entrepreneurs une adaptation de leur comportement . Elle est, pour eux, une situation nouvelle dont ils ne peuvent pas ne pas tenir compte, contre les risques de laquelle ils doivent se préserver; mais ils ont aussi intérêt à profiter des avantages nouveaux qu'elle offre . Leur attitude ne saurait être absolument identique à ce qu'elle était, jusqu'alors, dans le cadre,

plus étroit des frontières nationales (1).

Ces avantages sont de deux ordres (2). Grâce à cet élargissement des espaces économiques, des perspectives nouvelles se présentent sous la forme d'économies d'échelle : Ce sont tout d'abord, des économies externes découlant d'une meilleure localisation pour l'entrepreneur de ses unités de production; ce sont ensuite, des économies internes provoquées par un accroissement de la taille des entreprises, par l'accession à la dimension européenne.

La formation de ces économies n'est pas spécifique au cas particulier de l'intégration européenne. Elle résulte systématiquement d'un élargissement des dimensions. Le transfert de la dimension régionale à la dimension nationale en avait été, déjà, l'occasion. La mise en place de la C.E.E. donne à leur recherche une impulsion nouvelle; la place qu'elle occupe dans la politique des entrepreneurs ne peut manquer d'avoir des incidences sur le développement des économies régionales.

Nous les étudierons en analysant successivement l'évolution de la localisation des unités de production, puis le phénomène de l'accroissement de la taille des entreprises.

SECTION I : LA LOCALISATION DES UNITES DE PRODUCTION ET L'ACCENTUATION DES DESEQUILIBRES REGIONAUX :

L'influence que peut exercer l'intégration européenne sur la répartition géographique des activités économiques, à l'intérieur du nouvel ensemble, n'a pas échappé à l'attention des théoriciens. Le danger d'une aggravation des disparités ré-

(1) BYE (M) " Unions douanières et données nationales " .
Economie appliquée . Tome III 1950 n° 1 Janvier - Mars
p.133 et s.

(2) MARCY (G) : " Dans quelle mesure le commerce international ou des accords douaniers permettent-ils à une petite nation d'obtenir les avantages d'une plus grande nation ? " .
op cit . p.150

gionales est généralement souligné .

Les ~~réacteurs~~ du traité de Rome ont parfaitement mesuré le risque que comportait, sur ce point, leur effort (1). Leur intention est clairement formulée dans le préambule de ce traité de " renforcer l'unité de leurs économies et en assurer le développement harmonieux en réduisant l'écart entre les différentes régions et le retard des moins favorisées ".

Bien plus --- , la résorption des déséquilibres régionaux apparaît comme l'une des conditions de l'intégration européenne. Les inégalités régionales sont un facteur de désintégration des économies nationales (2). Or, la fusion de celles -ci en un ensemble communautaire ne sera véritablement efficace que, lorsqu'en elles-mêmes, elles seront déjà intégrées de façon satisfaisante .

De la déclaration d'intention aux réalisations concrètes, il y a un fossé difficile à combler, car la politique de développement régional dépend de la seule action des autorités nationales. Les Etats membres sont libres, en la matière, du choix de leur intervention. L'harmonisation des différentes politiques nationales, que suppose l'union économique n'est pas encore réalisée. La Commission de la Communauté Economique Européenne s'efforce précisément de préparer cette coordination.

Elle a fait un premier pas, dans cette direction, en décembre 1961, en organisant à Bruxelles, une conférence sur les Economies Régionales, dont les travaux ont fait l'objet d'une publication (3) . Celle-ci avait pour buts :

- de faire entrer en contact les différents responsables nationaux des politiques de développement régional .
- de dégager les grandes lignes de l'action ainsi entreprise par chaque nation .
- de mettre en évidence les problèmes posés par la cons-

(1) PRATE (A) : " Marché Commun et politique régionale "
Revue d'Economie Politique . Janvier -Février 1964 -
p.169 à 191.

(2) LAJUGIE (J) : " Les conditions d'une politique de développement régional pour les pays du Marché Commun " .
op.cit . p.276 et s .

(3) C.E.E COMMISSION : Conférence sur les Economies Régionales
les • Bruxelles: 6-8 Décembre 1961 - 2 volumes .

titution de la communauté .

- enfin d'esquisser les principes directeurs d'une politique de développement régional, telle qu'elle devrait être conçue au niveau européen.

Cet inventaire général a été suivi de la formation de groupes de travail , chargés d'approfondir les recherches sur des aspects fondamentaux . Trois rapports ont été rédigés et publiés en Mars 1964.

Le premier d'entre eux brosse un tableau systématique des objectifs et des méthodes de la politique régionale telle qu'elle est appliquée dans chaque Etat membre . Au-delà de la diversité qui les distingue, il en définit les dénominateurs communs(1).

Le deuxième traite du cas particulier des régions industrialisées , mais qui subissent un déclin . La spécificité des problèmes soulevés est nettement marquée . Différentes méthodes de conversion y sont proposées (2).

La troisième, enfin , a pour fonction de dresser un inventaire des divers moyens utilisés pour la mise en oeuvre de politiques de développement régional (3) .

Ces travaux ont permis à la Commission de présenter, tout récemment, en Mai 1965, une première communication sur la politique régionale (4) . Par cette procédure, elle vise à la définition d'une conception communautaire de la politique

(1) C.E.E. COMMISSION : "Objectifs et méthodes de la politique régionale dans la Communauté Européenne" . Rapport du groupe I chargé d'examiner les problèmes des régions à développer -Bruxelles 23 Mars 1964.

(2) C.E.E.: COMMISSION : " L'adaptation des régions d'ancienne industrialisation ". Rapport du groupe n°2 chargé d'examiner les problèmes des régions déjà industrialisées à structure vieillie. Bruxelles 25 Mars 1964.

(3) C.E.E.: COMMISSION : " Moyens de la politique régionale dans les Etats membres de la C.E.E." . Rapport du groupe n°3 chargé d'apprécier l'efficacité des divers avantages octroyés en vue de favoriser le développement régional - Bruxelles 24 Mars 1964.

(4) C.E.E.: COMMISSION : " Première communication de la Commission sur la politique régionale dans la Communauté Economique Européenne " . Bruxelles 11 mai 1965.

de développement régional, à l'élaboration d'un cadre général à l'intérieur duquel s'insérerait l'action de chaque Etat .

Mais, pour l'instant ,l'incidence de l'intégration européenne s'analyse plus dans un risque d'aggravation des inégalités régionales que dans la mise en oeuvre d'une politique correctrice de ces dernières.

Le risque est d'autant plus sérieux qu'il est contemporain d'une évolution du progrès technique de nature à favoriser cette réaction . L'impact du progrès technique est indéniable sur la localisation des activités économiques . Or, l'assouplissement de certaines contraintes de localisation, auquel nous assistons depuis quelques années ,est un élément nouveau susceptible de donner plus libre cours à la recherche d'économies externes(1) , et d'imprimer une impulsion supplémentaire à l'agglomération géographique des unités de production .

L'analyse de cette évolution s'impose donc comme un préalable à la détermination des effets du Marché Commun sur la localisation des activités économiques .

§ I : L'assouplissement des contraintes techniques de localisation :

Reprenant en cela la célèbre distinction de Lewis MUMFORD (2), J.F. GRAVIER a souligné la participation du progrès technique à la formation du désert français (3).Trois grandes périodes jalonnent l'évolution historique de celui-là :tout d'abord, l'âge de l'eau et du bois, ou l'âge éoteknique ;puis celui du charbon et du fer, qualifié de paléoteknique; enfin, le stade actuel caractérisé par l'avènement de l'électricité,du pétrole ,ainsi que des alliages .Cette transformation des conditions de production a profondément imprégné la répartition

(1) LEURQUIN (P) : Marché Commun et Localisations . Les métaux non ferreux dans la Communauté Economique Européenne . Louvain 1962 . passim.

(2) MUMFORD(L) : Technique et civilisation . trad.française Ed.du Seuil . Paris 1950

(3) GRAVIER (J.F) : Paris et le désert Français . Flammarion 1947 p.23 et s.

géographique des activités économiques .Son influence s'est essentiellement exercée par l'intermédiaire du coût de transport.

L'approche de cette incidence sera conduite en deux étapes : elle requiert, en premier lieu, une étude de l'importance que revêtent les frais de transport dans les décisions d'implantation de leurs unités de production prises par les entrepreneurs; elle se poursuivra, ensuite, dans l'examen de l'action actuelle du progrès technique sur cet élément du prix de revient.

A) Le coût de transport ,facteur de localisation :

" Si l'on définit l'unité de production comme le lieu où sont combinés, sous l'effet d'un centre de décision unique, un certain nombre de facteurs pour donner un produit, l'équilibre dimensionnel de l'unité de production est défini à son tour quand ce lieu a trouvé sa situation optima. Le problème de la localisation de l'unité de production revient donc à déterminer cet optimum ".,écrit le professeur PONSARD (1).La recherche de ce dernier est l'une des premières voies dans lesquelles s'est engagée l'analyse économique spatiale.La place que tient le coût de transport dans l'élaboration de ce calcul est généralement soulignée par les auteurs .

S'attachant à la détermination de cet équilibre, A.LÖSCH adopte comme critère de recherche la maximisation du profit de l'entrepreneur (2), la localisation la meilleure étant celle qui permet de l'atteindre . Il conduit l'analyse en termes de recettes et de coûts et le coût de transport est pris en considération en tant qu'élément du coût global . La multiplication des variables participant à ce calcul économique complique le problème qui ne peut trouver une solution unique .Plusieurs points, de localisation optima peuvent être simultanément discernés.

(1) PONSARD (C) : Economie et espace .Essai d'intégration du facteur spatial dans l'analyse économique . Paris S.E.D.E.S 1955 p.356

(2) LÖSCH (A) : The Economics of location . New-Haven Yale University Press p.18 et s .

Héritier spirituel d'A. LÖSCH ,l'économiste américain W.ISARD aborde le même problème, en termes de prix, utilisant ainsi les instruments d'analyse élaborés par la théorie économique générale (1).

Mais à la différence de son maître, il privilégie le coût de transport, en l'élevant, selon l'expression de M.L'HUILLIER(2) " à la hauteur d'un facteur de production primordial ". Il introduit , à cet effet , la notion de " transport-input " .

Nous définissons ,écrit-il, le " transport-input " comme "le mouvement d'une unité de poids sur une unité de distance "(3). On peut ainsi parler de tonnes-kilomètres. Indirectement, le " transport-input " correspond aux efforts et services nécessaires pour surmonter la résistance rencontrée dans le mouvement , lorsque des frottements se produisent dans l'espace .Ceteris paribus, il est souhaitable de les minimiser .

L'analyse économique se doit donc d'intégrer cet élément dans la recherche de la combinaison optimale des facteurs de production .

L'intérêt que suscite le coût de transport n'est pas nouveau .En lui portant une attention aussi soutenue, le professeur ISARD se situe dans le prolongement d'une longue tradition. Les premiers théoriciens de l'économie spatiale ont en effet considéré ce coût comme un facteur essentiel de localisation des activités économiques .

1)- Le coût de transport et la localisation des activités économiques.

Trois auteurs ont élaboré les premiers modèles de localisation des activités économiques. Von THÜNEN s'est intéressé à la localisation des activités agricoles, WEBER et PALANDER

(1) ISARD (W) : Location and Space Economy.

The MIT Press Cambridge Massachusetts 1962

(2) L'HUILLIER (D) : Le coût du transport Cujas 1965 p.1

(3) ISARD (W) : Location and Space Economy op.cit. p.79

ont formulé les premiers schémas d'explication théorique de la localisation des activités industrielles .

a) Von THÜNEN et la localisation des activités agricoles .

Von THÜNEN reconnaît une action particulière au coût de transport .Les hypothèses simplificatrices qu'il adopte dans la construction de son modèle favorisent cette mise en évidence(1).

Le fil conducteur de son raisonnement est le suivant : la localisation des productions agricoles obéit à la recherche de la maximation de la rente foncière ,c'est-à-dire de ce qui reste après rémunération de tous les facteurs de production .Or le niveau de la rente foncière dépend précisément du coût de transport .

THÜNEN édifie son modèle à partir d'un " Etat isolé ", autrement dit d'une plaine uniforme, séparée du reste du monde par un désert, à l'intérieur de laquelle la fertilité du sol est identique en tous les points et où les possibilités de transport sont similaires dans toutes les directions . Au centre de cette plaine,il dispose une ville, qu'il réduit à un point ,et dont l'office sera de constituer le marché,où s'écouleront les diverses productions agricoles .

Dans ce cadre, THÜNEN nous montre comment ces dernières vont se distribuer autour de la ville .La rente foncière est par définition un phénomène résiduel .Elle est égale à la différence entre le prix de vente et la rémunération totale des facteurs de production .

Le prix de vente est unique,car il n'existe qu'un seul marché .Le montant total des coûts varie selon l'importance des frais de transport,car ceux-ci sont proportionnels au poids et à la distance . La différence,c'est-à-dire le montant de la

(1) VON THÜNEN : Recherche sur l'influence que le prix des grains, la richesse du sol et les impôts exercent sur les systèmes de culture. 1826 . Traduction française . Guillaumin Paris 1851.

rente foncière, indique la localisation optimale des différentes productions, à l'intérieur de cet espace où le périmètre et la ville centrale sont des données.

L'auteur aboutit ainsi à la détermination de cercles concentriques. Le premier d'entre eux délimite la zone de production de produits maraîchers et de lait, car, d'une part, ils sont difficiles à transporter et d'autre part, le coût de leur transfert doit être minimisé car il représentait une fraction trop élevée de leur valeur. De plus, la proximité de la ville facilite l'acquisition d'engrais. Toutefois, cet avantage s'affaiblit au fur et à mesure où l'on s'éloigne du centre, il finit même par disparaître et la rente foncière devient plus forte pour d'autres types de cultures, ou d'activités.

Un calcul du même ordre invite à pratiquer la sylviculture dans le deuxième cercle, puis les cultures céréalières dans le troisième, le quatrième et le cinquième (la différence entre eux tenant au mode d'exploitation) et enfin l'élevage du bétail dans le sixième et dernier cercle.

Cette première conclusion établie, THÜNEN enrichit son modèle, en introduisant de nouveaux éléments dans son analyse. Le tracé d'une voie navigable perturbe l'ordonnement antérieur car l'auteur avait jusqu'alors raisonné dans l'hypothèse de moyens de transports uniformes et terrestres. Le coût plus faible de ce nouveau moyen de communications va entraîner le tracé de bandes de part et d'autre de cette voie d'eau, en modifiant le montant des différentes rentes foncières. Les cercles concentriques disparaissent. Une nouvelle perturbation peut être apportée par la création d'une seconde ville, donc d'un second marché. D'autres sont ajoutées, compliquant la distribution spatiale des activités agricoles, mais soulignant l'incidence des frais de transport.

Les limites de ce modèle tiennent au fait qu'il ne concerne que les productions agricoles. Les maîtres de l'école spatiale allemande, prolongeant en cela l'effort de Von THÜNEN vont

s'intéresser à l'étude des localisations industrielles (1).

b) Le triangle de localisation de

LAUNHARDT :

Ce pas a été franchi par LAUNHARDT ,qui, laissant le niveau de la branche d'activité pour celui de la firme, établit un triangle de localisation à l'intérieur duquel il détermine un point minimum de transports .Il calcule ce dernier à partir des localisations données de deux sources de matières premières et d'un marché de consommation, constituant les trois sommets du triangle .L'action du coût de transport considéré comme proportionnel au poids et à la distance, est comparée à celle de forces mécaniques s'exerçant sur la firme , selon le schéma suivant : soient M_1 et M_2 les deux sources d'approvisionnement et K la localisation du marché :



Le point P est le lieu où le coût de transport total de matières premières et de produits finis est minimisé. C'est celui où s'implantera l'unité de production .

c) Le modèle de WEBER :

Alfred WEBER ,tout en élargissant le champ de l'analyse causale ,reprend ce schéma explicatif ,et marque, de ce fait , l'importance privilégiée qu'il accorde, lui aussi, à ce coût . Il commence en effet par déterminer le lieu pour lequel celui-ci est minimum ,puis il intègre dans son modèle deux autres

(1) PONSARD (C) : Histoire des Théories Economiques spatiales
Centre d'Etudes Economiques . A Colin 1958 p.21 et s.

facteurs dont l'intervention se greffe sur celle des transferts ce sont , successivement, la main d'oeuvre et la " force agglomérative " .

Le calcul du point minimum procède des mêmes hypothèses que le modèle de LAUNHARDT, à savoir, l'adoption comme données , de localisations précises de matières premières et de centres de consommation, ainsi que la proportionnalité qui relie les frais de transport au poids et à la distance. La jonction par des droites de ces différentes localisations permet à WEBER de dessiner une figure géométrique à l'intérieur de laquelle se trouve le lieu recherché .S'il existe,comme dans le cas précédent, deux sources de matières premières et un marché, la figure est un triangle.Des formes géométriques plus complexes naissent de la multiplication des données .

La position du point minimum de transport dépend de la puissance attractive de chacune de celles-ci .En ce domaine, l'auteur introduit une triple différenciation dans les sources d'approvisionnement. L'attraction de celles-ci sera plus ou moins vive selon qu'il s'agira de matières premières douées d'ubiquité, de matières premières qui ne perdent pas de poids au cours du processus de transformation, ou enfin de celles qui , au contraire, en perdent .

Dans le premier cas, la firme se localisera près des centres de consommation; dans le second cas, les considérations de distance seront déterminantes ; dans le troisième le produit fini pesant moins que la matière première , la proximité de celle-ci est plus avantageuse que celle de celui-là, et la firme tendra à se rapprocher des sources d'approvisionnement .

La détermination du point minimum de transport dépend de ce que WEBER appelle l' "indice matériel" ,c'est-à-dire du rapport entre le nombre d'unités de poids de matières premières localisées et le nombre d'unités de poids du produit fini .

(1) WEBER (A) : Theory of the location of Industries .
Chicago 1929 .

Elaborant des perspectives à long terme, l'auteur discerne d'une part, une tendance croissante à la localisation près des sources de matières premières perdant du poids dans leur transformation en produits finis, et, d'autre part, une certaine raréfaction des matières premières douées d'ubiquité, ce qui, par contre-coup, diminuerait la puissance attractive des centres de consommation.

Toutefois, il n'est pas sûr que le point minimum de transport soit le lieu où s'implante effectivement la firme. Des considérations relatives au coût de la main d'oeuvre s'ajoutent à la minimisation des frais de transport. Elles sont susceptibles d'imprimer une certaine inflexion à la décision de localisation. A partir du point minimum de transport, WEBER procède à la délimitation d'isodapanes, c'est-à-dire de lieux géométriques des points sur lesquels l'accroissement des frais de transport serait identique. Parmi ces isodapanes, il distingue celle pour laquelle cet accroissement des frais de transports serait exactement compensé par une économie réalisée sur le coût de la main d'oeuvre: c'est l'isodapane critique.

Ainsi la comparaison de ces deux variables concernant coût de transport et coût de main d'oeuvre peut entraîner une certaine déviation. Mais l'intervention d'un troisième facteur peut encore modifier la décision: il s'agit d'économies qui proviennent de la concentration. Pour intégrer ce nouvel élément dans le calcul, WEBER raisonne toujours de la même façon. A partir du point qui minimise l'ensemble des frais de transport et de main d'oeuvre, il s'agit de comparer les gains pouvant découler de cette concentration, à l'augmentation des coûts précédemment analysés. Une nouvelle déviation peut intervenir modifiant la solution du problème.

Les trois modèles ainsi présentés accordent un rôle privilégié au coût de transport. Toutefois, le souci de simplification incite leurs auteurs à ne pas tenir compte de la diversité des éléments qui doivent être pris en considération dans la détermination de ce coût. Le mérite revient à leurs successeurs d'avoir progressivement enrichi ces premiers schémas d'explication.

2) L'enrichissement des modèles de localisation :

Prenant pour base les modèles précédents, des économistes vont s'efforcer de nuancer l'intégration du coût de transport dans le calcul de localisation en introduisant de multiples facteurs de différenciation. Le suédois PALANDER et l'américain HOOVER vont ainsi compléter les travaux des premiers économistes de l'école spatiale allemande .

a) l'apport de PALANDER :

Analysant l'incidence du coût de transport sur les décisions de localisation, PALANDER n'aboutit pas à une détermination aussi précise que WEBER. Au calcul d'un point minimum, il substitue l'indication d'un ensemble de points pour lesquels ce coût est minimisé; mais à l'intérieur de ces limites, d'autres facteurs de localisation deviennent, à leur tour, décisifs .

PALANDER complique son modèle en ne retenant pas l'hypothèse simplifiée d'une variation des frais de transport uniquement en fonction du poids et de la distance .Il introduit de nombreux éléments de différenciation. Il distingue, dès le départ, deux cas : le transport régulier et le transport irrégulier .

Dans la première éventualité, les frais de transfert vont dépendre de la nature des moyens de transport, de la nature des produits véhiculés, de l'importance de l'envoi, et même de la personnalité de l'expéditeur .S'ils dépendent de la nature des moyens de transport, ils peuvent être soit indépendants de la distance parcourue, comme dans l'exemple des tarifs postaux , soit proportionnels à celle-ci .S'ils dépendent de la nature de la marchandise transportée ,généralement,ils varient proportionnellement au poids, mais il arrive que la valeur spécifique du produit soit prise en considération .Enfin, l'importance de l'envoi ainsi que des accords particuliers avec le transporteur sont des éléments capables de modifier le montant de ces

frais.

Lorsqu'il s'agit de transport irrégulier, le coût du transfert dépend essentiellement de l'offre et de la demande . L'influence de la distance est plus négligeable. La présence d'un frêt de retour peut, par contre, être décisive .

L'examen de la diversité des conditions de transports permet à l'auteur de nuancer son analyse théorique et d'envisager une pluralité de solutions. Il introduit, tour à tour, toutes les hypothèses possibles. De plus, il étudie, les distorsions provoquées dans le tracé des isovecteurs (lignes d'égalité de frais pour une marchandise donnée) , par l'existence d'obstacles naturels et met en évidence l'attraction qu'exercent sur les localisations les points de convergence de plusieurs lignes de transports .

b)- L'analyse de HOOVER :

Se situant à un niveau moins élevé d'abstraction que ses prédécesseurs, HOOVER se livre , comme PALANDER à une étude minutieuse de l'incidence de ce coût sur la localisation des activités économiques (1). " Le coût et les inconvénients de l'approvisionnement à longue distance ou la distribution à une clientèle lointaine, écrit-il (2), incitent les producteurs à se rapprocher des sources et des marchés " .

Le coût de transport est un phénomène complexe dont la détermination requiert l'examen de nombreux facteurs, La distance parcourue est un premier élément de variation car des tarifs dégressifs sont appliqués pour de longs trajets . De même, il faut tenir compte de la direction car, pour bénéficier d'un frêt de retour, le transporteur peut consentir une réduction de tarif. Un même résultat peut être atteint pour une quantité élevée de produits transportés en raison de la présence de coûts fixes . Par contre, si la qualité de la marchandise exige, à cause de

(1) HOOVER (E.M.) ; La localisation des activités économiques.
Traduction partielle de Jean ALAURENT .Economie et Humanisme.
Les Editions Ouvrières p.35 et s.

(2) HOOVER (E.M.) :La localisation des activités économiques.
op cit .p.35 .

sa fragilité, des précautions spéciales, le coût de transport subira une majoration .

La localisation qui minimise ce coût de transfert varie selon l'entreprise considérée. HOOVER raisonne, en premier lieu, sur le cas le plus simple, celui d'une firme qui dispose d'une seule source d'approvisionnement et qui écoule sa production en un unique lieu . Il trace, sur un même graphique, la courbe du coût de transport de la matière première, puis celle du produit fini, enfin la courbe faisant la sommation des deux. C'est le minimum de cette dernière qui indique la localisation optimale . L'auteur remarque que, de façon générale, les firmes tendront à se localiser près de la source d'approvisionnement ou du point de vente , plutôt que dans une position intermédiaire .

Plus le poids de la matière première sera supérieur à celui du produit fini, plus forte sera l'attraction de la source d'approvisionnement . Il en est ainsi, par exemple, des industries qui consomment beaucoup de combustible . En revanche, si la transformation de la matière brute en produit manufacturé entraîne une augmentation de poids, ou des difficultés croissantes de manutention , la firme recherchera son emplacement à proximité du point d'écoulement de sa production ; Il existe, toutefois , des activités pour lesquelles les contraintes de localisation sont beaucoup plus atténuées, qui disposent d'une plus grande liberté et qui peuvent s'installer en un point de rupture de charge .

Des modèles plus complexes naissent de l'accroissement du nombre de matières premières ou de fabrications . Le choix de la localisation est, alors, conditionné par une multiplicité de facteurs et notamment par les relations géographiques qui s'établissent entre les diverses sources d'approvisionnement ainsi que la répartition spatiale des marchés .

Dégageant une conclusion générale, HOOVER constate l'existence d'une relation entre les différents stades du processus de production et les contraintes de localisation . Les premiers stades de ce processus subissent principalement

l'attraction des sources d'approvisionnement; ceux qui se situent à un niveau de fabrication plus élaborée tendent à se rapprocher des marchés . L'examen des faits confirme ces conclusions théoriques .

3) La confirmation des faits :

Les contraintes techniques de localisation ont profondément influencé la distribution géographique des activités industrielles . Les exemples pourraient être multipliés . Le phénomène a été général . L'observation de la répartition territoriale de l'industrie française, à l'intérieur de l'hexagone, suffit à le montrer .

Les régions dont la densité industrielle est la plus forte ne sont-elles pas, précisément, celles qui ont eu l'avantage de posséder, en leur sein, soit une source d'énergie (le charbon dans la région du Nord), soit une matière première (le minerai de fer en Lorraine) soit un vaste marché (comme la région parisienne)? . La carte économique de la France est profondément modelée par ces localisations (1) . Elle l'est d'autant plus que ces avantages initiaux décisifs ont été corroborés par l'implantation d'un réseau de voies de communications calqué sur cette distribution géographique . Si les transports routiers ne sont qu'imparfaitement adaptés au transfert de produits lourds, l'industrialisation , des régions ci-dessus évoquées, a été favorisée par l'existence et le développement d'un réseau de voies navigables qui constitue le moyen de transport le moins onéreux de matières pondéreuses . Etudiant le cas particulier de la région du Nord le professeur GENDARME a souligné le caractère remarquable de " la coïncidence entre le système de canaux et la zone du bassin houiller"(2). Mais, simultanément , du fait de sa très inégale répartition géographique, ce réseau accroît le désavantage que subissent les régions initia-

(1) CORONT-DUCLUZEAU(F) : La formation de l'espace économique national . A. Colin 1964 p.57 et s.

(2) GENDARME (R.) : La région du Nord . Essai d'analyse économique . A . Colin 1954 p.41.

lement moins bien dotées .Selon une estimation du professeur CHARDONNET , " 90 % de la batellerie française sont concentrés et exercent leur activité au nord d'une ligne Le Havre-Bâle "(1) Le recours au chemin de fer qu'impose l'approvisionnement de celles-ci s'accompagne d'un accroissement du coût de transport

L'exploitation sur place de matières pondéreuses a déclenché un puissant mouvement d'industrialisation .

Si l'on excepte l'industrie textile ,on peut dire que les autres activités secondaires de la région du Nord sont nées de la présence de gisements houillers .

Tel a été le cas de centrales thermo-électriques qui utilisent comme combustible des déchets,peu riches en carbone, mais consomment une énergie à bas prix ,et dont le transport, entraînant un coût supérieur à la valeur du produit ,ne serait pas rentable.En retour les centrales électriques trouvent dans l'exploitation de leur source d'approvisionnement un important débouché .La modernisation des méthodes d'extraction houillère s'est opérée par la mise en oeuvre d'un programme d'électrification, tant pour l'éclairage de la mine, que pour les descentes et montées des mineurs ou la traction des wagonnets.De même,les raisons de la transformation sur place du poussier formé par les charbons friables en boulets,sont liées au peu de valeur que possède la matière brute et à ses difficultés de transport,comparativement au produit fini .

L'implantation de cokeries est une conséquence logique de l'extraction houillère. L'importance que revêt, dans cette activité ,l'approvisionnement en charbon en est le fondement. La cokéfaction de la houille donne naissance à des gaz de cokeries dont l'utilisation est à l'origine du développement de la carbochimie .

Enfin, la sidérurgie a été également attirée par cette proximité du charbon.L'absence de minerai de fer l'a toute -

(1) CHARDONNET(J) : l'économie industrielle française .
Institut d'Études Politiques . Université de Paris .
Les cours de Droit . 1956 - 1957 p.100.

fois conduite à se spécialiser principalement dans la fabrication d'acier Martin dont elle produit 40 % du total national (1). L'installation d'industries mécaniques et électriques s'explique par la volonté des entrepreneurs de bénéficier des avantages de cet environnement industriel en général et sidérurgique en particulier .

D'autres exemples révéleraient le même phénomène de l'attraction des sources d'approvisionnement et des marchés . Néanmoins, l'évolution du progrès technique fait que les problèmes ne se posent pas constamment dans les mêmes termes. La localisation des activités économiques à l'ère de l'atome ne subira pas probablement, les mêmes contraintes techniques qu'à l'ère du charbon . Sous le moteur du progrès technique une évolution est en train précisément de se dessiner dans la distribution géographique des localisations .

B) Progrès technique et contraintes de localisation :

Certains théoriciens de l'analyse spatiale avaient esquissé , en conclusion de leurs modèles, les perspectives à long terme vers lesquelles semblait s'orienter, selon eux, la répartition dans l'espace des unités de production. Examinant les problèmes concrets de l'économie britannique, durant la grande dépression, DENNISON avait plus franchement abordé le sujet en élaborant une dynamique du progrès technique dans ses relations avec les localisations industrielles (2). Il avait clairement perçu qu'une modification des techniques de production s'accompagnait d'un déplacement des contraintes de localisation . SCHUMPETER avait remarquablement souligné le processus de mutation qui s'opère par une succession de révolutions industrielles. " De telles révolutions, écrivait-il (3) remodelent

(1) Notes et Etudes documentaires : " L'économie de la région du Nord et du Pas de Calais " . N° 2837 du 30 Novembre 1961
La Documentation française p.45

(2) DENNISON (SR) : The location of Industry and the depressed areas Oxford University Press 1939

(3) SCHUMPETER (J) : Capitalisme, socialisme et démocratie .
Traduction française Payot p.145.

périodiquement la structure existante de l'industrie, en introduisant de nouvelles méthodes de production - l'usine mécanisée, l'usine électrifiée, la synthèse chimique, et ainsi de suite; de nouveaux biens - tels que les services ferroviaires, les automobiles, les appareils électriques; de nouvelles formes d'organisation - telles que les fusions de société; de nouvelles sources d'approvisionnement - laine de plata, coton d'Amérique, cuivre du Katanga; de nouvelles routes commerciales et de nouveaux marchés pour les achats et pour les ventes".

L'un des aspects essentiels de la révolution industrielle, dont nous nous proposons de mesurer la portée, s'analyse dans la substitution croissante de nouvelles sources d'énergie au charbon. Le quasi-monopole dont bénéficiait celui-ci s'est progressivement estompé. L'augmentation rapide de la consommation globale d'énergie est allée de pair avec une modification de sa structure (1).

La production mondiale d'énergie était évaluée en 1900 à 748 millions de tonnes équivalent charbon (2). En 1930, elle avait plus que doublé car elle atteignait 1.710 millions. En 1950, elle se montait à 2.706 millions et en 1959 à 3.397 millions de mêmes unités. La progression est extrêmement rapide. Elle coïncide avec l'apparition de nouvelles sources d'énergie.

En 1900, le charbon et le lignite représentaient ensemble 96,3 % de la production énergétique mondiale, le solde étant constitué par le pétrole brut (3,7 %). En 1930, les pourcentages respectifs étaient de 75 % pour le charbon et le lignite, de 14,9 % pour le pétrole brut, de 4,3 % pour le gaz naturel et de 5,8 % pour l'hydroélectricité. En 1950, le mouvement s'accroît; le charbon et le lignite ne représentent plus que 57,8 % contre 25,2 % pour le pétrole brut, 9,5 % pour le gaz naturel et 7,5 % pour l'hydroélectricité. Enfin, en

-
- (1) MAJORELLE (J) et GOUNI (L) : L'Economie de l'énergie. Institut d'Etudes Politiques. Université de Paris. Les Cours de Droit. 3 fascicules 1960 - 1961.
(2) CHARDONNET (J) : Géographie Industrielle. Tome I - Les sources d'énergie. Sirey 1962. Annexe statistique. Tableau 6.

1959, les proportions sont de 48 % pour le charbon et le lignite, de 31,1 % pour le pétrole brut, de 12,4 % pour le gaz naturel et de 8,5 % pour l'hydroélectricité (1). Actuellement, le charbon représente moins de la moitié de la production énergétique mondiale .

Toutefois, l'ampleur de ce déclin varia d'un pays à l'autre (2). Il est particulièrement accentué aux Etats-Unis, où cette forme d'énergie classique ne représente plus que le quart de la production énergétique nationale . Il l'est beaucoup moins en Europe occidentale et notamment en France où la consommation énergétique nationale de l'année 1963 s'est ventilée de la façon suivante : 51,4 % pour le charbon , 32,4 % pour les produits pétroliers, 11,6 % pour l'électricité hydraulique et 4,6 % pour le gaz naturel (3) . La concurrence particulièrement vive de produits pétroliers doit , dans les prochaines années, accentuer le mouvement . Le phénomène se poursuivra inéluctablement avec l'extension de l'énergie nucléaire .

Le développement de ces nouvelles sources d'énergie a pour effet de bouleverser la répartition géographique des sources d'approvisionnement. La discrimination interrégionale qui était née de l'hégémonie du charbon s'efface; une nouvelle redistribution s'opère sous l'impulsion du progrès technique .

La production d'énergie hydro-électrique se réalise principalement dans les régions montagneuses : les Alpes, le Massif Central, et les Pyrénées .

La production française de pétrole brut provient à concurrence de 71 % de la région du sud-ouest (4) , avec les gisements de Lacq et de Parentis et ses environs , Lugos, Mothes ,

(1) CHARONNET (J) : Géographie Industrielle : op cit .

(2) Notes et études documentaires : " Le charbon en France " . n° 2885 du 11 Mai 1962. La Documentation française.

(3) VILAIN (M) : " L'avenir du charbon " Revue politique et parlementaire n° 745 de Mai 1964 p. 58.

(4) DUMORA (H) : " La production de pétrole et de gaz naturel en France " / Les Cahiers français n° 94 d'Avril 1964 .
La Documentation française p.7 et s .

Cazaux et Lavergne . La production alsacienne souffre de l'épuisement de son gisement de Pechelbronn; en revanche, des découvertes plus récentes ont été effectuées dans le bassin parisien à Coulommès , à Chateaurenard -Saint-Firmin -des-Bois, à Chailly-en -Bière, à Chartrettes, à Villmer et à Saint-Martin de Bossenay. Toutefois, en 1963, le sous-sol français ne procurait que la modeste proportion de 5 % environ du pétrole raffiné sur notre territoire (1). Le solde est donc importé, transformant les ports pétroliers en de nouvelles sources d'approvisionnement énergétique . Ceux-ci sont dispersés sur l'ensemble du littoral national, dans les divers estuaires (Le Havre , Lavéra etc..).

La production nationale de gaz naturel est géographiquement localisée , en totalité dans la région du sud -ouest avec les gisements de Saint- Marcet , Lacq et Charlas .

Enfin, la redistribution spatiale des sources d'approvisionnement énergétique peut devenir complète avec l'énergie nucléaire . La localisation des centrales thermo-nucléaires est quasi -totalement affranchie de contraintes géographiques . La possibilité de pomper de l'eau en quantité suffisante est la seule condition à satisfaire, sur ce plan .

Dès lors, on peut se demander, dans quelle mesure en bouleversant cette répartition géographique, en opérant une nouvelle "danne " , le progrès technique ne va pas favoriser la résorption de certains déséquilibres régionaux. Des régions qui ont, jusqu'alors, souffert de leur carence en énergie, et dont l'éloignement gênait l'approvisionnement se trouvent , soudainement, dotées de cet avantage dont l'histoire économique nous a montré qu'il avait été jusqu'alors pleinement décisif pour l'industrialisation des zones de localisation . L'attraction des sources d'approvisionnement ne va-t-elle pas jouer au profit de ces dernières, comme cela avait été le cas pour la région du Nord, à l'époque du charbon ? . La question est

(1) UNION DES CHAMBRES SYNDICALES DE L'INDUSTRIE DU PÉTROLE :
"L' industrie française du pétrole " 1962 -1963 p.48.

d'importance, car la réponse qui lui sera apportée conditionnera l'étude de l'influence du Marché Commun sur les localisations industrielles. Il n'est pas indifférent de savoir, pour cette recherche si le Sud-Ouest de la France va devenir un vigoureux pôle d'attraction industrielle, ou s'il en sera autrement.

En fait, il n'est pas sûr que cet avantage initial soit toujours aussi déterminant. L'évolution, telle qu'elle s'opère actuellement, semble aller dans le sens d'un affaiblissement de l'attraction des sources d'approvisionnement. Avec l'énergie hydro-électrique, avec le pétrole, ou le gaz naturel, celles-ci attirent beaucoup moins les activités industrielles dérivées que le faisaient les gisements charbonniers.

Deux raisons essentielles nous paraissent être à l'origine de ce renversement de tendance. Tout d'abord, sous l'influence de ce même progrès technique, se réalise une diminution de la part relative des frais de transport dans le prix de revient total, rendant les transferts comparativement moins onéreux. Ensuite, l'attraction des centres de consommation s'intensifie multipliant les localisations d'unités de production à proximité des lieux d'écoulement de leurs produits.

1) La diminution de la part relative des frais de transport dans le prix de revient total :

Cet allègement des frais de transport peut s'expliquer par une double série de raisons, les unes se rapportant à une évolution constatée dans la qualité des produits transportés, les autres procédant d'une modernisation des moyens de transport.

a) La tendance à la dématérialisation de l'économie :

" Le développement du secteur secondaire, écrit M. Pierre MASSE, obéit à une tendance profonde que l'on pourrait caractériser d'un mot comme une dématérialisation progressive de l'écono-

mie (1).

D'une part, en effet, le progrès technique entraîne l'utilisation de matières de moins en moins pondéreuses, réduisant par ce fait même, l'incidence du poids. L'acier qui a été, très longtemps, la matière de base de l'industrie, subit une concurrence de plus en plus vive de la part de métaux moins lourds et notamment de l'aluminium. De plus, l'utilisation de matières plastiques se développe à un rythme croissant. L'exploitation à grande échelle de l'énergie nucléaire aura pour effet de parfaire cette évolution dont la fluidité a été une étape." Pour les réacteurs, dont la mise au point est en cours, on peut estimer que 1 tonne d'U naturel permet de produire autant de KWh que 10 à 30.000 tonnes de charbon dans une centrale classique " estiment les spécialistes de cette nouvelle forme d'énergie (2). Les considérations relatives au poids deviendront de moins en moins déterminantes.

Ceci d'autant plus que, d'autre part, l'augmentation de la légèreté des produits s'accompagne, le plus souvent, d'un accroissement de leur valeur en termes monétaires. La part que représente, dans cette dernière, la matière, tend à s'affaiblir, au profit d'une meilleure élaboration. La succession des innovations technologiques s'accompagne de la fabrication des biens d'équipement de plus en plus complexes, de plus en plus perfectionnés, et par contre-coup, de plus en plus onéreux. L'incidence des frais de transports se trouve, de ce fait, minimisée, en valeur relative.

Le phénomène est encore plus sensible grâce à l'amélioration des moyens de transport.

b) La modernisation des moyens de transport.

" C'est une caractéristique essentielle des transports

(1) MASSE (P) : " L'aménagement du territoire, projection géographique de la société de l'avenir " .op cit p.13 et 14

(2) ANDRIOT (J) et GAUSSENS (J) : Economie et perspectives de l'énergie atomique . Dunod 1964 p.2 et 3 .

que de vaincre de l'espace, afin de l'ouvrir tout entier à leur activité" affirme A. PREDOHL (1). A ce titre, il n'est pas sûr que les régions dotées de nouvelles sources d'énergie puissent bénéficier de leur exploitation sur place. L'amélioration des moyens de transport est une donnée apte à modifier les perspectives de localisations industrielles.

Le rôle des chemins de fer dans la desserte des zones industrielles n'est plus à démontrer (2). Les progrès les plus décisifs dans le transfert des marchandises se sont concrétisés par une diminution du prix de revient du transport. Ceux-ci résultent tant d'une modernisation des méthodes de traction, que de l'automatisation des opérations de chargement et de déchargement (3).

Parallèlement, la capacité des véhicules routiers s'est accrue. L'augmentation de la charge utile facilite une réduction du coût moyen par tonne/Km. Alors qu'en 1939, le type de camion le plus utilisé avait une capacité de trois à cinq tonnes, celle-ci est en 1960 de huit à dix tonnes, et l'adaptation d'une remorque est encore possible (4).

Dans le domaine de la navigation, le transport maritime a connu d'importants développements, notamment en matière d'approvisionnements pétroliers. Si d'énormes progrès restent à faire en ce qui concerne la navigation intérieure, des aménagements sont effectués pour améliorer la navigation du Rhin et du Rhône.

-
- (1) PREDOHL (A) : Progrès technique et Marché Commun. Conférence Européenne. Bruxelles 5-10 Décembre 1960. Vol II- Rapport de synthèse sur les transports. p.333 et s.
 - (2) ARMAND (L) : " L'industrie des transports " .L'Encyclopédie française. Tome IX. L'Univers économique et social. p.9, 16-7
 - (3) SANTORO (F) et autres : Progrès technique et Marché Commun op cit. Rapport de la section " chemins de fer " p.365
 - (4) THIEBAULT (A) et autres : Progrès technique et Marché Commun. op.cit. Rapport de la section " transports routiers " p.441.

Le transport par pipe-line est un procédé dont l'application se généralise, et qui peut bouleverser, ainsi que nous le verrons, la distribution géographique des activités industrielles.

Enfin, si le transport aérien de marchandises ne tient encore qu'une place extrêmement modeste dans le fret total, des prévisions optimistes sont établies pour les prochaines années. Un organisme groupant la majeure partie des compagnies internationales d'Europe Occidentale, l'Air Research Bureau, a estimé qu'en l'absence d'une modification de tarifs, le trafic intra-européen augmenterait de 10 % par an (1). Des taux de croissance beaucoup plus rapides sont prévus aux États-Unis. En fait, il ne semble pas que dans l'immédiat, le fret aérien soit un élément capable de profondément modifier les données en matière de transports de marchandises. Une telle perspective ne peut être envisagée que dans le long terme.

Il n'empêche que cette évolution d'ensemble va dans le sens d'une amélioration de la qualité des transports. Elle concourt, avec l'attraction croissante des centres de consommation, à diminuer l'intérêt d'une implantation à proximité des sources d'approvisionnement.

2) L'attraction croissante des centres de consommation :

Le déplacement auquel nous assistons dans l'évolution des localisations industrielles s'opère indéniablement en faveur des centres géographiques de consommation.

De même que le perfectionnement des procédés de transport de l'énergie électrique (auquel s'est jointe l'unification tarifaire) a supprimé, en grande partie, l'avantage initial comparatif que possédaient les régions productrices (2) -----

(1) MERCIER (J) et RÜSSGER (E) : Progrès technique et Marché Commun. Op. cit. Rapport de la section " transports aériens p.507 et s.

(2) REBOUD (L) : " Progrès technique et décentralisation " . Revue d'Economie Politique . Mars -Avril 1964 .p.508-509 et Mai-Juin 1964 p.735.

et (1), de même, l'atténuation des contraintes techniques de localisation provoqué une redistribution géographique des activités dérivées du pétrole et du gaz naturel (2).

L'évolution de la localisation des raffineries de pétrole est particulièrement significative. Trois grandes orientations successives se sont dessinées. La première d'entre elles a consisté à implanter les raffineries sur les lieux mêmes du gisement. Le phénomène a été courant aux Etats-Unis; il a existé, en France, avec la raffinerie de Merckwiller, près de Pechelbronn. Très vite, l'accroissement des quantités de pétrole brut importé a entraîné un changement. Les pays importateurs de cette source d'énergie ont installé, sur leur territoire, les raffineries.

Ces dernières se sont alors localisées, dans les pays importateurs, sur le littoral, près des ports pétroliers, afin de traiter la matière brute dès son entrée sur le territoire. Cette politique a été largement pratiquée en France, où de nombreuses raffineries se distribuent le long des côtes, de Berre à Dunkerque en passant par Frontignan, Ambès, Pauillac, Donges, Petit-Couronne, Gravenchon, Port-Jérôme, Gonfreville et maintenant Fos-sur-Mer.

Une orientation nouvelle se dessine actuellement tendant à créer des raffineries additionnelles, non plus sur le littoral, mais à l'intérieur du territoire, à proximité des centres de consommation. Les exemples se multiplient. Une raffinerie fonctionne depuis l'an dernier à Feyzin, près de Lyon; la Société Antar vient d'en installer une petite à Vern-sur-Seiche, près de Rennes; la Société Esso projette d'en construire une en Lorraine; L'Union Générale des Pétroles vient d'obtenir le permis de construire une raffinerie dans la région parisienne (qui bénéficie, désormais, de l'heureuse conjonction de sources

(1) LEFEBVRE (J) : L'évolution des localisations industrielles. L'exemple des Alpes françaises. Dalloz 1960.

(2) MAINGUY (Y) : " La localisation des consommations d'énergie ". L'Avenir économique du Sud-ouest. p.39. Cahiers du Centre Economique et Social de perfectionnement des Cadres de la Fédération Nationale des Syndicats d'Ingénieurs et de Cadres Supérieurs (C.G.C.).

d'approvisionnement et d'un important centre de consommation) à Grandpuits et Ozouer-le-Repos. La raison de ce nouveau renversement de tendance tient à une modification de la structure de consommation des produits pétroliers .La demande se porte de plus en plus sur le fuel oil lourd " produit dont le transport par pipe-line n'est pas économiquement justifié sur de longues distances"(1). Le transport de ce produit raffiné, d'importance croissante, est plus onéreux que celui de la matière brute . Il devient,dès lors, plus rentable de se rapprocher des unités de consommation,de façon à en minimiser les frais de transfert. De ce fait, les zones littorales perdent leur privilège.

L'attraction des centres de consommation est également trèsforte pour l'utilisation du gaz naturel . Le vaste réseau qui a été construit pour irriguer une grande partie du territoire national en gaz de Lacq en est l'illustration. En dehors de toutes considérations locales, une raison déterminante favorise l'écoulement de cette source d'énergie vers les régions déjà industrialisées, l'importance du débit. Monsieur Le GUELLEC,président du Conseil d'administration du Gaz de France a expliqué le phénomène en ces termes : " Distribuer de faibles quantités d'énergie à proximité du gisement est aussi onéreux, du point de vue des charges de transport, que d'en expédier d'importantes quantités vers les zones à forte densité industrielle qui existent aujourd'hui,et qui, dans nos pays européens,ne sont jamais très éloignées de n'importe quel point du territoire national. Je crois ,poursuit-il, qu'au moment de la mise en exploitation du gisement de Lacq, par exemple, les calculs avaient montré qu'avec une même majoration du prix du mètre cube, on pouvait transporter soit 100.000 m3/jour à 100 km. soit plus de 4 millions de m3/jour à 500 Km"(1).

(1) SCHEER (S) : Président -Directeur Général de la Société Esso -Standard .Allocution à l'Assemblée générale des Actionnaires du 24 Juin 1965 .
Le Monde des 27- 28 juin 1965.

500 km² (1).

Les données de l'industrialisation régionale se trouvent de ce fait profondément modifiées. Des régions qui avaient, jusqu'alors, supporté le handicap de l'éloignement des grandes sources d'approvisionnement ne trouvent pas une compensation dans la découverte, en leur sein, de nouvelles sources d'énergie. Autrefois, victimes de leur position géographique excentrique, elles le sont aujourd'hui de leur faible densité industrielle.

La situation privilégiée des régions déjà industrialisées se trouve, au contraire, confirmée.

Loin de favoriser la diminution des inégalités régionales, le progrès technique affranchit les unités de production d'un certain nombre de contraintes géographiques de localisation et leur permet, ainsi, de bénéficier des avantages que représente une implantation en région déjà industrialisée. C'est un fait nouveau dont la prise en considération est de nature à renforcer les craintes qu'entretient l'intégration économique européenne.

§ 2 : Le Marché Commun et la localisation des unités de production :

L'intégration économique de nations peut être plus ou moins complète. Divers degrés peuvent être atteints dont l'économiste Bela BALASSA a précisé les contenus respectifs (2). L'intégration économique peut, tout d'abord, se limiter à la simple constitution d'une zone de libre-échange. Les pays membres suppriment les droits de douane et les restrictions quantitatives qui s'opposaient au libre mouvement des marchandises entre eux, mais ne possèdent pas de tarif extérieur commun vis-à-vis des autres nations. Celui-ci est précisément l'apport que contient la réalisation de l'union douanière. L'intégration sera encore plus complète si elle s'accompagne de la libre

(1) LE GUELLEC (J) : Allocution au 81ème Congrès du Gaz .
(26-30 mai 1964) . Journal des Industries du Gaz N°6 de
Juin 1964 p. 307

(2) BALASSA (B) : Theory of economic integration
R. Irwin Illinois 1961 p.1

circulation des facteurs de production. Bela BALASSA a qualifié ce stade de Marché Commun. Le passage du Marché Commun au grade supérieur de l'Union Economique requiert une harmonisation des politiques économiques.

La Communauté Economique Européenne est plus qu'une simple zone de libre-échange. Elle se veut une forme très élaborée d'intégration puisqu'elle tend vers la création d'une véritable union économique. Toutefois, celle-ci ne saurait être que la résultante d'une évolution progressive et des étapes sont nécessaires à son institution. Si des efforts particuliers sont réalisés dans certains domaines et notamment sur le plan agricole, les essais d'harmonisation des différentes politiques nationales de développement régional ont été, jusqu'alors, pratiquement nuls, du moins de la part des Etats membres. Les tentatives de la Commission de la C.E.E. sont impuissantes à combler cette lacune.

Plus qu'une zone de libre échange, mais moins qu'une union économique, la Communauté Economique Européenne s'analyse essentiellement, pour l'instant, d'une part dans la suppression de toutes les formes d'obstacles au mouvement des produits entre les six pays membres à laquelle s'ajoute un tarif extérieur commun et d'autre part dans l'instauration de la libre circulation des facteurs de production. Sous ces deux aspects, l'achèvement de l'intégration européenne est susceptible d'influencer profondément le développement des économies régionales. La réalisation de l'union douanière modifie la position géographique d'un certain nombre de régions, phénomène qui peut soit améliorer, soit aggraver leur situation présente. Et, l'institution de la libre circulation des facteurs de production à l'intérieur de ce nouvel ensemble donne aux mécanismes naturels, jusqu'alors "bridés" par les frontières nationales, une impulsion nouvelle dont les incidences risquent d'être décisives.

A) L'union douanière et la localisation régionale dans l'espace européen :

Le professeur André MARCHAL a souligné avec insistance le rôle exercé par la contiguïté territoriale des nations participantes dans le processus d'intégration économique européenne . " On n'a pas pu, en effet, écrit-il (1) ne pas être frappé par un fait d'évidence, mais dont on n'avait pas aperçu tout ce qu'il impliquait , que les échanges sont plus nombreux entre nations voisines qu'entre nations éloignées." La contiguïté territoriale de la République Fédérale d'Allemagne, de la France, de l'Italie, et des trois Etats du Bénélux est génératrice d'une solidarité dont la construction de l'Europe des Six est la traduction. L'intégration de ces pays grâce, précisément, à cette continuité de l'espace banal détermine un ensemble d'un seul tenant, facilitant la fluidité des échanges et la diffusion des flux .

Jusqu'alors , dans chacun de ces pays , la structure de l'activité économique tenait compte de la présence de frontières et était fortement imprégnée par cette réalité nationale. La répartition géographique des activités économiques n'échappait pas à la règle . Certaines régions ont souffert de leur localisation périphérique, d'autres ont été, sur ce plan, plus favorisées . Le passage de la dimension nationale à la dimension européenne est de nature à bouleverser l'équilibre atteint . La suppression des frontières qui séparaient ces nations, affecte la position géographique d'un certain nombre de régions. Il importe d'en mesurer les répercussions. Toutefois, cette recherche ne saurait être menée sans l'examen préalable des conséquences économiques d'une frontière sur son environnement géographique .

1) Les conséquences économiques d'une frontière sur l'espace environnant .

Les régions frontalières détiennent une particularité

(1) MARCHAL (A) ; L'Europe solidaire op. cit . p.283

du fait même de leur localisation . Leur activité économique subit l'empreinte des obstacles à son libre développement que secrète cette cloison politique . L'influence économique de celle-ci a fait l'objet de recherches théoriques. Des exemples concrets ont confirmé la validité des conclusions de ces dernières.

a). l'analyse théorique :

" Les frontières politiques,écrit E.M. HOOVER ,constituent un élément important de localisation économique en introduisant dans le jeu normal des zones d'approvisionnement et de clientèle des obstacles plus ou moins élevés,sinon de véritables murailles et cela au sein même d'unités régionales évidentes"(1). Elles constituent l'un des éléments qui s'ajoutent au progrès technique pour régir la distribution spatiale des activités économiques. Leurs conséquences ont été examinées par LÖSCH (2) , GIERSH (3) ,HOOVER (4) et BOURGUINAT (5). Le professeur PONSARD en a repris l'analyse dans le modèle suivant (6) (cf graphique ci-joint) p.290.

L'auteur élabore sa construction théorique à l'aide d'hypothèses très simplificatrices .Il suppose l'existence d'un espace économique initialement dépourvu de toute frontière politique.Sur cet espace se localisent en des points déterminés A, B, et C trois producteurs différents d'un même bien .Pour chacun d'eux,une verticale représente le total des frais de production et de distribution; sa hauteur est proportionnelle à ce montant

(1) HOOVER(E.M.) : La localisation des activités économiques
op cit. p. 181

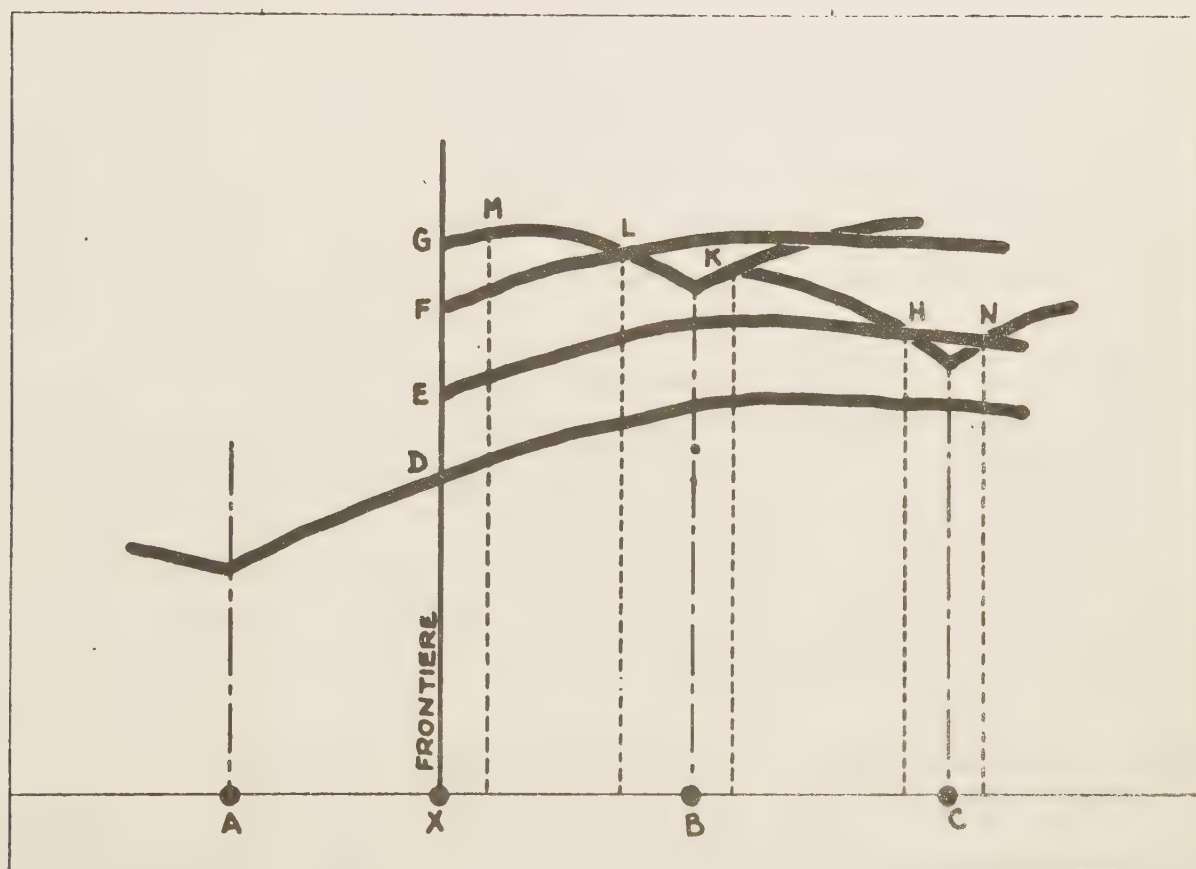
(2) LÖSCH (A) : The Economics of Location :op.cit. p.445 et s.

(3) GIERSCH (H) : " Economic Union of Nations and Localisation of Industry " .Review of economics and statistics .
1949 -1950 p.87 et s .

(4) HOOVER (E.M.) : La localisation des activités économiques
op.cit. p. 173 et s.

(5) BOURGUINAT (H) : Espace économique et intégration européenne
Paris Sédes 1961 p.160 et s.

(6) PONSARD(C) : " Le rôle de la technique dans le processus de formation des inégalités régionales en Europe Occidentale".
Revue de l'Economie du Centre-Est n°17 de Juillet-Septembre 1962 .



SOURCE : PONSARD (D). "Le rôle de la technique dans le processus de formation des inégalités régionales en Europe occidentale. Revue de l'Economie du Centre-Est n° 17 de Juillet-Septembre 1962.

calculé sur le lieu même de fabrication, c'est-à-dire, abstraction faite du coût du transport .

Il est nécessaire d'introduire ce dernier dans le calcul à partir du moment où on envisage l'écoulement des produits en d'autres lieux que celui de leur fabrication. Admettons, pour la commodité de l'hypothèse, que ce coût de transport soit proportionnel à la distance .

Supposons que, sur cet espace, encore sans frontières, le prix C.A.F. , c'est-à-dire intégrant les frais de transport et d'assurance , des biens produits par l'unité localisée en A, soit inférieur au prix F.O.B. des deux autres concurrents respectivement situés en B et en C. Dans cette éventualité, le premier producteur est suffisamment compétitif pour conquérir tous les débouchés contenus dans cet espace. Les deux autres se trouvent éliminés du marché.

La situation peut se modifier du seul fait de la présence d'une frontière. Son tracé entre A et B va permettre d'en étudier les effets . Elle passe par le point X. Le résultat est que pour atteindre le marché situé de l'autre côté de cette frontière, les biens produits en A devront supporter un droit de douane qui majorera d'autant leur prix de vente . En cette partie de l'espace, la position concurrentielle du producteur sis en A s'affaiblît .

Supposons, en premier lieu, que le droit de douane soit égal à D E . Rien n'est changé pour le fabricant installé en B. La situation est, au contraire, nouvelle pour celui situé en C qui se trouve, désormais, plus compétitif que son concurrent de A, sur une fraction de l'espace délimitée par les points H N .

Si le droit de douane s'accroît de D E à D F , des bouleversements nouveaux interviennent . La position concurrentielle de l'unité de production A est sérieusement compromise puisque le droit de douane compense en très grande partie sa plus grande compétitivité . La protection est telle que , non seulement le marché du producteur de C s'élargit, mais encore , dans une certaine zone, B devient à son tour concurrentiel . Cette zone est délimitée par les points L K .

Enfin, on peut même supposer la présence d'un droit de douane suffisamment élevé pour éliminer complètement le producteur de A du marché situé de l'autre côté de la frontière .

En résumé, l'effet de cette dernière est double. Par la protection qu'elle organise d'entreprises marginales, du point de vue des consommateurs ,elle favorise l'accroissement des prix. Elle se concrétise dans une atténuation de la concurrence qui peut se répercuter également sur la qualité des biens offerts .Du point de vue des producteurs ,elle constitue ,ainsi que cela apparaît pour celui de A ,un facteur de restriction des débouchés. Il résulte de cet état de fait qu'une unité de production n'a pas intérêt à se situer près d'une frontière lorsque elle écoule ses produits dans l'espace environnant . Une localisation moins périphérique lui permettra d'éviter cet obstacle.

Défavorable à l'implantation d'unités de production à débouché local, la frontière l'est inévitablement à la région qu'elle borde,dont elle limite le développement économique . L'exemple de la région de Haute-Franconie en est un témoin éloquent .

b) L'exemple concret de la Haute-Franconie :

Cet exemple est très suggestif,car il montre avec une particulière netteté les conséquences qui peuvent résulter,dans une région limitrophe ,de la création d'une frontière .Les raisons en sont les suivantes.Tout d'abord,la Haute-Franconie qui occupait ,auparavant,une position relativement centrale dans l'ancienne Allemagne s'est trouvée subitement transformée en région frontalière. En deuxième lieu, les incidences de cette frontière sont spécialement accusées,car elle ne sépare pas seulement deux pays , mais deux --- mondes, le monde capitaliste et le monde communiste .Son appellation ,désormais consacrée, de " rideau de fer " suffit à traduire son étanchéité .

Il n'est pas surprenant que 60 % des programmes de dé-

veloppement régional ,mis en oeuvre par le gouvernement fédéral allemand, soient affectés aux régions frontalières de l'Est du pays. Les perturbations apportées par la séparation des deux Allemagnes ont été profondes .Des zones entre lesquelles d'étroites relations d'échanges s'étaient tissées se sont trouvées subitement dissociées. Les transactions de marchandises sont devenues de faible intensité ; les transferts de main d'oeuvre sont sérieusement contrôlés, des unes aux autres .L'isolement dont elles sont victimes opère un détournement des réseaux d'échanges .Le pire est d'ailleurs que ces régions supportent les inconvénients de leur situation frontalière , sans bénéficier des avantages qui y sont généralement attachés .Le niveau des échanges commerciaux réalisés avec les pays de l'Est est encore trop modique pour les doter d'une nouvelle vocation de marchés-frontières .

Les problèmes économiques ,auxquels se heurte actuellement la Haute-Franconie, témoignent de la gravité de ce renversement de situation. Les éléments essentiels ont été présentés par M.WACHER (1). De la position de carrefour, que cette région occupait antérieurement, elle est désormais reléguée au rang d' "angle mort à partir duquel il faut parcourir des distances considérables pour atteindre, aux environs de Wurtzbourg ,les principales artères du trafic actuel de la République Fédérale "(2). Les grandes voies ferroviaires ont été sectionnées par la frontière ; de même, ont été coupées vingt huit routes parmi lesquelles deux autoroutes et cinq routes fédérales. Les conséquences de cet isolement ont été générales sur l'ensemble de cette économie. Les facteurs qui avaient été jusqu'alors propices à une solide industrialisation ont disparu .Les deux secteurs industriels dominants qu'étaient d'une part l'industrie du textile et de l'habillement et d'autre part l'industrie de la porcelaine ont été gravement atteints.

-
- (1) WACHER (G) " Les problèmes d'une région industrielle périphérique exposés en tenant compte plus particulièrement de la situation limitrophe de la zone d'occupation soviétique et en prenant pour exemple la Haute-Franconie" C.E.E. .Conférence sur les Economies Régionales. Bruxelles 6-8 Décembre 1961 vol 1 p.333 et s.
- (2) WACHER (G) :op cit. p.337 et 338.

L'industrie textile est désormais séparée de l'industrie textile saxonne avec laquelle, grâce aux liens de voisinage, elle formait un ensemble homogène. Une véritable division du travail s'était instaurée entre les deux, instituant une forte complémentarité. Les filatures et les retorderies qui approvisionnaient les fabriques de bonneterie et les tissages saxons se situaient surtout en Haute-Franconie tandis que les activités de finition telles que teintureries, imprimeries se localisaient essentiellement en Saxe. Depuis la séparation politique, le maintien de relations aussi intenses n'a pas été possible. Le faible niveau des échanges actuels est exposé aux vicissitudes politiques. De telle sorte que d'importants investissements ont été nécessaires pour effectuer les opérations de finition précédemment réalisées en Saxe. De plus, la suppression d'une part importante des débouchés, dans une conjoncture déjà peu favorable à ce type d'industrie, s'est trouvée aggravée par l'éloignement des grands centres de consommation.

Les perturbations ont été aussi importantes pour l'industrie de la porcelaine. A la restriction du marché, s'est ajoutée la disparition de centres d'approvisionnement particulièrement favorables à ce genre d'exploitation. Le transport de lignite de Tchécoslovaquie spécialement adapté, grâce à ses qualités combustibles, à la production de porcelaine n'est plus réalisable, en quantités suffisantes et aux conditions de prix antérieures très avantageuses. Il en est de même pour le lignite de la république démocratique et pour le kaolin, cette matière première étant maintenant importée d'outre-mer.

L'avenir économique de la Haute-Franconie a été profondément perturbé par l'établissement de cette frontière. La gravité de cette illustration n'altère en rien sa valeur d'exemple. Avec plus ou moins d'intensité, la position frontalière d'une région affecte toujours le niveau de son activité économique. L'examen préliminaire de ces effets doit nous permettre de mieux mesurer la portée que peut revêtir la suppression de ces barrières.

2) La suppression des barrières douanières et les situations nouvelles :

L'instauration de l'union douanière entre les six pays de la C.E.E. bouleverse la localisation d'un certain nombre de

régions.

a) Les nouvelles régions centrales :

Les perspectives que présente, pour les régions proches de la frontière en voie de disparition, l'intégration européenne sont de nature à accélérer leur développement longtemps paralysé par ces obstacles artificiels. De nombreux exemples le montreraient. En France, le cas le plus typique est probablement celui de l'Alsace dont la situation géographique a été, dans le passé, à l'origine de multiples vicissitudes, mais cette même localisation apparaît aujourd'hui, au centre de la communauté en construction, comme le fondement le plus solide d'un devenir économique plein de promesses. Les avantages de cette position centrale transforment l'Alsace en un véritable carrefour des grandes voies européennes, de Paris à Stuttgart, de la Mer du Nord au couloir rhodanien. Le phénomène prendra pour cette région une ampleur d'autant plus grande qu'elle se trouve entre les pôles de développement les plus dynamiques de l'économie européenne.

De façon générale, pour toutes les régions concernées des améliorations sont à attendre de l'établissement de relations normales avec d'autres régions voisines dont elles étaient jusqu'alors artificiellement séparées. Les perspectives offertes à la Flandre Occidentale, en Belgique, par l'intégration européenne ont été récemment analysées (1). Un aménagement des moyens de communication ainsi qu'un élargissement des débouchés sont espérés de la normalisation des relations avec le Nord de la France.

En matière de transports, les inconvénients frontaliers ont été maintes fois soulignés. Pour les routes, l'absence de prolongation de certaines artères au-delà de la frontière, les arrêts plus ou moins prolongés aux postes de douane, le défaut de coordination des programmes d'équipement routier mis en oeuvre par chaque nation, la non-considération de relations interrégionales entre pays voisins sont des faiblesses appelées à trouver une solution prochaine. Plus difficiles à atténuer risquent

(1) VANNESTE (O) "Problèmes et perspectives d'une région frontalière belge : La Flandre Occidentale" C.E.E. Conférence sur les économies régionales. Bruxelles 6-8 Décembre 1961- vol.1 p.183 et s.

d'être les différences de gabarit constatées entre les voies navigables de nationalités distinctes. La régulation des horaires, doit par contre, autoriser rapidement une meilleure adaptation du trafic ferroviaire .

Les flamands attendent également de l'union douanière un élargissement de leurs débouchés .Non seulement la frontière paralysait les transactions par la réglementation quantitative des mouvements de marchandises, par l'application des droits de douane et la prolifération des formalités administratives , mais encore se sont instaurées certaines pratiques liées à la présence d'une frontière et qui défavorisent l'activité économique de cette région . C'est ainsi que pour ne pas perdre leurs débouchés situés au-delà de la frontière, certaines entreprises flamandes ont disséminé géographiquement leurs unités de production en créant des filiales à l'étranger. Cette dispersion s'est traduite pour eux par un alourdissement de leur prix de revient et pour la région par une diminution de son potentiel de production. Plus aberrant est certainement le comportement des producteurs flamands de lin qui, pour bénéficier des avantages accordés par les pouvoirs publics français à l'exportation de la paille de lin, et des primes offertes à la production ont quitté leur région et sont venus s'implanter sur le territoire français .

La Flandre Occidentale belge va pouvoir, désormais , se lancer à la conquête des débouchés potentiels que représente le Nord de la France. Le niveau de peuplement de cette région, sa densité industrielle ,et le caractère scientifique de son activité agricole sont la garantie du succès de cette entreprise . Les producteurs flamands de métiers à tisser automatiques vont pouvoir les écouler sur le marché français des biens d'équipements où l'industrie textile exprime une demande .Les engrais produits en Flandre ,et jusqu'alors victimes de droits de douane prohibitifs vont être vendus aux agriculteurs français . Parallèlement , l'expansion de l'économie flamande doit apporter des débouchés additionnels au Nord de la France .

De nombreux avantages résultent donc pour les régions intéressées de la suppression des frontières .

D'un point de vue plus global ,au niveau de l'ensemble de la communauté , le phénomène prend une ampleur nouvelle si l'on tient compte du fait qu'un certain nombre de ces régions sont déjà industrialisées.Les inconvénients qu'a, jusqu'alors, entraîné pour elles la présence d'une frontière n'ont pas été décisifs. Cela tient au caractère déterminant revêtu, à l'époque du charbon et du minerai de fer, par les contraintes techniques de localisation .Le Nord de la Flandre, la Lorraine en sont des exemples. Le premier doit sa structure économique actuelle à l'existence d'un important gisement houiller .La seconde a fondé son activité industrielle sur l'exploitation de son minerai de fer. Il en est de même en Allemagne Occidentale où la Ruhr,qui constitue la plus forte zone de concentration économique de toute la communauté européenne,doit son essor à la conjonction de divers facteurs parmi lesquels la richesse quantitative mais aussi qualitative de son charbon, et les commodités de communications offertes par le Rhin.

b) l'aggravation de la situation périphérique d'autres régions :

Des perspectives beaucoup plus limitées se dessinent pour les régions déjà périphériques dans le cadre national et qui le restent au niveau européen.Bien plus -- . à l'échelon de cette nouvelle dimension, leur position excentrique tend à s'accentuer.Corrélativement,ces régions sont précisément celles dont les difficultés économiques sont déjà les plus sérieuses.Nous avons évoqué plus haut la situation très précaire de la Haute - Franconie et des autres régions frontalières situées à l'Est de la République Fédérale d'Allemagne.Le cas n'est pas unique. L'industrialisation du Mezzogiorno risque d'être d'autant plus difficile que les entrepreneurs du Nord de l'Italie tendront,désormais, à s'orienter vers les nouveaux marchés qu'offre l'intégration européenne à leur production . Les régions de l'Ouest du territoire français qui se trouvaient déjà dans le cadre natio-

nal à l'écart des grands carrefours d'activité risquent de voir leur éloignement s'aggraver si, au-delà de la région parisienne, on considère les Pays-Bas, la Ruhr, ou le Nord de l'Italie .

De ce fait, la morphologie de l'Europe des Six se présente, sur le plan économique, de la façon suivante : en son centre, se localisent, de façon générale, les régions les plus développées; puis, au fur et à mesure où l'on s'éloigne de celui-ci, le niveau de développement tend à s'affaiblir, les économies les plus déficientes se situant à la périphérie.

Tel est le nouveau cadre qui résulte de la suppression des barrières douanières. Mais cette vue statique ne nous renseigne pas suffisamment sur les conséquences économiques du Marché Commun. Pour l'instant, nous ne savons pas si l'avantage que ce dernier apporte à certaines régions sera compensé ou intensifié par le fonctionnement de cette institution. Une approche dynamique des mécanismes déclenchés par la mise en oeuvre de celle-ci doit compléter l'analyse précédente .

B) La libre circulation des facteurs de production et l'action des mécanismes du marché sur les localisations industrielles :

L'union douanière s'accompagne, nous l'avons vu, de la libre circulation des facteurs de production . Pour les entrepreneurs, cela ne représente pas seulement la possibilité de conquérir de nouveaux marchés, cela représente aussi la faculté d'implanter leurs unités de production au-delà des frontières nationales. Dès lors, le Marché Commun modifie les calculs de localisation industrielle. Ceux-ci ne se posent plus exactement dans les mêmes termes que précédemment. Des forces nouvelles d'attraction s'exercent, que les entrepreneurs ne peuvent pas ne pas prendre en considération.

La disparition des frontières, en libérant la circulation des facteurs de production, soumet aux mécanismes du marché, la distribution des activités économiques, à l'intérieur de l'espace européen. C'est dans le cadre de ce dernier que chaque indus-

triel doit rechercher, désormais, la localisation de ses unités de production .

Dans quel sens va s'exercer cette action des mécanismes du marché ? Va-t-elle favoriser les régions à faible développement en incitant les entrepreneurs à s'implanter dans ces dernières ? ou, au contraire, va-t-elle multiplier les implantations dans les zones déjà industrialisées ? Les interprétations divergent sur la réponse à apporter à ces questions . Deux grandes écoles s'affrontent , aboutissant à des conclusions opposées sur l'efficacité des mécanismes du marché dans la résorption des inégalités régionales de développement.

La première, d'inspiration libérale, croît en l'efficience de ces mécanismes. De par leur action, ils vont permettre l'installation des unités de production nouvelles dans les régions les moins développées, favorisant ainsi une réduction des écarts régionaux. L'explication en est simple . D'un côté , il existe des économies où l'industrialisation accentuée provoque une réduction de l'efficacité marginale du capital , et où , sous l'impulsion d'une demande de plus en plus forte de travail, les salaires tendent à s'élever . La tendance à la baisse du taux de profit est la résultante de cette double évolution . De l'autre côté, se trouvent des économies où l'importance des besoins d'investissements favorise le maintien à un niveau élevé de l'efficacité marginale du capital, et où le sous-emploi de la main d'œuvre crée une offre de travail disponible et à bon marché . Des perspectives intéressantes de profit naissent de cette situation.

La recherche, par les entrepreneurs, de leur seul intérêt personnel, autrement dit, la maximation de leur profit, requiert leur implantation dans les régions les moins développées. En agissant ainsi, les mécanismes des marchés exercent une action correctrice, dans le sens d'une réduction des inégalités régionales. Ce sont des mécanismes rééquilibrants .

Tel n'est pas l'avis de nombreux auteurs, qui , se rangeant dans la deuxième école, interprètent ces mécanismes comme des facteurs d'aggravation des écarts et non de correction. L'idée

principale est que l'attraction des régions déjà industrialisées prévaudra sur celle des économies qui le sont moins. Analysant les effets de la Communauté Economique Européenne sur la localisation des investissements, le professeur BYE aboutit à la conclusion que les conditions sont réunies pour la concentration géographique de ces derniers (1) . Plus incisif est encore le professeur PERROUX qui a dénoncé, dès 1954, avec vigueur, les dangers que représentait, pour l'économie européenne, une concentration industrielle aussi dense que celle de la Ruhr. "L'économie européenne, écrivait-il, (2) rassemblée autour de la Ruhr, soumise aux fluctuations de l'économie de la Ruhr, dépendant des projets et des plans de ceux qui tiennent la Ruhr, voilà la réalité que par antiphrase on signale en évoquant l'intégration de la Ruhr à l'économie européenne ".

Cet avertissement s'applique à l'Europe des Six, à l'intérieur de laquelle cet auteur distingue " des points privilégiés de développement actuel et virtuel "(3).

Ce sont, tout d'abord, les centres de production d'industrie lourde localisée par l'emplacement de la source d'énergie, par les ensembles de capitaux fixes et par l'existence d'un réseau organisé de transports.

Ce sont, ensuite, les grands ports et noeuds de trafic où s'opèrent d'importants mouvements de marchandises, de capitaux et d'informations .

Ce sont, enfin, les places financières, en faveur desquelles une même convergence de trafic est constatée .

La raison en est que le développement ne se répartit pas également sur un territoire; il s'ordonne autour de pôles .

L'intégration européenne n'aura pas pour effet de bouleverser cet ordonnancement. Bien plus, elle paraît devoir constituer un facteur favorable à son accentuation .

Il est dès maintenant possible de prévoir la configuration de ce nouvel ensemble économique . Les régions situées au

(1) BYE (M) : "Localisation de l'investissement et Communauté Economique Européenne". Revue Economique 1958 N°2 p.198

(2) PERROUX (F) : L'Europe sans rivages. op.cit . p.274

(3) PERROUX (F) : " Les formes de la concurrence dans le Marché Commun". Revue d'Economie Politique 1958. p.356.

coeur de la communauté possédant les pôles de développement les plus puissants, une accentuation de l'agglomération des activités économiques est à craindre autour de ces derniers . Cette forte agglomération que l'on désigne parfois sous le terme de "Lotharingie industrielle " regroupe la Vallée du Rhin, la Vallée du Rhône, la Vallée du Pô, ainsi que le Nord-Est de la France, Les pôles qui l'animent risquent d'exercer une vive attraction sur de nombreuses activités industrielles de la communauté, au détriment de régions moins favorisées, aggravant par là-même les déséquilibres régionaux .

Les mécanismes de formation de ce processus d'aggravation des inégalités économiques régionales ont été analysés. Liés à l'existence du marché, ils peuvent être perçus soit au niveau micro-économique, soit au niveau macro-économique. Au niveau micro-économique, ils consistent dans la recherche, par les entrepreneurs , grâce à la localisation de leurs unités de production, d'économies externes. Au niveau macro-économique , ils prennent la forme de processus cumulatifs accentuant les écarts de développement entre régions .

1) La recherche d'économies externes :

Les activités industrielles qui ne sont pas soumises aux contraintes techniques de localisation, et nous avons vu qu'elles tendaient à devenir de plus en plus nombreuses, accordent, dans la détermination de leur situation spatiale, une place essentielle à la recherche d'économies externes .

Depuis Alfred MARSHALL, les théoriciens ont en effet pris l'habitude de distinguer deux sortes " d'économies d'échelle " ou " d'économies de dimension "(1). L'auteur des " Principles of Economics " oppose les économies dites externes aux économies dites internes .

Les économies externes seraient celles qui, selon la propre expression du maître de Cambridge dépendent " du développement

(1) MARSHALL (A) : Principles of Economics Macmillan 1961.

général de l'industrie " (1) .Par opposition,seraient internes les économies liées à l'entreprise, à son importance, à son organisation, et à l'efficience de sa direction.

Cette notion d'économies externes a, depuis sa première formulation, été reprise par de nombreux auteurs, et elle a fait l'objet d'applications diverses.

S'intéressant au problème du démarrage du développement dans les économies du Tiers Monde,certains auteurs ont interprété la présence de ce type d'économies comme un élément favorable à l'augmentation des investissements (2).Il arrive que la réalisation de ces derniers soit paralysée,dans ces pays,par l'étroitesse du marché local .Un investissement isolé comporte l'acceptation d'un certain risque, car des débouchés suffisants ne lui sont pas assurés.Au contraire, la mise en oeuvre simultanée de divers projets d'accroissement du stock de capital dévoile une interdépendance génératrice d'économies externes,car les revenus distribués par une usine constituent des débouchés pour une autre usine (3). Le danger d'une insuffisance de la demande locale peut être ainsi écarté.Cet aspect du problème a conduit R. NURKSE à concevoir une véritable stratégie du développement équilibré (4).

Mais les économies externes ne sont pas seulement un instrument d'analyse de l'équilibre économique global.En élaborant ce concept ,Alfred MARSHALL s'était d'ailleurs situé au niveau de l'équilibre mi-cro économique de la firme .

A ce titre, elles nous paraissent être un élément déterminant du calcul de localisation des unités de production. Nous savons déjà qu'elles ne dépendent pas de l'entreprise elle-même ,mais de la qualité de son environnement. Elles s'analy-

-
- (1) MARSHALL (A) : Principles of Economics op cit. p.266
 - (2) ABRAHAM-FROIS(G) : Essai sur les problèmes d'investissement en pays sous-développés . Paris SEDES 1962 p.49 et s.
 - (3) ROSENSTEIN- RODAN (P.N.) : " Problems of Industrialisation of Eastern and South -Eastern Europa " . Economic Journal Juin-Septembre 1943
 - (4) NURKSE (R) : Problems of capital formation in underdeveloped countries Oxford 1953 p.11 à 14 .

sent dans les avantages qui résultent de l'existence d'un environnement favorable au développement des activités économiques. De ce fait, elles sont prises en considération par les entrepreneurs dans leurs décisions de localisation.

Quelques précisions sur la nature de ce type d'économies permettent de mieux en mesurer la portée réelle.

a) L'interdépendance des activités économiques :

Malgré l'heureuse intuition qu'avait eu Alfred MARSHALL de ce phénomène, il n'avait pu en déterminer avec précision le contenu. Divers économistes se sont efforcés d'en élaborer une définition. Celle du professeur FLAMANT paraît suffisamment large pour englober les différentes sortes d'économies externes (1). " On peut écrit-il, définir les économies externes comme les avantages qu'un producteur procure, à titre gratuit, à un autre producteur sans qu'il ne lui en coûte rien à lui-même, et sans même qu'il en ait le propos délibéré."

Le caractère essentiel de ces économies est d'exprimer l'interdépendance qui relie entre elles les entreprises. Cette interdépendance peut s'exprimer soit directement, soit indirectement, par l'intermédiaire du marché.

L'économiste britannique MEADE a étudié l'interdépendance qui s'instaure directement entre les outputs, c'est-à-dire entre les productions de diverses unités (2). De façon générale, des économies externes se produisent chaque fois que l'output x_1 d'une entreprise X_1 dépend non seulement des facteurs de production L_1 et C_1 combinés par celle-ci, mais aussi de l'output x_2 d'une autre entreprise X_2 et, de ce fait, des facteurs de production L_2 et C_2 utilisés par cette dernière. Nuanciant son approche, MEADE distingue ce qu'il appelle " les facteurs

(1) FLAMANT (M) : " Concept et Usage des " économies externes " "

Revue d'économie politique de Janvier-Février 1964 p.96

(2) MEADE (J.E.) : External economies and diseconomies in a competitive situation "

Economic Journal Mars 1952 p.54 et s .

non payés " de " la création d'atmosphère ". Le premier cas est illustré par le fameux exemple de l'arboriculteur et de l'apiculteur . Lorsque le premier multiplie le nombre de ses arbres fruitiers ,il accroît son capital ,et par voie de conséquence,sa production. Mais, en ce faisant, il avante le producteur de miel, en augmentant le nombre de fleurs sur lesquelles les abeilles puiseront le suc . Les conditions de définition sont respectées. L'apiculteur bénéficie,grâce au seul comportement de l'arboriculteur, d'un accroissement de sa production de miel, et ce service rendu l'est sans avoir été expressément voulu par son auteur ,et à titre gratuit . Le deuxième cas est " la création d'atmosphère ". Ainsi que l'écrit le professeur BOURGUINAT, MEADE emploie le terme d'atmosphère "au sens d'influence générale de nature physique ou sociale affectant la production"(1). Il prend l'exemple de la relation existant entre la production de blé et le reboisement .Le reboisement d'une région enaccroît la pluviosité et favorise, indirectement, l'augmentation de la production de blé .

L'apport de SCITOVSKY a été d'élargir le cadre d'analyse en passant de la notion d'interdépendance des outputs à celle d'interdépendance des profits (2) .En d'autres termes,aux économies externes à caractère technologique,il ajoute des économies externes dites " pécuniaires " .L'intérêt de cette distinction supplémentaire est d'intégrer dans l'analyse les mécanismes du marché.Tel est le cas d'une entreprise X_1 qui, en réalisant un investissement ,développe sa capacité productive,ce qui lui permet d'abaisser son prix de revient . La répercussion de cette amélioration de productivité sur le prix de vente profite à l'entreprise cliente X_2 .

(1) BOURGUINAT (H) : " Economies et déséconomies externes ".
Revue Economique N°4 de juillet 1964 p.513.

(2) SCITOVSKY (T) : " Two concepts of external economies".
Journal of Political Economy Avril 1954 p.146.

b) la diffusion des économies externes:

Les mécanismes de transmission des économies externes sont multiples. Les théoriciens les classent généralement en deux grandes catégories : la diffusion verticale et la diffusion horizontale (1) .

Cette diffusion des économies externes peut s'opérer soit directement, soit indirectement .

Elle peut s'opérer directement par l'intermédiaire de l'échange de fournitures. Le professeur BOURGUINAT distingue cinq cas de diffusion verticale (2). Ils mettent en relation des entreprises complémentaires.

Le premier cas qu'il retient est celui d'une firme X_2 dont la production est liée à celle de la firme X_1 mais par des liens autres que des transactions en biens ou services . C'est l'hypothèse envisagée par MEADE .

En second lieu, X_2 achète le produit de X_1 dont elle se sert comme facteur de production .

En troisième lieu, X_2 se situe en amont de X_1 ; X_1 utilise le produit de X_2 comme facteur de production .

Ensuite, le produit de X_2 est un substitut de l'un des facteurs de production combinés par X_1 .

Enfin, le produit de X_2 est lié techniquement ou par l'usage à celui de X_1 .

De façon générale, ces économies externes se produisent chaque fois qu'en augmentant sa production, X_1 provoque un accroissement des profits de X_2 , par le biais des échanges entre les deux entreprises.

Le deuxième mode de diffusion des économies externes est dit horizontal . La relation qui s'établit entre les firmes est

(1) FLEMING (M) : "External economies and the doctrine of balanced growth "

Economic Journal Juin 1955 p.250

(2) BOURGUINAT (H) : " Economies et déséconomies externes"
op .cit . p.523

moins directe ; elle se réalise par l'intermédiaire du revenu. Le développement de la production de X_1 , s'accompagne d'un abaissement du prix de ses produits .Celui-ci entraîne à son tour une augmentation du revenu réel des consommateurs des biens fabriqués par X_2 . Le mécanisme n'est pas automatique. Il dépend de divers facteurs ,et notamment du comportement des titulaires de revenus en accroissement, mais lorsqu'il se réalise, il y a sécrétion d'économies externes.

Ce deuxième type de diffusion nous montre que l'interdépendance ne s'exprime pas nécessairement par des relations directes entre deux entreprises déterminées. Le revenu, dans l'hypothèse adoptée, est le canal par lequel les économies externes se sont diffusées.

Mais d'autres moyens de transmission que le revenu peuvent permettre à cette interdépendance indirecte de se manifester. L'activité économique d'une entreprise est influencée par la qualité de son environnement. Or le choix de l'environnement est lié à celui de la localisation.

c) Les économies externes et la localisation des activités industrielles :

Dans la détermination de la localisation optima, les entrepreneurs sont très sensibles à la qualité de l'environnement .Celui dans lequel est appelée à se situer la nouvelle unité de production se définit essentiellement par l'état de ses structures économiques . Or, de l'état de ces structures dépend la présence ou l'absence d'économies externes .

Certains points du territoire constituent un milieu économique générateur d'importantes économies externes alors que d'autres n'en offrent pratiquement pas .

Certaines zones possèdent une structure économique telle que les industriels bénéficient, du seul fait de leur implantation en leur sein, d'avantages particuliers que n'offrent pas d'autres parties du territoire . La complexité de cette structu-

re s'analysant tant dans la diversité que la qualité des activités est un élément particulièrement propice au développement économique .

L'entrepreneur qui s'y installe est assuré de trouver sur place les activités complémentaires dont il peut avoir besoin . La proximité de ses fournisseurs lui permet d'obtenir aisément n'importe quelle pièce détachée. L'existence d'une multitude de petites entreprises offre la possibilité de recourir à la sous-traitance pour des types déterminés de production.

L'analyse des déséquilibres régionaux nous a permis de constater que la main d'oeuvre est, dans l'ensemble, plus qualifiée dans les régions industrialisées que dans celle où l'agriculture est encore prédominante. Les disponibilités en main d'oeuvre qualifiée sont un facteur d'accroissement de productivité. L'avantage est d'autant plus décisif que cette catégorie de main d'oeuvre est bien souvent la plus rare, au niveau du pays tout entier.

Enfin, une région à structure économique développée est dotée d'une importante couronne de services susceptibles d'être utilisés par l'industriel. Les services les plus rares s'y trouvent, autorisant l'essor des activités les plus complexes.

En revanche , ces multiples avantages ne procèdent pas de l'implantation^{en} d'autres parties du territoire où l'entreprise trouve un environnement moins accueillant. L'absence d'autres activités industrielles la contraint à l'isolement avec toutes les conséquences qui résultent de cette situation . L'infrastructure a souffert du manque de dynamisme de l'activité locale . En d'autres termes, ces zones présentent des conditions moins favorables à l'exploitation industrielle, du fait de la rareté des économies externes .

Une semblable disparité géographique dans la formation d'économies externes permet de comprendre les raisons pour lesquelles certaines parties du territoire ont un pouvoir d'attraction supérieur à celui des autres. Ainsi que le fait remarquer

avec humour le professeur FLAMANTI(1) ,le phénomène général de l'attraction ne s'explique pas par le seul instinct grégaire de notre espèce : il a de profondes assises économiques .Ces disparités entretiennent un phénomène d'agglomération des activités industrielles en des points précis du territoire,et cet effet prend une allure cumulative .

Toutefois,il serait erroné de penser que l'installation en zone développée n'offre que des avantages.Si elle peut être considérée comme un facteur d'accroissement de productivité,des inconvénients particuliers peuvent aussi naître d'une excessive concentration géographique .Les auteurs les qualifient de " déséconomies" . Le prix élevé qu'atteignent les terrains dans les lieux les plus urbanisés, la tendance à l'augmentation des salaires qu'entretient une surenchère sur le marché du travail en sont autant d'exemples.Encore faut-il préciser que la charge de certains de ces inconvénients^{est} allégée par leur financement par les pouvoirs publics sous forme de subventions. Le fait que les entrepreneurs ne comptabilisent pas ces frais à leur coût réel, fausse les données du problème de localisation et favorise ces régions en minimisant les déséconomies qu'elles présentent pour les entreprises. Ce fait accroît corrélativement le handicap relatif que subissent les régions les moins développées

Passant de l'analyse micro-économique à l'analyse macro-économique,l'économiste suédois Gunnar MYRDAL a démonté les rouages du processus cumulatif d'aggravation des inégalités régionales (2).

2)Le développement du processus cumulatif :

" L'idée principale sur laquelle je voudrais attirer l'attention,écrit MYRDAL, est que normalement le jeu des forces du marché tend à amener un accroissement plutôt qu'une diminution

(1) FLAMANT (M) : " Concept et usage des "économies externes" op.cit. p.107

(2) MYRDAL (G) :Théorie économique et pays sous-développés. op. cit. . 1959 p.35 et s.

des inégalités entre régions " .

L'auteur construit son raisonnement à partir d'un exemple particulier qui lui permet de mettre en évidence les différentes étapes de ce processus. Il prend l'hypothèse de la disparition ,pour une cause accidentelle, (incendie, etc..) d'une usine employant une large partie de la population locale, et de sa reconstruction. Il analyse les répercussions de cet événement sur l'économie environnante . La mise au chômage du personnel engendre une diminution de la masse des revenus distribués et provoque une restriction de la demande globale . La construction des débouchés affecte la majeure partie de l'activité économique locale .Le processus cumulatif prend forme. Le ralentissement des affaires entraîne une diminution des perspectives de profits, atténuant la demande de facteurs de production. La tendance à la baisse de la rémunération de ces derniers les incite à quitter la région, à la recherche d'une demande plus intense. L'émigration se solde tant sur le plan quantitatif que qualitatif par une diminution du potentiel de production local .

Le même mécanisme ,dont nous venons de constater qu'il est capable de nourrir la dégradation progressive d'une économie peut jouer, inversement, à la hausse. L'implantation d'une entreprise industrielle importante dans une économie peut déclencher des réactions en chaîne qui se répercuteront sur l'ensemble de celle-ci .L'augmentation du niveau de l'emploi entraîne une élévation de la masse des salaires distribués, donc de la demande globale .Non seulement la production locale de biens de consommations se trouve stimulée, mais les possibilités d'épargne se développent . Des liens technologiques peuvent se nouer entre la nouvelle unité de production et les entreprises déjà en place ,élargissant les débouchés de celles-ci. L'effet global est une augmentation du niveau général de l'activité économique .L'accroissement des perspectives de rémunération , la multiplication des économies externes, attirent les facteurs de production situés à l'extérieur .

Appliqué à ces cas particuliers, ce raisonnement supporte la généralisation, et notamment son extension aux relations qui s'établissent, à l'intérieur d'un espace délimité par ces frontières, entre régions développées et régions sous-développées. Les premières sont susceptibles d'exercer sur les secondes deux sortes d'effets : des " effets de remous " et des " effets de propagation " (1).

Les effets de remous sont défavorables à l'économie atteinte. Ils l'appauvrissent. Les mouvements de population, les mouvements de capitaux, et le commerce sont qualifiés par l'auteur d'" agents intermédiaires de l'évolution du processus cumulatif ". L'expansion des régions développées nécessite l'emploi d'une main d'oeuvre additionnelle; celle-ci provient de l'accroissement naturel de population, mais aussi de l'immigration à partir de régions à faible capacité d'emploi où l'offre de travail excède la demande. Par ce transfert, les économies en retard sont dépouillées de l'une de leurs principales richesses. Les mouvements de capitaux participent à ces relations asymétriques. L'épargne ne trouve pas à s'employer dans les régions à faible taux d'investissement; elle se dirige vers les économies à haut niveau d'activité. L'évolution des transactions commerciales est un autre élément de ce processus. Cette activité se dégrade dans les économies peu dynamiques, rétrécissant encore les débouchés locaux.

Des effets de propagation peuvent aussi se produire. Tel peut être le cas de régions sous-développées qui fournissent des matières premières à d'autres régions industrialisées. Le développement de l'extraction peut entraîner une augmentation de l'emploi, un accroissement des revenus, de la demande, et l'implantation d'unités de production de biens de consommation pour approvisionner la population locale.

Effets de propagation et effets de remous ne s'excluent

(1) MYRDAL (G) : Théorie économique et pays sous-développés.
op.cit. p.39 et s.

pas mutuellement .Ils peuvent, au contraire, s'entremêler . L'influence des régions dynamiques sur celles qui les environnent,dépend de l'importance respective de chacun d'eux .Une compensation qui annihile leurs incidences est même possible . Cette influence est bienfaisante si les premiers sont supérieurs aux seconds; elle est défavorable dans le cas contraire .

L'intensité des effets de remous n'est pas niable. Leur neutralisation exigerait des effets de propagation très vigoureux·Il n'est malheureusement pas sûr qu'elle soit la règle . A partir d'exemples concrets, puisés aux Etats-Unis et en Suède, MYRDAL constate que la suprématie des effets de remous n'a pu, pour l'instant, être évitée·Cela provient du fait ,écrit-il, que " les développements n'ont jamais pris assez d'ampleur pour entraîner la totalité du pays dans un processus d'expansion à peu près égal et simultané" .(1).

C)Conclusion :

En résumé, par la suppression d'obstacles artificiels qui s'opposaient jusqu'alors, à l'intérieur de l'espace européen, au libre fonctionnement des mécanismes du marché, la Communauté Economique Européenne est de nature à perturber l'ordonnancement actuel des localisations d'unités de production . La recherche d'économies externes, le développement de processus cumulatifs qui se sont déjà exprimés, avec une certaine acuité,dans le cadre national ,vont connaître,dans le cadre européen, un nouveau champ d'action .Il est même à craindre que les inégalités régionales qu'ils ont formées ne s'amplifient du fait de l'élargissement de dimensions qui s'opère. Cette évolution est d'autant plus probable que le progrès technique ne favorise plus guère , par le déplacement géographique des sources d'approvisionnement les régions où celles-ci sont localisées,sauf dans le cas où elles

(1) MYRDAL (G) : Théorie Economique et pays sous-développés.
op . cit . p.45

sont, en même temps, dotées d'un marché important. Le déséquilibre est encore aggravé par la situation excentrique qui est celle, dans la Communauté, des régions les moins développées. De tels phénomènes s'imposent comme des données à la mise en oeuvre d'une politique de développement régional.

La correction de cette tendance spontanée, ou tout au moins son atténuation, n'est pas possible sans une intervention soutenue des pouvoirs publics. Actuellement, l'action de chaque Etat s'exerce séparément et différemment, au sein de son propre territoire. Un progrès sera précisément de coordonner ces politiques nationales. Il marquera le passage, selon les distinctions de B. BALASSA, du marché commun à l'union économique.

L'expression présente de l'intégration européenne, notamment vis-à-vis des problèmes de développement régional, nous invite à nous limiter aux incidences du Marché Commun. Mais l'accession à la dimension supra-nationale n'a pas seulement pour effet de modifier la localisation des entreprises industrielles. La recherche spontanée d'économies internes fait que leur taille s'en trouve, également affectée.

SECTION II : LA RECHERCHE DE LA DIMENSION EUROPEENNE ET LA MULTIPLICATION DES FIRMES INTERREGIONALES :

De même que progrès technique et Marché Commun contribuent simultanément à favoriser la recherche d'économies externes, de même ils participent conjointement à l'orientation des firmes vers la recherche d'économies internes. Ces dernières sont liées à la taille des entreprises; par opposition aux précédentes, elles ne procèdent pas de facteurs externes, mais internes.

Cette tendance à l'accroissement de la taille des unités de production est loin d'être un phénomène nouveau. Modification structurelle inhérente au mouvement de croissance économique, elle constitue l'une des conditions nécessaires à la poursuite de ce dernier. L'augmentation des résultats signifi-

catifs d'une unité macro économique s'accompagne d'un accroissement de la capacité productive des unités micro-économiques qui la composent .

Les perspectives d'intégration européenne ont pour effet de donner une impulsion nouvelle à cette tendance spontanée. L'accession à la dimension européenne est considérée par les entrepreneurs comme l'un des objectifs essentiels à atteindre. Ces transformations ne peuvent être sans répercussions sur l'activité régionale.

§ 1: La recherche de la dimension européenne :

La concentration des entreprises industrielles s'est opérée avec plus ou moins d'intensité dans les pays qui ont connu un processus de développement .Elle s'est fortement manifestée aux Etats-Unis ; en France, par contre, son évolution a été beaucoup plus lente (1). Elle est, de ce fait, encore peu accentuée dans notre pays (2).

La construction de l'Europe, qui se traduit par l'ouverture des barrières protectrices, a eu le mérite de faire prendre conscience aux industriels de l'inadaptation de la taille de leurs unités au nouvel espace économique en voie d'organisation.

Certes, une grande taille ne saurait être interprétée comme une panacée. Si à bien des égards elle apparaît comme l'une des conditions indispensables à la croissance des firmes, elle n'est pas forcément synonyme de meilleure rentabilité. De plus, il existe des activités qui, par nature , s'en accommodent mal (3).

Il n'en reste pas moins qu'elle constitue l'un des éléments favorables à la croissance d'une firme. L'évaluation que

(1) HOUSSIAUX (J) : Le pouvoir de monopole op. cit . p.289

(2) MAILLET (P) : "Quelques aspects de la concentration des entreprises en France ". Revue d' Economie Politique N°2 de mars-avril 1965 p.496 et s.

(3) GROSS (H) : Petite entreprise et grand marché .Des chances nouvelles pour la petite et moyenne entreprise . Les Editions d'Organisation .1960.

l'on peut en donner dépend de l'activité de l'entreprise. Toujours est-il que " dans certaines professions il y a une dimension minimum appelée masse critique au-dessous de laquelle on risque de ne pas être compétitif " (1).

Les pouvoirs publics ont pleinement mesuré la nécessité d'une adaptation des entreprises industrielles françaises à leur nouvel environnement . Les textes officiels multiplient les exhortations adressées à cette fin . Le projet de rapport général sur le Vème Plan, insiste sur la priorité de cette préoccupation . " Le premier objectif fixé à l'industrie française , est-il écrit, est de renforcer sa position compétitive à l'échelle européenne et mondiale, ce qui suppose qu'elle soit en même temps innovatrice, productive, exportatrice et rentable ... Le Vème Plan propose en conséquence comme objectif, la constitution ou le renforcement , lorsqu'ils existent déjà, d'un petit nombre d'entreprises ou de groupes de taille internationale... Dans la plupart des grands secteurs de l'industrie (aluminium, sidérurgie, mécanique, construction électrique, électronique, automobile, aéronautique, chimie, pharmacie etc....) le nombre de ces groupes devrait être très limité souvent même réduit à un ou deux."

L'écart est grand entre le souhaitable et le réel.

Il serait toutefois inexact de nier que des efforts n'ont pas été réalisés dans le sens désiré par les pouvoirs publics. Une accélération du mouvement de concentration est en train de s'opérer. Elle marque la volonté des entrepreneurs de s'adapter aux conditions nouvelles. Cette brusque accélération est en relation directe avec l'intégration économique européenne. Elle se manifeste de plusieurs façons.

Elle se concrétise tout d'abord dans la disparition d'un nombre important de petites entreprises artisanales. Entre les deux dates qui ont séparé les deux derniers recensements

(1) TABOULET (H) : " Transformation des marchés et dimension optimum des entreprises ". Bulletin SEDEIS N°927 supplément n°1 du 1er septembre 1965 p.26

industriels, c'est-à-dire entre 1954 et 1962, environ 84.000 d'entre elles ont, en France, fermé leurs portes (1). Durant la même période approximativement 43.000 unités employant de 1 à 10 salariés ont disparu .

Simultanément ,le nombre des opérations de concentrations industrielles s'est accru .Analysant le phénomène sur une période qui s'étend de 1950 à 1963 , le professeur HOUSSIAUX constate que, parmi les 500 premières entreprises industrielles françaises,dont la liste est établie et annuellement remise à jour par la revue " Entreprise " (2) ,239 d'entre elles ont effectué des opérations de concentration d'actifs entre ces deux dates (3).L'ampleur de celle-ci est variable. Elles vont de la fusion totale qui revient à confondre les patrimoines de deux sociétés auparavant distinctes, en entraînant la suppression de l'une d'elles, à l'apport partiel d'actif qui consiste pour une société à ne faire apport que d'une partie seulement de son patrimoine.Ces 239 entreprises, qui représentent donc un peu moins de la moitié de l'effectif total des 500,ont réalisé 622 opérations dont 520 ont provoqué la disparition des firmes qui en ont fait l'objet et 102 ont pris la forme d'apports partiels d'actifs.L'accélération du mouvement ressort de comparaisons annuelles.En 1950,19 opérations complètes et 2 apports partiels ont eu lieu contre respectivement 63 et 9 en 1963.

Des différenciations se dessinent au niveau des branches d'activité. Si l'on ventile, selon ce critère, les sociétés absorbantes qui font partie du groupe de 500, on s'aperçoit qu'elles se répartissent de façon inégale (4) .

(1)PATRONAT FRANCAIS : " L'évolution des structures industrielles en France, face à la concurrence mondiale ". N°de juin 1965.

(2)ENTREPRISE ; " Les 500 premières sociétés françaises.Classement 1962-1963 " N°419 du 21 Septembre 1963 .

(3)HOUSSIAUX (J) : " Les Grandes entreprises et les fusions " DIRECTION N° 116 d'avril 1965 p .375

(4)HOUSSIAUX (J) : " Les grandes entreprises et les fusions " op.cit .

TABLEAU XVI : Répartition par branches d'activité
des opérations de concentration d'actifs réalisées de
1950 à 1963.

Branches d'activité	Nombre total de sociétés	Nombre de Sociétés ayant réalisé 1 ou plusieurs opérations de concentration	Pourcentage
-Construction électrique et électronique	39	25	64
-Construction mécanique	76	46	61
-Produits chimiques ..	63	36	57
-Alimentation	69	35	51
-Pétroles	20	10	50
-Métallurgie	54	24	44
-Imprimerie	27	12	44
-Bâtiments et Travaux Publics	47	19	40
-Textiles	28	11	39
-Transports et entrepôts	28	10	36
-Industries extractives	11	4	36
-Automobiles et annexes	21	6	29
Construction navale	7	1	14
Services Publics	10	-	-
Total	500	239	48

La construction électrique et électronique ,la construction mécanique sont les branches d'activité où le pourcentage de sociétés absorbantes est le plus élevé.Ce sont,de façon générale, les secteurs qui possèdent le plus de grandes entreprises et dont le taux de croissance traduit une activité dynamique .

Depuis 1963, de nombreuses opérations confirment la tendance. Leur énumération ne pouvant être exhaustive,quelques exemples suffisent à le montrer (fusion partielle Alsthom-

Compagnie Générale d'Electricité donnant lieu à la création de

trois filiales communes; création par la Société des Forges et Ateliers de Construction électrique de Jeumont et la Société Le Matériel Electrique S.W. d'une nouvelle société: la Société de Constructions électro-mécaniques Jeumont-Schneider; puis accord de cette dernière avec les Etablissements Merlin-Gerin et absorption de la Société d'Electronique et d'Automatisme ; Accord C.G.E. -Compagnie Générale de Télégraphie sans fil ; absorption de la Société Alsacienne de Constructions Mécaniques par la Société Française Hispano-Suiza ; Fusion Denain-Anzin et Forges du Nord et de l'Est ; Accord Citroën -Peugeot; Accord Michelin- Kléber-Colombes; Accord Thomson-Houston -Demag; Accord Tréfinmétaux-Péchiney -Ugine ; Prise de contrôle de Simca par Chrysler et de Bull par la Général Electric, etc.... La plupart des grands secteurs d'activité sont affectés par cette mutation des structures industrielles .

Quelques caractéristiques tendent néanmoins à montrer que le phénomène n'en est qu'à ses débuts .

Il faut remarquer en effet que la majeure partie des accords se réalisent entre firmes d'un même pays beaucoup plus qu'entre firmes de pays différents de la C.E.E.

En second lieu, la sensibilité de l'opinion publique aux premières primes de contrôle d'entreprises françaises par des unités américaines marque un réel effet de surprise, qui est une réaction devant un phénomène inhabituel.

Les causes de cette brusque accélération du mouvement de concentration sont de deux ordres .

D'une part, l'élargissement des marchés que réalise l'intégration européenne est un facteur favorable à la recherche d'économies d'échelle attachées à la grande taille .

D'autre part, l'accroissement de la concurrence qui accompagne l'extension des marchés transforme cette potentialité de développement en un impératif pour les entreprises qui veulent survivre .

A) L'élargissement des marchés et la croissance des firmes :

L'élargissement des marchés est un des aspects majeurs de l'intégration économique européenne. Le passage du marché national au marché européen qu'elle réalise transforme l'un des déterminants essentiels du comportement des entreprises .

L'empreinte des frontières a toujours été forte sur la détermination des marchés (1).Elles ont bien souvent constitué les limites géographiques à l'intérieur desquelles les clients se contenaient. L'écoulement d'une partie de la production hors de l'espace national exigeait une mentalité particulière d'exportateur .

La disparition des frontières supprime l'un des facteurs qui a très souvent freiné la croissance des firmes.Les limitations quantitatives aux mouvements de marchandises,les droits de douane, les formalités administratives qui ,jusqu'alors compliquaient les opérations d'écoulement de produits français sur les marchés allemands ou italiens s'effacent progressivement . L'équilibre relativement étroit qui s'était dessiné,aux termes d'une longue évolution, entre la taille des entreprises et la dimension du marché délimité par les frontières,se trouve ,de ce fait,rompu .Les firmes sont de taille nationale alors que le marché est devenu européen.Le déséquilibre ainsi formé doit se résorber par l'adaptation des firmes à cette situation nouvelle .L'institution d'un marché commun européen doit avoir pour effet l'accession des entreprises à la dimension européenne .Une telle solution s'impose d'elle-même car elle est conforme à l'intérêt de celle-ci.En devenant de grandes entreprises de taille internationale,les firmes nationales bénéficieront d'avantages spécifiques,attachés à leur nouvelle dimension .

(1) PEYRARD (M). : " Dimension de l'entreprise et concurrence " Les formes modernes de la concurrence .
Gauthier -Villars 1964 p.147 et s.

Les théoriciens ont pris l'habitude de qualifier ces avantages d'économies de dimension (1) ou d'économies d'échelle internes (2). Les listes qui en ont été dressées sont plus ou moins exhaustives (3). En dehors du fait que l'exploitation de certaines formes d'activité n'est concevable qu'au niveau de grandes entreprises (électronique, etc...) (4) plusieurs avantages peuvent être tirés de l'accession à ce stade. Il en est qui ont pour conséquence de provoquer une diminution du prix de revient de la production. D'autres exercent leur action sur la recette globale dont ils favorisent l'accroissement. Enfin, du fait même de sa taille, en longue période, la grande entreprise bénéficie d'une plus grande sécurité que la petite.

1) Les facteurs favorables à la diminution des coûts de production :

L'ouverture des frontières nationales accroît les débouchés qui s'offrent aux producteurs. L'extension de ceux-là est précisément le corollaire indispensable à l'augmentation des quantités produites. Par ce biais de la production en grande série, les entreprises peuvent bénéficier de substantielles diminutions de leurs prix de revient (5). Cette incidence est sensible tant au niveau des frais fixes que des frais variables.

(1) PENROSE (E.T.) : Facteurs, conditions et mécanismes de la croissance de l'entreprise. Hommes et technique 1963 p.84 et s. Traduction française de l'ouvrage "Theory of the Growth of the Firm". Oxford 1959.

(2) MARSHALL (A) : Principles of Economics .op.cit .

(3) AUSTRUY (J) : " Du rôle de l'oligopole dans les capitalismes évolués ". Les formes modernes de la concurrence Gauthier-Villars 1964 .

(4) MARMAND (L) et DRANCOURT (M) : Plaidoyer pour l'avenir. Questions d'actualité .Calmann-Levy p.63 et s.

(5) BARRE (R) : Economie Politique. Tome premier -Thémis PUF 1961 p.369.

En ce qui concerne les premiers, l'accroissement des quantités produites permet de répartir sur une plus grande série de produits ces coûts qui, par définition, ne varient pas en fonction du niveau de la production .Il en résulte une diminution du coût unitaire moyen.

Les frais variables sont également modifiés par cette mutation .Non seulement, la fabrication en grande série permet une amélioration de la productivité globale de l'entreprise,mais encore les prix auxquels sont acquis les facteurs de production peuvent subir des réductions .

L'amélioration de la productivité globale procède d'économies dites technologiques. " Il y a économies technologiques, écrit E.T. PENROSE (1), lorsque,dans des conditions données, des modifications dans les quantités et les types de facteurs de production utilisés permettent de produire davantage à un prix de revient moyen inférieur " . Ces économies technologiques se réalisent tant au stade de la production proprement dite qu'à celui de la gestion, de l'administration.Elles proviennent de deux phénomènes différents. D'une part, la production en grande série requiert l'utilisation d'un capital technique de plus en plus important, d'autre part elle autorise une rationalisation des méthodes de travail.

Seule la production en grande échelle permet l'utilisation des détours de fabrication les plus productifs. L'amortissement de la masse de capitaux imposés par le recours à ces méthodes de fabrication n'est pas concevable dans des productions en petite série.D'énormes progrès de productivité ont été réalisés par la mécanisation . Des perspectives nouvelles sont offertes par le développement de l'automation . L'accroissement de la capacité de fabrication des machines ainsi que de leur débit, l'alimentation et le déchargement automatiques ,la mécanisation des travaux d'assemblage et de contrôle sont des exemples des possi-

(1) PENROSE (E.T) :Facteurs ,conditions et mécanismes de croissance de l'entreprise. op. cit . 85

bilités permises (1) . Des améliorations de productivité sont également réalisables dans le domaine de l'administration des entreprises . Ces dépenses, dont l'importance ne cesse de croître, peuvent être allégées par l'acquisition d'un matériel électronique moderne (matériel comptable, calculateurs électroniques, etc...).

Le recours à des capitaux de plus en plus productifs s'accompagne simultanément de la rationalisation des méthodes de travail . Une production quantitativement élevée est généralement nécessaire à l'instauration d'une intense division du travail et la spécialisation croissante qui en résulte est un puissant facteur d'amélioration de productivité . L'application de principes scientifiques à l'organisation des différents postes, tels que le taylorisme à l'ordonnancement des tâches administratives complète, avec opportunité, cette action .

De plus , la fabrication en grande série, en raison même de la masse importante de sous-produits qu'elle secrète permet une exploitation plus rationnelle de ceux-ci que dans le cas d'une petite entreprise .

Mais l'amélioration de la productivité physique des facteurs de production n'est pas le seul élément favorable, car elle est souvent complétée par une réduction de leur prix . Tel est le cas des achats de matières premières qui bénéficient de réductions de prix lorsqu'ils se rapportent à de grandes quantités. De même, sur le plan financier, l'obtention de crédits s'avère plus aisée pour une grande entreprise, qui, grâce à l'importance de ses activités, offre une plus grande sécurité, et peut de ce fait emprunter à des conditions moins onéreuses, qu'une firme de plus faible taille .

Cet ensemble de phénomènes contribue à l'abaissement du coût unitaire moyen . La situation des grandes entreprises

(1) LUCAS(A) : " Les problèmes économiques et sociaux de l'automatisation " . L'Encyclopédie française . Tome IX . L'Univers économique et social p. 90-14 -14 et s.

est d'autant plus avantageuse qu'à cette meilleure combinaison des facteurs de production s'ajoute une maîtrise plus grande du marché des produits.

2) Les facteurs favorables à l'accroissement de la demande :

L'élargissement des marchés que réalise la suppression des frontières n'entraîne pas automatiquement un accroissement des débouchés de la firme . Pour qu'il en soit ainsi ,il est nécessaire que la demande potentielle se transforme en une demande réelle. L'action de la firme est ici déterminante et l'efficacité qui couronne ses efforts dépend en grande partie de sa taille.

Le non-respect de la condition d'atomicité, qui sert de fondement au modèle théorique de concurrence parfaite (1), permet aux grandes entreprises d'exercer une action directrice sur le marché des produits .Indépendamment de la structure de ce marché, elles possèdent un certain nombre de moyens qui rendent possible une maîtrise de la demande .L'accroissement des débouchés exige l'utilisation de méthodes de commercialisation très poussées (2), dont l'application est étroitement dépendante des possibilités financières de l'entreprise .Un réseau commercial suffisamment dense pour canaliser la clientèle la plus large possible, de même que la création d'un service après-vente, exigent une immobilisation importante de capitaux. Il est aussi possible, à une grande entreprise de contrôler la distribution par les détaillants de sa production et de leur imposer des prix de vente au consommateur. Enfin, par une politique appropriée de promotion des ventes, par une action publicitaire (3), elle dispose de moyens susceptibles d'orienter la demande de ses produits .

(1) MARCHAL (J) : Le mécanisme des prix. Médicis 1951.

(2) LIGNAC (G) : "Du nouveau dans la fonction commerciale" . L'Encyclopédie française . Tome IX . L'univers économique et social p.9.20-10 et s.

(3) AUBERT-KRIER (J) : Gestion de l'entreprise .Thémis PUF 1962 p.557 et s.

La coordination de cette politique avec celle tendant à --- réduire les coûts a pour effet de maximiser le profit de --- l'entreprise .Toutefois ,il n'est pas certain que cette maximisation soit l'objectif essentiel de la firme .Elle peut lui préférer une certaine stabilité en longue période de ce profit .Sous cet angle, la grande entreprise est encore nettement avantagée .

3) Les facteurs favorables à la croissance de l'entreprise :

Le processus de destruction créatrice, moteur du système capitaliste, impose aux entreprises qui veulent survivre, une adaptation constante à l'évolution de leur environnement .Or, cette faculté d'adaptation est fortement liée à leur taille . D'une part, en effet, les grandes entreprises sont plus en mesure,grâce à leurs activités de recherche de suivre l'évolution du progrès technique,d'autre part, en raison de leur diversification, elles offrent une plus grande résistance aux fluctuations de l'activité économique .

a)La recherche industrielle :

Les statistiques prouvent que la recherche est une activité extrêmement concentrée .Elle est le fait d'un petit nombre de grandes entreprises .Le phénomène est particulièrement net, en France, ainsi que le montre le tableau suivant (1).

TABLEAU XVII

: Dimension des entreprises: Pourcentage du total : Pourcentage des:			
: (effectif du personnel : des chercheurs : dépenses de Re=:			
: employé) :			: cherche -Dévelop
:	:	:	: pement :
: 600 au moins :	15 %	:	12 % :
: 600 à 5.000 :	29 %	:	27 % :
: plus de 5.000 :	56 %	:	61 % :
:	<u>100 %</u>	:	<u>100 %</u> :

(1) FARDEAU (M) : " La recherche dans l'industrie ". Revue d'Economie Politique N°2 Mars -Avril 1965 p.226.

Il est significatif de constater que 56 % des chercheurs sont employés dans des firmes de plus de 5.000 salariés et que celles-ci réalisent les 3/5 des dépenses de recherche. La relation est encore plus accentuée aux Etats-Unis où 85 % de ces dépenses sont effectuées par des entreprises dépassant ce même effectif. Le pourcentage relativement plus faible du chiffre français trouve son explication dans la rareté plus grande de firmes importantes dans notre pays.

Cette situation découle d'une évolution profonde dans les modalités de la recherche. Celle-ci n'est plus comme autrefois le fait de quelques chercheurs isolés. Elle est au contraire extrêmement organisée(1). Elle est même planifiée(2). Elle s'effectue dans les laboratoires, autour d'équipes de chercheurs, munies d'un matériel perfectionné.

Le poids des charges financières entraînées par cette activité limite le nombre d'entreprises capables de les supporter (3). Les conditions d'efficience sont telles que tout budget de recherche doit nécessairement atteindre un certain montant. " Cela est dû, écrit M.P. PIGANIOL, à l'existence très fréquente d'un seuil au-dessous duquel l'effort de recherche, dans la complexité scientifique actuelle, ne saurait être payant. "(4). De plus, toute opération de ce type ne saurait avoir un résultat qu'avec ^{un} décalage dans le temps. Encore cet investissement comporte-t-il l'acceptation d'un risque, car il n'est pas sûr que les recherches menées aboutissent au succès. Ces divers éléments se conjuguent pour faire, essentiellement, de cette activité, le privilège de grandes entreprises capables non seulement d'en réaliser l'autofinancement, mais aussi d'en supporter l'incertitude.

(1) PEDRAGLIO (G.R) : " Une grande société industrielle française face à la recherche : L'exemple de la Compagnie de Saint-Gobain " .Revue Economique N°1 de Janvier 1964. p.72 et s.

(2) LELONG (P) : " L'évolution de la science et la planification de la recherche " .Revue Economique n°1 de Janvier 1964 p.1 et s.

(3) DRANCOURT (M) : Les clés du pouvoir Fayard 1964 p.14 et s.

(4) PIGANIOL (P) : " Le financement de la recherche industrielle " Revue Economique N°1 de janvier 1964 p.67 .

Le corollaire de ces difficultés est que la firme qui parvient à les résoudre dispose sur ces concurrents d'avantages relatifs. Les découvertes qui couronnent ses efforts lui permettent de procéder à des innovations. En se situant ainsi à l'avant-garde du progrès, elle en bénéficie plus tôt que ses concurrents et les distance tant que celui-ci n'est pas diffusé. Par ce biais, elle crée l'un des conditions favorables à la mise en oeuvre d'une stratégie de croissance autonome.

b) La diversification des productions et des marchés :

Elle constitue un deuxième aspect de cette stratégie. La diversification peut s'entendre comme une politique consistant à augmenter la gamme des produits fabriqués, mais aussi le nombre des marchés (1). Elle ne se réduit pas, en effet, à la confection de nouveaux produits, car cette seule opération ne provoque pas obligatoirement une diversification des marchés.

La diversification peut être considérée, au même titre que la recherche, comme l'apanage des grandes entreprises. L'histoire économique est fertile en exemples de firmes qui ont assuré leur croissance par leurs orientations successives vers des secteurs d'activité en expansion rapide. C'est bien sûr aux Etats-Unis que ce processus a atteint ses formes les plus élaborées. General Motors dont la production s'est dispersée, depuis la dernière guerre, de l'équipement militaire, à l'électronique en passant par les locomotives diesel, les automobiles, les moteurs pour l'aviation commerciale, les appareils de traitement des métaux, l'équipement ménager, constitue une illustration typique de ce phénomène.

Les avantages de cette politique sont de deux ordres. Tout d'abord, grâce à la recherche systématique de secteurs à

(1) WOOT (P.de) : La fonction d'entreprise. Formes nouvelles et progrès économique.
Louvain 1962 p.113 et s.

taux d'expansion rapide, la diversification permet de maintenir un taux de croissance élevé. De plus, l'élargissement du support de celle-ci lui confère une plus grande résistance aux fluctuations de l'activité économique. En ce sens, il n'est pas faux de dire que la diversification est " économie de risque" (1).

Ainsi ,à de multiples égards, l'accession au marché européen est une occasion favorable pour les entreprises en quête des avantages inhérents à la grande taille . Sous cet angle , la réalisation du marché commun paraît être un élément de nature à modifier leur comportement .Toutefois ,extension du marché ne signifie pas seulement apparition de potentialités additionnelles de développement .Elle est aussi synonyme d'accroissement de la concurrence et constitue une menace supplémentaire pour les firmes dont la fragilité procède de leur taille relativement faible. A ce titre, leur réaction doit être encore plus impérative.

B) L'accroissement de la concurrence et la compétitivité des entreprises européennes :

Il n'y a pas contradiction entre l'accentuation du mouvement de concentration et l'intensification de la concurrence. Cette dernière ne saurait, en effet être identifiée au modèle abstrait de concurrence parfaite (2). La présence contigüe de petites et grandes entreprises, l'hétérogénéité du marché ne provoquent pas sa disparition (3). La concurrence revêt simplement des formes spécifiques (4).

En raison de la suppression des frontières qui les séparaient

-
- (1) HOUSSIAUX (J) : Le pouvoir de monopole op.cit .p.74
(2) MARCHAL (A) : " De quelques faux dogmes en matière d'organisation européenne ". Revue Economique 1960 p.674 à 684
(3) HOUSSIAUX (J) : Concurrence et Marché Commun . Genin 1960
(4) PERROUX (F) : " Les formes de la concurrence dans le marché commun. op.cit. p.340 et s.



antérieurement, les entreprises des six pays membres de la communauté se trouvent désormais confrontées

Mais la concurrence nouvelle ne résulte pas seulement de cette confrontation. La C.E.E., grâce aux possibilités qu'elle représente, constitue un terrain particulièrement favorable à " l'agressivité " (1) des entreprises américaines.

A ces deux niveaux, se pose le problème des rapports de force entre entreprises concurrentes.

1) La comparaison des entreprises européennes :

Un certain temps est nécessaire à la réalisation des conditions de concurrence entre les entreprises des six pays membres de la C.E.E. L'harmonisation des règles qui la canalisent est le préalable à son bon fonctionnement. Mais une modification des comportements économiques est également utile. Des habitudes solidement prises à l'intérieur des frontières nationales sont à rompre. Les entreprises françaises doivent considérer le marché allemand de la même manière que le marché français. Ce changement d'attitude exige des mutations structurelles qui ne peuvent être que progressives.

Toutefois, l'isolement respectif dans lequel ces entreprises de différentes nationalités ont été jusqu'alors contenues nous invite à nous interroger sur les rapports de force qui les caractérisent.

Cette analyse se heurte, en l'état actuel, à deux obstacles d'ordre statistique qui limitent la portée de notre recherche. En premier lieu, la différenciation des instruments de mesure utilisés par chacun des six pays, rend difficiles (2), voire impossibles (3) les comparaisons statistiques. En second lieu,

(1) L'expression est de M.P. DIETERLEN " L'Economie européenne doit répondre au défi des investissements américains ". Le Monde du 6 juillet 1965.

(2) MANDY (P.L.) et GHELLINCK (G.de) : " La structure de la dimension des entreprises dans les pays du Marché Commun " Revue Economique 1960 p.395 et s.

(3) CAHEN (L) : " Un exemple de l'impossibilité de certaines comparaisons statistiques : la taille des établissements industriels dans les pays du Marché Commun " .Etudes et conjoncture. Janvier 1959.

l'ampleur du mouvement de concentration est en ce moment telle que les classements établis d'une année à l'autre peuvent profondément diverger, notamment par l'absorption d'entreprises. Dès lors, il serait préférable d'attendre quelques années pour procéder à une mesure plus satisfaisante.

Ces difficultés incitent à la prudence, et l'interprétation des comparaisons actuellement établies doit être menée avec la plus grande circonspection. Ainsi en est-il de la lecture du classement des " 100 premières sociétés du Marché Commun", effectué en 1963, d'après le critère du chiffre d'affaires(1). Les faiblesses de ce critère de classification imposent de sérieuses réserves. En effet, tout d'abord, entre différentes branches d'activité, la comparaison en fonction du chiffre d'affaires n'est guère significative, car elle désavantage les firmes utilisant peu de matières premières. Les possibilités d'erreur se multiplient en raison du recours quasi-systématique au chiffre d'affaires toutes taxes comprises (le chiffre d'affaires hors taxes n'étant généralement pas publié). La part des éléments fiscaux peut être en effet très variable d'un produit à l'autre (elle est forte pour les produits pétroliers). De même, pour un bien identique, elle peut subir d'importantes fluctuations d'une nation à l'autre, tant que ces charges ne sont pas harmonisées.

Compte tenu des réserves précédentes, les enseignements que l'on peut retirer d'un tel tableau se limitent à l'établissement d'un ordre de grandeur. La répartition des 100 premières sociétés de la C.E.E. entre les différents pays membres montre que c'est en République Fédérale Allemagne qu'elles sont les plus nombreuses, avec un effectif de 51, soit un peu plus de la moitié du nombre total ; 33 entreprises sont françaises, 8 italiennes, 5 hollandaises, 2 belges et 1 luxembourgeoise.

Malgré les précautions qui s'imposent, deux traits essentiels apparaissent à la lecture de ce tableau. La supériorité

(1) ENTREPRISE : N° 492 du 13 Février 1965 p. 85

relative allemande se dessine dans la plupart des secteurs. En revanche, le degré comparativement faible de la concentration française illustre la fragilité des structures industrielles de notre pays. L'exemple bien connu du secteur automobile est caractéristique : la première société, dans le classement est Volkswagen avec un chiffre d'affaires de 1.710 millions de dollars, puis viennent F.I.A.T (1.491 millions de dollars), Daimler-Benz (952 millions de dollars) et seulement en quatrième rang Renault (902 millions de dollars). La suprématie allemande est encore plus nette dans les secteurs des biens d'équipement (métallurgie, construction électrique, etc...).

Cette disparité de dimensions entre entreprises européennes détermine les rapports de force qui régissent le fonctionnement de la concurrence. Le déséquilibre actuel risque encore de s'accroître du fait de la différence de rythme qui oppose les mouvements de concentration dans les pays membres de la communauté. La position de l'Allemagne continue de s'améliorer grâce à la rapidité plus grande avec laquelle sont en train de s'opérer, actuellement, les mutations industrielles, rendues nécessaires par l'intégration européenne (1).

Tels sont, effectivement, les termes dans lesquels se poserait, aujourd'hui, le problème si un fait nouveau n'était venu en bouleverser les données, à savoir l'implantation croissante des entreprises américaines dans l'Europe des Six.

2) La concurrence des entreprises américaines :

L'implantation des grandes entreprises américaines en Europe Occidentale, connaît une accélération récente. En trois ans, parmi les 1000 premières entreprises américaines, le nombre de sociétés qui ont des usines dans cette partie du globe, est passé de 460 à 700 (2). Mais plus que le nombre, c'est la nouvelle orientation géographique de ces localisations qui est

(1) ENTREPRISE : N° 521 du 4 septembre 1965. "Les grandes entreprises allemandes".

(2) PATRONAT FRANÇAIS : "Entreprises américaines et entreprises européennes. Eléments de comparaison". N° d'août-septembre 1964.

remarquable. L'attrait que suscitait jusqu'à présent la Grande Bretagne tend à fléchir au profit de la Communauté Economique Européenne.

Cette situation nouvelle nous invite à nous interroger sur ses origines, puis sur les problèmes qu'elle pose aux entreprises européennes.

a) Les causes :

L'intérêt actuel que suscite cette " agressivité " des grandes entreprises américaines a provoqué un certain nombre d'analyses. Les fondements théoriques de ces investissements extérieurs ont été examinés par M.G.-Y.BERTIN (1). Une approche descriptive des investissements américains en France a été dressée par M.J. GERVAIS (2). Beaucoup plus que ces analyses globales, c'est la relation entre cette tendance nouvelle et l'intégration européenne qui doit retenir notre attention .

Les entreprises américaines ont très vite mesuré les potentialités de développement contenues dans la réalisation du marché commun européen. L'importance démographique du nouvel ensemble, le niveau de vie relativement élevé de ses habitants, la structure nettement industrialisée des économies en voie d'intégration, joints à la vigueur du taux de croissance économique global constituent des éléments favorables à l'accroissement des débouchés. La différence de réaction devant cette perspective nouvelle entre entreprises européennes et entreprises américaines est, à cet égard, symptomatique . Beaucoup plus vite que les premières, encore habituées à penser dans le cadre des frontières nationales, les secondes ont apprécié les possibilités qu'offrait cet élargissement du marché .

De plus, la concurrence à laquelle se livrent entre elles les entreprises américaines sur le territoire des Etats-

(1) BERTIN (G.Y.) : L'investissement des firmes étrangères en France. PUF 1963 p.7 à 78 .

(2) GERVAIS (J) : La France face aux investissements étrangers. Analyse par secteurs. Editions de l'entreprise moderne .1963.

Unis étant particulièrement vive, elles trouvent sur le marché européen un environnement beaucoup moins compétitif, qui facilite l'exercice de leur activité dans des conditions plus favorables (1).

Deux stratégies différentes pouvaient être envisagées par ces firmes pour la conquête des débouchés européens. La première, l'exportation se heurte au cloisonnement dont souffrent encore les relations économiques internationales. Le tarif extérieur de la C.E.E. qui différencie celle-ci d'une simple zone de libre échange, s'oppose à la libre entrée des produits américains sur le marché européen. Etant donné que les négociations du Kennedy-Round n'ont pas encore abouti et que, même dans cette éventualité, les droits de douane ne seraient pas totalement supprimés, les firmes des Etats-Unis recourent avec de plus en plus d'insistance, à la deuxième solution, consistant à implanter des unités de production dans l'enceinte géographique du marché qu'elles ont à conquérir.

Cette procédure s'est concrétisée dans la prise de participations dans le capital des firmes européennes. Certains exemples français ont créé une vive émotion dans l'opinion publique et les qualificatifs d'impérialisme ou de néo-colonialisme ont été évoqués pour caractériser ces opérations. Les pouvoirs publics ont également manifesté une certaine réserve à l'encontre de ces formes de prises de contrôle..

Indépendamment de ces considérations d'opportunité, l'implantation d'entreprises américaines dans l'Europe des Six en général et en France en particulier est une réalité qui n'est pas niable. La nouvelle concurrence qui se dessine soulève la question de la compétitivité des entreprises d'Europe, comparée à celle des firmes des Etats-Unis.

(1) URI(P) : " L'investissement américain et la concentration industrielle " . Revue Economique Franco-Suisse n°1 1965.

b) Le degré de compétitivité des entreprises européennes :

Les rapprochements statistiques prolifèrent actuellement entre entreprises américaines et firmes européennes, marquant ainsi la tournure spécifique que prend la concurrence .En France, le Conseil National du Patronat Français ne cesse d'insister sur la disparité de dimension qui oppose ces unités économiques et l'inégale compétitivité qui en résulte (1).

La disparité de dimension ressort de quelques productions significatives .Dans le secteur automobile, General Motors a une production de véhicules quatre fois plus forte que celle de Volkswagen et six fois supérieure à celle de F.I.A.T .Le volume d'automobiles fabriqués par Chrysler qui est le troisième producteur américain, représente la même quantité que celui de l'ensemble des constructeurs français. Dans le secteur aéronautique, l'U.S. Steel, produit l'équivalent de 80 % de la production de la République Fédérale d'Allemagne. Dans le domaine de l'électronique ,la société I.B.M. " dont l'avance scientifique et technologique est considérable ,détient à elle seule 80 % du marché sur le vieux continent et pratiquement dans le monde entier"(2). Le gigantisme des firmes américaines est sans commune mesure avec la taille des entreprises européennes.

Cette disparité de taille s'accompagne d'une différence de rentabilité ainsi que le montre le rapport des bénéfices nets réalisés en 1963 au chiffre d'affaires de la même année .Parmi les 500 plus grandes entreprises américaines, 47 ont réalisé un bénéfice net égal ou supérieur à 10 % du chiffre d'affaires. Parmi les 100 premières, 20 atteignent ou dépassent le pourcentage de 8 % .

Les résultats sont moins favorables pour les sociétés

-
- (1) PATRONAT FRANCAIS : "Entreprises américaines et entreprises européennes .Eléments de comparaison " . op. cit.
(2) OSCAR N.CYTRIN : " L'industrie européenne des calculateurs face aux firmes géantes d'outre-atlantique ".
Le Monde du 5 août 1965 .

non américaines .Parmi les 58 premières de celles-ci,seulement 3 parviennent à la proportion de 8 % (elles sont de nationalité britannique).

En France, le degré de rentabilité est encore plus faible. 25 entreprises françaises figurent dans le classement des 200 premières sociétés non américaines,mais aucune d'entre elles ne réalise un bénéfice net supérieur à 5 % de son chiffre d'affaires, l'une atteint 4 % ,la règle étant de 2 % et même 1 % .

Ce déséquilibre affecte lourdement la compétitivité des entreprises européennes . L' "agressivité " des firmes d'outre - atlantique compromet dangereusement leur devenir . La lutte, dans les conditions actuelles, est trop inégale .L'amélioration de la position concurrentielle des firmes du vieux continent requiert un accroissement de leur taille .Leur survie est à ce prix (1).

Si les incidences de ces transformations structurelles sont dès maintenant perceptibles au niveau micro-économique,elles doivent également être mesurables au niveau macro-économique . Elles ne peuvent pas,en effet, ne pas affecter l'activité économique régionale .

§2 - La firme interrégionale et la région :

L'accélération du mouvement de concentration doit avoir pour effet de donner une intensité nouvelle à la multiplication des firmes interrégionales. Certes, le dépassement de la dimension régionale était déjà effectif pour beaucoup d'entreprises industrielles,mais l'effacement des frontières nationales va accentuer le phénomène.

D'une part, en effet ,des entreprises régionales sont absorbées par des unités plus puissantes, perdant ainsi leur autonomie.

(1) DROUIN (P) : " Investir ou être investi " .
Le Monde du 9 juin 1965 .

D'autre part, des firmes extérieures à la région s'implantent sur le territoire de celle-ci, à la conquête de débouchés nouveaux .

Dès lors, l'activité économique de la région est appelée à prendre une physionomie nouvelle .

Il n'a pas fallu attendre la réalisation de l'intégration européenne pour assister aux premières manifestations de cette évolution . Très représentative de cette structure est, aujourd'hui, l'industrie de la bordure méditerranéenne .

Le secteur d'activité où cette structure est la plus nette est celui du pétrole. Ce -- n'est pas surprenant. Le secteur pétrolier est probablement celui où la proportion de firmes interterritoriales est la plus élevée. Pour la seule zone considérée, les exemples en sont nombreux . La Société Générale des Huiles de Pétrole B.P. a installé la première raffinerie, dans la rade de Port-Bouc, à Lavéra. En 1929, la Compagnie des Produits Chimiques et Raffinerie de Berre, filiale de Saint-Gobain, a construit une raffinerie au nord de l'étang de Berre. Celle-ci appartient maintenant à la Compagnie de Raffinerie Shell-Berre, formée en 1947, par l'association du groupe Royal -Dutch-Shell et de la Compagnie de Saint-Gobain . En 1934, la Compagnie Française de Raffinage, filiale de la Compagnie Française des Pétroles, a créé une raffinerie à la Mède . La Société Esso-Standard vient de mettre en service une raffinerie à Fos-sur-Mer. Enfin, dans le département de l'Hérault, la Mobil Oil Française exploite une raffinerie à Frontignan.

La pétroléochimie s'est naturellement développée autour des centres de raffinage. C'est ainsi que la Compagnie Française des Produits Chimiques Shell fabrique des solvants à Berre, que la Société des Elastomères de synthèse y produit des caoutchoucs, que la Naphtachimie possède une usine à Lavéra, et que la Compagnie Française de Raffinage fabrique du propène à la Mède .

Mais la présence de firmes interrégionales n'est pas spécifique à ce secteur . Les mines de fer des Pyrénées Orientales sont exploitées par des groupes sidérurgiques du Nord (Usinor).

Les mines de zinc et de plomb de la région sont le domaine d'activité de la Société Minière et Métallurgique de Penarroya. La Compagnie des Produits Chimiques et Electro-métallurgiques Pechiney exploite les gisements de bauxite du Var et de l'Hérault, de même que la Société d'Electro-chimie et d'électro-métallurgie et des aciéries électriques d'Ugine dans le premier de ces deux départements. L'usine de tubes de Bessèges (Gard) appartient à Lorraine-Escaut. L'énumération pourrait être poursuivie.

Le phénomène est extrêmement significatif. Il l'est d'autant plus qu'il affecte, à deux titres différents, les modalités d'une politique de développement régional.

Tout d'abord, il illustre un nouveau mode d'industrialisation. Celle-ci ne s'opère plus exactement dans les mêmes conditions qu'il y a un siècle (1). Au XIX^{ème} siècle, elle commençait par la création de petites unités. Développant progressivement leur capacité productive, certaines de ces petites exploitations sont devenues de moyennes, puis de grandes entreprises. Aujourd'hui, le processus nous semble être différent. L'industrialisation d'une région tend de plus en plus à se réaliser par implantations de filiales ou d'établissements d'une grande firme, située dans une région industrielle. En d'autres termes, il n'y a pas reconduction du schéma historique, mais transformation des modalités d'industrialisation.

En second lieu, l'industrialisation par le biais de firmes interrégionales a pour effet de soumettre l'activité économique de la région à des centres de décision économique qui lui sont extérieurs. Les sièges sociaux des entreprises citées plus haut se situent en dehors de la zone d'implantation que nous avons observée. Le fait est d'importance car les activités concernées sont celles sur lesquelles repose le devenir industriel de cette zone. " C'est dans les branches les plus dynamiques de l'industrie des Bouches du Rhône, celles où la valeur ajoutée

(1) ROSENSTEIN, - RODAN (P) : " Industrialisation d'une région sous-développée".

est la plus forte que l'emprise des affaires extra-départementales et nationales est la plus marquée"(1).

L'analyse se doit de tenir compte des incidences qui découlent de ce nouveau mode d'industrialisation.

Il n'est pas indifférent pour une région d'être peuplée de firmes limitées à sa dimension ou de firmes interrégionales . Le comportement de ces dernières se distingue nettement de celui des premières .

L'une des raisons essentielles est la disparité de taille qui les oppose, L'entreprise qui absorbe d'autres unités, la firme américaine qui investit sur le vieux continent sont généralement d'une taille supérieure à celle d'une entreprise qui s'est alors contenue dans les limites infra-nationales, d'une région .

De cette supériorité ,peuvent découler deux catégories d'effets qui modifient l'aspect de l'économie régionale .

A) La puissance financière de la firme interrégionale et la création d'activités motrices dans la région d'implantation.

Absorber d'autres entreprises,investir dans d'autres régions et même dans des pays étrangers requiert de la part des firmes qui agissent ainsi une certaine puissance financière que n'ont pas des unités exclusivement régionales .

Cette puissance financière des centres de décision qui dirigent les investissements des firmes interrégionales peut représenter des potentialités nouvelles d'accroissement de la capacité productive de la région d'implantation .

Une firme régionale dont les perspectives de croissance étaient paralysées par les limites de ses moyens financiers peut trouver, par son intégration dans un groupe, les capitaux nécessaires à son développement optimum .

(1) DUMOULIN (R) : L'économie des Bouches du Rhône .
Préfecture du Rhône 1964 p.179.

Une entreprise étrangère qui s'implante dans une région crée généralement une unité suffisamment importante, capable d'alimenter l'ensemble du marché national qu'elle veut conquérir et même éventuellement le marché des pays voisins .

De façon générale, les firmes interrégionales ~~peuvent~~ favoriser l'accession des unités productives de la région à un seuil dimensionnel qui leur permette d'exercer des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'activité de l'unité économique réceptrice .

Mais elles créent aussi les conditions favorables à l'installation dans la région des activités les plus dynamiques (raffineries de pétrole, production automobile, électronique). La masse de capitaux requis par l'exploitation de ces dernières dépasse les seules possibilités d'investissement de la région .

A ce double titre, les firmes interrégionales se révèlent particulièrement aptes à entraîner l'implantation dans la région d'unités économiques motrices .

1) La participation des firmes interrégionales au développement d'activités motrices :

"L'unité est motrice dans un espace économique et social déterminé quand la résultante de tous les efforts qu'elle engendre est positive, en ce sens qu'elle change les structures de façon telle que le produit réel global et net de l'ensemble connaît un taux de croissance plus élevé"(1).

Si l'on quitte le domaine de ses effets pour aborder celui de ses modalités d'action , on s'aperçoit qu'une unité économique motrice mérite le titre de pôle de croissance par l'action qu'elle exerce dans quatre sens différents . Ces quatre modalités de polarisation de l'environnement ont été distinguées par le professeur DAVIN (2) : polarisation technique , polarisa-

(1) PERROUX (F) : L'économie du XXème siècle op.cit . p.168

(2) DAVIN (L.E) DEGEER (L) et PAELINCK (J) : Dynamique économique de la région liegeoise . Problèmes de Croissance . PUF 1959 p.96

tion par les revenus, polarisation psychologique , polarisation géographique .

Les effets de polarisation technique peuvent être perçus dans un tableau d'échanges interindustriels. Ils sont liés aux réactions déclenchées par l'unité productive en amont et en aval du processus de production . Plus elle entretient de relations d'échanges avec les autres secteurs d'activité par le biais de l'acquisition de ses inputs et de l'écoulement de ses outputs , plus elle a de chances d'être motrice (1).

La création de telles unités provoque par l'achat de fournitures une demande nouvelle susceptible soit d'attirer d'autres implantations, soit de faciliter la conversion d'entreprises locales sur la voie du déclin(2). Elle renouvelle les possibilités d'approvisionnement d'industries situées en aval .

L'action exercée en amont est généralement plus efficace que celle exercée en aval. Alors que la seconde n'est qu'une "invitation au développement adressée aux utilisateurs éventuels" (3) la première se réalise beaucoup plus directement par les commandes de la firme motrice de produits intermédiaires. Toutefois, la dynamique de l'offre peut être suffisamment puissante pour multiplier les effets en aval, ainsi que nous le montrera plus loin l'exemple du complexe industriel de Lacq.

A cette diffusion verticale, née de l'existence de relations techniques entre les unités de production, s'ajoutent des effets horizontaux sur la capacité régionale d'emploi. La taille des établissements dépendant de firmes interrégionales permet, le plus souvent, d'utiliser un supplément de main d'oeu-

(1) HIRSCHMAN (A.O.): Stratégie du développement économique .
Op.cit . 110

(2) HOUSSIAUX (J) : "Le concept de quasi-intégration et le rôle des sous-traitants dans l'industrie " . Revue économique n°2 de mars 1957. p.222 et s.
- "Quasi-intégration, croissance des firmes et structures industrielles " - Revue économique N°3 de mai 1957 p.384 et s.
- "Quelques expériences récentes de quasi-intégration" . Revue économique n°6 de novembre 1959 p.838 et s.

(3) PAELINCK (J) CAEVEL (J de) et DEGUELDRÉ (J): "Analyse quantitative de certains phénomènes de développement régional polarisé. Essai de simulation statique d'itinéraires de propagation". Problèmes de conversion économique. Analyses théoriques et études appliquées. Actes du IVème Colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française. Genin 1965 p.347.

vre qui, autrement, aurait émigré .Cette extension de la demande solvable développe, à son tour, les débouchés pour les activités régionales productrices de biens de consommation .Indirectement ,de nouveaux emplois naissent, nourrissant un processus d'accroissement du volume régional de l'emploi.Le secteur tertiaire bénéficie lui-même de cette impulsion du secteur secondaire.

L'aptitude des unités économiques à la sécrétion de cette deuxième catégorie d'effets dépend du degré plus ou moins capitalistique de leurs techniques de production.Ceux-ci seront d'autant plus importants que la part du travail sera plus élevée. Les innovations "labour saving" résultant d'une automatisation des actes de fabrication peuvent, à cet égard, en réduire la portée .

L'ampleur de ce type de polarisation dépend aussi de la densité régionale d'industries de biens de consommation .Si l'accroissement de revenus est principalement consacré à l'acquisition de produits fabriqués à l'extérieur , l'effet global en sera minimisé .

En dehors de ces impulsions d'essence mécanique, l'installation d'unités motrices a pour conséquence de modifier l'atmosphère dans laquelle se déroule l'activité économique .Elle est un moyen propice à la destruction d'un équilibre peu dynamique, que peut entretenir un faible niveau de développement. Elle est capable de créer le choc psychologique nécessaire à l'instauration d'une atmosphère de progrès (1).Par le recours à des techniques modernes de production, d'organisation ,d'administration et de gestion, elle introduit un climat d'innovation susceptible d'entraîner les activités industrielles locales. Non seulement, elle favorise l'information de ces dernières,mais encore,elle les invite à l'imitation .

Enfin, une firme motrice est génératrice d'économies

(1) BOUILLLOT (A) : " Lacq,fait économique et choc psychologique" Le développement économique du Sud-Ouest .
Cahier du Centre économique et social de perfectionnement des cadres de la Fédération Nationale des syndicats d'Ingénieurs et de cadres supérieurs (C.G.C.) p.123 et s.

externes indispensables à la formation d'un processus d'agglomération géographique des activités .

Telles sont globalement les modalités par lesquelles l'accession d'une unité productive à la fonction motrice peut entraîner dans son sillage l'activité économique de la région où elle est implantée. En fait, ces diverses modalités se complètent étroitement, Dans certains cas, c'est le processus de polarisation technique qui est l'élément essentiel, dans d'autres, c'est l'accroissement du volume de l'emploi ,mais il y a toujours un effet global qui s'exerce en faveur de l'activité économique régionale. Le cas particulier du complexe industriel de Lacq nous fournit une intéressante illustration de ce phénomène .

2) L'exemple du complexe industriel de Lacq.

La remarquable étude de cet exemple de polarisation présentée par P. AYDALOT (1) ,grâce principalement à des évaluations chiffrées établies par la Société d'études mathématiques appliquées complète avec opportunité le premier bilan qu'avait dressé en 1959 J. DELMAS -MARSALET (2) .

C'est en décembre 1949 que la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine a découvert à Lacq un gisement de pétrole brut, mais les origines véritables du complexe industriel remontent à la découverte ultérieure, en 1951, d'un très important gisement de gaz naturel (3). La résolution des problèmes posés par la nature corrosive de ce gaz a permis d'en commencer l'exploitation

-
- (1) AYDALOT (P) : "Etude sur le processus de polarisation et sur les réactions des industries anciennes à la lumière de l'expérience de Lacq ".
Croissance régionale et sous-développement .Cahier de l'ISEA N° 159, Série L N°15 de Mars 1965 p.111 à 164.
- (2) DELMAS- MARSALET (J) : " Pouvoir et limites d'un pôle de développement régional : le gaz de Lacq ".Revue de l'économie méridionale n°26 d'Avril-Juin 1959 p.143 à 155.
- (3) ECHARD (J) : " La collaboration des initiatives publiques et privées pour le développement d'un pôle industriel : Lacq ".
C.E.E. Conférence sur les Economies Régionales .
op. cit. p.259 à 281.

en Avril 1957. Les réserves récupérables sont évaluées à 200 milliards de mètres cubes de gaz brut .

Les principales installations de ce complexe industriel sont les suivantes : la S.N.P.A. ,bénéficiaire d'une concession, possède sur le gisement une usine qui lui permet de traiter le gaz brut par les opérations d'épuration, de désulfuration, et de dégazolinage. L'exploitation quotidienne de 20 millions de mètres cubes de gaz brut donne 13 millions de mètres cubes de gaz épuré. Annuellement, les produits extraits de ce gisement se répartissent de la façon suivante :

- gaz épuré	4.750 millions de mètres cubes .
- soufre	1.400.000 tonnes .
- essence	260.000 tonnes .
- propane et éthane	124.000 tonnes
- éthylène	80.000 tonnes(à partir de 1964)
- benzène	70.000 tonnes .
- cyclohexane	20.000 tonnes
- styrène et polystyrène	30.000 tonnes et 12.000 tonnes.

En l'espèce, les effets en amont sur l'activité industrielle locale ont été modestes, en raison de la faible consommation de produits intermédiaires utilisés par ce type d'industrie .

Les acquisitions de matériel ont été importantes au moment de la construction du complexe, mais les commandes se sont en majorité adressées à de grandes firmes productrices de biens d'équipement ,non localisées dans cette région sous-développée.

Beaucoup plus décisifs ont été les effets en aval, car le gaz naturel ne constitue pas seulement une source d'énergie; il est aussi une matière première pour l'industrie chimique. C'est ainsi que l'Electricité de France a installé une centrale thermique à Artix ,près de Lacq, et une autre à Ambès .La Société Péchiney a construit à Noguères une usine d'aluminium, alors que Ugine a accru de 15.000 tonnes la capacité productive de son usine de Lanmezan. A Pardies, Aquitaine -Chimie, filiale de Péchiney, de Saint-Gobain, de Pierrefitte, de l'O.N.I.A. et de la Banque de

Paris et des Pays-Bas, a installé une fabrique d'acétylène et d'ammoniaque. De son côté, la S.N.P.A. a édifié une usine de benzène.

L'installation d'un réseau de canalisation pour écouler une partie du gaz naturel à l'extérieur de la région réduit, en introduisant des fuites, l'importance des effets multiplicateurs.

La ventilation géographique de la distribution de gaz naturel se répartit comme suit :

TABLEAU XVIII

:	-Sud -Ouest	38	%	:
:	- Région Parakienne	28	%	:
:	- Centre-Est	23	%	:
:	- Ouest et Centre-Ouest	11	%	:
:				:
:	Total	100	%	:

En ce qui concerne le volume de l'emploi ,durant les années 1958- 1959, 7.000 à 8.000 personnes ont été employées sur les chantiers de Lacq. La fin des travaux de construction a provoqué une réduction de cet effectif,aujourd'hui évalué autour de 5.000 à 5.500 personnes . L'emploi indirect,né de la passation de commandes à des activités locales a accusé une baisse plus sensible. Estimé en 1959 à plus de 7.000 travailleurs,il serait en 1964 d'environ 2.000 personnes .

Les effets globaux de ce pôle de croissance ont été examinés par P.AYDALOT dansle cadre étroit du département des Basses -Pyrénées. Cette attitude se justifie par le fait que la majeure partie des installations nouvelles y sont localisées si l'on excepte la centrale thermique d'Ambès et l'usine d'Ugine à Lanmezan. Toutefois, cette limitation spatiale exclut du champ

(1) AYDALOT (P.) "Etude sur le processus de polarisation et sur les réactions des industries anciennes à la lumière de l'expérience de Lacq ". op .cit. p.119.

d'observation le choc psychologique certain qui s'est exercé sur l'ensemble de la région .

Sur le plan démographique ,les dernières années ont été le théâtre d'un profond renversement de tendance .Alors que de 1851 à 1946, la population des Basses-Pyrénées avait diminué de 32.000 personnes, elle s'est accrue de 5.000 âmes entre 1946 et 1954,mais surtout de 49.000 habitants entre 1954 et 1962.L'arrivée ultérieure de 10.000 rapatriés d'Algérie a encore accentué le redressement .

Le revenu par tête a connu une forte progression.De 1954 à 1959,il s'est élevé de 31 % contre 18% seulement pour l'ensemble de la France .

Les calculs de la S.E.M.A. ,relatifs à l'évolution de la production permettent encore mieux d'isoler l'incidence de ce complexe industriel. Entre 1954 et 1959, la production globale du département ,calculée à partir des valeurs ajoutées de chaque secteur, est passée de 109 à 172,5 milliards d'anciens francs .Simultanément,celle du complexe s'est accrue de 5,1 milliards d'anciens francs . à 12,7 milliards. La production globale des autres secteurs d'activité a donc évolué de 103,9 à 159,8 milliards d'anciens francs.

En 1959, on peut dire que la présence du complexe a permis d'augmenter la production départementale de 159,8 à 172,5 ,c'est-à-dire de 12,7 milliards d'anciens francs. Ce sont les effets directs de l'implantation nouvelle .

Il faut leur ajouter les effets indirects :ceux-ci ont été estimés à 16 milliards .

En d'autres termes, sans Lacq, la production départementale n'aurait même pas été en 1959,de 159,8 milliards.Il faut déduire les effets indirects du complexe.Elle aurait été seulement de 143,8 milliards d'anciens francs,ce qui donne pour l'ensemble de la période un taux de croissance de l'ordre de 38 % alors que la progression n'a été que de 25 % pour la France entière. " Peut-on croire,écrit, dans ces conditions P. AYDALOT, que,sans Lacq, le département des Basses-Pyrénées, handicapé

par la crise qui ruine les forges du Boucau et par ses nombreuses entreprises marginales, aurait connu un développement supérieur de plus de 50 % à la moyenne française?(1)".

C'est effectivement peu probable et cela laisse supposer qu'à ces effets purement mécaniques se sont ajoutés des effets d'entraînement psychologiques. Ceux -ci sont chiffrés par l'auteur à une vingtaine de milliards. Il les explique par le mouvement d'immigration qui a succédé à une émigration presque séculaire, par la diffusion de l'esprit dynamique, par le développement du tourisme local, qui sont tous liés à l'installation de ce pôle de croissance .

Tels sont donc les effets d'entraînement que peut exercer dans une région, une unité économique motrice. Mais cette impulsion n'est pas la seule conséquence susceptible de résulter de l'implantation de firmes interrégionales. Leur indépendance par rapport à la région où elles sont installées constitue le deuxième aspect de la transformation de la physionomie de l'activité économique régionale.

B) Le plan de la firme interrégionale et la région :

Alors que les firmes dont la dimension ne dépasse pas le cadre de leur propre région sont intimement liées au sort de cette dernière et à son devenir, les entreprises interrégionales disposent au contraire d'une très large autonomie. Leur comportement n'est pas sans rappeler celui des grandes unités interterritoriales ^{le} dont le professeur BYE a élaboré la théorie à propos des entreprises pétrolières implantées dans les pays sous -développés(2).

Leur degré d'indépendance est fonction tout d'abord de

(1) AYDALOT (P) : "Etude sur le processus de polarisation et sur les réactions des industries anciennes à la lumière de l'expérience de Lacq ".op. .cit . p.147.

(2) BYE (M) : "L'autofinancement de la grande unité territoriale et les dimensions temporelles de son plan " . Travaux du Congrès des Economistes de langue française 1957. Editions Montchrestien.

leur taille . Il procède ensuite de leur " pluri-régionalité " .

Une firme interrégionale n'est pas nécessairement de grande taille. Toutefois, plus celle-ci est élevée, plus l'entreprise est capable d'autonomie. " La grande firme interrégionale comme toute grande unité interterritoriale, écrit le Professeur BYE, va ... s'efforcer de réaliser des plans, pour lesquels elle intervient comme un tout " (1).

L'absorption d'une entreprise régionale, son implantation dans une région constituent des éléments de son plan qu'elle a conçu comme un tout. La durée de son activité économique dans la région, la nature de celle-ci s'inscrivent également dans son plan. La Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine s'est installée à Lacq pour exploiter le gisement dans les conditions qu'elle juge optima pour sa propre croissance; sans tenir spécialement compte des intérêts propres de la zone d'implantation. Telle autre grande firme, utilisant une importante force de travail, développe sa capacité productive dans une région riche en main-d'oeuvre en pratiquant une politique indépendante de celle des autres entrepreneurs locaux.

La grande entreprise interrégionale dispose de la mobilité nécessaire à la révision de son plan, si pour une raison quelconque, la prise de contrôle d'une firme, ou l'implantation d'une usine n'apparaît plus rentable .

De façon générale, les décisions relatives aux investissements, à l'emploi, à la production de l'unité installée dans une région sont prises en fonction d'une stratégie conçue au niveau de l'espace économique de la firme, c'est-à-dire à l'échelon non seulement national, mais le plus souvent international.

Cette tendance à la dé-régionalisation s'accroît avec la dispersion géographique des établissements. Les centres de décision deviennent bien souvent extérieurs à la région . Leur comportement vis-à-vis de cette dernière s'en trouvent modifiés.

(1) BYE(M) : " Industries anciennes et régressions régionales" Problèmes de Conversion Economique. Analyses théoriques et études appliquées . op.cit. p.100

" Les dirigeants d'une entreprise qui n'habitent pas dans les Alpes, écrit le Doyen JEANNENEY, envisagent nécessairement les problèmes d'une façon différente qu'un industriel y vivant"(1) .

La firme interrégionale, entretenant des relations suivies avec les fournisseurs que ses directeurs rencontrent fréquemment, peut être incitée à négliger les possibilités locales offertes par la zone d'implantation de sa nouvelle usine .

Mais surtout, le financement par des capitaux extérieurs à la région des investissements réalisés en elle, a pour corollaire la non-utilisation sur place des bénéfices obtenus de l'exploitation .

De telle sorte que les liens se relâchent entre la firme interrégionale et la région . Le développement économique de cette dernière dépend de plus en plus de centres de décision qui lui sont extérieurs. Elle perd son autonomie .

Cette mutation n'est pas sans incidences sur l'évolution des rapports interrégionaux .

C) Conclusion : l'intensification des rapports interrégionaux :

L'économie régionale trouve une fructueuse compensation à l'effacement de son autonomie dans la multiplication des relations interrégionales, en d'autres termes, dans une intégration plus étroite avec les économies environnantes .

Une région ne peut se développer en vase clos. Par définition, elle n'est qu'un sous-ensemble d'un ensemble plus vaste, formé par l'économie nationale. L'absence de frontières qui en fait une économie ouverte la prédispose à cette interpénétration accentuée avec les autres économies régionales de la nation .

Une région très peu développée n'est généralement que peu intégrée. Par contre , l'intégration est une manifestation du

(1) JEANNENEY (JM) : Rapport au 1er Congrès de l'Economie Alpine . Grenoble 1954 p.189 .

développement . " La croissance et le développement, écrit le professeur BOUDEVILLE, sont liés à l'intégration; ils résultent d'un processus qui accroît le degré d'interdépendance " (1) .L'aliénation de l'autonomie régionale est une contrainte inhérente aux modifications de structures économiques. Elle procède de la densité des liens que tissent entre leurs différentes unités les firmes interrégionales, mais aussi de l'extension des échanges sous toutes leurs formes, multipliant les flux interrégionaux .

Manifestation du développement , l'intégration régionale en est même la condition .Les échanges constituent un élément décisif de l'activité économique d'une région ,son degré d'auto-suffisance étant nécessairement beaucoup plus faible que celui d'une nation .

Mais cette interdépendance est soumise à la présence d'inégalités économiques, subissant ,par là-même, de profondes déviations. Dans les relations qu'elles entretiennent entre elles, toutes les régions ne se trouvent pas dans une identique position. Certaines exercent une action motrice sur l'intensité, la nature et l'orientation des échanges alors que d'autres les subissent beaucoup plus qu'elles ne les dirigent .

De ce fait, les liens d'interdépendance deviennent bien souvent à sens unique. Ils se transforment en relations asymétriques,dont l'histoire économique nous apprend qu'elles obéissent à des impulsions cumulatives .

La politique de développement régional se propose de résorber ces facteurs de déséquilibre.Son action correctrice s'exerce contre l'univocité de certains mouvements interrégionaux.En ce faisant ,elle se heurte à d'importantes limites .

(1) BOUDEVILLE (JR) : " Note sur l'intégration des espaces économiques ". Cahier de l'I.S.E.A. N° 153 de Septembre 1964.
Série L. 14 - L'intégration économique régionale p.6

CHAPITRE III: LES LIMITES D'UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET REGIONAL :

Lucien BROCARD est l'un des auteurs qui a le plus étudié quelle pouvait être l'expression du développement à l'échelon régional(1). Analysant le déroulement spontané de l'activité économique, il a décelé une tendance particulièrement accentuée au développement complexe, tant dans le cadre régional que national. " Quant, à la lumière des données fournies par la géographie économique et la statistique, on étudie la vie économique des nations et des régions, on voit se développer, sur le territoire de chacune d'elles, des industries, de plus en plus nombreuses et de plus en plus variées, qui ne cessent pas de se multiplier et de se diversifier " écrit-il (2). Non seulement ce mouvement s'amplifie mais encore il revêt aux yeux de l'auteur, un caractère inévitable. Il le qualifie même d' " inéluctable fatalité " (3). C'est une loi du développement économique. Ses manifestations démentent formellement la présence d'une division territoriale du travail, dont les classiques avaient cru apercevoir l'existence entre nations. Les théories relatives à la formation d'une spécialisation territoriale sont de plus en plus infirmées par les faits. " La division interrégionale du travail, comme la division internationale, comprise sous la forme d'une spécialisation étroite des activités régionales, qui les rendrait rigoureusement complémentaires les unes des autres, est, quoique à un moindre degré, une conception idéologique dont la réalité s'écarte de plus en plus " affirme-t-il(4). Les faits révèlent au contraire une organisation sans cesse plus complexe de l'activité économique, au niveau des deux dimensions considérées. La seule différence qui oppose ces deux

-
- (1) BROCARD (L) : Principes d'Economie Nationale et Internationale . op. cit . passim .
(2) BROCARD (L) : Principes op.cit . Tome I p.111
(3) BROCARD (L) : Principes op.cit. Tome I p.112
(4) BROCARD (L) : Principes op.cit. Tome II p.161.

dernières est de degré, mais non de nature, la complexité étant comparativement plus faible dans le cadre de la région que dans celui de la nation . Cette tendance est la résultante d'un double processus d'intégration territoriale qui se poursuit simultanément à l'échelon régional et à l'échelon interrégional , c'est-à-dire national.

Plusieurs causes permettent de comprendre la formation de ce processus de diversification des activités économiques à l'intérieur de chaque région(1).

Ce sont, tout d'abord , des facteurs d'ordre physique qui en multipliant les ressources régionales favorisent , grâce à la mise en valeur de celle-ci, la création d'activités agricoles variées, et si les richesses du sous-sol le permettent, l'implantation d'activités industrielles. BROCARD, estime , en effet, que la présence de ces ressources entraîne automatiquement leur exploitation par la population régionale ." Il est d'ailleurs naturel et inévitable , écrit-il (2), que la population régionale s'attache à l'exploitation et à l'utilisation intégrale des matières premières régionales dont elle dispose, qu'elle s'efforce , en leur faisant subir toutes les transformations dont elles sont susceptibles, d'en tirer tous les avantages et tous les bénéfices qu'elles peuvent procurer " .

Ce sont, en second lieu, des facteurs techniques, qui grâce aux liaisons de dépendance qui s'établissent entre les activités économiques , nourrissent un processus d'intégration territoriale, à l'intérieur de la région . L'attraction des sources d'approvisionnement en charbon et en minerai favorise l'installation d'industries métallurgiques. Parallèlement , l'agriculture régionale alimente en matières premières les activités transformatrices de ses propres produits . L'implantation de ces industries dérivées donne naissance à un complexe industriel

(1) BROCARD (L) : Principes op.cit. Tome I p.120 et s

(2) BROCARD (L) : Principes op .cit . Tome 1
p.121.

attirant à son tour les industries complémentaires ; le bâtiment, les transports, le commerce, la banque sont des activités qui se greffent progressivement sur le noyau industriel initial. Un accroissement du produit global de la région est engendré. L'augmentation de la production provoque une augmentation de la consommation et de l'épargne. Elle accroît par là-même ses propres débouchés et les possibilités de financement. Dans les régions les plus prospères, certaines activités affranchies des contraintes territoriales, mais attirées par une conjoncture économique en expansion, se créent telles que les industries textiles, de la chaussure, de l'ameublement, de la mode, et d'art. Certaines d'entre elles se développent grâce aux aptitudes particulières de la population régionale, telle que la soierie à Lyon mais la raison essentielle en est l'existence d'avantages, aujourd'hui communément qualifiés d'économies externes : l'importance des débouchés, les commodités de transports, les possibilités plus grandes de financement, la présence d'une main d'oeuvre quantitativement et qualitativement supérieure, la généralisation de l'esprit d'initiative, l'atmosphère de progrès qui se propage dans les centres d'activité complexes sont des facteurs propices à leur diversification croissante.

La collaboration qui s'établit, grâce à ces liens, dans le cadre régional est la première étape d'un processus d'intégration territoriale qui se manifeste ensuite dans le cadre de la nation. " Si le développement complexe s'affirme dans la collaboration régionale, à plus forte raison doit-il s'affirmer dans la collaboration nationale qui est, en réalité, une collaboration interrégionale à laquelle participent toutes les industries de toutes les régions" (1). Les causes favorables à l'instauration de la collaboration régionale le sont également, mais généralement avec encore plus d'intensité, à celle de la collaboration nationale. Toutefois du fait de la spécificité

(1) BROCARD (L) : Principes op. cit. Tome I
p.125 et 126 .

de cette dimension nouvelle ,des éléments supplémentaires s'ajoutent et tendent à donner au phénomène une expression plus complète . La protection constituée par les barrières douanières facilite l'intégration nationale .De même, l'Etat est un puissant facteur de mise en oeuvre de cette collaboration.Enfin,tous les liens attachés à la participation à une même communauté politique créent un climat propice à sa manifestation.

Le caractère inéluctable de cette évolution se double d'avantages qui poussent l'auteur à rechercher les moyens de l'accentuer .Toutefois, certains inconvénients découlent de cette orientation de l'activité économique.

Les avantages du développement complexe sont pour L. BROCARD décisifs .

En premier lieu, seul le développement complexe permet la pleine utilisation des ressources du sol et du sous-sol, La spécialisation dans la mise en oeuvre d'un nombre limité de celles-ci signifierait par là-même la non -utilisation des autres ressources disponibles .Cette exploitation intensive atteindrait prématurément la phase des rendements décroissants, et se heurterait aux risques de l'épuisement.Le développement complexe s'entend comme la mise en valeur simultanée de ressources diverses .

Solution la plus rationnelle, il est aussi la moins onéreuse, car il minimise les frais de transports. La rapidité du progrès technique n'empêche pas ces frais de représenter une lourde charge.La division territoriale du travail aurait pour effet d'accentuer ce poids. L'économiste américain CAREY s'était efforcé de montrer que si les Etats-Unis parvenaient à produire les marchandises qu'ils achètent en Europe au même coût de production que les pays exportateurs ,ils économiseraient en les fabriquant eux -mêmes ,le coût du transport d'Europe en Amérique. Le succès de cette politique a dépassé toutes les espérances . Les Etats-Unis sont aujourd'hui l'économie la plus complexe .

Le développement complexe autorise également une meilleure adaptation de l'oeuvre de production à la consommation.

LIST en avait eu le sentiment .CAUWES l'avait nettement affirmé. Ainsi que l'a écrit L.BROCARD (1) " la collaboration qui s'organise entre les industries nationales, les communications constantes qui s'établissent entre elles, permettent de réaliser, entre les produits, entre les moyens de production qu'elles se fournissent, aussi bien au point de vue technique qu'au point de vue du prix de revient et de la satisfaction du consommateur national, une adaptation ,plus parfaite, dans la Nation qu'entre les Nations, dans la Région qu'entre les Régions ".

Ensuite, l'intégration territoriale des activités économiques, tant dans le cadre régional que national, crée l'avantage de l'entraînement mutuel (l'agriculture n'est jamais aussi intensive que dans une économie industrialisée). Elle facilite une coordination des différentes activités, très favorable au progrès .

Sur le plan humain, la complexité de l'économie présente des avantages aussi déterminants que dans le domaine économique proprement dit. La diversification de la production est le meilleur moyen d'utiliser les aptitudes nécessairement variées de la population nationale ou régionale. Elle provoque une meilleure qualité de l'emploi, en dehors des ajustements quantitatifs qu'elle rend plus aisés. Bien plus --- le développement complexe facilite l'épanouissement des diverses aptitudes locales et évite les déformations de la spécialisation professionnelle . La coordination harmonieuse d'activités industrielles, support indispensable du développement (mais fatigantes pour l'homme en raison des excès de la concentration urbaine) et d'activités rurales soustrayant l'individu à ces excitations nerveuses combine amélioration du rendement et protection de la santé de la population .

Néanmoins , la multiplicité de ces avantages ne doit pas cacher la présence d'inconvénients, ou plutôt d'abus auxquels pourrait donner lieu une politique inconsidérée et trop

(1) BROCARD (L) : Principes op. cit. Tome II p.4

systématique de développement complexe. La recherche d'une diversification croissante de l'économie ne signifie pas justification de toutes les formes d'activités. L'agriculture est encore peuplée d'exploitations insuffisamment prospères, mais qui survivent grâce à la modicité des besoins des cultivateurs, la faiblesse de leurs ressources, leur esprit de routine, et leur âge. Les autres secteurs possèdent également des activités, porteuses d'une tradition, mais non rentables sur le plan économique. Leur disparition est souhaitable. Enfin, il serait néfaste que l'organisation complexe soit génératrice d'un morcellement excessif de l'activité économique et supprime toute possibilité de division technique du travail et de concentration de la production. Toutefois, l'ampleur de ces dangers est sans commune mesure avec les nombreux avantages qu'offre, en définitive, une telle orientation du développement.

Inéluctable et avantageux, tant au sein de la dimension régionale que de la dimension nationale, le développement complexe n'en est pas pour autant, susceptible d'une répartition harmonieuse sur l'ensemble du territoire. Tant dans le cadre de la première que de la seconde, il s'organise autour de centres d'activité, de centres de rayonnement, de foyers; " les points les plus favorisés par la richesse du sol et du sous-sol, par les agglomérations de population, exercent une influence attractive, qui fait converger vers eux des industries plus nombreuses et les transforme en centres de rayonnement dont l'influence va en décroissant avec la distance, jusqu'aux endroits où elle se rencontre et se combine diversement avec celle des autres centres : tantôt renforcée et tantôt contre-balancée par elle"(1). C'est entre ces divers centres que s'organise la collaboration régionale et interrégionale. Le phénomène est universel. En France, se sont ainsi créés des " groupements régionaux d'industries multiples " (2) dont les principaux sont le groupe-

(1) BROCARD (L) : Principes op.cit...Tome I p.125

(2) BROCARD (L) : Principes op. cit . Tome I
p.117

ment du Nord autour de Lille et de Tourcoing, le groupement du Nord-Est autour de Nancy, le groupement de l'Est autour de Lyon et de Dijon, le groupement du Sud-Est autour de Marseille et de Grenoble, les groupements du Sud et Sud-Ouest autour de Toulouse et Bordeaux, le groupement de l'Ouest autour de Nantes et enfin le groupement parisien . Des groupements plus petits se forment à partir de villes moins importantes, chacune d'entre elles gravitant à son tour dans l'orbite d'une plus grande agglomération, cette dernière se situant elle-même dans l'aire d'influence de la capitale nationale .

Le processus de complexité croissante qui introduit ainsi une hiérarchie, de la base au sommet, c'est-à-dire du petit village à la capitale, entre les différents groupements, traduit l'inégalité qui les distingue . La puissance de rayonnement de Paris sur l'ensemble du territoire national n'a pas échappé à l'attention de L.BROCARD. Elle lui paraît même supérieure à l'impact que possèdent les autres capitales nationales dans leurs pays respectifs . Il l'exprime clairement , en écrivant que " toutes les nations, toutes les régions du globe sont soumises, dans leur développement, à la même loi de concentration et de complexité, avec cette différence que les centres de rayonnement sont parfois moins inégaux qu'en France, que l'activité régionale y est plus grande, l'activité centrale moins dominatrice"(1). Mais immédiatement n'attachant qu'une portée très limitée à ce déséquilibre, il s'empresse d'ajouter que " le processus de développement demeure le même"(2).

Il n'y a donc pas selon lui, incompatibilité entre la supériorité relative de la capitale nationale, et la poursuite du développement complexe dans le cadre des diverses régions. La seule différence qu'il semble reconnaître est que le degré de complexité est sensiblement plus faible dans ces dernières que dans le groupement parisien . Toutefois cette disparité n'empêche pas l'organisation complexe d'être une réalité au niveau de

(1) BROCARD (L) : Principes op. cit. Tome I p. 117
(2) BROCARD (L) : Principes ... op. cit ... Tome I p.117

chaque région ,car elle est un phénomène naturel ,spontané,iné-
luctable et avantageux pour l'ensemble de la nation .

L.BROCARD n'a pas mesuré les conséquences que pouvait en-
gendrer la différence de complexité qu'il a reconnue entre les
groupements régionaux . Les inégalités qu'il constate ne lui pa-
raissent pas décisives.Elles ne semblent pas,dans son esprit,
capables de compromettre la tendance au développement complexe ,
inexorablement liée à la dimension régionale,de même qu'à la di-
mension nationale.

Or, les faits ne confirment pas un tel schéma.L'analyse
des inégalités régionales de développement nous a montré,que
loin de se diversifier ,l'activité économique des régions les
plus défavorisées tendait ^{au} contraire à se dégrader, subissant en
cela la concurrence des régions les plus développées.Le proces-
sus cumulatif d'aggravation des inégalités économiques entre
régions s'oppose à la formation d'un développement de plus en
plus complexe dans le cadre de chacune d'entre elles.

L'erreur fondamentale de L.BROCARD nous paraît être d'a-
voir trop hâtivement assimilé deux dimensions que n'oppose pas
une simple distinction de degré,mais une véritable différence de
nature : la dimension régionale et la dimension nationale.
L'exemple de la France montre que si l'économie a atteint une
certaine complexité au niveau de la nation toute entière ,il
n'en est pas de même au sein de chaque région . La raison en est
que ces deux dimensions ne sont pas soumises aux mêmes forces.
Certains mécanismes agissant avec intensité sur l'une mais non
sur l'autre .

La nation, nous le savons ,est un espace économique ,
mais aussi politique.En tant que telle, elle est dotée d'un
organe propre, l'Etat,capable non seulement d'exprimer une fina-
lité, mais aussi de mettre en oeuvre les moyens adaptés à la
recherche de cette fin . L'activité économique nationale s'orga-
nise en fonction de son propre intérêt.Par opposition, la région
n'est pas douée d'autonomie .L'activité économique régionale est
subordonnée à des objectifs nationaux .

Seule,done,la nation est capable de rechercher active -

ment le développement complexe .La preuve en est que seule elle dispose des moyens qui permettent de protéger son développement de la concurrence des économies extérieures et c'est uniquement à son niveau que celui-ci est envisagé comme un ensemble, comme un tout . Les barrières douanières ont été, dans les faits, l'instrument de cette protection. Une région, par définition, espace ouvert, ne peut agir dans le même sens. La résultante est que, à l'abri de la concurrence extérieure , l'économie nationale n'est pas soumise aux mêmes mécanismes que l'économie régionale . Les phénomènes d'économies externes, dont L.BROCARD avait perçu l'intervention, mais sous-estimé les effets, fonctionnent librement à l'intérieur de l'espace national, entre régions, mais non entre nations. De même, les entreprises industrielles ont, dans leur croissance, en grand nombre, dépassé la dimension régionale, mais la plupart d'entre elles ont, ensuite, modelé leur taille sur le marché national, peu d'entre elles s'aventurant au-delà des frontières. Il a fallu attendre l'ouverture de celles-ci pour que leur taille nationale soit, à son tour , mise en cause .

L'effacement de la nation, auquel nous assistons actuellement dans le cadre de l'intégration européenne est de nature à modifier les données de notre comparaison et à rapprocher la situation de l'économie française de celles de régions actuelles . Les mécanismes d'économies externes vont désormais dépasser le cadre de chaque nation pour s'exprimer à l'intérieur du cadre européen et les entreprises se trouvent condamnées, pour survivre, à s'adapter à cette nouvelle dimension . A long terme, surtout si l'Europe des Six devient politique, le phénomène de développement complexe ne pourra plus être pensé au niveau de l'économie de la République Fédérale d'Allemagne, ou de l'économie française, ou de l'économie italienne, mais de la communauté toute entière et seulement à ce niveau .

Vis-à-vis des régions, donnant une impulsion nouvelle à ces différents mécanismes, l'intégration européenne est de nature à aggraver les déséquilibres actuels et réduit encore

plus nettement les chances d'un développement complexe dans le --- cadre de chacune d'elles.

La politique de développement économique régional se propose précisément de lutter contre cette évolution en cherchant à atténuer les déséquilibres régionaux. Sa mise en oeuvre pose le problème de savoir quel développement est-elle susceptible d'engendrer, quel niveau de développement peut-on raisonnablement attendre d'une politique réalisée à cet échelon ? .

Les pouvoirs publics s'efforcent de plus en plus de dépasser le stade de la prise de conscience de la nécessité d'une politique de développement économique régional pour dessiner, dans une optique plus dynamique, ses orientations. Le rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Vème Plan s'est attaché à en préciser la teneur, dans les termes suivants : " Le problème que notre pays a à résoudre est moins.... d'assister ses régions faibles que de les entraîner dans la voie d'un développement d'abord induit, puis autonome " (1) . Tel est donc l'objectif fondamental de la politique de développement économique régional .

Deux étapes distinctes sont ainsi successivement prévues. La première, celle du développement induit, tient compte de la situation actuelle des régions qu'il s'agit de développer . Les pouvoirs publics prennent acte de l'impossibilité dans laquelle se trouvent celles-ci d'amorcer ,seules, un processus de développement . La dégradation progressive du niveau de leur activité économique nourrit un déclin créant une atmosphère peu favorable au progrès, dont l'émigration d'une partie de la population active n'est pas un des moindres traits. L'utilité d'un apport extérieur est donc nettement ressentie .

Mais cette phase ne doit être que transitoire, car elle n'est pas une fin en elle-même. Elle a seulement pour but de créer les conditions favorables à la mise en oeuvre d'un processus autonome de croissance .

Tels sont donc les critères à partir desquels il convient d'apprécier les possibilités d'une politique de développement économique régional . La mise en oeuvre de celle-ci, bien que ce soit l'un des pays où elle connaisse l'un de ses plus complètes expressions, est encore trop récente en France, pour qu'un jugement définitif puisse être dès maintenant, formulé sur sa portée réelle . Toutefois, à la lumière de l'analyse antérieure dégagant la spécificité de la dimension régionale, relativement aux dimensions nationale et européenne, des limites importantes se dessinent. Leur prise en considération apparaît indispensable à la détermination des moyens de cette politique .

Induire le développement dans les économies où il ne se réalise pas spontanément est une entreprise qui soulève de sérieuses difficultés. En l'espèce, elle pose en termes nouveaux le problème des relations entre régions développées et régions sous-développées .

L'évolution spontanée a fait des premières les bénéficiaires exclusives de la croissance économique de la nation. Dans leur enceinte, se sont localisées les supports les plus solides de cette dernière, sous la forme des activités les plus dynamiques. Non seulement ces régions ont exploité intensément les richesses qui les dotaient d'un avantage relatif initial, mais encore elles ont progressivement épongé une forte proportion du potentiel humain que les régions moins développées ne parvenaient pas à contenir. Des relations asymétriques sont nées de l'aggravation des inégalités économiques régionales.

La recherche d'une meilleure qualité du développement exige une ré-orientation des flux interrégionaux . La question de savoir si ces flux sont en fait irréversibles ou au contraire susceptibles d'une certaine correction est essentielle .

L'élaboration d'une politique de développement économique régional, nécessairement induite dans sa phase initiale, traduit la croyance des pouvoirs publics en une certaine réversibilité. De façon générale, elle est la manifestation de relations nouvelles qui dépassent la simple interdépendance pour concrétiser une véritable solidarité interrégionale. C'est à partir des régions

développées que doit s'effectuer le démarrage de celles qui sont les plus défavorisées .Ce sont elles qui doivent fournir l'apport extérieur indispensable .

Des modalités de cet apport dépend l'efficacité de cette politique.L'implantation d'entreprises industrielles en est l'un des éléments fondamentaux . Toutefois, l'analyse montre que l'industrialisation ne crée pas,à elle seule ,les conditions nécessaires à l'instauration d'un processus autonome de développement. La recherche de celles-ci doit nous conduire à préciser plus nettement les limites d'une politique correctrice .

SECTION I : LE DEVELOPPEMENT INDUIT PAR L'INDUSTRIALISATION :

Il n'est pas surprenant que l'industrialisation ait été considérée comme l'un des pivots de la politique de redémarrage des régions en difficulté.

Tout d'abord, l'histoire des faits économiques nous apprend que la phase d'industrialisation a été l'étape décisive de l'avènement des économies modernes. Le schéma de Colin CLARK décrit les modifications de structures inhérentes à ce mouvement de croissance et notamment le passage du secteur primaire au secteur secondaire qui en a été la première manifestation.La plupart des régions sous-développées,souffrant de l'excessive part que représente l'agriculture dans leur activité économique globale ,ont besoin d'activités industrielles . Quelques unes d'entre elles possèdent déjà une certaine industrialisation, mais toutes les activités secondaires ne sont pas également motrices; certaines branches sont en expansion rapide alors que d'autres connaissent la pente du déclin .Dans cette ultime éventualité, l'implantation d'industries plus dynamiques apparaît aussi souhaitable .

Ensuite ,l'industrialisation est une solution au problème de l'emploi que rencontrent ces économies. L'accroissement du volume de l'emploi est en effet le moyen de mettre un terme à l'émigration d'une fraction de la population active.En ce domaine,l'installation d'activités utilisant une main d'oeuvre impor-

tante doit normalement prendre le relai de l'agriculture en absorbant l'offre de travail que celle-ci rend excédentaire(1).

Enfin, l'industrialisation n'est elle-même qu'une étape du développement, car spontanément, elle crée les conditions favorables à l'expansion du secteur tertiaire, considéré comme l'aboutissement normal de ce processus. L'implantation d'une unité industrielle est génératrice d'une couronne de services dont la multiplication est liée au phénomène de l'urbanisation.

La difficulté réside dans la mise en oeuvre de ce processus d'industrialisation dans les régions où il ne s'est pas formé ou entretenu spontanément. L'évolution spontanée s'opère dans un sens favorable à l'agglomération géographique des activités industrielles en des zones privilégiées. Dès lors, la politique d'industrialisation régionale ne peut être qu'une politique correctrice, s'opposant à l'action de ces mécanismes spontanés.

Elle doit provoquer, dans les régions insuffisamment industrialisées, l'implantation d'activités qui d'elles-mêmes auraient eu tendance à s'installer dans une région déjà développée.

Cette induction ne peut être que l'oeuvre de l'Etat. Lui seul dispose des moyens qui lui permettent d'agir sur les entrepreneurs afin d'infléchir leur comportement, leurs décisions de localisation.

La première question soulevée par cette entreprise est relative à ses modalités. Quels sont les moyens les plus aptes à provoquer ou à accélérer l'industrialisation des régions en difficulté ?

Il convient en second lieu de s'interroger sur les résultats que l'on est en droit d'attendre de cette politique. Tout le problème est de savoir si l'industrialisation ainsi provoquée va entraîner les régions bénéficiaires sur la voie cumulative du développement.

(1) PAELINCK (J) : " Possibilités et pôles de croissance ".
Economie Appliquée n° 1-2 de Janvier - Juin 1959- p.170 et s.

§ 1 : La politique d'industrialisation induite :

Le propre de l'industrialisation induite, par opposition à l'industrialisation spontanée, est de requérir l'intervention de l'Etat . Les entrepreneurs ne sont plus désormais aussi libres qu'auparavant dans le choix des localisations de leurs activités industrielles. Les pouvoirs publics interviennent pour orienter leurs décisions dans un sens qu'ils jugent plus conformes à l'intérêt général .

Pour atteindre cet objectif , l'Etat recourt aux multiples prérogatives qui sont attachées à la puissance publique . Simultanément , il interdit , il encourage par des incitations financières, et il se fait lui-même entrepreneur en modernisant par ses propres investissements l'infrastructure des régions à industrialiser . Les mesures restrictives ont des effets immédiats; d'autres , moins contraignantes s'efforcent par des aides financières, d'orienter les localisations industrielles; enfin, des actions ^{plus} profondes tentent moins de compenser par divers artifices les effets de la sous-industrialisation que d'en supprimer les causes .

A) La limitation des implantations industrielles dans la région parisienne :

Une double préoccupation incite les pouvoirs publics à limiter les implantations industrielles dans la région parisienne. En effet, non seulement le laisser-faire aurait pour conséquence d'intensifier la congestion urbaine qui pose déjà de graves problèmes d'aménagement à la capitale, mais encore , l'industrialisation du reste du territoire ne saurait être efficacement conçue sans un affaiblissement de l'attraction parisienne .

Les procédés auxquels recourt l'Etat vont du contrôle administratif, à la sanction et à l'incitation financières.

1) le contrôle administratif :

Le contrôle de l'administration s'est introduit par un décret du 5 janvier 1955 tendant à favoriser une meilleure répartition des industries sur l'ensemble du territoire (1). L'agrément du Ministre de la Reconstruction et du Logement, après avis d'une Commission interministérielle, est désormais requis pour la création de bâtiments industriels employant plus de 50 personnes, ou occupant une surface de plancher supérieure à 500 mètres carrés, et pour les extensions d'usines de plus de 10 % de la surface existante.

Géographiquement, cette réglementation s'applique à la "région parisienne" telle qu'elle est délimitée par le Code de l'Urbanisme, c'est-à-dire, la Seine, la Seine-et-Oise, la Seine et Marne, et cinq cantons du sud de l'Oise (Neuilly en Thelle, Creil, Pont-Sainte-Maxence, Senlis et Nanteuil le Haudoin).

Il est à noter qu'elle ne concerne pas le nombre très important de petites entreprises qui peuplent cette région et que pour les firmes en faisant l'objet, elle ne contrôle pas l'extension de bâtiments à fonction sociale (cantines, services médicaux ou sociaux, etc...).

De plus, agrément n'est pas synonyme de refus systématique. Dans chaque demande qui lui est présentée, l'autorité compétente examine le bien-fondé de la requête, sa justification économique, tant du point de vue de l'entreprise que de celui de la nation (2).

Ces conditions restrictives ont fait l'objet d'une extension par un décret du 31 décembre 1958 (3). Est assimilable à la création d'une installation industrielle, la substitution,

(1) Journal officiel du 8 Janvier 1955 : Décret n° 55-36 du 5 janvier 1955.

(2) LEROY (L) : " Etude de la proposition de loi n° 11044 tendant à modifier l'article 1er du décret du 5 Janvier 1955 favorisant une meilleure répartition des industries sur l'ensemble du territoire ". Avis et rapports du Conseil Economique . N° 12 du 10 juillet 1956 .

(3) Journal Officiel du 4 janvier 1959 : Décret n° 58-1460 du 31 décembre 1958.

dans un bâtiment existant, d'une activité industrielle à une activité non industrielle. L'agrément ministériel est également exigé pour toutes les créations ou extensions d'établissements non soumis au contrôle de l'Etat, dont l'activité est d'ordre scientifique ou technique. Il l'est aussi pour toute construction d'immeuble privé à usage principal de bureaux commerciaux ou professionnels et dont la surface excède 1000 mètres carrés. Un décret ultérieur du 28 Mars 1960 a réduit cette dernière surface à 500 mètres carrés (1).

Des amendes sont prévues pour les contrevenants à cette réglementation (2) .

L'agrément ministériel ne dispense pas du permis de construire .Sa notification doit être jointe à la demande de ce dernier .

2) la sanction financière :

Une sanction financière a été prévue par la loi du 2 Août 1960 qui institue le paiement d'une redevance pour la construction de locaux à usage de bureaux ou de locaux à usage industriel et de leurs annexes (3). Le montant de la redevance est calculé d'après la surface utile de plancher autorisée par le permis de construire .

Pour les locaux à usage de bureaux, le taux de la redevance est de 200 frs le mètre carré de plancher dans un certain nombre de communes limitativement énumérées par un décret du 5 Septembre 1960 et de 100frs dans les autres zones de la région parisienne, telle que l'on a définie (4) .

En ce qui concerne les locaux à usage industriel, le même décret fixe un taux de 100frs par mètre carré de plancher dans un certain nombre de communes et de 50 frs dans les autres .

(1) Journal Officiel du 30 Mars 1960 : Décret n° 60-279 du 28 mars 1960.

(2) Journal Officiel du 4 Janvier 1959 : Décret n° 58-1446 du 31 décembre 1958.

(3) Journal Officiel du 4 août 1960 : Loi n° 60-790 du 2 Août 1960.

(4) Journal Officiel du 8 Septembre 1960 : Décret n° 60-942 du 5 Septembre 1960.

Du point de vue fiscal ,il est à remarquer que cette redevance ne peut donner lieu à aucune déduction d'impôt.En effet d'après les termes de l'article 10 de la loi du 2 Août 1960, son montant est considéré comme constituant un élément du prix de revient du terrain sur lequel est édifiée la construction. Autrement dit, elle ne peut être intégrée dans les frais généraux,car elle doit être comprise dans le prix de revient d'un élément de l'actif immobilisé . Elle ne peut faire,non plus, l'objet d'un amortissement car les terrains ne sont pas amortissables. Ce traitement fiscal particulier aggrave le poids de la charge qu'elle représente .

Un récent décret, paru au Journal Officiel du 19 Juin 1965 vient de modifier la zone géographique de perception de cette redevance en lui soustrayant les cinq cantons .du sud du département de l'Oise(Neuilly en Thelle, Creil, Pont-Sainte-Maxence ,Senlis et Nantueil le Haudoin) qui, jusqu'alors classés pour cette réglementation dans la région parisienne (délimitée par le Code de l'Urbanisme) font néanmoins partie, comme le reste de leur département, de la circonscription d'action régionale Picardie .

3) Les incitations financières :

Parrallèlement à cette redevance sanctionnant les constructions nouvelles, la loi du 2 Août 1960 a décidé l'institution d'une prime encourageant la suppression de locaux à usage de bureaux ou de locaux à usage industriel et de leurs annexes , dans cette même région parisienne .

La prime est due lorsque le terrain est libéré de toutes constructions ou lorsque celles-ci sont transformées à usage d'habitation ou en locaux scolaires .Toutefois, elle n'est pas due tant que la surface de plancher supprimée ou transformée n'atteint pas 500 mètres carrés ou 25 % des surfaces de plancher de l'établissement.

Le taux, par mètre carré, est identique à celui de la re-

devance pour chacune des zones déterminées par le décret du 5 Septembre 1960.

Sur le plan fiscal, la loi prescrit que la prime encaissée à la suite de la suppression de locaux à usage de bureaux ou de locaux à usage industriel, est réputée avoir été reçue en contrepartie de la cession d'éléments de l'actif immobilisé. En d'autres termes, la prime bénéficie de l'exonération fiscale si l'entreprise s'engage à en réinvestir le montant total en immobilisations dans un délai de trois ans à compter de la clôture de l'exercice au cours duquel l'attribution a été effectuée. Son incidence financière se trouve de ce fait accrue.

Cumulable avec cette prime, une indemnité de décentralisation vient d'être mise en application par un décret du 21 Mai 1964 (1). Elle s'adresse aux entreprises créant des activités nouvelles ou étendant leurs activités hors des départements de la Seine, de la Seine et Oise, de la Seine et Marne, de l'Oise, du Loiret, et des arrondissements de Rouen (Seine-Maritime), d'Evreux et les Andelys (Eure), de Chartres, Dreux et Châteaudun (Eure-et Loir), de Vendôme et Blois (Loir et Cher), de Sens (Yonne), de Château-Thierry et Soissons (Aisne). Lorsque ces créations ou extensions d'activités entraînant un transfert de matériel industriel à partir d'installations leur appartenant et situées dans la région parisienne, telle que la délimite le Code de l'Urbanisme, les entreprises reçoivent une indemnité de décentralisation prenant en charge une partie de ces frais de transport de matériel.

L'attribution de l'indemnité est subordonnée à la libération d'une superficie de locaux industriels au moins égale à 500 mètres carrés. Elle est décidée par le Ministre des Finances après avis du Conseil de direction du fonds de développement économique et social.

En principe, l'indemnité accordée doit représenter 60 % des frais de déménagement. Une dérogation à cette règle générale est possible lorsque le montant initialement prévu dépasse la somme de 500.000 frs.

(1) Journal Officiel des 25 et 26 Mai 1964. Décret n° 64.441 du 21 Mai 1964.

Il est à noter que cette indemnité de décentralisation ne fait pas double emploi avec la prime créée par la loi du 2 Août 1960. Plusieurs raisons semblent avoir justifié sa création.

Tout d'abord, les implantations industrielles en province qui s'accompagnent de désaffectation de locaux parisiens, c'est-à-dire les transferts, sont les opérations les plus onéreuses et les plus malaisées. Beaucoup d'implantations se réalisent par simple extension d'activité. Un accroissement de l'aide de l'Etat s'imposait pour **encourager** les opérations qui présentent l'avantage de faciliter la décongestion de la capitale. Mais alors, pourquoi ne pas avoir simplement élevé le taux de la prime ?.

La raison en est que ces deux incitations ne s'adressent pas nécessairement aux mêmes personnes et ne concernent pas toujours les mêmes opérations. A ce titre, l'indemnité de décentralisation semble plus adaptée à la politique des pouvoirs publics que la prime .

Il faut en effet savoir que celle-ci est versée au propriétaire des locaux désaffectés et non au locataire. Or, l'industriel qui transfère ses activités peut être dans cette seconde situation . Dans cette éventualité, ce n'est pas à lui que revient la prime . L'indemnité est, par contre, toujours versée au chef d'entreprise.

Ensuite, la prime est également accordée aux transferts effectués à l'intérieur de la région parisienne, alors que l'indemnité n'est attribuée que pour les opérations effectuées hors des départements et arrondissements dont nous avons donné, plus haut, l'énumération .

Tels sont, les divers procédés utilisés par l'Etat pour freiner l'augmentation des implantations industrielles dans la région parisienne. Une évolution semble se dessiner, des premières mesures de caractère purement administratif, à la prise d'une sanction financière, puis à l'utilisation d'incitations de même nature. Toutefois, l'agrément ministériel par le filtrage systématique qu'il exerce et la portée de ses décisions de refus, paraît être le moyen le plus apte à provoquer des implan-

tations industrielles à l'extérieur de la région parisienne. L'affaiblissement de l'attraction de celle-ci est, en effet, la condition indispensable à l'industrialisation des régions en difficulté.

Le deuxième aspect du problème que constitue l'orientation de ces nouvelles implantations, à l'intérieur du reste du territoire, requiert des méthodes sensiblement différentes.

B) L'orientation des localisations industrielles par des incitations financières :

L'interdiction faite à certaines firmes de se développer dans la région parisienne ne saurait s'accompagner de l'obligation impérative de s'installer en des lieux déterminés situés hors de celle-ci, car une atteinte trop grave serait ainsi portée au principe de la libre entreprise.

Néanmoins, l'institution d'un contrôle administratif des implantations industrielles réalisées en province a été décidée par le Ministère de la Construction, dans une circulaire du 15 Avril 1964, à l'occasion de la délivrance du permis de construire (1). Ce contrôle résulte de l'application de l'article 15, jusqu'alors resté lettre-morte, d'un décret n°61-1298 du 30 Novembre 1961.

Désormais, les demandes de permis de construire ou d'accord préalable concernant les locaux à usage industriel et leurs annexes de plus de 2.000 mètres carrés de plancher sont soumises à l'avis préalable du Délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

Cette mesure ne concerne pas la région parisienne, déjà régie, en ce domaine, par le décret du 31 décembre 1958. Sur le reste du territoire national, elle s'applique aux locaux destinés à être utilisés par des entreprises industrielles, qu'il s'agisse de locaux affectés à des opérations de fabrication, de transformation, de conditionnement, ou de laboratoires et de centres de recherches, ou de locaux annexes, tels que les bureaux administratifs ou commerciaux. En revanche, elle ne s'adresse pas

(1) Journal Officiel des 25 et 26 Mai 1964: p.4474 et 4475

aux entreprises dont l'activité est exclusivement commerciale.

Elle a pour but d'autoriser un droit de regard des responsables de l'aménagement du territoire sur les implantations les plus importantes .En permettant à ces derniers d'être informés sur les projets les plus intéressants, et en introduisant entre eux, et les industriels un dialogue, elle se situe dans le cadre de la politique d'orientation .Elle n'est pas sans rappeler les " certificats de développement industriel "émis en Grande-Bretagne par le Board of Trade .

L'effet de ce contrôle est d'ordre négatif dans la mesure où l'avis préalable peut être refusé à une implantation qui ne serait pas conforme aux exigences de l'aménagement du territoire. Sa mise en vigueur est encore trop récente pour qu'il soit possible d'apprécier exactement sa portée, mais de toute façon ,il ne saurait constituer l'essentiel d'une politique tendant à orienter les implantations d'industries.Des mesures plus positives préservent la souplesse du système français.

Les premières d'entre elles ont pris la forme d'incitations financières .Elles en constituent aujourd'hui encore l'aspect le plus direct. L'inexpérience des pouvoirs publics étant forte en la matière, elles ont été fréquemment remaniées La pièce maîtresse en a été la prime spéciale d'équipement à laquelle se joignaient des allègements fiscaux . Cette procédure d'aide a été entièrement refondue dans la dernière réforme,en date de Mai 1964. La prime spéciale d'équipement a donné naissance à deux nouvelles primes .Des avantages fiscaux supplémentaires ont été ajoutés aux précédents .

L'indemnité de décentralisation,déjà étudiée,était aussi l'un des éléments de cette réforme .

L'analyse de ces incitations financières soulève deux points d'interrogation fondamentaux : celui de leur zone d'application et celui de leur fondement économique .En effet, la fonction d'orientation géographique qui est celle de ces incitations impose qu'elles ne s'appliquent pas uniformément à l'ensemble du territoire,car dans ce cas, elles seraient abso-

lument inefficientes .Quelles sont les zones les plus favorisées ? et pourquoi ? Ensuite, l'octroi de ces avantages financiers est subordonné à la satisfaction de conditions dont l'examen doit nous permettre de mieux connaître la logique propre de cette stratégie .

1)-L'orientation géographique des implantations

Les différenciations géographiques créées dans l'application de ces incitations financières sont l'élément essentiel de la politique d'orientation. Plusieurs tendances se sont successivement manifestées .

Ces incitations, créées par les décrets du 30 juin 1955(1) ont d'abord fait l'objet d'une application strictement limitée dans l'espace. Les principes théoriques présidant à la détermination de leur impact géographique ont été définis par un arrêté du Ministre des Finances du 28 Août 1955 (2).

Cet arrêté déclare qu'elles ne pourront être accordées que pour la création ou l'extension d'établissements industriels dans les localités ou les zones disposant de possibilités techniques et économiques d'implantation d'entreprises viables. Celles-ci doivent en outre présenter les caractéristiques suivantes :

* -disposer d'un excédent de main d'oeuvre se manifestant soit par un chômage total ou partiel de caractère permanent, ou par un chiffre élevé et permanent de demandes d'emploi non satisfaites .

- ou bien, être menacées de se trouver, à brève échéance dans une telle situation ,en raison de la fermeture prochaine de certaines activités industrielles .

- ou bien, posséder un surplus de main d'oeuvre rurale d'importance exceptionnelle .

Ces zones, dont les difficultés économiques sont particulièrement graves sont qualifiées de " zones critiques ". Une

(1) Journal Officiel du 2 juillet 1955 .

(2) Journal Officiel du 8 Octobre 1955 ; Arrêté du Ministère des Finances et des Affaires Economiques du 28 Août 1955.

première liste en est donnée par un décret du 3 Janvier 1956(1). D'autres arrêtés la compléteront .

A ces " zones critiques " ont été ajoutées, par un arrêté du Ministre des Finances du 27 Mars 1959, des zones dites " zones spéciales de conversion " (2). Non seulement, elles remplissent les conditions précédentes, mais encore, en raison de la gravité de leur situation, les procédures d'octroi des aides sont allégées et simplifiées pour les entreprises qui désirent s'y installer.

Trois sortes de critiques ont été adressées à ce système(3):

- En premier lieu, modifiant fréquemment la répartition territoriale du chômage, les fluctuations économiques imposent des refontes successives de listes établies de zones bénéficiaires.

- Ensuite, et surtout, l'octroi de tels avantages à telle localité et non à ses voisines qui s'estiment pourtant aussi menacées sur le plan économique a été l'occasion de multiples rivalités .

- Enfin, uniquement centrée sur l'évolution de l'emploi, cette réglementation ne considère pas l'ensemble des problèmes démographiques ainsi que leurs répercussions économiques .

Donnant plus de souplesse au système, un décret du 2 Avril 1959 (4) stipule que d'autres localités que celles limitativement énumérées peuvent, désormais, bénéficier de ces avantages, lorsqu'elles remplissent les conditions requises . Un an plus tard, un décret du 15 Avril 1960 (5) généralise la procédure en décidant que n'importe quelle zone du territoire peut recevoir l'aide des pouvoirs publics, si elle présente l'un des trois critères ayant servi à la définition des " zones critiques " .

(1) Journal Officiel du 21 Janvier 1956 : Arrêté du Ministère des Finances et des Affaires Economiques du 20 Janvier 1956.

(2) Journal Officiel du 28 Mars 1959 : Arrêté du Ministère des Finances et des Affaires Economiques du 27 Mars 1959.

(3) PERROT (M) : "Détermination des conditions économiques pouvant justifier l'attribution de la prime spéciale d'équipement". Revue Economique N° de Mars 1962 .

(4) Journal Officiel du 3 Avril 1959 : Décret n°59-483 du 2 Avril 1959.

(5) Journal Officiel du 16 Avril 1960 : Décret n° 60-370 du 15 Avril 1960.

La seule innovation réside dans l'extension du deuxième critère qui tient aussi compte de l'excédent de population jeune, ayant terminé la scolarité ,par rapport aux offres d'emploi . En somme, toute délimitation géographique est à priori supprimée. La disparition de listes de localités privilégiées confère à l'aide de l'Etat une faculté plus grande d'adaptation à l'évolution de la conjoncture .

Une exception à ce principe général est pourtant contenue dans le maintien, pour un petit nombre de zones, de la procédure déconcentrée, accélérée et forfaitaire, auparavant réservée aux " zones spéciales de conversion" . Ce sont des zones dont il importe de protéger l'évolution démographique et susceptible de devenir des centres de développement .Quatre au départ avec Nantes, Bordeaux, Limoges et Montpellier, elles deviennent six avec l'adjonction de Brest, puis de Lorient . Le privilège a été , par la suite, étendu à l'ensemble des départements d'Ille et Vilaine, du Morbihan, des Côtes du Nord , du Finistère, de la Loire Atlantique, de la Vendée, de la Mayenne, de la Manche et aux arrondissements de Cholet et Segré (Maine et Loire) . Cette même faveur a été enfin accordée à certaines zones d'action rurale pour faciliter, en leur sein, l'installation de petites unités industrielles .

Une nouvelle réorganisation de la répartition géographique de l'aide est née des décrets du 21 Mai 1964. En effet, ainsi que le reconnaissent les textes officiels, si le régime défini par le décret du 15 Avril 1960 " présentait l'avantage d'une très grande souplesse permettant à l'action de l'Etat de s'adapter à des situations en évolution rapide, il recelait néanmoins un risque de dispersion des efforts de nature à nuire à l'efficacité même de cette action"(1) . Une sélection plus franche des zones à industrialiser, en priorité ,est apparue nécessaire .

Cette nouvelle distribution territoriale a été l'occasion de quelques remaniements . Une distinction opportune s'est

(1) Journal Officiel des 25 et 26 Mai 1964 : Décret n°64.440 du 21 Mai 1964 . Rapport au Premier Ministre .

concrétisée dans la création simultanée d'une prime de développement industriel et d'une prime d'adaptation industrielle .Les allègements fiscaux ont également fait l'objet de quelques innovations .

Le territoire national a été divisé en cinq grandes zones, leur classement servant de support à une diminution progressive de l'aide octroyée .

La zone I est celle où s'applique la prime de développement industriel ainsi que la totalité des exonérations fiscales prévues. Compte tenu de l'évolution démographique et des perspectives de développement spontané, elle regroupe les territoires où l'écart risque d'être le plus élevé entre les disponibilités en main d'oeuvre et les emplois offerts, c'est-à-dire les circonscriptions d'action régionale de Bretagne, Poitou-Charantes, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Limousin ,une partie de la Basse-Normandie (La Manche, l'Orne et une fraction du Calvados); une partie des Pays de la Loire (Vendée, Loire-Atlantique, une fraction de la Mayenne et du Maine -et-Loire); en Auvergne, le Cantal , la Haute-Loire, et une fraction du Puy-de-Dôme; dans le Languedoc, la Lozère et une partie de l'Aude; dans la circonscription Rhône-Alpes ,une part de l'Ardèche; et en fin dans la circonscription Provence-Côte d'Azur, la Corse.

En résumé,il s'agit de l'ensemble des régions qui forment l'Ouest du territoire français, dont le niveau de développement est particulièrement faible .

A l'intérieur de cette zone I,un traitement privilégié est réservé à des localités constituant ou devant constituer des pôles de développement,et méritant soit par leur importance,soit par la gravité de leur situation, un régime spécial . Nous retrouvons Nantes, Saint-Nazaire, Brest, Lorient, Bordeaux et Limoges auxquelles on a ajouté Toulouse, Cherbourg et la Rochelle-Rochefort .

Un décret ultérieur du 29 Avril 1965 (1) vient de distinguer du reste de cette zone I ,sept départements en leur accordant pour certaines opérations un régime intermédiaire entre celui de l'ensemble de la zone et celui des localités privilégiées.

(1) Journal Officiel du 30 Avril 1965 :Décret n°65-329 du 29 Avril 1965.

giées . Ce sont les départements des Côtes du Nord, du Finistère, de l'Ille et Vilaine, la Loire-Atlantique, de la Manche, du Morbihan et de la Vendée.

La zone 2 reçoit la prime d'adaptation industrielle, l'exonération de la patente, la réduction des droits de mutation, ainsi que la non imposition des plus values réalisées lors de cessions de terrain à bâtir, sous réserve de emploi . Territo-
rialement plus limitée, elle englobe les secteurs géographiques où des problèmes de l'emploi risquent de naître prochainement du déclin de leurs activités industrielles . La conversion de ces activités nécessite l'implantation d'industries nouvelles . Elle est constituée de la partie Ouest du bassin houiller du Nord-Pas de Calais, des bassins houillers de Lorraine, de Blanzey, d'Aveyron, de Saint-Eloy-les-Mines et de Graissessac, du bassin ferrifère de Lorraine, des zones textiles des Vosges et de la Haute -Saône, de la zone de Boulogne, et des agglomérations de Montluçon, Béziers , Châteauroux et le Boucau .

À la zone 3 , s'appliquent l'exonération de la patente et la réduction des droits de mutation . Elle est constituée d'un certain nombre de départements et d'arrondissements éparpillés sur le reste du territoire national . Leur énumération serait beaucoup trop longue pour qu'une liste exhaustive en soit dressée ici .

La zone 4 fait l'objet d'une réduction des droits de mutation dans tous les cas d'implantation . L'exonération de la patente est uniquement prévue lorsque cette implantation s'est opérée par transfert d'établissement . De façon générale, elle se localise dans la portion Est de l'hexagone .

Enfin, la zone 5 , où aucune aide n'est accordée aux implantations nouvelles est formée de la région parisienne , lato sensu . Outre la totalité des départements de la Seine, de la Seine et Oise , de la Seine et Marne , de l'Oise et du Loiret, elle comprend les arrondissements de Rouen (Seine-Maritime) Evreux et les Andelys (Eure) , Chartres , Dreux et Châteaudun (Eure et Loir), Vendôme et Blois (Loir et Cher), Sens (Yonne), Chateau-Thierry et Soissons (Aisne) .

En plus de la distinction qu'elle introduit désormais plus nettement entre les problèmes de développement et ceux d'adaptation ou de conversion industrielles, cette nouvelle distribution géographique de l'aide marque la volonté des pouvoirs publics de favoriser en priorité l'industrialisation de la moitié Ouest du territoire national. Leur stratégie s'avère plus sélective que précédemment. Cette évolution n'est pas sans lien avec la nature de l'aide apportée.

2) Les fondements économiques de ces incitations :

Si la réforme contenue dans les décrets du 21 Mai 1964 a donné une orientation géographique nouvelle à cette politique, elle n'a, par contre, que peu modifié la nature de ces incitations.

L'effort officiel s'est en effet concentré sur la qualité de la présentation de ces aides. Des progrès ont été réalisés dans le sens d'une amélioration de l'information des entrepreneurs. En effet, la politique dite du " coup par coup ", antérieurement pratiquée, instituait un système d'individualisation de l'aide offerte, tel qu'aucun industriel ne pouvait connaître à l'avance le montant exact des avantages qui lui seraient accordés. La procédure forfaitaire avait été seulement prévue pour les " zones spéciales de conversion ". L'entretien de cette incertitude nuisait fortement à l'efficacité de l'action de l'Etat.

La procédure que généralise la réforme a pour objectif de simplifier les modalités d'attribution de l'aide, en raison de son caractère plus forfaitaire et plus automatique (sans qu'il le soit totalement), puis grâce à l'oeuvre de déconcentration qui est entreprise au niveau des préfets de région.

Toutefois, ces aménagements de procédure ne transforment pas la nature de l'aide, et la stratégie des responsables officiels pour infléchir le comportement des industriels est

toujours la même. Fructueux dans la forme, les changements sont inexistant dans le fonds. Les mêmes principes directeurs se retrouvent. Ils s'inscrivent dans une logique propre dont les éléments essentiels paraissent pouvoir être saisis à deux niveaux différents. Sous l'angle des régions bénéficiaires, ces incitations ont pour but de favoriser le développement des investissements privés et des emplois industriels. Du point de vue des entreprises auxquelles cette aide est accordée, les avantages ainsi offerts prennent un caractère artificiel dans la mesure où ils sont profondément différents de ceux que procurerait une implantation en économie développée.

a) Incitations financières, investissements et emplois :

L'octroi de toutes ces aides est subordonné à la réalisation d'un programme minimum d'investissements et à la création d'un certain nombre d'emplois. Cette identité de nature témoigne de la finalité recherchée par les auteurs des incitations; elle n'empêche pas néanmoins des différenciations de degré de s'introduire.

Plusieurs conditions sont à remplir pour l'obtention de la prime de développement industriel. Qu'il s'agisse d'une création d'établissement ou d'une extension d'activité, le programme minimum d'investissements requis doit atteindre 300.000 frs et au moins 30 emplois permanents doivent être créés. Pour la deuxième catégorie d'opérations, il faut en plus que l'accroissement du personnel employé soit de 30 %. Une dérogation est tolérée lorsque cet accroissement atteint, en valeur absolue, le chiffre de 100 personnes.

Ne sont retenus, pour la prime d'adaptation industrielle, que les programmes d'investissements, entraînant le reclassement ou le maintien en activité d'un minimum de vingt personnes, et d'un montant d'au moins 300.000 frs.

Enfin, les allègements fiscaux prévus en faveur du dévelop-

pement régional ne sont accordés ,dans le cas de la création d'un nouvel établissement ,que lorsque dix emplois au moins sont créés. Dans le cas d'une extension d'entreprise,l'accroissement de l'effectif du personnel doit être,ou bien de 20 % avec un minimum de dix unités, ou bien de cinquante unités.

Ces conditions définissent clairement l'objectif assigné à cette politique. Le développement des investissements industriels et la création d'un certain volume d'emploi en sont la traduction .

Le calcul de l'aide accordée est une nouvelle expression de cette relation, ainsi que le prévoient les textes officiels, dans l'application des deux sortes de primes .

Le montant de la prime de développement industriel résulte de l'application de taux forfaitaires aux dépenses d'investissements hors taxes supportés par l'entreprise. Nous savons qu'elle est spécifique à la zone I et que des traitements privilégiés ont été institués à l'intérieur de celle-ci .

Dans les agglomérations de Nantes ,Sainte-Nazaire, Brest, Lorient ,Bordeaux , Limoges, Toulouse,Cherbourg et la Rochelle-Rochefort, les taux sont de 20 % en cas de création ou de remise en marche d'un établissement et de 12 % en cas d'extension d'un établissement existant .

Dans le reste de la zone, les taux ont été fixés à 10 % pour les créations ou remises en marche d'établissements et à 5 % pour les extensions .En ce qui concerne le premier type d'opération (c'est-à-dire créations ou remises en marche), le taux de la prime a été récemment élevé à 12 % dans les sept départements dont la liste a été précédemment indiquée.

Enfin, pour les projets d'investissements qui dépasseraient la somme de dix millions de francs, dans la limite de 20 % , le montant de la prime peut être déterminé sans tenir compte du présent barème .

Le montant de la prime d'adaptation industrielle résulte de l'application, aux dépenses d'investissements hors taxes supportées par l'entreprise,d'un taux de prime fixé, en fonc-

tion de l'intérêt de l'opération ,dans la limite de 20 % lorsqu'il s'agit de création,de remise en marche ou de conversion totale d'un établissement et de 12 % dans le cas d'extension ou de conversion partielle .

b) Le caractère compensatoire de l'aide accordée :

Si l'on quitte le point de vue des régions bénéficiaires pour aborder celui des entreprises ,un certain nombre de traits caractérisent cette politique d'inflexion.

Le but de cette aide est d'encourager les industriels à s'implanter dans des régions préalablement choisies. Elle s'est avérée nécessaire car, d'eux-mêmes, ils ne s'établissent pas spontanément dans des zones à faible niveau de développement. Les localisations en régions plus développées offrent , à leurs yeux , plus d'avantages .

La solution la plus logique pour atteindre l'équilibre souhaité dans la distribution géographique des activités industrielles , paraît-être de doter les régions à industrialiser des avantages auxquels sont sensibles les entrepreneurs. L'amélioration de l'infrastructure semble être un des moyens les plus adaptés à cette fin . Mais cette rénovation suppose un effort très lourd d'investissements publics, dont la réalisation ne peut-être envisagée qu'en longue période . Les résultats d'une telle action ne sauraient être immédiats .

Dans ces conditions ,faute de pouvoir supprimer à court terme le handicap que supportent ces régions, les pouvoirs publics ont décidé d'encourager les implantations industrielles en offrant aux entrepreneurs qui s'y installeraient des compensations .

De par leur nature financière, ces compensations présentent plusieurs caractéristiques. Leur originalité découle de leur caractère artificiel .Elle se manifeste de diverses façons.

Elles sont, tout d'abord ,d'effet immédiat.Le recours

à cette procédure a permis aux pouvoirs publics de mettre rapidement en oeuvre leur politique d'orientation géographique et de parvenir à des résultats concrets beaucoup plus vite que par le biais d'une amélioration d'une partie de l'infrastructure régionale. Pour les entreprises, l'allocation que constitue la prime de développement industriel est un moyen commode de financement d'une partie des investissements réalisés. La liquidation de la prime s'effectue sur présentation des pièces justifiant les dépenses faites. Mais, dans la limite de 20 % de son montant, celle-ci peut être versée sur simple justification de l'engagement des dépenses. Elle est également une participation au coût de l'accroissement de la capacité de production de l'entreprise. En allégeant le poids de cette opération, elle en facilite la réalisation.

Ces incitations sont ensuite aisément chiffrables. Les efforts réalisés dans le domaine de l'information des industriels permettent désormais à ceux-ci de connaître avec une assez grande précision les avantages de cette nature qu'ils retireront de leur implantation dans une zone bénéficiaire. Les économies externes que procure une installation dans une région développée ne sont pas susceptibles d'une mesure aussi précise.

Ces avantages ne sont pas exclusifs. Des limitations importantes en atténuent la portée, ainsi que le révèle l'examen successif de chaque incitation.

Financièrement, des plafonds sont institués.

C'est ainsi que le montant de la prime de développement industriel ^{ne} peut dépasser 11.000 frs. par emploi créé en cas de création ou de remise en marche d'un établissement et 6.000 frs par nouvel emploi en cas d'extension. Une dérogation est autorisée pour les agglomérations privilégiées de cette zone I, dans certaines éventualités. Encore, une limite supérieure est-elle imposée à ce dépassement.

De même, le total accordé sous forme de prime d'adaptation industrielle ne peut excéder 11.000 frs par emploi créé dans le cas de création ou de remise en marche, ou par emploi mainte-

nu dans le cas de conversion totale et 6.000frs par emploi créé par une extension , ou par emploi maintenu grâce à une conversion partielle .

L'ampleur des allègements fiscaux fait aussi l'objet d'une étroite réglementation. Toutefois, du point de vue financier, ils n'en apparaissent pas moins comme des facilités appréciables.

Les droits de mutation établis pour les acquisitions immobilières et de fonds de commerce ou de clientèle sont ramenés de 13,20 % à 1,40 % .Les taxes additionnelles existant au profit des collectivités locales et la taxe de publicité foncière ne subissant pas de modifications ,le montant total des droits s'abaisse de 16 % à 4,20 % .La réduction est donc en fin de compte de 11,80 % de la valeur de l'acquisition .

L'exonération de la patente oscille entre 50 % et 100 %, ce dernier pourcentage étant couramment pratiqué, sur l'initiative des collectivités locales .

La non-imposition des plus values foncières réalisées lors de la cession de terrains à bâtir représente, pour une entreprise soumise en raison de sa forme sociale à l'imposition de ses bénéfices au taux de 50 % , un gain égal à la moitié des plus values.

Enfin, l'amortissement exceptionnel qui peut être pratiqué dans la zone 1 à l'occasion de l'implantation de n'importe quelles activités industrielles, permet aux entreprises bénéficiaires de cette mesure d'effectuer dès l'achèvement des travaux un amortissement représentant 25 % du prix de revient des constructions . Cet amortissement exceptionnel est prélevé sur les résultats de l'exercice en cours à la date d'achèvement des travaux .

Il existe enfin des exonérations fiscales qui ne sont pas directement liées à la politique d'industrialisation induite des régions à faible niveau de développement ,mais qui tiennent compte de la localisation de l'opération bénéficiaire . La prise en considération de cet élément peut influencer la décision finale d'attribution ou de refus .Tel est le cas, à titre

indicatif ,de l'extension possible aux fusions partielles du régime fiscal de faveur accordé aux fusions totales .

Limitées dans leur ampleur , les incitations financières le sont aussi dans le temps .Elles sont étroitement liées à la phase de réalisation de l'implantation elle-même, soit par l'intermédiaire de la prise en charge d'une partie des investissements, soit par les facilités accordées pour l'amortissement accéléré de ces derniers, soit par des avantages fiscaux relatifs aux transactions opérées. L'exonération de la patente n'est elle-même accordée que pendant une durée de cinq ans .

Ce caractère provisoire de l'aide en constitue l'un des aspects essentiels .Il serait anti-économique que les artifices ainsi employés pour compenser le sous-équipement de certaines régions subventionnent des entreprises marginales dont la rentabilité n'est pas assurée. Directement liée à l'opération d'implantation, l'aide ne saurait se prolonger au-delà de celle ci.

Tels sont les traits fondamentaux de l'arsenal de mesures servant à la mise en oeuvre d'une politique d'incitation. L'analyse ne saurait toutefois être complète sans la mention d'autres aides, de portée différente, mais en rapport avec le phénomène de l'industrialisation induite .De façon générale, ces aides sont destinées à faciliter l'emploi de personnel dans les zones d'implantation . La localisation de la firme est donc étudiée. Une aide à la formation ou à la réadaptation professionnelle de la main d'oeuvre est prévue pour faciliter la formation du personnel sans qualification, pour former à de nouveaux travaux le personnel déjà employé et aussi pour permettre la conversion de travailleurs licenciés par d'autres entreprises .Lorsque l'implantation nouvelle se réalise avec transfert du personnel, une aide au déplacement de la main d'oeuvre permet le remboursement des frais de transport des familles de salariés suivant l'entreprise. Celle-ci peuvent aussi bénéficier d'une indemnité de réinstallation .

En conclusion, il apparaît très nettement que ces incitations financières ne sauraient constituer qu'un élément de la

politique d'inflexion du comportement des entrepreneurs .En dépit des facilités substantielles qu'elles accordent aux implantations nouvelles, elles présentent la faiblesse de -- ne pas supprimer les causes mêmes de la sous-industrialisation des régions bénéficiaires. La résorption du sous-équipement de ces dernières en constitue le complément indispensable .

C) L'orientation des localisations industrielles par l'équipement des régions à industrialiser :

Le propre des régions sous -industrialisées est d'être sous-équipées. Les deux situations vont généralement de pair et participent à l'entretien d'un faible niveau de développement. Or la qualité des structures d'accueil est bien souvent l'un des éléments déterminants du choix d'un industriel entre plusieurs localisations possibles .

Les pouvoirs publics ont donc décidé d'entreprendre une action correctrice . Elle se différencie profondément de la politique d'incitation financière .Elle exige des efforts très importants et cette réforme des structures économiques régionales ne saurait être que progressive.Elle s'est exercée essentiellement dans trois domaines principaux , à savoir le développement de l'infrastructure de base, l'aménagement des structures de financement et l'implantation d'un équipement industriel .

1) Le développement de l'infrastructure de base :

" L'infrastructure ,écrit HIRSCHMAN ,est ordinairement définie comme comprenant les services de base en l'absence desquels les branches d'activité productives primaires,secondaires et tertiaires ne peuvent fonctionner .Dans son sens large, elle englobe tous les services publics , de l'ordre public à l'enseignement et à la santé, aux transports, aux communications,

à l'adduction d'eau et d'énergie ..." (1). En écrivant cela, l'auteur songeait aux économies du Tiers Monde . L'évocation de l'ordre public suffit à le prouver.

Il n'empêche que le développement de cette infrastructure constitue aussi l'une des conditions essentielles d'une politique d'industrialisation régionale. Si les régions sur lesquelles cet effort doit porter possèdent déjà un minimum d'infrastructure celle-ci est en revanche insuffisante pour soutenir un mouvement d'industrialisation, telles que l'exigent les techniques modernes .

Par le biais des investissements publics, l'Etat dispose de moyens capables d'adapter cette infrastructure aux besoins actuels. La régionalisation du budget d'équipement, dont nous avons analysé la procédure, est le cadre nouveau qui permet d'opérer cette répartition géographique . Elle constitue l'un des fondements les plus solides de cette politique .

Elle a été complétée par l'institution d'un Fonds d'Intervention pour l'Aménagement du Territoire (ou F I A T), créé par un décret du 14 Février 1963 (2). Ce fonds a pour fonction de financer les opérations complémentaires d'équipement reconnues nécessaires à la mise en oeuvre de l'action régionale. Le financement de ces opérations est décidé , sur proposition du Délégué à l'aménagement du territoire, par le comité interministériel compétent . Les efforts financiers les plus importants ont jusqu'à présent concerné l'amélioration du réseau routier, et le développement de l'enseignement technique . Viennent ensuite l'équipement urbain, l'équipement rural, l'aménagement des ports et voies navigables, l'équipement téléphonique, l'équipement sanitaire, les liaisons aériennes intérieures et la formation professionnelle des adultes .

(1) HIRSCHMAN (A.O.) : Stratégie du Développement économique .
Economie et Humanisme. Les éditions ouvrières 1964.
p.100 et 101

(2) Journal Officiel du 15 février 1963 : Décret n° 63-112
du 14 février 1963 .

L'action de l'Etat ne s'est pas seulement exercée sur les investissements publics. Par diverses procédures, il s'est efforcé de développer les moyens de financement de l'expansion régionale .

2) L'aménagement des structures de financement:

L'étude des disparités régionales relatives au financement des investissements est très malaisée en raison de l'absence de statistiques financières suffisantes et de l'état actuel des travaux en matière de comptabilité économique régionale (1).

Toutefois, l'évolution des sources de financement des investissements privés s'est suffisamment manifestée pour autoriser une appréciation d'ensemble . Cette évolution a été profondément influencée par l'aggravation des inégalités économiques régionales. En ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, le drainage des ressources régionales s'est opéré en direction de la concentration parisienne . Un grand nombre de banques locales ont disparu . Les banques à réseau régional se trouvent bien souvent dans l'obligation de rompre leur isolement par leur affiliation à des groupes parisiens. Le déclin des bourses de valeurs régionales procède simultanément de l'exode des ordres et de l'exode des titres. Le niveau de l'autofinancement dépend, enfin, dans sa valeur absolue de la densité industrielle de chaque région .

Prenant conscience de la dégradation de ces structures de financement, les pouvoirs publics s'efforcent d'y pallier par le moyen d'une aide publique aux investissements privés . Cette aide prend des formes diverses. Elle peut se traduire par un apport direct de capitaux, par le canal du Fonds de Développement Economique et Social, Le Trésor supplée ainsi la carence des sources habituelles de financement pour réaliser des opé-

(1) MILLOT (R) : " Le problème du financement du développement économique régional " . Avis et rapports du Conseil Economique et Social . Journal Officiel - N°7 du 24 février 1962.

rations économiquement souhaitables . Il accorde ces prêts par l'intermédiaire d'établissements spécialisés tels que le Crédit National , la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, la Caisse Nationale de Crédit Agricole ou le Crédit Foncier. Parallèlement, d'autres facilités, telles que l'allègement des charges d'emprunt grâce à des bonifications d'intérêt, ou les exonérations fiscales sont attribuées. Cette aide s'est également traduite par la création de facilités permettant un plus large accès des entreprises au marché des capitaux .Les Sociétés de Développement Régional créées par un décret du 30 Juin 1955(1) sont l'instrument essentiel de cette politique (2) .

Selon les propres termes de ce décret ,les Sociétés de Développement Régional (ou S.D.R.) sont des " Sociétés françaises par actions ayant pour but de concourir sous forme de participation en capital au financement des entreprises industrielles dans les régions souffrant de sous-emploi ou d'un développement économique insuffisant " . Cette définition a été ultérieurement complétée de la façon suivante : " Ces sociétés sont autorisées à consentir des prêts à cinq ans et plus aux entreprises dans lesquelles elles ont vocation à prendre des participations au capital .Elles peuvent en outre donner leur garantie aux emprunts à cinq ans et plus, contractés par lesdites entreprises"(3).

A l'heure actuelle, quinze S.D.R couvrent l'ensemble du territoire national, sauf la région parisienne .

Le décret de 1955 posait un certain nombre de conditions à l'octroi d'avantages particuliers. Pour obtenir ces derniers, il est nécessaire :

- qu'elles possèdent un capital minimum de 250 millions d'anciens francs, entièrement versés.

- que leurs participations dans une entreprise ne dépassent pas 25 % de leur propre capital , et 35 % du capital de cette

(1) Journal Officiel du 2 Juillet 1955 : Décret n° 55-876 du 30 Juin 1955 .

(2) MILHAU (J): " Le financement de l'expansion régionale " op.cit. p.150

(3) Journal Officiel du 14 Août 1960 : Loi de Finances rectificative pour 1960 : n°60 -859 du 13 Août 1960.

firme.

- qu'une convention ait été passée avec le Ministre des finances comportant la nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès de la société bénéficiaire .

Le respect de ces conditions a pour contrepartie le bénéfice de plusieurs avantages. Ceux-ci sont de deux ordres : de nature fiscale et l'institution d'une garantie d'un dividende minimum.

Les exonérations fiscales ont fait l'objet d'extensions. Le décret du 30 juin 1955 a exonéré de l'impôt sur les sociétés et de la taxe proportionnelle la partie des bénéfices provenant de produits nets de leur portefeuille ou des plus-values qu'elles réalisent sur la vente de titres ou parts sociales faisant partie de ce portefeuille. Les dispositions permettant aux sociétés par actions procédant à des augmentations de capital de déduire de l'assiette de l'impôt sur les sociétés, pendant sept ans, des sommes correspondant à un dividende de 5 % ont été étendues aux S.D.R., sous réserve de l'agrément nécessaire . De plus, les exonérations prévues pour les produits de plus-values du portefeuille sont applicables désormais aux produits accessoires que les S.D.R. retirent de placements à vue ou à court terme de capitaux non encore investis .

En second lieu , pour faciliter la souscription du capital de ces sociétés, l'Etat garantit aux actions constitutives de celui-ci un dividende minimum annuel de 5 % pendant 12 ans .

Deux récentes mesures annoncées par le Ministre des Finances en date du 2 Septembre 1965 améliorent leurs conditions d'activité.

- d'une part, la durée des prêts qui avait été limitée à 12 ans est portée à 15 ans.

- d'autre part, une bonification d'intérêt de 0,30 % , prélevée sur les crédits ^{du} F.I.A.T., est destinée à abaisser le prix de revient pour l'emprunteur des prêts consentis par ces sociétés.

L'action des S.D.R. s'est exercée dans trois domaines prin-

cipaux : les prises de participation, les prêts sur fonds propres, et les emprunts groupés.

Les prises de participation furent à l'origine la seule fonction de ces sociétés. En ce domaine, ainsi que le remarque M. GLOTIN (1), " les S.D.R. ont fait preuve de certaines réticences en ce qui concerne les prises de participations dans les entreprises régionales. Elles n'ont guère souscrit plus de 10 à 15 % du capital des entreprises auxquelles elles se sont intéressées, proportion très inférieure au plafond de 35 % autorisé par le décret n°55-876 du 30 juin 1955 ".

Les prêts sur fonds propres qu'elles réalisent s'adaptent mieux à la diversité des situations régionales que ceux effectués par des organismes nationaux .

Enfin, les prêts à long terme par emprunts collectifs ouvrent indirectement l'accès au marché financier à des entreprises de taille trop faible pour pouvoir l'atteindre directement. Pour les plus grandes, elle facilite le financement à long terme d'investissements dont le montant limité ne justifiait pas à lui seul l'émission d'un emprunt obligataire.

L'ensemble de ces opérations prouve que les sociétés de développement régional constituent un élément appréciable de l'effort d'aménagement des structures de financement .

3) l'équipement industriel :

L'action de l'Etat en faveur de l'aménagement des structures d'accueil s'est pendant plusieurs années concentrée sur les deux types d'opérations précédentes . Une orientation nouvelle marque sa volonté de participer plus directement à l'industrialisation des régions à faible niveau de développement . Elle tend à doter celles-ci d'un équipement industriel adéquat. Elle s'exerce simultanément sur deux plans : par l'aménagement de zones

(1) GLOTIN (Y) : "Inventaire et bilan de l'action des Sociétés de Développement Régional" . Avis et Rapports du Conseil Economique et Social n°9 du 26 Mai 1963.

industrielles et la création d'usines.

a) L'aménagement de zones industrielles

La méthode n'est pas nouvelle. L'équipement de zones industrielles est un facteur auquel les entrepreneurs ont toujours été particulièrement sensibles. L'une des fonctions du Fonds National d'Aménagement du Territoire était de consentir des avances aux collectivités locales, établissements publics et sociétés d'économie mixte en vue de la création de telles zones (1). Cette pratique a tendu à se généraliser. Nombreuses ont été les collectivités locales qui ont vu là le moyen de s'industrialiser. Le système a abouti à la multiplication et à la dispersion des zones. La qualité de l'équipement s'est avérée inégale et les initiatives plus ou moins opportunes.

Les inconvénients de ce laisser-faire ont conduit l'Etat à contrôler désormais ces opérations d'aménagement. Tel est le fait nouveau qui s'est concrétisé en juin 1964 par la mise en oeuvre d'une programmation de zones industrielles. Un groupe dit de programmation des zones industrielles a été spécialement constitué à cet effet. L'une de ses premières tâches a été de définir les critères servant de base à l'élaboration de cette programmation, tenant compte aussi bien du prix des terrains industriels que de la répartition géographique des incitations financières, ou des besoins régionaux ou des possibilités financières des collectivités locales (2).

Il a été notamment décidé ^{que} la création de nouvelles zones industrielles serait limitée à 1.200 hectares par an, ce chiffre correspondant aux besoins résultant de l'évolution - prévisible de l'emploi (3) et que l'orientation territoriale de l'aide accordée serait calquée ~~sur~~ ^{sur} celle de la politique d'incitation financière. C'est -----

(1) FAUCHEUX (J) : La décentralisation industrielle. Berger - Levrault 1959 p.114.

(2) L'USINE NOUVELLE : N° de Février 1965. Déclaration de M.O. GUICHARD.

(3) Le nombre d'emplois créés dépend bien sûr de la nature de l'activité. Toutefois, selon une estimation de l'Usine Nouvelle " la moyenne admise oscille entre 50 et 100 m2 par ouvrier.

ainsi qu'une priorité est nettement affirmée en faveur de la Zone 1. Dès la fin de 1964, des subventions exceptionnelles du Fonds d'Intervention pour l'Aménagement du Territoire ont été accordées pour l'aménagement de 14 zones industrielles dans les sept départements qui font l'objet d'un traitement spécial à l'intérieur de cette zone I .

Jusqu'à maintenant, le Fonds National d'Aménagement Foncier et d'Urbanisme qui a remplacé le Fonds National d'Amenagement du Territoire était la principale source de financement de ces zones . La débudgétisation de certains investissements tend à réduire son rôle au profit de la Caisse des Dépôts et Consignations par l'intermédiaire de la Société Centrale d'Équipement du Territoire .

b) La création d'usines :

Enfin, la création d'usines est une méthode qui s'est timidement introduite dans notre pays, alors qu'elle est largement pratiquée dans d'autres nations .

Aux Etats-Unis , les collectivités locales construisent à l'usage des industriels deux sortes d'usines : les "Shell Buildings " et les " Turnkey Buildings ". Les premières ne sont pas complètement terminées, permettant ainsi à l'industriel une plus grande liberté d'aménagement intérieur . Les secondes sont théoriquement prêtes pour une occupation immédiate des lieux . La méthode est également courante en Grande-Bretagne où le Board of Trade organise la construction d'usines standards, à l'intérieur des zones industrielles. Sur le plan technique, trois types différents de bâtiments sont prévus . Une société britannique de construction d'usines s'efforce actuellement d'implanter cette pratique en Belgique .

En France, le succès de cette politique est encore limité, bien qu'elle paraisse s'intégrer parfaitement dans le cadre général de l'orientation des localisations . La raison essentielle paraît être la prudence des pouvoirs publics qui craignent de voir les collectivités locales s'endetter trop lourde-

ment pour la construction d'usines dont elles ne sont pas assurées de trouver preneur . Cette procédure est présentée comme devant revêtir un caractère exceptionnel.

Les premières réalisations ont été imputables à l'initiative de sociétés d'économie mixte à caractère immobilier. Une vingtaine d'usines ont été construites pour le compte d'industriels. Mais la connaissance de l'acquéreur dès le commencement des travaux supprimait ainsi l'incertitude que comporte généralement cette opération .

La Société Centrale d'Equipement du Territoire s'est aventurée plus nettement dans cette voie en construisant des usines dont le futur acquéreur est inconnu au moment des travaux. 18 usines " préconstruites " ont été ainsi réalisées en juillet 1964 dans le cadre de son premier programme (3 à Nantes, 3 à Lorient, 3 au Boucau, 3 à Dinan, 2 à Saint-Brieuc, 1 à Vire, 1 à Guingamp, 1 à Morlaix, 1 à Quimper, 1 à Decazeville). Elles se localisent toutes dans des zones prioritaires .

Plusieurs procédures sont prévues pour la mise à la disposition des locaux : la location pure et simple, la location - vente, ou la vente avec paiement différé. Dans cette dernière éventualité, l'industriel se trouve, dès la signature de l'acte propriétaire des locaux . Le règlement du prix de l'usine s'étend sur une période de 12 à 15 ans.

4) Conclusions :

Tels sont les trois types fondamentaux d'action par lesquels s'exerce essentiellement l'adaptation des structures d'accueil dans les régions à industrialiser en priorité .

Toutefois, ces mesures générales ne peuvent éviter que des désajustements surviennent, dans certains cas particuliers, entre l'équipement existant et les besoins de l'industriel. Une procédure spéciale a été instituée pour donner à cette politique toute la souplesse nécessaire : c'est la procédure dite des Conventions d'implantation industrielle. En échange de l'engagement pris par une firme de réaliser une im - -----

plantation , les pouvoirs publics prennent, à leur tour, l'engagement de la doter d'avantages spécifiques, en matière de structures d'accueil . La Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale est habilitée à signer de tels accords. Elle reçoit ,à cette fin,des dotations spéciales qui lui permettent de réaliser des attributions de logement ,d'affecter en priorité à ces entreprises des lignes téléphoniques ou de mettre à leur disposition des moniteurs chargés de la formation professionnelle de la main d'oeuvre locale .

Cette procédure s'analyse dans un effort de personnalisation destiné à compléter la mise en place de ces structures . Elle apparaît comme un moyen d'améliorer la qualité des diverses modalités d'aides accordées par les pouvoirs publics et s'intègre dans la série d'aménagements apportés en 1964 .

Peu de temps s'est écoulé depuis la mise en oeuvre de ces derniers .Néanmoins , le défaut de recul que nous possédons pour mesurer la contribution de cette politique à l'industrialisation régionale est en grande partie compensé par le fait que les modifications majeures ont été de pure forme et que l'orientation générale amorcée en 1955 s'est poursuivie .

Ajoutons enfin que par l'intermédiaire des entreprises publiques, l'Etat peut agir directement. Toutefois, l'expérience prouve, qu'en ce domaine, le comportement de celles-ci n'est pas sensiblement différent de celui des firmes privées. Des contraintes économiques s'imposent aux unes et aux autres qui limitent la participation de cette politique au développement des économies régionales .

§ 2 : Implantations industrielles et développement des économies régionales :

L'analyse des implantations industrielles est le moyen qui s'impose pour examiner la validité de la politique d'industrialisation induite .Dans quelle mesure crée-t-elle les conditions favorables à l'accélération d'un processus qui s'est spon-

tanément ralenti dans plusieurs régions ? .Telle est la question décisive. Certains critères sont utiles à la recherche de la corrélation souhaitée entre ces implantations et la régénération de l'activité économique régionale .

Notre propos aura pour but de montrer qu'un décalage sérieux s'instaure entre les moyens mis en oeuvre et les objectifs poursuivis.L'étude des implantations industrielles réalisées dévoile un certain nombre de limites importantes qui posent en termes difficiles la mise en oeuvre du développement au niveau régional.Ces limites sont de nature distincte : elles sont d'ordre quantitatif , géographique, mais aussi qualitatif.

A) La création d'emplois industriels :

Orientée vers la correction du déséquilibre de l'emploi dont souffrent les économies des régions les moins développées, la politique d'industrialisation induite a pour objet de créer une quantité d'emplois qui permette de rapprocher la demande de travail du niveau auquel se situe l'offre correspondante .Ce critère est donc le premier à utiliser pour mesurer sa portée.

1) L'évolution des faits :

Plusieurs approches statistiques sont possibles pour suivre l'évolution de l'emploi industriel à l'intérieur des différentes parties du territoire national. L'I.N.S.E.E. procède tous les 4 ans à un recensement de l'ensemble des établissements industriels. Cette photographie, effectuée en des instants déterminés, de la structure industrielle française, peut être complétée par l'observation continue des principales opérations qui entraînent cette évolution globale , ainsi que le font les services statistiques du Ministère de la Construction .

a) L'évolution globale :

La dernière mise à jour du fichier que tient l'I.N.S.E.E.

des établissements industriels date de 1962. En rapprochant ses résultats de ceux obtenus en 1954, il est possible de suivre le mouvement d'industrialisation au cours des sept premières années d'application de la politique des pouvoirs publics, puisque celle-ci a véritablement pris forme en 1955.

La nomenclature de l'I.N.S.E.E. élabore un classement des différentes branches d'activité économique. Les numéros 06 à 08 et 10 à 61 concernent les activités industrielles .

En 1954, le nombre total de salariés employés en France dans celles-ci était de 5.920.252(1). En 1962, cet effectif atteint le chiffre de 6.475.369(2). Le taux d'accroissement , pour l'ensemble de la période, est de 9,3 %.

Cette évolution globale cache des disparités importantes entre la zone la plus industrialisée, la région parisienne et le reste du pays, c'est-à-dire la province . Dans la première, l'emploi industriel est passé de 1.375.283 salariés en 1954 à 1.715.217 salariés en 1962, déterminant une croissance, pour les huit années considérées de 24,7 % . Dans la seconde, les chiffres correspondants ont été de 4.544.969 salariés en 1954 et de 4.760.152 salariés en 1962, soit un accroissement de 4,7 % seulement .

Il ressort de cette comparaison que la tendance à l'agglomération géographique des activités industrielles se poursuit, non seulement en valeur absolue, mais aussi en valeur relative. La création d'emplois secondaires se développe dans la région parisienne à un rythme beaucoup plus rapide que dans le reste du territoire .

En d'autres termes, la politique des pouvoirs publics cherchant à instituer une répartition plus harmonieuse des activités industrielles, n'est pas actuellement parvenue à réduire les déséquilibres régionaux . La disparité de croissance observable entre la région parisienne et les autres circonscriptions d'action régionale prouve, au contraire, que ces écarts continuent

(1) I.N.S.E.E. : Les établissements industriels et commerciaux en France en 1954. Imprimerie Nationale 1955.

(2) I.N.S.E.E. : Les Etablissements industriels et commerciaux en France en 1962. Imprimerie Nationale 1963.

de s'aggraver.

TABLEAU XIX : Indice de l'emploi industriel total,
pour chaque région de programme , en 1962
(base 100 en 1954)

Régions de programme	Indice
Région Parisienne	124,7
Provence -Côte d'Azur	117,7
Centre	115,4
Poitou-Charentes	115,3
Picardie	113
Rhône-Alpes	110,3
Bretagne	109,8
Franche-Comté	108,8
Bourgogne	108,1
Champagne	107,9
Aquitaine	106,3
Midi-Pyrénées	105,1
Haute-Normandie	104,4
Auvergne	103,7
Pays de la Loire	102,9
Alsace	101,3
Basse-Normandie ..	99,9
Limousin	99,3
Languedoc	98,7
Lorraine	95,7
Nord	95,1

Tout au plus, peut-on conclure à l'existence d'un certain freinage de l'évolution spontanée, mesurable de la façon suivante .

b) Les constructions industrielles nouvelles :

La délivrance par les autorités administratives compétentes des permis de construire permet d'enregistrer ,au fur et à mesure où elles se produisent, les augmentations d'activités industrielles qui donnent lieu à des opérations immobilières, c'est-à-dire les créations et extensions de bâtiments industriels.

Les statistiques ainsi dressées ne permettent pas d'observer l'ensemble du développement de ce secteur puisqu'il existe des opérations qui ne nécessitent pas l'obtention du permis de construire ; c'est le cas, tout d'abord, de reprises d'usines vacantes ou de locaux désaffectés; ensuite des emplois nouveaux peuvent être créés en l'absence de toute construction nouvelle .

D'autres limites naissent de la façon dont sont mesurées ces constructions nouvelles .Les services statistiques du Ministère de la Construction utilisent trois instruments de mesure différents, dont les insuffisances doivent être clairement perçues : le nombre de permis de construire accordés, les surfaces de plancher autorisées, et enfin les emplois nouveaux devant résulter de ces constructions additionnelles.

Les permis de construire sont délivrés par trois catégories d'autorités administratives. Le Ministère de la Construction est compétent pour les bâtiments dont la surface développée de planchers dépasse 2.000 mètres carrés. Pour les constructions se situant entre 500 et 2.000 mètres carrés, c'est au Préfet de leur département que les chefs d'entreprise doivent s'adresser. Le Maire délivre les permis de construire pour les surfaces inférieures à 500 mètres carrés. Or, les statistiques du Ministère de la Construction ne comptabilisent pas les permis délivrés par les Maires, mais seulement ceux attribués par le Ministre et les Préfets. De plus, l'enregistrement numérique présente le défaut de compter indistinctement pour une unité un permis de construire de 501 mètres carrés et un permis de construire auto-

risant la construction de plusieurs milliers de mètres carrés.

Cette difficulté trouve sa solution dans l'enregistrement des surfaces de planchers développées. Toutefois, celui-ci ne tient pas compte de la diversité des branches d'activité . Il est certain que les besoins en surface ne sont pas les mêmes dans un atelier de confection et dans une usine de montage d'avions .

Enfin, nous l'avons dit , les nouveaux emplois que doivent créer ces constructions ne représentent pas, dans sa totalité, l'évolution de l'emploi industriel . Ils peuvent aussi être compensés par la fermeture simultanée d'autres usines . De plus, les auteurs de cette série statistique précisent que les chiffres indiqués ne constituent que des prévisions et l'expérience leur a montré qu'ils étaient, en fait, bien souvent dépassés.

Compte tenu de ces multiples restrictions, des enseignements significatifs peuvent être néanmoins dégagés du tableau XX.

Les statistiques montrent que l'évolution des constructions nouvelles s'effectue dans un sens favorable à la province. De 1954 à 1961 (puisque les chiffres concernant la région parisienne en 1962 et 1963 ne sont que très approximatifs), le nombre de permis de construire accordés chaque année a pratiquement doublé dans la région parisienne, mais presque quintuplé en province . L'écart semble encore plus nettement se creuser si l'on se rapporte aux superficies de planchers autorisées . Enfin, dans cette même région parisienne, en valeur absolue, le nombre d'emplois nouveaux engendrés, tend à décroître d'année en année. En 1954 , ils représentaient 30 % des emplois totaux résultant de ces constructions; en 1961 , ils constituent seulement la modeste proportion de 6 % .

En dépit de sa réalité, ce mouvement incontestable en faveur de la province ne saurait, toutefois , nourrir de trop grandes illusions. Plusieurs considérations en limitent la portée effective .

Vis-à-vis de la région parisienne, les constructions de bâtiments industriels de plus de 500 mètres carrés ou employant

TABLEAU XX

Années	Nombre de per- mis accordés	Région pa- risienne	Province	Surface de planchers autorisés (en millies de m2)	Région Pari- sienne (1)(2)	Provin- ce	Nombre correspon- dant d'emplois	Région pa- risienne	Province
	(1)	(2)						(1)	(2)
1954	147		354	342		687	5.314		12.027
1955	193		564	623		1.067	9.143		17.226
1956	222		905	650		1.763	6.091		32.698
1957	177		993	450		1.861	5.113		27.315
1958	264		1087	594		2.245	7.891		38.736
1959	210		1011	437		2.023	5.715		43.086
1960	284		1359	672		2.840	5.554		49.040
1961	276		1545	522		3.528	4.475		68.850
1962	224		1570	472		3.887	6.110		72.990
1963	173		1680	422		3.828	7.740		70.480

(1) sont intégrés dans la région parisienne, en plus des départements de Seine, Seine et Marne, et Seine et Oise, les cinq cantons suivants du département de l'Oise : Neuilly en Thelle, Creil, Pont-Sainte-Maxence, Senlis et Nanteuil le Haudoin.

(2) " Les renseignements sur la région parisienne ont été incomplets en 1963 et plus encore en 1962 et ont excédé la marge d'approximation inévitable; la mise au point recherchée n'a permis de les corriger que partiellement; toutefois, pour ne pas interrompre les séries, des chiffres ont été retenus; ils appellent des réserves et sont en tout état de cause inférieurs à la réalité ", est-il précisé dans l'étude concernant l'année 1963. Bulletin statistique du ministère de la Construction n° 7-8 de Juillet-Août 1965 p.65.

Source : " Décentralisation et Localisation industrielle".
Années 1955 à 1963. Extraits du Bulletin statistique du
ministère de la Construction .

plus de 50 personnes sont précisément celles qui font l'objet d'un contrôle de l'Administration, par le biais de la procédure de l'agrément préalable . De plus, l'encombrement qui se manifes-

te dans cette partie du territoire rend, par ses diverses incidences, ces opérations de plus en plus difficiles. En revanche, ne figure pas dans ces statistiques, la construction de bâtiments industriels de moins de 500 mètres carrés ou employant moins de 50 personnes. Or, les résultats du recensement industriel de 1962 indiquent que ceux-ci constituent la très forte majorité. Les 1.715.217 salariés de l'industrie de la région parisienne travaillant dans 158.392 établissements industriels. Classés selon le nombre de salariés occupés, ces établissements industriels se répartissent de la façon suivante : (1) :

TABLEAU XXI

: Nombre de salariés : occupés	: Nombre d'établissements	:
:	:	:
: 0	: 50.981	:
: 1 et 2	: 52.771	:
: 3 à 5	: 16.456	:
: 6 à 10	: 15.053	:
: 11 à 50	: 17.136	:
: 51 à 200	: 4.137	:
: 201 à 1000	: 1.073	:
: Plus de 1.000	: 118	:
: Nombre d'établissements non déclarés	: 687	:
: Nombre total d'établissements industriels	: 158.392	:

De ce tableau il découle que les établissements industriels employant 50 ou moins de 50 salariés représentent la très forte proportion de 96,2 % . C'est dire l'ampleur des phénomènes.

(1) I.N.S.E.E. Les Etablissements industriels et commerciaux en 1962, op.cit . p.153.
Il faut noter que la définition de la région parisienne adoptée par l' I.N.S.E.E . n'intègre pas les cinq cantons du département de l'Oise . L'incidence de cette disparité est mineure dans la mesure où les chiffres absolus importent moins que la proportion d'établissements industriels occupant moins de 50 salariés .

mènes qui échappent à l'investigation statistique des services du ministère de la Construction .

En province, l'augmentation, année par année, du nombre de nouveaux emplois créés de cette façon ne doit pas cacher l'insuffisance de cette solution , eu égard au déséquilibre du marché du travail . La confrontation de la masse des emplois additionnels ainsi créés de 1954 à 1961 , à l'évolution générale de l'emploi industriel ,en province, entre les deux recensements de 1964 et 1962 montre que la première a été un élément quantitativement important de la seconde . On peut se demander quel aurait été le sens de cette dernière, en l'absence de toute politique correctrice .

Mais simultanément, cet effectif de nouveaux emplois apparaît faible, non seulement face à la croissance industrielle de la région parisienne, mais aussi par rapport aux besoins exprimés par les régions en difficulté .

La réalisation des objectifs fixés, en ce qui concerne les dix régions de l'Ouest français, par la Commission Nationale de l'Aménagement du Territoire, pour la période d'application du Vème Plan , exigerait un renversement beaucoup plus accentué de la tendance spontanée (1). Les chiffres que viennent de proposer les instances régionales, dans le cadre de la préparation de ce plan, doivent permettre de mieux connaître leurs exigences respectives. Il n'est pas douteux qu'elles sollicitent une participation accrue des entrepreneurs de la région parisienne à l'industrialisation du reste du territoire .

C) Les " opérations de décentralisation industrielle "
proprement dites :

La conception restrictive de la notion d' "opération de décentralisation industrielle " adoptée par les services statis-

(1) COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN D'EQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITE : Premier Rapport de la Commission Nationale de l'Aménagement du Territoire . op.cit . p .42 -43 .

tiques officiels permet d'analyser le degré de cette participation .

En effet, sont seulement considérées, comme telles, les opérations effectuées à partir d'établissements installés, principalement, en région parisienne . En d'autres termes, est exclue de ce champ d'observation la création d'une usine Michelin à Bordeaux. Il en est de même pour les usines installées en province par des firmes étrangères. Enfin, ne sont pas comptabilisés les transferts à l'intérieur même de la région parisienne .

Entre le premier janvier 1950 et le 31 décembre 1963, 1.486 opérations de décentralisation industrielle ont été réalisées ou en cours de réalisation. Elles ont permis la création d'environ 192.000 emplois, ce chiffre devant être porté à 303.000 lorsque les programmes prévus par les industriels seront entièrement exécutés (1).

Ces opérations ont eu essentiellement lieu par création ou extension d'activités, les transferts étant extrêmement rares.

Approximativement, la moitié d'entre elles se sont effectuées par réoccupation de bâtiments industriels vacants (46 %), entraînant la réutilisation de plus de 2,7 millions de mètres carrés de planchers. Les constructions d'usines nouvelles ont été autorisées par la délivrance de permis de construire 4.450.000 mètres carrés de planchers supplémentaires ; cette surface devant atteindre, en fin d'opérations, près de 6,5 millions de mètres carrés .

Au total, pendant ces 14 années, les permis de construire attribués à ce type d'opérations représentent 17,06 % de l'ensemble des permis accordés en dehors de la région parisienne . Il faut y ajouter la réutilisation des locaux industriels vacants, pour préciser les limites de l'apport de la zone la plus industrialisée du territoire français aux régions en difficulté .

Ces limites apparaissent plus nettement si l'on se rap-

(1) MINISTERE DE LA CONSTRUCTION : " Décentralisation et localisation industrielles " Année 1963 .Bulletin statistique n° 7-8 de Juillet 1965 p.77.

porte à l'évolution du phénomène au cours de la période observée. Les chiffres publiés n'ont qu'une valeur indicative; ils sont très souvent corrigés pour tenir compte des modifications des programmes initiaux. Il arrive, en effet, que certaines opérations ayant déjà reçu un commencement d'exécution par l'acquisition d'un terrain soient par la suite abandonnées. Inversement, l'Administration peut prendre connaissance avec retard d'implantations en province d'entreprises parisiennes. Ces évaluations n'en facilitent pas moins une approche plus complète du sujet.

TABLEAU XXII

• Périodes	• Nombre d'opérations	• Nombre d'emplois créés au 31.12.63	• Nombre d'emplois créés en fin d'opérations	•
•	•	•	•	•
• 1950- 1954	• 44	• 23.260	• 28.505	•
• 1955- 1958	• 358	• 71.865	• 93.960	•
• 1959-1962	• 831	• 85.825	• 140.205	•
• 1963	• 253	• 11.440	• 40.260	•
•	•	•	•	•
•	• 1.486	• 192.390	• 303.290	•
•	•	•	•	•

Source : Bulletin statistique du Ministère de la Construction : N° 7-8 de Juillet-Août 1965 p.77

La sommation par périodes pluri-annuelles ne permet pas de suivre l'évolution du phénomène. Elle risque même si l'on confronte les résultats respectifs des périodes 1955-1958 et 1959-1962 de donner une idée assez inexacte de la réalité. Elle laisse supposer une sérieuse progression alors qu'en fait un important ralentissement s'est produit, au cours des années les plus récentes. En 1962, 256 opérations ont été réalisées entraînant au 31 Décembre 1963, 18.445 emplois et 36.765 en fin des travaux. Le nombre des opérations est en 1963 légèrement

inférieur , mais les emplois totaux sont un peu plus élevés. De toute façon, entre ces deux années, il n'y a pas eu accentuation du mouvement, mais stabilisation .

Une diminution absolue apparaît au contraire par rapport à 1961, année au cours de laquelle ces implantations ont été les plus nombreuses pour l'ensemble de la période . Les chiffres que nous possédons sur cette année ont été mis à jour au 31 décembre 1962. Il y avait eu 289 opérations. Les résultats de 1962 et 1963 sont donc nettement inférieurs .

Il y a un très net ralentissement du rythme de ce mode d'industrialisation. Cet affaiblissement de l'apport parisien est de nature à compromettre le freinage dont nous avons constaté la présence.

La recherche des causes de ce renversement de tendance est nécessaire à sa compréhension .

2) L'explication des faits :

Plusieurs causes expliquent que l'industrialisation de la région parisienne se poursuivre à un rythme beaucoup plus rapide que celle de la province, en dépit de l'effort réalisé par les pouvoirs publics pour infléchir le comportement des entrepreneurs. L'une d'entre elles exerce des effets tantôt favorables, tant défavorables. Les autres se manifestent de façon beaucoup plus permanente .

a) La sensibilité des " opérations de décentralisation industrielle " aux fluctuations de l'activité économique :

Une corrélation très étroite s'est instaurée entre ces deux phénomènes . Le graphique représentant l'évolution des " opérations de décentralisation industrielle " montre que le nombre de celles-ci s'est accru de 1954 à 1961 avec toutefois un fléchissement notable en 1958. A partir de 1962, elle a accusé une baisse assez sensible qui s'est maintenue en 1963 .

Les industriels soulignent avec insistance le rapprochement qui s'établit entre le ralentissement de l'activité économique provoqué par la mise en place du plan de stabilisation et la diminution brutale de ce type d'opérations. Le ralentissement des investissements qui est un des éléments fondamentaux de ce revirement conjoncturel s'analyse dans un fléchissement du taux de croissance de la capacité productive des entreprises, c'est-à-dire dans une réduction du nombre de créations d'usines nouvelles ou d'extensions de locaux existants. L'industrialisation des régions les moins développées est subordonnée au maintien ou à la restauration d'autres équilibres jugés prioritaires par les responsables de l'intérêt national.

L'installation dans une région insuffisamment équipée crée des charges supplémentaires, pour une entreprise, qui accroissent sa vulnérabilité ^{en période} de récession. Le cas particulier de la Société Benoto dont la décentralisation à Béthune avait été présentée en Juin 1963 comme un exemple, et qui vient, deux ans plus tard, de déposer son bilan, est très --- " significatif(1). Cette firme s'est non seulement trouvée dans l'obligation de former une main d'oeuvre locale inexpérimentée, mais encore elle a dû fournir des logements au personnel qu'elle employait auparavant à Persan-Beaumont(Seine et Oise) et qui a suivi son transfert. Ces charges nouvelles se sont avérées très lourdes pour cette entreprise, par ailleurs très sensible aux fluctuations conjoncturelles, puisque les ventes à l'étranger constituaient 50 % de son chiffre d'affaires. Le ralentissement de l'activité économique a accusé les difficultés financières de cette société en provoquant des retards dans le règlement par ses clients des échéances. Elle s'est alors trouvée dans l'impossibilité de rembourser les emprunts qu'elle avait sollicités pour la construction de son usine ultra-moderne.

Une autre preuve de cette sensibilité réside dans le fait que ce sont les branches d'activité en expansion qui participent

(1) L'USINE NOUVELLE : N° 22 du 3 juin 1965.

à la création du plus grand nombre d'emplois en province. Sur les 303.290 emplois devant être créés par les 1.486 "opérations de décentralisation industrielle", 55.200 sont imputables à l'industrie automobile, des cycles et accessoires, 46.925 aux industries mécaniques et constructions métalliques, 42.570 à l'industrie électronique et aux constructions radio-électriques. A eux seuls, ces trois secteurs de l'activité économique totalisent plus de 67 % des emplois imputables à des "opérations de décentralisation industrielle". Se trouvent, par contre, en bas du classement, l'industrie du verre, les industries alimentaires, les cuirs, peaux et chaussures, les industries du papier et du carton, du bois etc... (1).

Indépendamment de ce facteur dont les influences s'exercent alternativement, soit au détriment, soit en faveur de l'industrialisation du reste du territoire, d'autres causes contrarient, avec plus de constance, le mouvement. Tel est, précisément, le cas des avantages liés aux localisations en région parisienne.

b) L'attrait des localisations en région parisienne :

Interrogés sur les raisons de leur implantation en province, rares sont les industriels de la région parisienne qui déclarent avoir voulu, spontanément, de leur propre chef, quitter cette dernière. De façon générale, ils affirment n'avoir pris cette décision que lorsqu'ils se sont trouvés dans l'impossibilité d'étendre leurs activités à l'intérieur de leur région d'origine.

Cette réaction ne surprend pas. Les causes en sont bien connues. A de multiples points de vue, l'installation dans la région parisienne présente des avantages auxquels les entrepreneurs sont très sensibles et dont ils entendent profiter dans la mesure du possible.

Ces avantages prennent la forme d'économies externes.

(1) MINISTERE DE LA CONSTRUCTION : " Décentralisation et localisation Industrielle " Année 1963 op.cit. p.80 et 81.

Ils se rattachent à la diversité et à la densité des activités qui se sont agglomérées au sein de la capitale française. Paris, n'est pas, en effet, seulement un très grand centre de consommation .

Le développement d'une structure industrielle variée et dynamique, entretenu par un afflux permanent de main d'oeuvre(1), a favorisé la formation d'une force de travail qualifiée. Des activités complémentaires se sont installées autour d'industries motrices tissant un réseau diversifié de sous-traitants qui permettent aux grandes entreprises de réaliser des fabrications nouvelles sans nécessairement accroître leur propre potentiel de production. Corrélativement, les petites entreprises trouvent dans le voisinage de firmes importantes la sécurité de leurs débouchés et dans la pluralité de celles-ci une protection contre les risques d'une trop forte dépendance vis-à-vis d'un client dont le pouvoir de négociation est supérieur .

A cette fonction industrielle, s'ajoute une multiplicité de services que possède toute nation développée. Ces services sont toujours localisés en un petit nombre de points du territoire, mais, en France, ils revêtent le trait particulier d'être l'exclusivité de Paris (2).

Capitale politique de la France, Paris est devenu également la capitale commerciale, financière et intellectuelle de notre pays (3).

Le siège du pouvoir politique et des hautes autorités administratives exerce depuis plusieurs siècles une puissante attraction sur les plus importantes activités nationales . La distribution géographique des activités économiques s'est modelée sur cette concentration territoriale . La majeure partie des centres de décision économique s'est implantée dans la capitale. Les grandes banques françaises dirigent de leurs services pari-

-
- (1) POURCHER(G) : Le peuplement de Paris . Origine régionale. Composition sociale . Attitudes et motivations. INED et Préfecture de la Seine. Travaux et documents. Cahier n°43. 1964.
- (2) GRAVIER(JF) : "Paris en France". Revue Urbanisme n°84 "Destin de Paris" . p.14 et 15 .
- (3) GEORGE(P) et RANDET (P) : La région parisienne. Collection "France de demain" . P.U.F. 1959 p.22 et s.

siens l'ensemble de leurs activités financières. La présence des écoles les plus réputées crée un milieu propice à l'éclosion d'un encadrement intellectuel enrichissant. Les relations d'affaires se sont intensifiées grâce à la contiguïté des sièges sociaux de la plupart des grandes entreprises nourrissant une activité commerciale florissante .

Ce quasi monopole des plus hautes fonctions nationales a fait de Paris le point de convergence des liens noués entre notre pays et l'étranger. De par sa position de capitale nationale, cette ville est devenue à vocation internationale. Etant la seule agglomération française à posséder ce privilège, elle constitue un environnement économique éminemment favorable au développement des activités les plus variées et les plus prospères.

Cette exceptionnelle concentration des fonctions économiques confère à la région parisienne un avantage relatif incontestable par rapport aux autres régions françaises. Les entreprises qui y sont localisées souhaitent pouvoir s'étendre en son sein .Elles ne s'implantent en province que poussées par une impérieuse nécessité .

Cette nécessité peut être d'ordre administratif. Elle découle aussi, parfois, de considérations purement économiques.

L'aménagement de l'espace industriel parisien a pour effet la mise en oeuvre de procédures d'expropriation. L'agrément préalable à l'attribution du permis de construire institue un contrôle de l'Administration sur les constructions nouvelles ou extensions d'une certaine importance. Les statistiques permettent sur ce point de mesurer la part de refus ou d'accords exprimés par la Commission compétente, ainsi que le montre le tableau XXIII ,établissant la répartition des décisions d'accord et de refus d'agrément . Au cours des neuf premières années d'application de cette réglementation, 21,8 % des demandes d'agrément concernant soit des locaux industriels, soit des locaux à usage de bureaux ont été refusées. A ce pourcentage, il faut ajouter le cas d'un certain nombre de chefs d'entreprises qui n'ont même pas jugé utile de déposer une demande d'agrément, estimant par avance que celui-ci leur serait refusé. Enfin,

1. 1948 1949 1950 1951 1952

1953 1954 1955 1956 1957

1958 1959 1960 1961 1962

1963 1964 1965 1966 1967

1968 1969 1970 1971 1972

1973 1974 1975 1976 1977

1978 1979 1980 1981 1982

1983 1984 1985 1986 1987

1988

1989 1990 1991 1992 1993

1994

1995 1996 1997 1998 1999

2000

2001

2002

2003

2004

2005 2006 2007 2008 2009

2010 2011 2012 2013 2014

2015 2016 2017 2018 2019

2020

2021

2022 2023 2024 2025 2026

2027

2028

2029

2030

plusieurs enquêtes effectuées parmi les industriels de la région parisienne sur les motivations de leur implantation en province signalent le découragement de chefs de petites entreprises devant la complexité des démarches administratives à accomplir .

Des facteurs économiques participent simultanément à cette réorientation des localisations industrielles .Parmi ceux - ci,le plus couramment évoqué est le coût élevé des terrains en région parisienne.De la rareté croissante de l'espace découle une augmentation constante de son prix . Elle alourdit les charges d'investissements et incite les entrepreneurs à envisager l'acquisition de terrains moins onéreux sur le reste du territoire national. Indépendamment de ces incidences financières, il arrive aussi que le manque d'espace rende impossible toute extension sur place.

Est également invoquée la rareté de la main d'oeuvre provoquée par une demande de travail en augmentation . La diversité des offres d'emploi qui attirent les travailleurs provoque une surenchère entre les industriels,entretenant des niveaux de salaires plus élevés qu'en province. Elle est aussi à l'origine, selon certains entrepreneurs, d'une instabilité de celle-ci .

Toutefois,nombreux sont les chefs d'entreprise qui acceptent lorsque l'Administration autorise l'accroissement sur place de leur capacité productive, de supporter ces coûts de la concentration pour bénéficier des avantages qu'offre, en compensation, une telle localisation.Ce comportement est un élément défavorable à une forte augmentation de l'emploi industriel dans les régions les moins développées. Cette incidence est encore aggravée par le petit nombre d'implantations véritablement motrices, dans ces dernières .

c) Le faible degré de participation des grandes entreprises motrices à l'industrialisation de la province.

De même que dans une économie nationale, la croissance s'ordonne autour d'activités motrices, de même une politique ef-



ficiente d'industrialisation régionale ne saurait être menée sans la participation de ce type d'activités. Bien plus, elles devraient en constituer le pivot. Elles sont les plus aptes à exercer les effets d'entraînement les plus multiplicateurs du volume régional de l'emploi .

Les conditions requises font que n'importe quelle implantation industrielle ne peut prétendre assumer cette fonction .

L'analyse du phénomène de polarisation nous a permis de déterminer ces exigences. Une activité est motrice, soit directement grâce à l'intensité des relations techniques qu'elle entretient , ou par la masse de revenus qu'elle distribue, soit indirectement en améliorant les conditions locales de production par la diffusion d'une atmosphère de progrès ou la création d'économies externes .

La présence de grandes unités de production en est l'un des éléments essentiels. Celles-ci sont en effet les plus capables de provoquer le minimum de réactions induites nécessaires à l'exercice de cette fonction motrice. " C'est du comportement des grandes unités, écrit le professeur BAUCHET (1), que dépend la renaissance d'une région sous-développée. Leur masse est seule capable d'ébranler la région vers la croissance économique".

Une politique sélective, privilégiant l'implantation de telles unités , devrait être mise en oeuvre . Une véritable stratégie serait à élaborer, impliquant un choix d'activités motrices susceptibles d'ordonner des activités mûes (2).

La politique actuelle, en s'adressant indistinctement et uniformément à toutes les catégories d'activités et d'entreprises , présente le défaut majeur de ne pas opérer cette différenciation .

Une action spécifique n'est pas menée en faveur de celles qui auraient l'effet multiplicateur le plus élevé sur la capacité

(1) BAUCHET (P) : Les Tableaux Economiques. Analyse de la région lorraine .

(2) PAELINCK (J) : " Possibilisme et pôles de croissance " .
op cit. p.194

d'emploi des régions d'accueil. Les exemples très connus d'implantations importantes comme celles de Citroën à Rennes-La-Janaïs ou de Simca à La Rochelle ne peuvent suffire à dissimuler le nombre relativement faible de telles opérations. Le phénomène est également vérifiable pour les implantations de moyenne importance, car les statistiques les plus récentes montrent que celles de plus de 100 ou 200 emplois tendent, à leur tour, à devenir rares(1).

Sous l'influence des modifications de structures de production qui ont donné son visage actuel au capitalisme moderne, le comportement des entrepreneurs s'est plus nettement différencié. L'horizon de la grande firme ne peut être identifié à celui d'une petite entreprise. La distinction qui les oppose n'est pas seulement de taille ; elle s'exprime dans l'élaboration de plans profondément différents .

La puissance financière supérieure d'une grande firme lui confère une plus grande maîtrise de son devenir . Elle est plus apte à une action autonome, moins sujette à subir l'influence de centres de décision extérieurs . Cette disparité de comportement paraît devoir constituer un élément essentiel de l'explication de l'adhésion limitée des ^{plus} importantes firmes françaises à la politique des pouvoirs publics. Une illustration typique de ce problème nous est apportée par la façon dont la société Citroën a décidé de s'implanter à La Janaïs . " En approfondissant les choses , écrit M.J. BARON, on ne tarde pas cependant à s'apercevoir-et l'on s'en doutait un peu - que la firme a pris sa décision seule, sans laisser à une quelconque pression de l'extérieur la possibilité de s'exercer"(2). La preuve en est que la dite entreprise a procédé à l'achat de plus de 2 millions de mètres carrés en traitant séparément avec chacun de 2.000 propriétaires de parcelles par un intermédiaire que personne n'avait identifié comme un représentant de cette société. Non seulement cette attitude révèle les précautions prises pour éviter toute spéculation sur le prix des terrains, mais encore le

(1) L'USINE NOUVELLE : N°12 du 25 Mars 1965 p.155

(2) BARON (J) : "Citroën ,étape capitale du renouveau de Rennes"
Entreprise n° 338 du 24 Février 1962 p.17.

secret dans lequel fut conduite l'opération traduisait l'arrière autonomie de sa décision .

Il y a eu, en l'espèce,coïncidence entre le plan de la firme et la politique de l'Etat favorable à l'industrialisation en priorité de cette région ,mais on ne peut pas dire que cette superposition d'objectifs soit en relation directe avec la politique de l'Administration . Certes Citroën a perçu les avantages financiers attachés à cette implantation, mais il s'agit là d'effets plus que de causes. Les besoins élevés de cette entreprise en ouvriers spécialisés,c'est-à-dire très rapidement formés, pour le montage des automobiles, ont motivé son extension dans une zone qui dispose d'un vaste réservoir de main d'oeuvre.

L'aide financière ,dont nous verrons plus loin, qu'elle n'a qu'une portée limitée sur les petites et moyennes entreprises,est encore plus impuissante à infléchir le comportement des grandes firmes. La capacité financière de celles-ci , jointe aux commodités d'accès au marché des capitaux dont elles bénéficient, les rend encore moins sensibles à ce mode d'inflexion .L'une des faiblesses principales de l'actuelle politique est de ne pas tenir compte de cette réalité. Une stratégie spécifique,plus adéquate,serait à instituer pour obtenir leur adhésion .

Dans une société où une part importante du pouvoir économique est concentrée entre les mains de l'Etat et celle des grandes entreprises,une action concertée, prenant la forme d'une plus étroite collaboration entre ces deux grandes catégories de centres de décision économique paraîtrait plus opportune qu'une aide financière pure et simple(1).Les faits démontrent qu'il peut y avoir compatibilité entre leurs objectifs respectifs. L'aménagement de cette dernière, grâce à des échanges de vue, grâce à des accords particuliers pourrait être le moyen de la concrétiser plus nettement . Cette procédure s'intégrerait dans la généralisation d'une nouvelle forme de rapports économiques,

(1) BLOCH-LAINE (F) : A la recherche d'une "économie concertée".
Les éditions de l'Epargne 1961.

fondés sur des bases contractuelles entre l'Etat et les grandes entreprises (1) .

A côté de l'aide fixée de façon générale par les textes officiels, selon des critères bien déterminés et revêtant un caractère quasi automatique dès que l'entreprise remplit les conditions prévues, l'introduction de " contrats sur mesure " fondés sur le principe du " donnant-donnant " , en plus de la plus grande souplesse qu'elle apporterait, permettrait une meilleure sélection des implantations industrielles réalisées (2). Elle serait aussi plus apte à infléchir le comportement des entrepreneurs .

En proposant aux unités économiques, qu'il juge les plus capables d'être motrices, des avantages particuliers, l'Etat serait à même de faire mieux connaître ses exigences propres. En retour , les firmes pourraient exprimer plus clairement les avantages auxquels elles sont les plus sensibles .

Une meilleure collaboration devrait, semble-t-il, naître de l'instauration de ce dialogue et de cette procédure contractuelle. Elle entraînerait sans doute une ré-orientation des formes d'aide accordées. Des contrats fiscaux facilitant les possibilités d'autofinancement , l'attribution préférentielle de marchés publics (3) pourraient se substituer, avec plus d'efficacité, aux avantages actuels .

L'accroissement de l'emploi industriel dans les régions sous-développées n'en serait pas la seule conséquence. Un meilleur ordonnancement géographique de la politique d'industrialisation induite en résulterait aussi .

B) La projection géographique de l'industrialisation induite :

L'insuffisance de cette politique à créer, d'un point de

(1) PIETTRE (A) : "Vers l'économie contractuelle " .
Le Monde des 15-16 et 17 Mai 1963

(2) HAZEL (A) et POYET (H) : L'économie mixte .PUF p.93 et s.

(3) SALLEZ (A) et SCHLEGEL (J) : " Les commandes gouvernementales de sous-traitance et le développement régional " .
Cahier de l'ISEA n°159 , Série L N°15. Mars 1965 p.165 et s.

vue strictement quantitatif, dans l'ensemble de la province, un volume d'emploi industriel capable d'atténuer le déséquilibre du marché du travail, se double d'une répartition géographique déficiente des nouveaux emplois auxquels elle donne naissance .

1) L'analyse des faits :

Toutes les régions ne profitent pas au même degré de l'apport parisien, ainsi qu'en témoigne.. tableau XXIV.

L'inégalité qui s'instaure entre les diverses régions est saisissante. L'emploi total ainsi créé dans le Centre est 16 fois supérieur à celui de la circonscription Midi-Pyrénées. A elles seules, 3 régions sur les 20 qui constituent la Province, absorbent 36 % de la masse globale des emplois créés. Le Languedoc ,en 13 ans a reçu moins de 2000 emplois secondaires par ce type d'opérations . Quelle peut-être la portée d'un tel apport au regard de l'offre de travail ? .

Mais plus encore que ce déséquilibre interrégional, c'est l'ordre géographique auquel il obéit qui est remarquable . Les régions qui ont le plus bénéficié de ce mouvement présentent le trait commun de se situer autour de la région parisienne : tel est le cas du Centre, de la Picardie, de la Haute-Normandie, de la Bourgogne etc... Par contre les plus défavorisées, c'est-à-dire les circonscriptions Midi-Pyrénées, Languedoc, Franche-Comté, Limousin, Provence Côte d'Azur, Poitou-Charentes, Aquitaine, Auvergne etc... sont en même temps les plus éloignées de la capitale .

En d'autres termes, beaucoup plus qu'un véritable processus d'industrialisation de la province, c'est une opération de " desserrement " de l'espace industriel parisien qui a été déclenchée .

Le phénomène est significatif. Les entreprises ,qui se trouvent contraintes d'étendre leurs activités hors de la région parisienne, installent en majeure partie leurs nouvelles usines dans l'environnement immédiat de celle-ci. La fraction sud-ouest

TABLEAU XXIV : Répartition géographique des "opérations de décentralisation industrielle" (réalisées au 31 décembre 1962)

Régions	Nombre d'opérations	Nombre total d'emplois créés en fin d'opération
Centre	261	32.546
Picardie	150	26.081
Haute-Normandie	111	27.041
Bourgogne	110	19.234
Rhône-Alpes	89	16.330
Champagne ..	82	15.357
Basse -Normandie	78	14.544
Pays de la Loire	76	17.747
Nord	54	11.336
Bretagne	39	14.061
Lorraine	31	5.023
Alsace	26	6.859
Auvergne	26	4.107
Aquitaine	26	3.263
Poitou-Charentes	25	5.377
Provence -Côte d'Azur ...	24	4.181
Limousin	23	2.211
Franche-Comté	17	6.454
Languedoc	15	1.698
Midi-Pyrénées	9	2.075
TOTAL ...	1.272	235.525

Source : "Décentralisation et localisation industrielles"
Année 1962 . op.cit . p.18

du territoire national se situe à l'écart du mouvement . L'impact de l'agglomération parisienne reste toujours aussi forte sur les localisations industrielles. Principale bénéficiaire de l'industrialisation spontanée, elle marque, avec la même intensité de son empreinte la réalisation d'une politique correctrice. Elle en limite, par ce fait, les possibilités.

2) L'analyse causale :

Plusieurs causes conjuguent leurs effets pour confirmer cette empreinte de la région parisienne .

L'une tient au fondement même de l'action des pouvoirs publics; une autre procède de ses modalités; enfin une troisième explication fait intervenir l'influence de la structure des entreprises parisiennes .

a) Les fondements de la politique d'industrialisation induite :

Traitant de l'évolution globale de l'emploi dans l'ensemble de la province, la revue " L'Usine Nouvelle" traduit, en ces termes, les faiblesses de cette approche : " toutefois , ces données globales n'ont qu'un intérêt relatif, car le problème des disponibilités de main d'oeuvre se situe bel et bien au niveau du canton ou de la commune " (1).

Il est exact que le déséquilibre du marché du travail prend une allure plus concrète au niveau cantonal ou communal que régional. Néanmoins, une telle orientation nous pousse à nous demander si la priorité ainsi accordée à la création de nouveaux emplois industriels ne contient pas en elle-même les germes de ses propres limites.

En d'autres termes, n'y a-t-il pas confusion entre une politique de correction localisée de déséquilibres de l'em-

(1) L'USINE NOUVELLE : Juillet 1965 p.71

ploi et la mise en oeuvre d'une véritable politique de développement économique régional ? .Si la résorption d'une insuffisance de la demande de travail se conçoit aisément à l'échelon cantonal ou communal, il ne saurait en être de même du développement dont l'histoire économique nous apprend qu'il s'organise à partir de pôles .Le développement, insusceptible d'une répartition uniforme, naît en des points déterminés autour desquels il se diffuse .

La formation de semblables pôles de développement ,déjà handicapée par la participation limitée d'entreprises motrices, est également compromise par l'extrême dispersion géographique de l'aide accordée. Les industriels ne cachent pas que les avantages accordés par les collectivités locales leur apparaissent bien souvent supérieurs à ceux attribués par l'Etat. L'accueil des municipalités revêt parfois un caractère déterminant .Des surenchères se sont instaurées entre ces dernières,dont la Cour des Comptes ne cesse de souligner le danger qu'elles présentent pour les finances locales . " La Cour,sans nier les mérites de ces initiatives,signale des cas où les opérations réalisées motivent des réserves". (1). Sur le plan économique ,si ces opérations tendent à atténuer les déséquilibres de l'emploi, en maintenant une partie de la main d'oeuvre locale qui aurait, sinon, émigré, il n'est pas certain qu'elles s'intègrent dans une politique fonctionnelle de création de pôles de développement .

L'aide de l'Etat contribue elle aussi à cette dispersion car elle s'applique uniformément à une vaste partie du territoire national. L'étendue de la zone d'application de la prime de développement industriel est de nature à entretenir cet éparpilllement des investissements? Cette stratégie ,trop orientée vers la création de nouveaux emplois industriels, s'avère insuffisamment sélective dans le choix de zones privilégiées d'implantation, à partir desquelles se propageraient les mécanismes du

(1) Rapport annuel de la Cour des Comptes . Année 1962 .

développement (1) et (2).

Certes, une certaine différenciation est instituée par l'élévation du taux de cette prime pour certaines localités et plus récemment pour la totalité de quelques départements. Mais la confusion se poursuit car on peut se demander si ces zones de conversion sont simultanément celles qui recèlent les meilleures potentialités de développement ,et les plus aptes à soutenir ce processus,dans les années à venir, au bénéfice de l'ensemble des régions en retard. N'y-a-t-il pas une certaine contradiction à vouloir transformer en pôles de développement des zones qui se caractérisent plus par leurs difficultés présentes que par leurs promesses d'expansion ? .

Il importe, en effet, de distinguer très nettement ce que l'on appelle une zone-critique d'une zone de développement .

Une zone est dite critique lorsqu'elle éprouve des difficultés économiques dans le domaine de l'emploi .Les activités dominantes subissent un déclin qui ne leur permet pas de maintenir le niveau antérieur de l'emploi .La politique de conversion industrielle est la solution qui s'impose.Elle a pour objet de résorber cette " pêche de chômage " localisée. Les pouvoirs publics se doivent d'intervenir pour remédier à cette situation , en raison de la gravité de ses répercussions sociales .

Plus ambitieuse est la politique de développement qui n'a pas pour seule finalité d'offrir aux travailleurs locaux une possibilité de reconversion sur place. Elle embrasse l'activité économique dans son ensemble,et sa zone d'application est appelée à devenir un lieu privilégié du développement capable d'exercer des effets moteurs sur son environnement et de l'entraîner dans un processus cumulatif d'accroissement des grandeurs significatives. Dès lors, les conditions requises sont fondamentalement différentes. Beaucoup plus que des déséquilibres de l'emploi,

-
- (1) SCITOVSKY (T) : "Croissance balancée ou non balancée " .
Economie Appliquée 1959 . n° 1-2 de Janvier -Juin 1959 -
p.7 et s.
- (2) POTTIER (P) : "Axes de communication et développement économique " .Revue Economique N° 1 de Janvier 1963 p.58 et s.

---- ce sont des potentialités de développement qu'elles doivent présenter .

Le choix de ces zones d'application est essentiel .Il conditionne le succès de la politique mise en oeuvre . L'action des pouvoirs publics a pour but de créer les conditions favorables au démarrage d'un processus autonome de développement.Or son efficacité dépend en grande partie des potentialités offertes par la région . " Certains espaces doivent être développés de préférence à d'autres, écrit L.E. DAVIN (1), parce que les facteurs de production peuvent y être plus aisément mobilisés, et que la position géographique , l'infrastructure humaine, les virtualités économiques assurent une plus grande force de pénétration aux effets induits par ces centres de rayonnement " .

La maximation des effets induits ne peut aller sans une distinction plus nette de ces deux catégories de zones.

Ambigüe dans ses fondements, la politique des pouvoirs publics souffre, par ailleurs, d'une inadaptation de ses modalités.

b) L'inadaptation des modalités d'orientation géographique :

Si les autorités administratives parviennent, par le contrôle qu'elles assument, à imposer l'extension de l'activité d'un certain nombre d'entreprises hors de la région parisienne, elles s'avèrent, en revanche, beaucoup plus impuissantes à orienter ces implantations nouvelles vers les régions dont elles désirent favoriser l'industrialisation en priorité .

L'entrepreneur , qui n'est plus alors soumis aux contraintes administratives, retrouve son entière liberté de décision dans le choix de ses nouvelles localisations .

Globalement, il n'y a pas superposition entre les régions

(1) DAVIN (L.E.) : Economie régionale et croissance
op.cit. p .108.

où l'aide des pouvoirs publics est la plus élevée et celles où le mouvement d'industrialisation induite s'opère avec le plus d'intensité, ainsi qu'il apparaît à la lumière des statistiques présentées dans le tableau XXV .

La répartition indiquée ne concerne pas la totalité de l'aide dont ont pu bénéficier les implantations dans les régions à industrialiser mais seulement celles dont les demandes ont été soumises, au cours de cette période, à l'avis du Comité I Ter du Fonds de Développement Economique et Social . Elle groupe simplement les anciennes primes spéciales d'équipement, les prêts directs aux entreprises sur ressources du F.D.E.S. et les prêts des Sociétés de Développement Régional. En gros, cela représente approximativement 30 % de l'aide globale qui a été consentie. Cette analyse partielle n'affecte que faiblement la valeur de notre comparaison interrégionale puisque , de façon générale, les autres avantages financiers (exonérations fiscales, subventions du Ministère du Travail etc...) se sont cumulés avec ceux-ci.

Le rapprochement de ce tableau avec celui qui donne la distribution géographique des " opérations de décentralisation industrielle ", bien que ces dernières ne soient pas les seules à recevoir cette aide financière, suffit néanmoins à révéler des écarts notables entre les deux classements respectifs .

Les circonscriptions dans lesquelles les " opérations de décentralisation industrielle " ont été les plus nombreuses ne sont pas celles où le concours financier des pouvoirs publics a été le plus important. La raison en est que des implantations nouvelles s'y sont réalisées sans bénéficier de l'aide des pouvoirs publics. L'exemple le plus caractéristique est celui du Centre où le volume d'emploi effectivement créé dépasse largement celui qui a été favorisé par l'aide financière. Il en est de même pour la Picardie, la Haute-Normandie et la Bourgogne dont la proximité de la région parisienne est le facteur déterminant de leur croissance industrielle .

Sont, par contre, relativement bien placées dans la ven-

TABLEAU XXV : Ventilation régionale des aides accordées par le Comité Inter du F.D.E.S. de 1955 à 1962 inclus.

: Régions	: Montant des aides accordées (en milliers de francs)		: Nombre d'emplois dont la création a bénéficié de ces aides .	
	:	:	:	:
: Pays de la Loire	:	114.444	:	19.349
: Nord	:	100.844	:	14.105
: Bretagne	:	95.597	:	16.107
: Rhône-Alpes	:	94.837	:	11.408
: Alsace	:	83.988	:	8.841
: Midi-Pyrénées	:	77.336	:	6.156
: Lorraine	:	76.832	:	8.765
: Aquitaine	:	69.183	:	6.817
: Champagne	:	53.540	:	5.639
: Languedoc	:	52.028	:	6.302
: Provence -Côte d'Azur	:	49.800	:	2.052
: Centre	:	47.395	:	7.286
: Bourgogne	:	46.679	:	8.764
: Haute-Normandie	:	39.237	:	3.777
: Picardie	:	37.384	:	6.616
: Auvergne	:	33.300	:	4.599
: Franche-Comté	:	26.334	:	2.196
: Limousin	:	25.295	:	4.475
: Poitou-Charentes	:	24.660	:	5.501
: Basse-Normandie	:	23.516	:	8.295
:	:		:	

Source : LABALLE (G) : " Bilan de l'aide à l'expansion industrielle régionale " .
 Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment .
 N° 31 du 27 Juillet 1963 p.20

tilation régionale des aides, des circonscriptions dont l'industrialisation est nettement moins spontanée, et où la quasi-totalité des nouveaux emplois ont reçu l'apport financier de l'Etat. Tel est le cas des Pays de la Loire, de la Bretagne. C'est aussi la situation du Nord qui, auparavant, contenait un certain nombre de zones critiques .

Enfin, il est des régions dont la position est également médiocre dans les deux classements. L'aide des pouvoirs publics y est mineure, de même que le nombre des " opérations de décentralisation industrielle " .

Cette analyse nous invite à introduire schématiquement une triple distinction dans le comportement des entrepreneurs selon les régions .

On trouve, tout d'abord, des circonscriptions où les chefs d'entreprises acceptent d'installer leurs nouvelles usines, en l'absence de l'aide de l'Etat. D'autres avantages , plus appréciés, les y attirent . (C'est notamment le cas du Centre et de la Picardie).

En second lieu, il existe des régions où tout en étant nettement moins nombreuses que dans le cas précédent, les implantations représentent un certain chiffre. Ce sont celles où la majeure partie des opérations est accompagnée d'une aide . Toutefois, ainsi que nous le verrons ultérieurement, celle-ci n'est pas à elle seule décisive . Elle se surajoute à des facteurs économiques qui eux sont déterminants, tels que la présence d'une main-d'oeuvre locale . (Les Pays de la Loire et La Bretagne en constituent des exemples).

Enfin, peuvent figurer dans un troisième groupe, les régions, où en dépit des avantages financiers qui leur sont attachés, les industriels se montrent, pour des raisons économiques, peu enclins à s'installer (Midi-Pyrénées, Languedoc, Limousin, Auvergne etc ...).

C'est dire que la politique de compensation financière n'a qu'un pouvoir d'orientation limité. Certes, elle ne constitue pas le seul élément de la stratégie des autorités administratives

Nous avons vu que les réformes récentes tendaient à accentuer l'oeuvre de rénovation des structures d'accueil; mais ces travaux d'aménagement nécessitent du temps pour leur mise en oeuvre . L'expérience actuelle permet toutefois de penser que cette orientation nouvelle a plus de chances de séduire les industriels.

D'une part, en effet, la portée effective de l'aide financière est minimisée par l'application de la législation fiscale . On ne saurait oublier que l'ancienne prime spéciale d'équipement (il en est de même aujourd'hui pour la prime de développement industriel et la prime d'adaptation industrielle) étant considérée comme une véritable subvention d'équipement est intégrée dans le bénéfice imposable . Dans le cas d'une entreprise à forme sociétaire, l'Etat en récupère donc par ce biais 50 % .

D'autre part, les enquêtes effectuées auprès des entrepreneurs sont unanimes à souligner la faiblesse de l'intérêt porté à ces avantages financiers, comparativement à celui d'autres facteurs de localisation (1) et (2).

Parmi les critères les plus généralement invoqués dans le choix d'une localisation nouvelle, deux d'entre eux interviennent avec une constante régularité : ce sont, d'une part les disponibilités en main d'oeuvre de la zone d'implantation et d'autre part, l'existence d'usines vacantes . Ils sont étroitement liés aux inconvénients que présente, en ces domaines, la région parisienne .

La recherche de disponibilités de main d'oeuvre quantitativement élevés procède de la concurrence à laquelle se livrent sur le marché du travail local les industries de transformation agglomérées en grand nombre autour de Paris. Ces activités ont par ailleurs le point commun de pouvoir utiliser un personnel rapidement formé . L'exode rural , dans les régions essentiellement agricoles , joint à la rareté des industries existantes , secrète des disponibilités de main d'oeuvre, capables à elles seules d'at-

(1) Syndicat Général de la Construction Electrique : " La décentralisation dans la Construction électrique. Etude des conditions et critères d'implantation". Service des Etudes Economiques . Mai 1963.

(2) BELLON (F) : "Les exigences des chefs d'entreprise en matière de décentralisation ". La Région op.cit. p.35 et s.

tirer les industriels.

Beaucoup d'entreprises conditionnent leur décision à l'existence d'usines vacantes. Le manque d'" espace vital "dont elles ont souffert dans l'agglomération parisienne explique l'attention portée à cet aspect du problème. Les statistiques du Ministère de la Construction révèlent que l'utilisation d'usines vacantes constitue une modalité fréquente d'installation .Cela tient au fait que les chefs d'entreprises parisiens ne décident généralement de s'implanter en province qu'en dernier ressort , lorsqu'ils ont définitivement pris conscience que leur extension sur place était irréalisable. La nécessité de ne pas retarder inconsiderablement la date de l'extension de leur capacité productive les pousse à rechercher une solution rapide, dans la mesure où l'aménagement de leurs postes de fabrication le permet Ils la trouvent en présence de locaux industriels désaffectés. C'est également une solution moins onéreuse que l'achat de terrains sur lesquels devront être construits de nouveaux bâtiments.

Ces deux premiers critères ne sont pas toutefois exclusifs. D'autres participent aussi à la décision de localisation.

Les possibilités de communications avec Paris revêtent , à cet égard, une importance majeure. La peur de l'isolement en Province est une impression généralement ressentie par les entrepreneurs .Elle explique la densité relativement élevée d'implantations dans un rayon de 200 kilomètres autour de Paris et explique en grande partie la croissance du secteur secondaire des régions qui bordent le bassin parisien . Nous avons vu que les transferts entraînant un déplacement complet des activités de la firme étaient l'exception. La plupart des implantations en province s'effectuent à l'occasion d'un accroissement de la capacité productive. Dès lors, se pose un problème de relations entre la nouvelle unité et les éléments antérieurs de l'usine, toujours localisés dans la région parisienne .

De plus, entendant profiter au maximum de toutes les formes d'économies externes offertes par la concentration des ac-

tivités les plus variées, les entrepreneurs cherchent à s'en éloigner le moins possible. Dans la mesure où ils ne peuvent faire autrement, les commodités d'accès à la capitale, tout spécialement pour les voyages d'affaires, sont un moyen d'atténuer les effets de cet éloignement.

En dehors des considérations qui situent la zone d'implantations par rapport à la région parisienne, l'infrastructure locale de celle-là doit satisfaire un minimum d'exigences. Les cadres qui se déplacent vers la nouvelle unité y sont particulièrement sensibles. L'équipement scolaire et universitaire développe l'attraction de centres urbains d'une certaine importance. Il en est d'ailleurs ainsi, de façon générale, pour l'ensemble de l'équipement urbain. Les possibilités locales de distraction, telles que la proximité de stations de sports d'hiver sont des éléments moins négligeables qu'on pourrait a priori le penser. Il faut y joindre les facilités de logement pour la totalité du personnel. Enfin, l'analyse des motivations les plus courantes serait incomplète si elle n'accordait pas une certaine place aux convenances personnelles de l'industriel, ou à la réputation dont sont marquées certaines villes de province (Limoges, Montluçon etc...).

Quelle est, dans ces conditions, la portée réelle des incitations financières ? . Il serait inexact de dire que les industriels leur dénie tout intérêt. Toutefois force est de reconnaître qu'à elles seules, elles ne sont pas décisives. Elles ne poussent pas un chef d'entreprise à s'implanter dans un lieu qui, pour une raison quelconque, ne lui convient pas. Elles ont simplement une valeur d'appoint dans la mesure où elles sont susceptibles d'orienter la décision en faveur d'une région qui présente déjà l'avantage, soit de disposer d'un vaste réservoir de main d'oeuvre, soit de posséder des locaux industriels vacants, soit peut-être et surtout de ne pas être trop éloignée de Paris.

c) L'influence de la taille des entreprises participantes :

Indépendamment des divers éléments qui différencient les situations régionales ,et déterminent l'orientation géographique des implantations nouvelles ,il est un facteur, lié à la taille des entreprises,qui conditionne celle-là. La disparité de dimension qui les oppose fait que, placées devant la même impossibilité d'accroître leurs activités dans la région parisienne, une grande entreprise et une firme de taille relativement faible, ne conçoivent pas dans les mêmes termes le problème de l'installation d'un établissement en province .

La grande entreprise possède déjà une pluralité d'établissements qui font l'objet d'une certaine dispersion géographique. La création d'un nouvel établissement est surtout pour elle un problème de gestion .

Par contre, la petite firme ne possédant qu'un seul établissement se trouve confrontée à un problème beaucoup plus vaste,mettant en cause l'ensemble de sa structure interne.La création d'une deuxième unité de production, à une certaine distance de la première ,est pour elle un véritable dédoublement . Il faut qu'elle multiplie par deux une partie de son personnel de direction. Une réorganisation de son état major s'impose. La nécessité pour le chef d'entreprise de diriger l'ensemble de son activité l'incite à réduire le plus possible la distance qui sépare ses deux localisations. Le nombre de kilomètres est minutieusement compté afin d'autoriser des allées et venues quotidiennes.

L'acuité de ce problème, joint à l'importance numérique de petites ou moyennes entreprises,donne une ampleur accrue à l'attraction des régions les plus proches de Paris. Le Centre, La Picardie, la Haute-Normandie, la Bourgogne, de par leur seule position géographique,bénéficient d'une situation favorable à leur industrialisation induite . Mais la qualité de celle-ci ne peut pas ne pas affecter la mise en oeuvre de leur processus de développement .

C) La qualité de l'industrialisation induite :

Limitée dans ses effets quantitatifs ,et dans son impact géographique, l'industrialisation induite rencontre également des limites importantes sur le plan qualitatif ,qui tiennent à la nature des nouveaux emplois créés. La façon dont elle s'opère fait que les régions d'implantation bénéficient seulement d'une certaine catégorie d'emplois, consacrant ainsi une division interrégionale du travail qui se développait déjà spontanément. L'incidence de cette industrialisation partielle peut être décisive dans la mesure où elle compromet les chances de mise en oeuvre d'un processus cumulatif de développement . A vrai dire, il s'agit là du fond du problème.

1) La consécration d'une division interrégionale du travail .

Une tendance à la division du travail entre les diverses régions ne cesse de s'affirmer. Mais , de par la forme extrême qu'elle revêt ,elle transforme les liens de complémentarité et d'interdépendance qui devraient en découler, en relations asymétriques .Le découpage est aussi simple que significatif. D'un côté, la région parisienne où sont agglomérés la majeure partie des centres de décision économique nationaux, de l'autre, l'ensemble des autres régions qui se trouvent réduites, pour l'essentiel , à une fonction d'exécution, et attendent leur impulsion de la capitale française . Des régions exécutantes naissent. Le déséquilibre prend un caractère excessif.

a) La création de régions exécutantes:

Plusieurs forces combinent leurs effets pour consacrer cette répartition territoriale des fonctions économiques.

Si la politique d'industrialisation induite parvient, avec les insuffisances que nous connaissons, à implanter des

unités de production dans un certain nombre de régions en difficulté, elle est incapable, en revanche, d'y créer des centres de décision économique. Bien plus, par cette impuissance, elle confirme la vigueur du mouvement centralisateur qui ne cesse de s'accroître dans notre pays.

Les transferts par les entreprises parisiennes de la totalité de leurs activités sur le reste du territoire national sont l'exception. L'industrialisation de celui-ci s'opère seulement à l'occasion d'accroissements de leurs capacités productives. En d'autres termes, les activités qui étaient déjà localisées dans la région parisienne y demeurent, et notamment tous les services de direction. Le phénomène n'est pas spécifique aux petites et moyennes entreprises dont nous avons constaté qu'elles répugnaient à trop éloigner leur nouvel établissement de la localisation de leur première unité. Il est également l'oeuvre des grandes firmes qui, pour la plupart, considèrent comme une nécessité de concentrer à Paris leurs activités de décision. Cette situation nous invite à mettre en cause l'opportunité de l'attribution indistincte^{de} l'épithète d'"opérations de décentralisation industrielle" à de véritables transferts ou à de simples extensions, hors de la région parisienne. Cette appellation devrait être exclusivement réservée à ceux-là, car ces dernières ne sont en fait que de simples opérations de déconcentration.

Simultanément, les régions "provinciales" qui avaient connu spontanément un certain niveau de développement, se voient progressivement déssaisies de leurs centres de décision les plus importants dès que les entreprises, qui sont nées en leur sein, atteignent une certaine taille. Depuis une trentaine d'années, la migration de sièges sociaux de la province vers Paris se poursuit avec une intensité croissante. La dévitalisation progressive, dont la région lyonnaise est actuellement l'objet, traduit avec à propos la gravité de cette évolution. Les exemples sont nombreux de grandes entreprises qui n'ont pu résister à l'attraction de la capitale. La plupart d'entre elles ont progressivement concentré leurs services de direction dans cette dernière agglomération.

mération. Certes, les deux grandes entreprises que sont Péchiney et le Crédit Lyonnais possèdent encore leur siège social à Lyon, mais il ne s'agit là que d'une survivance traditionnelle sans aucune portée économique effective. Les services de direction de ces deux firmes sont à Paris. Seules, en fait, trois sociétés d'importance nationale ont leurs centres de décision à Lyon : la Compagnie Nationale du Rhône, Berliet et Rhodiaceta (1).

Le même processus de dépossession est observable dans une région aussi industrialisée que l'Est . " La centralisation parisienne est responsable de trop de rancœurs , d'incompréhensions et d'erreurs pour n'être pas, une fois de plus dénoncée, ... elle nuit à l'épanouissement de tous ceux qui , leur vie durant, doivent appliquer les décisions des autres " . (2).

Le tableau XXVI donnant l'adresse du siège social des 25 premières sociétés industrielles classées par la revue "Entreprise" (3) dévoile l'ampleur du phénomène .

Mais le déplacement géographique des services de direction des grandes entreprises de la province vers Paris n'est lui-même qu'un aspect de cette évolution . Celle-ci s'accompagne en effet de la mainmise de plus en plus marquée des capitaux parisiens sur les activités régionales les plus dynamiques (4) . Le mouvement de fusions que provoque la recherche par les entreprises de la dimension européenne favorise la multiplication des multiformes et de ce fait la raréfaction des centres autonomes de décision . " La multiforme, écrit M. OUSSET, combine plu-

(1) LABASSE (J) et LAFERRERE (M) : La région lyonnaise .
La France de Demain . P U F 1960 p.151

(2) BLANC (A) , JUILLARD (E) , RAY (J) et ROCHEFORT (M) : Les
régions de l'Est . La France de Demain . PUF 1960 p.160

(3) Entreprise : N° 529 du 30 octobre 1965 " Les 500 premières
sociétés françaises . Classement 1964- 1965 " .

(4) LABASSE (J) : Les Capitaux et la région . Cahier de la Fondation
Nationale des Sciences Politiques n°69 .
A Colin p.496 et s .

TABLEAU XXVI

Raison Sociale	Adresse
Rhône -Poulenc ...	21 rue Goujon Paris (8°)
Française des Pétroles	5 rue Michel-Ange ... Paris (16°)
Saint-Gobain	26 Bld Victor Hugo ... Neuilly-sur Seine
Péchiney	9 Cours de Verdun ... Lyon
Esso	6 Avenue Gambetta ... Courbevoie
Française de Raffinage	5 rue Michel-Ange ... Paris(16°)
Renault	10 Avenue Emile Zola . Billancourt
Shell Française	2 rue Washington Paris (8°)
Lorraine-Escaut	7 Rond -Point Bugeaud. Paris(16°)
Pétroles d'Aquitaine	16 Cours Albert ler ... Paris (8°)
Transatlantique	6 rue Auber Paris(9°)
Générale d'Electricité	54 rue de la Boétie ... Paris (8°)
Usinor	14 rue d'Athènes Paris (9°)
Peugeot Automobiles .	88 Quai de Passy Paris (16°)
Péchiney-Saint-Gobain	16 Avenue Matignon Paris (8°)
C.R.E.P.S.(Direction)	12 à 16 rue Jean Nicot. Paris(7°)
Air-France	25 Bld de Vaugirard' Paris(15°)
Wendel et Cie	1 rue Paul-Baudry Paris (8°)
Sidélor	4 rue des Clercs Metz
Simca Automobiles ..	5 rue Beaujon Paris (8°)
Citroën	117 à 167 quai A.Citroën Paris (15°)
Régie Autonome des Pé- troles	12 à 16 rue Jean Nicot Paris (8°)
Thomson-Houston	179 Bld Haussman Paris (16°)
Kuhlmann	25 rue de l'Amiral Bruix Paris(16°)
Pétroles B.P.	19 et 21 rue de la Bien- faisance Paris (16°)

sieurs fonctions de production sous l'autorité d'un seul pouvoir de décision " (1). Les modalités de concentration précédemment décrites nous ont montré que celles-ci s'opéraient plus par absorption d'entreprises déjà existantes que par construction de nouveaux établissements. Tant pour augmenter sa capacité productive que pour la diversifier, la firme qui veut accéder à cette nouvelle dimension prend le contrôle d'autres entreprises. Dans la mesure où celles-ci étaient auparavant indépendantes, les fusions réduisent le nombre de centres de décision autonome. Cette évolution qui accroît la maîtrise des grandes firmes affecte l'indépendance de celles qui en font l'objet et dont les sièges sociaux se trouvaient en province. Elle renforce la domination parisienne et enferme un peu plus celle-là dans une simple fonction d'exécution de décisions prises en dehors d'elle.

Ces divers phénomènes montrent qu'il existe une étroite corrélation entre la centralisation de plus en plus poussée qui se réalise dans l'organisation des entreprises et l'agglomération spatiale des centres de décision. Non seulement le pouvoir économique tend à se concentrer en petit nombre de mains (2), mais encore les organes qui le détiennent tendent à s'agglomérer en un petit nombre de points du territoire. En France, ces derniers se réduisent d'ailleurs pratiquement à un seul : Paris. La mesure de ce déséquilibre fait l'objet de quelques évaluations chiffrées qui permettent d'en apprécier l'ampleur.

b) La mesure du déséquilibre :

Une première mesure du phénomène nous est donnée par l'analyse de l'importance des déclarations de bénéfices industriels et commerciaux dans le département de la Seine par rapport à l'ensemble de la France métropolitaine (3). Ces déclarations

(1) OUSSET (J) : " La multifirme " . Revue Economique n°4 de Juillet 1964 p.570.

(2) Sur la définition du concept de pouvoir économique, voir l'étude de P.KENDE : " Le concept de pouvoir dans l'analyse économique ". Les formes modernes de la concurrence. op.cit. p.313 à 330.

(3) Statistiques et études financières : N°195 de Mars 1965 .
" Les bénéfices industriels et commerciaux déclarés en 1962 " p.273 et s.

se font, en effet, par entreprise et non par établissement, les bilans et comptes de résultats n'étant pas établis au niveau de ces derniers. Sont particulièrement significatives les statistiques concernant l'imposition au régime du bénéfice réel, puisqu'elles éliminent les petites entreprises.

TABLEAU XXVII : Importance du département de la Seine par rapport à la France métropolitaine : (régime du bénéfice réel : en pourcentage).

	Exercices clos en :						
	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
En nombre d'entreprises	28,4	28,3	28,4	28,8	28,8	29,8	29,2
En chiffres d'affaires	48,0	48,4	48,9	49,4	49,8	50,8	51,0
En immobilisations	59,2	59,4	60,5	61,2	62,1	62,4	63,9
En salaires	54,7	54,9	55,2	55,1	55,0	54,9	55,0
En bénéfices	47,8	48,1	50,0	51,2	50,8	51,6	50,8
En déficits	61,4	64,9	52,6	53,3	60,0	53,3	47,6

Source : Statistiques et études financières.
n° 178 d'octobre 1963 et 195 de Mars 1965.

Ces chiffres ont pour but de faire ressortir l'importance du département de la Seine, dans des statistiques où la localisation des sièges sociaux sert de fondement à la ventilation territoriale. La moitié du chiffre d'affaires déclaré en France est réalisé par des entreprises ayant leur siège social à Paris. Les pourcentages sont encore plus élevés si l'on se rapporte à leurs immobilisations.

Au cours des sept années considérées, le mouvement tend à s'accroître, confirmant ainsi la conjonction des phénomènes décrits plus haut.

Une approche plus précise de ce phénomène corrobore les enseignements -- de cette analyse indirecte. Elle résulte d'une

étude de l' I.N.S.E.E sur la puissance économique des grandes agglomérations françaises à partir de l'examen de la localisation des sièges et des succursales d'entreprises à l'établissements multiples (1).

Un fichier des entreprises à établissements multiples à été dressé en 1960, en classant à l'adresse de leur siège , les établissements appartenant à ces firmes .Il ne concerne que les entreprises industrielles et commerciales du secteur privé et semi-public à l'exclusion des entreprises nationalisées suivantes : E.D.F., G.D.F., Charbonnages de France, S.N.C.F., Air-France et de tous les établissements administratifs et de la Défense Nationale ,

Pour chacune des agglomérations considérées, ont été déterminés :

- le nombre de sièges situés en elle ,
- son pouvoir de commandement, calculé à partir du nombre de salariés d'établissements extérieurs et dont le siège est situé en elle .
- son degré de dépendance vis-à-vis de l'extérieur, élaboré sur la base du nombre de salariés d'établissements situés en elle . , et dont le siège est à l'extérieur .
- un bilan, c'est-à-dire la différence entre le pouvoir de commandement et le degré de dépendance totale .
- sa dépendance à l'égard de Paris, c'est-à-dire le nombre de salariés d'établissements situés en elle mais dont le siège est dans l'agglomération de Paris .

Des statistiques contenues dans le tableau XXVIII , en ce qui concerne les 10 plus importantes agglomérations françaises , plusieurs enseignements peuvent être extraits.

En premier lieu , se distingue de l'ensemble, la situation très particulière de Paris . Elle apparaît sur tous les

(1) LE FILLATRE (P) : " La puissance économique des grandes agglomérations françaises déduite de l'étude de la localisation des sièges et des succursales d'entreprises à établissements multiples " . Etudes et conjoncture . N°1 de Janvier 1964 p.1 à 40.

TABLEAU XXVIII : La puissance économique des grandes
agglomérations françaises .

Agglomérations	Nombre de sièges situés dans l'agglomération	Pouvoir de commandement	Degré de dépendance totale	Bilan	Dépendance à l'égard de Paris
Paris	14.766	1.329.904	52.027	+ 1.277.877	---
Lyon	1.325	50.763	61.437	- 10.674	53.158
Marseille	754	15.452	28.578	- 13.126	23.222
Bordeaux	438	7.514	31.478	- 23.964	28.345
Lille	522	12.788	34.335	- 21.547	27.542
Roubaix	447	10.277	15.042	- 4.765	12.946
Toulouse	236	4.852	23.408	- 18.556	20.760
Nantes	264	10.161	26.014	- 15.853	23.382
Rouen	294	6.616	33.919	- 27.303	27.149
Strasbourg	297	9.943	17.681	- 7.738	12.880

plans .Le nombre des sièges sociaux y est considérablement plus élevé. Son pouvoir de commandement est hors de proportion avec celui des autres villes. Son degré de dépendance vis-à-vis de l'extérieur est plus faible en valeur absolue que celui de Lyon et en valeur relative, il est moindre que celui de n'importe quelle autre agglomération .

En second lieu, dans les neuf villes de province, le nombre de salariés employés dans des établissements dont le siège est à Paris constitue un pourcentage élevé du nombre total des salariés travaillant dans des établissements dont le siège est extérieur à chacune de ces agglomérations .

Le déséquilibre interrégional est extrêmement net. La rareté des activités de décision dans la plupart des régions peut être lourde de conséquences sur leurs possibilités réelles de développement, voire compromettre les chances de mise en oeuvre d'un processus cumulatif.

2) Industrialisation induite et processus cumulatif de développement :

La question de savoir si les unités de production ainsi implantées créent les conditions favorables à la mise en oeuvre d'un processus cumulatif est décisive. Opèrent-elles une mutation suffisante des structures économiques régionales qui les rende aptes à le soutenir ?

Il apparaît , à la lumière de l'analyse, que si elles parviennent , dans certaines limites , à créer de nouveaux emplois, elles ne peuvent à elles seules provoquer les transformations nécessaires au déclenchement d'un processus capable, par la suite, de s'autoentretenir .

La raison en est que les entreprises installent certaines de leurs usines dans les régions peu développées pour exploiter des richesses qui, loin de se multiplier par leur mise en valeur, tendent au contraire à se raréfier .

Quelques exemples l'attestent .Telle firme s'installe

dans l'une de ces régions pour y traiter le gaz naturel découvert en son sous-sol. Telle autre procède de même parce qu'elle trouve un avantage à occuper des locaux industriels qui étaient vacants. Telle autre agit de façon identique pour employer une main d'oeuvre locale disponible.

Or, tous ces facteurs d'attraction présentent le point commun et la faiblesse de se raréfier par leur exploitation. Quel sera le comportement de la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine lorsque le gisement de Lacq sera épuisé ? . Le nombre d'implantations industrielles en province ne va-t-il pas diminuer avec la réduction du nombre d'usines vacantes ? . D'autres entreprises vont-elles s'implanter à Rennes alors que Citroën absorbe une partie importante de la main d'oeuvre locale et que leur venue risquerait de donner naissance à une surenchère entre demandeurs sur le marché du travail ?.

Certes ,l'installation de ces activités industrielles, dans la mesure où elles sont motrices, exerce un effet multiplicateur sur l'économie du territoire qui les accueille. Des industries en aval se sont développées à Lacq; des sous-traitants se sont formés dans l'environnement d'autres implantations .Le commerce local bénéficie de cette impulsion et le secteur tertiaire s'accroît .

Maia s'agit-il là des conditions requises pour le déclenchement d'un véritable processus cumulatif ? Nécessaires, elles n'en sont pas moins insuffisantes .

Le contraste est frappant avec la région parisienne où les facteurs d'attraction favorables à cette zone, loin de se raréfier ,se multiplient par leur exploitation : ce sont les économies externes .

La formation de ces économies externes procède de la complexité de la structure économique de cette région, composée à la fois d'activités d'exécution et de centres de décision .

Le phénomène est cumulatif. La multiplication des économies externes favorise à son tour la diversification de cette structure en nourrissant un vigoureux processus d'agglomération

géographique des activités économiques. Elle le fait d'ailleurs, avec une intensité telle que la politique de freinage appliquée par les pouvoirs publics parvient à peine à le contenir dans les limites du souhaitable .

Ainsi auto-entretenu ,le développement économique de cette région repose sur des fondements solides?Mieux-même,il s'intensifie spontanément .

Qu'en est-il, simultanément ,du développement des économies régionales bénéficiaires de l'industrialisation induite ? Sa fragilité se révèle à un double point de vue .D'une part, étant donné que les facteurs de localisations qui en sont à l'origine n'attirent que des industries nettement spécifiques,son caractère spécialisé le rend très sensible à l'évolution de la conjoncture économique .Les inconvénients de la mono-industrie ont été largement étudiés .Que se passerait-il si l'exploitation de nouvelles sources d'énergie affectait la rentabilité de celle du gaz de Lacq ou du pétrole ?.Quelles seraient les conséquences si les industries de transformation qui se sont implantées en province pour utiliser la main d'oeuvre locale subissaient un sérieux ralentissement dans leur croissance ?. Cette recherche nous amène au deuxième aspect du problème car se poserait alors la question du remplacement des activités devenues déficientes .D'autres industries viendraient-elles s'installer spontanément dans ces régions pour faire redémarrer leur activités économiques ?Seules, seraient susceptibles d'agir ainsi celles qui seraient sensibles aux facteurs d'attraction existants tels qu'une main d'oeuvre redevenue disponible ou la réoccupation de bâtiments industriels redevenus vacants. Une même limite se retrouve . Une politique d'incitation serait à nouveau nécessaire pour tenter de réaliser un développement plus équilibré qui ne s'opère pas spontanément. Les difficultés actuellement soulevées par la conversion de certaines activités régionales montrent qu'il ne s'agit pas d'une pure hypothèse

de raisonnement (1) et (2).

En résumé, compte tenu de la façon dont elle se réalise à l'intérieur des économies régionales, l'industrialisation, nécessairement induite dans sa phase initiale, ne crée pas à elle seule toutes les conditions requises pour le déclenchement d'un processus cumulatif. Elle ne constitue qu'une solution partielle qui exige des compléments. Les limites qu'elle rencontre dans ses effets d'entraînement nous poussent à nous interroger sur la nature de ceux-là.

SECTION II : LES CONDITIONS D'UN PROCESSUS CUMULATIF DE DEVELOPPEMENT :

Les implantations industrielles dans les régions les moins développées s'analysent plus, en fin de compte, dans l'exploitation des ressources régionales, qu'il s'agisse de main d'oeuvre, ou de gisements énergétiques ou miniers, que dans la création des conditions favorables à la mise en oeuvre d'un processus cumulatif de développement. La non-concordance entre ces deux objectifs procède du manque de diversification des activités industrielles et de l'absence de centres de conception et de décision économiques, qui paralyse la multiplication des économies externes capables d'entretenir le mouvement.

L'insuccès d'une politique de développement économique régional qui serait uniquement fondée sur l'industrialisation nous invite à une ré-orientation de nos recherches et à repenser le problème dans son ensemble. La solution à celui-ci ne semble pouvoir être trouvée que dans une approche moins partielle du processus de développement, tel qu'il tend à s'opérer spontanément.

-
- (1) VENTEJOL (G) : " Problèmes de la conversion en France à moyen et long terme". Avis et Rapports du Conseil Economique et Social . N° 11 du 3 Mai 1961.
 - (2) voir également l'ensemble de l'ouvrage "Problèmes de conversion économique. Analyses théoriques et études appliquées." Actes du IVème Colloque de l'Association de Science Régionale de Langue française . op. cit .

Dans ses rapports avec l'espace, celui-ci ne se concrétise pas seulement dans la construction de complexes industriels localisés, mais dans la formation et l'extension de complexes

urbains (1). Sur le plan démographique, il s'accompagne de transferts géographiques des populations rurales vers les villes. L'industrialisation, nécessitant le rassemblement d'un nombre important de travailleurs autour des unités productives, a été le moteur de l'urbanisation. Les activités tertiaires induites ont donné aux centres urbains leur physionomie propre. Cette évolution structurelle ne peut être dissociée du phénomène global du développement.

Elle peut l'être d'autant moins qu'elle a participé à la formation des inégalités économiques entre régions et à leur aggravation. Il suffit de comparer le taux d'urbanisation des différentes circonscriptions d'action régionale pour percevoir le lien entre les deux phénomènes. Si l'on rapporte, dans chacune de celles-ci, la population résidant dans des villes de plus de 2.000 habitants à la population totale, on obtient les résultats multipliés par 100 contenus dans le tableau XXIX.

Si l'on excepte le cas particulier de la circonscription Provence-Côte d'Azur dont l'urbanisation résulte de ses activités touristiques, ce sont les régions les plus industrialisées qui sont en même temps les plus urbanisées. Par contre, celles qui le sont le moins, possèdent encore un secteur agricole prédominant.

Toutefois, l'urbanisation n'est pas seulement un phénomène quantitatif. Elle ne s'apprécie pas à la seule mesure du nombre de citadins et au rapport de ce chiffre à celui de la population totale de l'unité macro-économique observée. Son intensité dépend aussi de sa qualité. Les disparités dans le degré d'urbanisation entre la région parisienne, le Nord et la Lorraine ne se résument pas à la seule comparaison des pourcentages respectifs de population urbaine. Des disparités plus importan-

(1) CARRIER (H) : " Progrès de l'urbanisation dans le monde ".
Revue de l'action populaire .N°165 de Février 1963 p.143 et
s.

TABLEAU XXIX : Taux d'urbanisation en 1962
par circonscriptions d'action régionale .

: Région Parisienne	:	95	:
: Nord	:	80,2	:
: Provence -Côte d'Azur	:	79	:
: Lorraine	:	66,2	:
: Rhône-Alpes	:	63,7	:
: Haute-Normandie	:	63,2	:
: Alsace	:	62,8	:
: Languedoc	:	59,5	:
: Champagne	:	53,3	:
: Franche-Comté	:	51,6	:
: Aquitaine	:	49,1	:
: Midi-Pyrénées	:	48,4	:
: Bourgogne	:	47,1	:
: Picardie	:	47,1	:
: Pays de la Loire	:	46,7	:
: Centre	:	45,4	:
: Auvergne	:	44,4	:
: Bretagne	:	41,5	:
: Basse-Normandie	:	39,8	:
Poitou-Charentes	:	38,3	:
: Limousin	:	37,5	:
:	:		:

Source : Bulletin du C.O.N.A.T.E.F. N° 10 de Septembre 1964
p.19.

tes tiennent à la nature des activités .

La comparaison peut -être poussée plus loin; sur le plan dynamique du développement ,des écarts sont observables entre les économies des trois régions citées. Cette corrélation n'est pas pure coïncidence.Elle résulte d'un lien étroit entre la qualité de l'urbanisation des économies régionales et la vigueur de leur processus global de développement .

La raison en est que la nature des activités urbaines

est, à vrai dire, plus importante que le volume de population, eu égard aux mécanismes du développement .Le pouvoir d'attraction qu'exerce la région parisienne sur les industriels est essentiellement dû à la présence dans la capitale française d'activités spécifiques qui, par opposition, ne se sont pas développées dans les autres agglomérations du territoire .Les limites de la politique d'industrialisation induite trouvent leurs causes principales dans ce déséquilibre de l'urbanisation. De la diversité et de la qualité des activités parisiennes naissent des économies externes très importantes que les entrepreneurs recherchent intensément en dépit des déséconomies externes provoquées simultanément par cette excessive concentration territoriale .

Les exemples étrangers corroborent cette conclusion. Le déséquilibre spatial du développement relativement moindre constaté en République Fédérale d'Allemagne ne doit-il pas ce caractère à un meilleur équilibre de l'urbanisation de son territoire, non seulement sur le plan quantitatif ,mais surtout sur le plan qualitatif . Le taux de croissance de l'économie de l'Italie du Nord serait-il ce qu'il est sans les fonctions assumées par Milan et Turin ? .

Les exemples étrangers nous montrent aussi, contrairement à ce que pourrait laisser supposer le phénomène parisien ,que le développement économique ne s'ordonne pas nécessairement autour de la capitale politique de la nation. Si la suprématie de Londres est aussi nettement affirmée ,quoique un peu moins que celle de Paris, en revanche ,Rome n'est pas la capitale économique de l'Italie ,et Bonn est encore moins celle de la République Fédérale d'Allemagne .

Il semble donc que l'absence de fonctions politiques ne soit pas un obstacle à la vocation métropolitaine .

Ces exemples étrangers doivent nous permettre de comprendre les raisons pour lesquelles le développement tend à s'ordonner spontanément autour de certaines agglomérations plutôt qu'autour d'autres. La détermination de leurs caractéristiques essentielles doit ensuite nous permettre de rechercher dans quelle

mesure ces activités motrices peuvent se concevoir au niveau de la dimension régionale .

§ 1) Développement économique et tertiaire supérieur :

L'échec partiel de la politique d'industrialisation induite nous a montré que l'agglomération d'activités d'exécution ne pouvait suffire, à elle seule, à créer un milieu économique capable de supporter un processus cumulatif de développement. Les économies externes secrétées sont insuffisantes. Or, elles tendent à devenir ,étant donné l'évolution du progrès technique, l'élément décisif des calculs de localisation .

Par ailleurs, la carence la plus notable des économies régionales peu développées est la faiblesse du secteur tertiaire. Celui-ci est, en effet ,l'indispensable complément de l'activité industrielle .

La prise de conscience de cette complémentarité nous invite à une meilleure connaissance de ce secteur .

A) Tertiaire banal et tertiaire supérieur :

La distinction ,par Colin CLARK, de l'activité économique globale en trois secteurs fondamentaux ; primaire ,secondaire et tertiaire, permettant de caractériser les étapes essentielles du processus de développement s'avère, à la vérité, trop générale pour traduire la particularité des problèmes économiques régionaux. Elle était, certes, valable pour expliquer que le sous-développement régional consistait, avant tout, dans le non remplacement de l'agriculture dans sa fonction motrice par d'autres activités, secondaires et tertiaires, plus dynamiques. Elle ne l'est plus en revanche, pour retenir le caractère partiel de l'industrialisation des régions les moins développées .Sa trop grande généralité lui interdit d'opérer les différenciations nécessaires. Considérant dans son ensemble le phénomène de l'industrialisation, elle ne tient pas compte de la qualité de celui-ci.

Un enrichissement de cette approche résulte de la distinction des activités industrielles d'exécution et des activités industrielles de conception et de décision. Il pourrait servir de support à l'analyse des déséquilibres régionaux dont souffre l'économie française. La raréfaction croissante des secondes dans la majeure partie de son territoire n'est-elle pas la cause déterminante de l'impuissance de la province à rompre la tendance spontanée à l'aggravation de ceux-là ?

La région milanaise ne subit pas l'empreinte, d'une agglomération extérieure, capable d'entraver son expansion, alors que la région lyonnaise se trouve dans une situation de dépendance par rapport aux centres de décision parisiens. La présence à Milan de ces centres de décision et leur raréfaction croissante à Lyon sont en étroite relation avec l'existence de certaines activités tertiaires dans la première ville et leur absence dans la seconde. C'est, en fin de compte, la localisation de ces dernières qui tend à déterminer de plus en plus la distribution spatiale du développement.

Leur détermination n'est, elle-même, pas possible sans une analyse plus approfondie de ce troisième grand secteur qualifié de tertiaire. Globalement, cette appellation recouvre des activités extrêmement diverses dont l'une des caractéristiques majeures est de ne pouvoir être classées dans les secteurs primaire et secondaire. Leur premier dénominateur commun est d'ordre négatif. L'hétérogénéité de ce regroupement terminologique altère, en partie la portée de cette classification générale.

Dans l'étude des économies régionales, elle omet des disparités décisives tenant à la diversité du contenu de ce secteur.

Deux grandes catégories d'activités tertiaires peuvent en effet être distinguées si l'on retient leur degré d'aptitude à la formation d'un processus cumulatif de développement. L'une à laquelle on attribue l'épithète de " tertiaire banal " par opposition à des activités plus élaborées que l'on regroupe sous le quali-

ficatif de " tertiaire supérieur " (1). La distinction n'est pas de pure forme. Son caractère opérationnel apparaît très nettement.

Le titre de tertiaire banal s'applique aux services les plus courants. Quantitativement, leur importance numérique dépend du niveau de la population totale (le rapport du nombre de pharmacies au nombre d'habitants en est un exemple) et de l'activité globale. Mais il peut arriver, comme cela se produit dans certains pays sous-développés, qu'il devienne parasitaire, lorsque son expansion précède le processus d'industrialisation et atteint une ampleur démesurée au lieu d'être induite par celui-ci. Quand il se forme normalement, il accompagne ce dernier. L'implantation d'une usine dans n'importe quelle région entraîne, toujours, en raison de ses effets induits, une extension de ce type d'activités, ne serait-ce que grâce à l'impulsion que reçoit le commerce local de l'accroissement de l'emploi. Dans l'espace, il est, également, très dispersé. Chaque unité macro-économique, si exigu que soit son territoire, possède un minimum d'activités tertiaires banales. Toute commune a son épicerie ou du moins son café-tabac. Dans ses effets, ce tertiaire a pour fonction de satisfaire les besoins de la population locale. Le commerce de quartier est un exemple typique. Il ne saurait dépasser le cadre local. Il n'accède même pas au cadre régional.

D'autres activités présentent l'originalité de ne pas répondre à ce schéma descriptif. Plusieurs raisons motivent leur examen séparé. Loin d'être toujours induites par la croissance démographique régionale et l'expansion de l'activité économique (ainsi que le montre la situation présente de la plupart des régions françaises), elles sont, par contre, fortement inductrices et favorisent indéniablement le développement des territoires qui les contiennent ainsi que celui de leur environnement. Dans sa localisation, le tertiaire supérieur est en effet insusceptible d'une forte dispersion géographique. Il se concentre en un petit nombre de points du territoire. Cette tendance à l'ag-

(1) Les deux expressions ont été employées par les professeurs LABASSE et ROCHEFORT dans l'article intitulé "Equipements tertiaires supérieurs et réseau urbain". Economie et Humanisme. N° 159 de Mars-Avril 1965. p.54 et s.

glomération spatiale, jointe à la rareté relative de cette forme d'activités, explique qu'elles ne peuvent être également réparties entre les diverses circonscriptions d'action régionale . Mais en France, l'inégale répartition prend l'allure d'un véritable déséquilibre, car elles sont le privilège quasi -exclusif de Paris . Inductrices, rares et nettement localisées, elles s'identifient aussi à leur puissance de rayonnement . Alors que le tertiaire banal a pour destination la satisfaction des besoins de la population locale, le tertiaire supérieur dote la ville qui le possède d'un espace économique débordant le cadre de son pourtour immédiat. Il détermine son aire d'influence et la transforme en un pôle de développement , autour duquel s'ordonnent des activités mûes. Certaines de ces activités motrices ont un rayonnement purement régional, mais d'autres ont un impact géographique plus étendu qui se rapproche de l'aire du territoire national et d'autres, enfin, par le dépassement des frontières politiques qu'elles entraînent, peuvent donner à l'agglomération, une vocation internationale.

Il est de plus en plus reconnu qu'un rayonnement purement régional serait impuissant à donner à ce tertiaire supérieur sa véritable consistance. Il ne parviendrait pas à soutenir suffisamment le processus du développement qui a nettement dépassé ce cadre trop étroit . Une région n'est pas un espace clos et isolé, qui vit replié sur lui-même. Son économie est ouverte et son développement ne peut être conçu qu'en symbiose avec celui des autres régions et celui de la nation toute entière . Bien plus, la réalisation de l'intégration européenne requiert qu'il soit envisagé désormais au niveau de la communauté. Le développement régional ne peut donc être qu'un développement intégré. Cette intégration se scelle dans la multiplication des flux d'échanges avec les autres unités macro-économiques . La présence d'une infrastructure est nécessaire à l'établissement de ces relations et tout particulièrement l'existence de centres tant émetteurs que récepteurs de ces flux . Ceux-ci ne se limitent pas aux seuls mouvements de produits et de facteurs de production . Ils concernent aussi

B) Tertiaire supérieur et activités métropolitaines :

La recherche de telles activités est complexe car l'analyse des structures urbaines nous montre des exemples concrets et extrêmement variés. Chaque ville considérée possède des caractères particuliers qui la distinguent de ses homologues et peut très bien satisfaire l'une des conditions requises alors que le respect de telle autre laisse à désirer. A vrai dire, il n'y a pas un modèle parfait de métropole régionale que l'on puisse adopter comme base de référence et proposer aux pouvoirs publics .

Des monographies portant sur l'étude des activités spécifiques de certaines agglomérations exerçant une fonction de métropole: régionale servent de fondements aux travaux actuels. L'attention s'est tout d'abord concentrée sur les exemples que nous offrent nos pays voisins : la République Fédérale d'Allemagne ,où le phénomène s'exprime, semble-t-il, le mieux, l'Italie, et la Grande Bretagne, Les villes de Stuttgart ,Frankfort, Dusseldorf, Turin, Milan, Birmingham ,Glasgow ont fait l'objet des premières analyses (1 et (2).

D'autres études seront appelées à compléter les premières conclusions élaborées.

Des classifications ont été tentées, non seulement pour ordonner l'énumération des diverses activités retenues, mais encore pour établir certaines priorités ,distinguant celles qui revêtent une importance décisive, de celles qui sont, en fin de compte, secondes (3) et (4).

-
- (1) GEOFFROY (Mme J) : " Aperçus sur diverses métropoles régionales d'Europe Occidentale" Commissariat général du Plan d'Equiperment et de la productivité. Décembre 1963.
 - (2) Connaissance de l'économie lyonnaise : " Lyon-Turin" n°10 du 2ème trimestre 1965. Comité pour l'aménagement et l'expansion économique de la région lyonnaise .
 - (3) GRAVIER (J.F) : L'aménagement du territoire et l'avenir des régions françaises . Flammarion 1964 p.128 et s.
 - (4) LABASSE (J) et ROCHEFORT (M) : " Equipements tertiaires supérieurs et réseau urbain" . op. cit . p.55 et s.

De façon générale, il apparaît qu'une agglomération urbaine puisse recevoir le titre de métropole dans la mesure où elle est ,à des degrés divers à la fois un centre financier, un centre de conception ,un centre de relations ,un centre administratif,mais surtout un centre de sièges sociaux d'entreprises relativement importantes .

Une véritable métropole économique ne se conçoit pas, en effet, sans la présence d'un certain nombre de sièges sociaux. Bien plus,il s'agit là d'une condition déterminante (1).

Certes, en elle-même, la localisation des services de direction, n'est pas un élément de nature à infléchir l'orientation de la politique de l'entreprise dans un sens qui serait particulièrement favorable à l'intérêt de la zone où il se trouve.De par son espace économique, la firme s'est délocalisée et la localisation banale de son siège social est sans effets sur le contenu de son propre plan .Ce n'est pas parce que la firme Michelin a son siège social à Clermont-Ferrand que la politique de cette entreprise sera plus particulièrement favorable à la région Auvergne. Sa propre stratégie la dérégionalise.

Ceci ne signifie pas néanmoins que l'existence du siège directeur d'une unité économique aussi importante soit sans incidences sur l'activité économique sinon régionale,du moins locale.Elle provoque l'installation à Clermont-Ferrand de cadres supérieurs et la visite d'industriels entretenant des relations d'affaires avec la firme .

Cette localisation ne suffit pas toutefois pour attribuer à cette ville l'épithète de métropole car cet exemple est malheureusement isolé et Clermont-Ferrand ne possède pas d'autres sièges sociaux de cette importance. En d'autres termes, une pluralité de tels centres de décision est nécessaire à la création

(1) sur le plan économique ,les sièges sociaux qui font simplement office de " boîtes à lettres" et qui servent seulement de réunion annuelle à l'assemblée générale des actionnaires sont sans intérêt.Méritent exclusivement d'être considérés ceux où se prennent effectivement les décisions économiques grâce à la présence des services de direction responsables entourés d'états-majors qui les préparent .

de l'environnement économique, du climat, recherchés. Un effet de masse est indispensable. Plus il y a des sièges sociaux, plus le nombre des cadres supérieurs est élevé, plus les états-majors sont complets, et plus les relations d'affaires sont denses. Un phénomène de multiplication en résulte inéluctablement, créant un processus cumulatif de diversification des activités. "Les sièges sociaux sont aux métropoles d'équilibre ce que l'atelier industriel est à la campagne surpeuplée, à savoir un élément de diversification de l'emploi, de promotion d'élites nouvelles, de rentabilité d'équipements rares, écrit le professeur LABASSE (1). Ce sont eux qui remplissent les avions et les salles de conférence, distribuent les contrats de sous-traitance, recourant aux " professions nouvelles nées de la complication croissante de l'économie et des rapports sociaux."

Mais ils seront peu nombreux dans un centre urbain qui ne satisfait pas, au préalable, un certain nombre de conditions se rapportant à la qualité de son équipement.

Dans ce dernier, l'élément qui semble le plus significatif, si l'on considère la structure des métropoles étrangères en général et allemandes en particulier, est l'équipement financier. Quelques chiffres suffisent à donner une mesure plus précise du phénomène. A Birmingham, 14.660 personnes, soit 2,2 % de la population active de cette ville, travaillent dans les secteurs bancaires, financiers et des assurances (2). A Glasgow, la proportion est de 2,5 % et à Milan ce sont 22.000 personnes qui ont de telles activités, soit 3,4 % de la population laborieuse. Les pourcentages sont encore plus élevés pour les métropoles allemandes que sont Dusseldorf et Francfort, c'est-à-dire, respectivement 3,5 % et 4,4 %. Cette fonction financière s'exerce principalement en matière bancaire et boursière.

L'importance des contacts humains dans la distribution

-
- (1) LABASSE (J) : " Les métropoles régionales " .
Chronique Sociale de France N°3 et 4 du 30 juillet 1965, p.9
- (2) GEOFFROY (Mme J) : " Aperçus sur diverses métropoles régionales d'Europe Occidentale " op.cit. p.35.

des services bancaires n'est plus à souligner. La proximité des centres de décision dans le domaine des attributions de crédit est un facteur auquel les industriels sont très souvent sensibles. A cet égard, toutes les métropoles examinées ne remplissent pas également cette fonction. En Grande-Bretagne, l'hégémonie de la grande place financière qu'est Londres s'étend sur tout le territoire, limitant à un rôle d'intermédiaire les services bancaires de Birmingham et de Glasgow. Les banques de Turin jouissent, par contre, d'une complète autonomie, leurs services centraux étant généralement situés sur place. Elles souffrent toutefois de la puissance de rayonnement des établissements bancaires milanais, dont la zone d'influence déborde le cadre régional pour devenir nationale. Milan est la capitale financière de toute l'Italie. Elle est le siège de deux des trois grandes banques italiennes et les banques locales y sont nombreuses. Mais c'est en République Fédérale d'Allemagne que cette fonction est le mieux distribuée, grâce au caractère décentralisé du système bancaire de ce pays. Chacune des grandes banques allemandes dispose de trois centrales se répartissant le territoire national. Il importe peu, dans ces conditions, que les sièges sociaux de la Dresdner Bank et de la Deutsche Bank se trouvent à Francfort et que celui de la Commerzbank se situe à Dusseldorf, puisque, en fait, les décisions bancaires concernant le Nord de la République Fédérale sont prises à Hambourg, celles se rapportant à la partie centrale du pays sont élaborées à Dusseldorf, et qu'enfin, Francfort n'est pas, en dépit des apparences, la capitale bancaire de tout le pays, mais seulement celle de l'Allemagne qui se trouve au sud du Taunus.

Des disparités du même ordre, entre les diverses villes métropolitaines, apparaissent dans la distribution des fonctions boursières. La suprématie de Londres paralyse, dans une certaine mesure, le développement des autres bourses de valeurs britanniques, dont les transactions sur titres de sociétés régionales constituent une part de plus en plus importante de leur activité. En Italie, où en ce domaine l'influence romaine est extrêmement

faible, la première place revient encore à Milan, dont l'essor contrarie partiellement l'expansion de la Bourse de Turin . L'activité de cette dernière est toutefois notable. En République Fédérale d'Allemagne, Francfort et Dusseldorf se partagent les 3/5 des transactions boursières réalisées sur l'ensemble des marchés de valeurs mobilières allemands, complétant ainsi avec opportunité leur fonction de centres financiers.

Mais toute métropole est aussi un centre de relations . C'est une de ses fonctions caractéristiques car c'est par son intermédiaire que s'opère la multiplication des échanges avec les autres économies régionales. La position géographique est essentielle encore que le rayonnement de Turin se soit heurté, avec la barrière naturelle que constituent les Alpes, à un obstacle au développement de ses échanges avec une partie de son environnement géographique et n'ait pu intensifier sa vocation frontalière. Milan , Francfort jouissent sur ce plan d'une situation privilégiée. L'infrastructure en matière de transports est le moyen d'établir les liaisons propices à l'extension des échanges avec les autres grands centres économiques. Les autoroutes qui sillonnent la République Fédérale d'Allemagne et l'Italie sont un facteur indéniable d'intégration économique régionale. Elles facilitent les flux de marchandises, mais les moyens de communications doivent être de plus en plus adaptés à la multiplication des relations humaines, qui sont généralement la condition des précédents. A ce titre , le transport aérien est appelé à devenir le mode de communications privilégié (1). L'établissement de liaisons directes et rapides, qui requièrent donc le minimum de temps est devenu une impérieuse nécessité. Un aéroport international , facilitant l'accès à l'étranger, est indispensable à toute métropole digne de ce nom. Par ailleurs, la qualité des structures d'accueil de l'agglomération urbaine, et tout particulièrement de l'équipement hôtelier, en est le complément indispensable .

L'un des moyens d'affirmer cette vocation de centre de

(1) JODEAU (J) : " Les aéroports et le développement régional". Bulletin de l'Institut du Transport Aérien. N°30 du 27 juillet 1964 et N° 31 du 7 Septembre 1964.

relations est l'organisation de grandes foires commerciales de réputation non seulement nationale, mais aussi internationale. Un modèle nous en est présenté par la Foire de Milan qui en 1962 a réuni 14.000 exposants provenant de 76 pays. De même, Francfort prend le relai de Leipzig.

Centre financier ,centre de relations ,une métropole économique est aussi un centre de conception. Des structures d'encadrement adéquates favorisent la préparation des décisions économiques. De façon générale, ces structures s'organisent autour d'une Université. Mais il arrive que des métropoles ne soient pas elles-mêmes des villes universitaires. Dans cette éventualité, cette fonction culturelle est assumée par une agglomération voisine(Bonn pour Dusseldorf). Le plus souvent, le rayonnement universitaire est purement régional et ne dépasse que rarement ce cadre. (Un exemple de ce dépassement est constitué, toutefois, par le rayonnement international de l'Université de Glasgow). Ce rôle n'en est pas moins important car la proximité d'un centre intellectuel est la garantie pour les industriels de pouvoir trouver sur place les cadres supérieurs dont ils ont besoin. Elle est surtout le support d'un encadrement intellectuel propice à la recherche. Ce climat peut s'exprimer dans une étroite collaboration entre l'Université et l'Industrie sur le plan de la recherche fondamentale. La formation de jeunes chercheurs permet aussi aux entrepreneurs en créant des laboratoires de développer la recherche appliquée et d'instaurer une atmosphère d'innovation .

La fonction administrative se superpose parfois à la fonction universitaire. Les centres de décision économiques ne sont pas exclusivement privés et les organes administratifs possèdent certaines responsabilités. Le pouvoir de décision des autorités régionales dépend essentiellement du degré de déconcentration ou de décentralisation de l'Administration. Mais les exemples étudiés montrent qu'il n'y a pas toujours coïncidence entre centre administratif et métropole économique . En République Fédérale d'Allemagne, si Stuttgart et Dusseldorf sont les

capitales respectives de deux Länder ,tel n'est pas le cas de Francfort ,car la capitale du Land de Hesse est Wiesbaden.Encore faut-il préciser que Francfort n'est pas entièrement dépourvu de toutes fonctions administratives,car cette ville est le siège du Ministère de l'Air et de la direction des chemins de fer fédéraux. Il en est de même en Ecosse où Edimbourg est le véritable centre administratif régional, malgré la localisation à Glasgow de l'Office régional du Ministère de l'Economie. Milan, Turin, sont, par contre,d'incontestables capitales administratives.

Toutefois, cette activité serait bien sûr à elle seule insuffisante.Une illustration très éloquente en est donnée par la ville de Naples dont le rayonnement administratif dépasse très largement son aire d'influence économique.Il est vrai aussi que le titre de métropole régionale lui est fortement contesté.

Enfin, une agglomération métropolitaine s'identifie à la présence de services rares qui la distinguent précisément des autres centres urbains. En offrant sur place aux utilisateurs la majorité des services auxquels ils sont susceptibles de recourir, ils confèrent à l'activité économique de la région un certain degré d'auto-suffisance. " l'habitant de Francfort,rapporte Madame GEOFFROY (1),n'a pratiquement jamais besoin de quitter la ville,s'il a besoin d'un service quelconque. A -t-il besoin d'utiliser un brevet industriel,des devises étrangères ?. Il trouvera sur place une agence de l'Office des Brevets et des agents de change nombreux.A-t-il besoin d'une traduction pour ses rapports avec l'étranger ? .Il se trouve à Francfort plusieurs bureaux de traduction ." Ces professions rares et hautement spécialisées ne s'adressent pas seulement aux industriels,mais à l'ensemble de la population.Parmi celles-ci,les commerces de luxe sont les plus typiques,car ils ne sont pas destinés à une clientèle purement

(1) citation rapportée par Mme GEOFFROY : Aperçus sur diverses métropoles régionales d'Europe Occidentale " .
op.cit. p. 33 .

locale, mais leur réputation leur attribue une aire de vente nationale, voire internationale. De ce fait, ils sont l'objet d'une spécialisation. Munich, Dusseldorf ont d'importantes activités en matière de haute couture, alors que Francfort est réputé pour ses vitrines de fourrures, et ses diamants. Birmingham supporte en ce domaine également le handicap de la proximité de Londres.

C) Conclusion :

La leçon que nous pouvons tirer de ces divers exemples étrangers nous permet de mieux connaître les caractéristiques essentielles des activités capables de soutenir la mise en oeuvre d'un processus cumulatif de développement. Elle nous explique les raisons pour lesquelles les régions délimitées par le rayonnement économique de ces métropoles ont un niveau croissant d'activité et se développent plus rapidement que les autres parties du territoire.

La considération de ces caractéristiques, promues au rang de données, s'impose comme un préalable à la détermination des possibilités de reconduction de ce modèle de développement dans les régions où celui-ci ne s'opère pas spontanément.

Ce sont tout d'abord des activités rares et concentrées géographiquement en un petit nombre de centres urbains. En d'autres termes, le nombre d'agglomérations pouvant prétendre à la fonction métropolitaine est nécessairement limité.

Ce sont ensuite des activités à rayonnement national, et même de plus en plus, international. C'est en effet, par leur intermédiaire que s'introduisent d'importantes relations d'échanges avec les économies contigües.

Mais ce sont surtout des activités fortement génératrices d'économies externes. Elles transforment l'agglomération qui les contient en un puissant complexe d'activités hétérogènes. La présence des services les plus complets, les plus variés, les plus rares, favorise l'éclosion des activités les plus diverses. Elles imprègnent nettement le climat dans lequel se déroule la

vie économique .

Les potentialités d'économies externes qu'elle représente confèrent à la ville métropolitaine un pouvoir d'attraction sur les entreprises industrielles. L'effacement des contraintes techniques de localisation a pour effet de renforcer cette fonction. La main d'oeuvre qualifiée y est plus nombreuse qu'ailleurs, les services les plus spécialisés s'offrent sur place, les relations humaines en général et d'affaires en particulier s'y multiplient plus aisément .

La résultante de ces diverses caractéristiques est que l'agglomération métropolitaine exerce un effet de polarisation sur son environnement (1). Le degré de complexité particulièrement élevée de sa structure économique, en plus de l'auto-suffisance qu'elle lui donne, la transforme en un pôle de développement privilégié. L'attraction qu'elle exerce sur les activités industrielles facilite la diversification du secteur secondaire. Elle crée, par là-même, les conditions propices à l'extension de réseaux de sous-traitants, qui n'auront plus ainsi à craindre les dangers d'une trop forte dépendance vis-à-vis d'une seule grande entreprise locale. Leur implantation dans l'environnement intensifie les échanges de produits intermédiaires et finals.

L'agglomération métropolitaine devient le centre de gravité de l'activité économique régionale. Cette dernière se polarise et se caractérise par l'intensité des relations d'échanges entretenues avec la première. Des activités mûes s'ordonnent autour d'activités motrices. La métropole devient le pôle autour duquel s'organise le développement . Ainsi conçue , la région se présente comme un espace polarisé (2).

La qualité de ce développement lui donne des fondements plus solides. Non seulement la diversification des activités se-

(1) PIATIER (A) : " Les fonctions de polarisation " .
Urbanisme N°89 . Les Métropoles d'équilibre p.20 et s.

(2) PAELINCK (J) : " La théorie du développement régional polarisé " . Cahier de l'I.S.E.A. série L 15 N° 159 de Mars 1965.
Croissance régionale et sous-développement . p.5 et s.

condaires et tertiaires, sur lesquelles il repose, réduit sa sensibilité à l'évolution conjoncturelle. Mais surtout, la présence d'activités motrices qui, loin de se raréfier par leur exploitation tendent à se multiplier, permet à ce processus de s'entretenir spontanément et de se poursuivre cumulativement.

Tel est le modèle auquel semble devoir obéir la mise en oeuvre du processus de développement. L'importance des conditions requises montre la complexité de ce phénomène et les difficultés susceptibles de survenir dans sa mise en oeuvre. Il ne s'agit pas d'une solution facile au problème posé par le faible niveau de développement de certaines économies régionales. Mais la prise de conscience de ces exigences nous est apparue comme le préalable nécessaire à l'examen des possibilités de leur satisfaction au niveau de la dimension régionale.

§ 2) Tertiaire supérieur et dimension régionale :

Des métropoles économiques peuvent-elles être créées dans les régions où elles ne se sont pas formées spontanément ? Le problème fondamental de la mise en oeuvre d'une politique de développement économique régional se pose en ces termes.

En France, il est d'une particulière gravité car, de la réponse apportée, dépend finalement le succès de la politique entreprise.

Schématiquement, le déséquilibre actuel se présente de la façon suivante. L'existence, dans notre pays, d'une métropole économique unique, mais d'une extrême complexité, car elle possède la majorité du tertiaire supérieur de la nation, divise le territoire en deux parties profondément distinctes.

D'une part, une zone de développement, à l'intérieur de laquelle l'influence de la capitale est extrêmement forte, et peut soutenir un processus cumulatif. Cette zone déborde très largement le cadre de la circonscription d'action régionale dite région parisienne. Les critères de délimitation d'une région polarisée sont très approximatifs et le ressort géographique

de celle-ci ne peut- être perçu qu'approximativement. Un critère très imparfait ,mais néanmoins significatif, pourrait être le tracé d'un cercle dont Paris serait le centre, et qui aurait pour rayon une distance de 200 ou 250 kilomètres. C'est en effet, à l'intérieur de ce cercle que les industriels parisiens estiment encore pouvoir bénéficier de la proximité de la capitale, et acceptent d'installer leurs nouvelles implantations. Cette zone engloberait, en tout ou en partie, les circonscriptions environnantes telles que le Centre, la Haute-Normandie, la Picardie et la Bourgogne .

D'autre part, se distingue de cet ensemble, le reste du territoire national, dépourvu de toute métropole économique digne de ce nom, et trop éloigné de Paris pour bénéficier suffisamment de ses effets d'entraînement . Bien plus, l'aggravation du déséquilibre exerce des effets de stoppage qui compromettent l'efficacité d'une politique correctrice.

Le succès de celle-ci dépend finalement des possibilités de création de véritables métropoles économiques, dans cette deuxième zone.

A) L'aptitude à la fonction métropolitaine :

La création de telles métropoles ne saurait être ex nihilo. Non seulement il est nécessaire de tenir compte des réalités présentes, mais encore certaines conditions particulières semblent devoir être satisfaites.

Tout d'abord, bien que l'effectif de population urbaine ne soit pas déterminant, il est nécessaire que la ville candidate possède un chiffre minimum de population. L'évaluation de ce chiffre est difficile à formuler. Les appréciations portées s'accordent à reconnaître qu'il n'est pas nécessaire de créer des villes millionnaires. Avec une population nettement plus faible , certaines villes étrangères ont un niveau élevé d'équipement supérieur (Genève). Toutefois , une population trop faible pourrait être un obstacle à la diversification des activités .

En second lieu, une importante activité industrielle doit constituer le support du secteur tertiaire. Colin Clark nous présentait, dans son modèle, le développement de ce dernier comme une étape ultérieure de l'industrialisation. Cette exigence est confirmée par les exemples de métropoles régionales étrangères qui ont généralement d'importantes industries de transformation.

Enfin, la localisation géographique des centres urbains est une donnée dont il faut tenir compte. En effet, la création d'une métropole ne constitue pas une fin en elle-même; elle ne se justifie que dans la mesure où le redémarrage économique de son espace géographique environnant doit être organisé, principalement par le développement de ses activités tertiaires supérieures. De plus, ne peuvent être choisies des agglomérations trop proches de Paris en raison de l'importance des effets de stoppage qu'exerce cette trop grande proximité.

Ces trois sortes de conditions limitent déjà le nombre des agglomérations pouvant prétendre à une fonction métropolitaine. Elles ne sont pas toutefois suffisantes. Les villes qui en dépit de l'attraction parisienne ont spontanément le niveau d'équipement tertiaire le plus élevé ont révélé une aptitude relativement supérieure à celles dont cet équipement est faible. Des conditions plus favorables doivent être à l'origine de cette supériorité relative .

Diverses recherches statistiques ont eu pour objet de déterminer les centres urbains qui, à l'exclusion de Paris, en France, possèdent le niveau le plus élevé d'équipement supérieur.

Un classement a été établi par MM. HAUTREUX et ROCHEFORT, parmi les 42 villes françaises les plus importantes (à l'exclusion de Paris) (1). L'échantillon de 42 villes sur lequel a porté l'analyse comprenait les chefs-lieux de ^{régions de} programme, les villes dont l'agglomération, selon la définition de l'I.N.S.E.E.

(1) HAUTREUX (J) et ROCHEFORT (M) : " Les métropoles et la fonction régionale dans l'armature urbaine française " .
Construction - Aménagement n°17 d'Octobre 1964 p.3 et s.

comptait plus de 100.000 habitants en 1962, les villes qui sont plus importantes que le chef-lieu de leur région de programme, et les villes universitaires .

Ces villes ont été étudiées en fonction des critères suivants. Ceux-ci ont été rangés en deux catégories :

- le niveau des services et des équipements intrinsèques.
- l'influence extérieure.

L'étude du niveau des services et des équipements intrinsèques a porté successivement sur l'importance du secteur tertiaire, le nombre de grossistes, la présence de commerces rares, l'équipement bancaire, l'importance des sièges sociaux, les professions rares, les services administratifs, l'enseignement supérieur, l'équipement médical et hospitalier, l'équipement culturel, artistique et sportif.

L'influence extérieure a été étudiée à partir du nombre de salariés de l'extérieur commandés par chacune des villes considérées, ^{à partir} du caractère attractif des villes et de l'étendue de leur zone d'influence, et à partir de la population de la zone d'influence .

Pour chacun des critères cités, les villes ont été classées en quatre catégories, par ordre décroissant, et désignées par les lettres A.B.C.D. Pour chacun des critères, les villes classées dans la catégorie A ont reçu 4 points, celles classées dans la catégorie B , 3 points, celles de la catégorie C 2 points et celles de la catégorie D un point. il arrive que certaines agglomérations n'aient pas été classées pour insuffisance caractérisée.

L'importance du secteur tertiaire a été déterminée en tenant compte de l'effectif absolu de population active employée dans ce secteur et de son rapport à la population active totale.

Le nombre de grossistes concerne 8 branches de l'activité commerciale dans lesquelles un recensement a pu être effectué.

27 commerces rares ou spéciaux ont été jugés caractéristiques .

La répartition de l'équipement bancaire a d'abord été

faite par notation de villes possédant les agences-mère des 4 grandes banques nationalisées : Crédit Lyonnais, Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie, Société Générale et Comptoir National d'Escompte de Paris. Le classement a été ensuite établi en fonction de sièges sociaux de banques régionales ou d'agences-mère d'autres banques que les quatre précédentes.

L'importance des sièges sociaux localisés dans chacune de ces villes a été mesuré en rapportant le chiffre d'affaires des firmes réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 5.000.000 de francs, et ayant leur siège social dans la ville, au chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble des entreprises françaises de cette taille .

22 types de professions rares ont été retenus ..

Sur le plan administratif, ont été seulement pris en considération les organes dont le ressort d'influence dépasse le cadre départemental .

La notion d'enseignement supérieur recouvre toutes les Facultés, toutes les grandes Ecoles et tous les Instituts.

Le nombre de spécialistes et l'existence de centres hospitaliers régionaux ont caractérisé l'équipement médical et hospitalier.

Des éléments très diversifiés ont été retenus pour l'étude de l'équipement culturel, artistique et sportif.

Pour la détermination de l'influence extérieure, le pouvoir de commandement des villes a été mesuré non seulement en fonction de l'effectif de salariés extérieurs dépendant de sièges sociaux situés dans la ville, mais aussi en fonction de leur éloignement .

L'étude du caractère attractif des villes a été effectuée à partir des mouvements de personnes et des échanges d'informations (1), (trafic de voyageurs S.N.C.F., communications téléphoniques etc...). Enfin, la population des zones d'influence

(1) HAUTREUX (J) : " Les principales villes attractives et leur ressort d'influence " . Revue Urbanisme N° 78 p.57 et s.

a été calculée .

Le tableau XXX indique les résultats obtenus pour les dix villes qui arrivent en tête de ce classement. Parmi celles-ci , deux sont classées finalement dans la catégorie A : Lyon et Marseille . Ensuite, Bordeaux, Lille , Strasbourg, Toulouse, Nantes et Nancy, sont regroupées dans la catégorie B , tandis que Grenoble et Clermont-Ferrand sont les deux premières agglomérations de la catégorie C .

Il faut remarquer la situation privilégiée de Lyon qui totalise le maximum de points, ayant été classée en A pour tous les critères étudiés. Il va sans dire que cette appréciation est toute relative . Elle signifie simplement que Lyon est la ville française de province qui possède le niveau d'équipement le plus élevé en matière de tertiaire supérieur (1). Cela ne veut pas dire qu'elle soit une véritable métropole régionale .

Sur le plan purement français, l'intégration de Paris dans ce classement révélerait l'ampleur du déséquilibre que dissimule une appréciation absolue . Si on considère le critère n°5, c'est-à-dire, l'importance des sièges sociaux, la disparité atteint son paroxysme . Ont été retenues les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 5.000.000 de francs. Lyon est la première ville car les firmes de cette taille ayant leur siège social en son sein réalisent 2,93 % du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises françaises de ce groupe . Viennent ensuite Marseille (1,64 %), Saint-Etienne (1,3 %), Lille (1,21 %), Metz (1,13 %). Les pourcentages se situent ensuite entre 0,51 et 1 % pour Grenoble et Mulhouse, entre 0,25 et 0,50 % pour Nantes, Strasbourg, Nancy, Bordeaux, Toulouse, Valenciennes, Clermont-Ferrand et Reims. On obtient une idée plus juste de ce classement lorsqu'on sait que ce même pourcentage est pour Paris de 82,75 % (2).

(1) LEWIN (A) : "Caractères originaux des métropoles d'équilibre " . Urbanisme n° 89 p.26 et s.

(2) HAUTREUX (J) et ROCHEFORT (M) : " Les métropoles et la fonction régionale dans l'armature urbaine " . op. cit. p.9 et 10

TABLEAU XXX : Les 10 premières villes de province susceptibles d'appartenir au niveau supérieur .

VILLES	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Lyon	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	40	A	A	A	12	52	A
Marseille	A	A	A	A	B	A	A	B	A	B	37	B	A	B	10	47	A
Bordeaux	A	B	B	B	D	B	A	B	B	B	30	B	A	B	10	40	B
Lille (a)	A	B	B	B	B	B	B	A	B	B	32	D	B	A	8	40	B
Strasbourg	B	B	B	B	D	B	A	B	B	B	29	B	B	C	8	37	B
Toulouse	B	B	B	D	D	B	B	B	B	B	26	B	A	B	10	36	B
Nantes	B	B	B	C	D	C	B	C	B	C	24	B	A	B	10	34	B
Nancy	B	B	C	C	D	B	B	B	B	D	24	C	B	C	7	31	B
Grenoble	C	C	C	D	C	C	C	B	C	C	20	C	D	D	4	24	C
Clermont -Fd	C	D	D	D	D	C	C	B	C		15	B	C	D	6	21	C

a) Les agglomérations de Lille -Roubaix- Tourcoing ont été considérées comme formant un seul ensemble .

Intitulé des colonnes

- 1) Population tertiaire.
- 2) Grossistes.
- 3) Commerces rares.
- 4) Equipement bancaire.
- 5) Sièges sociaux.
- 6) Professions rares .
- 7) Services administratifs.
- 8) Enseignement supérieur.
- 9) Equipement médical et hospitalier .
- 10) Equipement culturel, sportif et artistique .
- 11) Synthèse des services et équipements intrinsèques
- 12) Commandement de salariés extérieurs .
- 13) Caractère attractif et étendue de la zone d'influence.
- 14) Population de la zone d'influence.
- 15) Synthèse de l'influence extérieure .
- 16) Synthèse générale.
- 17) Classement final .

Cette comparaison suffit à traduire l'ampleur du déséquilibre qui caractérise en France la répartition géographique du tertiaire supérieur .La suprématie parisienne est totale.

N'est-il pas significatif de constater que la ville de province classée dixième, en l'occurrence Clermont-Ferrand, possède un équipement culturel, sportif et artistique si faible qu'il n'a même pas été jugé digne de figurer dans la dernière catégorie, D, en raison de son insuffisance notoire ?

Prenant conscience de la nécessité de doter les économies régionales à développer de l'équipement tertiaire indispensable, les pouvoirs publics ont élaboré une politique de promotion de métropoles régionales .La finalité de leur action est ainsi présentée : " Le renforcement de ce réseau de métropoles régionales est destiné à faire équilibre le plus rapidement possible et dans la plus large mesure possible à la forte croissance de la capitale en portant l'effort principal sur les centres les plus aptes à pouvoir jouer ce rôle compensateur"(1).

Huit centres urbains ont été choisis. A vrai dire, beaucoup plus que le cadre géographique étroit des cités, ce sont des " aires à vocation métropolitaine " qui ont été déterminées. Certaines d'entre elles, s'étendent le long d'axes privilégiés, constituant des ensembles linéaires. Ce sont Marseille -Aix, Toulouse, Bordeaux, Nantes-Saint- Nazaire, Lille- Roubaix -Tourcoing , Nancy -Metz-Thionville, Strasbourg et Lyon.

Remarquons en premier lieu que les huit premières villes du classement précédent forment chacune le pivot d'une aire métropolitaine.

Géographiquement, elles se situent ,dans l'ensemble ,à la périphérie du territoire national, ainsi que le montre la carte suivante, sur laquelle leurs zones d'influence respectives ont été tracées. Celles-ci tendent, d'ailleurs à être territorialement plus grandes pour les agglomérations les plus éloignées de Paris(Bordeaux, Toulouse, Marseille). Elles sont au

(1) Commissariat Général du Plan d'Equipement et de la Productivité:
Premier rapport de la Commission Nationale de l'Aménagement
du Territoire . op.cit . p.49.

LA FONCTION REGIONALE DANS L'ARMATURE FRANÇAISE

Panorama de la situation actuelle



- MÉTROPOLES.
- CENTRES RÉGIONAUX DE PLEIN EXERCICE.
- Villes à fonction régionale incomplète.
- Zones d'influence des métropoles.
- Zones d'influence des centres régionaux de plein exercice.

JUN 1964

MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT DU PAYSAN ET DE L'INDUSTRIE
CENTRE D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

contraire très limitées pour Lille et Nancy .

Ces aires à vocation métropolitaine font l'objet d'un traitement spécifique. M.O. GUICHARD définit ainsi la teneur de cette action particulière : " Pour que naisse ce milieu nouveau, les pouvoirs publics disposent de moyens qui doivent être utilisés avec la plus grande efficacité possible. Il faut agir sur la localisation des nouvelles activités secondaires et tertiaires et concentrer certains équipements ou investissements publics : universités, recherche scientifique, organismes culturels, rénovation urbaine au centre des villes " (1).

Une politique d'investissements est nécessairement une politique de longue période. De nombreuses années seront à considérer pour en mesurer les résultats. Toutefois, on peut dès à présent se demander si, une nouvelle fois, les contraintes du développement ne vont pas s'imposer et limiter la portée des efforts réalisés au niveau de la dimension régionale.

B) Métropoles économiques et contraintes du développement :

La question se pose, en effet, de savoir, dans quelle mesure la phénomène du développement, étant donné les dimensions au niveau desquelles il connaît ses meilleures expressions, ne va pas contrarier la création de métropoles régionales .

La fonction économique qui est assignée à ces futures métropoles est d'ordre purement régional. Leur objectif sera d'entraîner sur la voie cumulative de la croissance l'activité économique de leur espace géographique environnant.

Le développement économique spontané a fait de Paris une métropole non seulement régionale mais nationale. La capitale politique est aussi devenue le centre nerveux de l'activité économique de la nation. Une telle fonction n'a pu être

(1) GUICHARD (O) : Aménager la France .
op.cit. p.73 et 74 .

assumée que par la multiplication des relations internationales requises par le développement d'un pays. Métropole nationale , Paris ne peut être pensé qu'au niveau international.

Enfin, les perspectives actuelles d'intégration européenne confèrent à cette agglomération une vocation nouvelle, à l'intérieur de l'espace ainsi déterminé.

Dès lors, on peut se demander si le processus dynamique du développement ne va pas se poursuivre, en fin de compte, dans un sens plus favorable à la confirmation des fonctions actuelles de Paris et à l'expression de sa nouvelle vocation européenne qu'à l'éclosion de métropoles régionales qui ne sont pas parvenues à se former spontanément . Les mécanismes du développement ne risquent-ils pas de contrarier la réalisation d'une politique à l'échelon régional ?

Plusieurs raisons permettent de penser qu'il peut en être ainsi .

En premier lieu, dans le cadre d'une nation, le développement s'accompagne de la naissance de régions motrices qui, par leur forte densité démographique et le degré de complexité de leur structure économique, constituent des lieux privilégiés de croissance. De tels exemples se trouvent dans tous les pays développés : l'Etat de New-York aux Etats-Unis , la zone de Tokyo-Yokohama au Japon, la région de Londres en Grande-Bretagne, la Ruhr en République Fédérale d'Allemagne en sont autant d'illustrations. De même, l'impulsion que donne la région parisienne à l'ensemble de l'activité économique française n'est pas étrangère à la vigueur du taux de croissance de celle-ci . " Car, il faut bien voir , écrit M.BLOCH-LAINE (1) , que la concentration parisienne demeure une source de productivité élevée pour de nombreuses activités ". Elle l'est d'autant plus que les activités tertiaires supérieures, dont elle détient le quasi-monopole ont une importance de plus en plus affirmée dans l'activité économique globale. Leur fonction décisive pour l'ensemble de

(1) BLOCH-LAINE (F) : " Justification des choix " .
Urbanisme n°89 Les Métropoles d'équilibre p.8.

la nation requiert l'expansion économique de la capitale .

Ensuite la France possède en son sein l'une des villes les plus aptes à revendiquer une fonction métropolitaine à l'intérieur du nouvel espace européen. Aucune autre ville de la communauté ne bénéficie d'un tel complexe d'activités hétérogènes, et d'un rayonnement international de cette ampleur .C'est un atout non négligeable pour notre pays et l'affirmation de cette vocation peut inciter les pouvoirs publics à soutenir cette croissance, tout en lui apportant les aménagements qu'impose une telle agglomération des activités et des hommes .

La suprématie parisienne prend d'ailleurs un autre aspect dès que l'on dépasse le cadre des frontières politiques. "Il ne faut pas oublier, écrit M.DRANCOURT (1) ,que rapporté aux dimensions mondiales ce n'est pas Paris qui est trop grand, mais la France qui est trop petite". Le recul des frontières est un élément de nature à donner une justification économique nouvelle à la protection de la croissance de cette région .

D'eux-mêmes, les mécanismes du développement , par l'impulsion accrue que reçoit la recherche d'économies externes, concourent au renforcement de cette situation .

Enfin, d'un point de vue strictement régional, il n'est pas sûr que l'expansion parisienne nuise toujours à la croissance des autres régions. Dans le cadre qui se prépare, de l'Europe des Six, les déséquilibres régionaux ne pourront être assimilés au déséquilibre Paris-Province. La transformation des localisations régionales doit en modifier l'expression .Si les régions situées au coeur de la communauté peuvent tirer avantage de leur nouvelle position, il risque d'en être autrement pour celles qui sont désormais excentrées, et particulièrement pour l'Ouest du territoire français. La région parisienne étant pratiquement la seule région motrice du nouvel ensemble européen avec laquelle la Bretagne entretient des relations économiques d'une certaine intensité, celle-ci ne risquerait-elle pas de subir les effets

(1) DRANCOURT (M) : " Plaidoyer pour Paris " .
Réalités n° 222 de Juillet 1964.

d'un ralentissement provoqué dans la croissance de celle-là ?
Ne risquerait-elle pas d'être encore plus excentrée ?.

En d'autres termes, le développement ,dans ses manifestations présentes, ne semble pas pouvoir être envisagé sans la poursuite de la croissance de la région parisienne. Il importe alors de savoir s'il n'y a pas antinomie entre cette exigence et la promotion de métropoles régionales, si la première ne va pas paralyser la mise en oeuvre de la seconde .

Le modèle des métropoles régionales allemandes qui forment l'exemple le plus satisfaisant parmi ceux que nous avons étudiés ne peut être transposé. Il est indéniable que Francfort, Dusseldorf, Hambourg, Munich, Stuttgart ont tiré profit de l'héritage berlinois. Une certaine centralisation avait été opérée en Allemagne par le régime national-socialiste, développant l'influence de Berlin". On y trouvait ,de même qu'à Paris, tous les ministères, mais aussi les sièges sociaux des grands organismes nationalisés, les chemins de fer, par exemple, la plus grande bourse d'Allemagne, de nombreux sièges sociaux " (1).

L'effondrement du national-socialisme a profondément bouleversé l'équilibre antérieur .Berlin, victime aussi bien de l'instabilité de sa situation politique, que de son enclavement territorial dans la République Démocratique ne peut plus prétendre exercer la fonction économique qui était auparavant la sienne .Les grandes villes de la République Fédérale ont incontestablement bénéficié du déplacement géographique des activités tertiaires supérieures, Bonn étant une capital exclusivement politique. Leur vocation métropolitaine s'est essentiellement affirmée grâce à cet apport extérieur, lui-même provoqué par un phénomène exogène .

Un apport semblable peut-il être espéré par les villes françaises qui aspirent à cette fonction ? Loin d'être appelé à disparaître ,en tant que métropole économique, Paris se doit,

(1) Connaissance de l'Economie Lyonnaise : " Lyon-Francfort"
Comité pour l'aménagement et l'expansion économique de
la région Lyonnaise N°2 du 2ème trimestre 1963 p .21

pour remplir le rôle qui est le sien, de développer les activités sur lesquelles celui-ci repose. La nécessité de ne pas dépouiller la capitale de ces dernières s'impose comme une limite importante à la création de nouvelles métropoles.

Dès lors , on peut se demander quel sera le résultat d'une politique tendant essentiellement à concentrer les investissements publics en certaines aires, de façon à améliorer leur infrastructure urbaine. Elle ne saurait suffire à freiner la croissance des activités tertiaires supérieures à Paris et à provoquer le développement de ces mêmes activités dans les villes de province choisies. Elle ne pourra contenir le processus cumulatif qui se manifeste spontanément dans le sens d'une aggravation de ces disparités . L'intensité avec laquelle risque de se poursuivre, dans les années à venir, l'agglomération à Paris des sièges sociaux des grandes entreprises est la preuve la plus apparente des limites que rencontre la mise en oeuvre d'une politique de développement économique régional.

CONCLUSION

Les conclusions qui résultent de notre analyse nous apportent des éléments de réponse à la question de savoir quelle peut être la qualité du développement provoqué par une politique correctrice dans les régions où il ne s'entretient pas spontanément .

La spécificité de la dimension régionale fait qu'à son niveau, lorsqu'il ne se réalise pas de lui-même ,et procède de l'intervention des pouvoirs publics, le développement risque d'être trop partiel pour se transformer en un processus cumulatif.

Cette spécificité de la dimension régionale s'est progressivement révélée au fur et à mesure de l'étude de son **émergence** .Elle est encore apparue plus nettement à la lumière des contraintes du développement .

Les inégalités économiques entre les diverses parties du territoire national ont été une des premières expressions de cette dimension . Elles sont la traduction de l'hétérogénéité de l'espace économique national. Les activités économiques ne se répartissent pas uniformément à l'intérieur des frontières et engendrent des inégalités entre les diverses régions.

Ces disparités ne peuvent être assimilées à celles qui sont observables entre nations. Elles ne mettent pas en cause l'état des structures mentales et sociales des régions les plus défavorisées. L'opposition entre les régions développées et celles qui le sont moins est de caractère purement économique. Elle trouve son origine dans une insuffisante diversification des activités économiques des secondes,dans une trop faible complexité de leur structure économique. La succession de secteurs dominants,entraînant le mouvement cumulatif,ne s'opère pas spontanément .Les écarts entre les taux de croissance des différentes régions s'accroissent , révélant un déséquilibre qui tend à devenir de moins en moins supportable.

L'examen de ces disparités est un élément de différenciation de l'espace économique national, de sa décomposition en espaces infra-nationaux . Mais la dimension régionale n'apparaît pas seulement dans les faits. Elle est entrée dans le mouvement des idées. Sur ce plan, son approche a connu des orientations fondamentalement différentes et très significatives.

Elle a tout d'abord été le cadre privilégié d'un courant doctrinal. Dès l'avènement de l'organisation administrative française dont l'Assemblée Constituante avait déterminé l'application territoriale et le Premier Empire avait aménagé les institutions, la région a été présentée par les tenants de l'idéologie régionaliste comme le support idéal d'une décentralisation de cette organisation. Elle était ainsi promue au rang de collectivité territoriale nouvelle .

L'effacement de ce mouvement doctrinal coïncide presque avec les premiers essais d'analyse théorique de cette dimension. L'espace régional est analysé en tant que tel ; il est individualisé ; il est distingué des autres catégories d'espaces. La perception des inégalités économiques a incontestablement favorisé cette orientation nouvelle . Certes les géographes s'étaient déjà intéressés à ce cadre d'analyse, mais la prise de conscience d'une réalité régionale invite les économistes à entreprendre des recherches parallèles. Les théoriciens de l'école spatiale allemande leur fournissent les premiers éléments de cette investigation. La naissance d'une science économique régionale va permettre peu à peu de dégager les fondements de l'analyse théorique. Les économistes américains perfectionnent les méthodes d'analyse adaptées à l'étude des problèmes économiques régionaux, tandis que les auteurs français font oeuvre de définition en élaborant des concepts fondamentaux : la région homogène, la région polarisée, la région plan . La première notion caractérise la morphologie de la région ; la deuxième se préoccupe de son ordonnancement , et la troisième lui affecte une finalité .

Les enseignements de cette recherche conceptuelle permettent de mieux situer la portée de l'effort actuel de régionalisa-

tion. La mesure des inégalités régionales, l'étude de l'espace régional trouvent leur prolongement logique dans l'action, c'est à-dire dans la mise en oeuvre d'une politique économique régionale .

Les pouvoirs publics entreprennent de corriger les déséquilibres régionaux engendrés par le développement spontané. Progressivement ,une évolution se dessine de la résorption de " pôches de chômage" localisées, à la mise en oeuvre d'une politique affectant toutes les parties de la nation. Dans l'espace, le phénomène se généralise. Il n'est pas le seul fait des pays capitalistes développés, car pays collectivistes et pays sous-développés se préoccupent également de l'aménagement spatial de leurs activités économiques .

L'exemple français, qui est un des efforts les plus représentatifs de ce mouvement de régionalisation, nous a montré comment avait été envisagée la création du cadre territorial et institutionnel de cette politique. Les régions de programme ont une vocation strictement économique. Elles constituent le support de l'élaboration et de l'application de cette politique économique.

Toutefois, cette émergence institutionnelle ne constitue pas une fin en elle-même. La région de programme n'est que le cadre de mise en oeuvre de la politique économique de développement, entreprise à ce niveau . Il apparaît ,dès lors, nécessaire de tenir compte de la nature intrinsèque de ce processus .

Le développement est un phénomène dynamique. Il s'accompagne de mutations structurelles qui exigent la prise en considération du temps. Tout le problème est de savoir dans quelle mesure, étant donné ses caractéristiques présentes, il peut être provoqué au niveau d'espaces infra-nationaux lorsqu'il ne se manifeste pas spontanément . La question est essentielle, car il n'est pas sûr que la réponse soit affirmative. Le développement nous paraît en effet, dans ses expressions actuelles, devoir s'affirmer au niveau d'espaces qui présentent tous le dénominateur commun d'être supra-régionaux.

D'une part, il est et reste encore, avant tout, le fait

de nations. C'est dans ce cadre qu'il a pris une consistance réelle. Tout d'abord protégé de la concurrence extérieure par les barrières douanières, il est devenu peu à peu l'objet de l'intervention de l'Etat. Il s'est organisé dans des procédures de planification. Sa finalité est délibérément orientée vers la maximisation de l'intérêt national. La politique de résorption de déséquilibres régionaux ne saurait être conçue que dans cette perspective. Elle ne saurait être entendue comme la recherche systématique de l'intérêt propre de chaque région. La planification garantit le respect de cette subordination.

D'autre part, bien que demeurant encore le fait de nations, il tend à trouver une plus complète expression dans un dépassement des frontières politiques lorsque celles-ci délimitent des nations de trop faible taille. La réalisation de l'intégration économique européenne dévoile sur ce point des perspectives nouvelles qui ne peuvent pas ne pas affecter son évolution, tant sur le plan global, que sur celui de chaque région.

Globalement, la suppression des obstacles à la libre circulation des facteurs de production au sein du nouvel espace européen cumule ses effets avec l'effacement des contraintes techniques de localisation pour donner une impulsion accrue à la recherche d'économies externes et accentuer l'agglomération géographique des activités industrielles autour de centres privilégiés. Simultanément, l'élargissement des marchés crée des conditions favorables pour les entreprises à l'accroissement de leur taille afin de bénéficier des économies d'échelle internes.

Vis à vis des régions, les conséquences de cette évolution sont de deux sortes. Les forces de localisation s'exercent désormais avec une intensité accrue au profit des régions les plus génératrices d'économies externes, c'est-à-dire des plus développées, aggravant d'autant plus la situation relative des plus défavorisées que ces dernières se trouvent généralement à la périphérie du nouvel espace européen. La multiplication de firmes interrégionales augmente le nombre d'entreprises capables de créer des unités d'une certaine taille et susceptibles

d'exercer des effets moteurs sur l'environnement , mais ces firmes acquièrent simultanément une plus grande autonomie, à l'égard de la région .

En d'autres termes, l'évolution qui se dessine n'apparaît guère favorable à la recherche d'un développement satisfaisant au niveau des régions en difficulté. Dans sa finalité, comme dans ses mécanismes, celui-ci semble exiger un dépassement de cette dimension . La prise de conscience de ces exigences est indispensable à la détermination des limites d'une politique de développement économique régional. Les faits infirment la loi de Lucien BROCARD, d'après laquelle le développement engendrerait une structure économique complexe dans le cadre de chaque région . L'infirmité de cette interprétation est encore plus apparente à la lumière des premiers résultats de la politique entreprise par les pouvoirs publics .

L'industrialisation induite qui est un des éléments essentiels de cette politique s'avère, à elle seule, incapable de créer les conditions nécessaires au déclenchement d'un véritable processus cumulatif. Ses insuffisances sont perceptibles à trois niveaux .

D'un point de vue strictement quantitatif, le volume d'emploi créé dans les régions à industrialiser est sans commune mesure avec la croissance industrielle de la région parisienne, ou les besoins des régions bénéficiaires.

Sur le plan géographique, l'analyse montre que cette politique a provoqué plus un desserrement de l'espace industriel parisien qu'une véritable industrialisation des régions en difficulté.

Enfin, et surtout, sur le plan qualitatif, un processus de différenciation s'accroît en ce qui concerne la nature des activités économiques implantées. Les régions bénéficiaires ne reçoivent que des activités d'exécution alors que les services de direction et de décision des entreprises continuent de s'agglomérer à Paris. La structure économique induite dans les régions à développer risque d'être trop déséquilibrée, et le

développement trop partiel pour devenir cumulatif . La rareté des centres de décision économique en province, et leur agglomération dans Paris fait que toutes les régions n'offrent pas les mêmes possibilités d'économies externes.

Cette différenciation est décisive, ^{car} par l'attraction qu'elles exercent, les économies externes favorisent la diversification des activités économiques des régions qui les secrètent. D'autres régions ont, au contraire, une structure déséquilibrée parce qu'elles sont faiblement génératrices de ce type d'économies.

Mais le cercle devient vicieux .Les premières, grâce à la diversification croissante de leur structure, secrètent de plus en plus d'économies externes alors que les secondes ne parviennent pas à accroître leur pouvoir d'attraction, à cause même de leur déséquilibre structurel.

Telle est la véritable origine du processus cumulatif d'aggravation des inégalités régionales de développement .

Ce schéma d'analyse nous apporte l'explication de la faiblesse majeure de la politique de développement induit par l'industrialisation. Cette politique repose sur l'implantation d'industries motrices. Ces industries motrices doivent constituer des pôles de croissance capables d'entraîner l'activité économique environnante .Des exemples concrets ont permis de mettre en évidence les effets de polarisation recherchés .

Mais les effets ainsi exercés sont-ils en mesure d'entraîner l'économie polarisée sur la voie cumulative du développement ? Une insuffisante diversification de la structure économique des régions d'accueil procède de la seule implantation d'activités d'exécution .Le développement ainsi provoqué repose sur des bases trop étroites pour s'auto-entretenir.

La perception de ces limites nous invite à une conception moins partielle du pôle de développement, englobant toutes les activités véritablement motrices .

L'aptitude des activités à provoquer et entretenir une diversification suffisante de la structure économique d'un espa-

ce quelconque, se mesure en fin de compte, à leurs possibilités de sécrétion des économies externes .

Sous cet angle, l'existence de certaines activités tertiaires apparaît essentielle. Le contenu de celles-ci ne recouvre pas l'ensemble du troisième secteur défini sous le même épithète par Colin CLARK. Le regroupement dans ce troisième secteur de toutes les activités ne pouvant être classées dans les deux premiers implique des discernements .

La distinction doit être faite entre le tertiaire banal, facilement induit, très dispersé géographiquement , orienté vers la satisfaction des besoins de la population locale et un tertiaire plus élaboré, dit tertiaire supérieur, non nécessairement induit, très concentré géographiquement, mais surtout fortement inducteur .Le pouvoir d'induction de ce type d'activités trouve ses fondements dans la formation d'importantes économies externes qui attirent les activités les plus variées et les plus complexes. Le tertiaire supérieur est un puissant fixateur d'activités. Il exerce d'incontestables effets d'agglomération.

Or, les régions à faible niveau de développement en sont grandement dépourvues. A vrai dire, il s'agit là du fond du problème. Les activités tertiaires supérieures présentent , en dépit du caractère immatériel des services qu'elles rendent, le défaut de ne pas être douées d'ubiquité . En France, elles sont même le quasi-monopole de Paris. Leur implantation dans des villes de province à vocation métropolitaine ne saurait se concevoir sans un certain ralentissement de la croissance parisienne .

La difficulté réside principalement dans le fait que les mécanismes du développement ne permettent guère d'envisager un ralentissement de cet aspect de la croissance parisienne. Ils ont favorisé la croissance globale de la capitale en raison de son rayonnement international. La réalisation de l'intégration économique européenne confère à la capitale française un rôle privilégié au sein du nouvel espace européen. Enfin, les régions de l'Ouest français seraient elles-mêmes affectées par le ralentissement de la croissance de Paris, car c'est le pôle de dévelop-

pement qui permet de les maintenir en contact avec les régions les plus développées de l'Europe des Six .

Loin de le freiner, l'accentuation de la vocation internationale de Paris risque d'intensifier le développement de l'économie de cette partie du territoire ,et par contre-coup de paralyser la formation de métropoles nouvelles capables de faire contre-poids.En dépit d'une politique de développement régional, les sièges sociaux des grandes entreprises industrielles ne vont cesser de s'agglomérer dans la capitale .Le processus d'aggravation des inégalités entre régions n'est pas enrayé.Les conditions d'un processus cumulatif de développement ne sont pas réunies dans celles qui sont en difficulté .

La prise de conscience de ces contraintes doit permettre de mieux apprécier les possibilités d'une politique de développement régional.

En premier lieu,elle doit permettre de déterminer les exigences véritables d'une réelle politique de développement régional.

Elle doit permettre,aussi et surtout, de détruire certaines illusions encore entretenues dans de nombreux esprits par un régionalisme plus ou moins conscient . Paradoxalement,chaque région, considérée en elle-même, a beaucoup moins à attendre d'une politique de développement régional que la nation qui la contient, ou que la communauté européenne en construction .

BIBLIOGRAPHIE

I- OUVRAGES :

- ABRAHAM-FROIS (G) : Essai sur les problèmes d'investissement en pays-sous-développés . SEDES Paris 1962.
- AKAR(B) : Contribution à l'étude des problèmes sur l'équilibre Paris-Province . Conseil National des Economies Régionales Paris 1962.
- ALEXANDERSSON (G) : The Industrial Structure of American Cities. A geographic study of urban economy in the United States. Stockholm 1956.
- ANDRIOT (J) et GAUSSENS(J) : Economie et perspectives de l'énergie atomique . Dunod 1964.
- ARMAND (L) et DRANCOURT (M) : Plaidoyer pour l'avenir . Calmann-Lévy 1963.
- AUBERT-KRIER (J) : Gestion de l'entreprise. P.U.F. Thémis 1962.
- AUSTRUY (J) : Le scandale du développement . Bilans de la connaissance économique. Ed.M.Rivière .Paris 1965.
- BALASSA (B) : Theory of Economic Integration . R. Irwin Illinois 1961.
- BANDT (J.de) : Dimension du marché et optimum de production. Collection " Recherches pour un Marché Commun" . Ed.Nauwelaerts Louvain 1962.
- BARRE (R) : Economie Politique. P.U.F. Thémis.Tomes I et II.
- BARRERE (P), HEISCH(R) et LERAT (S) : La région du Sud-Ouest . La France de Demain . P.U.F. 1960.
- BAUCHET (P) : Les tableaux économiques .Analyse de la région Lorraine. Genin 1955.
- BAUCHET (P) : La planification française. Quinze ans d'expérience. Ed.du Seuil. Paris 1962.
- BAUCHET (P) : Propriété publique et planification . Cujas 1962.

- BEAUJEU-GARNIER (J) et CHABOT (G) : Traité de géographie urbaine. A. Colin Paris 1963.
- BERTIN (G.Y.) : L'investissement des firmes étrangères en France. Etudes Economiques Internationales. P.U.F. Paris 1963
- BESSON (J.F.) : Les groupes industriels et l'Europe . Etudes Economiques Internationales. P.U.F. Paris. 1962.
- BEVERIDGE (Sir W.) : Du travail pour tous dans une société libre. Domat-Monchrestien . Paris . 1943.
- BLANC (A), JUILLARD (E), RAY (J) et ROCHEFORT (M) : Les régions de l'Est. La France de Demain. P.U.F. 1960.
- BLOCH-LAINE (F) : A la recherche d'une " économie concertée ". Ed. de l'Epargne. Paris 1961.
- BOUDEVILLE (J.R.) : Les Espaces Economiques. P.U.F. 1961.
- BOUDEVILLE (J.R.) : Les programmes économiques. P.U.F. 1963.
- BOURGUINAT (H) : Espace économique et intégration européenne. SEDES Paris 1961.
- BROCARD (L) : Principes d'Economie nationale et internationale. Paris 1929. 3 tomes.
- BRUN (C) : Le régionalisme. Bibliothèque régionaliste. Paris 1911.
- BRUN (M) : Départements et régions. Thèse droit Paris 1938.
- BRUNHES (J) : Géographie humaine de la France. Volume premier de l'Histoire de la Nation Française de G. Hanotaux. Paris 1923.
- BUFFET (J) : Du régionalisme au nationalisme financier 1919.
- BUQUET (L) : L'optimum de la population . P.U.F. Paris 1956.
- CAPRONIER- SPIELHAGEN (J) : Comptes nationaux et régionaux de l'énergie . A .Colin Paris 1962.
- CARRERE (P) et DUGRAND (R) : La région méditerranéenne La France de Demain. P.U.F. Paris 1960.
- CHAMBRE (H) : L'aménagement du territoire en U.R.S.S. Paris 1959.
- CHARDONNET (J) : L'Economie Industrielle Française. Université de Paris. Institut d'Etudes Politiques. 1956- 1957.

- CHAZEL (A) et POYET (H) : L'Economie mixte . P.U.F. Paris 1963.
- CHENERY (H.B) , CLARK (P.G.) , et CAO-PINNA (V) : The Structure and Growth of the Italian Economy. Rome 1953.
- CHENERY (H.B) and CLARK (P.G.) : Interindustry economics. John Wiley and Sons. New-York. 1959.
- CLARK (Colin) : Les conditions du progrès économique. P.U.F. Paris. 1960.
- CLOSON (F) : La région, cadre d'un gouvernement moderne. Berger-Levrault. Paris. 1946.
- COURTIN (R) et MAILLET (P) : Economie géographique. Dalloz. Paris 1962.
- CORONT-DUCLUZEAU (F) : La Formation de l'espace économique national. A.Colin. Paris . 1964.
- DAVIN (L.E.) : Economie régionale et croissance . Ed. Genin Paris . 1964.
- DAVIN (L.E.) , DEGEER (L) et PAELINCK (J) : Dynamique économique de la région liégeoise. Problèmes de croissance. P.U.F. Paris . 1959.
- DEAN (W.H.) : The Theory of the geographic location of economic activities. Cambridge (Mass.). Harvard University Press. 1938.
- DECHESNE (L) : La localisation des diverses productions. Les éditions comptables, commerciales et financières. Bruxelles. 1945.
- DEGAND (J) : Le financement de la décentralisation industrielle. Les éditions d'organisation . Paris 1961.
- DELEFORTRIE (N) et MORICE (J) : Les revenus départementaux en 1864. et en 1954 . Collection " Recherches sur l'économie française ". A.Colin . Paris . 1959.
- DELEFORTRIE -SOUBEYROUX (N) : Les dirigeants de l'industrie française. Collection " Recherches sur l'économie française ". A. Colin Paris 1961.
- DELMAS (C) : L'aménagement du territoire . P.U.F. Paris 1962.
- DENNISON (S.R.) : The location in industry and the depressed areas. Oxford University .Press. 1939.
- DERYCKE (P.H.) : Elasticité et analyse économique. Connaissances Economiques. Cujas . Paris . 1964.

DESCHANEL (P) : La décentralisation . Paris . 1895 .

DESSUS (G) ,GEORGE (P) et WEULERSSE (J) : Matériaux pour une géographie volontaire de l'industrie française . A.Colin. Paris. 1949.

DETTON (H) :L'administration régionale et locale de la France.
P.U.F. Paris 1960.

DICKINSON (R.E.) : City, Region and Regionalism. Londres. 1952.

DRANCOURT (M) : Les clés du pouvoir . Fayard . Paris . 1964.

DUMOULIN (R) : L'économie des Bouches du Rhône. Préfecture des Bouches du Rhône. 1964.

ERBES (R) : Essai sur l'intégration économique internationale.
De la théorie des espaces économiques à la théorie de l'intégration. Thèse . Paris . 1964.

ESTIENNE (P) et JOLY(R) : La région du Centre. La France de demain . P.U.F. Paris . 1961.

FAUCHEUX(J): La décentralisation industrielle. Berger-Levrault. Paris 1959.

FEL (A) : Les Hautes Terres du Massif Central . Clermont- Ferrand 1962.

FLATRES (P) : La région de l'Ouest . La France de demain .
P.U.F. Paris . 1964.

FLORENCE (S) : Investment ,location and size of plants. Routledge and Kegan Paul. Londres 1948.

FOCH (R) : La Haute Autorité de la Vallée du Tennessee. P.U.F. Paris . 1952.

FOURASTIÉ (J) : Le grand espoir du XXème Siècle. P.U.F. Paris 1949.

FOURASTIE (J) : Pourquoi nous travaillons. P.U.F. Paris 1964.

FRUIT (R) : La croissance économique du pays de Saint-Amand.
A.Colin. Paris 1963.

FUCHS (V) : Changes in the Location of Manufacturing in the United States Since 1929. New Haven and London.
Yale University Press. 1963.

GEORGE (P) et RANDET (P) :La région parisienne. La France de demain. P.U.F. Paris . 1959.

- GENDARME (R) : La région du Nord. Essai d'analyse économique.
A. Colin Paris . 1954.
- GENDARME (R) : La Pauvreté des Nations. Cujas . Paris. 1963.
- GERVAIS (J) : La France face aux investissements étrangers. Analyse par secteurs. Editions de l'Entreprise moderne.
Paris. 1963.
- GLIKSON (A) : Regional Planning and Development. Sythoff-Leyde
1955.
- GODCHOT (J.F.) : Les sociétés d'économie mixte et l'aménagement du territoire. Berger-Levrault . Paris . 1958.
- GOTTMANN (J) : La politique des Etats et leur géographie.
Cahier de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
Colin . Paris 1952.
- GORNY (L) : Nos nouvelles Frontières. S.D.M.S. Paris. 1964.
- GRANICK (D) : Les entreprises européennes . Par qui et comment sont-elles dirigées ? Les éditions d'organisation .
Paris. 1962.
- GRAVIER (J.F.) : Paris et le désert français. Flammarion .
Paris . 1947.
- GRAVIER (J.F.) : L'aménagement du territoire et l'avenir des régions françaises . Flammarion . Paris. 1964.
- GROSS (H) : Petite entreprise et grand marché . Les éditions d'organisation. Paris. 1960 .
- GUICHARD (O) : Aménager la France. Laffont- Gonthier. Paris
1965.
- HARRIS (S.E.) : International and Interregional Economics.
London 1957.
- HARROD (R.F.) : Towards a dynamic economics . London Macmillan
1963.
- HAUSER : Le problème du régionalisme. P.U.F. Paris. 1924.
- HIRSCHMAN (A.O.) : Stratégie du développement économique. Economie et Humanisme. Les éditions ouvrières. Paris. 1964.
- HOOVER (E.M.) : La localisation des activités économiques.
traduction partielle de J. ALAURENT . Economie et Humanisme . Les éditions ouvrières. Paris. 1955.
- HOUSSIAUX (J) : Le pouvoir de monopole. Sirey. Paris . 1958.

- HOUSSIAUX (J) : Concurrence et Marché Commun. Genin Paris. 1960.
- ISARD (W) : Location and Space Economy. Cambridge. Massachusetts. 1956.
- ISARD (W) : Methods of Regional Analysis . Cambridge . Massachusetts. 1963.
- ISARD (W) , SCHOOLER (E.W.) and VIETORISZ (I) : Industrial Complex Analysis and Regional Development. John Wiley and Sons. New-York 1959.
- JEANNENEY (J.M.) : Les économies régionales et l'aménagement du territoire. Les Cours de Droit. 1955-1956 . Paris.
- JEVONS (S) : The coal question . 1866.
- JOBARD (J.P.) : Retard de croissance et disparités régionales. L'exemple du Centre-Est de la France. Cahier de l'Institut d'économie régionale Bourgogne-Franche-Comté. Nouvelle Série n° 1 . 1962.
- JOUANDET-BERNADAT (R) : Les comptes du département de la Gironde. Collection de l'Institut d'économie régionale du Sud-Ouest. Ed. Bière. Bordeaux 1963.
- JOUANDET- BERNADAT (R) : Comptabilité économique et espaces régionaux. Collection Techniques économiques modernes. Gauthier-Villars . Paris. 1964.
- LABASSE (J) : Les capitaux et la région . Cahier de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. A.Colin .Paris. 1955.
- LABASSE (J) : La planification régionale et l'organisation de l'espace. Les Cours de Droit . Paris. 1960.
- LABASSE (J) et LAFERRERE (M) : La région lyonnaise. La France de demain. P.U.F. 1960.
- LAGACHE (M) : Les investissements privés et le concours financier de l'Etat. Berger-Levrault. Paris. 1959.
- LAGUICHE (R.de) : Décentralisation et aménagement régional. Thèse Droit . Paris. 1961.
- LAJUGIE (J) : Proudhon . textes choisis, présentés et commentés Dalloz. 1963.
- LAMOUR (P) : L'aménagement du territoire. Editions de l'Epargne. Paris 1963.
- LANVERSIN (J.de) : L'aménagement du territoire. Librairies techniques. Paris. 1965.

- LAUBADERE (A.de) : Traité élémentaire de droit administratif .
L.G.D.J. Paris. 1957.
- LEDUC (G) : Economie du développement. Les Cours de Droit .
Paris. 1961- 1962.
- LEFEBVRE (J) : L'évolution des localisations industrielles. L'exem-
ple des Alpes Françaises. Dalloz . Paris. 1960.
- LEONTIEF (W) : La structure de l'économie américaine . 1919-1939
Genin . Paris. 1956 .
- LESOURNE (J) : Le calcul économique. Collection Sigma. Dunod
Paris. 1964.
- LEURQUIN (P) : Marché Commun et localisations . Editions Nauwe-
laerts. Louvain . 1962.
- LEWIS (W.A.) : La théorie de la croissance économique. Payot.
Paris. 1963.
- L'HUILLIER (D) : Le coût de transport . Connaissances Economi-
ques. Cujas. 1965.
- LÖSCH (A) : The Economics of Location. New-Haven. 1953.
- MADINIER (P) : Les disparités géographiques de salaires en
France. A.Colin. Paris. 1959.
- MAILLET (P) : La structure économique de la France. P.U.F. Paris.
1958.
- MAJORELLE (J) et GOUNI(L) : L'Economie de l'énergie . Univer-
sité de Paris. Institut d'Etudes Politiques. 1960- 1961.
- MARCHAL (A) : " L'Europe Solidaire". Cujas. 1964.
- MARCHAL (A) : L'intégration territoriale. P.U.F. Paris. 1965.
- MARCHAL (J) : Le mécanisme des prix. Médicis .Paris. 1951.
- MARCY (G) : Economie Internationale. Thémis . P.U.F. Paris.
1964.
- MARSHALL (A) : Principles of Economics. London Macmillan. 1961.
- MASSE (P) : Le plan ou l'anti-hasard. Gallimard .Paris . 1965.
- MAURRAS (C) : L'idée de décentralisation. Larousse . Paris. 1898.
- MAURRAS (C) : Enquête sur la monarchie. Nouvelle librairie na-
tionale. Paris. 1924.

- MEADE (J.E.): The Theory of Customs Unions Amsterdam. 1955.
- MERIGOT (J) ,FROMENT (R) : Notions essentielles de géographie économique. Tome I . Sirey . Paris. 1963.
- MORAN (P): L'analyse spatiale en science économique. Thèse . Paris. 1964.
- MORET (M) : L'Echange international. Bilans de la connaissance économique. Editions M.Rivière. Paris. 1957.
- MOUCHEZ (P): Démographie . Thémis. P.U.F. 1964.
- MUMFORD (L)) Technique et civilisation. Ed.du Seuil. Paris 1950.
- MYRDAL (G) : Une Economie internationale. P.U.F. Paris. 1957.
- MYRDAL (G) : Théorie économique et pays sous-développés. Présence africaine. Paris. 1959.
- NISTRI (B) et PRECHEUR (C) : La région Nord-Nord-Est . La France de demain. P.U.F. Paris. 1959.
- NURKSE (R) : Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries. Oxford. 1953.
- O.E.C.E. : Planification économique régionale. Techniques d'analyse applicables aux régions sous-développées. Paris 1961.
- OLHIN (B) : Interregional and international trade. Cambridge. Harvard University Press. 1952.
- OUSSET (J) : Les comptabilités économiques. Application au département de l'Hérault. Thèse de doctorat. Montpellier. 1961.
- PENROSE (E.T.) : Facteurs, conditions et mécanismes de la croissance de l'entreprise. traduction française. Librairie Hommes et Techniques. Paris. 1963.
- PERLOFF (H.S.) ,DUNN (E.S.jr),LAMPARD (E.E.), MUTH(R.F) : Regions, Ressources, and Economic Growth. John Hopkins Press . Baltimore . 1961.
- PERROUX (F): L'Europe sans rivages. P.U.F. Paris. 1964 .
- PERROUX (F): La coexistence pacifique. trois volumes . P.U.F. Paris. 1958.
- PERROUX (F) : L'économie des jeunes nations. P.U.F. Paris 1962.
- PERROUX (F) : L'économie du XXème Siècle . 2ème édition P.U.F. Paris. 1964.

- POLITICAL AND ECONOMIC PLANNING : Regional Development in the European Economic Community . G. Allen and Unwin. 1962.
- PONSARD (C) : Economie et Espace . SEDES Paris. 1955.
- PONSARD (C) : Histoire des théories économiques spatiales. A. Colin . 1958.
- POTTIER (P.H.) : Aspects théoriques et pratiques des politiques modernes de mise en valeur . Le développement harmonisé des économies complexes régionales. Thèse Droit .Montpellier 1956.
- POURCHER (G) : Le peuplement de Paris. Origine régionale. Composition sociale. Attitudes et motivations. I.N.E.D. Cahier n° 43. 1964.
- PREVERT (F) : Le régionalisme économique. Conception, réalisations. Thèse Droit Paris 1929.
- Problèmes de développement régional . Congrès des Economistes de langue française. Cujas . 1959.
- PROUDHON (P.J.) : Du principe fédératif . Ed. Bossard. Paris 1921.
- RENAUD (G) : Main d'oeuvre et décentralisation industrielle. Thèse Droit Paris. 1953.
- RIPPART (F) : L'aménagement du territoire . Le point de vue des industriels et des collectivités locales . Thèse Droit Paris 1955.
- ROMUS (P) : Expansion économique et communauté européenne. Aspects européens. Sythoff- Leyde . 1958.
- RONDEPIERRE (J) : Expansion régionale, collectivités locales et sociétés d'économie mixte. Imprimerie administrative centrale . Paris.1960.
- ROSTOW (W.W.) : Les étapes de la croissance économique. Editions du Seuil . Paris. 1960.
- SALLEZ(A) et SCHLEGEL (J) : La sous-traitance dans l'industrie. Dunod Paris. 1963 .
- SAUVY (A) : Théorie générale de la population . P.U.F. Paris 1952- 1954 .
- SAUVY (A) : La montée des jeunes . Calmann- Lévy . 1959.
- SAUVY (A) : Malthus et les deux Marx. Denoël . Paris. 1963.
- SAY (J.B.) : Traité d'économie politique . Guillaumin .Paris. 1841.

SCHUMPETER (J.A.) : Capitalisme, Socialisme et démocratie.
Payot . Paris . 1961 .

SCITOVSKY(T) : Economic Theory and Western European Integration. G. Allen and Unwin. London . 1962.

SELLIER (F) et TIANO (A) : Economie du travail . Thémis .P.U.F
1962 .

SEMPE (H) : Expansion démographique et investissement. Connaissances Economiques. Cujas . 1964.

SIEGFRIED (A) : La crise britannique au XXème siècle. A.Colin
1951.

STIGLER (C.J.) : Trends in Employment in the service industries.
N.B.E.R. 1956 .

TEILHAC (E) : L'économie politique perdue et retrouvée. L.G.D.J.
1963.

THIELLAND (J) : Essai sur les données pratiques d'une politique d'industrialisation décentralisée. Thèse Droit Paris, 1956

TINBERGEN (J) : International Economic Integration . Amsterdam.
1954.

TOCQUEVILLE (A.de) : La démocratie en Amérique . Gallimard
1961 . 2 Tomes.

VASSEUR (M) : Le droit de la réforme des structures industrielles et des économies régionales. Les entreprises et les régions françaises devant le Marché Commun. L.G.D.J.
Paris . 1959.

VIAU (P) : Démocratie, planification et aménagement . Economie et Humanisme. Les éditions ouvrières. Paris. 1964.

VILLEY (D) : Leçons de démographie. Montchrestien .Paris. 1957.

VIMONT (C) : La population active . P.U.F. Paris . 1960 .

VITO(F) et autres : Lo sviluppo economico regionale . Milano
1961.

VON THÜNEN : Recherches sur l'influence que le prix des grains, la richesse du sol, et les impôts exercent sur les systèmes de culture. traduction française. Guillaumin . Paris.
1851.

WALRAS (L) : Eléments d'économie politique pure . 1877.

WEBER (A) : Theory of the Location of Industries. Chicago.1929.

WOOT (P.de) : La fonction d'entreprise. Editions Nauwelaerts.
Louvain . 1962.

II- ARTICLES :

ALAURENT (J) : Le " multiplicateur économique " dans l'aménagement régional. Etudes et informations N° 1 de Janvier 1955.

ALBERTINI (J.M.) : Options pour une méthode d'aménagement . Les pôles de développement . Aménagement régional et démocratie économique. Economie et humanisme. 1960.

ANTOINE (J) : Développement et fonctions économiques des villes. Revue de l'action populaire. N° 165 de Février 1963.

ARMAND (L) : La Dimension . L'Encyclopédie Française. Tome IX . L'Univers Economique et Social.

ARMAND (L) : L'industrie des transports . L'encyclopédie Française . Tome IX . L'Univers Economique et Social .

ATHANASSOPOULOS (D) : Développement régional et aménagement du territoire en Grèce. Revue d'Economie Politique. N° 1 de janvier- février 1964.

AUJAC (H) : La hiérarchie des industries dans un tableau des échanges interindustriels et ses conséquences sur la mise en oeuvre d'un plan national décentralisé . Revue Economique n° 2 de 1960.

AUSTRUY (J) : Du rôle de l'oligopole dans les capitalismes évolués. Les formes modernes de la concurrence . Gauthier-Villars. Paris. 1964.

AYDALOT (P) : Etude sur le processus de polarisation et sur les réactions des industries anciennes à la lumière de l'expérience de Lacq. Cahier de l'I.S.E.A. série L, 15 n° 159, de mars 1965 . Croissance régionale et sous-développement.

AYDALOT (P) : Note sur les économies externes et quelques notions connexes. Revue Economique N°6 de novembre 1965.

BABEAU (A) : Des diverses orientations en matière d'étude des structures économiques régionales. Cahier de l'ISEA , série L n° 11. Suppl. N° 130 . Octobre 1962.

BADOUIN (R) : L'aspect institutionnel des problèmes économiques et l'élaboration des programmes régionaux de développement . Revue de l'économie méridionale N° 15 de juillet-septembre 1956.

- BADOUIN (R) : La stratégie du développement régional. Revue de l'économie méridionale N° 47 de juillet -septembre 1964 .
- BADOUIN (R) : Planification régionale et croissance économique. Revue de l'économie méridionale. N° 50 d'avril -juin 1965.
- BAECQUE (F.de) : La nouvelle organisation des services de l'Etat dans la département et la région . Revue politique et parlementaire de juin 1964 et de juillet-août 1964.
- BARRE (R) : Le développement économique : analyse et politique. Cahier de l'I.S.E.A. série F n°11 .Avril 1958 .
- BAUCHET (P) : Sous-développement ,notion équivoque . Revue de l'action populaire N° de janvier 1958.
- BAUCHET (p) : La comptabilité économique régionale et son usage. Economie appliquée n° 1 de 1961.
- BEAUCOURT (C) : Les transports ,facteur de régionalisation économique. Cahier de l'ISEA N°150 . Supplt. série G,20 de juin 1964. Planification et analyse économiques.
- BELLON (F) : Les exigences des chefs d'entreprise en matière de décentralisation . La Région. Fondation Nationale des : Sciences Politiques et Université de Lyon. avril 1962.
- BERNARD(P.J.O). :Intégration des plans régionaux et nationaux Cahier de l'ISEA N° 112 série L,8 d'avril 1961.
- BERNARD (P.J.) : Un modèle de croissance régionale. Cahier de l'I.S.E.A. N° 142 ,sérieL,13 d'octobre 1963.
- BLOCH-LAINE (F) : Les moyens d'une politique de développement régional. Revue Economique de 1956 .
- BLOCH-LAINE (F) : Justification des choix. Les métropoles d'équilibre . Urbanisme. n°88.
- BOUDEVILLE (J.R) : Contribution à l'étude des pôles de croissance brésiliens . Cahier de l'ISEA série F n°10 1957
- BOUDEVILLE (J.R.) : L'économie régionale espace opérationnel. Cahier de l'ISEA ,Série L, 3, N°69 de juillet 1958 .
- BOUDEVILLE (J.R.) : L'espace opérationnel macroéconomique . La région plan. Cahier de l'ISEA,série L, 6 N° 97 de Janvier 1960.
- BOUDEVILLE (J.R.) : Les espaces économiques. L'Encyclopédie Française. Tome IX . L'Univers économique et social.
- BOUDEVILLE (J.R.) : Un modèle des mouvements commerciaux interrégionaux en France. Cahier de l'ISEA . Supplt. N°118 série L ,9 d'octobre 1961.

- BOUDEVILLE (J.R.) : Frontières et interdépendances des programmes régionaux. Cahier de l'ISEA . Suppl. N° 130, Série L, 11 d'Octobre 1962.
- BOUDEVILLE (J.R.) : Hiérarchie urbaine et aménagement des villes. Revue d'Economie politique N° 1 de janvier - février 1964.
- BOUDEVILLE (J.R.) : Note sur l'intégration des espaces économiques. Cahier de l'ISEA N° 153 série L, 14 de septembre 1964. L'intégration régionale.
- BOUDEVILLE (J.R.) : Les instruments de la région de programme. Cahier de l'ISEA N° 153 série L, 14 de septembre 1964. L'intégration régionale .
- BOUILLOT (A) : Lacq, fait économique et choc psychologique . Le développement économique du Sud-Ouest . Cahier du Centre économique et social de perfectionnement des cadres de la Fédération Nationale des Syndicats d'ingénieurs et de cadres supérieurs C.G.C.
- BOURGUINAT (H) : Economies et déséconomies externes . Revue économique N° 4 de juillet 1964.
- BOURGUINAT (H) : La régionalisation des pays sous-développés. Une rationalité de substitution. Cahier de l'ISEA N° 159 série L, 15 de mars 1965. Croissance régionale et sous - développement .
- BRENIKOV (P) : La planification régionale en Grande-Bretagne. Economie Appliquée. 1960.
- BRIGNOLE (A) et TEISSEDRE (J) : Perspectives et conditions de la décentralisation industrielle. Notes et études documentaires N° 1617 du 28 mai 1952.
- BUQUET (L) : Le développement démographique régional : la répartition de la population dans l'espace sous l'angle du développement économique. Cahier de l'ISEA N° 112 d'Avril 1961, série L , 8.
- BYE (M) : Unions douanières et données nationales. Economie appliquée N° 1 de janvier - mars 1950.
- BYE (M) : Les moyens d'une politique des économies régionales. journal officiel . Avis et rapports du Conseil Economique N° 12 du 16 mai 1957.
- BYE (M) : L'autofinancement de la grande unité interterritoriale et les dimensions temporelles de son plan. Travaux du Congrès des économistes de langue française. 1957. Montchrestien.

- BYE (M) : Localisation de l'investissement et Communauté Economique Européenne. Revue Economique N° 2 de 1958.
- BYE (M) : Expériences de reconversion industrielle et méthode économique. Cahier de l'ISEA N° 130 d'Octobre 1962, série L, 11.
- BYE (M) : Industries " anciennes " et régressions régionales . Problèmes de conversion économique. Analyses théoriques et études appliquées. Actes du IV^e colloque de l'Association de Science Régionale de langue française. Génin . Paris 1965.
- CAHEN (L) : Un exemple de l'impossibilité de certaines comparaisons statistiques : la taille des établissements industriels dans les pays du Marché Commun. Etudes et Conjoncture. Janvier 1959.
- CAHEN (L) : Evolution régionale des revenus des particuliers de 1955- 1956 à 1958. Etudes et Conjoncture N°5 de Mai 1961.
- CAILLOT (R) : Paris, frein ou moteur de l'aménagement français. Economie et Humanisme N° de juillet-août 1959.
- CAILLOT (R) : Urgence de l'aménagement régional en France. Aménagement régional et démocratie économique. Economie et Humanisme . 1960.
- CAMY (P) : Problèmes et perspectives d'une région frontalière au centre de la communauté.C.E.E. Conférence sur les économies régionales. Bruxelles 1961.
- CAMY (P) : La politique régionale au Luxembourg. C.E.E.. Objectifs et méthodes de la politique régionale. Bruxelles 1964.
- CAO-PINNA (V) : Problèmes posés par l'établissement et l'utilisation d'une comptabilité régionale d'entrée et sortie. Planification économique régionale. OEEC 1961.
- CAPET (M) : Recherche de l'incidence de la Communauté Economique sur une région . Cahier de l'ISEA N° 101 de mai 1960 série R, 4.
- CARMOY (G.de) : Les organisations professionnelles et l'expansion économique régionale. Revue française de Science Politique N° d'avril-juin 1956.
- CARRERE (P) : Notes sur l'analyse régionale. Etudes et conjoncture N°3 de mars 1958.
- CARRIER (H) : Progrès de l'urbanisation dans le monde. Revue de l'action populaire N° 165 de février 1963.

- CHABANOL (D) : L'aménagement du territoire . Bulletin SEDEIS n° 814 Suppl. du 10 mars 1962.
- CHABANOL (D) : La régionalisation du plan français. Bulletin SEDEIS N° 879 suppl. du 1er Mars 1964.
- CHINEAU (A) : Un modèle d'analyse de l'espace économique français. Revue d'Economie Politique N° 1 de janvier -fé - vrier 1965.
- CHAMBRE (H) : La notion de région dans l'économie soviétique. Cahier de l'ISEA. N° 131. Suppl. de novembre 1962, série G, 16.
- CHATELAIN (A) : Les migrations de population. Revue Economique n° 1 de janvier 1963.
- CHENERY (H.B.) : The role of industrialization in development program American Economic Review. Papers and proceedings May 1955.
- COUSTOU (A) : De la comptabilité économique girondine à la comptabilité aquitaine . Premiers résultats d'une enquête régionale sur les relations interindustrielles. Cahier de l'ISEA N° 142 d'octobre 1963 ,série L ,13 .
- CRAINE (L.E.) : The Core and Boundaries of Regional Science. Papers and proceedings of the Regional Science. Association. Vol.4 1958.
- DAL PANE (L) : Les transformations des structures économiques de l'Italie. Revue Economique n° 3 de 1965. Numéro Spécial sur l'économie italienne .
- DALOZ (J.P.) : Industrialisation et aménagement du territoire en Allemagne Occidentale. Revue de l'Economie du Centre-Est N°21 de juillet -septembre 1963.
- DAVIN (L.E.) : Quelques réflexions sur la croissance des régions sous -développées. Cahier de l'ISEA N° 112 d'avril 1961 série L, 8.
- DAVIN (L.E.) : La politique belge de développement régional. Revue d'Economie Politique N° 1 de janvier -février 1964.
- DEBRE (M) : Problèmes économiques et organisation administrative. Revue française de Science Politique. 1956 .
- DELLA PORTA (G) : Planification nationale et planification régionale . Economie appliquée 1960.
- DELLA PORTA (G) : La programmation régionale en Italie, expériences, problèmes, solutions possibles dans le cadre de la Communauté économique européenne. C.E.E. Conférence sur les économies régionales. Bruxelles 1961.

- DELMAS- MARSALET (J) : Pouvoirs et limites d'un pôle de développement régional. Le gaz de Lacq. Revue de l'économie méridionale 2ème trimestre 1959.
- DELOUVRIER (P) : L'avenir de la nébuleuse parisienne . Urba - nisme n° 84.
- DEMARS (J) : Le plan et la région . Bulletin S.E.D.E.I.S. Etude N° 904 du 10 septembre 1964.
- DOBRETSBERGER (J) : Théorie des territoires économiques . Economie appliquée n°1 de janvier -mars 1950.
- DUMORA (H) : La production de pétrole et de gaz naturel en France. Les Cahiers Français n°94 d'avril 1964.
- DUNN (E.Jr.) : Une technique statistique et analytique d'analyse régionale : descriptions et projections. Economie appliquée. octobre 1959.
- ECHARD (J) : La collaboration des initiatives publiques et privées pour le développement d'un pôle industriel : Lacq. C.E.E. Conférence sur les économies régionales . Bruxelles . 1961.
- ECKAUS (R.S.) : The Factor Proportions Problem in Underdeveloped Areas. American Economic Review . Papers and proceedings 1960.
- ERGAS(I-H) : Remarques sur les relations entre les planifications nationales et régionales et leurs liaisons avec les problèmes du commerce extérieur . Cahier de l'ISEA N° 154 d'octobre 1964 , série P, 10.
- FABRICANT (J) : Study of the size and efficiency of the American Economy. Economic Consequences of the size of Nations. Macmillan 1960.
- FARDEAU (M) : La recherche dans l'industrie . Revue d'Economie Politique . N° 2 de mars-avril 1965 .
- FISHER (J.L.) : Concepts in Regional Economic Development . Papers and Proceedings of Regional Science Association . 1955.
- FLAMANT (M) : Concept et usage des " économies externes " . Revue d'Economie Politique n° 1 de janvier-février 1964.
- FLAMANT (M) : La politique d'aménagement du territoire en France (1945- 1964) . Revue de l'Economie du Centre -Est n°23-24 de janvier -juin 1964.

- FLEMING (M) : External Economics and the doctrine of balanced Growth. Economic journal juin 1955.
- FOGARTY (M.P) : Quelques leçons de la politique britannique de localisation de l'industrie. Revue d'Economie Politique N° 1 de janvier-février 1964.
- FOREST G.HILL : Problèmes de croissance économique régionale aux Etats-Unis. Revue d'Economie Politique N°1 de janvier-février 1964.
- FRAPPART (C) : Aménagement du territoire et choix économiques. Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale. 1965.
- FRIEDMANN (J) : Regional Economic policy for developing areas. Regional Science Association Papers. Philadelphia. 1963.
- FRUIT (R) : Les effets d'un pôle de croissance sur l'environnement. Analyse du développement du Centre et du Sud du département du Nord. Revue Economique n° 3 de 1960.
- GENDARME (R) : Les problèmes actuels du développement régional dans le Nord. Revue Economique N°6 de 1956.
- GEOFFROY (J) : Aperçus sur diverses métropoles régionales d'Europe Occidentale. Commissariat Général du Plan d'Equipe - ment et de la Productivité. Décembre 1963.
- GEORGE (P) : L'aspect géographique de la division régionale. La Région. Fondation Nationale des Sciences Politiques et Université de Lyon. 1962.
- GIERSH (H) : Economic Union of Nations and Localisation of Industry. Review of Economics and Statistics. 1949-1950.
- GILBERT (E.W.) : The Idea of Region. Geography. London. July 1960. n°208.
- GLOTIN (Y) : Inventaire et bilan de l'action des Sociétés de Développement Régional. Journal Officiel. Avis et Rapports du Conseil Economique et Social. n°9 du 26 mai 1963.
- GOETZ-GIREY(R) : Stimulants et propagation de la croissance dans le " pays " de Montbéliard. Revue Economique n°1 de 1960.
- GONDOUIN (R) : Etude de l'aménagement de la région parisienne. Journal Officiel. Avis et Rapports du Conseil Economique et Social N°7 du 25 mars 1959.
- GRAVIER (J.F) : Organisation territoriale et expansion régionale. Revue Française de Science Politique. 1956.

- GRAVIER (J.F.) : Extension géographique et modalités des "actions d'entraînement" prévues par le IVème Plan. Journal Officiel. Avis et Rapports du Conseil Economique et Social. N°14 du 6 août 1963.
- GRAVIER (J.F.) : Paris en France. Urbanisme n° 84.
- GRIDTERAY (A) : Exigences du destin de Paris. Urbanisme n°84.
- HAUTREUX (J) : La répartition fonctionnelle des populations urbaines et la détermination des multiplicateurs d'emploi. Cahier de l'ISEA N° 142 d'Octobre 1963, série L, 13.
- HAUTREUX (J) : Les principales villes attractives et leur ressort d'influence. Urbanisme N°78.
- HAUTREUX (J) et ROCHEFORT (M) : Les métropoles et la fonction régionale dans l'armature urbaine française. Construction et Aménagement N° 17 d'octobre 1964.
- HERWEIJER (J) et CORVER (H) : La planification et la coordination régionales sur les plans géographique, industriel, agricole, culturel et social dans le cadre du développement régional aux Pays-Bas. C.E.E. Conférence sur les Economies Régionales. Bruxelles 1961.
- HIRSCHMAN (A.O.) : Investment policies and "dualism" in underdeveloped countries. American Economic Review Septembre 1957.
- HOBSON (A.C.) The great industrial Belt. Economic journal. Septembre 1951.
- HOFMANN (W) : Marché Commun et concurrence. Cahier de l'ISEA n°92 1959, série P, 3.
- HOUSSIAUX (J) : Le concept de quasi-intégration et le rôle des sous-traitants dans l'industrie. Revue Economique N°2 de 1957.
- HOUSSIAUX (J) : Quasi-intégration, croissance des Firmes et structure industrielle. Revue Economique N°3 de 1957.
- HOUSSIAUX (J) : Quelques expériences récentes de quasi intégration. Revue Economique N°6 de 1959.
- HOUSSIAUX (J) : Les grandes entreprises et les fusions. Direction n° 116 d'avril 1965.
- ISARD (W) : The Scope and Nature of Regional Science. Papers and Proceedings of the Regional Science Association. 1960 vol.6.

ISARD (W) et SMOLENSKY (E) : Développements récents de la science économique régionale. Cahier de l'ISEA N°112 d'avril 1961, série L, 8 .

JEANNENEY (J.M.) : A la recherche de principes pour une politique nationale de développement des économies régionales. Revue économique n° 6 de 1956.

JODEAU (J) : Les aéroports et le développement régional. Bulletin de l'Institut de Transport aérien. N°30 du 27 juillet 1964 et n°31 du 7 septembre 1964.

JOUANDET- BERNADAT (R) : Les comptabilités économiques régionales. Revue d'Economie Politique n°1 de janvier -février 1964.

JUILLARD (E) : La région. Essai de définition. Annales de géographie . Septembre- Octobre 1962.

KENDE (P) : Le concept de pouvoir dans l'analyse économique . Les formes modernes de la Concurrence. Gauthier-Villars Paris. 1964.

KRIER (H) : Le développement économique de la Bretagne . Revue Economique N° 6 de 1956.

KRUTILLA (J.V.) : Criteria for evaluating regional development programs. American Economic Review . Papers and Proceedings May 1965.

LABALLE (G) : Bilan de l'aide à l'expansion industrielle régionale . Le Moniteur des Travaux publics et du bâtiment N°31 du 27 juillet 1963.

LABASSE (J) : La portée géographique des programmes d'action régionale français. Annales de géographie n° 374 de juillet-août 1960.

LABASSE (J) : -Option pour une politique d'aménagement .
-A la recherche d'un cadre régional.
Aménagement régional et démocratie économique. Economic et Humanisme 1960.

LABASSE (J) : Les métropoles régionales. Chronique Sociale de France . N°3 et 4 du 30 juillet 1965.

LABASSE (J) : et ROCHEFORT (M) : Equipements tertiaires supérieurs et réseau urbain. Economic et Humanisme N° 159 de mars-avril 1965.

LAJUGIE (J) : Les conditions d'une politique de développement régional pour les pays du Marché Commun. Revue d'Economie Politique. 1959.

- LAJUGIE (J) : Aménagement du territoire et développement économique régional en France (1945- 1964) . Revue d'Economie Politique N° 1 de janvier- février 1964.
- LAMOUR (P) : L'avenir de la région parisienne . Revue politique et parlementaire N° 730 de janvier 1963.
- LANGER (Dr. W) : Le programme de développement des points centraux dans les régions sous-industrialisées de la République Fédérale d'Allemagne. C.E.E. Conférence sur les économies régionales. Bruxelles 1961.
- LAURENT (P) : La participation à la décision économique . Revue de l'action populaire . 1963.
- LAVENIR (H) : De l'Europe des Etats à l'Europe des régions .Le Monde des 25-26 et 27 août 1964.
- LE FILLATRE (P) : La puissance économique des grandes agglomérations françaises déduites de la localisation des sièges et des succursales d'entreprises à établissements multiples. Etudes et Conjoncture n° 1 de janvier 1964.
- LEDUC (G) et WEILLER (J) : La dimension des nations dans ses rapports avec la stabilité économique et la régularité du progrès. Colloque de Lisbonne -1960 . Cahier de l'ISEA N° 113 de mai 1961 ,série P,5.
- LELONG (P) : L'évolution de la Science et la planification de la recherche. Revue Economique N° 1 de janvier 1964.
- LEROUY (L) : Etude de la proposition de loi n° 11.044 tendant à modifier l'article 1er du décret du 5 janvier 1955 favorisant une meilleure répartition des industries sur l'ensemble du territoire . Journal Officiel . Avis et Rapports du Conseil Economique N° 12 du 10 juillet 1956.
- LEVY (E) : Contribution au problème des aires déprimées . L'exemple du Mezzogiorno . Revue Economique 1956.
- LEWIN (A) : Caractères originaux des métropoles d'équilibre . Urbanisme N° 89.
- LOMBARDINI (S) : Les analyses économiques pour la préparation d'un plan régional . Revue d'Economie Politique. N° 1 de janvier -février 1964.
- MAILLET (P) : Quelques aspects de la concentration des entreprises en France. Revue d'Economie politique . N°2 de mars-avril 1965.
- MAINGUY (Y) : La localisation des consommations d'énergie . Cahiers du Centre Economique et Social de perfectionnement des cadres de la Fédération Nationale des Syndicats d'ingénieurs et de cadres supérieurs C.G.C.

MANDY (P.L.) et GHELLINCK (G.de) : La structure de la dimension des entreprises dans les pays du Marché Commun. Revue Economique N°3 de 1960.

MARCHAL (A) : De quelques faux dogmes en matière d'organisation européenne. Revue Economique N°5 de 1960.

MARCY (G) : Dans quelle mesure le commerce international ou des accords douaniers permettent-ils à une petite nation d'obtenir les avantages d'une plus grande nation ? .Cahier de l'ISEA N° 113 de mai 1961 ,série P,5.

MARCZEWSKI (J) : Les relations entre l'économie nationale et les économies régionales en U.R.S.S. Aspects internationaux des problèmes d'économie régionale . Editions de l'Institut de Sociologie Solvay .1959.

MASSE (P) :Réflexions sur l'aménagement de la région parisienne. Revue politique et parlementaire .N° 714 de juillet 1961.

MASSE (P) : L'aménagement du territoire ,projection géographique de la société de l'avenir . Revue d'économie politique N° 1 de janvier -février 1964.

MAZZOCHI (G) : Dualisme et disparités régionales. Revue Economique N° 5 de septembre 1965. L'Economie Italienne .

MEADE (J.E.) : External economies and diseconomies in a competitive situation . Economic journal n°245 mars 1952.

MERCIER(R) : Présentation à partir d'un modèle simple de quelques réflexions sur l'équilibre interrégional. Economie appliquée n° 2 de 1963.

MERCIER (R) et ECHARD (P) : Recherche de schémas d'analyse globale des problèmes de développement régional. Revue Economique N°6 de 1963.

MERIGOT (J) : La nation dans la pensée économique. Revue de l'économie contemporaine. Juin- septembre 1950.

MEYER (J.R.) : Regional Economics . A Survey. American Economic Review. Mars 1963.

MILHAU (J) : La théorie de la croissance et l'expansion régionale . Economie appliquée. 1956.

MILHAU(J) : Les objectifs et les principes d'une politique des économies régionales. Journal Officiel . Avis et Rapports du Conseil Economique N°3 du 1er février 1957.

MILHAU (J) : La mise en oeuvre des programmes d'action régionale et la notion de la région de programme. Journal officiel . Avis et rapport du Conseil Economique N° 21 du 6 décembre 1958.

- MILHAU (J) : Problèmes de l'élaboration et de l'exécution des plans régionaux. Journal Officiel. Avis et rapports du Conseil Economique et Social. N° 10 du 15 Mai 1960.
- MILHAU (J) : Le financement de l'expansion régionale. Revue d'économie politique N° 1 de janvier - février 1964.
- MILLOT (R) : Problèmes de financement du développement régional. Journal Officiel. Avis et Rapports du Conseil Economique et Social. N°7 du 24 février 1962.
- MOLS (S.J.) : L'accroissement de la population selon les régions et l'importance des agglomérations. Population avril-juin 1963.
- MUELLER(E) ,MORGAN (J.N) : Location decisions of manufacturers. American Economic Review. Papers and Proceedings. May 1962.
- NEFF (P) : Interregional cyclical differentials : causes, measurement and significance. American Economic Review. Papers and Proceedings. May 1949.
- NICHOLSON (R.J.) : The Regional Location of Industry. An Empirical study. Economic journal. septembre 1956.
- NORTH (D.C.) : Location theory and regional economic growth. Journal of Political Economy. 1955.
- OKYAR (O) : La théorie des trois secteurs et le développement économique. Economie appliquée. 1956.
- OUSSET (J) : La multifirme. Revue Economique N° 4 de 1964.
- PAELINCK (J) : Possibilisme et pôles de croissance : phénomènes de prestige et de propagation dans le cadre de l'industrialisation néerlandaise. Economie appliquée. 1959.
- PAELINCK (J) : Croissance régionale et mise en valeur des ressources en Amérique Latine. Cahier de l'ISEA n°142 d'octobre 1963, série L, 13.
- PAELINCK (J) : La théorie du développement régional polarisé. Cahier de l'ISEA N° 159 de mars 1965, série L, 15. Croissance régionale et sous-développement.
- PAELINCK (J) , CAEVEL (J.de) , DEGUELDRE (J) : Analyse quantitative de certains phénomènes de développement régional polarisé. Essai de simulation statique d'itinéraires de propagation. Problèmes de Conversion Economique. Genin. Paris. 1965.
- PARENT (J) : Quelques réflexions sur le phénomène de l'exode rural. Comment concevoir et animer une économie du Massif Central. Centre Régional de Productivité Auvergne. Clermont-Ferrand 1962.

- PARENTEAU (R) : Problèmes de développement régional dans un Etat fédéral : l'expérience canadienne. Revue d'économie politique. 1963.
- PENQUIL (M) : Note sur quelques aspects théoriques de la politique d'aménagement du territoire. Cahier de l'ISEA, série L N° 14 . 1958.
- PENQUIL (M) : La région dans la planification économique des pays en voie de développement. Revue d'Economie politique n° 1 de janvier-février 1964.
- PERLOFF (H.S.) : Regional Studies at U.S. Universities. Washington . 1957.
- PERLOFF (H.S.) : Lagging Sectors and Regions of the American Economy. American Economic Review. 1960.
- PERROT (M) : La prime spéciale d'équipement . Revue Economique N°2 de 1962.
- PERROUX (F) : Les formes de la concurrence dans le Marché Commun. Revue d'Economie Politique 1958.
- PERROUX (F) : L'investissement d'innovation. Pour un modèle à deux secteurs : Secteur à croissance forte, Secteur à croissance retardée. Problèmes de Conversion Economique. Genin . Paris . 1965.
- PESCATORE (G) : Les modalités de l'intervention des pouvoirs publics en Italie méridionale, le rôle de la Caisse du Midi et les effets de sanction . C.E.E. Conférence sur les Economies Régionales. Bruxelles 1961.
- PEYRARD (M) : Dimension de l'entreprise et concurrence. Les Formes modernes de la Concurrence . Gauthier -Villars. 1964.
- PIATIER (A) : Les fonctions de polarisation . Les métropoles d'équilibre. Urbanisme n°89.
- PIETTRE (A) : Vers l'économie contractuelle . Le Monde des 15-16 et 17 Mai 1963.
- PIGANIOL (P) : Le financement de la recherche industrielle . Revue Economique N° 1 de janvier 1964.
- PONSARD (C) : Le rôle de la technique dans le processus de formation des inégalités régionales en Europe Occidentale. Revue de l'Economie du Centre-Est N°17 de juillet -septembre 1962.
- PONSARD (C) : Aménagement du territoire et programmation régionale. Revue de l'Economie du Centre-Est , n° 19-20 de janvier -juin 1963.

POTTIER (P) : Axes de communication et développement économique.
Revue Economique N°1 de janvier 1963.

POUYET (B), et MONBRISON- FOUCHERE (P.de) : La régionalisation
dans le IVème Plan : L'expérience des tranches opératoires.
Administration traditionnelle et planification régionale.
Cahier de la Fondation Nationale des Sciences Politiques
n°135.

PRATE (A) : Marché Commun et politique régionale. Revue d'écono-
mie politique n° 1 de janvier -février 1964.

QUERMONNE (J.L.) : La région, aspects politiques et sociaux :
formulation d'une hypothèse de travail. La Région.
Fondation Nationale des Sciences Politiques et Université de
Lyon. 1962.

QUERMONNE (J.L.) : Planification régionale et réforme adminis-
trative. Administration traditionnelle et planification
régionale . Cahier de la Fondation Nationale des Scien-
ces Politiques n° 135.

REBOUD (L) : Progrès technique et décentralisation . Revue d'é-
conomie politique : N° 2 et 3 de 1964.

REYNAUD (P.L.) : Population et développement économique en Alsa-
ce . Cahier de l'ISEA , série L , 1 de 1957.

REYNAUD (P.L.) : Aménagement du territoire et psychologie écono-
mique . Banque . Novembre 1964.

ROBERT (P) : Spécialisation industrielle et expansion régiona-
le. Cahier de l'ISEA . Suppl. n°130 d'octobre 1962.
Série L, 11.

ROBIN (F) : Possibilités de décentralisation des laboratoires de
recherche scientifique et technique . Journal Officiel .
Avis et rapports du Conseil Economique et Social. n° 3 du
2 février 1962.

ROSENFELD (F) : Les firmes motrices et la comptabilité régionale.
Cahier de l'ISEA. Suppl. N° 130 d'octobre 1962, série L, 11.

ROSENSTEIN-RODAN (P.N.) : Problems of Industrialisation of Eas-
tern and South- Eastern Europa. Economic Journal.
juin- septembre 1943.

ROSENSTEIN -RODAN (P) : Industrialisation d'une région sous-
développée. Planification Economique Régionale .O.E.C.E.
1961.

SALLEZ (A) et SCHLEGEL (J) : Les commandes gouvernementales de
sous-traitance et le développement régional. Cahier de
L'ISEA n° 159 de Mars 1965. série L, 15.

SCITOVSKY (T) : Two concepts of external economies. Journal of Political Economy n°2 d'avril 1954.

SCITOVSKY (T) : Croissance balancée ou non balancée? Economie appliquée. 1959.

SOUBIE (P) : Présentation d'un cadre comptable régional. Etudes et Conjoncture n° 10 d'octobre 1965.

STRETEN (P) : Déséquilibre et croissance. Cahier de l'ISEA N° 85 de juillet 1953 (Hors série ,3) .

SVENNILSON (I) : The concept of nation and its relevance to economic analysis. Economic consequences of the size of nations. London Macmillan 1960.

TABOULET (H) : Transformation des marchés et dimension optimum. Bulletin SEDEIS n° 927 suppl. du 1er septembre 1965.

THUILLIER (G) : Grande entreprise et décentralisation industrielle. Revue Economique mai 1959.

TINBERGEN (J) : Les données fondamentales d'un plan régional. Tiers Monde de juillet -septembre 1962.

TINBERGEN (J) : Un modèle de la dispersion géographique de l'activité économique. Revue d'Economie Politique N° 1 de janvier -février 1964.

.. URI (R) : L'investissement américain et la concentration industrielle. Revue Economique franco-suisse n°1 de 1965.

VALERY (F) : Aspects actuels du régionalisme et du mondialisme. Economie appliquée. 1960.

VANDEPUTTE (R) : La politique d'expansion régionale en Belgique. Economie appliquée. 1960.

VANNESTE (O) : Problèmes et perspectives d'une région frontalière belge: La Flandre Occidentale. C.E.E. Conférence sur les Economies régionales. Bruxelles 1961.

VAN OS : La politique de l'industrialisation régionale aux Pays-Bas. Economie appliquée. 1960.

VENTEJOL (G) : Problèmes de la conversion en France à moyen et long terme. Journal Officiel. Avis et rapports du Conseil Economique et Social N° 11 du 3 Mai 1961.

VILAIN (M) : L'avenir du charbon. Revue Politique et parlementaire de mai 1964.

VINING (R) : The region as an economic entity and certain variations to be observed in the system of regions. American Economic Review . Papers and Proceedings. May 1949 .

VIOT (P) : Le IVème Plan et l'action régionale. Revue de l'action populaire. Janvier 1963.

VITO (R) : La théorie économique spatiale et les principes de la politique régionale. Revue d'Economie Politique. 1959.

WACHER (G) : Les problèmes d'une région industrielle périphérique exposés en tenant compte plus particulièrement de la situation limitrophe de la zone d'occupation soviétique et en prenant pour exemple la Haute-Franconie. C.E.E. Conférence sur les Economies Régionales. Bruxelles décembre 1961.

WHITNEY (V.H) : Potential Contributions of Regional Science to the Field of Sociology. Papers and Proceedings of the Regional Science Association. 1957.

WRONSKI (H) : La localisation des forces productrices en U.R.S.S. Revue d'Economie politique n° 1 de janvier -février 1964.

ZARKA (C) : Les inégalités économiques entre nations tendent-elles à croître? Revue Economique 1962.

ZARKA (C) : Intensité du progrès technique et classification des activités économiques en trois secteurs. Revue Economique N°2 de 1965.

Ont été également consultées les publications suivantes :

- BULLETIN du C.O.N.A.T.E.F.
- BULLETIN DE CONJONCTURE. région de Bretagne.
- DIRECTION .
- ECONOMIES REGIONALES .
- ENTREPRISE
- EXPANSION REGIONALE.
- LE MONDE .
- NOTES et ETUDES DOCUMENTAIRES .
- PATRONAT FRANCAIS .
- PROBLEMES ECONOMIQUES .
- REVUE JURIDIQUE et ECONOMIQUE du SUD-OUEST, Série Economique.
- L'USINE NOUVELLE .

TABLE DES MATIERES

DIMENSION REGIONALE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE : L'EMERGENCE DE LA DIMENSION REGIONALE

<u>CHAPITRE I) : LA DIMENSION REGIONALE DANS LES FAITS</u>	p.	16
SECTION I : L'AMPLEUR DES INEGALITES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT	p.	17
§ 1) L'approche méthodologique	p.	18
§ 2) La mesure des inégalités régionales....	p.	20
SECTION II :L'HETEROGENEITE DE L'ESPACE ECONOMIQUE NATIONAL	p.	23
§ 1) Structures économiques et capacité d'emploi	p.	24
A) Les manifestations du déséquilibre..	p.	24
B) La nature du déséquilibre	p.	31
1)Le déséquilibre au niveau des trois secteurs	p.	31
2)Le déséquilibre au niveau des branches d'activité	p.	37
§ 2) La différenciation des structures démographiques	p.	46
A) La différenciation des niveaux de peuplement	p.	46
B) La différenciation des taux de croissance démographique	p.	53
C) La différenciation des structures par âges	p.	58
D) La différenciation qualitative des populations régionales	p.	65
SECTION III :LES AMBIGUITES DU CONCEPT DE SOUS-DEVELOPPEMENT	p.	67
§ 1) Les éléments de distinction	p.	71
A) Les structures d'encadrement	p.	71
1) La validité des méthodes d'approches respectives	p.	72
2) La distinction des comportements sociaux	p.	73

3) La distinction des comportements démographiques	p.	75
a) Les causes	p.	75
b) Les conséquences	p.	80
B) La diffusion des flux d'investissement	p.	82
§ 2) L'approche ternaire du professeur VITO...	p.	83

CHAPITRE II) LA DIMENSION REGIONALE DANS LES IDEES..... p. 89

SECTION I : LE PRECEDENT DU REGIONALISME TRADITIONNEL	p.	90
§ 1) Les mobiles du régionalisme traditionnel	p.	92
A) L'uniformisation du territoire national	p.	92
1) La création du département	p.	93
a) La simplification administrative	p.	93
b) La lutte contre l'esprit de province	p.	95
2) Le dépassement du cadre départemental	p.	96
B) La centralisation administrative....	p.	99
1) Le fédéralisme de PROUDHON	p.	101
2) La démocratie d'Alexis de TOCQUEVILLE	p.	102
3) La monarchie de MAURRAS.....	p.	103
§ 2) La détermination régionale	p.	105
A) Les méthodes de régionalisation ...	p.	105
1) L'élaboration spontanée	p.	105
2) La consécration juridique	p.	106
B) Les tentatives concrètes de régionalisation	p.	107

SECTION II : LA DIMENSION REGIONALE ET L'ANALYSE THEORIQUE	p.	111
§ 1) La dimension régionale et l'analyse géographique	p.	114
A) Les différentes sortes de régions...	p.	114
B) Un essai de généralisation	p.	117
§ 2) La dimension régionale et l'analyse économique	p.	119
A) L'approche méthodologique	p.	123
B) L'approche conceptuelle	p.	126
1) La conception nodale d'August LOSCH	p.	127
2) La triple distinction du professeur BOUDEVILLE	p.	130
a) La région homogène.....	p.	131
b) La région polarisée	p.	132
c) La région plan.....	p.	134

CHAPITRE III : DIMENSION REGIONALE ET POLITIQUE ECONOMIQUE	p. 137
SECTION I : LA GENERALISATION DE L'ACTION REGIONALE	p. 138
§ 1) L'absence pure et simple de politique économique régionale	p. 138
§ 2) Les premiers essais de politique économique régionale	p. 141
A) Les régions déprimées de la Grande - Bretagne	p. 141
1) Les déséquilibres	p. 141
2) La lutte contre le chômage	p. 143
B) La naissance de l'action régionale aux Etats-Unis	p. 145
§ 3) L'intensification de l'action régionale: les exemples étrangers	p. 147
A) La prolongation de l'action britannique et américaine	p. 148
1) en Grande-Bretagne.....	p. 148
2) aux Etats-Unis ..	p. 150
B) L'action régionale dans les pays membres de la C.E.E. autres que la France	p. 151
1) En République Fédérale d'Allemagne	p. 151
2) Aux Pays-Bas	p. 152
3) En Belgique	p. 155
4) Au Luxembourg	p. 156
5) En Italie	p. 157
C) L'exemple de la Grèce	p. 159
D) L'exemple de pays africains	p. 160
E) L'exemple de l'U.R.S.S.	p. 161
F) Conclusion	p. 163
SECTION II : LA DIMENSION REGIONALE DANS LES INSTITUTIONS : L'EXEMPLE FRANCAIS DE REGIONALISATION ..	p. 164
§ 1) Le cadre territorial	p. 168
A) La détermination territoriale des circonscriptions d'action régionale	p. 170
1) Les critères fondamentaux ...	p. 173
2) Les autres critères	p. 175
B) Les tentatives de dépassement	p. 181
1) La Grande Région et l'analyse géographique ..	p. 181
2) La Grande Région et l'analyse socio-économique	p. 181
3) La Grande Région et l'analyse politique	p. 186
§ 2) Le cadre institutionnel	p. 187
A) Les organes de coordination interdépartementale	p. 188
B) Les nouvelles institutions régionales	p. 191
1) Les organismes institués	p. 191
2) Les orientations de la réforme.	p. 193
C) Conclusion	p. 200

2) La méthode d'élaboration des tranches opératoires	p. 246
B) La régionalisation du budget d'équipement de l'Etat	p. 249
§ 3) Conclusion	p. 251

CHAPITRE II) DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DIMENSION EUROPEENNE : p. 253

SECTION I : LA LOCALISATION DES UNITES DE PRODUCTION ET L'ACCENTUATION DES DESEQUILIBRES REGIONAUX p. 260

§ 1) L'assouplissement des contraintes techniques de localisation p. 263

A) Le coût de transport, facteur de localisation p. 264

1) Le coût de transport et la localisation des activités économiques p. 265

a) Von THUNEN et la localisation des activités agricoles p. 266

b) Le triangle de localisation de LAUNHARDT p. 268

c) Le modèle de WEBER p. 268

2) L'enrichissement des modèles de localisation p. 271

a) L'apport de PALANDER..... p. 271

b) L'analyse de HOOVER p. 272

3) La confirmation des faits p. 274

B) Progrès technique et contraintes de localisation p. 276

1) La diminution de la part relative des frais de transport dans le prix de revient total p. 280

a) La tendance à la dématérialisation de l'économie... p. 280

b) La modernisation des moyens de transport p. 281

2) L'attraction croissante des centres de consommation p. 283

§2) Le Marché Commun et la localisation des unités de production p. 286

A) L'union douanière et la localisation régionale dans l'espace européen .. p. 288

1) Les conséquences économiques d'une frontière sur l'espace environnant p. 288

a) L'analyse théorique p. 289

b) L'exemple de la Haute-Franconie p. 292

2) La suppression des barrières douanières et les situations nouvelles ... p. 294

a) Les nouvelles régions centrales p. 295

b) L'aggravation de la situation périphérique d'autres régions

B) La libre circulation des facteurs de production et l'action des mécanismes du marché sur les localisations industrielles	p.298
1) La recherche d'économies externes	p.301
a) L'interdépendance des activités économiques	p.303
b) La diffusion des économies externes.....	p.305
c) Les économies externes et la localisation des activités économiques.....	p.306
2) Le développement du processus cumulatif	p.308
C) Conclusion	p.311

SECTION II : LA RECHERCHE DE LA DIMENSION EUROPEENNE ET LA MULTIPLICATION DES FIRMES INTERREGIONALES.....	p. 312
§1) La recherche de la dimension européenne..	p. 313
A) L'élargissement des marchés et la croissance des firmes	p. 318
1) Les facteurs favorables à la diminution des coûts de production ...	p. 319
2) Les facteurs favorables à l'accroissement de la demande	p. 322
3) Les facteurs favorables à la croissance de l'entreprise	p. 323
a) La recherche industrielle ..	p. 323
b) La diversification des productions et des marchés....	p. 325
B) L'accroissement de la concurrence et la compétitivité des entreprises européennes	p. 326
1) La comparaison des entreprises européennes	p. 327
2) La concurrence des entreprises américaines	p. 329
a) Les causes	p. 330
b) Le degré de compétitivité des entreprises européennes	p. 332
§ 2) La firme interrégionale et la région...	p. 333
A) La puissance financière de la firme interrégionale et la création d'activités motrices dans la région d'implantation	p. 336
1) La participation des firmes interrégionales au développement d'activités motrices	p. 337
2) L'exemple du complexe industriel de Lacq	p. 340
B) Le plan de la firme interrégionale et la région	p. 344
C) Conclusion : L'intensification des rapports interrégionaux	p. 346

CHAPITRE III : LES LIMITES D'UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE REGIONAL p. 348

SECTION I : LE DEVELOPPEMENT INDUIT PAR L'INDUSTRIALISATION	p. 359
§1) La politique d'industrialisation induite	p. 361
A) La limitation des implantations industrielles dans la région parisienne.	p. 361
1) Le contrôle administratif.....	p. 362
2) La sanction financière	p. 363
3) Les incitations financières	p. 364
B) L'orientation des localisations industrielles par des incitations financières	p. 367
1) L'orientation géographique des implantations	p. 369
2) Les fondements économiques de ces incitations	p. 374
a) Incitations financières, investissements et emplois	p. 375
b) Le caractère compensatoire de l'aide accordée	p. 377
C) L'orientation des localisations industrielles par l'équipement des régions à industrialiser	p. 381
1) Le développement de l'infrastructure de base	p. 381
2) L'aménagement des structures de financement	p. 383
3) L'équipement industriel	p. 386
a) L'aménagement de zones industrielles	p. 387
b) La création d'usines	p. 388
4) Conclusion	p. 389
§2) Implantations industrielles et développement des économies régionales	p. 390
A) La création d'emplois industriels....	p. 391
1) L'évolution des faits	p. 391
a) L'évolution globale	p. 391
b) Les constructions industrielles nouvelles	p. 394
c) Les "opérations de décentralisation industrielles" proprement dites	p. 398
2) L'explication des faits	p. 401
a) La sensibilité des "opérations de décentralisation industrielle" aux fluctuations de l'activité économique ..	p. 401
b) L'attrait des localisations en région parisienne	p. 403
c) Le faible degré de participation des entreprises motrices à l'industrialisation de la province.....	p. 407

B) La projection géographique de l'industrialisation induite	p. 411
1) L'analyse des faits	p. 412
2) L'analyse causale	p. 414
a) Les fondements de la politique d'industrialisation induite	p. 414
b) L'inadaptation des modalités d'orientation géographique ...	p. 415
c) L'influence de la taille des entreprises participantes ...	p. 424
C) La qualité de l'industrialisation induite	p. 425
1)----- La consécration d'une division interrégionale du travail	p. 425
a) La création de régions exécutantes	p. 425
b) La mesure du déséquilibre...	p. 429
2) Industrialisation induite et processus cumulatif de développement	p. 433

SECTION II : LES CONDITIONS D'UN PROCESSUS CUMULATIF DE DEVELOPPEMENT	p. 436
§1) Développement économique et tertiaire supérieur	p. 440
A) Tertiaire banal et tertiaire supérieur	p. 440
B) Tertiaire supérieur et activités métropolitaines	p. 445
C) Conclusion	p. 452
§2) Tertiaire supérieur et dimension régionale	p. 454
A) L'aptitude à la fonction métropolitaine	p. 455
B) Métropoles économiques et contraintes du développement	p. 463

<u>CONCLUSION</u>	p. 468
-------------------------	--------

Vu, le Président de thèse :

Jean PARENT .

Vu, le Doyen :

Vu et permis d'imprimer .

Le Recteur :

E.LAPALUS

